# DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE, DE LA SÉCURITÉ ET DES FINANCES

## *2006 En bref*

A fin 2006, douze fonctions ont été supprimées aux Etablissements et installations militaires de Colombier, en raison de la diminution des prestations engendrée par la réforme Armée XXI. Le département s'est engagé à soutenir les collaborateurs-trices touché-e-s. A la fin de l'année, tou-te-s avaient trouvé une solution pour leur avenir, que ce soit par un transfert dans une unité de l'Etat ou de la Confédération, par un départ à la retraite anticipée, voire dans le secteur privé. Le département a, pendant la même période, préparé l'intégration d'une cinquantaine de collaborateurs-trices de la police de La Chaux-de-Fonds à la police cantonale, dès le 1er janvier 2007, et négocié les modalités de transfert du personnel du service informatique de la même Ville à celui de l'Etat. Enfin, il a autorisé le Service des contributions à offrir des possibilités d'annualisation du temps de travail, sur une base volontaire, afin d'accélérer le rythme de la taxation.

Ces quelques exemples sont emblématiques des travaux entrepris dans le cadre de la réforme de l'Etat, pour redéfinir les missions confiées à nos institutions, améliorer encore la qualité des prestations, réduire certains coûts ou augmenter la productivité de certaines unités. Des processus de réorganisation et de redéploiement aussi complexes que ceux qui sont menés aujourd'hui dans l'ensemble de l'administration ne peuvent réussir qu'avec un engagement sans équivoque de la part des cadres et une participation active de leurs collaborateurs-trices. Nous avons toujours été convaincu que la réforme de l'Etat n'avait pas besoin d'être encadrée par des cohortes de consultants. En effet, notre administration constitue à elle seule un gisement de compétences et d'expériences qui ne demande qu'à être exploité, comme l'a clairement démontré le projet RECOLTE.

Ceci a eu pour corollaire un engagement important de notre département dans la mise à disposition de procédures de décision, d'outils de travail et de standards communs à l'ensemble des départements. Afin d'assurer un traitement rigoureux des dossiers soumis au Conseil d'Etat, les services centraux ont ainsi été appelés à soutenir les départements et à préaviser leurs propositions.

Mais le succès de la réforme de l'Etat dépend encore d'une gestion des ressources humaines rénovée. C'est pourquoi ce secteur a été l'une de nos priorités de l'année écoulée. Ainsi, une nouvelle convention règle, depuis le milieu de l'année, les relations entre l'Etat et les associations du personnel de la fonction publique; un accord salarial pour les années 2007 à 2009 a été trouvé ; un programme d'encouragement à la retraite anticipée a été accepté par le Grand Conseil ; les négociations permettant de fixer les modalités de suppressions de postes engendrées par des réorganisations sont sur le point d'aboutir ; enfin, un groupe de travail est à pied d'œuvre pour jeter les bases d'une politique familiale et d'égalité au sein de l'administration. Car il ne suffit pas de réinventer l'Etat : encore faut-il que les femmes et les hommes qui le feront vivre puissent s'y épanouir.

Le **secrétariat général** (SJSF) a été mis à contribution pour appuyer le chef du département dans la préparation et le suivi des séances du Conseil d'Etat et des sessions du Grand Conseil. Il en a été de même, pour les tâches courantes, sur le plan interne. Outre sa fonction centrale d'état-major, le secrétariat général a par ailleurs suivi, sur mandat du chef du DJSF, les projets de réformes lancés depuis le début de la législature, notamment dans les secteurs de la justice, de la police, de la sécurité, des contributions et de la caisse de pensions. Il appuie enfin le chef du département dans la coordination des réflexions et des travaux menés par les services centraux dans le cadre de la réforme de l'Etat et de la mise en œuvre de la RPT, projet dont il assure la gestion d'ensemble pour l'administration cantonale.

Pour **l'office d'organisation**, le début de l'année 2006 a été marqué par l'opération Récolte : 498 propositions faites par les collaborateurs-trices de 68 unités ont été recueillies. Les restructurations initiées dans les services ont occasionné des travaux qui ont bénéficié de l'appui logistique et méthodologique de l'office. Dans cette perspective, un vade-mecum de la restructuration a été établi.

Il s'est aussi agi de dresser des catalogues de prestations, de décrire des processus, de redéfinir des aménagements de locaux et d'animer les réflexions sur de nouvelles organisations.

En 2006, **l'office de la politique familiale et de l'égalité (OPFE)** a vu ses missions recentrées sur l'interne de l'administration cantonale neuchâtelois (ACN), ceci dans le but d'y mettre en œuvre une politique familiale et d'égalité. L'OPFE a par ailleurs été chargé d'étudier la possibilité de créer une crèche pour le personnel de l'Etat. C'est pourquoi l'OPFE s'est montré moins actif à l'externe qu'il ne l'a été ces trois dernières années. En 2006, il a notamment mené des actions dans les domaines de la formation, du harcèlement, de la violence conjugale ou des inégalités salariales.

**JUSTICE**

Cette année encore, le **service de la justice**, en dehors de sa mission administrative, a participé, dans le cadre du projet «Marguerite» à la réflexion sur les lois intéressant l'organisation judiciaire et particulièrement celle relative à l'entrée en vigueur de la partie générale révisée du code pénal. Les états généraux de la justice réunis en novembre à l'initiative du chef du DJSF, sur le thème « La justice de demain » ont rassemblé quelque 100 participant-e-s de tous les horizons : professeurs d'universités, juges, députés, greffiers, fonctionnaires.

Au **service pénitentaire**, l'entrée en vigueur, au 1er janvier 2007, du nouveau Code pénal suisse a exigé des adaptations légales et la mise en place de nouvelles structures, comme la commission de dangerosité. L'office d'application des peines a été doté d'un outil informatique pour gérer la détention des personnes condamnées conformément au nouveau droit. Il a fallu malheureusement déplorer trois décès à la prison préventive de La Chaux-de-Fonds, une tentative de suicide à l'EEP Bellevue, une tentative d'évasion commise par une personne souffrant de troubles psychiques et plusieurs bagarres, principalement à la prison préventive.

Le nombre de journées de détention a atteint un record en 2006, avec **48.863 contre 46.158 en 2005**. Le travail d'intérêt général (TIG) a littéralement explosé pour atteindre **22.711 heures contre 19.017 heures en 2005** (augmentation de 19%). Le coût des placements hors canton est aussi en forte augmentation. Les trois établissements du canton ont été soumis à de très fortes sollicitations, de même que l'office d'application des peines et l'état-major du service.

A la place du projet de Cornaux, le Conseil d'Etat s'est décidé pour le « concept pénitentiaire 2006-2009 », qui projette la rénovation de la prison préventive, ainsi que la réfection du bâtiment de Gorgier, avec une augmentation globale de la capacité d'accueil. Le coût total est estimé à 20,5 millions de francs contre 30 pour celui de Cornaux. Les places supplémentaires prévues à Bellevue généreront des recettes supplémentaires ou une diminution de charges pour les placements neuchâtelois « hors canton ».

Au **service de probation**, la charge de travail a considérablement augmenté dans les établissements comme le nombre de journées de détention. Le nombre de mandats ambulatoires en cours, en 2006, est distribué de manière relativement uniforme sur l'année et se montre équivalent à l'année 2005. Néanmoins, le nombre des mandats confiés au service est en hausse régulière année après année, ce qui exige une attention constante pour identifier correctement les problématiques, faire appel aux différentes compétences offertes par le réseau psycho-social cantonal, poursuivre la réflexion sur les rationalisations des tâches administratives ou des lieux de fonctions et repenser périodiquement la pratique du Service. Ceci tout en assurant avec efficacité et rigueur sa mission particulière et spécialisée telle que définie par le Code pénal.

**SECURITE**

L'année 2006 a été marquée par le projet "Grande Abeille" qui vise à intégrer, au 1er janvier 2007, le corps de police de la Ville de La Chaux-de-Fonds au sein de la **police cantonale**. Il s'agira de mettre en oeuvre une nouvelle forme d'organisation de la sécurité publique dans la troisième ville de Suisse romande, à travers un contrat de prestations, entre les autorités communales et le chef du DJSF, portant sur une somme de CHF 5'400'000.-- représentant le financement de 35 collaborateurs-trices en équivalents plein temps.

Ce processus d'intégration et les expériences réalisées dans le cadre du projet "Police 2006" ont amené le Conseil d'Etat à décider de constituer une police unique, à terme pour l'ensemble du canton. Cette réforme permet de repenser en profondeur l'organisation de la sécurité publique par une reprise des tâches de police de proximité par l'Etat. En septembre, le Grand Conseil a été saisi d'un projet de loi qui fait l'objet d'une discussion approfondie au sein d'une commission ad hoc et qui devrait entrer en vigueur en 2007. A fin 2006, ce ne sont toutefois pas moins de 14 communes

qui avaient d'ores et déjà ouvert des négociations avec la police cantonale en vue de la conclusion d'un contrat de prestations.

La statistique 2006 de la criminalité montre que ses performances dans le domaine de l'élucidation des délits sont une nouvelle fois très largement supérieures à la moyenne nationale (20%) : le taux de 38%, en 2005, a progressé pour s'élever à 40%. Ces résultats sont le fruit des efforts consentis ces dernières années pour améliorer les outils de travail des policiers ainsi que de la volonté de traiter toutes les infractions avec la même rigueur.

Il faut noter en particulier la diminution de la criminalité en matière d'atteintes au patrimoine: diminution de 10% pour le total des infractions contre le patrimoine, pour les vols simples, pour les vols par effraction et les vols par introduction clandestine.

La statistique des accidents semble prouver que les nouvelles dispositions relatives à l'ivresse au volant, introduites en 2005, et l'engagement accru des radars de contrôle de la vitesse ont permis de maintenir le nombre des victimes de la route au niveau de l'année dernière. 6 personnes ont été tuées sur les routes durant l'année 2006, contre 7 l'année précédente. Un record pour les 36 dernières années ! A titre de comparaison, 59 personnes avaient trouvé la mort sur les routes neuchâteloises en 1970.

En terme de gestion de l'ordre public, l'année 2006 a à nouveau été marquée par plusieurs engagements des unités de maintien de l'ordre, en particulier lors de matchs de football à risque lors des rencontres de Neuchâtel-Xamax à La Chaux-de-Fonds. A trois reprises, les risques de débordements ont nécessité le déploiement d'effectifs importants.

Le 1er janvier 2006 a vu la généralisation du nouveau dispositif "police-secours", fruit de la collaboration avec les corps de police des villes de Neuchâtel, de La Chaux-de-Fonds et du Locle. Grâce à cette nouvelle forme d'organisation, les doubles interventions constatées par le passé dans les villes ont été supprimées ; la "cantonalisation" des interventions urgentes permet de concentrer rapidement un nombre élevé de patrouilles lors d'un événement majeur, par exemple, lors de l'attaque d'un fourgon blindé aux Hauts-Geneveys en août 2006.

Pour le **service de la sécurité civile et militaire et les établissements militaires de Colombier**, l'exercice 2006 a été principalement marqué par les négociations avec la base logistique de l'armée sur le contrat de prestations dans le domaine de l'équipement personnel. Le contrat d'arsenal avait été dénoncé pour le 31 décembre 2006, entraînant la suppression de 12 postes de travail à Colombier. Par ailleurs les établissements de Colombier sont rattachés au SSCM, à titre intérimaire, dès le 1.1.07. Sur la base d'une étude de faisabilité, un projet de fusion des deux entités actuelles, à l'horizon 2008, a été lancé.

La mise en place des organisations de protection civile s'est poursuivie selon le plan prévu et, au 31 décembre, 5 organisations sur 6 sont opérationnelles. L'instruction est entrée dans son rythme de croisière et la motivation des astreints est en générale bonne, dans les cours de base et les cours de répétition. Dans le domaine du feu, les regroupements des corps de sapeurs-pompiers ont pratiquement atteints les objectifs visés. Toutefois, le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires pour l'ensemble du canton devra faire l'objet d'une attention particulière. Plusieurs propositions de modification de la législation d'exécution sont en cours d'élaboration, dans le but de séparer les tâches de l'établissement cantonal d'assurance de celles du SSCM. Des décisions sont attendues en 2007.

Les risques de grippe aviaire sont toujours présents, bien qu'il n'y ait pas eu de recrudescence en Europe occidentale de cette épidémie pendant la migration d'automne. L'état-major de crise à suivi l'évolution de la maladie ; il a mis l'accent sur la planification pour le cas d'une pandémie humaine.

**FINANCES ET IMPÔTS**

En ce qui concerne le **service financier**, la procédure budgétaire a été quelque peu avancée, pour que le Conseil d'Etat puisse prendre les principales décisions avant la pause d'été. Le budget 2007 était le premier à s'inscrire dans le plan financier de la législature 2006-2009. Le Conseil d'Etat a attribué aux départements les enveloppes budgétaires prévues dans la planification financière en fonction des contraintes du frein à l'endettement. Il les a chargés d'élaborer les mesures d'amélioration au niveau législatif ou réglementaire nécessaires à la réalisation de l'objectif budgétaire (excédent de charges de 45 millions de francs au plus). Afin de favoriser la participation de l'ensemble de la fonction publique à cette réflexion, le Conseil d'Etat a lancé simultanément le projet Récolte.

Parallèlement aux mesures élaborées par les départements, le Conseil d'Etat a conclu avec les associations du personnel un accord salarial pour les années 2007-2009. En tout, le rapport à l'appui des mesures accompagnant le budget 2007 prévoyait une amélioration du résultat du budget de 48,2 millions de francs, dont 20 millions de francs au titre du report de la compensation de la progression à froid de l'impôt sur le revenu. Le renchérissement s'étant inscrit en dessous du seuil légal, le Grand Conseil n'a cependant pas eu à se déterminer sur cette question.

Au niveau parlementaire, le processus budgétaire a été fortement déterminé par les travaux de la commission "Retraite anticipée" et ceux du groupe de travail "Réinsertion professionnelle des moins de 30 ans" constitué par la commission de gestion et des finances. Ces travaux ont abouti à des solutions qui ont finalement permis au Grand Conseil d'adopter les deux projets sous une forme modifiée, tout en les inscrivant dans les contraintes budgétaires. En décembre, le Grand Conseil a adopté le budget et les mesures d'accompagnement avec divers autres amendements. L'excédent de charges, de 43,2 millions de francs, est resté le même que dans la version présentée par le Conseil d'Etat.

Par arrêté du 8 mars 2006 sur l'organisation de la réforme de l'Etat, le Conseil d'Etat a chargé les départements de requérir le préavis des services centraux sur tous les rapports qu'ils soumettent au Conseil d'Etat. En vertu de la loi sur les finances (art. 46, lettre d) et du règlement du service financier, celui-ci était déjà consulté sur les projets qui ont une incidence financière. Le nouvel arrêté lui permet dorénavant de donner plus systématiquement son préavis.

En avril, le Conseil d'Etat a accepté le rapport du comité de pilotage concernant les évaluations de subventions réalisées en 2005. Il a chargé les départements d'examiner les recommandations et, si possible, de les prendre en compte dans le budget 2007. Afin d'accélérer le processus, les travaux d'évaluation ont été intensifiés en 2006. Une quarantaine de subventions ont été traitées. Ces évaluations sont présentement entre les mains du comité de pilotage. Il transmettra ses propositions au Conseil d'Etat au cours du premier trimestre 2007.

Comme l'année dernière, le service financier a procédé à deux reprises à une enquête auprès des départements afin d'évaluer le résultat probable des comptes. Le résultat de la première évaluation, présenté par le Conseil d'Etat en août, a montré que les comptes seraient vraisemblablement proches de l'équilibre. L'amélioration prévisible résultait principalement des rentrées fiscales accrues liées à la conjoncture économique et des dépenses moindres prévues au titre des charges de personnel, suite aux mesures restrictives mises en œuvre (délai de carence, non-remplacement de postes vacants sauf dérogation accordée par le Conseil d'Etat) et aux dispositions prises dans l'enseignement pour la rentrée scolaire 2006. La seconde évaluation a confirmé ces prévisions.

En 2006, des emprunts sont arrivés à échéance pour un montant total de 235 millions de francs. Ces emprunts ont pu être remboursés intégralement sans que l'Etat n'ait besoin d'emprunter de nouveaux fonds. De 1'715 millions à fin 2005, la dette consolidée a ainsi passé à 1'480 millions à fin 2006. Le remboursement des emprunts échus a été effectué par l'utilisation des versements de la BNS au titre de l'or excédentaire disponible à cet effet en 2006, à hauteur de 162 millions de francs, par les liquidités provenant de l'excédent de financement de l'exercice (40 millions) et, pour le solde de 33 millions de francs, par l'amélioration intervenue dans l'encaissement des impôts et les liquidités provenant de diverses variations des postes du bilan.

Les mesures prises en vue d'améliorer la perception des impôts (hausse du taux de l'intérêt moratoire, introduction de l'intérêt compensatoire à charge des contribuables personnes physiques) ont influencé positivement la manière dont les contribuables (personnes physiques) se sont acquittés du paiement de leurs tranches d'impôt 2006, ce qui s'est traduit par une amélioration du taux d'encaissement des créances fiscales. On peut estimer à quelque 18 millions de francs les liquidités supplémentaires entrées dans les caisses de l'Etat au titre de l'impôt direct des personnes physiques, ce qui a réduit d'autant le besoin de recourir à l'emprunt.

Durant le premier semestre, l'office de perception a préparé la mise en place d'une nouvelle approche de la gestion des facilités de paiement. Celle-ci est entrée en vigueur dès juillet. La pratique mise en œuvre prend mieux en compte la situation financière globale du débiteur. Les facilités de paiement pour les impôts arriérés sont échelonnées de manière à ne pas compromettre le paiement des impôts dus pour l'année courante. Une réflexion a également été conduite au sujet des remises d'impôts, l'objectif étant de mieux préciser la notion de dénuement inscrite dans la loi de même que les critères applicables à l'examen des demandes.

Le service financier et l'office du contentieux ont examiné comment certaines subventions ou d'autres prestations de l'Etat pourraient être liées à la manière dont le contribuable s'acquitte de ses impôts. La solution retenue consiste à appliquer les dispositions du code des obligations relatives à la compensation de créances (art. 120 et ss). Par arrêté du 20 décembre 2006, le Conseil d'Etat a ancré le principe de la compensation dans le règlement d'exécution de la loi sur les subventions et désigné le service financier comme organe d'exécution. La compensation s'appliquera aux créances fiscales aussi bien qu'à d'autres créances de l'Etat, qui la fera valoir notamment envers les aides financières au sens de la loi sur les subventions. Ne sont toutefois pas concernées les aides financières individuelles accordées aux personnes en difficulté.

Les mesures de rationalisation entreprises au **service des contributions** au niveau de la taxation ont encore été renforcées en 2006. Ainsi, l'envoi des déclarations d'impôt et le début de la taxation ont-ils été avancés d'une dizaine de jours. Il s'est agi également d'accélérer encore le rythme de la taxation, pour éditer le plus rapidement possible les décomptes d'impôts définitifs du plus grand nombre de contribuables et permettre aux offices de perception d'ouvrir plus tôt les procédures de recouvrement auprès des mauvais payeurs et de convenir des plans de paiements pour rattraper les retards.

Les ressources actuelles du Service des contributions étant pleinement utilisées, il n'est pas envisageable de réaliser de nouveaux progrès sensibles sans une réorganisation structurelle du service et sans moyens techniques et humains supplémentaires. Les études menées durant l'année 2006 déboucheront, dès 2007, sur la mise en production de la première étape de la taxation assistée par ordinateur (TAO), pour les déclarations d'impôt 2006. Cette innovation marquera le début d'une réorganisation en profondeur des activités de taxation et de perception, avec entre autres, la fusion du Service des contributions et de l'Office de perception et la possibilité de remplir la déclaration d'impôt au moyen d'un CD-rom, ou par téléchargement du programme via Internet, dès 2008 (déclaration 2007).

Les étapes ultérieures prévoient l'intégration progressive de toutes les informations que comporte la déclaration d'impôt et ses annexes dans la base de données et l'outil informatique de la taxation. Les ressources libérées grâce à la taxation automatique ou semi-automatique seront affectées à d'autres tâches, visant à améliorer le rendement de l'impôt.

Le **service des communes** observe que les communes sont encore loin d'être sorties des difficultés financières dans lesquelles elles sont plongées depuis 2003. Les comptes communaux de l'exercice 2005 bouclent sur un déficit global de 41,4 millions de francs, soit 4,7 millions de francs de moins qu'en 2004, année avec le plus gros déficit jamais constaté. Pour 2006, les déficits budgétisés totalisent 39,6 millions de francs.

En 2006, une péréquation financière verticale, financée par le fonds d'aide aux communes a été instituée. D'un montant de 1,1 million de francs, elle a bénéficié à 10 communes. Le calcul de la péréquation horizontale a été revu suite au transfert fiscal lié au désenchevêtrement: l'impôt des personnes morales n'est plus pris en compte pour déterminer l'indice de charge fiscale. Pour la première fois en 2006, une péréquation budgétaire (pour 2007) a été établie sur la base des tableaux de bord fiscaux connus à fin août.

Les projets de fusion de communes ont continué de se développer en 2006. Les premiers devraient aboutir en 2008. Les aides à la fusion ont été doublées grâce au fonds destiné aux réformes de structures des communes, de 20 millions de francs à disposition des communes pour autant qu'elles fusionnent avant fin 2010. Ce fonds soutient également les regroupements et réformes impliquant l'Etat et les communes. A ce titre, il a octroyé un premier subside pour l'intégration d'une police communale dans la police cantonale.

**AFFAIRES GENERALES**

Le **service juridique**, en matière de contentieux, a préparé plus de 850 décisions incidentes et finales à la signature du Conseil d'Etat, des chefs de départements ou d'autres unités administratives. Les recours sont habituellement traités dans un délai de quatre à six mois. L'activité du service en relation avec le traitement du contentieux a généré plus de 3000 notes, courriers, mails et avis divers. Pour répondre aux demandes du Grand Conseil, de son bureau, de sa présidence et de ses commissions, du Conseil d'Etat et des départements, de la Chancellerie d'Etat et des unités administratives qui leur sont subordonnées ainsi que des établissements de l'Etat, le service juridique a rédigé près de 500 avis de droit écrits concernant l'ensemble des activités de l'Etat, auxquels s'ajoutent les quelque 1200 conseils juridiques fournis oralement.

En matière de législation, le service juridique a à nouveau été particulièrement sollicité en 2006. On peut souligner en particulier les adaptations réglementaires rendues nécessaires par la nouvelle organisation du Conseil d'Etat et de l'administration cantonale, par les adaptations de la législation cantonale à la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, ainsi que par les mesures en relation avec la réorganisation de l'Etat (retraite anticipée) et le budget 2007 (évolution du traitement du personnel, insertion professionnelles des moins de 30 ans, mesures d'amélioration des finances accompagnant le budget 2007). Il convient également de mentionner différents projets de lois en cours d'examen, comme par exemple le projet de loi sur la police cantonale. Les prestations fournies en matière de législation ont nécessité une mobilisation importante du service.

S'agissant du projet Marguerite, 2006 a permis l'adoption par la commission législative de trois rapports importants élaborés dans le cadre de cette organisation et concernant le statut des magistrats, l'institution d'un Conseil de la magistrature et la création d'un Collège des juges d'instruction. Ces projets ont été examinés par le Grand Conseil au début 2007.

Les objectifs du Conseil d'Etat pour la présente législature ont un impact important sur l'activité du **service des ressources humaines** (SRH). La maîtrise des charges de personnel constitue un élément important du redressement des finances de l'Etat. L'année 2006 a donc été marquée par l'entrée en vigueur d'un arrêté du Conseil d'Etat qui limite de manière importante les réengagements de personnel dans les services de l'administration et qui renforce le rôle de supervision et de contrôle en matière de gestion des effectifs.

En parallèle, un projet d'encouragement à la retraite anticipée a été élaboré en collaboration avec les représentants des associations du personnel. Après un premier débat au Grand Conseil, il a été transmis à une commission ad hoc, avant d'être approuvé en décembre 2006.

Un cadre salarial a enfin été négocié avec les associations du personnel pour les années 2007 à 2009. Cet accord a été ancré dans une loi par le Grand Conseil en décembre 2006, également.

Le **service du traitement de l'informatique** a été engagé dans les nombreuses réorganisations de services de l'administration cantonale, la fusion des centres d'impression, la réorganisation de l'informatique scolaire, ainsi que celle du STI en vue d'une éventuelle fusion avec le service informatique de la Ville de La Chaux-de-Fonds. Tout au long de l'année, de nombreux travaux de mise à niveau des infrastructures centrales ont été réalisés, tant en ce qui concerne le réseau de communication que les systèmes et la sécurité. La phase 2 du Guichet unique a été préparée, avec la réalisation de plusieurs nouveaux modules qui permettront de développer des prestations intégrant le paiement en ligne, la messagerie sécurisée, le contrôle de l'authenticité des documents et la gestion des événements associés aux demandes des utilisateurs.

**CAISSE DE PENSIONS DE L'ETAT**

L'année 2006 se caractérise par la bonne tenue des marchés financiers qui a permis de dégager des plus-values venant renforcer le degré de couverture de la **caisse de pensions**. Au niveau réglementaire, la loi sur la Caisse de pensions a fait l'objet d'une révision partielle introduisant les modifications liées à la révision de la LPP. Par ailleurs, le projet de création d'une caisse de pensions unique pour la fonction publique neuchâteloise a démarré, impliquant une surcharge de travail considérable.

Le **service de la gérance des immeubles** a procédé, selon son planning annuel, à plusieurs chantiers de rénovations de bâtiments suivants : avenue DuPeyrou 4, faubourg de l'Hôpital 34-36, rue du Pommier 8 à Neuchâtel, rue de Monchevaux 12 à Bevaix, route des Grattes 4 à Rochefort, rue du Chasseral 4-6 à Cernier ainsi qu'à la rue du Nord 206-208 à La Chaux-de-Fonds.

Dans le canton de Neuchâtel, en ce qui concerne les nouvelles constructions, il reste un chantier en cours aux Geneveys-sur-Coffrane, à savoir le dernier immeuble à la rue du Crêt 5 (trois bâtiments au total de huit appartements chacun). Il a été décidé de vendre en PPE le troisième bâtiment étant donné le peu de succès enregistré pour la location des deux premiers immeubles. Dans le canton de Vaud, les constructions de Gland, Morges, Palézieux et Yverdon-les-Bains sont terminées. Le marché de la location est plus détendu au vu des taux hypothécaires très bas favorisant ainsi la construction de nombreuses PPE et villas provoquant ainsi la libération de plusieurs appartements loués. Quant au marché de la location de locaux administratifs (bureaux) et locaux commerciaux, il est actuellement au « point mort » au vu de la pléthore d'objets disponibles

# 1. SECRETARIAT GENERAL

Le secrétariat général du Département de la justice, de la sécurité et des finances (SJSF) est composé d'un secrétaire général, d'une secrétaire générale adjointe, d'un chargé de missions et de deux secrétaires, soit 5 équivalents plein temps.

Par ailleurs, l'office d'organisation (1,3 équivalents plein temps) et l'office de la politique familiale et de l'égalité (2,1 équivalents plein temps) sont rattachés administrativement au secrétariat général. Tous deux accomplissent des missions transversales et offrent des prestations à l'ensemble des départements.

En sa qualité d'état-major, le SJSF assume les tâches suivantes :

- Appui au chef du DJSF pour la conduite des affaires internes courantes du département,
- Appui dans la préparation et le suivi des dossiers du DJSF traités au Conseil d'Etat,
- Analyse des dossiers des autres départements traités au Conseil d'Etat,
- Participation à la conférence des secrétaires généraux,
- Appui dans la préparation et le suivi des sessions du Grand Conseil,
- Appui dans la préparation et le suivi des séances des commissions parlementaires,
- Organisation et suivi des cinq colloques mensuels du département (justice, affaires générales, finances, sécurité, caisse de pensions),
- Coordination des travaux de préparation du budget du DJSF,
- Coordination dans la gestion du personnel du département,
- Participation au comité de pilotage de l'évaluation des subventions,
- Coordination des consultations fédérales, intercantonales ou cantonales,
- Coordination de la communication interne et externe au département,
- Conduite du secrétariat général.

Depuis le début de la législature, le SJSF assume plusieurs mandats particuliers dans des projets liés à la réforme de l'Etat :

- Participation au groupe de pilotage du projet « Marguerite » (réorganisation du pouvoir judiciaire),
- Participation au groupe chargé du projet sur la police unique,
- Participation au comité de direction du projet « Grande Abeille » (fusion de la police de la Ville de La Chaux-de-Fonds avec la police cantonale)
- Participation au groupe préparatoire de la réorganisation du secteur pénitentiaire,
- Participation au groupe de pilotage du projet e-declaration du Service cantonal des contributions,
- Participation au groupe de pilotage du projet de réorganisation du Service cantonal des contributions,
- Présidence et pilotage du groupe chargé la campagne d'information sur l'impôt (brochures sur l'intérêt moratoire et sur l'intérêt compensatoire),
- Participation au groupe de pilotage du projet « SSCM 2008 »,
- Présidence du groupe de pilotage consacré à la réorganisation de la taxe d'exemption de l'obligation de servir,
- Conduite des projets « Caisse de pension unique » et « Gérance unique »,

- Coordination interdépartementale des travaux de mise en œuvre de la RPT.

## 1.1. Comité de « Notre Jeûne Fédéral »

### *Action 2006*

En tant que représentant de l'Etat au sein du comité du Jeûne Fédéral, le secrétariat général a participé aux diverses réflexions menées sur les sources de financement.

Le comité s'est réuni à trois reprises en 2006, il a étudié diverses demandes qui lui ont été présentées mais n'en a préavisé aucune favorablement. Le soutien financier apporté par l'Etat en 2006 s'élève à 184.000 francs.

En 2006 et 2007, ce sont sur les thèmes "Terre et agriculture durable" et "Terre et environnement" que se poursuivra l'action Notre Jeûne fédéral.

Brièvement présentées, les actions 2006 s'articulent sur des projets au Brésil, au Guatemala et en Equateur:

- Action de Carême au Brésil: "Un développement durable pour l'Amazonie"
  - Renforcer l'exploitation des ressources naturelles;
  - Développer les petites exploitations familiales avec des méthodes d'agriculture durable;
  - Promouvoir des méthodes agricoles qui préservent l'environnement;
  - Améliorer la commercialisation des produits;
  - Promouvoir une saine gestion des ressources hydrauliques.

- Helvetas au Guatemala: "Améliorer les bases de vie grâce à l'agriculture durable"
  - Promouvoir une gestion durable des ressources naturelles;
  - Augmenter les revenus des petits paysans grâce à une production agricole mieux orientée sur la demande;
  - Améliorer les conditions de vie des familles.

- Pain pour le Prochain au Brésil: "Sécurité alimentaire et agriculture biologique"
  - Améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des populations;
  - Valoriser l'environnement;
  - Renforcer l'agriculture familiale.

- Swissaid en Equateur: "La terre, terreau pour l'avenir"
  - Produire des denrées saines, diversifiées et en suffisance à travers la restauration de l'équilibre écologique, tant pour les besoins de la famille que pour vendre le surplus sur les marchés locaux;
  - Mettre en oeuvre des actions qui permettent la gestion adéquate des ressources naturelles (agroforesterie et sources d'eau);
  - Mettre sur pied des projets d'eau pour la consommation et l'arrosage, réalisés et gérés par la communauté;
  - Sensibiliser les groupes à leurs droits individuels et collectifs. Former les groupes dans les domaines de la gestion administrative et financière et la gouvernance;
  - Sensibiliser les familles au thème du genre – égalité entre femmes et hommes et intégration des jeunes – et renforcer l'identité culturelle.

### *Résultat des actions 2005*

Les quatre organisations ont touché une somme de 133.000 francs chacune pour l'action 2005.

**Action de Carême – Guatemala: "Soutien aux familles sans terre à travers un accompagnement étroit et des formations"**

**Objectifs**:

- Contribuer à travers un accompagnement juridique et une formation spécifique à ce que les paysans puissent obtenir des titres de propriété pour leur terre;
- Accompagner et appuyer la population rurale dans ses efforts pour obtenir des titres de propriété;
- Accompagner les équipes paroissiales dans leur engagement pour réduire les conflits autour de la question de la terre;
- Former, conseiller et accompagner les équipes paroissiales;
- Suivre les procès juridiques en cours.

**Activités et résultats:**

L'office d'assistance juridique (OAJ) du vicariat apostolique du Petén a fonctionné, durant la période du projet, selon la planification initiale et a pu continuer avec son travail important pour les paysans de la région. L'OAJ les a conseillés pendant douze moi. Il a assuré des formations pour la base et soutenu les paroisses dans la résolution des conflits.

**Helvetas – Guatemala: "Renforcer les communes et l'information au service des communautés paysannes"**

**Objectifs**:

- Renforcer les compétences des communes en matière de gouvernance participative.
- Renforcer les compétences des communautés locales en matière de participation politique et d'accès à la terre.
- Offrir un appui technique aux communes, notamment avec des projets de développement.
- Inciter les communes d'autres régions à répliquer les expériences faites dans la région de Quetzaltenango.
- Assurer un service d'information efficace pour les communes et la population, aussi au-delà du cadre local

**Activités et résultats:**

En 2005, les activités de l'institut Muni-K'at (réseau des communes) ont bénéficié à 118.374 personnes, soit la population des communes de la région de Quetzaltenango. Et 797 personnes ont directement bénéficié de mesures de formation; 221 ont ainsi été formées en développement local (théorie, participation sociale, gestion de projets), 229 en gestion du territoire (administration des terres, cadastre, questions juridiques, géographie), 80 en informatique (internet, Power Point, Excel et Word) et 267 en législation municipale (planification, participation, achats publics).

Muni-K'at a aussi apporté un appui technique à des communes pour la construction et la réhabilitation de routes d'accès, de deux adductions d'eau potable (avec environ 1000 bénéficiaires chacune) et d'un bâtiment communautaire. Enfin, Muni-K'at a publié un manuel sur les expériences effectuées dans la région de Quetzaltenango, afin qu'elles puissent profiter à des communes rurales dans d'autres régions.

Pour sa part, le service d'information municipal d'Inforpress a touché quelque 160 communes, aussi bien avec le bulletin d'information qu'avec la mise à disposition d'une plate-forme internet. Le contenu des informations reçues par les communes concerne en priorité des informations politiques et techniques. Les communes ont aussi mis les moyens d'information d'Inforpress à la disposition de leur population, par exemple dans des bibliothèques communales. Enfin, Inforpress a assuré des formations (information tant politique que technique, outils internet) pour 316 employés des administrations communales.

**Pain pour le prochain au Brésil: "Un engagement en faveur des sans-terre"**

**Objectifs**:

- Accès à la formation et à l'éducation en milieu rural;
- Accès aux politiques publiques;
- Démocratisation de l'accès à la terre, à l'eau et aux moyens de production;
- Droit à l'alimentation et sécurité alimentaire.

**Activités et résultats:**

***MST (Mouvement des paysans sans terre)***

Pain pour le prochain a appuyé le programme de formation de base du MST dans les régions Nord et Nord-Est. Le principal but de la formation portait sur l'amélioration des connaissances et du potentiel d'analyse des travailleurs ruraux. Le MST a réalisé des formations continues pour 2100 jeunes et adultes dans les domaines suivants : agriculture familiale et durable, droit foncier, droit à l'alimentation, formation civique et analyse du contexte, histoire, géographie, portugais et gestion. Et 120 jeunes ont suivi une formation supérieure dans les trois universités avec lesquelles le MST a établi un partenariat. Pour tenter d'éviter que les jeunes ne désertent les campagnes et remédier à ce problème, le MST a organisé des caravanes culturelles – théâtre, musique, capoiera, littérature – dans différents villages assentamentos et petites villes. Il a également renforcé la formation de dirigeants –leaders. En plus, les jeunes ont été intégrés dans les activités de production. Les femmes ont participé de manière égale à toutes ces activités. En plus, elles ont organisé des séminaires abordant le thème de la situation des femmes en milieu rural.

Le projet spécifique de formation d'instituteurs, jardinières d'enfants et formateurs d'adultes a permis de former 110 personnes. Des efforts ont été faits pour intensifier le dialogue avec les communes afin de promouvoir une éducation de bonne qualité et adaptée au milieu rural. Les parents d'élèves ont participé à l'élaboration du programme scolaire et des méthodes pédagogiques. Une attention particulière a été portée à l'éducation préscolaire.

***CESE (Service œcuménique de projets)***

Vingt associations de petits paysans et de femmes vivant en milieu rural ont reçu un appui en 2005. Ce soutien avait pour but d'améliorer la production agricole et d'introduire le commerce équitable sur le marché local. Le renforcement de l'organisation de ces associations et leur mise en réseau, en vue de leur permettre par la suite d'exercer une influence sur les politiques publiques en matière d'agriculture familiale et durable, étaient au centre des activités de formation.

***CEAS (Centre d'études et d'action sociale)***

Grâce au travail de formation et d'accompagnement du CEAS, le Mouvement des petits agriculteurs a été renforcé. Et 308 familles ont obtenu la légalisation de leurs terres, 80 ont occupé de nouvelles terres. Dans deux villages assentamentos, l'eau courante et l'électricité ont été installées. Vingt nouveaux leaders paysans (dont 12 femmes) ont été formés. Les familles de petits agriculteurs se sont organisées pour la commercialisation collective des produits agricoles (café, maïs, haricots, fruits).

**Swissaid – Colombie: "La terre, facteur de production, mais aussi et toujours éléments de survie et de liberté"**

**Objectifs**:

- Renforcer les communautés locales et les organisations de base;
- Donner aux communautés locales le contrôle territorial et son management;
- Participer à la mise en place d'une société démocratique;
- Améliorer la sécurité alimentaire, récupérer la biodiversité et la défendre.

**Activités et résultats:**

La société civile soutenue par l'Eglise a mis sur pied des plates-formes humanitaires *(Mesas Humanitarias)* pour se défendre face aux multiples infractions aux normes internationales des droits humains et faire face à la volonté du gouvernement qui entend modifier la législation tant sur le tra-

vail, l'accès aux crédits, l'eau, la forêt, les mines que la justice. Avec un but primordial : garantir l'intégrité des territoires – reconnus comme entités inaliénables – et leurs ressources.

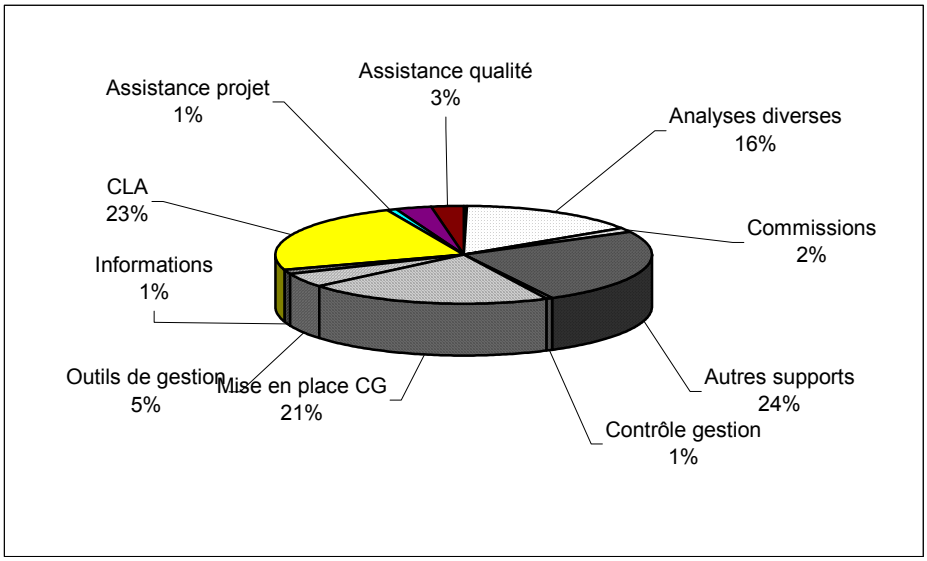
Les organisations partenaires de Swissaid planifient donc des actions de sensibilisation pour trouver un espace de dialogue entre les communautés locales, les institutions, les autorités municipales et des indigènes qui doit déboucher sur des stratégies et des actions communes afin de garantir la viabilité de ces territoires et des populations qui y ont élu domicile.

## 1.2. Office d'organisation

Au cours de l'année écoulée, l'office d'organisation s'est particulièrement impliqué dans la réalisation de l'opération Récolte (Réinventer l'Etat avec la COLlaboration de Tout-E-s) et dans l'accompagnement des unités en phase de restructuration.

Pour faciliter cet accompagnement, le chargé d'organisation s'est d'abord employé à produire, avec un groupe de travail, un guide de la restructuration. Par la suite, dans plusieurs cas, la démarche Gespa a été utilisée pour avoir une meilleure connaissance des prestations et des synergies potentielles. Dans le cadre de la commission du logement (CLA), les restructurations ont souvent donné lieu à des réaménagements de locaux.

La répartition des prestations effectuées en 2006 par l'office d'organisation sur la base du temps passé est la suivante:




Les groupes de prestations les plus importants sont l'organisation (analyses diverses), l'assistance (autres supports), Gespa et les travaux pour la CLA.

En reprenant les différents groupes de prestations, les commentaires suivants peuvent être faits.

**ORGANISATION**

Un vade-mecum (guide) de la restructuration a été établi. Il permet d'identifier les types de restructuration, les différentes phases à respecter, les questions à se poser et les répondants. C'est un support qui permet d'assister les responsables d'unité concernés, de limiter les risques et de transmettre des directives.

Certains projets de restructuration ont nécessité un appui non négligeable de l'office d'organisation comme par exemple la fusion des centres d'impression de l'Etat, de la ville de La Chaux-de-Fonds et du CPLN.

Suite à des propositions d'amélioration issues de Récolte, une préétude sur la gestion des achats au sein de l'Etat a été réalisée.

**GESPA**

Le DECS a quasiment terminé en 2006 l'établissement de ses catalogues de prestations. Pour améliorer la connaissance de la police cantonale, la mise en œuvre du niveau 1 de Gespa a débuté. Divers autres catalogues de prestations ont été produits pour faciliter les restructurations.

Un support a été donné aux services Gespa demandeurs pour favoriser le bouclement de la comptabilité analytique 2006.

Avec l'appui d'un fournisseur externe, les services Gespa ont pu poursuivre l'utilisation du système de saisie des temps de travail.

**CLA**

Même si dans la phase actuelle de réflexion sur le redimensionnement de l'Etat, il n'a pas été possible de produire un plan directeur du logement de l'administration, des projets de relocalisation ont pu être finalisés (voir le rapport de gestion du service des bâtiments).

Des analyses de besoins de locaux voire d'implantation ont été produites pour le DECS (office de la statistique et de l'informatique scolaires, service des affaires culturelles, service des sports), le DEC (service de l'économie agricole, service de l'emploi, CCNAC, service de la consommation et des affaires vétérinaires), le DGT (services des forêts et de la faune), le DSAS (service de l'action sociale) et le DJSF (police cantonale, service pénitentiaire, service de probation).

**ASSISTANCE**

Une vingtaine de séances du groupe de travail ont été nécessaires pour finaliser l'opération Récolte. Certaines des 498 propositions des collaborateurs-trices de 68 unités ont été reprises par l'office d'organisation. Celles qui ont trait au travail à domicile et aux places de parc sont étudiées de manière plus approfondie.

## 1.3. Office de la politique familiale et de l'égalité

**Introduction**

En 2006, l'Office de la politique familiale et de l'égalité (OPFE) a vu ses missions être recentrées à l'interne de l'administration cantonale neuchâtelois (ACN), afin de répondre à la volonté exprimée par le Conseil d'Etat de mettre en œuvre une véritable politique familiale et d'égalité pour le personnel de l'Etat.

En raison de son nouveau mandat au sein de l'ACN, l'OPFE s'est montré moins actif à l'externe qu'il ne l'a été ces trois dernières années. En 2006, il a notamment mené des actions dans les domaines de la formation, du harcèlement sexuel, de la violence conjugale et des inégalités salariales.

**Axes stratégiques**

Dans son programme de législature 2006-2009, le Conseil d'Etat a exprimé sa volonté de faire de l'Etat un employeur exemplaire. Il est en effet convaincu qu'un service public de qualité passe aussi par des conditions de travail attractives pour l'ensemble de ses collaborateurs et collaboratrices. Dans cette optique, le gouvernement entend mener une véritable politique familiale et d'égalité des chances entre femmes et hommes au sein de l'ACN, à l'instar de ce que connaissent déjà la plupart des administrations publiques de Suisse et toujours plus d'entreprises privées. Celles qui ont osé faire le pas relèvent unanimement les multiples avantages d'une telle politique (ex: augmentation de la motivation, diminution de l'absentéisme, fidélisation du personnel, etc.), tant pour l'employé-e que pour l'employeur.

Si des progrès ont été réalisés ces dernières années – aujourd'hui, 43% des collaborateurs de l'Etat sont des collaboratrices –, force est de constater que l'ACN est encore loin d'être un modèle en matière de politique familiale et d'égalité. A l'heure actuelle, près des deux tiers des collaboratrices de l'Etat travaillent à temps partiel, la plupart du temps par obligation, parce qu'elles ont des responsabilités familiales. A contrario, l'immense majorité des hommes (90%) exercent leur fonction à plein temps. Cette organisation du travail n'est pas anodine et a des répercussions sur la représentation féminine dans les fonctions supérieures: seuls 11% des postes de chef-fe de service ou d'office de l'ACN sont occupés par des femmes.

Pour passer de la parole aux actes, le Conseil d'Etat a décidé de mettre en œuvre le catalogue de mesures que lui a proposé en 2005 la commission consultative en matière de politique familiale et d'égalité et l'Office ad hoc. Il a fait connaître publiquement sa volonté en la matière – par l'intermédiaire du chef du DJSF – à l'occasion d'une conférence de presse organisée le 7 mars 2006.

Les mesures soutenues par le gouvernement sont les suivantes:

- Encouragement du temps partiel tant pour les hommes que pour les femmes, et pour les postes à responsabilités.
- Assouplissement du temps de travail (ex: introduction d'un horaire de travail adapté aux besoins des familles, annualisation du temps de travail, prise en compte de la garde d'un enfant malade dans les congés payés de courte durée, etc.).
- Augmentation du nombre de femmes aux postes à responsabilités.
- Encouragement à la formation continue, en particulier pour les personnes travaillant à temps partiel.
- Extension du congé paternité de 3 à 5 jours.
- Introduction d'un congé parental non payé pour les pères et les mères.
- Développement d'indicateurs statistiques permettant de mesurer les progrès réalisés.

Elles visent deux objectifs principaux:

- permettre aux collaborateurs et collaboratrices de mieux concilier vie familiale et vie professionnelle;
- augmenter le nombre de femmes dans les postes à responsabilités.

Afin de concrétiser dans les faits les mesures qu'il a adoptées, le Conseil d'Etat a décidé d'affecter les ressources de l'OPFE prioritairement à l'interne de l'ACN. Pour ce faire, il a adopté, lors de sa séance du 8 février 2006, le Règlement d'application de la loi sur la politique familiale et l'égalité entre hommes et femmes, qui donne notamment mandat à l'OPFE de:

- proposer les mesures visant à concilier vie professionnelle et vie familiale, ainsi qu'à garantir l'égalité des chances entre hommes et femmes et veiller à leur mise en oeuvre auprès des services et offices, ainsi que des collaborateur-trice-s de l'administration;
- promouvoir auprès des entités de l'administration cantonale neuchâteloise les objectifs définis par le Conseil d'Etat en matière de conciliation famille-travail et d'égalité des chances;
- veiller à assurer les objectifs définis par le Conseil d'Etat et évaluer leur performance, au travers de l'élaboration de directives et de l'analyse d'indicateurs statistiques notamment.

Pour atteindre les objectifs fixés par le Conseil d'Etat en matière de politique familiale et d'égalité, l'OPFE collabore notamment avec le Service des ressources humaines (SRH), qui est quant à lui chargé de la mise en œuvre concrète des mesures.

Conformément à l'article 3 dudit règlement d'application, l'OPFE a présidé, durant le deuxième semestre 2006, un groupe de travail interdépartemental chargé de rendre opérationnelle la politique définie par le Conseil d'Etat. Ce groupe de travail est composé de représentant-e-s de l'OPFE, du SRH, des secrétariats généraux, du service juridique de l'Etat ainsi que des associations du personnel. Il s'est réuni à dix reprises entre juin et décembre 2006 et a remis un rapport complet au chef du DJSF le 18 décembre 2006. Dans ses réflexions et propositions, le groupe de travail a tenu compte des réformes prévalant au sein de l'administration cantonale. Pragmatique et créatif, il a cherché à rendre compatible une politique familiale et d'égalité avec les restructurations en cours. Les propositions du groupe de travail forment un tout cohérent, elles sont susceptibles d'entrer en vigueur rapidement et n'engendrent aucune charge financière nouvelle.

Le Conseil d'Etat devra se prononcer sur ces propositions en 2007. Toutefois, leur mise en œuvre devra faire l'objet d'un accompagnement *ad hoc*. En effet, même si ces mesures découlent de la Constitution et de la loi, un gros travail d'information et de communication sera nécessaire pour les faire connaître et les promouvoir, tant il apparaît qu'elles modifieront certaines habitudes, voire certaines mentalités. Il s'agira d'un travail de longue haleine, qui devra être réactivé à intervalles réguliers et adapté aux publics visés (titulaires de fonction publique, chef-fe-s de service, externe, etc.).

La mise en œuvre d'une véritable politique familiale et d'égalité ne se décrète pas: elle nécessite le soutien fort et répété du Conseil d'Etat, ainsi que l'engagement appuyé de l'ensemble des titulaires de fonction publique. C'est seulement si ces deux conditions sont remplies que l'administration pourra être, à la fin de la présente législature, plus exemplaire qu'elle ne l'est actuellement.

Conformément au mandat que lui a confié le gouvernement, l'OPFE jouera un rôle central dans ce processus, en collaboration avec le SRH et le groupe de travail ad hoc : ceci, d'une part, pour se faire le rapporteur des réactions enregistrées dans les différents départements et, d'autre part, pour évaluer la pertinence des mesures mises en place et, le cas échéant, faire des propositions d'amélioration au gouvernement.

**Activités déployées**

En préambule, il faut rappeler que l'OPFE est une toute petite entité qui compte 2,1 postes de travail, répartis entre une déléguée (100%), un adjoint (60%) et une secrétaire (50%).

Dès lors que ses missions ont été redéfinies et ancrées à l'interne de l'ACN, l'OPFE s'est montré, logiquement, beaucoup moins actif et visible à l'externe que par le passé. En 2006, il a notamment dû renoncer, pour des questions de ressources et de priorités, à lancer ou organiser certaines actions "hors administration" (ex: Journée des filles).

### *Harcèlement sexuel*

En collaboration avec la Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie (CNCI) et le 2ème Observatoire, l'OPFE a organisé une projection du film "Agir pour prévenir – harcèlement sexuel en entreprise", réalisé par Véronique Ducret et Christian Fargues. Cette action de sensibilisation au harcèlement, qui a réuni le 14 juin 2006 une centaine de personnes dans la salle du Grand Conseil, s'adressait tant aux titulaires de fonction publique de l'ACN et qu'aux responsables d'entreprises.

### *Violence conjugale*

En 2006, l'OPFE a réalisé, en collaboration avec le Bureau du délégué aux étrangers et la Fondation neuchâteloise pour la coordination de l'action sociale, une brochure d'information destinée spécifiquement aux migrantes. Cette brochure, outre le français, est disponible dans neuf langues. L'OPFE a largement diffusé ce matériel d'information et de sensibilisation auprès des milieux concernés (police, médecins, hôpitaux, avocat-e-s, etc.).

L'OPFE est par ailleurs membre de la commission technique LVCouple, qui a pour objectifs d'assurer le suivi des mesures adoptées dans le canton et d'en évaluer la pertinence et l'efficacité. Il est principalement chargé de faire le lien entre la commission et les autorités cantonales, à qui il devra fournir un premier bilan de la LVCouple au terme de la phase pilote de 3 ans, soit à fin 2007.

### *Capa'cité*

Du 12 au 16 septembre 2006, l'OPFE a été présent à Capa'cité, le premier salon neuchâtelois des Métiers. Cette manifestation, qui a été visitée par des milliers d'élèves, constituait une manière d'encourager les filles et les garçons à découvrir des métiers qui restent encore largement stéréotypés. L'OPFE y a notamment distribué le dépliant "Oser tous les métiers", qui encourage les jeunes à imaginer des projets professionnels fondés sur de réelles aspirations. Il a également fait connaître le matériel pédagogique "L'école de l'égalité" (cf. point 3.6).

**Information et sensibilisation**

Tout au long de l'année, l'OPFE a répondu à de nombreuses demandes de présentation de ses activités et des thématiques qui y sont liées. Il a par exemple été présent – via un panneau présentant ses actions – à l'exposition "Nos chers petits – Joie et exaspération", qui s'est tenue du 27 janvier au 12 février 2006 au Péristyle de l'Hôtel de ville de Neuchâtel.

Il a également donné suite aux demandes croissantes de femmes et d'hommes qui ont besoin d'être renseigné-e-s et/ou orienté-e-s, et ce, dans des domaines très divers (divorce, allocations, harcèlement, violence conjugale, etc.).

L'OPFE a en outre régulièrement mis à jour ses sites web (www.ne.ch/egalite, www.ne.ch/opfe), qui semblent, avec plus de 3'000 pages consultées en moyenne chaque mois, répondre à un réel besoin du grand public.

L'OPFE a enfin publié deux numéros de sa lettre d'information en 2006. L'édition de mars était consacrée à la conciliation vie familiale-vie professionnelle, celle de juin aux dix ans de la Loi fédérale sur l'égalité.

**Groupes de travail**

Moins visible, mais non moins important, l'OPFE a été mis à contribution au sein de groupes de travail à l'interne de l'administration cantonale.

Il s'est tout d'abord beaucoup investi au sein de la commission consultative en matière de politique familiale et d'égalité, qui a notamment un rôle de soutien et de relais pour ses activités. Cette commission a siégé à quatre reprises en 2006, abordant notamment les thèmes de l'harmonisation des horaires scolaires et des structures d'accueil de la petite enfance.

Outre sa commission, l'OPFE est aussi représenté dans plusieurs groupes de travail, dont certains sont permanents, à l'image du groupe "Harcèlement", chargé de prévenir, respectivement de lutter contre le harcèlement dont seraient victimes des collaborateur-trice-s de l'administration cantonale. L'OPFE est aussi membre du groupe de travail chargé de la révision de la loi neuchâteloise sur les structures d'accueil de la petite enfance, de la Communauté de travail pour l'intégration des étrangers (CTIE) et d'un groupe de travail interne à l'ACN sur le télétravail.

Toujours à l'interne de l'administration, l'OPFE s'est également vu attribuer le mandat – en collaboration avec le SRH – de réfléchir à l'ouverture d'une crèche pour le personnel de l'Etat. A cet effet, il a noué de nombreux contacts avec des partenaires externes à l'ACN, eux aussi désireux d'offrir des places d'accueil pour les enfants de leurs collaborateur-trice-s.

L'OPFE a enfin répondu aux consultations fédérales touchant aux domaines de la famille et/ou de l'égalité entre hommes et femmes.

**Collaboration intercantonale**

A l'occasion des dix ans de l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur l'égalité (LEg), les Bureaux de l'égalité romands – dont l'OPFE – ont souhaité faire le point sur l'application de cette loi et, en particulier, sur l'application des dispositions concernant l'égalité salariale. Ils ont publié un rapport intitulé "Comment faire respecter l'égalité salariale entre les femmes et les hommes", réalisé par la juriste Elise Gogniat. Ce rapport relève que si la LEg a permis aux salaires de certaines branches d'être réajustés de manière à tendre vers une plus grande égalité, la situation reste globalement insatisfaisante, les femmes gagnant encore, à qualifications et compétences équivalentes, 20% de moins que les hommes. Le rapport a été présenté publiquement lors d'une conférence de presse, organisée le 14 juin 2006, en présence de toutes les responsables des Bureaux de l'égalité romands. Cet événement a coïncidé avec le lancement d'une campagne d'affichage dans les bus pour sensibiliser le grand public à la question de l'égalité salariale.

En 2006, les Bureaux de l'égalité romands – en collaboration avec différents départements de l'Instruction publique de Suisse romande – ont également publié le matériel pédagogique "L'école de l'égalité", qui concerne tous les niveaux de l'école obligatoire ainsi que le cycle pré-obligatoire. Ce matériel de promotion de la mixité et de lutte contre les stéréotypes de sexe à l'école a été remis aux enseignant-e-s de certains cantons romands (Genève, Jura, Valais et Vaud) à la rentrée 2006. Il intègre le Plan d'études cadre romand PECARO et a été validé par la Commission d'évaluation de la Conférence intercantonale de l'Instruction publique. Les activités proposées peuvent se pratiquer au sein même de la classe et dans le cadre des disciplines existantes, cela sans surcharge du programme ordinaire.

# 2. SERVICE DE LA JUSTICE

## 2.1. Introduction

Cette année encore le service, représenté par son chef, a été associé à l'activité du projet «Marguerite» en conduisant plusieurs groupes de travail. Il a notamment participé à l'organisation et à la mise sur pied des états généraux de la justice.

En étroite collaboration avec le service juridique, il a conduit les opérations d'inventaires, d'information et de rédaction qui ont abouti à l'adaptation de notre législation cantonale à la loi fédérale sur le partenariat enregistré.

Il a conduit les opérations internes devant aboutir à la rédaction de la position du canton sur des objets soumis en consultation par la Confédération, en particulier relativement au protocole facultatif du 6 octobre 1999 se rapportant à la convention du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et projet de modification des ordonnances 1 à 3 relatives au code pénal suisse et de l'ordonnance sur le casier judiciaire informatisé.

Cette année ont commencé les travaux de révision de la loi sur la profession d'avocat ou d'avocate pour l'adapter à la déclaration de Bologne.

Le service a instruit une demande de grâce.

Les relations entre le département et le pouvoir judiciaire représenté par la commission administrative du Tribunal cantonal se sont poursuivies dans un esprit constructif.

## 2.2. Gestion

### *Magistrature judiciaire*

Mme Corinne Jeanprêtre, avocate, a été élue suppléante des présidents du Tribunal du district de Boudry. Elle succède à M. François Ott.

M. Olivier Babaiantz, avocat, a été élu aux fonctions de président du Tribunal du distsrict de Boudry. Il succède à M. Daniel Jeanneret, qui partira à la retraite.

M. Jean-François Grüner, juge cantonal, a été élu président du Tribunal cantonal, pour une durée de deux ans, conformément à la loi. Il succède à M. Jacques-André Guy.

### *Aspects légaux*

Le Conseil d'Etat a adopté, le 1er février 2006, un arrêté fixant les émoluments prévus par la loi sur le droit de cité neuchâtelois à percevoir par l'Etat et les communes.

Il a également adopté:

- le 23 août 2006, un arrêté modifiant les émoluments relatifs à la profession d'avocate et d'avocat
- le 23 août 2006 également, un arrêté modifiant le règlement d'exécution de la loi sur la profession d'avocat ou d'avocate (RLAv)
- le 4 septembre 2006, un arrêté modifiant le règlement d'exécution de la loi sur l'assistance judiciaire et administrative

- le 20 décembre 2006, le règlement d'exécution de la loi sur l'assistance pénale, civile et administrative (RELAPCA)

## 2.3. Activités déployées

### *Assistance judiciaire*

L'assistance judicaire a atteint un montant de 2.454.364 fr. 90 (1.891.870 fr. 35 en 2005)

952 décisions (1026 en 2005) accordant l'assistance judiciaire et administrative ont été rendues, se répartissant comme suit: 487 causes civiles (540 en 2005), 436 causes pénales (452 en 2005) et 29 causes administratives (34 en 2005).

Par ailleurs, 71 décisions refusant l'assistance judiciaire et administrative (59 en 2005) se répartissent comme suit: 44 causes civiles, 24 causes pénales et 3 causes administratives (41 causes civiles, 16 causes pénales et 2 causes administratives).

### *Naturalisation*

Le Conseil d'Etat, dans ses séances des 20 février, 15 mars, 24 avril, 17 mai, 21 juin, 16 août, 20 septembre, 18 octobre, 29 novembre et 20 décembre a accueilli favorablement 476 demandes de naturalisation d'étrangers (436 en 2005) comprenant 973 personnes (867 en 2005). Il est à remarquer que 171 demandes émanent de personnes de la deuxième génération (153 en 2005). Dans sa séance du 17 mai le Conseil d'Etat a refusé la naturalisation à une personne de deuxième génération.

Le service a reçu pour traitement 493 demandes de naturalisation ordinaire (542 en 2005). La commission chargée d'examiner les requêtes de naturalisation a statué par voie de circulation à 10 reprises. Elle a transmis au Conseil d'Etat 479 dossiers avec un préavis favorable et 1 dossier avec préavis négatif. Elle a demandé des compléments d'information pour 47 dossiers. Malgré un préavis favorable de la commission, le Conseil d'Etat a suspendu 3 dossiers.

Les émoluments de naturalisation perçus en 2006 s'élèvent à 160.285 francs (157.520 en 2005).

De plus le service a assuré la transcription de 146 naturalisations facilitées de conjoints (153 en 2005; articles 27 et 28 de la loi fédérale sur l'acquisition et la perte de la nationalité suisse, du 29 septembre 1952, ci-après LN), de 39 naturalisations facilitées d'enfants (19 en 2005; articles 31 a et b et 58 a et c LN) et de 6 réintégrations (articles 21, 23 et 58 LN).

### *Loi sur le droit de cité neuchâtelois (LDCN)*

Le Conseil d'Etat a ratifié 3 agrégations accordées par des autorités communales neuchâteloises (article 36 LDCN). Il a également prononcé la réintégration de 3 anciennes neuchâteloises (article 50 LDCN) et la libération du droit de cité neuchâtelois de 7 personnes (article 54 LDCN).

### *Casier judiciaire*

Le service de coordination Vostra a reçu 4646 extraits de jugements des tribunaux neuchâtelois et du ministère public (4754 en 2005)

Il a été communiqué au casier central à Berne:

| | **2006** | **2005** |
|---|---|---|
| Forme conventionnelle | 0 | 75 |
| Avis divers (modifications de condamnation, décès…) "B" | 0 | 23 |

Tous les jugements et décisions ultérieures sont transmis via le programme Vostra. La forme papier n'existe plus.

| | **2006** | **2005** |
|---|---|---|
| Jugements | 3'673 | 4'955 |
| Avis de radiation | 1'839 | 2'565 |
| Avis de refus de radiation | 289 | 744 |
| Avis de récidive | 406 | - |
| Libération conditionnelle (accordée, révoquée…) | 132 | - |
| Mesures (fin du traitement, peine suspendue…) | 69 | - |
| Non-lieu | 511 | - |

Le service de coordination Vostra a établi ou transmis 207 extraits de casier destinés aux différentes autorités judiciaires (351 en 2005).

## *Profils ADN*

La loi portant modification du code de procédure pénale neuchâtelois et l'arrêté concernant l'effacement des profils d'ADN sont entrés en vigueur le 1er janvier 2006.

La police cantonale était chargée de traiter les profils ADN enregistrés jusqu'au 31 décembre 2004, au nombre de 2051. L'ordonnance sur les profils d'ADN, entrée en vigueur le 1er janvier 2005, mentionne à l'article 22 que les cantons indiquent à l'office, le 31 décembre 2009 au plus tard, la date d'effacement de chaque profil ADN établi conformément à l'ordonnance ADNS du 31 mai 2000.

Les recherches des profils que la police cantonale n'aurait pas pu traiter et le suivi s'effectuent par le service de coordination Vostra.

Le service de coordination Vostra est le service compétent pour l'effacement des profils ADN dès le 1er janvier 2006.

| | |
|---|---|
| Profils ADN reçus pour l'année 2005 | 606 |
| Profils ADN traités pour l'année 2005 | 570 |
| Profils ADN reçus pour l'année **2006** | 602 |
| Profils ADN traités pour l'année **2006** | 386 |

## *Surveillance de l'état civil*

### *Gestion électronique des données (Infostar)*

L'exploitation des données d'état civil par le système fédéral Infostar se poursuit sans problèmes particuliers et donne entière satisfaction à tous les utilisateurs.

### *Législation fédérale*

Toutes les dispositions pour permettre l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (Lpart), dès le début de l'année 2007, ont été prises afin de garantir la conclusion des contrats de partenariat dès le 1er janvier 2007. Il sera donc possible de procéder aux formalités prévues dans tous les offices de l'état civil du canton.

### *Prestations du service*

**Statistique de l'état civil**

| District | Naissances | Reconnaissances par le père | Mariages | Décès |
|---|---|---|---|---|
| Neuchâtel | 1145 | 113 | 274 | 467 |
| Boudry | 1 | 61 | 216 | 241 |
| Val-de-Travers | 171 | 23 | 61 | 120 |
| Val-de-Ruz | 1 | 26 | 75 | 111 |
| Le Locle/ La Chaux-de-Fonds | 550 | 136 | 254 | 645 |
| | **1.868** | **359** | **880** | **1.584** |

Le service a assuré la transcription dans les registres d'état civil de 25 adoptions prononcées en application des articles 264 et suivants du code civil.

Il a autorisé la transcription de 685 communications de faits d'état civil survenus à l'étranger concernant des ressortissants neuchâtelois.

Il a examiné 122 demandes de changement de nom au sens de l'article 30 du code civil.

## *Contrôle des habitants*

Les travaux de commission sur la révision de la loi sur le contrôle des habitants sont pratiquement terminés. Le projet sera mis en consultation et nous espérons qu'il sera soumis au Grand Conseil dans le courant de l'année 2007.

Le projet tient compte des expériences faites par les utilisateurs de la loi, des nouvelles dispositions relatives à la loi fédérale sur l'harmonisation des registres ; il donne la possibilité d'effectuer des prestations par l'intermédiaire du guichet unique cantonal.

## *Barreau et notariat*

### *Barreau*

La commission d'examen du barreau s'est réunie quatre fois en 2006. 24 candidats ont obtenu le brevet d'avocat, 13 candidats ont échoué.

### *Autorité de surveillance des avocates et des avocats*

L'autorité de surveillance des avocates et des avocats a siégé à 9 reprises. Elle s'est occupée des inscriptions définitives au rôle officiel du barreau qui sont au nombre de 19 au 31 décembre 2006, de 10 décisions découlant de la loi cantonale et de la loi fédérale et de demandes diverses de renseignements.

| | **Disciplinaires** | **Contestation d'honoraires** | **Disciplinaires et contestation d'honoraires** | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Enquêtes pendantes au 31 décembre 2005 | 4 | 2 | 0 | 6 |
| Enquêtes enregistrées | 11 | 9 | 4 | 24 |
| Enquêtes liquidées | 8 | 7 | 1 | 16 |
| Enquêtes pendantes au 31 décembre 2006 | 6 | 4 | 3 | 13 |

### *Notariat*

La commission d'examen du notariat a organisé une session en 2006. La candidate inscrite à cette session a échoué.

### *Conseil notarial*

Le Conseil notarial s'est réuni à neuf reprises.

**Inspection des études (art. 30, al. 1, LN)**

Durant l'année 2006, quatorze inspections ont été prévues, dont douze ont pu être effectuées.

Ces inspections n'appellent aucune remarque particulière.

**Contrôle financier des études (art. 22 LN)**

Sept inspections ont été ordonnées durant l'année 2006, qui n'appellent pas de remarques particulières.

**Formation des stagiaires (art. 13 LN)**

Le Conseil notarial a poursuivi l'organisation de la formation des stagiaires, en collaboration avec les cantons voisins.

Cette formation a fait, au surplus, l'objet d'un règlement spécifique mis au point par le Conseil notarial et qui est entré en vigueur au 1er janvier 2006.

Au 31 décembre 2006, il y a six stagiaires notaires inscrits dans le canton.

**Activité de conciliation et de règlement d'éventuels litiges entre les notaires et leurs clients**

Le Conseil notarial a dû intervenir dans quelques litiges sans grande importance et dont la plupart ont pu faire l'objet de conciliations.

## *Rapport de l'autorité de surveillance LCPP (loi cantonale sur la protection de la personnalité)*

### *Fondements légaux*

Le 1er juillet 1986, la loi sur la protection de la personnalité (ci-après LCPP) est entrée en vigueur. L'article 28 de cette loi prévoit la création d'une autorité de surveillance, formée de trois personnes nommées par le Conseil d'Etat au début de chaque période législative, comprenant un juge de carrière qui la préside, un juriste et un spécialiste en informatique choisis tous deux en dehors de l'administration cantonale ; elle est complétée par trois suppléants qui ont les mêmes qualités que les membres de l'autorité de surveillance.

Selon l'article 29 de la loi, cette autorité de surveillance a pour tâches de donner son préavis dans les cas prévus par la loi, d'exercer les compétences qui lui sont conférées par la loi, de contrôler périodiquement les installations, la gestion des données et leur utilisation, de même que d'ordonner d'office ou sur requête la rectification ou la suppression de données.

### *Constitution de l'autorité*

L'autorité de surveillance est composée de M. Laurent Margot, président du Tribunal du district du Val-de-Travers (président de l'autorité de surveillance), M. Pierre Aubert, président du Tribunal du district de Neuchâtel (président suppléant), Me Eliane Nardin, M. Philippe Merz, doyen de la formation continue du CIFOM, M. Pierre-André Chardon, économiste (membre suppléant), Me Corinne Gyssler-Rufener, avocate et notaire à La Chaux-de-Fonds (membre suppléant).

### *2006 en bref*

L'activité de l'autorité durant l'année 2006 peut être résumée comme suit:

- **Reprise de la promotion de la protection des données**: 2005 avait été marqué par un recul de la promotion de la protection des données. Cette promotion a pu reprendre dans une certaine mesure en 2006.
- **Poursuite des travaux de rédaction de projets de nouvelles législations touchant à la protection des données**: si l'avant-projet de loi cantonale sur la protection des données est resté gelé en 2006 selon la volonté du Conseil d'Etat, le projet de loi cantonale sur la transparence des activités étatiques a été achevé et la loi a été adoptée par le Grand Conseil le 28 juin 2006; depuis lors, le président de l'autorité de surveillance participe à l'élaboration de l'arrêté d'exécution de cette loi. Il participe également, avec le service des contributions, à l'examen de toutes les liaisons informatiques à la base de données fiscales neuchâteloise (SIPP) et œuvre à l'élaboration de nouveaux articles réglant cette problématique dans un arrêté du Conseil d'Etat.
- **Sensibilisation à la mise en œuvre des accords de Schengen**: les accords de Schengen nécessiteront la mise en place d'une autorité cantonale en matière de protection des données, indépendante et efficace; il s'agira donc de revoir la législation neuchâteloise en la matière afin de respecter cette obligation. Le président de l'autorité de surveillance a donc tenté de sensibiliser les autorités cantonales à ce problème.

## *Activités de l'autorité de surveillance*

### *Politique d'information*

**Site internet**

Le site internet de l'autorité de surveillance (www.ne.ch/protectiondesdonnees) a vu le jour en 2003. Cet outil est particulièrement important pour assurer la promotion de la protection des données dans notre canton. Son contenu a été remis à jour dans le courant de l'année 2006.

**Cours**

Jusqu'en 2005, le président de l'autorité de surveillance a été appelé à assurer un cours relatif à la protection des données dans le cadre du module de la formation continue «Connaître et améliorer les prestations publiques»; ce module n'a cependant pas été reconduit en 2006.

**Conseils et avis**

La politique d'information de l'autorité de surveillance repose aussi sur les avis et renseignements que son président fournit par écrit ou par téléphone. En ce qui concerne en particulier les demandes écrites de renseignements et d'avis, leur nombre avait fortement crû en 2004, puis il avait chuté en 2005. 2006 connaît une reprise importante de telles demandes, surtout de la part des administrations. Ce retour en force est assurément lié à la reprise de la promotion de la protection des données dans le canton. Les demandes ont touché des sujets divers, notamment la publication sur internet de l'identité et de l'adresse électronique d'étudiants de l'Université, une exposition comportant d'anciens dossiers médicaux au sein d'un hôpital psychiatrique, la publication sur internet de la liste des chiens d'une commune, etc. Les avis les plus importants de l'autorité sont destinés à être publiés sur son site internet.

| Demandes écrites | **1999** | **2000** | **2001** | **2002** | **2003** | **2004** | **2005** | **2006** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Particuliers | 1 | 2 | 6 | 3 | 3 | 5 | 3 | 3 |
| Administrations | 2 | 4 | 12 | 13 | 9 | 20 | 7 | 16 |
| Totaux | 3 | 6 | 18 | 16 | 12 | 25 | 10 | 19 |

### *Collaboration avec les autorités*

**Avant-projets de textes légaux**

Le président de l'autorité de surveillance a participé aux séances de travail consacrées à la finalisation du projet de loi cantonale sur la transparence des activités étatiques, puis à l'élaboration de son arrêté d'exécution. Il a de plus œuvré à l'élaboration de nouveaux articles d'un arrêté du Conseil d'Etat réglant les liaisons informatiques à SIPP.

**Groupes de travail**

Outre les groupes de travail relatifs à la transparence et aux liaisons à SIPP, le président de l'autorité de surveillance a participé à d'autres séances, quant à la base de données sociales, quant à la base de données se rapportant à la prostitution et quant aux transferts de renseignements nécessités par la nouvelle partie générale du code pénal.

**Contrôles des autorités**

Aucun contrôle n'a été mené en 2006; par contre, des contrôles seront mis en œuvre l'année prochaine.

**Collaboration avec le préposé fédéral à la protection des données et à la transparence, ainsi qu'avec les commissaires des autres cantons**

Le canton de Neuchâtel est toujours membre de l'association DSB+CPD.CH qui s'est créée en 1999 et qui réunit les commissaires à la protection des données de Suisse.

**Séances**

Le président de l'autorité de surveillance a participé en 2006 à 14 séances de travail (9 en 2005, 10 en 2004 et 22 en 2003) et a consacré à cette charge environ 10 jours de travail (8 en 2005, une dizaine en 2004 et 27 en 2003). Au surplus, l'autorité de surveillance s'est réunie en séance plénière à la fin de l'année, afin de déterminer sa politique future.

### *Conclusion*

2006 marque une certaine reprise de la protection des données dans le canton. Cette reprise est cependant limitée, vu le manque chronique de disponibilités de l'autorité de surveillance.

Cependant, au vu des obligations imposées par les accords de Schengen, le canton devra assurément mettre en oeuvre dans un proche avenir une protection des données qui ne pourra être aussi limitée qu'elle ne l'a été jusqu'à aujourd'hui.

# 3. SERVICE PENITENTIAIRE

## 3.1. Généralités

L'année 2006 a connu des changements d'importance, couplés avec divers événements graves qui ont pesé sur l'activité du service. Ces changements influenceront durablement et complètement dans le futur l'organisation générale de la détention. L'année 2006 a donc été extrêmement lourde et chargée dans plusieurs domaines.

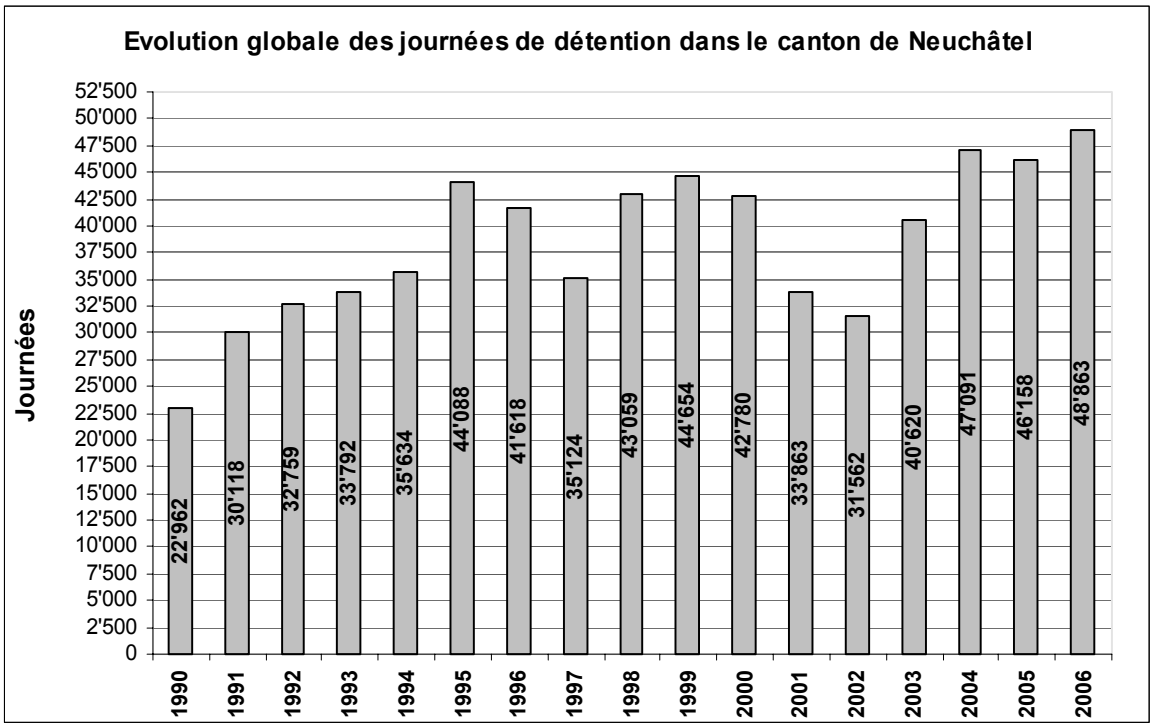
Ainsi, il a fallu prendre en compte courant juin la décision du Conseil fédéral de fixer au 1er janvier 2007 l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal suisse (ci-après CPS). Cela a eu pour conséquence une très grande implication du chef de service dans la préparation et l'élaboration d'arrêtés, de directives et de diverses procédures destinés à permettre un fonctionnement adapté au nouveau droit pour le service pénitentiaire, l'office d'application des peines, ainsi que les établissements. En plus des mesures internes à prendre et à mettre en place pour doter le service des instruments nécessaires à son fonctionnement, il convient également de citer les séances de la CLDJP (Conférence latine des chef-fe-s de départements de justice et police). Le chef de département y a pris part avec le chef de service en vue de l'adoption du nouveau Concordat pour les adultes, adoption jumelée avec les recommandations relatives à la mise en œuvre du nouveau CPS, édictées par le Concordat. Le service a aussi participé, principalement par la personne de son chef, à la révision du code de procédure pénale neuchâtelois qui a subi un toilettage important en fonction du nouveau droit. Il a fallu encore planifier et préparer la mise en place de la commission de dangerosité prévue par le nouveau CPS et qui remplacera l'ancienne commission de libération.

La deuxième partie de l'année a donc été fortement marquée par des activités destinées à préparer les structures pénitentiaires cantonales au nouveau CPS. Sans cet engagement, l'activité pénitentiaire se serait trouvée bloquée avec les conséquences que l'on peut imaginer (recours multiples, dénis de justice, plaintes, etc.).

De ce fait, l'office d'application des peines devait être doté d'un instrument informatique, lui aussi en adéquation avec le nouveau droit. Une évaluation globale des besoins a ainsi été effectuée avec l'appui du service du traitement de l'information (STI) et le choix s'est porté sur le logiciel JURIS. Depuis l'automne 2006, tout le personnel de l'office d'application des peines a été engagé, en plus des tâches quotidiennes, dans des opérations de mise au courant et de formation sur ce nouvel outil, déjà utilisé par la magistrature cantonale.

Si le secteur du droit pénal en général a donc été fortement sollicité en 2006, il en a été de même en ce qui concerne les établissements pénitentiaires du canton. Le Conseil d'Etat ayant pris la décision d'abandonner le projet de construction d'un nouvel établissement à Cornaux, le chef du DJSF a souhaité mettre l'effort principal sur un nouveau concept prenant en compte la remise à niveau des structures existantes (notamment la prison préventive à La Chaux-de-Fonds et l'EEP Bellevue à Gorgier). La direction du service, en collaboration avec le service des bâtiments et deux bureaux d'architecture, ont pu présenter au chef de département une solution globale, le « concept pénitentiaire 2006-2009 ». Le concept proposé comprend la rénovation du site de La Chaux-de-Fonds avec une augmentation de la capacité d'accueil, l'implantation du service pénitentiaire, de l'office d'application des peines et du service de probation à Promenade 20 et des travaux de réfection et d'agrandissement à Gorgier. Cela permettrait de procéder à une « remise à neuf » de bâtiments dont l'état d'entretien laisse passablement à désirer, de répondre sur le site de La Chaux-de-Fonds à l'engagement pris par le canton au niveau concordataire en ce qui concerne la détention des filles mineures et d'augmenter la capacité de Bellevue de 30 places environ. Ce projet générera soit des recettes supplémentaires, soit une diminution des frais de placements neuchâtelois hors canton. Cette étude a conclu à la parfaite faisabilité du « concept pénitentiaire 2006-2009 » et a débouché sur une première estimation du coût de l'opération qui s'élève, pour les deux établissements, à environ 20,5 millions de francs. Nous rappelons que le coût du projet de Cornaux s'inscrivait aux alentours de 30 millions de francs.

Le quotidien a lui aussi été à l'image des changements extraordinaires intervenus. Ainsi, le nombre de journées de détention recensé dans le canton a dépassé le seuil des 48.000 pour se fixer au chiffre record de 48.863 journées pour l'année 2006. Le graphique ci-après montre l'évolution des journées de détention dans le canton depuis 1990. Il convient toutefois de préciser que la structure pénitentiaire n'existe que depuis 1994 dans sa forme actuelle, avec les établissements de détention de La Ronde, de la prison préventive et de Bellevue.




Cette augmentation du nombre de journées de détention dans les établissements cantonaux a causé bien entendu une hausse en proportion du volume de travail et du nombre de dossiers à traiter, sans que l'effectif du personnel n'ait pour autant été augmenté.

Il faut malheureusement déplorer trois décès de personnes détenues à la prison préventive de La Chaux-de-Fonds, sans que nous puissions toutefois établir de rapport avec un phénomène de surpopulation carcérale. Dans les trois cas, notre personnel a parfaitement appliqué les consignes prévues et toutes les procédures ont été respectées ; cela n'a cependant pas pu empêcher la perte de trois vies humaines. Malgré le soutien apporté à notre personnel, il faut signaler que de tels évènements marquent très fortement l'ensemble de nos collaborateurs. La forte sollicitation causée au personnel et aux structures par le taux d'occupation très élevé n'a en plus ni simplifié les choses, ni allégé la tâche.

Cette année a vu l'assermentation officielle de tout le personnel du service pénitentiaire (en uniforme ou en « civil »), précédée de la signature d'un code de déontologie. Cette cérémonie s'est déroulée en deux volées : une première durant l'été 2006 comprenant la quasi-totalité du personnel du service (70 personnes) et celle de décembre (7 personnes) qui a pris place en même temps que l'assermentation annuelle des nouveaux gendarmes et du personnel de la police cantonale. Dès 2007, nous pourrons procéder à l'assermentation de nos nouveaux-velles collaborateurs-trices dans le cadre de la manifestation organisée par la police cantonale.

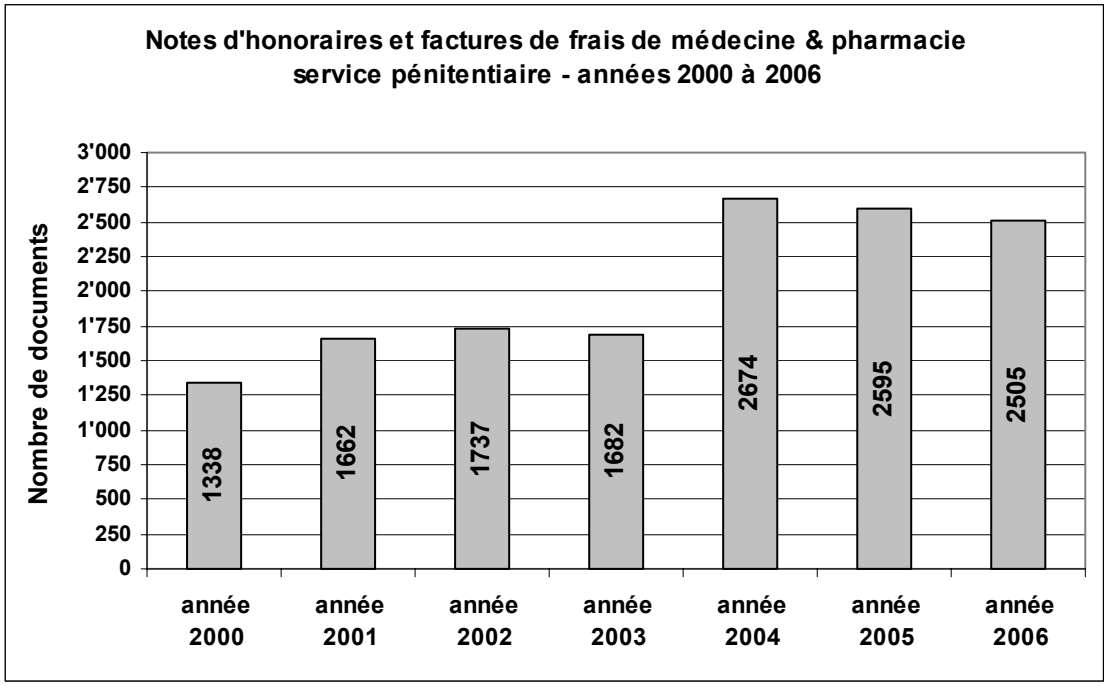
Cette formalisation solennelle de la prise de fonction a été appréciée par les collaborateurs-trices du service et la référence à un code de déontologie donne un sens à la fonction, ainsi qu'un cadre éthique et juridique.

Notons encore, dans les changements intervenus en 2006, le nouveau statut « concordataire » de l'EEP La Ronde et de la prison préventive pour l'exécution des courtes peines.

## 3.2. Direction du service pénitentiaire

Bien entendu, la très forte occupation enregistrée dans les établissements du canton s'est aussi répercutée sur la gestion administrative et financière assurée dans certains domaines par la direction du service.

Nous pouvons ainsi observer un nombre toujours aussi important de documents à traiter au niveau des factures et notes d'honoraires à payer pour les frais de médecine et pharmacie des personnes détenues, documents à envoyer ensuite pour remboursement aux caisses-maladie.




La procédure de demande de remboursement des frais de médecine et pharmacie payés pour les personnes en détention est, et a toujours été, exécutée au et par le service pénitentiaire.

Depuis le milieu de l'année, nous nous trouvons confrontés aux nouvelles dispositions de la LAMal, notamment à celles de l'article 64a, alinéa 2, qui spécifie : ***« Si, malgré le rappel, l'assuré n'a effectué aucun paiement et qu'une réquisition de continuer la poursuite a été déposée dans le cadre de la procédure de poursuite, l'assureur suspend la prise en charge des coûts des prestations jusqu'à ce que les primes ou les participations aux coûts arriérés ainsi que les intérêts moratoires et les frais de poursuites soient payés intégralement. Simultanément, il informe le service cantonal chargé de veiller au respect de l'obligation de s'assurer que les prestations sont suspendues. Les dispositions cantonales qui prévoient une annonce à une autre autorité sont réservées. »***

Cela a pour effet qu'un certain nombre de factures prises en charge dans le cadre de la détention ne nous sont plus remboursées par les caisses-maladie si des retards dans des paiements avant détention sont constatés. Nous devons ainsi tenir des décomptes de tous les cas frappés par l'article 64a, alinéa 2, ayant des conséquences financières sur le résultat des demandes de remboursement présentées auprès des caisses-maladie. Le tableau ci-après donne une vue de la situation actuelle en comparaison des années précédentes.

| Années | Frais médecine & pharmacie | Remboursements | Taux recouvrement |
|---|---|---|---|
| 2001 | 282.970,05 | 152.903,00 | 54,04% |
| 2002 | 319.771,20 | 137.799,00 | 43,09% |
| 2003 | 326.086,35 | 217.817,65 | 66,80% |
| 2004 | 544.151,00 | 290.124,50 | 53,32% |
| 2005 | 578.732,85 | 278.303,60 | 48,09% |
| 2006 | 609.193,15 | 234.478,30 | 38,49% |
| | | Moyenne 2001-2005 | 53,07% |
| | | Année 2006 | **38,49%** |

Le taux de recouvrement moyen basé sur les cinq dernières années est de 53,07%, celui calculé pour 2006 est de 38,49%, d'où une différence de près de 15%. Traduit en chiffres, cela représente un montant indicatif de l'ordre de 60.000 francs qui ne sera *a priori* pas récupérable. Cela est causé par les nouvelles dispositions de la LAMal ainsi que par un nombre plus important que les autres années de cas de personnes détenues en situation illégale. Une analyse de cette problématique est actuellement en cours et des contacts ont été pris avec le service de l'assurance-maladie afin de définir d'éventuelles procédures pour les cas frappés par les nouvelles dispositions de la LAMal.

En plus de son rôle habituel de coordination et de représentation de l'ensemble du système pénitentiaire neuchâtelois, la direction du service a été fortement sollicitée par la préparation de l'étude de faisabilité du « concept pénitentiaire 2006-2009 ». La préparation de l'entrée en fonction du nouveau chef de l'office d'application des peines a mobilisé aussi de manière ponctuelle le chef de service ou l'adjoint pour la mise au courant nécessaire au fonctionnement de cette entité. Les démarches et travaux d'évaluation du nouveau logiciel JURIS sont aussi à signaler dans l'activité 2006 du service.

Les décès survenus à la prison préventive ont pesé aussi sur l'emploi du temps et de nombreuses séances ont été consacrées à l'introduction des travaux d'expertise et d'audit du secteur médical du système pénitentiaire neuchâtelois. Les résultats sont attendus pour la fin du mois de janvier 2007.

## 3.3. Office d'application des peines (OAP)

A nouveau et à l'instar des années précédentes, 2006 a été un exercice très chargé pour l'OAP.

D'une part, le nouveau chef de l'office est entré en fonction le 1er juillet 2006, après une vacance de plusieurs mois. Compte tenu de l'inévitable phase de mise au courant, la période intérimaire assurée à l'interne aura ainsi duré une majeure partie de l'année.

D'autre part, l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal, le 1er janvier 2007, a nécessité un début de formation liée à la définition de nouvelles procédures pour l'ensemble des collaborateurs de l'office. Ce processus devra se poursuivre en 2007.

Enfin, le logiciel JURIS, qui permettra la gestion complète de l'office d'application des peines (calculs, statistiques, mailings, gestion de l'exécution des peines, calculs des dates de libération conditionnelle, de la mi-peine, etc.), a été introduit le 1er décembre 2006, ce qui a nécessité de nombreux jours de travail, avec l'appui du STI. Une collaboratrice de l'office s'y est consacrée durant quatre mois à un taux évalué à 50%. Plusieurs modules de formation ont été dispensés. Les premières expériences sont très positives.

En outre, des démarches visant à assurer la sécurité des collaborateurs ont été prises (formation sur la gestion d'entretiens difficiles dans un contexte pénal, installation d'une alarme dans le local

d'auditions, aménagement de ce local, protection des données personnelles des collaborateurs-trices).

Le fonctionnement quotidien de l'office est conditionné par diverses procédures et dates-butoirs qui jalonnent toute la durée de l'exécution d'une peine et qui déterminent et définissent le parcours en détention des personnes condamnées.

Toutes les condamnations de plus de trois mois, et cela concerne donc aussi bien les courtes que les longues peines, contiennent la clause de libération conditionnelle aux deux-tiers de la peine. Cette condition légale est impérative et, en conséquence, toutes les personnes condamnées à une peine de plus de trois mois doivent être entendues de vive voix. Cela nécessite qu'une audition avec procès-verbal soit organisée environ deux mois avant la date de la libération conditionnelle. Ensuite, une décision en bonne et due forme doit être rendue, établie et envoyée à la personne concernée, qui a la possibilité de s'opposer à la décision prise. Tout manquement dans cette procédure administrative peut donner lieu à des recours concluant à la nullité d'une décision si les principes du droit administratif ne sont pas observés (droit d'être entendu).

Ainsi, l'agenda annuel tenu à cet effet est marqué d'échéances incontournables qui nécessitent systématiquement l'engagement du personnel de l'office. Même en groupant et en synchronisant les cas à traiter selon les établissements où les personnes concernées se trouvent, cette procédure légale est inéluctable. Elle demeure lourde et exigeante en temps.

Le tableau comparatif des journées d'exécution de longues peines hors canton donne d'ailleurs une vue très concrète de l'augmentation des journées et partant des dossiers à traiter au fur et à mesure des années.

| **Nombre et coût des journées hors canton (longues peines)** | | | |
|---|---|---|---|
| **Année** | **Journées** | **Montants** | **Prix par journée** |
| 1999 | 11.290 | 1.753.022,35 | 155,27 |
| 2000 | 14.276 | 2.142.044,80 | 150,05 |
| 2001 | 14.253 | 2.315.249,95 | 162,44 |
| 2002 | 13.192 | 2.294.979,20 | 173,97 |
| 2003 | 13.835 | 2.067.575,55 | 149,45 |
| 2004 | 19.710 | 2.923.468,13 | 148,32 |
| 2005 | 19.525 | 3.312.919,05 | 169,68 |
| 2006 | 19.905 | 3.649.724,90 | 183,36 |
| **Moyenne** | **15.748** | **2.557.372,99** | **161,57** |

Au 31 décembre 2006, l'office gérait ainsi 105 dossiers de peines fermes excédant trois mois. Pour ce type de détention, la difficulté majeure réside toujours invariablement dans le fait de trouver une place dans un établissement d'exécution de peines.

Le taux d'occupation très élevé constaté au sein des pénitenciers concordataires demeure plus que jamais d'actualité. Ainsi, certains établissements affichent un délai d'attente de plus de six mois, ce qui contraint l'office, selon les cas et le profil des personnes détenues, à se tourner ailleurs en Suisse auprès d'établissements situés hors concordat. Malheureusement, les coûts de la journée d'exécution de peine hors concordat sont plus élevés (220 francs en moyenne contre 167 francs dans le Concordat). A décharge, il faut relever qu'il est impossible de bloquer et de surcharger le secteur des « attentes de transfert » à la prison préventive de La Chaux-de-Fonds au-delà d'une certaine limite de capacité. La prison préventive a connu un très fort taux d'occupation en 2006 et les personnes en attente de transfert qui y séjournent représentent déjà plus du 30% des journées recensées. A cela s'ajoute encore le fait que les conditions de détention de la prison pré-

ventive ne correspondent légalement absolument pas à celles de l'exécution des peines dans un pénitencier.

Nous relevons le fait que depuis le mois d'avril 2006, l'EEP Bellevue a heureusement augmenté sa capacité d'accueil de 7 places (transformation d'un secteur en cellules doubles) afin de pouvoir accueillir plus de personnes en exécution de peines. Sans cette mesure, le coût des placements neuchâtelois hors canton aurait été encore plus élevé que celui relevé dans les comptes 2006. L'EEP Bellevue a pu ainsi accueillir 3.000 journées en exécution de peines de condamnés neuchâtelois de plus en 2006 qu'en 2005.

En ce qui concerne les courtes peines fermes, elles sont généralement exécutées, selon la gravité des délits commis, soit à la prison préventive de La Chaux-de-Fonds, soit à l'EEP La Ronde. L'exécution hors canton est aussi possible selon le domicile de la personne condamnée afin de conserver et sauvegarder son insertion sociale et professionnelle.

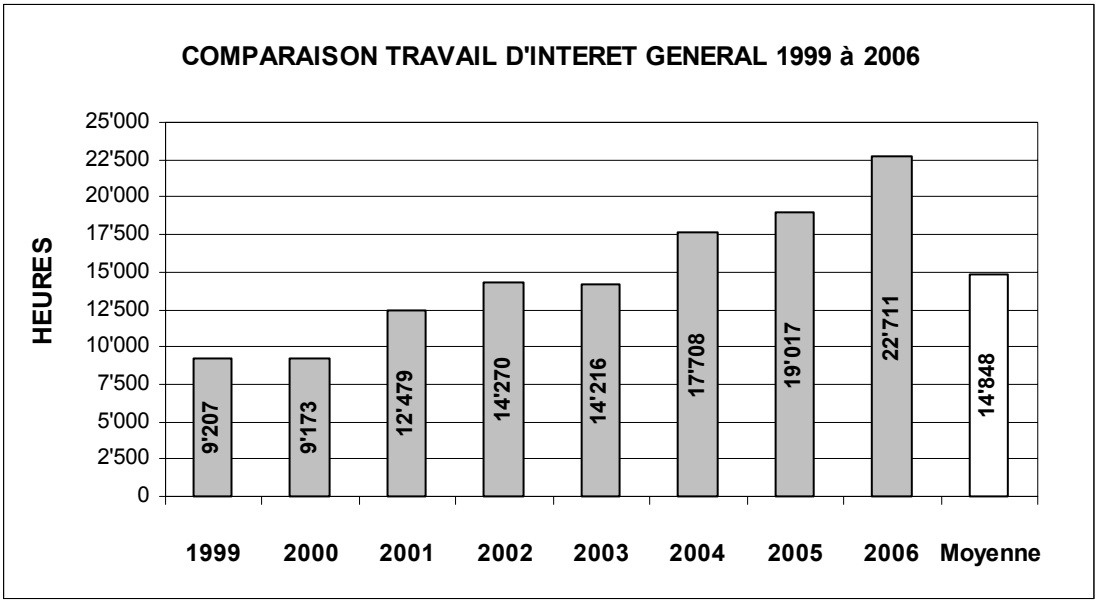
| Office d'application des peines - Courtes peines fermes 2006 | | |
|---|---|---|
| **Établissement** | **Nb journées** | **%** |
| EEP La Ronde | 3214 | 45% |
| Prison préventive | 3199 | 45% |
| Hors canton | 702 | 10% |
| **Total 2006** | **7115** | **100%** |

La semi-détention et la semi-liberté sont exécutées en quasi-totalité à l'EEP La Ronde, tant pour les condamnées que pour les condamnés. Les chiffres en question figurent sous le chapitre réservé à cet établissement.

Le travail d'intérêt général (TIG) est toujours un moyen très utilisé pour faire exécuter les peines de moins de deux mois d'emprisonnement, pour autant que les personnes concernées répondent aux critères mis en place (aptitude au travail, disponibilité, antécédents, etc.).

L'office travaille actuellement avec une cinquantaine d'employeurs répartis dans tout le canton. Le TIG se développant année après année et le nouveau Code pénal l'érigeant désormais en peine principale, il est nécessaire de développer et d'entretenir ce réseau. Malheureusement, durant l'année 2006, la disponibilité du personnel a manqué pour entreprendre ce développement.

En 2006, le volume des peines exécutées au moyen du TIG et exprimé en heures est nettement supérieur à celui enregistré en 2005 (19% de plus en 2006 par rapport à 2005 ; nous affichions déjà une augmentation de 7% en 2005 par rapport à 2004).



Il est à relever que ces 22.711 heures de TIG correspondent à 5.677 journées de détention (1 jour de prison = 4 heures de TIG). Si ces journées de détention avaient été exécutées en peines fermes, cela équivaudrait à plus de 15 places durant l'année dans un établissement d'exécution de peines. En comparant ces 5.677 journées au coût qui serait facturé par l'établissement, au tarif usuel moyen de 100 francs par journée de détention, l'économie ainsi réalisée peut être évaluée à près de 570.000 francs.

Le travail d'intérêt général a concerné 344 personnes en 2006 et le détail contenu dans le tableau ci-après donne les comparaisons sur les sept dernières années.

| Travail d'intérêt général | Heures | Personnes |
|---|---|---|
| TIG 1999 | 9.207 | 143 |
| TIG 2000 | 9.173 | 145 |
| TIG 2001 | 12.479 | 203 |
| TIG 2002 | 14.270 | 177 |
| TIG 2003 | 14.216 | 206 |
| TIG 2004 | 17.708 | 249 |
| TIG 2005 | 19.017 | 249 |
| TIG 2006 | 22.711 | 344 |

Le dernier volet des tâches dévolues à l'OAP est celui des amendes converties. L'office reçoit des tribunaux les ordonnances de conversion en jours de prison suite à des amendes non payées.

En 2005, en raison des charges de travail importantes constatées à l'office, la décision avait été prise de favoriser le traitement des dossiers neuchâtelois au détriment momentanément des dossiers provenant des autres cantons. Ces dossiers sont depuis lors systématiquement retournés aux cantons, qui ont été dûment informés de cette décision.

Au début de l'année 2006, dans le contexte d'accroissement du volume de travail quotidien et de la démission de la cheffe d'office, une réorganisation interne a été rendue nécessaire afin de palier momentanément cette absence. Il a donc aussi fallu prendre la décision d'étendre la suspension des amendes converties aux dossiers neuchâtelois, de façon à pouvoir privilégier l'exécution des peines privatives de liberté. Toutefois, afin de satisfaire l'exigence légale de la peine d'ensemble, qui veut que plusieurs peines privatives de liberté soient exécutées simultanément, les personnes subissant une autre peine ont également exécuté leurs arrêts rendus ensuite d'une conversion d'amende. Cette mesure a permis de réduire considérablement le délai entre la date de l'exequatur d'un jugement et le prononcé d'une décision sur son exécution (TIG, semi-détention, détention ferme). Il était de neuf mois au printemps 2006; il est maintenant d'un à deux mois, ce qui correspond au délai administratif de traitement normal.

Fin 2005, le volet final relatif aux dossiers relevant de l'expulsion judiciaire proprement dite avait été transféré au service des migrations (SMIG), plus à même d'organiser les expulsions que l'OAP. L'année 2006 a permis de renforcer la collaboration entre les deux entités.

L'année 2007 s'annonce à nouveau chargée, notamment dans les domaines suivants :

1. **Nouveau droit** : c'est l'objectif principal de l'année, puisque le nouveau Code pénal, le nouveau droit cantonal y relatif et le nouveau droit concordataire introduisent beaucoup de changements pour l'application des peines et de nouvelles compétences pour l'office (décisions autonomes notamment quant aux ouvertures de régime et aux libérations conditionnelles ou définitives, recours à la commission de dangerosité, recours systématique aux plans d'exécution de sanctions ou de mesures, etc.).
2. **Informatique** : le logiciel JURIS, introduit le 1er décembre 2006, nécessitera encore de nombreuses adaptations, en particulier la création de modèles de documents, avant d'être parfaitement opérationnel.

3. **Travail d'intérêt général** : il demeure nécessaire de développer le TIG et d'assurer une présence et une surveillance « sur le terrain », tant pour évaluer l'implication du condamné que celle de l'employeur, qui n'a aucun pouvoir décisionnel et dont on ne peut raisonnablement exiger qu'il tienne le rôle de surveillant. Actuellement, les ressources restreintes de l'office l'empêchent d'accomplir cette mission. Cette situation occasionne de nombreux échecs (insubordination, abandon du travail), entraînant la révocation de ce régime d'exécution de peine pourtant appelé à se développer avec l'entrée en vigueur du nouveau droit. Comme déjà dit, il est en outre nécessaire d'accroître le réseau des employeurs et de préserver les meilleures relations possibles avec eux.
4. **Amendes converties** : maintenant que le retard accumulé les années précédentes dans la gestion des dossiers de courtes peines a été en grande partie rattrapé, le Département compte mettre à la disposition de l'office des ressources supplémentaires pour traiter les dossiers des amendes converties au plus vite. Leur traitement reprendra donc dès qu'un collaborateur aura pu être engagé et formé.
5. **Locaux** : le nombre de dossiers en cours et à archiver, ainsi que les nouvelles ressources, notamment en lien avec la nouvelle commission de dangerosité, justifient que des locaux jusqu'ici utilisés par l'intendant du service pénitentiaire soient dorénavant attribués en partie à l'activité de l'office. Des travaux sont envisagés; un déménagement partiel, dans le même immeuble, aura lieu en principe ce début d'année 2007.

## 3.4. Prison préventive de La Chaux-de-Fonds

L'année a été mouvementée et chargée pour la direction et le personnel. En février, deux personnes sont décédées d'une overdose de médicaments. Avec l'aval du chef de service et du Département, une société spécialisée a été mandatée pour effectuer une expertise du secteur médical. Le rapport n'est pas terminé, mais une réorganisation structurelle du domaine médical devra vraisemblablement être envisagée.

En plus, en juillet 2006, une personne détenue a mis fin à ses jours par pendaison et, s'ajoutant à cette liste d'évènements, en décembre, un détenu ayant des problèmes psychiques a tenté de s'évader en escaladant la barrière de sécurité de la cour de promenade. Bloquée par les barbelés, cette personne a dû se faire soigner à l'hôpital, suite à de multiples et graves coupures sur tout le corps.

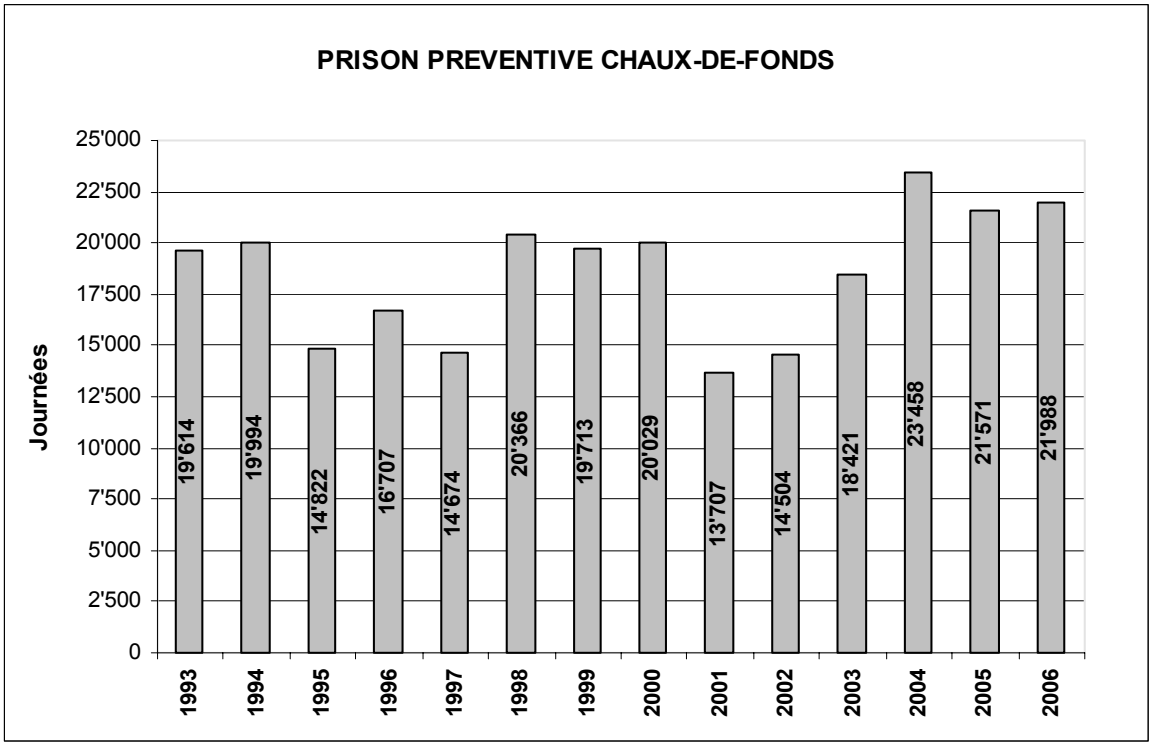
Durant l'année, nous avons encore eu à déplorer plusieurs bagarres entre détenus, dont une qui s'est très mal terminée avec pour conséquence l'hospitalisation aux soins intensifs d'une personne suite à des coups reçus à la tête.

Nous n'échappons pas à la situation à laquelle tous les établissements en Suisse sont confrontés, soit une population de plus en plus multiculturelle et un nombre croissant de personnes incarcérées présentant des troubles graves de la personnalité, ce qui rend la mission du personnel toujours plus ardue et compliquée.

Nous pouvons néanmoins compter sur le professionnalisme de nos collaborateurs-trices ainsi que sur le soutien du Département et du service en cas de besoin. Cependant, nous sommes bien obligés de constater que la mission devient année après année toujours plus complexe.

### *Journées de détention*

Pour l'année 2006, nous enregistrons 21.988 journées de détention, soit une augmentation de 417 journées par rapport à l'année 2005. Il s'agit de la troisième année consécutive présentant des chiffres supérieurs à 21.500 journées. Cette occupation très importante de la structure pèse naturellement de tout son poids sur un travail quotidien qui se déroule 24 heures sur 24, jour et nuit, 365 jours par année.




En 2005, 561 entrées avaient été enregistrées contre 492 en 2006. Il y a eu effectivement moins d'entrées cette année mais la détention **préventive** moyenne a augmenté de 47 jours en 2005 à 51 jours en 2006.

Si nous dénombrions environ 60% de journées pour la détention préventive contre 40% pour l'exécution des peines et mesures en 2005, l'exercice 2006 se répartit avec environ 55% de journées pour la détention préventive pour 45% pour l'exécution des peines et autres mesures.

| **Données particulières prison préventive 2006** (tous régimes confondus) | |
|---|---|
| Effectif moyen | 60 |
| Durée séjour moyen (jours) | 48 |
| Nb séjours inférieurs à 8 jours | 165 |

Par contre, nous constatons 46% d'augmentation pour la détention des femmes en comparaison de l'année 2005 **(939 journées en 2005 contre 1368 en 2006)**. Au 31 décembre 2006, 51 personnes étaient détenues à la prison préventive.

| **Répartition journées hommes/femmes Prison préventive 2006** | | **%** |
|---|---|---|
| Hommes | 20.620 | 93,78% |
| Femmes | 1.368 | 6,22% |
| **Total** | **21.988** | **100,00%** |

| Prison préventive 2006 - Décomposition journées de détention | | % |
|---|---|---|
| Détention mineurs | 0 | 0,00% |
| Détention mineures | 0 | 0,00% |
| Mesures de contrainte/expulsions | 238 | 1,08% |
| Réclusion/emprisonnement | 4.374 | 19,89% |
| Emprisonnement | 2.561 | 11,65% |
| Arrêts | 393 | 1,79% |
| Conversions d'amendes | 203 | 0,92% |
| Militaires | 42 | 0,19% |
| Mesures 42/43/44 CPS | 761 | 3,46% |
| Semi-liberté/semi-détention | 4 | 0,02% |
| Prévention/arrêts police | 11.942 | 54,31% |
| Mesures 93/100bis | 266 | 1,21% |
| Autres | 1.204 | 5,48% |
| **Totaux** | **21.988** | **100,00%** |

### *Personnel*

Un agent de détention a quitté le service au mois de mars ; son successeur est entré en fonction au mois de mai.

Un second collaborateur a résilié son contrat pour le mois d'octobre 2006 ; son remplaçant entrera en fonction au mois de mars 2007.

Enfin, la surveillante-maîtresse d'atelier a remis son mandat pour la fin du mois de juillet ; elle a été remplacée par une nouvelle collaboratrice dès le 15 décembre 2006.

Nous avons dû nous organiser durant la période des vacances pour palier l'absence pour convalescence suite à des accidents de deux membres du personnel. Malheureusement, cette période est toujours la plus délicate à gérer au niveau des horaires. Les prestations et le fonctionnement de l'établissement ont pu être maintenus, mais ceci au détriment du personnel présent durant cette période.

### *Formation du personnel*

Une agente de détention a réussi le brevet fédéral délivré par le Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire à Fribourg (CSFPP), obtenant par la même occasion un prix pour son mémoire de brevet de qualité exceptionnelle.

Un second agent de détention a aussi réussi le brevet fédéral de capacité délivré par le CSFPP et un collaborateur a passé avec succès l'examen intermédiaire en automne 2006.

Un agent de détention a suivi avec succès une formation d'une durée de sept semaines en cours d'emploi, pour la prise en charge des personnes détenues souffrant de troubles psychiques. Compte tenu du nombre en augmentation constante de personnes présentant des troubles de la personnalité, cette formation est nécessaire et, même si elle pose de gros problèmes au niveau de l'organisation des horaires, elle apportera assurément un plus dans la gestion des établissements.

***Intendance***

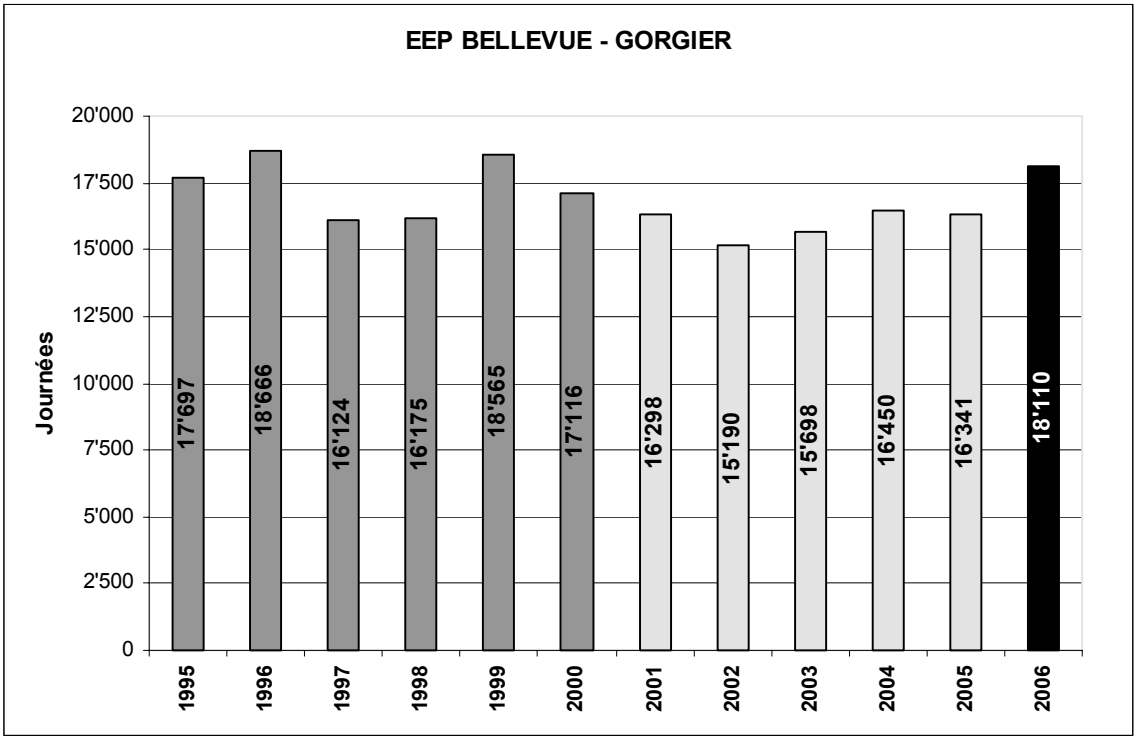
Nous avons pu terminer dans le courant de l'été la dernière étape des travaux de rénovation urgents du monte-charge et de sécurisation de la cage d'escalier de l'immeuble Banneret 10. Nous rappelons que le monte-charge date de plus de 40 ans et qu'il présentait des signes inquiétants de dysfonctionnement. De plus, il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit pour la prison préventive de la seule façon rationnelle de distribuer les repas dans les étages des annexes ou de la tour. Sans monte-charge, tout le travail de distribution (repas, linge, médicaments, etc.) devrait s'exécuter par les nombreux escaliers qui relient les étages et les secteurs, avec toutes les pertes de temps et complications que cela engendrerait.

## 3.5. EEP Bellevue

En 2006, la part des journées neuchâteloises a nettement augmenté par rapport à l'année précédente. Un quota de 22 à 24 places sur 54 a été réservé aux placements de détenus neuchâtelois.

En ce qui concerne la capacité d'accueil de l'EEP Bellevue, elle a été augmentée de 7 places, comme cela avait été annoncé dans le précédent rapport de gestion. Bellevue dispose désormais de 54 places. En même temps, la limite des trois ans de condamnation au maximum a été abandonnée. De par cette mesure, la rentabilité de l'établissement a été augmentée avec, pour résultat, une amélioration du potentiel des recettes issues des placements provenant d'autres cantons ou une diminution des charges relatives aux coûts générés par les placements neuchâtelois hors canton.

Pour obtenir cette augmentation du nombre de places, 7 cellules sont désormais utilisées comme cellules doubles, compte tenu de la surface à disposition des détenus ; toutefois, il faut retenir que la cohabitation de deux personnes qui ne se connaissent pas du tout et qui appartiennent parfois à des cultures différentes n'est pas toujours facile.




*NB : Dés le milieu de l'année 2000, capacité ramenée de 58 à 47 places et augmentation en avril 2006 de 47 places à 54 places, mesures prises pour améliorer la situation financière.*

Cela a eu pour conséquence en 2006 de permettre d'accueillir un nombre supplémentaire de journées de détention « neuchâteloises », provoquant ainsi dans l'absolu une diminution des charges relatives aux placements hors canton, tout en permettant de continuer d'encaisser d'importantes recettes provenant des placements d'autres cantons. Le tableau ci-après donne la décomposition des journées de détention recensées à Bellevue en 2006.

| EEP Bellevue - Journées 2006 par autorités de placement | | % |
|---|---|---|
| Fribourg | 2.641 | 14,58% |
| Genève | 2.459 | 13,58% |
| Jura | 534 | 2,95% |
| Neuchâtel | 7.953 | 43,91% |
| Vaud | 3.354 | 18,52% |
| Valais | 1.169 | 6,46% |
| **Total** | **18.110** | **100,00%** |

| EEP Bellevue 2005 et 2006 - Comparaison journées de détention « neuchâteloises » | | | |
|---|---|---|---|
| | **2005** | **2006** | **Différence** |
| Placements neuchâtelois | 4.549 | 7.953 | 3.404 |
| Placements autres cantons | 11.792 | 10.157 | -1.635 |
| TOTAL | 16.341 | 18.110 | 1.769 |

L'augmentation de la capacité d'accueil a donc permis d'obtenir une rentabilité supérieure de près de 10% par rapport à 2005, tout en rendant possible l'exécution de 3.404 journées « neuchâteloises » de plus qu'en 2005. Outre les économies réalisées, le côté social a aussi été amélioré pour les détenus « neuchâtelois » dont la famille ou les proches bénéficient de la sorte de conditions de visites facilitées au niveau des déplacements.

| Données particulières EEP Bellevue 2006 | |
|---|---|
| Effectif moyen | 50 |
| Durée séjour moyen (jours) | 153 |

### *Personnel*

L'effectif du personnel a été stable. Un surveillant nous a quittés au 30 septembre 2006. Il a été remplacé au 1er janvier 2007. Compte tenu du fait qu'un précédent départ n'a pas encore été comblé, nous avons travaillé pendant toute l'année en sous-effectif. A partir du 1er octobre 2006, deux surveillants manquaient ainsi à l'effectif en personnel, en plus des collaborateurs convoqués normalement aux cours du CSFPP. Nous avons dû nous résoudre à combler cette lacune par l'engagement temporaire d'agents de sécurité privés pour quelques nuits en octobre et en novembre.

### *Formation du personnel*

Trois surveillants ont terminé la formation au Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire à Fribourg (CSFPP) et ont obtenu le brevet fédéral d'agent de détention. Un autre surveillant a suivi avec succès une formation spécialisée d'une durée de sept semaines destinée à la prise en charge des détenus souffrant de troubles psychiques.

### *Détenus*

L'établissement a été bien occupé en 2006, à l'exception des derniers jours de l'année, phénomène ponctuel dû à la libération de quelques détenus vaudois, suite à l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal (disparition de l'expulsion judiciaire). Par ailleurs, il faut relever que le taux d'occupation élevé de l'établissement occasionne inévitablement un nombre croissant de visites qu'il faut gérer au mieux compte tenu des locaux à disposition.

La clientèle de l'EEP Bellevue a changé. Compte tenu de la bonne offre thérapeutique, un nombre toujours croissant de délinquants sexuels sont placés dorénavant à Bellevue, ce qui a pour conséquence d'augmenter la représentation des personnes de nationalité suisse.

Aucune évasion n'a eu lieu en 2006, comme cela est d'ailleurs le cas depuis maintenant 7 ans. Nous devons par contre mentionner une fugue lors d'une conduite. Un autre détenu a fait une tentative de fugue pendant une conduite, mais a pu être retenu par les deux personnes qui l'accompagnaient.

Au total, 178 sorties ont été accordées par les autorités compétentes, dont 131 congés (taux de réussite de 100%, mis à part deux retards mineurs), 17 permissions (taux de réussite de 100%) et 30 conduites (taux de réussite de 96.66% à cause de la fugue susmentionnée). Notre service des transports interne étant bien sollicité, nous avons enregistré 176 transports chez des médecins ou à l'hôpital, 70 transports chez le dentiste et 97 transports au BAP (police cantonale) pour les entrées et les sorties des détenus (liaison avec le système « Jail-Train-Street »).

### *Intendance*

L'investissement le plus important réalisé au niveau de l'intendance a été, sans aucun doute, le remplacement de tous les interphones. Cette mesure a nettement amélioré la sécurité personnelle des détenus, ainsi que la liaison en tout temps avec la centrale.

A cette même centrale, quelques moniteurs ont été remplacés en début d'année (travaux de renouvellement normaux). Une série de petits travaux d'entretien habituels ont été exécutés. Les grands travaux, en principe urgents, comme le remplacement de toutes les fenêtres, n'ont pas pu été effectués, faute de moyens. Il est d'autant plus important que le grand projet de rénovation et d'agrandissement lié au « concept pénitentiaire 2006-2009 » se concrétise rapidement.

La décision de fermeture de la piscine, qui était à la disposition des écoles jusqu'à la fin de l'année scolaire 2005/2006, a été finalement prise et notifiée. Cette mesure aura pour conséquence une nette diminution de la consommation en énergie (mazout, électricité et eau). Ces locaux, qui reviennent dans le giron pénitentiaire, seront d'une grande importance dans le cadre des travaux de restructuration de Bellevue, qui permettront d'augmenter la capacité de l'établissement de 30 places environ.

La cellule disciplinaire a été refaite entièrement, car sa configuration était dangereuse dans le sens où des tentatives de suicide étaient facilement réalisables.

Toutes les cellules doubles ont été équipées d'une deuxième télévision, avec casque individuel d'écoute pour éviter les conflits.

### *Ateliers*

Quelques ateliers ont été confrontés à un manque de travail pendant plusieurs mois, notamment durant l'été. Le nouveau responsable des ateliers « ad intérim », avec l'aide de l'intendant du service, mettent actuellement tout en oeuvre afin de trouver de nouveaux mandats, ce qui est loin d'être évident. A la fin de l'année, la situation est redevenue satisfaisante. Les efforts devront néanmoins se poursuivre en 2007.

A l'atelier de sous-traitance, la fabrication de K-Lumets a été mise en route et ce travail est réalisé par plusieurs détenus. L'atelier mécanique a été doté de deux fraiseuses, ce qui nous permet aussi d'occuper plus de détenus et d'agrandir notre offre. Un atelier mobile a été mis sur pied, pour lequel un maître d'atelier et quelques détenus exécutent des travaux d'installation et de réparation dans tout l'établissement.

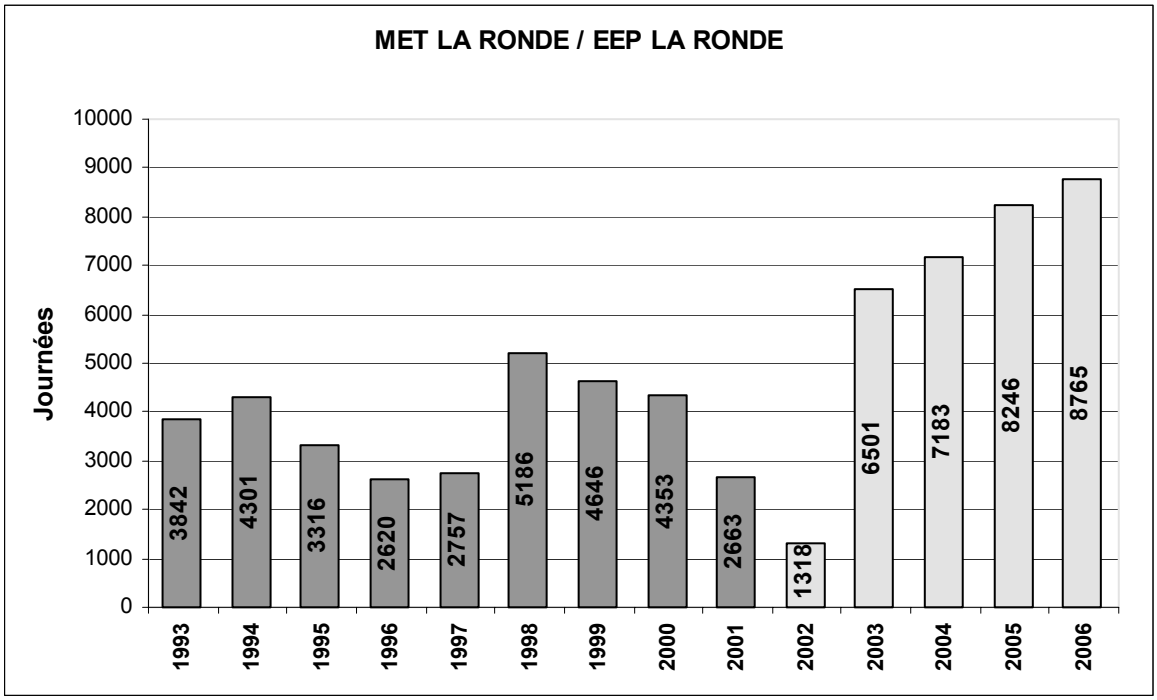
A la buanderie, des doseurs automatiques ont été installés. Ce nouveau système nous permet de faire des économies considérables en produits de lessive. Par contre, la perte prochaine du mandat pour le linge provenant de l'Hôpital de la Béroche nous préoccupe particulièrement et il conviendra d'effectuer des recherches pour trouver du travail ailleurs.

Au niveau des transports pour la production des ateliers, des mesures de rationalisation ont aussi été mises en œuvre (réduction et groupement des transports).

## 3.6. EEP La Ronde

L'EEP La Ronde a lui aussi connu un taux d'occupation élevé. Nous rappelons qu'à l'origine, l'établissement était organisé pour recevoir un maximum de 16 personnes pour être finalement configuré en un établissement de 28 à 30 places selon les circonstances (détention « hommes » uniquement avec cependant une importante proportion d'exécution en semi-détention ou en semi-liberté).

Cette augmentation de la capacité d'accueil a été décidée dans le courant 2003 pour faire face à la pression exercée par la très forte demande de placements en exécution de courtes peines (semi-détention, semi-liberté, courtes peines fermes).




*NB : Jusqu'en 2001, ancienne MET La Ronde.*

L'EEP La Ronde prouve donc, si besoin est, son utilité dans l'exécution des peines de proximité. Elle valide complètement la décision prise en 2001/2002 de fermeture de l'ancienne structure de maison d'éducation au travail destinée à l'origine aux articles 100bis.

| EEP La Ronde 2006 - Décomposition journées de détention | | % |
|---|---|---|
| Semi-détention | 4842 | 55,24% |
| Semi-liberté | 709 | 8,09% |
| Courtes peines | 3159 | 36,04% |
| Arrêts militaires | 55 | 0.63% |
| Art. 43 CPS (pl. psychiatriques) | 0 | 0.00% |
| Autres articles | 0 | 0,00% |
| Art. 100bis CPS (pl. jeunes adultes) | 0 | 0,00% |
| **Totaux** | **8765** | **100,00%** |

Il n'aurait jamais été possible de faire exécuter les 3.159 journées d'exécution de courtes peines fermes recensées à La Ronde à la prison préventive de La Chaux-de-Fonds qui en a déjà accueilli durant l'année 2006 plus de 3.200. Rappelons que le taux d'occupation de la prison préventive est en valeur absolue le troisième de tous les temps.

Il est bien clair toutefois, au vu des chiffres 2006 comptabilisés à la Ronde, que la charge de travail est devenue très lourde.

Le Conseil d'Etat a parfaitement compris la situation et a validé la demande de personnel supplémentaire présentée par les directions de l'établissement et du service fin 2005. Un demi-poste de surveillant-e a donc été accordé, début 2006, afin de faire face à la forte fréquentation de l'établissement.

### *Personnel*

Comme mentionné ci-dessus, un demi-poste a été accordé à l'établissement afin de faire face à la très forte charge de travail, mais il faut à ce sujet préciser que le directeur assume actuellement seul la charge de travail répartie normalement aussi sur la fonction d'ajointe de direction.

La titulaire de cette fonction est en arrêt maladie depuis plus d'une année, ce qui pose énormément de problèmes dans la gestion courante si l'on songe que la dotation totale de l'établissement n'est que de 7,5 postes pour l'exécution de plus de 8.700 journées de détention (1 poste de directeur, 1 poste d'adjointe de direction - en arrêt maladie depuis une année -, 1 poste de surveillant/maître d'atelier et 4,5 postes de surveillants-tes).

A souligner ainsi que durant le week-end, un seul (une seule) surveillant-te a la charge de près de 20 personnes détenues depuis 7h00 du matin à 23h00 le soir.

Des mesures devront être prises courant 2007 pour améliorer la situation, en particulier celle du directeur de l'établissement, car le cumul d'heures supplémentaires finit par devenir un important facteur de risque.

### *Placements*

En plus de son rôle d'établissement dévolu aux courtes peines « neuchâteloises » de proximité, l'établissement de la Ronde a aussi accueilli des journées provenant d'autres cantons durant l'année 2006. Cela est extrêmement important et, comme expliqué plus loin, a des répercussions sur les possibilités de placements « neuchâtelois » hors canton, aussi bien pour les courtes peines que pour des peines plus longues.

| EEP La Ronde 2006 - Journées par autorités de placement | | % |
|---|---|---|
| Neuchâtel | 6966 | 79,48% |
| Jura | 227 | 2,59% |
| Berne | 1143 | 13.04% |
| Genève | 32 | 0,36% |
| Fribourg | 8 | 0,09% |
| Lucerne | 69 | 0,79% |
| Valais | 129 | 1,47% |
| Vaud | 191 | 2,18% |
| **Total** | **8765** | **100,00%** |

L'office d'application des peines du canton de Berne a ainsi placé 22 personnes durant toute l'année 2006, générant 1.143 journées en exécution de courtes peines à La Ronde. Il s'agit dans pratiquement tous les cas de personnes en infraction avec la LFSEE (loi sur le séjour et l'établissement des étrangers), donc en situation illégale et momentanément pas expulsables, qui ont commis des délits de peu de gravité mais dont la socialisation est de ce fait impossible. L'OAP du canton de Berne ne souhaite pas surcharger sa structure de Witzwil qui est par contre parfaitement adaptée pour l'exécution de peines débouchant ensuite sur un retour à la vie normale avec des programmes de resocialisation adéquats. Le profil des personnes placées à La Ronde par le canton de Berne ne réunit donc pas des caractéristiques en adéquation avec le catalogue des prestations offertes par Witzwil.

Les places ainsi rendues libres à Witzwil peuvent dès lors dans une large mesure profiter à des placements neuchâtelois beaucoup plus en rapport avec le savoir-faire de l'établissement bernois.

La Ronde joue donc en plus un rôle « extra-concordataire » de compensation au niveau des placements, permettant ainsi à l'office d'application des peines neuchâtelois de faire exécuter à Witzwil un nombre important de journées de détention dans de bonnes conditions.

D'une manière générale, la détention 2006 à La Ronde a concerné 209 hommes et 31 femmes (en 2005, 174 hommes et 11 femmes).

Le tableau ci-dessous donne la répartition des journées hommes/femmes en 2006.

| Répartition journées hommes/femmes EEP La Ronde 2006 | | % |
|---|---|---|
| Hommes | 7785 | 88,82% |
| Femmes | 980 | 11,18% |
| **Total** | **8765** | **100,00%** |

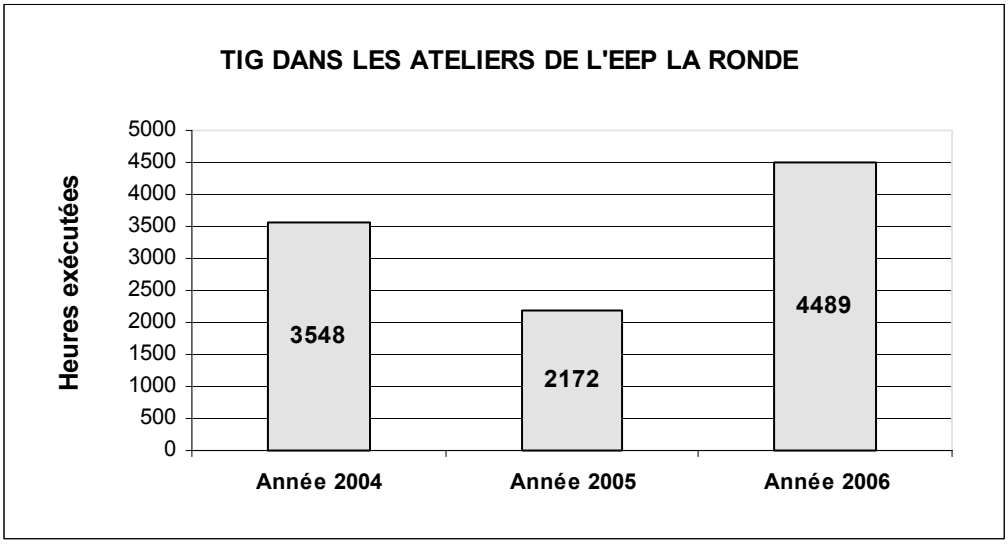
A remarquer que les journées « femmes » à La Ronde en 2005 s'élevaient à 264 contre 980 en 2006 ; cela représente une augmentation de l'ordre de 271%. Une tendance à la hausse a aussi été observée à la prison préventive dans la détention des femmes, où nous enregistrons une augmentation par rapport à 2005 de 46%.

| Données particulières EEP La Ronde 2006 | |
|---|---|
| Effectif moyen | 24 |
| Durée séjour moyen (jours) | 37 |

### *Ateliers*

Les ateliers de l'EEP La Ronde jouent un rôle important sur deux niveaux. Le premier concerne les personnes qui exécutent au sein de l'établissement des courtes peines fermes, le second est à mettre en relation avec le TIG.

Il est bien clair que toutes les personnes qui exécutent une courte peine ferme à La Ronde sont astreintes au travail. Le maximum est fait afin de fournir en premier lieu du travail aux personnes en question. Toutefois, certains condamnés placés par l'OAP sous le régime du TIG (travail d'intérêt général) rencontrent parfois des problèmes auprès des employeurs pour des raisons médico-psychiques (handicape physique, toxicodépendances diverses). Afin d'éviter dans la mesure du possible les inégalités de traitement, les ateliers de La Ronde jouent le rôle de structure protégée en accueillant ces personnes.




Le tableau ci-dessous traduit la valeur du TIG exécuté à La Ronde, transformé en journées de détention et en nombre de places/année nécessaires pour exécuter les peines correspondantes.

| Année | Heures TIG | Peines correspondantes en jours | Places/année |
|---|---|---|---|
| 2004 | 3548 | 887 | 2,5 |
| 2005 | 2172 | 543 | 1,5 |
| 2006 | 4489 | 1122 | 3,1 |
| Moyenne | 3403 | 851 | 2,0 |

Une économie moyenne de 112.000 francs par année est ainsi réalisée en accordant du TIG à des personnes présentant un profil particulier (1122 journées à 100 francs).

## 3.7. Conclusions

Nous envisageons, pour 2007, de très fortes sollicitations dans les établissements, à l'office d'applications des peines et bien entendu à la direction du service. Nous ne pensons pas que l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal aura des effets, dans le sens d'une diminution du taux d'occupation des établissements de détention. Le nouveau droit pénal va générer inévitablement un surcroît de travail pour les entités directement en phase avec les conséquences des changements intervenus (augmentation du TIG, mise en place des plans d'exécution des sanctions et des plans d'exécution des mesures dans les établissements, procédures exigées par le nouveau CPS).

Jusqu'à ce jour, l'engagement, la volonté et le professionnalisme des collaborateurs-trices du service pénitentiaire ont permis de gérer la situation et d'anticiper. Mais cette capacité d'absorption et d'adaptation atteint ses limites.

En effet, les structures, les moyens et les ressources ne sont plus en adéquation avec l'évolution que l'on connaît depuis bientôt cinq ans.

# 4. SERVICE DE PROBATION

## 4.1. Introduction

Sur un plan général, l'année 2006 a été principalement marquée par l'entrée en vigueur du nouveau code pénal annoncée pour le 1er janvier 2007. Dans le cadre du projet marguerite, l'objectif visant à créer une loi d'ensemble relative à l'application cantonale des nouvelles dispositions ainsi que des dispositions relatives à l'exécution des peines et mesures a été atteint. Toutefois, compte tenu d'une part des mesures d'économie et d'autre part du grand nombre d'incertitudes liées aux conséquences de l'application de cette nouvelle loi, le canton a finalement choisi d'adapter les dispositions actuelles de manière à permettre à l'ordre judiciaire et à l'administration cantonale de remplir sa mission minimale.

En ce qui concerne le Service de probation plus directement, ce passage s'est effectué dans un contexte serein, dès lors que sa mission et ses prestations, pour l'essentiel mises en oeuvre en 1999, anticipaient déjà les nouvelles dispositions du CPS. Il faut néanmoins souligner que si, en termes de concept et de type de prestations, le Service de probation a pris une certaine avance, les moyens financiers évalués pour absorber la charge de travail générée par ce changement n'ont pas été accordés pour le budget 2007. De plus, comme indiqué dans le précédent rapport de gestion, la prestation de formation aux personnes détenues prévue elle aussi dans le nouveau code pénal, a été supprimée en 2005.

En ce qui concerne le fonctionnement du Service lui-même, l'année 2006 a été une année particulièrement diffcile; en effet, quatre congés maternité ont eu lieu, dont certains se sont étalés sur des périodes communes, et seule une personne a pu être remplacée. La charge de travail a par conséquent été considérable pour l'équipe du Service et plusieurs mesures ont été prises en vue de restreindre les prestations pour cette période.

Ces changements majeurs, ainsi que les mesures d'économies n'ont toutefois pas entravés la réflexion et la mise en oeuvre de projets tel que MINT ou la création d'un service de prise en charge des auteurs de violence conjugale. En effet, ce dernier a été constitué à l'automne 2006, de même qu'un concept global prévoyant la mission et le rôle des nombreux intervenants ainsi que les interactions qui ont lieu entre ces partenaires. Dans la configuration prévue, le Service de probation joue un rôle de partenaire de la justice afin d'élaborer sur demande des tribunaux une évaluation des mesures thérapeutiques à prendre. Il joue également le rôle de porte unique pour la mise en œuvre et le contrôle de l'application des mesures de traitements; il veille enfin à informer les tribunaux compétents du respect ou du non respect de la mesure de traitement.

## 4.2. Gestion

### *Personnel au 31.12.2006*

| | | |
|---|---|---|
| 1 | Cheffe de Service | 0.8 |
| 1 | Adjoint cheffe Service | 0.5 |
| 5 | Assistants sociaux | 5.5 |
| 2 | Psychologues | 1.2 |
| 1 | Animateur | 1 |
| 1 | Secrétaire comptable | 0.55 |
| 1 | Collaboratrice administrative | 0.5 |
| **13** | **Totaux** | **10.05** |

Le personnel en fonction est resté stable sur l'année 2006, bien que le début de l'année ait été marqué par une période transitoire où le personnel en fonction a dû palier, durant le premier trimestre, les absences causées par quatre congés maternité successifs, voire juxtaposés pour certains, sans prétériter de manière trop importante la qualité des prises en charge. De plus, les mesures d'économie et les procédures instaurées par le Conseil d'Etat n'ont pas permis de repourvoir un poste demeuré vacant, impliquant un très important investissement de l'équipe afin d'absorber le surcroît de charge de travail qui s'effectue dans un contexte difficile, de par la nature même des missions du Service. A noter que l'équipe sera à nouveau au complet au cours du premier trimestre 2007, le poste vacant ayant été repourvu.

Relevons encore des indicateurs satisfaisants en terme de rotation de personnel compte tenu du milieu difficile dans lequel s'effectue les missions du Service. En effet, l'équipe du Service montre une excellente stabilité et une longévité professionnelle supérieure à la moyenne en comparaison avec certains milieux de prises en charge psychosociales complexes.

## 4.3. Activités déployées

### *Introduction*

L'activité du Service de Probation est vaste et complexe, se déroulant sur plusieurs lieux géographiques (Neuchâtel, la Chaux-de-Fonds, Gorgier) et sur l'ensemble du processus pénal, de la détention préventive à la fin du délai d'épreuve. Le personnel du Service intervient autant dans les établissements de détention, y compris dans les établissement concordataires hors canton (notamment Bellechasse, Witzwil, Établissements de la Plaine de l'Orbe, la Tuillère à Lonay) que sur mandats des Autorités pour les personnes libérées provisoirement ou conditionnellement ou faisant l'objet de mesures au sens de l'art. 43 ou 44 CPS impliquant un travail de réseau coordonné avec les institutions traitant des problématiques addictives ou les milieux hospitaliers psychiatriques.

Si les graphiques suivants exposent uniquement les prises en charge dites ambulatoires, soit les prises en charge pour les personnes libérées provisoirement, conditionnellement, condamnées avec sursis ou faisant l'objet de mesures, ces chiffres ne rendent pas compte de l'activité globale du Service de Probation. Pour ce faire, il faut également ajouter plus d'une centaine de détenus et prévenus se répartissant entre la prison préventive (la Chaux-de-Fonds) et l'établissement d'exécution de peine de Gorgier (EEP Bellevue) et dont le Service de Probation gère l'accompagnement psycho-social tout au long de la détention. Pour des raisons de clarté, il est nécessaire de distinguer les mandats ambulatoires des prises en charges des prévenus ou détenus au sein des établissements de détention, la nature du travail et la situation dans le processus pénal n'étant pas les mêmes, ce que nous exposerons en détail plus loin dans ce rapport.

### *Prison préventive*

Compte tenu de la très forte augmentation des journées de détention (se référer au rapport du Service pénitentiaire), la charge de travail a considérablement augmenté dans les établissements de détention. La charge de travail en prison préventive est élevée compte tenu, d'une part, de la particularité de ce type de détention et, d'autre part, par la soudaineté de l'incarcération. En effet, les prévenus sont placés dans des conditions ne leur permettant pas d'entretenir des contacts réguliers avec l'extérieur; dès lors, les assistants sociaux agissent en qualité d'interface entre le prévenu et le monde extérieur, selon la latitude que leur autorise les Juges d'instruction. L'activité du personnel du Service de probation à la prison préventive nécessite une grande vigilance afin de ne pas exécuter de démarches pouvant compromettre l'enquête en cours, ainsi qu'une grande rapidité d'action afin de juguler au maximum les conséquences sociales ou financières liées à la détention préventive, mais également une première évaluation des composantes criminelles ou psychologiques. Tous les prévenus sont rencontrés dans un délai d'une dizaine de jours au maximum. Le Service dispose, pour mener à bien ses missions à la prison préventive de la Chaux-de-Fonds, de

deux assistantes sociales à temps partiel, d'une psychologue à temps partiel ainsi que d'un animateur socioculturel, lui aussi à temps partiel.

### *EEP Bellevue, Gorgier*

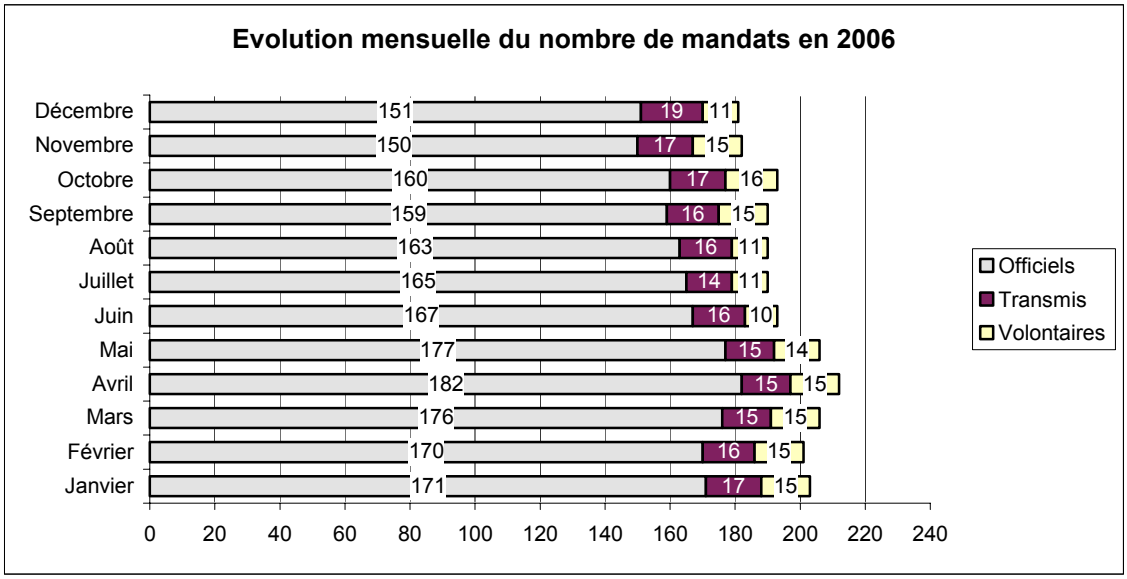
La nature des problématiques délictueuses rencontrée à l'EEP Bellevue s'est quelque peu modifiée compte tenu de la politique de placement de l'Office d'application des peines, privilégiant ce lieu de détention pour des condamnés neuchâtelois faisant l'objet de suivis thérapeutiques sous contrainte, notamment dans le cadre des infractions contre l'intégrité sexuelle. Le Service de probation dispose d'un psychologue à temps partiel, ce dernier assurant une grande partie de ces thérapies sous contrainte dans le cadre de contrats thérapeutiques élaborés en partenariat entre le Service de probation et le Service pénitentiaire. De même, l'introduction des plans d'exécution de peines (PEP) ou de mesures (PEM) permettent de mieux structurer le déroulement de la privation de liberté et d'y inclure des objectifs précis, donnant un sens à l'exécution de la peine. Dès lors, les intervenants sociaux du Service de probation sont directement impliqués dans cette démarche en favorisant la mise en place des objectifs définis par les Autorités et s'attèlent à préparer dans les meilleures conditions possibles le retour à la vie civile, tout en assurant le bon déroulement de l'exécution de la peine au quotidien. A noter également, dans le secteur de l'animation socioculturelle, l'instauration d'une collaboration avec le Théâtre du Passage pour l'animation des fêtes de Noël au sein de l'établissement; une première représentation a eu lieu en fin d'année 2006. L'objectif étant de pérenniser cette collaboration, un projet est actuellement en cours d'élaboration avec les responsables du Théâtre.

Le Service dispose, pour mener à bien ses missions au sein de l'EEP de Gorgier, d'un assistant social à temps partiel, mission qui sera renforcée dès le mois de mars 2007 par un autre temps partiel, compte tenu du repourvoi d'un poste, d'un psychologue à temps partiel ainsi que d'un animateur socio-culturel partageant son activité entre la prison préventive de la Chaux-de-Fonds et le présent établissement.

### *Établissements concordataires hors-canton*

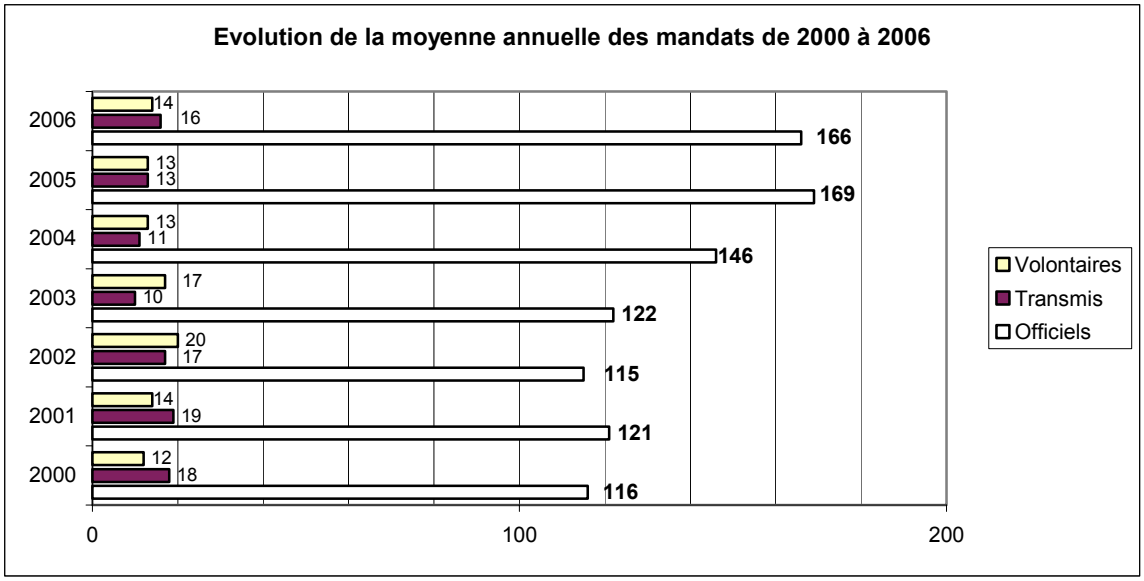
Enfin, l'intervention dans les établissement concordataires hors-canton pour les détenus neuchâtelois revêt un caractère plus particulier; en effet, si les démarches sociales ou thérapeutiques usuelles sont gérées par l'établissement lui-même, les évaluations en vue d'élargissement de régime sont effectuées par le Service de probation. Compte tenu des lieux de détention, notamment les EPO, il peut s'agir de problématiques criminelles particulièrement complexes dont l'évaluation requiert un soin tout particulier pour permettre aux Autorités de se déterminer sur la base d'éléments significatifs.

### *Prise en charge ambulatoire*

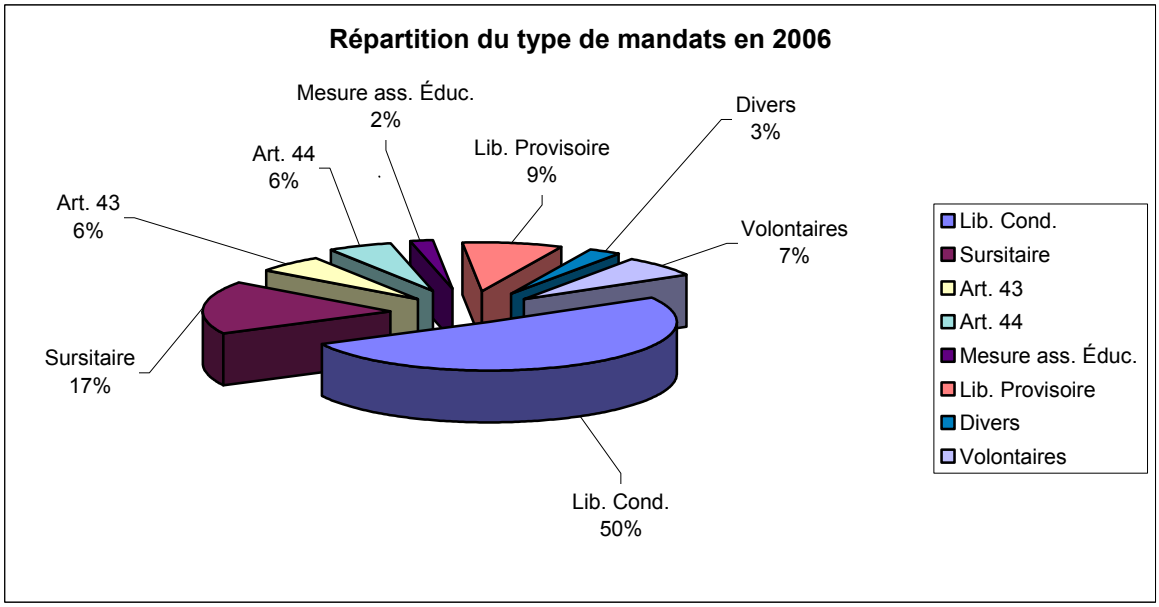



Le nombre de mandats ambulatoires en cours en 2006 est distribué de manière relativement uniforme sur l'année et se montre quasiment équivalent à l'année 2005. Néanmoins, le nombre des mandats confiés au Service de probation montre une augmentation régulière au fil des années, impliquant une attention constante à identifier correctement les problématiques afin de faire appel aux différentes compétences offertes par le réseau psycho-social cantonal. De même, la nécessité de poursuivre la réflexion sur les possibles rationalisations des tâches administratives ou des lieux de fonctions, comme repenser périodiquement la pratique du Service de Probation tout en assurant avec efficacité et rigueur sa mission particulière et spécialisée telle que définie par le Code pénal, demeure une préoccupation constante.

La charge de travail du Service de probation comprend, outre les mandats officiels et volontaires (ces derniers étant acceptés avec parcimonie afin de remplir les missions prioritaires), des mandats transmis qui restent sous la responsabilité du Service, mais qui sont délégués à des services de probation d'autres cantons lorsque un usager change de domiciliation. Ces derniers sont comptabilisés de manière distincte puisque la prise en charge directe ne revient pas au Service de probation mais ce dernier conserve néanmoins la responsabilité liée aux aspects formels et assure le relais auprès des Autorités judiciaires. La charge de travail qui en découle doit donc être évaluée différemment. Les mandats reçus d'autres cantons sont eux inclus dans les mandats officiels, la prise en charge incombant directement au.



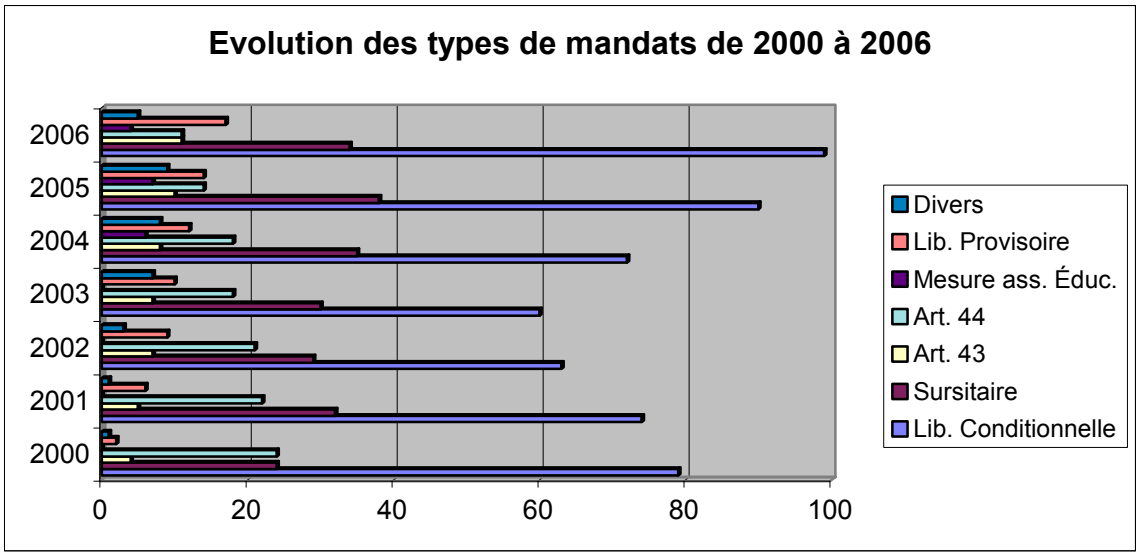

Le nombre annuel moyen de mandats traités par le Service montre une relative stabilité par rapport à 2005; par contre celle-ci est grevée par la très importante augmentation des journées de détention impliquant un travail plus important dans les lieux de détention et évidemment une charge administrative en conséquence, tant dans la tenue des dossiers que dans les démarches à effectuer; de même, cette stabilité quantitative ne rend pas compte des aspects qualitatifs rencontrés dans les prises en charge. En effet, la complexité accrue des problématiques rend le travail de prévention de récidive plus difficile et nécessite une évaluation toujours plus fine, de même que les moyens pour mener à bien des objectifs de réinsertion restent dépendants, par exemple du marché de l'emploi. Le Service cherche à limiter les suivis volontaires des justiciables arrivant en fin de mandat obligatoire et qui désirent, par exemple, poursuivre ou terminer un projet de désendettement initié en cours de mandat. Il se concentre prioritairement sur les mandats officiels qui lui sont confiés.




En se référant à la répartition des types de mandats en 2005, la proportion de chacun d'entre eux traités par le Service en 2006 montre peu de modifications statistiquement significatives. Les variations de proportions par rapport à 2005 sont les suivantes : augmentation des types de mandats tels que libération conditionnelle + 1%; art.43 + 1%; Libération provisoire + 1%, Divers + 2% et diminution des mandats de mesure d'assistance éducative – 2%; art.44 – 2%; Sursis – 4%).

Les variations de la répartition des types de mandats parle en faveur d'une stabilité quant à la distribution des mandats traités par le Service. Les variations constatées par rapport à 2005 ne sont cependant pas d'une proportion telle que l'on puisse en tirer des interprétations prospectives valables. Cependant, année après année, les tendances les plus marquées sont celles d'une augmentation progressive des mandats de libération provisoire et de libération conditionnelle ainsi que des art. 43 CPS, corollairement à une diminution des mandats art.44 CPS.

L'augmentation de mandats tels que les mesures art. 43 CPS sont le reflet de la complexification des problématiques rencontrées dans la pratique quotidienne, au double plan psychiatrique et délictueux; les mandats de libération provisoire sont des mandats qui nécessitent une très bonne capacité d'analyse de situations parfois complexes, mais surtout une rapidité de réévaluation. Enfin l'augmentation des mandats de libération conditionnelle reflète l'augmentation très importante des journées de détention.




La mise en perspective de l'évolution des types de mandats depuis l'année 2000 permet de dresser un tableau de l'évolution de la pratique à laquelle le Service de probation doit s'adapter, permettant ainsi de mieux cibler les projets en terme de formation du personnel mais également de constater les modifications du champ social et pénal.

Nous constatons depuis 2003 une augmentation importante des mandats de libération conditionnelle reflétant l'augmentation très importante des journées de détention.

Les mandats suite à des condamnations avec sursis ont également augmenté de manière importante depuis 2000, bien qu'un léger fléchissement soit constaté par rapport à 2005, ne permettant cependant pas d'en tirer des conclusions pour l'avenir, particulièrement en fonction de l'introduction du nouveau Code Pénal. Nous devrions plutôt constater, de par l'allongement de la durée d'octroi possible du sursis ainsi que les conditions de son octroi, un nombre croissant de ces mandats dès 2007.

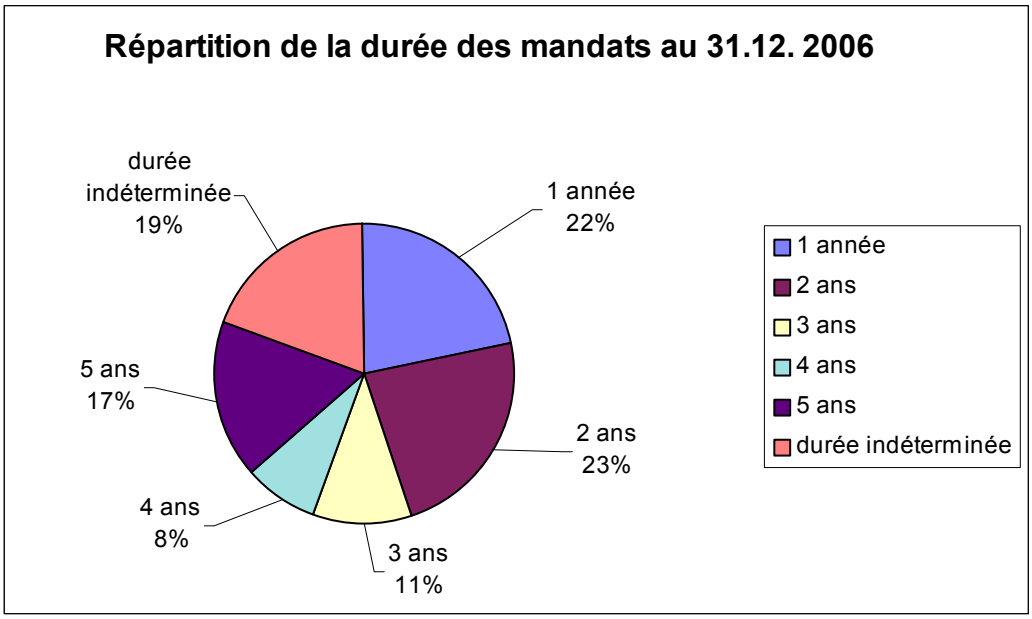
L'augmentation, bien que modérée, du nombre de mandats art. 43 CPS, reflète d'une certaine manière l'évolution de certaines problématiques pénales dont la composante psychiatrique est très importante. Partant, la prise en charge de ces mesures nécessite une collaboration très étroite avec le corps médical et les institutions de soins, ainsi qu'une très bonne évaluation de la situation au vu de l'imprévisibilité de leur évolution. De même, les mesures d'assistance éducative qui nous sont confiées reflètent les problématiques de jeunes adultes en rupture sociale, pour qui il est nécessaire de mettre en place des dispositifs d'insertion et de formation afin de prévenir la commission répétée d'infractions et l'installation précoce de ces jeunes adultes dans un parcours pénal. Ces suivis sont de durée indéterminée, parfois relativement longue, durant laquelle le Service de probation doit gérer et coordonner un réseau important pour garantir une prise en charge multifocale garantissant la sécurité publique.

Le nombre de mandats de libération provisoire pris en charge par le Service de probation est de plus en plus important au fil des années, reflétant l'excellente collaboration instaurée depuis de

nombreuses années avec les juges d'instruction. Ce type de suivi nécessite une très bonne appréciation de la situation ainsi qu'une rapide réévaluation de cette dernière en fonction des éléments pouvant survenir, de même qu'une très bonne communication entre l'Autorité et les assistants sociaux en charge de tels suivis.

Par contre, le nombre de suivis ambulatoires selon les mesures art. 44 CPS sont en diminution. Cette baisse reste cependant difficilement interprétable dans la mesure où les chiffres des condamnations à des mesures stationnaires art. 44 CPS ne nous sont pas connus. En revanche, l'évolution des traitements liés à la toxicodépendance ainsi que l'évolution des modes de consommation ont modifié le paysage des addictions et leurs répercussions psychosociales.

En dehors de ces chiffres reflétant la charge de travail du Service de probation, rappelons que ce dernier gère également le suivi psycho-social des prévenus à la prison préventive à la Chaux-de-Fonds (55 places environ) et des détenus à l'établissement d'exécution de peine de Bellevue à Gorgier (55 places environ). Dès lors, une centaine de suivis en détention s'ajoute au nombre de mandats officiels, comme mentionné en introduction de ce chapitre.




Les mandats confiés au Service de probation sont, pour la majeure partie, limités dans le temps à l'exception des mandats de libération provisoire ou ceux concernant les mesures au sens de l'art. 43 ou l'art. 44 CPS; il est dès lors intéressant de constater quelles sont les proportions de la durée de ces mandats pour obtenir une vision de la complexité des suivis confiés au Service de Probation, à la lumière des facteurs mentionnés précédemment. La distribution est relativement uniforme, montrant néanmoins une plus faible répartition des mandats d'une durée de trois ou quatre ans. Les mandats d'une durée d'un à deux ans occupent presque la moitié des mandats confiés, mandats pour lesquels la situation générale de la clientèle peut être qualifiée de peu complexe, où le sens d'un accompagnement se retrouve dans le fait de favoriser une stabilisation de la situation générale, de permettre une réintégration sociale optimale et de limiter bien sûr le risque de récidive. Pour le reste des mandats, soit d'une durée de trois à cinq ans, tout comme pour les mandats à durée indéterminée, les situations rencontrées deviennent nettement plus complexes en terme de délits, de prévention de récidive, d'instabilité et de potentiel de réinsertion, associant régulièrement des problématiques connexes telles que des troubles psychologiques ou psychiatriques, ainsi que des consommations de toxiques par exemple, rendant la prévisibilité des évolutions plus difficiles; ces mandats demandent un cadre de suivi rapproché et une rapide réévaluation du cadre de prise en charge à la lumière d'indicateurs criminologiques, psychologiques, comportementaux ou sociaux.

## 4.4. Perspectives d'avenir

En conformité avec les lignes directrices du Conseil d'Etat en vue d'améliorer les finances, le Service de probation mène des réflexions régulières afin d'adapter sa pratique aux moyens à disposition, poursuivant dans sa volonté de créer des synergies avec les institutions sociales ou étatiques afin de rester centré sur ses missions prioritaires et améliorer encore les partenariats possibles. Ainsi, un projet de groupes thérapeutiques est à l'étude, permettant d'absorber un plus grand nombre de suivis thérapeutiques dans les établissements de détention, mais aussi de répondre aux modifications des problématiques rencontrées dans le champ de la criminalité et d'adapter ainsi nos pratiques afin de mener à bien les objectifs de prévention de récidive.

L'introduction du nouveau Code Pénal n'implique pour l'instant pas de changements importants pour le Service de probation, dès lors que sa mission et ses prestations, mises en oeuvre en 1999, anticipaient déjà les nouvelles dispositions du CPS. Par contre, il demeure un travail de formation interne à mener à bien, afin de familiariser l'ensemble du personnel aux changements de culture qui découlent du nouveau code et de ses modifications générales en terme de modalités de sanctions.

Le changement à venir le plus important réside dans le regroupement des locaux du Service sur le haut du canton, permettant ainsi de réaffecter les locaux de la police cantonale de la Chaux-de-Fonds, à la rue du Banneret, restés vacants depuis leur déménagement suite à la construction du bâtiment de la Bonne-Fontaine. Ce déménagement permettra de poursuivre la collaboration étroite avec le Service pénitentiaire puisque ce dernier prendra également ses quartiers dans ce même bâtiment. La proximité avec la prison préventive permettra également quelques mesures d'économies en terme de déplacements.

Enfin, le Service de probation poursuit dans sa volonté de s'adapter régulièrement aux évolutions des pratiques tout en conservant une préoccupation constante de rationnaliser et maîtriser les dépenses qui sont liées au fonctionnement général du Service, en optant pour des partenariats importants tant au sein de l'Etat qu'avec les institutions para-étatiques ou privées. Ces objectifs restent néanmoins compatibles avec la qualité et l'efficience des prestations fournies par le Service, notamment par un engagement important de son personnel.

# 5. POLICE CANTONALE

## 5.1. Introduction

L'année 2006 a été marquée par la conduite du projet "Grande Abeille", soit l'intégration au 1er janvier 2007 du corps de police de la Ville de La Chaux-de-Fonds au sein de la police cantonale avec, pour conséquence, la mise en oeuvre d'une nouvelle forme d'organisation de la sécurité publique dans la troisième ville de Suisse romande.

Par ailleurs, les diverses expériences conduites dans le cadre du projet "Police 2006" ont convaincu le Conseil d'Etat que la mise à disposition d'une seule police à la population constituait le moyen approprié pour offrir les prestations de sécurité auxquelles celle-ci a droit. Ce projet concrétise la volonté du Conseil d'Etat d'adapter les structures cantonales aux contraintes financières qui sont celles des collectivités publiques neuchâteloises, tout en assurant dans le domaine de la sécurité un service public de qualité pour chaque habitant-e du canton. Il symbolise ainsi les changements annoncés dans le programme de législature.

Le projet de police neuchâteloise, visant à constituer une seule force de police dans notre canton, représente une réforme majeure qui va largement au-delà d'une simple intégration des divers corps. Il s'agit bien plus de repenser de manière fondamentale l'organisation de la sécurité publique en offrant des prestations qui répondent aux attentes de la population et aux nouvelles formes de la criminalité.

En 2006, le volume de l'action menée par les services de la police cantonale s'est maintenu à un niveau comparable à celui des années précédentes.

En terme d'efficacité, la statistique de la criminalité montre que ses performances, dans le domaine de l'élucidation des délits, sont une nouvelle fois très largement supérieures à la moyenne nationale puisque le taux de 38% enregistré en 2005 a encore progressé, pour s'élever à 40%. Ce chiffre, même s'il révèle encore une large marge de progression, se situe très au-dessus de la moyenne nationale qui se situe à moins de 20%. Ces résultats ne doivent rien au hasard. Ils sont le fruit des importants efforts consentis au cours des dernières années, afin d'améliorer les outils de travail des policiers, ainsi que de la volonté de traiter toutes les infractions avec la même rigueur. Enfin, ce taux d'élucidation contribue à un renforcement objectif du sentiment de sécurité de la population.

La statistique des accidents tendrait à prouver que les nouvelles dispositions relatives à l'ivresse au volant, introduites en 2005, doublées d'un engagement accru des radars de contrôle de la vitesse, ont permis de maintenir le nombre des victimes de la route au niveau de l'année dernière. Six personnes ont été tuées sur les routes durant l'année 2006, contre 7 l'année précédente. Il s'agit du chiffre le plus faible de ces 36 dernières années. A titre de comparaison, 59 personnes avaient trouvé la mort sur les routes neuchâteloises en 1970.

En terme de gestion de l'ordre public, il convient encore de relever que l'année 2006 a été à nouveau marquée par plusieurs engagements des unités de maintien de l'ordre, en particulier lors de matchs de football à risque lors des rencontres de Neuchâtel-Xamax à La Chaux-de-Fonds. A trois reprises les risques de débordements ont nécessité le déploiement d'effectifs importants.

Le 1er janvier 2006 a vu la généralisation sur l'ensemble du canton du nouveau dispositif "police-secours", fruit du projet de collaboration avec les corps de police des villes de Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds et du Locle. Grâce à cette nouvelle forme d'organisation, les doubles interventions constatées par le passé dans les villes ont pu être supprimées ; la "cantonalisation" des interventions urgentes permet de concentrer rapidement un nombre élevé de patrouilles lors d'un événement majeur, comme lors de l'attaque d'un fourgon blindé aux Hauts-Geneveys en août 2006 par exemple.

Enfin, dans le domaine du recrutement, il est intéressant de constater que toutes les opérations de recrutement réalisées dans le courant de l'année 2006 l'ont été sans qu'aucune annonce par voie

de presse n'ait été publiée. Plus de 100 offres spontanées ont en effet été adressées au Bureau de l'instruction.

## 5.2. Gestion

### *Ecole d'aspirants 2006*

L'Ecole régionale d'aspirants de police (ERAP) a acueilli sa première volée le 3 janvier 2006 dans les locaux du centre cantonal de formation de la police (CCFP).

Pendant huit des douze mois que compte l'instruction, huit aspirants gendarmes neuchâtelois et un aspirant de la police de la ville de la Chaux-de-Fonds ont partagé les mêmes bancs d'école que douze aspirants francophones de la police cantonale bernoise, deux aspirants jurassiens, trois aspirants francophones de la police ferroviaire et deux aspirants de la police de la ville de Bienne.

Au cours des quatre mois restants, les aspirants des polices neuchâteloises ont suivi une série de stages pratiques ainsi que des cours purement propres à leur canton d'affectation.

La régionalisation de la formation des aspirants de police de l'Arc jurassien n'a engendré que quelques adaptations des programmes d'enseignement. Des modifications structurelles et organisationnelles plus importantes ont toutefois été nécessaires.

Deux aspirants de la police cantonale bernoise et un aspirant de la police la ville de la Chaux-de-Fonds ont souhaité interrompre leur formation en cours d'année en invoquant des raisons personnelles.

L'ensemble des aspirants restants sont parvenus à obtenir tous les résultats requis pour la réussite de cette école rendant ainsi possible leur inscription aux examens fédéraux se déroulant à Colombier au début du mois de décembre 2006.

Vingt-six élèves policiers se sont présentés aux examens finaux. Aucun échec n’a été relevé.

Huit aspirants gendarmes neuchâtelois, dont quatre femmes ont ainsi pu être assermentés à la Collégiale de Neuchâtel le 19 décembre 2006.

Dans l'optique d'une recherche permanente de synergies entre polices et services publiques, les aspirants de la police ferroviaire ayant suivi l'ERAP et les nouveaux collaborateurs du service pénitentiaire ont également pu prêter serment à cette occasion.

### *Evolution des effectifs durant l'année 2006*

| | Diminution | Augmentation | Totaux |
|---|---|---|---|
| Gendarmerie | 12 | 6 | 212<br>au 31.12.2006 |
| Police de sûreté | _ | _ | 75 |
| Services Généraux | 1 | 1 | 63 |
| Totaux | 13 | 7 | 350<br>au 31.12.2006 |

Les départs de la police cantonale comprennent 8 démissions, 2 retraites & 3 décès de collaborateurs. Les arrivées comprennent, pour la gendarmerie, 3 transferts de la police locale de La Chaux-de-Fonds, ainsi que 3 remplacements par des policiers formés ; on compte enfin une arrivée à la centrale engagement.

### *Police secours*

Police secours, après avoir été testé depuis le 3 janvier 2005, avec la police de la ville du Locle et la brigade de gendarmerie de ce district (brigade 5), a été mis en application sur l'ensemble du canton dès le 2 janvier 2006, avec la collaboration supplémentaire des villes de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds. Les interventions de police secours dépassent largement le chiffre de 7'000 par an. Elles sont proches d'une moyenne de 20 par jour sur l'ensemble du canton. Cette organisation garantit une intervention rapide, gage de succès, en particulier, dans les cas de flagrants délits. Elle permet également d'engager, dans des délais très courts, des moyens sur une affaire grave, par exemple en bouclant un secteur, puis de procéder aux recherches immédiates.

La réalisation d'un guichet unique à la police de la ville de Neuchâtel a permis aux victimes d'infractions diverses de déposer plainte, sans être renvoyées à la police cantonale. Toutefois, des limites relatives à la gravité de l'infraction ont été imposées par le Ministère public aux collaborateurs de la police de la ville de Neuchâtel. Suivant le type d'affaires, un recours à la police cantonale est obligatoire. Dès lors les plaignants peuvent être conduits à la police cantonale ou un gendarme se rend au bâtiment de la police de la ville de Neuchâtel, pour prendre les dépositions nécessaires. Le tourisme des guichets a ainsi pu être éliminé.

Un agenda électronique des manifestations a été introduit ; des ordres éventuels peuvent y être insérés. Il peut ainsi être alimenté en tout temps par des collaborateurs des polices des villes et de la police cantonale. Il peut être consulté sur le site Intrapol de la police cantonale.

### *Unimatos (Uniforme romand)*

UNIMATOS est une commission intercantonale qui a été constituée le 8 septembre 2003, à l'initiative de la Conférence des Commandants des polices cantonales de Suisse romande, de Berne et du Tessin (CCPC RBT). La mission assignée à cette commission tenait notamment à la réalisation d'un uniforme de travail commun pour les policiers des polices cantonales concernées, avec possibilité d'en autoriser le port aux policiers communaux.

A ce jour, tous les corps cantonaux sont équipés ou sont en voie de l'être, sauf la police cantonale bernoise, qui est liée par une convention avec le concordat Nord-Ouest.

Les gendarmes neuchâtelois ont débuté l'année 2006 avec leur nouvel uniforme bleu. Les assistants de la gendarmerie et le personnel de la centrale d'engagement et des transmissions, ont reçu leur uniforme gris dans le courant du mois de mai 2006. L'uniforme gris ne porte aucune inscription dans le dos, ce qui permet une certaine cohérence avec le projet de police unique, puisque des employés communaux pourront être engagés en qualité d'assistants de sécurité publique sans pour autant avoir le titre de policier. Les badges et passants de grade permettent au citoyen de reconnaître un assistant de sécurité publique et son appartenance.

De plus, les communes de Auvernier, Bevaix, Colombier, Cornaux, Couvet, Fleurier, Gorgier, La Chaux-de-Fonds, Le Landeron, Le Locle, Les Brenets, Marin-Epagnier, Peseux, Saint-Aubin et Valangin ont adhéré à UNIMATOS.

Un autre projet de la CCPC RBT, consistant en l'achat groupé de véhicules de police, a été confié à un autre groupe de travail. Toutefois, ce projet se heurte à des problèmes relatifs aux marchés publics et aux règles budgétaires propres à chaque canton. L'analyse a enfin démontré que des commandes groupées ne produiraient aucun avantage pécunier.

### *Intégration du corps de police de la ville de La Chaux-de-Fonds dans la police cantonale.*

Les objectifs du projet Grande Abeille, qui avaient été fixés lors de la décision d'intégration par le Conseil communal, ont été respectés et la mise en œuvre est devenue effective le 1er janvier 2007.

La structure de conduite appelée Comité directeur (CODIR), était présidée par le chef du DJSF. Elle était composée de trois membres du Conseil communal de la ville, de la secrétaire générale adjointe du DJSF, du chef de projet, M. B. Prestel, de la société Team Consult, et des deux commandants de police.

Les groupes de travail paritaires, «Ressources humaines / finances» et «Organisation / prestations» étaient coordonnés par le chef de projet.

L'intégration s'est opérée par étapes, tout en maintenant les activités de base dans les deux entités. Le premier semestre a été essentiellement consacré à l'analyse et à la répartition des prestations par entité, à l'élaboration d'un catalogue tenant compte des activités relevant de l'Etat et de la ville, de la politique du personnel, des aspects mobiliers, immobiliers et financiers.

Au niveau de l'activité quotidienne, le concept «Police 2006» a été mis en place le 1er janvier 2006. Au fur et à mesure de l'avancée du projet d'intégration, des difficultés de coordination et de gestion ont surgi. Ce constat a engendré des adaptations. Ainsi, un mois avant le terme du premier semestre, il a été décidé de regrouper le personnel de police secours à Sis-pol et le personnel de la police de proximité à l'Hôtel de Ville, tout en maintenant la formation des policiers de la ville. Simultanément, l'horaire de la police de proximité était adapté.

Dans le premier mois du second semestre, l'ensemble du personnel de la police de la ville avait exprimé son choix. Parmi les 69 personnes qui composaient le corps de la police locale, un officier a été engagé en qualité de vice-chancelier et préposé au contrôle des habitants de la ville, un second officier est devenu responsable du service du domaine public et une personne a souhaité rechercher une nouvelle orientation.

En tout, 47 personnes ont choisi de rejoindre les rangs de la police cantonale - dont le commandant de la police de la ville qui a rejoint l'état-major de la gendarmerie. Dans le même temps, la ville procédait à l'évaluation des fonctions des 19 personnes qui ont préféré poursuivre leur activité au sein du service du domaine public.

La structure organisationnelle de la 6ème brigade est subdivisée en trois sections regroupant 82 cadres et gendarmes :

- « Police-secours » est composée d'un chef et de son remplaçant, de 12 chefs de groupes et de 30 gendarmes stationnés à Sispol. Ils déploient leur activité sur l'ensemble du district de La Chaux-de-Fonds.
- La police de proximité est composée d'un chef et de son remplaçant, de 4 chefs de quartier et de 20 gendarmes. Le territoire communal a été délimité en quatre quartiers dont la responsabilité relève d'un chef de quartier. La police de proximité déploie ses activités sur le territoire de la ville.
- Le service administratif et de transport est composé d'un responsable, de son remplaçant et de 8 gendarmes, stationnés à Sis-pol. Ce service est chargé des tâches administratives et du transport des personnes privées de liberté.

A l'initiative de la ville, le lundi 4 septembre, s'est déroulée la signature du contrat de prestations entre la ville et l'Etat de Neuchâtel, pour un montant de Fr. 5'400 000.- (soit 35 ETP).

Dans sa séance du lundi 2 octobre, le Conseil général acceptait à l'unanimité le rapport du Conseil communal relatif au transfert de tâches de la police locale à la police cantonale, ainsi que le rapport à l'appui de la demande de crédit pour les travaux de transformation de l'immeuble de l'Hôtel de Ville.

Il convenait encore d'anticiper les changements à entreprendre pour être efficients le 1er janvier 2007. Un processus de glissement, par étapes, des tâches et des personnels respectifs a été engagé dès le 1er novembre. Les personnes ont été affectées à leur section respective et le service du domaine public s'est mis en place.

Au 31 décembre, à l'exception de certains détails techniques et matériels, le guichet unique et les locaux des cadres et du personnel de la police de proximité étaient aménagés.

A chaque étape, le personnel a été largement informé. En outre, une information publique a également été organisée et plusieurs présentations auprès d'institutions partenaires ont eu lieu.

On ne manquera pas de relever le climat serein et la volonté de réussite qui a régné tout au long des travaux du projet Grande Abeille.

### *Achèvement du Projet SIS-POL-JI*

La commission de construction du nouveau bâtiment destinés aux services de la police cantonale, aux juges d'instruction et au SIS des Montagnes neuchâteloises a soumis, courant décembre, son rapport final au Conseil d'Etat.

Les problèmes liés à la construction - infiltration d'eau dans les sous-sols, isolation supplémentaire de la station de lavage, travaux destinés à résoudre les problèmes thermiques - ont été résolus ; les coûts supplémentaires ont été inclus dans les limites du crédit de la construction.

## 5.3. Activités déployées

### *Engagement des cadres lors d'activités intercantonales*

De nombreux mandats sont exercés par les cadres de la police cantonale neuchâteloise sur le plan intercantonal ou fédéral. Parmi ceux-ci on relève:

- La présidence du conseil d'administration du centre franco-suisse de coopération policière et douanière de Genève-Cointrin exercée par le commandant de la police cantonale, ainsi que sa participation au groupe de pilotage de la nouvelle statistique fédérale de la criminalité.

- La présidence de la Conférence des commandants de gendarmerie romands, de Berne et du Tessin exercée par le commandant de la gendarmerie.

Dans le cadre de l'Institut suisse de police, les cadres neuchâtelois exercent la fonction de directeur des cours suivants: cours pour sous-officiers de langue française; cours pour aides de commandement (d/f); cours pour spécialistes des groupes d'intervention; cours «incendie»; cours pour spécialistes des stupéfiants; cours pour spécialistes de l'audition de mineurs victimes d'abus sexuels.

### *Relations publiques*

La vacance du poste d'adjoint au commandant de la police cantonale a conduit à la mise en place d'une structure provisoire visant à répondre aux sollicitations quotidiennes des médias. Trois officiers de police judiciaire ont ainsi accepté de compléter leur formation de base dans le domaine des relations avec la presse afin d'assumer à tour de rôle la fonction d'attaché de presse et ce, tout au long de l'année.

Grâce à leur disponibilité, les cadres de la police cantonale ont été sollicités à de nombreuses reprises pour s'exprimer dans les médias électroniques sur des sujets de société touchant, de près ou de loin, les activités de la police en général. Cette présence médiatique a confirmé la bonne image de la police cantonale.

Enfin, les cadres se sont exprimés en public, à de très nombreuses reprises, à la demande d'institutions neuchâteloises et romandes, dans l'ensemble des domaines relevant de sa compétence et de sa responsabilité.

### *Réorganisation de l'état-major de la police cantonale*

Le remplacement du poste d'adjoint au commandant de la police cantonale a conduit le chef du DJSF et l'état-major de la police cantonale à mener une réflexion sur une nouvelle forme d'organisation. En effet, afin de faciliter la conduite de l'important processus de réformes engagé, l'état-major actuel, qui constitue formellement la direction de la police cantonale, doit être renforcé. Dès lors, les principes suivants ont été arrêtés:

- Renoncer au poste d'adjoint au commandant tel que défini
- Regrouper l'ensemble des tâches opérationnelles transversales
- Renforcer les secteurs des ressources humaines et de gestion financière
- Renforcer le domaine des activités juridiques
- Désigner le remplaçant du commandant parmi les officiers membres de l'état-major.

C'est ainsi qu'une juriste a été engagée avec un contrat de durée déterminée et le poste d'adjoint au commandant remplacé par la fonction de chef planification et information. Une personne en provenance du secteur privé et au bénéfice d'une vaste expérience dans le domaine de la sécurité a été choisie au terme de la procédure de sélection. Elle prendra ses fonctions, le 1er février 2007.

Au cours de l'année 2007, il conviendra de définir une nouvelle organisation des services centraux en vue de définir les profils requis pour conduire tant le secteur des ressources humaines que celui de la gestion financière.

## *Gendarmerie*

### *Activités - Générales*

En 2006 (2005), la gendarmerie a procédé à 227 (179) arrestations, 784 (756) interpellations en vue d'arrestation et a exécuté 2976 (2956) mandats d'amener.

Elle a adressé 25152 (26248) rapports de dénonciation, de constat et d'information aux Autorités, soit:

| 2005 | 2006 | |
|---|---|---|
| 7650 | 7582 | rapports de dénonciation relatifs à la police judiciaire |
| 328 | 314 | rapports d'ivresse au volant - guidon (0,5 à 0,79 ‰ ) sans accident |
| 467 | 355 | rapports d'ivresse au volant - guidon (0,8 ‰ et plus) sans accident |
| 2168 | 2541 | procès-verbaux de contravention relatifs à la circulation routière |
| 13339 | 14238 | autres rapports (renseignements généraux - enquêtes pour autres cantons - procès-verbaux d'audition - levées de corps - incendies - explosions - pollutions - établissements publics - etc.) |
| 1178 | 1199 | constats d'accidents de circulation |
| 22 | 19 | autres accidents (travail - sport - etc.) |
| 179 | 227 | arrestations |
| 756 | 784 | interpellations en vue d'arrestations |

La gendarmerie a encore procédé à 1810 (1924) transports et escortes de détenus, en particulier pour le Service de la justice et les Autorités judiciaires, mais également pour le Service des migrations.

En outre, elle a délivré 1582 (1355) amendes d'ordre ainsi que 17572 (14842) délais de réflexion ce qui représente la somme de 1.557.433 fr. 71 (1.378.200 francs).

Les autres encaissements effectués par la gendarmerie pour les différents services de l'État (administration cantonale, service cantonal des automobiles et de la navigation, office de perception, départements divers, permis de pêche, patentes) se montent à 594.851 fr. 40 (558.364 fr. 40), dont 296.200 francs (297.000 francs) pour des retraits de plaques (assurances, taxes, RPLP).

A l'occasion de diverses manifestations organisées dans notre canton, 52 (89) dispositifs de circulation ont été mis sur pied.

Elle est intervenue 129 (128) fois pour des alarmes, dans des banques, villas et autres industries.

De jour, comme de nuit, 4780 (5446) patrouilles ont été faites en voiture, à moto ou à pied, se répartissant ainsi:

| 2005 | 2006 | | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|
| 1886 | 1481 | Surveillance de la circulation | 1508 | 1501 | Contrôle des usagers de la route |
| 190 | 183 | Investigation | 855 | 730 | anti-ivresse |
| 332 | 332 | Observation | 470 | 394 | Judiciaires |
| 49 | 58 | Ferroviaires | 112 | 70 | radar embarqué |
| 17 | 7 | Drogue | 27 | 24 | Secteurs isolés |

Afin de s'assurer que les usagers de la route respectent la législation en vigueur, la gendarmerie a effectué 91 (198) contrôles routiers, dont certains en collaboration avec les polices locales, le corps des gardes-frontière, l'office fédéral des communications (OFCOM), le service de l'inspection et de la santé au travail, le service cantonal des automobiles et de la navigation, le service de la consommation, l'inspection des douanes (carburant) et l'office vétérinaire cantonal.

### *Contrôle de vitesse*

Les radars «Speedophot II» et «Multanova F6» ont été placés en mode «stationnaire» à 595 (612) reprises. Au cours de ces contrôles de vitesse, 177'561 (137'735) véhicules ont été contrôlés et 12'533 (10777) conducteurs dénoncés, soit 7,06% (7,82 %). Il a également été utilisé à 13 (20) reprises en système «Moving» au cours desquelles 18 (37) infractions ont été constatées et dénoncées. De plus, au moyen de deux voitures (une banalisée et une de patrouille), équipées d'appareil «Multagraph», 47 (99) conducteurs ont été verbalisés pour vitesse excessive.

A relever que ces contrôles de vitesse sont repartis 50% en localité et 50% hors des localités, ainsi que sur les autoroutes. En 2006, une clé de répartition liée à la population résidente des communes et au trafic moyen journalier (TMJ) traversant celles-ci a été testée. Hors des localités, une attention particulière a été portée là où des accidents graves se sont produits ainsi que dans la zone du chantier A5 (cornaux-La Neuveville). Ajoutons à cela les deux traditionnelles campagnes de rentrées scolaires de printemps et d'automne.

### *Sécurité publique*

D'une manière générale, il a été constaté une certaine montée en puissance de la violence lors de manifestations sportives de masse (football et hockey). Les événements qui se sont déroulés à l'issue du match Xamax - St-Gall du 11 septembre 2005 ont conduit à un renforcement des dispositifs lors de ce type de manifestation.

En raison du Mondial de football qui se tenait en Allemagne, le calendrier a été particulièrement chargé au printemps ; les problèmes liés aux reports (pour cause de conditions climatiques défavorables) ont provoqué une surcharge de travail pour les collaborateurs de la police cantonale, ainsi bien sûr que pour les polices des trois villes engagées dans le processus de maintien de l'ordre. Celui-ci a été engagé à 13 reprises, tant pour des matchs de Super League que ceux de Challenge League. Pour la gendarmerie, cela représente 2222 heures d'engagement. A celles-ci, il y a bien sûr lieu d'ajouter celles effectuées par les autres polices. Le point culminant de cette saison a été le match Xamax - Sion du 21 mai 2006, où 120 policiers ont été engagés. Relevons ici que les violences verbales, les provocations, les gestes stupides sont en hausse constante et que la présence de la police a souvent permis de désamorcer des affrontements quasiment planifiés.

La Fête des promotions au Locle, début juillet, la Fête des Vendanges à Neuchâtel et la Brocante du Landeron sont autant de manifestations qui nécessitent un engagement particulier pour assurer

la sécurité publique durant toute leur durée. Pour chacune de ces fêtes et journellement, ce sont au minimum une dizaine de gendarmes qui sont engagés.

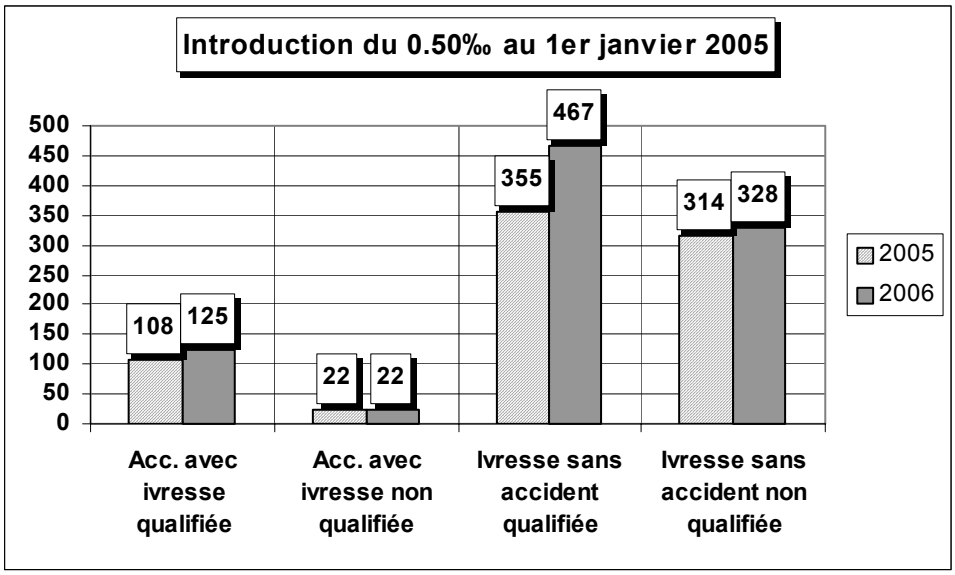
Du 23 au 29 janvier 2006, un contingent total de 32 collaborateurs a été engagé au WEF de Davos.

Par ailleurs, un détachement MO a été mis de piquet à l'occasion du congrès de l'UDC qui aurait dû se dérouler à Bassecourt/JU le 30 septembre 2006. Ce personnel n'a finalement pas été engagé, le congrès s'étant tenu en Suisse-allemande.

## *Contrôle anti-ivresse*

Le premier janvier 2005, le taux d'alcoolémie passait de 0,8 à 0,5 ‰. De plus, le législateur permettait à la police de contrôler la capacité de conduire des conducteurs sans indice préalable pour l'alcool. Comparativement à 2005, ce sont 34180 (36239) conducteurs qui ont été soumis à un test à l'éthylomètre. Ces tests ont permis de déceler et de dénoncer pénalement 328 (314) conducteurs pour ivresse non qualifiée (0,5 à 0,79‰) et 467 (355) pour ivresse qualifiée (0,8‰ et plus).

Au niveau de la drogue, contrairement à l'alcool, la police a besoin d'indices pour entamer une procédure de suspicion de conduite sous l'influence de drogue-s et/ou de médicament-s. Seuls 38 (51) drogue-tests (DrugWipe 1) ont été utilisés; 15 conducteurs ont été dénoncés pour avoir conduit en étant sous l'influence de produits stupéfiants et/ou médicaments sans accident et 87 suite à un accident de la circulation.




## *Accidents*

La statistique des accidents de circulation, survenus en 2006, se présente comme suit:

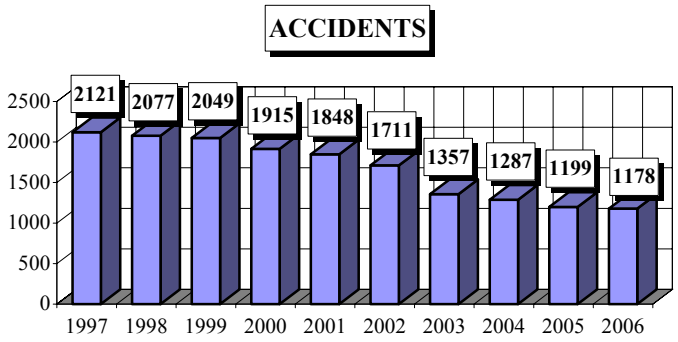
| | 2006 | 2005 |
|---|---|---|
| Accidents | 1178 | 1199 |
| Blessés | 530 | 483 |
| Tués | 6 | 7 |
| Personnes conduisant sans permis | 28 | 24 |
| Permis de conduire saisis | 196 | 158 |

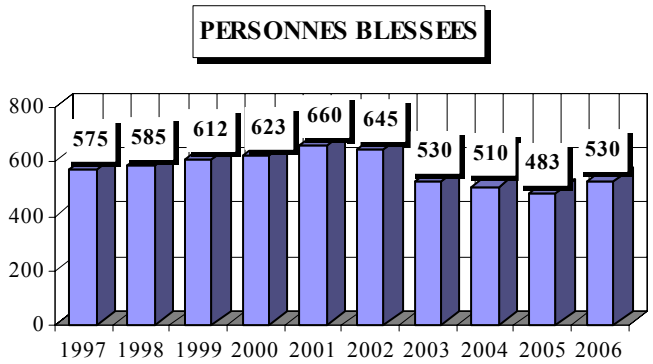
Les dix principales «fautes et influences possibles» des accidents sont les suivantes:

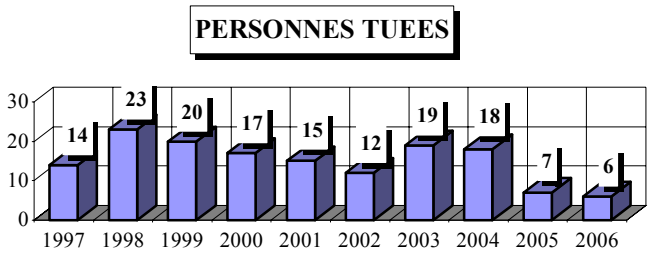
| | | |
|---|---|---|
| Inattention | 748 | 700 |
| Vitesse inadaptée | 453 | 493 |
| Autres mouvements (distance insuffisante, marche arrière, etc.) | 293 | 320 |
| Violation de priorité | 273 | 293 |
| L'alcool au volant ou au guidon | 147 | 129 |
| Circuler à gauche et présélection (changement de voie, etc.) | 124 | 135 |
| Sommeil, surmenage, stupéfiants, etc. | 84 | 51 |
| Dépassement | 56 | 70 |
| Utilisation non adéquate du véhicule (inexpérience, élève, etc.) | 56 | 58 |
| Influence fortuite (huile, pierres, aquaplaning, etc.) | 54 | 57 |

On dénombre également 201 (186) violations des devoirs en cas d'accidents, dont 169 (153) conducteurs ont cependant été identifiés, soit le 84,07% (84,25%).

Le nombre total des accidents, qui est parvenu à la connaissance de la police en 2006, est en légère baisse, soit 21 de moins qu'une année auparavant. En ce qui concerne les personnes qui ont perdu la vie sur les routes neuchâteloises, leur nombre est de 6 victimes, contre 7 en 2005. Les tronçons où ces drames se sont déroulés sont partagés entre les localités (3) et les tronçons hors des localités (3). Les personnes blessées, quant à elles, suivent une courbe plutôt ascendante, avec 47 de plus qu'en 2005. En ce qui concerne les causes, sur l'ensemble des accidents de la route enregistrés, l'inattention tient toujours le haut du pavé, devant la vitesse et en cinquième position l'alcool au volant ou au guidon.






## *Les campagnes de prévention*

| | |
|---|---|
| Avril du 03 au 09 | Campagne «Cycles, roulez éclairé» effectuée sur le territoire cantonal avec pour objectif les véhicules deux roues qui se déplacent du crépuscule à l'aurore, sans être éclairés ou avec des dispositifs défectueux. |
| Avril du 18 au 23 | Campagne radar de la rentrée scolaire de «printemps», aux abords des collèges et sur les tronçons hors localités, limités à 80 km/h et plus. |
| Mai du 24 au 06 juin | Campagne de sécurité routière du bpa «Vous êtes attaché à la vie ? ATTACHEZ-VOUS» affiches, patrouilles et distribution de dépliant. |
| Juin du 28 au 1er juillet | Campagne de prévention destinée aux motocyclistes, avec le concours de la commission de sécurité de la FSM, le SCAN, le SIS des Montagnes et le tcs. Elle s'est déroulée à Lignières, La Tourne et La Vue-de-Alpes, |
| Août du 14 au 19 | Brigade d'éducation routière - Expo-animation à Marin-Centre Migros - semaine de la sécurité avant la rentrée scolaire, sur le thème «les distances de freinage et d'arrêt». |
| Août du 21 au 27 | Campagne radar rentrée scolaire «automne», à proximité des collèges et sur les routes hors localités. |
| Octobre du 22 au 04 novembre | Campagne de sécurité routière du bpa «Vous êtes attaché à la vie ? ATTACHEZ-VOUS !» affiches, patrouilles et distribution de dépliant. |
| Octobre du 30 au 04 novembre | Campagne «Voyez Clair» à Marin-Centre avec Optic2000 Houlmann - sur le thème «Sécurité dans les tunnels», en collaboration avec le service des ponts & chaussées. 1500 contrôles de la vue effectués. |

## *L'éducation routière*

La brigade d'éducation routière, spécialisée dans la prévention routière, renforcée en fonction des besoins, par des membres de la gendarmerie et par les agents des polices communales, a assuré, comme par le passé l'enseignement de cette branche dans les degrés de la scolarité obligatoire.

Durant l'exercice 2006, 10348 élèves au total (9370 en 2005), répartis dans 609 (624) classes ou groupes, soit dans les 6 districts du canton, ont bénéficié de cette instruction spécialisée.

Le thème de la traversée de la route a été traité dans 77 (77) écoles enfantines et dans 130 (99) classes de 1re et 2e année primaire, touchant ainsi 3370 (3006) enfants.

Les élèves des degrés de 4e et 5e année primaire des districts du Locle, de La Chaux-de-Fonds, du Val-de-Ruz et de Neuchâtel ont, quant à eux, bénéficié de leçons théoriques consacrées à la signalisation routière, les priorités et le comportement du cycliste ainsi que de cours pratiques sur le jardin de circulation, soit au total 1028 (1298) élèves répartis dans 59 (71) classes.

Dans 12 (11) localités, 195 (231) enfants de 5e année primaire ont fonctionné en qualité de patrouilleurs scolaires. La brigade a également formé 2 (3) patrouilleurs adultes des Verrières.

La campagne examen pour cyclistes a concerné 1091 (1205) adolescents de 61 (67) classes de 6e année secondaire. Cet enseignement comprend une instruction théorique en classe, un test de 32 questions, ainsi qu'un parcours dans le trafic du lieu où se trouve le collège.

Pour sa 12e édition, la Coupe scolaire neuchâteloise s'est déroulée à Auvernier. Les 96 (100) concurrents inscrits (soit 60 garçons et 36 filles) ont effectué les différentes épreuves théoriques et pratiques. Organisée comme les dernières éditions par la commission technique d'éducation routière, elle a remporté une nouvelle fois le succès qu'elle mérite.

1140 (1080) élèves de 7e année secondaire et 1125 (1159) élèves de 9e année secondaire ont été sensibilisés aux statistiques, causes et conséquences découlant d'un accident de la circulation.

Durant l'année écoulée, la brigade a été appelée à organiser 6 (6) séances de 2 à 4 heures d'éducation routière à l'intention de 49 (40) jeunes sanctionnés par les Présidents de l'Autorité tutélaire, suite à la commission d'infractions à la législation routière.

## *La criminalité dans le canton de Neuchâtel*

Nous rappelons que l'analyse de la criminalité contient deux volets distincts: d'une part, les données fournies à l'office fédéral de la police sous une forme unifiée des polices suisses et, d'autre part, l'analyse de la criminalité liée aux stupéfiants.

## *Evolution générale de la criminalité durant l'année 2006 (hors stupéfiants)*

Le tableau ci-après donne un aperçu de la criminalité telle qu'elle est parvenue à la connaissance de la police au cours des quatre dernières années (crimes et délits réalisés et tentatives). L'évolution de la criminalité au cours de l'année 2006, à l'examen de la statistique annuelle, a subi relativement peu de modifications par rapport à l'année 2005, mais révèle une légère baisse.

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | TOTAL (auteurs) | HOMMES | FEMMES | MINEURS | SUISSES | ETRANGERS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Homicides** | 7 | 12 | 8 | 10 | 6 | **3** | *3* | *3* | *0* | *0* | *1* | *2* |
| **Coups et blessures** | 495 | 552 | 569 | 619 | 719 | **702** | *875* | *692* | *183* | *98* | *404* | *471* |
| **Affaires de moeurs** | 123 | 152 | 149 | 145 | 169 | **199** | *180* | *165* | *15* | *17* | *103* | *77* |
| Vols simples | 2811 | 3260 | 3288 | 3408 | 3054 | **2776** | *761* | *546* | *215* | *151* | *311* | *450* |
| Vols avec effraction | 1263 | 1351 | 1365 | 1300 | 1227 | **1112** | *267* | *258* | *9* | *62* | *112* | *155* |
| Vols à l'arracher | 22 | 29 | 26 | 22 | 20 | **24** | *5* | *2* | *3* | *0* | *3* | *2* |
| **Vols (total)** | 4096 | 4640 | 4679 | 4730 | 4301 | **3912** | 1033 | 806 | 227 | 213 | 426 | 607 |
| **Vols de véhicules** | 898 | 759 | 720 | 715 | 708 | **731** | *277* | *274* | *3* | *64* | *98* | *179* |
| **Brigandages** | 40 | 42 | 29 | 43 | 45 | **43** | *29* | *28* | *1* | *9* | *10* | *19* |
| **Escroqueries + abus conf.** | 225 | 227 | 219 | 257 | 297 | **238** | *237* | *183* | *54* | *3* | *121* | *116* |
| Incendies intentionnels | 51 | 57 | 51 | 45 | 46 | **81** | *43* | *37* | *6* | *30* | *24* | *19* |
| Incendies par négligence | 59 | 49 | 70 | 49 | 53 | **45** | *35* | *25* | *10* | *2* | *18* | *17* |
| Incendies techniques | 69 | 64 | 36 | 54 | 45 | **35** | | | | | | |
| **Incendies (total)** | 179 | 170 | 157 | 148 | 144 | **161** | *78* | *62* | *16* | *32* | *42* | *36* |
| **Dommages à la propriété** | 1888 | 1965 | 1974 | 1939 | 2252 | **2156** | *546* | *489* | *57* | *195* | *366* | *180* |
| **TOTAL GENERAL** | **7951** | **8519** | **8504** | **8606** | **8641** | **8145** | **3258** | **2702** | **556** | **716** | **1571** | **1687** |

Les présents chiffres sont issus des statistiques annuelles transmises à l'Office fédéral de la police, à l'exception des coups et blessures (qui comprennent également les voies de fait, en plus des lésions corporelles), les incendies par négligence et techniques, ainsi que les dommages à la propriété (qui sont comptabilisés de la statistique cantonale).

Il faut relever, de manière générale, une diminution significative de la criminalité dans la plupart des différentes catégories de délits. Le nombre total de délits annoncés à la police, par rapport à 2005, est en diminution de 6%.

Il faut noter aussi une diminution de la criminalité en matière d'atteintes au patrimoine: diminution de 10% pour le total des infractions contre le patrimoine, diminution de 10% pour les vols simples et diminution de 10% pour les vols par effraction et les vols par introduction clandestine.

Pour la première fois depuis l'année 2000, les délits graves, tels les violences, montrent enfin une légère diminution puisque les affaires de coups et blessures diminuent de 2.4% (+67% par rapport à 2000). Les brigandages montrent une diminution de 4.6% par rapport à l'année 2005. Les affaires de moeurs sont par contre en augmentation de 15% par rapport à 2005.

La rubrique relative aux homicides, dans le tableau ci-dessus, inclut deux tentatives. Seul un homme a été tué à coups de couteau à La Chaux-de-Fonds.

Le nombre d'incendies enregistre une augmentation de 4.4%, tandis que les incendies intentionnels enregistrent une forte augmentation de 43% par rapport à 2005. Les incendies par négligence diminuent de 18% par rapport à 2005 et les incendies ayant une cause technique reculent de 28.5%.

La police a dénoncé à l'autorité judiciaire, durant l'année 2005, en moyenne l'équivalent de 8.9 auteurs de délits ou de crimes par jour, contre 9.3 en 2005, 7 en 2004, 9 en 2003, 8 en 2002, 7 en 2001 et 5.5 en 2000. Le nombre d'auteurs dénoncés à l'autorité judiciaire a diminué de 5.3% par rapport à 2005 (3530 auteurs/suspects) et montre une augmentation de 60% par rapport à 2000 (2037 auteurs/suspects).

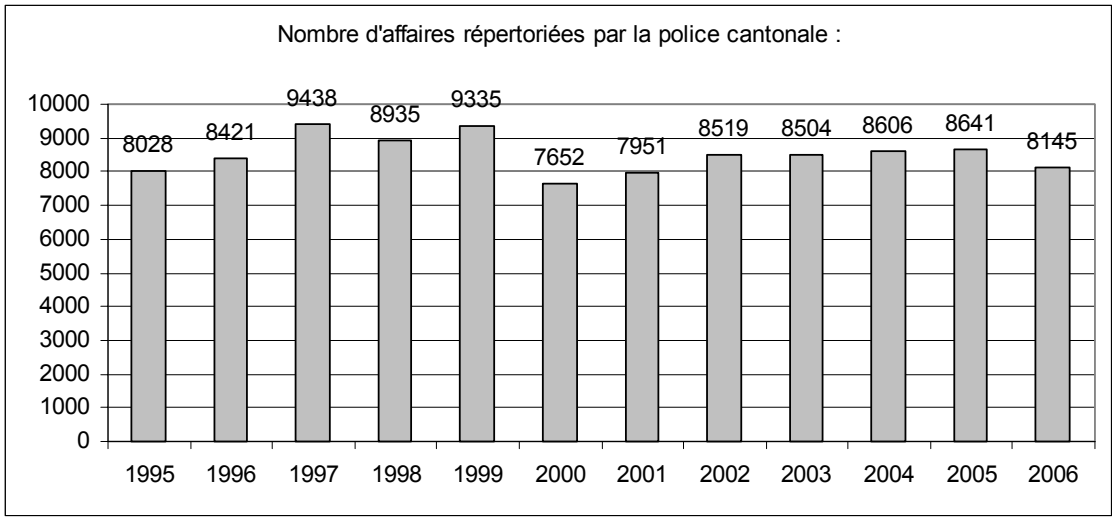
Le taux d'élucidation est de 40% pour les délits comptabilisés dans le tableau ci-dessus (moyenne suisse: 18%). Il est de 45% si l'on considère l'ensemble des délits figurant dans le code pénal et élucidés par la police cantonale.

### *Levées de corps*

| GENRE | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Suicides | 39 | 36 | 38 | 36 | 40 | 40 |
| Morts naturelles | 65 | 67 | 64 | 74 | 54 | 64 |
| Accidents (sauf LCR) | 16 | 7 | 8 | 11 | 6 | 6 |
| Meurtres | 2 | 2 | 4 | 1 | 3 | 1 |
| Non établies | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 3 |
| Overdoses (Base : rapports de levée corps) | 1 | 1 | 3 | 8 | 3 | 3 |
| TOTAL GENERAL | 123 | 113 | 118 | 131 | 106 | 117 |

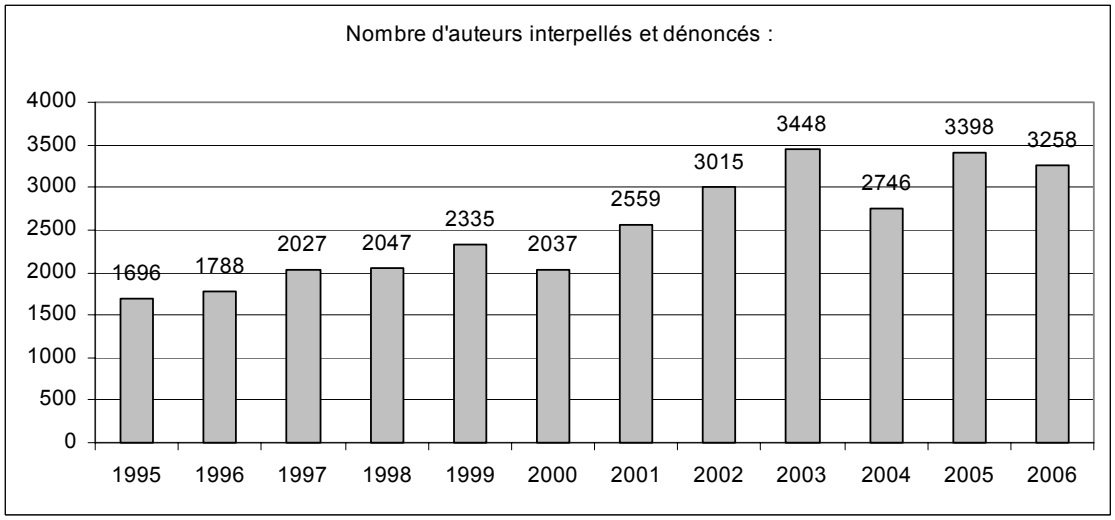
En ce qui concerne les levées de corps en particulier, on enregistre qu'il n'y a eu qu'une victime de meurtre durant l'année 2006, alors qu'il y en avait eu quatre en 2005, une en 2004, quatre en 2003, deux en 2002, deux en 2001 et qu'il n'y en avait pas eu en 2000. Le nombre de suicides est le plus fort enregistré durant les cinq dernières années. Les overdoses se sont stabiliséess à trois décès par années. Toutes les levées de corps énoncées dans le tableau ci-dessus ont fait l'objet d'une enquête de la part de la police cantonale pour en déterminer les causes.

### *Evolution des délits entre 1995 et 2006*

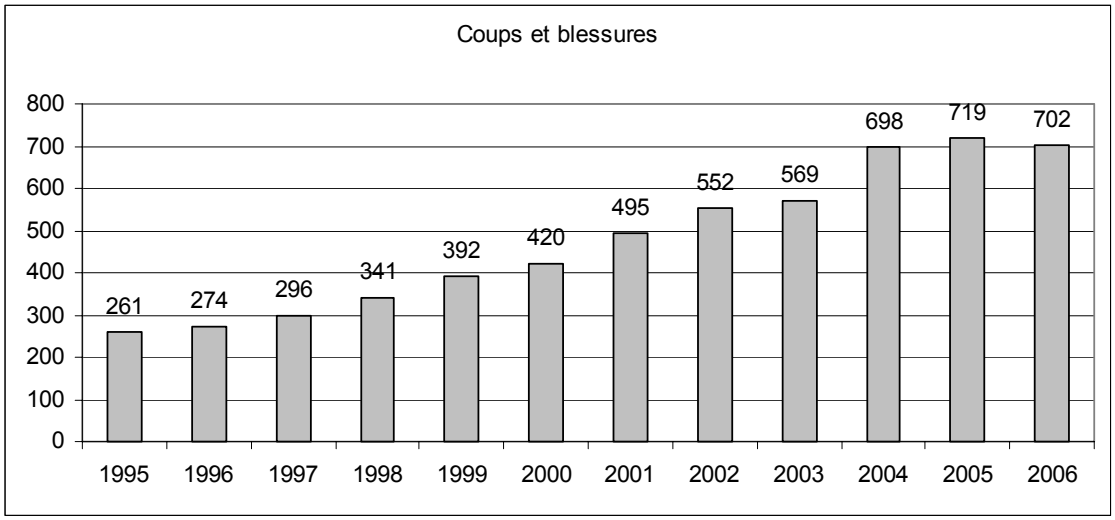



Concernant les rubriques faisant partie des statistiques ci-dessus, il faut relever une augmentation de la criminalité de 6.4% par rapport au minimum constaté durant l'année 2000. Au regard de ces chiffres, on peut conclure que la criminalité dans le canton de Neuchâtel a connu des fluctuations durant ces onze dernières années et qu'elle a diminué 13.7% par rapport à l'année record 1997. De manière générale, la criminalité peut être considérée comme stable puisque le nombre de délits constatés en 2006 est à peu près le même qu'en 1995.

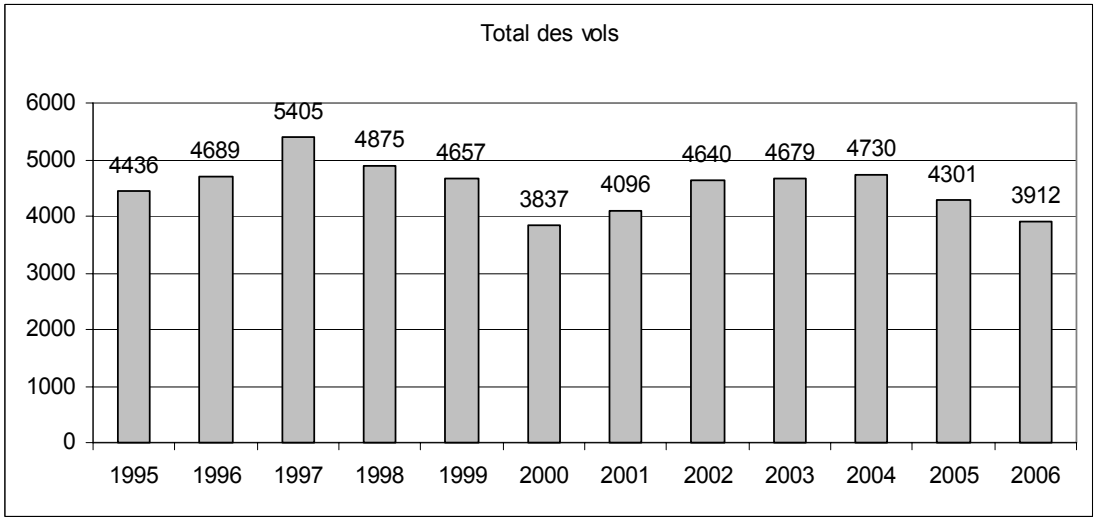
L'évolution du nombre d'auteurs, tant majeurs que mineurs, dénoncés par la police cantonale au cours des dix dernières années démontre une tendance marquée à la hausse. Le nombre d'auteurs dénoncés en 2006 enregistre une légère baisse de 4.1% par rapport à l'année record 2005. L'augmentation des dénonciations d'auteurs par rapport à 1995 est de 92%. Chaque jour, la police cantonale identifie et dénonce à l'autorité judiciaire en moyenne plus de 8.9 auteurs de délits ou de crimes. Ces chiffres reflètent clairement l'amélioration des processus d'efficacité de la police cantonale en matière de résolution des affaires.

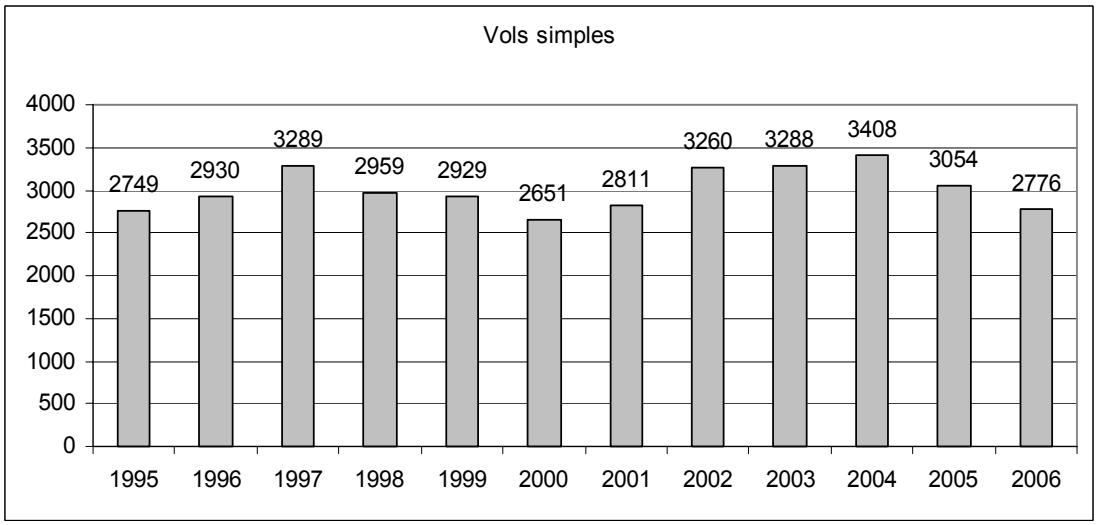


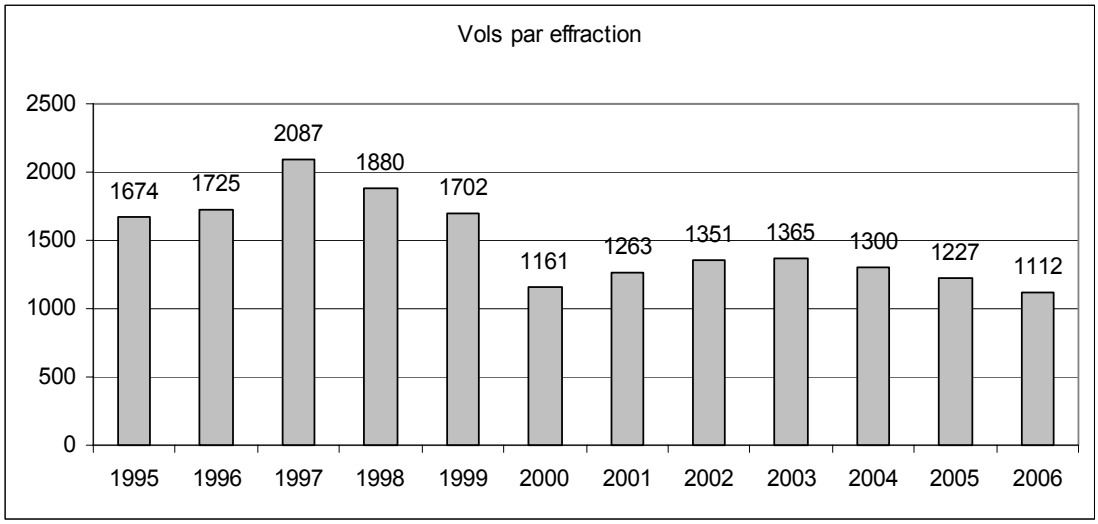

Le nombre d'affaires répertoriées sous la rubrique "Coups et blessures" montre pour la première fois une tendance à une légère baisse (-2.3%) par rapport au record enregistré en 2005, mais pour une augmentation de l'ordre de 169% par rapport à 1995! Cet indicateur montre que les relations sociales se durcissent linéairement dans notre société qui adopte de plus en plus fréquemment une norme violente.

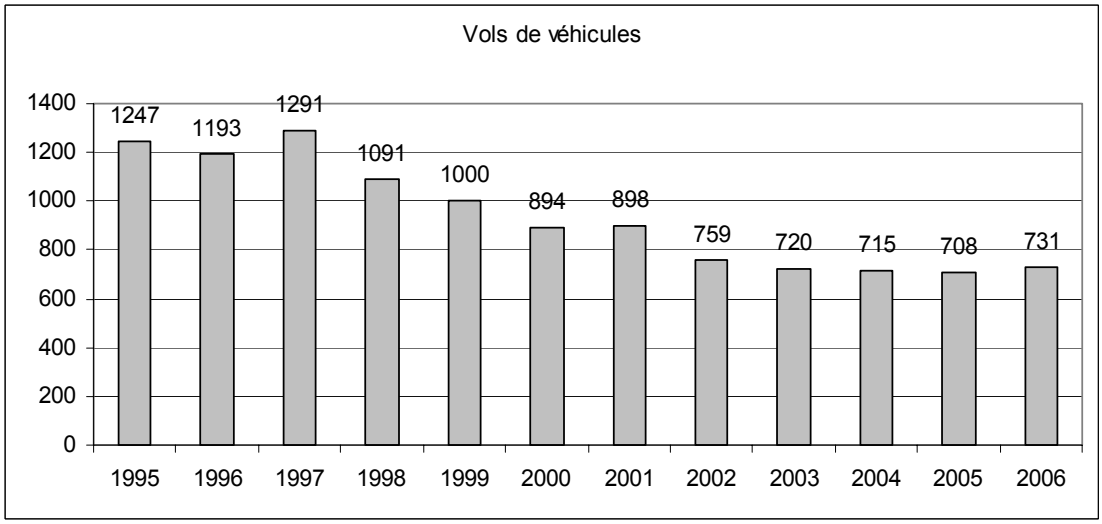



## *Atteintes au patrimoine*





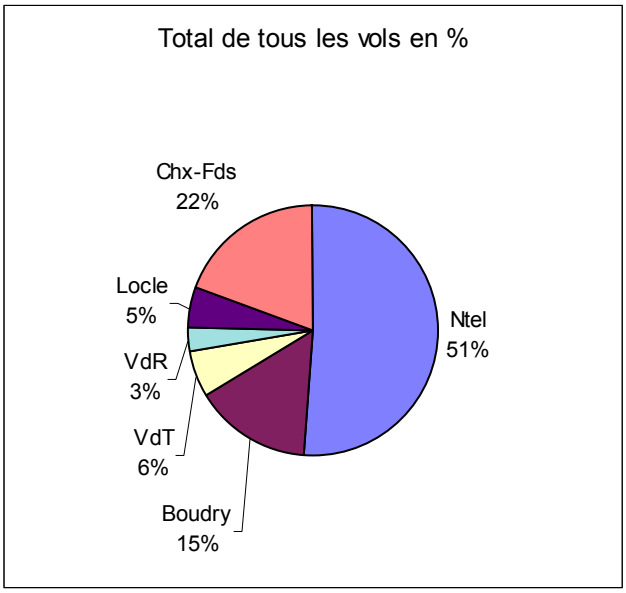

L'année 2006 coïncide à un des plus faibles nombres de vols enregistrés ces onze dernières années (pratiquement équivalent au minimum enregistré en 2000), pour atteindre un peu plus de 10 vols par jour annoncés à la police dans le canton de Neuchâtel. Il faut relever que le nombre de vols enregistrés est inférieur à celui d'il y a onze ans (-11.8%). Il faut noter également une baisse significative des vols par effraction (-9.3%) par rapport à 2005 et une très forte régression par rapport à 1997 (-46.7%), soit 975 vols par effractions en moins par rapport à 1997 ou plus de 18 vols par effraction en moins par semaine.

Globalement, les vols de véhicules enregistrent une stabilisation par rapport à l'année 2005 (+3.2%) et la confirmation d'une baisse significative depuis 1990. Ce sont en particulier les cycles qui sont la cible privilégiée des voleurs, puisqu'ils représentent 76% des vols de véhicules (559 cas signalés). La part des voitures volées est de 9.1% (67 vols de voitures). Le nombre de voitures volées est en baisse de 17% par rapport à 2005 (67 contre 81 2005 et 90 en 2004) et de 34% par rapport à 2001 (67 contre 102).

Ces chiffres sont importants puisque les délits contre le patrimoine concernent le plus grand nombre de victimes, donc de citoyens, par rapport aux autres délits et crimes du code pénal. Il est possible de conclure que notre société neuchâteloise s'est donc sécurisée ces onze dernières années.

La répartition des vols par district montre que les deux villes principales absorbent ensemble plus de 73% de la criminalité du canton. Il faut noter une dimiuntion de la criminalité contre le patrimoine en ville de La Chaux-de-Fonds de l'ordre de 3%. Il faut remarquer aussi que le district du Val-de-Travers, de même que celui du Val-de-Ruz, ne sont touchés que de manière atténuée par les délits contre le patrimoine. Plus surprenante est encore la situation de la ville du Locle qui semble relativement épargnée (5.1%) pour ce type de criminalité quand bien même il s'agit de la troisième ville du canton. Par contre, le district de Boudry subit toujours les répercussions de la criminalité de

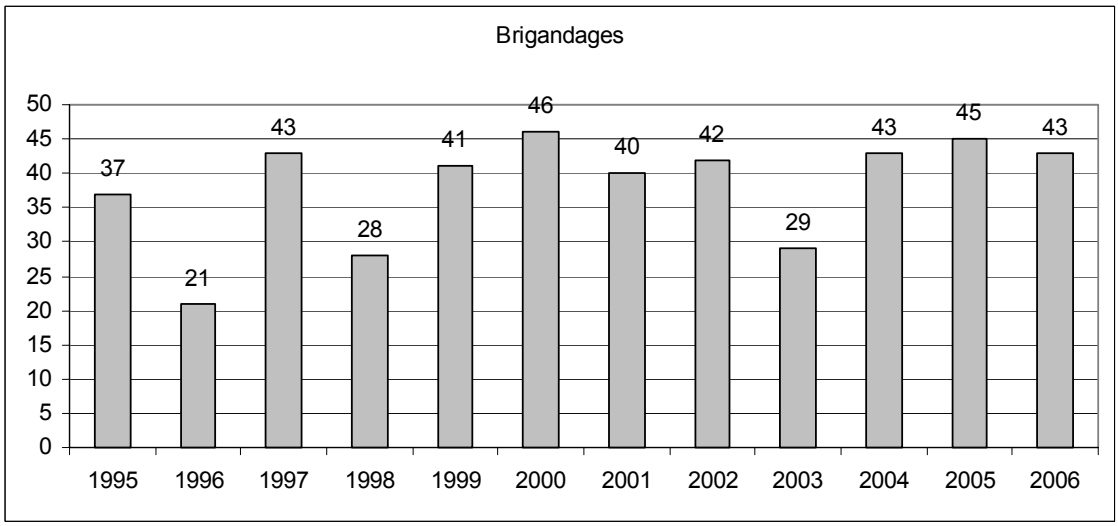
passage (14.9%) à mesure qu'il se trouve sur un axe de transit important entre la Suisse alémanique et la Suisse romande.




Les efforts que la police cantonale neuchâteloise a consentis, depuis cinq ans, pour éviter que le Littoral Ouest ne soit la cible de la délinquance de passage, ont permis d'atténuer le phénomène qui avait été constaté depuis 1997. Le nombre de cambriolages dans cette partie du canton a diminué de plus de 15% ces trois dernières années.

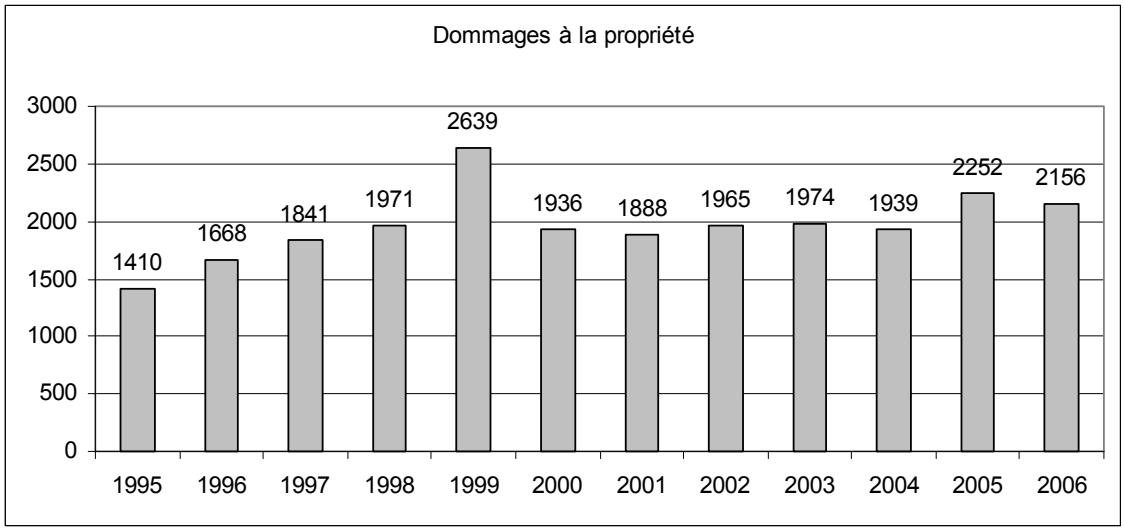
Il faut souligner ici que les vols simples ont légèrement augmenté de 2% entre 2000 et 2006. Les vols simples concernent, dans bon nombre de cas, des vols de téléphones portables ou de porte-monnaie se trouvant dans des vestes laissées sans surveillance, notamment dans les discothèques. L'augmentation de ces vols a été constatée surtout en ville de Neuchâtel et de manière moins marquée à La Chaux-de-Fonds. Elle ne touche pas les autres districts.

### *Brigandages*



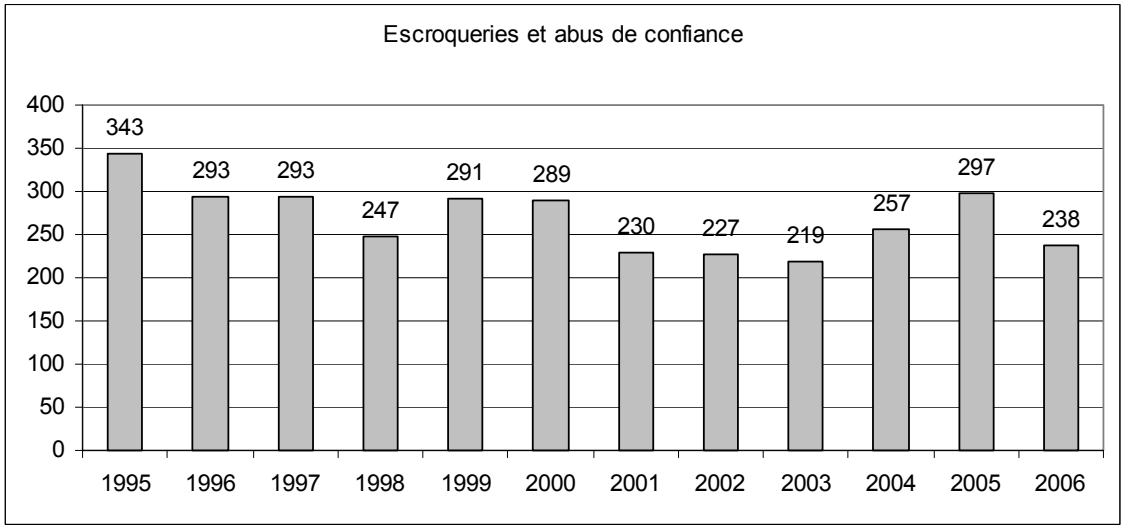

Le nombre des brigandages enregistrés dans le canton a diminué de 4.4% par rapport à 2005 pour atteindre une valeur similaire aux années 1997 et 2000. On constate une très forte augmentation de 48% par rapport à 2003, mais comme le montre le graphique, le nombre de brigandages a toujours fluctué entre la vingtaine et la quarantaine.

### *Dommages à la propriété*



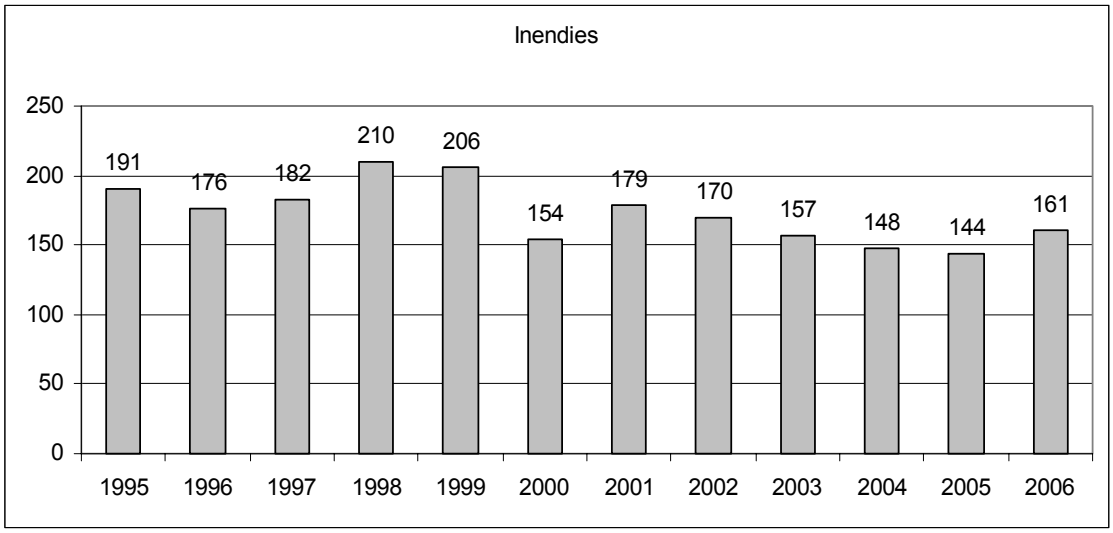

Le nombre de cas de dommages à la propriété a diminué de 4.2% par rapport à 2005. Sur le nombre total de dommages à la propriété, les graffitis représentent environ le 19.5% des infractions (422 affaires constatées en 2006, 317 en 2005 contre 343 en 2004 et 291 en 2003). La cause première des dommages à la propriété est quasi essentiellement due à un nouveau phénomène consistant à endommager des voitures parquées dans les rues des villes Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds (rétroviseurs arrachés, carrosseries rayées). Ces délits sont fréquemment commis par des jeunes avinés et/ou sous l'effet de produits stupéfiants, tard dans la nuit.

### *Escroqueries et abus de confiance*




Après la diminution de 20% des escroqueries et abus de confiance, entre 2000 et 2003, l'augmentation de 15.5%, en 2005 par rapport à 2004, et de 35.6%, par rapport à 2003, cette catégorie de délits est à nouveau en baisse, de 19.8%, en 2006.

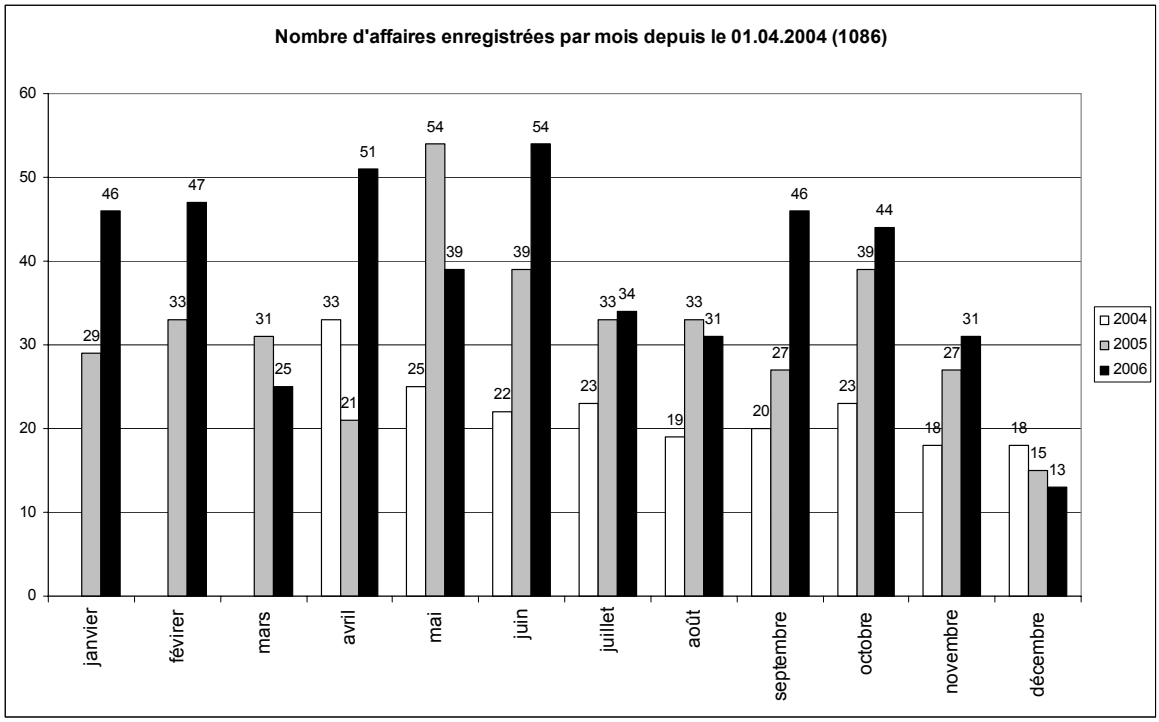
## *Incendies*




La police cantonale a ouvert, durant l'année 2006, 161 enquêtes en matière d'incendies pour en déterminer les causes. Ce domaine, très technique et complexe, nécessite des enquêtes précises et détaillées. Les conséquences pénales portent souvent sur des dommages considérables et donc des sommes importantes. La police cantonale a dénoncé 43 auteurs en 2006 (30 en 2005) pour des incendies intentionnels et 35 auteurs d'incendies par négligence (52 en 2005). On note une augmentation de 11.8% du nombre d'incendies pour lesquels la police cantonale a mené une enquête. On peut relever encore une diminution de 15% du nombre d'incendies résultant d'une négligence (45 en 2006 contre 53 en 2005) et une très forte diminution 35.7% par rapport à 2003 (70 incendies par négligence). On note également une stabilisation des causes techniques (35) par rapport à l'année 2005 (34), mais une diminution de l'ordre de 50% par rapport à 2001 (69 incendies techniques).

## *Violences conjugales*

Les violences conjugales ont représenté 461 affaires en 2006 (contre 381 affaires durant l'année 2005 et 582 affaires depuis le 1er avril 2004, date de la modification du Code pénal suisse). Le nombre d'affaires annoncées à la police a donc augmenté. Il n'est pas autorisé d'en déduire que le nombre de violences conjugales a augmenté dans la réalité des foyers, mais bel et bien d'une augmentation du nombre d'annonces.

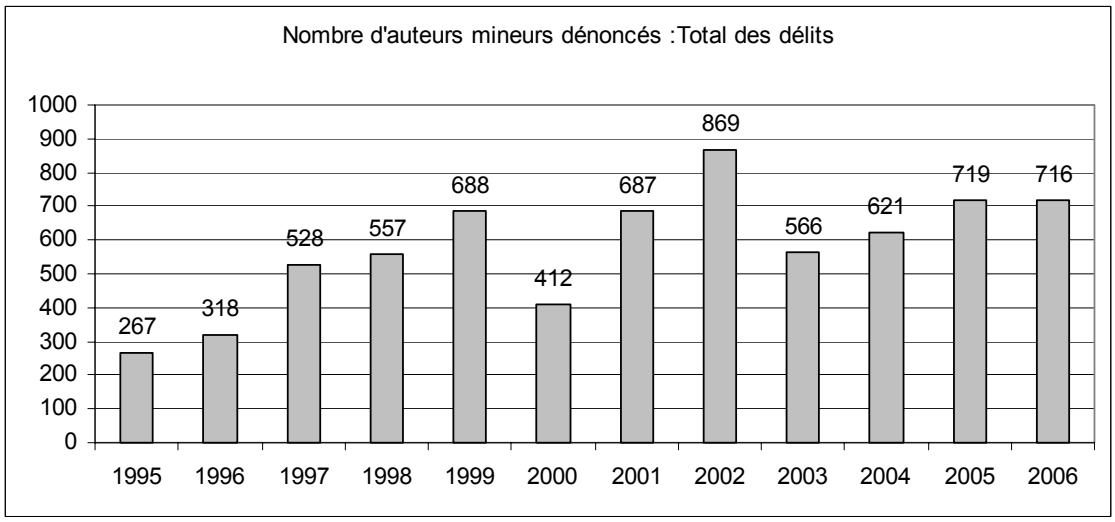



Les 461 affaires de l'année 2006 concernent 321 auteurs au total (contre 333 en 2005), dont 25 ont récidivé au moins à 2 reprises durant l'année 2006. Le taux de récidive est ainsi de 7.8% (seuls 3 auteurs ont récidivés à trois reprises). Le pourcentage d'auteurs suisses est de 43.3% et celui des étrangers de 53.3%, tandis que le pourcentage de victimes (340 au total) suisses est de 59.4% contre 40.6% pour les victimes étrangères.

Les 461 affaires concernent la commission de 719 infractions, dont 77% sont représentées par les voies de fait (giffle), des menaces et des injures. Les infractions à caractère grave (lésions corporelles, viol, contraintes) concernent moins de 10% du total des infractions.

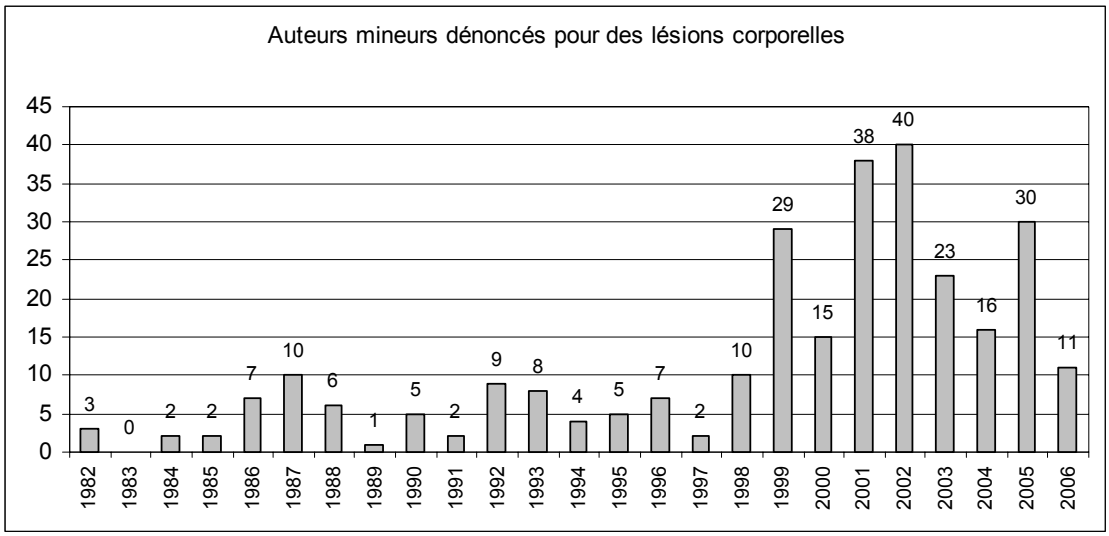
## *Délinquance des mineurs*

En représentant 21% (contre 23% en 2004) des auteurs dénoncés à l'autorité judicaire, le constat s'impose qu'il ne faut pas relâcher nos efforts de prévention et d'intégration de notre jeunesse dans la société. L'année 2006 représente pratiquement l'équivalent de l'année 2005, donc une stabilisation de la situation de la délinquance des mineurs.



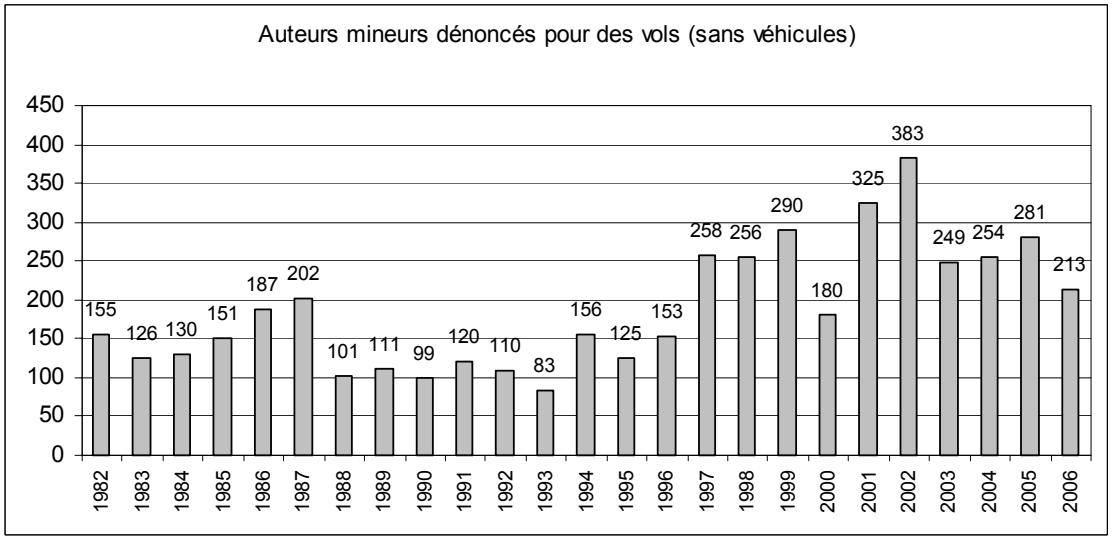
Après une baisse de 45% enregistrée en 2004 par rapport à 2003 concernant l'implication de mineurs pour "coups et blessures", l'année 2006 montre une augmentation de 10% par rapport à l'année 2005 en matière de violence (98 mineurs en 2006, contre 89 mineurs en 2005 et 60 en 2004).

On peut conclure que le problème de la délinquance des mineurs est toujours intact et que de grands efforts de prévention devront continuer à être développés ces prochaines années, ne serait-ce que pour contenir le phénomène amorcé dès 1997. Le graphique ci-dessous montre l'évolution des lésions corporelles simples et graves inhérentes aux mineurs ces 23 dernières années (sans les voies de faits, les agressions et les tentatives d'homicides):




L'année 2006 montre une diminution de 63% du nombre de mineurs impliqués dans des lésions corporelles.

Le nombre des mineurs dénoncés pour des vols est en en diminution de 24.24% par rapport 2005 et en diminution de 44.4% par rapport à l'année record 2002.




On note une diminution du nombre de mineurs de l'ordre de 40% pour les vols par effractions (62 mineurs en 2006 contre 104 mineurs en 2005 et 79 en 2004), de 15% pour les vols simples (151 en 2006 contre 177 en 2005), de 9% pour les dommages à la propriété (sans les graffitis - 133 mineurs en 2006 contre 146 en 2005), mais une augmentation de 48% pour les dommages à la propriété commis par graffitis (62 mineurs en 2006 contre 48 en 2005 et 31 en 2004) et de 88% pour les incendies intentionnels (30 mineurs en 2006 contre 16 en 2005), alors que le nombre de mineurs dénoncés pour brigandages (9) est stable.

Les mineurs sont sur-représentés par rapport au nombre d'auteurs dénoncés dans les catégories de délits suivantes: vols par effractions (23% des auteurs sont mineurs), dommages à la propriété (33% des auteurs sont mineurs), vols de véhicules (23% des auteurs sont mineurs), incendies (70% des auteurs sont mineurs) et des brigandages (31% des auteurs sont mineurs).

### *Lutte contre le trafic des stupéfiants*

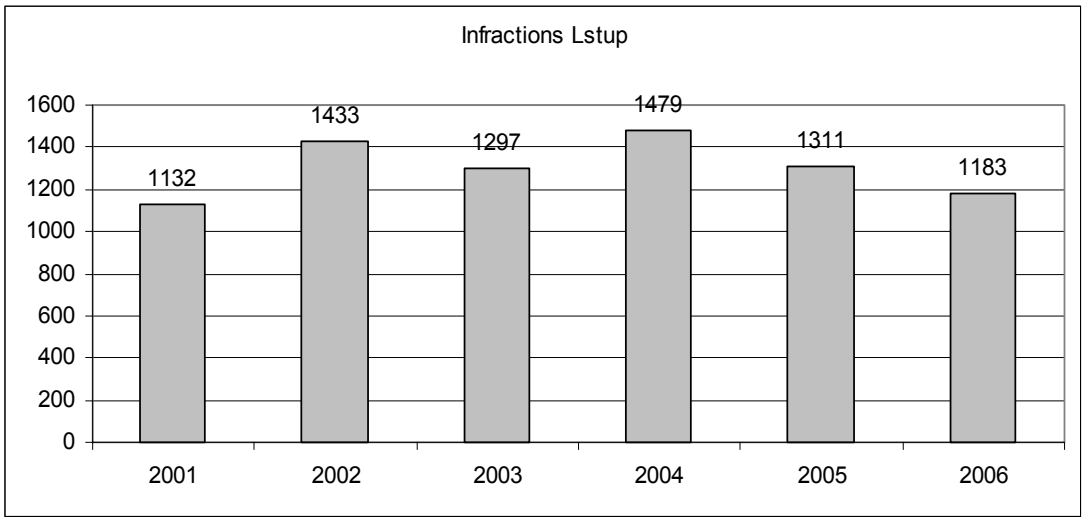
La situation de l'année 2006 est assez similaire à celle de l'année 2005. Les objectifs n'ont pas changé. De manière générale, la cocaïne est aujourd'hui la drogue qui provoque les plus grands dégâts sanitaires sur les toxicomanes ; elle continue à s'imposer comme un substitut inquiétant de l'héroïne, même par des héroïnomanes de longue date; sa consommation prend souvent des aspects compulsifs qui rendent le toxicomane beaucoup plus agressif et mettent en question son insertion sociale.

Nous avons continué nos efforts en particulier contre l'émergence du trafic de la cocaïne dont le marché semble à présent détenu en grande partie par des hispanophones. Il s'agit en priorité d'empêcher systématiquement l'apparition de scènes ouvertes de distribution de drogues par des bandes organisées de trafiquants. Il s'agit également d'identifier les fournisseurs des stocks de cocaïne et de comprendre les mécanismes des flux d'argent, dans l'optique de démanteler des réseaux de distribution de manière aussi complète que possible.

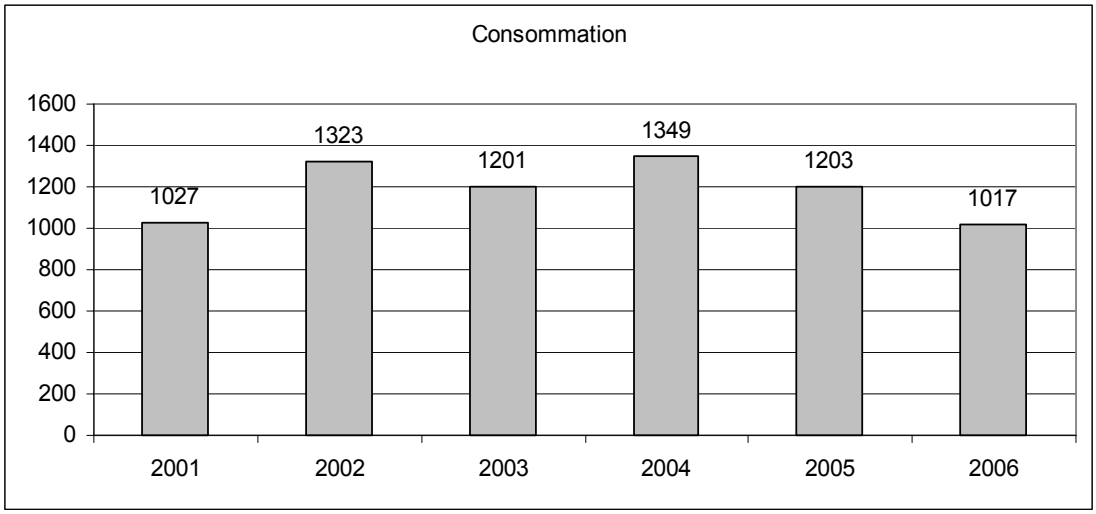
Nous avons constaté une augmentation de la consommation et du trafic de l'amphétamine thaï (en fait de la méthamphétamine) durant l'année 2006, trafic sur lequel la brigade des stupéfiants consacre toujours de grands efforts. L'offre sur le marché illicite a très certainement diminué suite à plusieurs enquêtes d'envergure élucidées en Suisse, dont à Neuchâtel, contre des réseaux d'importation actifs en 2005 et 2006. La plupart des personnes mêlées aux réseaux démantelés durant l'année écoulée étaient des récidivistes.

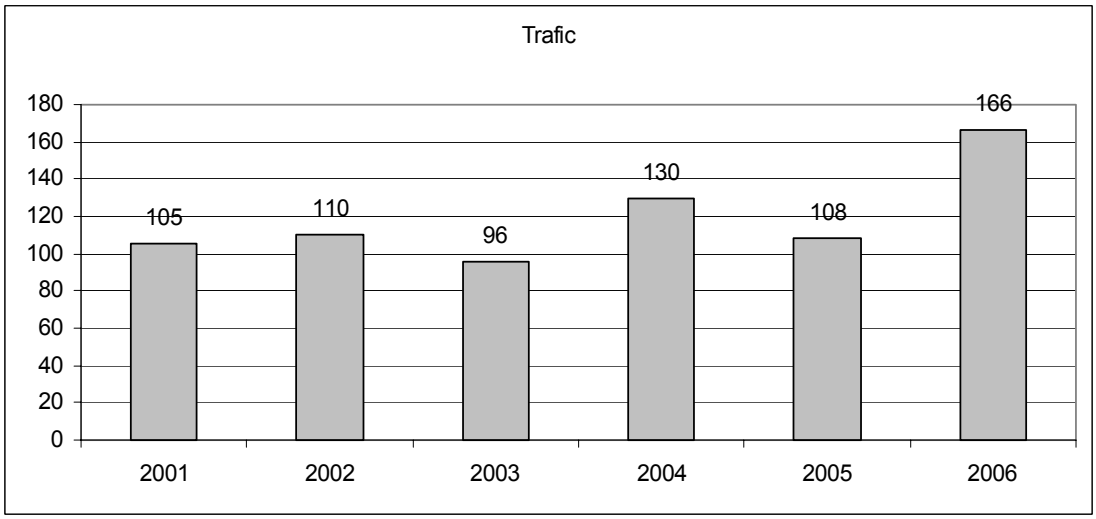
Le trafic d'héroïne a quelque peu réapparu depuis la fin de l'année 2005. L'offre demeure très faible dans le canton. Les toxicomanes inconditionnels de l'héroïne se ravitaillent entre eux sur la place neuchâteloise, après avoir fait le voyage dans les villes de Bienne principalement, de Berne ou de Zurich, pour obtenir un peu d'héroïne.

Au niveau statistique en matière de drogue, on remarque que le nombre de dénonciations a diminué de 9.8% par rapport à l'année 2005.




Il faut rappeler que ces chiffres ne reflètent pas la situation particulière du marché illicite des produits stupéfiants, mais sont en relation directe avec le nombre d'inspecteurs qui compose la brigade des stupéfiants et la capacité de travail qu'elle peut absorber.




Le nombre de dénonciations concernant la consommation a diminué de 15.4%, les affaires concernant le trafic de produits stupéfiants ont par contre progressé de plus de 53% par rapport à l'année 2005.

En ce qui concerne les personnes dénoncées pour infraction à la Loi fédérale sur les stupéfiants, il faut relever que 39.9% d'entre eux sont des ressortissants étrangers (471) contre 60.1% de nationaux (707). Au niveau des personnes qui se sont adonnées au trafic, 53% sont Suisses (60), 47% sont des étrangers (54), dont 94.4% (51) sont des étrangers intégrés (permis B ou C) et 5.6% sont requérants d'asile ou des clandestins (3).

Les 18-25 ans représentent une très large part des personnes dénoncées pour des infractions à la Loi fédérale sur les stupéfiants. Le nombre de mineurs dénoncés durant l'année 2006 représente 12.6% des toxicomanes ; il est en diminution de 21% par rapport à 2005 et 2004 (148 contre 188 en 2005 et 200 en 2004). La répartition des auteurs selon le sexe montre une représentation de 14.4% pour les femmes et de 85.6% pour les hommes.

## 5.4. Perspectives d'avenir

### *Projet de police neuchâteloise*

La législation actuelle sur la police cantonale date de la fin des années 1980. Depuis lors, des changements considérables ont été constatés tant dans la société que dans la pensée sécuritaire. En effet, l'organisation des forces de police, tant en Suisse qu'à l'étranger, a considérablement évolué, afin de répondre aux nouvelles formes de criminalité et au sentiment d'insécurité de la population.

Dès lors, il a fallu admettre que la loi sur la police cantonale et son organisation ne répondaient plus aux attentes de la population. Partant de cette constatation, de nombreuses expériences de collaboration ont été menées entre la police cantonale et des polices locales. Les résultats de ces partenariats ont convaincu le Conseil d'Etat que la mise à disposition d'une seule police à la population constituerait le moyen approprié pour offrir de meilleures prestations de sécurité aux citoyens.

Au terme d'une vaste consultation sur un projet de loi sur une police neuchâteloise unique lancée le 17 février 2006 auprès des 62 communes, des partis politiques, de l'ordre judiciaire, de différents services de l'administration cantonale ainsi que des associations professionnelles, le Conseil d'Etat a adopté le 26 juin 2006 le rapport sur la police neuchâteloise (LPol). Ce dernier a été présenté au Grand Conseil lors de sa session du 5 septembre 2006 qui a accepté son entrée en matière. Néanmoins, au vu des nombreux amendements et des propositions de modifications déposés, le Grand Conseil a décidé de renvoyer le projet de loi à une commission spéciale.

La commission a soigneusement examiné les différents amendements et les nombreuses propositions de modifications. Elle a suggéré au Grand Conseil de suivre les principales options proposées par le Conseil d'Etat. L'esprit du projet de la nouvelle loi, ses lignes directrices et l'organisation de la nouvelle police neuchâteloise ont donc été préservés malgré le remaniement opéré par la commission. Ce nouveau projet de la LPol sera ainsi présenté au Grand Conseil le 20 février 2007.

Indépendamment de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la police neuchâteloise, cinq communes ont d'ores et déjà signé des mandats de prestations avec la police cantonale: La Chaux-de-Fonds, Colombier, Cernier, Cornaux et Cressier. La police cantonale, dès le 1er janvier 2007, oeuvre par conséquent sur le territoire de ces communes pour les tâches de police de circulation et de proximité en sus des missions de police secours.

En outre, l'évolution à court terme semble confirmer le bien-fondé d'une réforme profonde de la police cantonale. En effet, les communes de Marin et de St-Blaise adhéreront au 1er juillet 2007, par le biais de mandats de prestations, au concept de police unique. Sans compter que dix autres communes ont déjà entrepris des démarches, en vue de contracter avec la police cantonale dans le courant de l'année 2008.

### *Nouveau système d'aide à l'engagement à la CET*

L'année 2007 verra la mise en service d'un nouveau programme d'aide à l'engagement (SAE) pour la Centrale d'engagements et de transmissions de la police cantonale (CET). Ce nouvel SAE permettra aux opérateurs de travailler avec une efficacité et une rapidité accrue, de par l'intégration des nombreux et différents système de gestion actuellement en place. La visualisation des patrouilles sur le terrain permettra à la CET de garantir une meilleure intervention dans le terrain et ce dans les délais impartis.

### *École pilote d'assistants de sécurité publique*

Le "Concept général de la formation dans le domaine de la police et de la justice pénale", adopté par la Conférence des chefs de départements de justice et police (CCDJP) au printemps 2004,

prévoit un système modulaire intégrant l'ensemble des niveaux requis pour l'exercice de la profession, de l'assistant de sécurité au cadre supérieur.

Forte de cette assise politique, la Conférence des commandants RBT a validé, lors de sa séance du 16 juin 2006 à Neuchâtel, le projet de créer une filière de formation romande destinée aux assistants de sécurité publique.

En date du 7 décembre 2006, l'École régionale d'aspirants de police (ERAP), qui avait manifesté son intérêt à mettre en place une telle instruction par le président de son comité directeur, a été chargée, par cette conférence, d'organiser, sous la conduite du coordinateur des écoles de polices de Suisse romande, une école pilote d'assistants de sécurité.

A la fin du mois d'août 2006, ce sont ainsi plus d'une vingtaine d'assistants de sécurité en provenance de nombreux corps de police romands qui suivront, sur le site de l'ERAP, un cursus de formation, par modules et en emploi, pour spécialistes du trafic. Les cours s'étendront de fin août à fin novembre 2006.

L'octroi d'un certificat validant cette formation dépendra de la réussite d'examens prévus en octobre 2007 et janvier 2008.

### *Projets de collaborations régionales*

Au cours des dix dernières années, la collaboration est devenue un des maître-mot du paysage policier suisse. En effet, les événements d'importance (WEF de Davos, Expo.02, G8, etc.) ne peuvent se passer de l'appui de forces de police en provenance de plusieurs cantons, voire de l'étranger. A l'avenir, il s'agira donc de renforcer la collaboration aussi bien au niveau du concordat que de la région, d'améliorer nos prestations par la constitution de centres de compétences dans des domaines spécialisés ou encore de rechercher des synergies permettant de réaliser des économies structurelles, voire de nous adapter aux exigences fixées par la Confédération.

On peut citer les quelques exemples suivants qui illustrent parfaitement cette nouvelle orientation de la collaboration entre forces de police:

- Organisation concordataire des tireurs d'élite (tâche confiée au seul canton de Genève);
- Poursuite des réflexions en vue d'une nouvelle organisation de la police sur le lac de Neuchâtel;
- Constitution d'un centre de compétences dans le domaine de l'investigation informatique;
- Mise en oeuvre d'une véritable statistique fédérale de la criminalité.

## 5.5. Conclusion

La police cantonale neuchâteloise est à la veille d'entreprendre la plus vaste réforme de son histoire. A l'horizon 2012-2015, une seule force de police assumera l'essentiel des tâches de sécurité publique sur le territoire cantonale. Elle devra répondre à un double défi, soit:

- offrir des prestations de qualité, reposant sur une organisation police-secours efficace et un concept de proximité moteur véritablement à l'écoute des attentes de la population;
- intégrer dans son organisation l'appartenance de la Suisse à l'Espace Schengen et les conséquences liées à l'entrée en vigueur du code procédure pénal unifié.

Mais au-delà des modifications de structures, il convient de garder à l'esprit que la police est composée d'hommes et de femmes qui sont le véritable moteur de ces changements. Le succès des réformes entreprises repose ainsi largement sur le capital humain et seule une attention constante portée à la formation du personnel et à ses conditions de travail est garante d'un service public de qualité.

# 6. SERVICE DE LA SECURITE CIVILE ET MILITAIRE

## 6.1. Introduction

### *Contexte global*

#### *Sécurité civile et militaire (SSCM)*

La mise en place des organisations régionales de la protection civile s'est poursuivie dans la ligne tracée par la législation cantonale entrée en vigueur au 1er janvier 2005. Au Val-de-Travers, le commandant professionnel vient d'être nommé et l'organisation pourra se mettre en place dès le début de 2007.

Durant cette phase, le service a encore été fortement sollicité pour appuyer les commandants, en particulier dans le domaine de la gestion du personnel et de la préparation de l'organisation des cours de répétition. L'année 2006 a été consacrée à l'examen des besoins en matériel pour l'instruction et l'engagement. Ce travail se terminera dans la première partie de l'année 2007, considérant le fait que tous les commandants ne sont pas encore en fonction.

L'instruction de base dispensée au centre d'instruction a atteint son rythme de croisière, de sorte qu'il est possible d'alimenter les organisations régionales avec du personnel jeune et bien formé. Parallèlement, la formation des cadres a débuté, avec trois volées de chefs de groupe, une volée de fourriers et une volée de sergent-major

Les organisations régionales des Montagnes neuchâteloises, de Neuchâtel Littoral Centre et du Littoral Ouest ont débuté avec les cours de répétition et ont pu subvenir aux besoins d'appui à la collectivité.

Dans le domaine militaire, les activités du service et du commandant d'arrondissement se sont déroulées en conformité avec la législation fédérale. Le DDPS nous a consulté dans le cadre de modifications législatives en relation avec l'optimisation de l'Armée XXI.

En ce qui concerne la taxe d'exemption de l'obligation de servir, cet exercice est encore marqué par les effets de la réorganisation de l'Armée 95. La somme des débiteurs est en augmentation. Elle est à l'image de ce que nous constatons dans le domaine fiscal.

Les regroupements des corps de sapeurs-pompiers, initiés dès l'année 2000, se sont poursuivis. Aussi, durant l'exercice écoulé, l'accent a-t-il été mis sur la formation de base et des cadres. Les cours cantonaux se sont adaptés aux réalités du terrain, dans le but de mieux préparer tant les cadres que les hommes du feu à faire face à des feux qui présentent des complications dans l'extinction par rapport à l'évolution de la technologie dans le secteur de la construction. Une étude est en cours pour renouveler et adapter les installations d'instruction du centre de Couvet.

L'état-major de crise nommé par le Conseil d'Etat pour planifier la lutte contre les effets de la grippe aviaire a poursuivi ses travaux. A la fin de l'année, les préparatifs entrepris permettent de répondre à une épizootie animale. Pour le cas d'une pandémie de grippe humaine, les préparatifs ne sont pas totalement terminés, le concept de base est établi, il s'agit durant l'année 2007 d'affiner les éléments de détail sur le plan sanitaire en général et sur le plan de la la planification hospitalière.

#### *Arsenal*

La liquidation du matériel militaire surnuméraire s'est poursuivie en 2006. Elle a touché un volume très important du matériel emmagasiné dans le secteur de l'arsenal de Colombier. Une partie de ce

matériel est encore stockée dans le secteur, dans l'attente des ordres d'évacuations en provenance de la Base logistique de l'Armée (BLA).

Le premier semestre a été marqué par la préparation et les entretiens avec les représentants de la BLA en vue de la mise en place dès le 1er janvier 2007 du "Contrat de prestations" entre la Confédération Suisse représentée par le Département de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) et le canton de Neuchâtel représenté par le chef du département de la justice, de la sécurité et des finances concernant les "Prestations logistiques mandatées par la Base logistique de l'armée (BLA)".

Suite à la signature, les 10 juillet et 7 août 2006, du "contrat de prestations logistiques", le 2ème semestre a été consacré à la recherche de solutions pour les 12 personnes dont le poste serait supprimé au 31 décembre 2006, de part la réduction des activités en faveur de la Confédération.

## *Eléments marquants*

### *SSCM*

#### *Conférences*

La conférence des directrices et directeurs de la protection de la population et des affaires militaires a tenu une seule session à l'occasion de la conférence annuelle. La conférence romande n'a pas été convoquée.

#### *Représentations*

Le chef du département et le service ont participé à diverses manifestations à caractère de sécurité civile ou militaire. L'on relèvera en particulier les événements suivants :

- Ouverture du séminaire de la société suisse des spécialistes en protection incendie et en sécurité,
- Assemblée de la Fédération des sapeurs-pompiers du canton de Neuchâtel,
- Assemblée de la Société neuchâteloise de tir sportif,
- Journée officielle de la Fête fédérale de tir à Frauenfeld,
- Journée officielle des Forces terrestres à Thoune

#### *Promotions et attribution de commandement*

Le colonel EMG Daniel Berger, domicilié à Cortaillod, a été promu au grade de brigadier et consécutivement nommé commandant de la brigade blindée 1, dont les troupes sont issues de tous les cantons romands.

Le lt col EMG Simon Eugster succède au lt col Jean-Louis Ropraz à la tête du bataillon d'infanterie 19, dont notre canton assume les contrôles.

#### *Arsenal*

Dans le cadre du concept de stationnement de l'armée suisse et de la mise en place du système "Logistique XXI" le chef du DJSF s'est entretenu le 20 janvier 2006 à Berne avec M. Samuel Schmid, Conseiller fédéral, des incidences sur les Etablissements et installations militaires de Colombier (EIMC).

A la suite de cette séance, le chef du DDPS a confirmé :

- Les décisions annoncées lors de la conférence des directrices et directeurs militaires et de la protection de la population du 6 décembre 2004 à Berne.

- Les mesures de support au personnel cantonal (Newplacement-Jobcenter, appui à l'instruction, candidatures à des postes fédéraux).
- Les montants et la forme définitive des crédits qu'il est prévu d'allouer aux cantons et qui doivent encore être définis dans le courant des prochains mois.
- La formation d'application de l'infanterie (FOAP inf) aura besoin des infrastructures de Colombier en tout cas jusqu'à l'horizon 2010. Par contre, il n'est pour le moment pas possible de confirmer le type d'instruction et les effectifs des troupes qui y seront logées.

Avec la résiliation au 31 décembre 2006 de la convention concernant le service de l'arsenal dans le canton de Neuchâtel et la mise en vigueur du nouveau "contrat de prestations logistiques" au 1er janvier 2007, 12 postes de travail ont été supprimés pour fin 2006.

Le nouveau contrat de prestations logistiques prend effet le 1er janvier 2007, pour une durée indéterminée. Il peut être résilié moyennant un préavis de 12 mois pour la fin d'une année, au plus tôt pour le 31 décembre 2009. Le contrat peut, en tout temps, être modifié sur la base d'un commun accord. Les appendices du contrat peuvent être dénoncés séparément.

Les prestations à fournir et indemnisées annuellement par la Confédération seront les suivantes :

| | |
|---|---|
| Tenue du poste de rétablissement | 152.863 francs |
| Gestion d'un dépôt sur le site de Colombier et sur ordre du Centre logistique de Grolley | 561.320 francs |
| Maintenance du fusil d'assaut 5,6mm 90 | 172.800 francs. |

Au vu des réductions de travail en faveur de la Confédération et des 12 suppressions de postes, la situation concernant ce personnel est la suivante:

- 2 personnes ont été engagées par la Confédération
- 2 personnes ont trouvé un emploi à l'Etat de Neuchâtel dans le cadre de la mobilité interne
- 3 personnes pourront bénéficier du plan de retraite anticipée
- 3 personnes toucheront l'indemnité de suppression de poste et prendront la retraite
- 1 personne a trouvé un emploi dans le secteur privé
- 1 personne avec contrat de droit privé âgée de plus de 62 ans quittera l'exploitation.

Les objectifs fixés afin de trouver une solution équitable pour le personnel ont été réalisés.

## *Projet en cours*

### *Service de la sécurité civile et militaire et établissements et installations militaires*

Dans le cadre des réformes successives de l'armée (Armée 95/Armée XXI) et des diminutions de postes réalisées entre 1990 et 2005, ce sont 29 postes qui ont été supprimés à l'arsenal et 7 postes au SSCM. 36 places de travail auxquelles s'ajoutent les 12 postes supprimés à l'arsenal à fin 2006.

Dans le cadre de la réforme de l'Etat et du frein à l'endettement, nous constatons que le SSCM et les EIMC ont des domaines d'activités très proches, de plus en plus avec les mêmes partenaires fédéraux.

Les restructurations en cours offrent une opportunité de regrouper le SSCM et les EIMC pour créer une seule entité. A cet effet, une pré-étude a été menée en été 2006.

En conclusion de celle-ci, il a été décidé

- de regrouper le SSCM et les EIMC dès le 1er janvier 2007 sous la direction du chef du SSCM.
- de mener une étude détaillée en 2007 sur l'organisation des entités, dans un projet intitulé "SSCM 2008" avec, comme objectif, une fusion dès le 1er janvier 2008.

## 6.2. Gestion

### *Ressources humaines*

#### *SSCM*

L'entité "taxe militaire" est actuellement en sous-effectif à la suite d'un départ. Une personne engagée dans le cadre des mesures de crise prévue pour compléter l'effectif n'a malheureusement pas répondu aux attentes. Cette situation a des effets négatifs sur la taxation et le suivi des encaissements. Une solution devra impérativement être trouvée en 2007.

L'entité « affaires militaires » a aussi enregistré le départ d'une collaboratrice à 40 %. Le remplacement a pu être effectué dans le cadre de la restructuration des EIMC, suite à la réorganisation de la base logistique de l'armée.

Pour la protection civile, cinq commandants d'organisation sont en fonction. Ils ont suivi une formation dispensée par la Confédération au centre d'instruction de la protection civile à Schwarzenburg. Parallèlement ils ont collaboré à l'instruction de base au centre cantonal, ce qui permet d'absorber, selon le concept établi en 2004, les besoins en personnel d'instruction sans augmenter celui du service. Il est toutefois encore nécessaire de faire appel à des instructeurs de milice pour l'instruction des spécialistes

Dans le secteur de la défense contre le feu, l'instruction est aussi assurée par un grand nombre d'instructeurs fédéraux de milice.

Depuis l'année 2005, les instructeurs dans le domaine du feu, qui ont suivi le cours de base avec succès, se voient décerner un diplôme émis par le canton. Parallèlement, ils s'engagent à collaborer avec le service pour une durée de 4 ans au minimum. Cette nouvelle procédure et cette reconnaissance permet d'assurer une instruction de qualité pour l'ensemble des sapeurs-pompiers du canton de Neuchâtel.

L'on remarque aussi que les regroupements des corps locaux en corps intercommunaux ont des incidences sur les effectifs en général et des réflexions sont en cours pour infléchir la courbe négative du nombre de sapeurs-pomiers dans le canton.

#### *Arsenal*

L'effectif du personnel a évolué de la façon suivante

| | **31.12.2005** | **01.01.2006** | **31.12.2006** | **01.01.2007** |
|---|---|---|---|---|
| Collaborateurs fédéraux | 4 | 4 | 3 | 0 |
| Collaborateurs cantonaux | 36.2 | 37.2 | 36.2 | 24.9 |
| Musée | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 |
| Apprentis | 1 | 1 | 2 | 2 |
| **Total** | **41.9** | **42.9** | **41.9** | **27.6** |

Mutations dans le détail

| | |
|---|---|
| 1er janvier 2006 | Transfert d'un collaborateur du garage de la police cantonale au garage des EIMC |
| 28 février 2006 | Démission d'un sellier, transféré à la Confédération (suppression du poste planifié pour le 31 décembre 2006) |
| 31 mai 2006 | Transfert d'un collaborateur fédéral à la Formation d'application de l'infanterie |
| 21 août 2006 | Engagement d'un apprenti mécanicien auto |

| | |
|---|---|
| 31 décembre 2006 | Suppression de 11 postes de travail |
| | Transfert de 0.3 poste au SSCM |
| | Transfert de 3 collaborateurs fédéraux à la BLA, Centre infrastructure de Grolley. |

### *Locaux*

#### *SSCM*

Les locaux du centre d'instruction de la protection civile et du feu à Couvet ont répondu aux besoins. L'occupation pour l'année 2006 est en hausse du fait de la réalisation de l'ensemble des cours de base prévus dans la législation pour la protection civile, ainsi que de la mise en œuvre des nouvelles filières de formation dans le domaine de la défense incendie. Une étude pour l'extension de la piste d'entraînement à la lutte contre le feu et pour la réfection de la place d'instruction et d'entraînement de la protection civile est actuellement en cours dans le but de conserver des conditions d'instruction attrayantes, adaptées aux nouveaux risques émergeant dans le domaine de la lutte contre le feu, suite à l'évolution technologique dans le domaine de la construction des bâtiments.

#### *Arsenal et casernes de Colombier*

Avec l'ouverture à Colombier de la nouvelle "Ecole Régionale d'Aspirants de Police" (ERAP) et en accord avec le commandement de la place d'armes, les aspirantes et aspirants des cantons du Jura, de Berne (francophone) et de la police ferroviaire ont été logés en caserne de Colombier.

Une réduction sensible des nuitées en caserne de Colombier est à relever et ceci eu égard au faible effectif des aspirants des 3 écoles d'officiers en formation sur la place d'armes. Un nouveau concept d'instruction est actuellement en cours d'évaluation par le commandement de la Formation d'application de l'infanterie et devrait améliorer le taux d'occupation de la caserne de Colombier.

### *Législation cantonale et fédérale*

Le Conseil d'Etat, le département et le service se sont prononcés respectivement sur les consultations suivantes :

- Projet de modification de la loi sur l'armée et l'administration militaire
- Révision partielle de l'ordonnance de l'assemblée fédérale sur l'organisation de l'armée
- Ordonnance sur l'équipement des troupes
- Procédure sur la cession de l'arme en toute propriété au terme des obligations militaires
- Projet de modification de l'ordonnance sur le tir hors service

## 6.3. Activités déployées

### *SSCM*

#### *Protection de la population et organisation catastrophe*

Les principes de la protection de la population sont mis en application dans le cadre de l'organisation catastrophe. Le bureau permanent a siégé à 5 reprises en plénum et lors de multi-

ples séances dans le cadre de l'EM de crise ad hoc nommé par le Conseil d'Etat pour la planification d'intervention dans le cadre des risques de grippe aviaire animale et pandémie humaine.

Diverses mesures organisationnelles ont été prises, du matériel a été acquis et l'instruction faite aux principaux partenaires de la protection de la population.

L'EM de crise ad hoc a pour tâches de planifier et de proposer au gouvernement les mesures à prendre sur le territoire cantonal, selon l'analyse et les directives des services de la Confédération, lesquels définissent, selon les règles édictées par l'OMS, la gradation des risques pour notre pays. Ceux-ci étant définis en six degrés, eux-mêmes subdivisés, il est utile de rappeler qu'à la fin de l'année le risque mesuré pour une atteinte de notre population était estimé à 3,2 sur l'échelle OMS.

Bien qu'il n'ait pas été enregistré d'oiseaux atteints par le virus H5N1 en Suisse depuis la migration d'automne 2006, la Confédération a pris des dispositions de confinement des volailles domestiques sur le pourtour des lacs et de part et d'autre des rives des cours d'eau recensés comme sites d'étape dans la migration et d'hivernage, suivant les espèces.

Dans un autre registre, le bureau permanent a participé, en collaboration avec la centrale nationale d'alarme, à une campagne de mensuration de la radioactivité ambiante au-dessus des agglomérations de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds, selon un système de mensurations par aéroradiométrie à partir d'un hélicoptère. Les résultats enregistrés n'ont pas décelé de sources radioactives ou un taux de radioactivité anormal dans les zones mesurées. Parallèlement, un exercice de recherche de sources dispersées dans le terrain, à la suite d'un accident fictif, a permis de contrôler que l'équipement de nos services était adéquat et suffisant, mais aussi que les personnels appelés à les desservir sont au bénéfice de la formation nécessaire.

Le président du bureau permanent a répondu à la sollicitation de la commune de Travers, suite au glissement de terrain intervenu sur son territoire, pour l'engagement de moyens de protection civile, dans le but d'assècher le terrain en amont de l'événement. Le matériel mis en place n'a pas encore été retiré, vu les conditions atmosphériques de l'automne.

Mis en œuvre après l'ouragan Lothar, le dispositif d'alarme de Météo Suisse destiné à informer les autorités en cas d'événements météorologiques pouvant survenir dans un délai de 24 à 48 heures a été actionné à 8 reprises en 2006. La diffusion ciblée de ces avis aux organes d'intervention et aux entreprises de distribution d'énergie, dans un but de prévention, contribue à limiter les dégâts par une élévation de l'état de préparation à l'intervention

### *Arrondissement – contrôle matricule*

Les activités des chefs de section militaire reprises en 2005 au sein de l'arrondissement et réparties entre les collaboratrices de ce secteur, en attendant que les OPC soient fonctionnelles, sont toujours exécutées par l'arrondissement. Par ailleurs, une réflexion est menée afin de déterminer dans le cadre du projet de fusion en cours, s'il ne serait pas plus judicieux de poursuivre ces activités pour l'ensemble des assujettis militaires, de protection civile et de taxe d'exemption au sein d'une seule entité.

Au 31 décembre, les contrôles du commandant d'arrondissement font apparaître que 12794 hommes sont enregistrés dans le contrôle matricule cantonal. Les statistiques tenues par le système PISA permettent de constater que 3245 hommes ont changé plusieurs fois d'adresse ou de domicile durant l'année écoulée et que 3035 autres ont déménagé au moins une fois. Ces chiffres reflètent la mobilité qui est celle des personnes actives dans notre canton. Ces nombreuses mutations génèrent une intense activité de recherche, notamment en cas de manquement à une obligation de service ou hors du service.

### *Arrondissement – information des conscrits et recrutement*

En application de l'ordonnance sur le recrutement (OREC), les cantons sont chargés de procéder à l'information des jeunes garçons astreints et jeunes filles volontaires en âge d'être recrutés.

Ces séances d'information, soit 18 journées, sont organisées dans les locaux du service à Couvet et 785 conscrits y ont participé. L'animation et la conduite des groupes formés de 12 à 17 personnes ont été essentiellement assurées par des officiers et sous-officiers de milice qui sont mis à notre disposition par l'EM de conduite de l'Armée.

L'activité de gestion des dossiers pour la convocation au recrutement constitue une activité conséquente. En effet, la modification du système d'enseignement supérieur (acquisition de modules; introduction du système de Bologne) génère des contacts nombreux avec les conscrits, lesquels ont de plus en plus de difficultés à concilier "études et service militaire" entre 18 et 23 ans, âge limite pour accomplir son service d'instruction de base. Les services du DDPS cherchent des solutions pour faciliter l'accomplissement de leurs obligations aux jeunes gens qui poursuivent des études longues.

Malgré cela, la formule donne satisfaction tant par rapport au contenu qu'à la perception du message par nos jeunes concitoyens, puisque le taux de satisfaction mesuré au recrutement est supérieur a 80 %. De l'avis du chef de l'Armée, l'information et le recrutement constituent ensemble un fleuron de la réorganisation "AXXI".

Par contre le taux d'absentéisme (entre 7 et 9 %) à la journée d'information est relativement important, bien qu'elle soit obligatoire. Des réflexions sont en cours tenter d'infléchir ce taux.

Le centre de recrutement de Lausanne est compétent pour examiner les jeunes gens de notre canton et définir leur aptitude au service militaire ou à la protection civile. Les statistiques en notre possession permettent de retenir les chiffres suivants :

714 jeunes gens ont été examinés; 390 d'entre-eux ont été déclarés aptes au service militaire et 130 inaptes à tout service. Le taux d'aptitude pour le service militaire est de 54,62 %. Il n'est pas inférieur à ce qui était enregistré les années antérieures, après les licenciements intervenus au début des écoles de recrues. 194 jeunes gens ont été attribués à la protection civile.

### *Arrondissement – libérations*

Le commandant d'arrondissement est chargé d'organiser les inspections de libération du service. L'année 2006 constituait la dernière libération en autonomie cantonale, vu la réorganisation en cours de la base logistique et la fin des prestations d'arsenal des EIMC, pour le 31 décembre 2006. Il a été procédé à la libération et au déséquipement de 350 sous-officiers, appointés et soldats. Ces travaux ont été centralisés dans les locaux de l'arsenal fédéral à Planeyse et concentrés sur une seule journée. Avec la mise en œuvre des nouvelles prescriptions au sujet de la remise de l'arme en toute propriété depuis l'année 2005, il est à relever que seuls les militaires accomplissant du tir à titre sportif souhaitent conserver leur arme de service. De ce fait, le nombre d'armes distribuées est relativement faible, puisqu'il n'atteint pas le chiffre de cent unités, mais démontre quand même que le tir est encore vivace dans notre canton.

### *Affaires militaires*

#### Places de tir

La mise en œuvre de la convention signée avec le commandement de la formation d'application de l'infanterie et agréée par les organisations de protection de la nature, n'a donné lieu à aucune remarques. Pour rappel, seule la place de tir des Pradières est encore utilisée par la troupe, en dehors du périmètre de la place d'armes de Colombier.

#### Contrôles militaires

Dans le cadre de la coresponsabilité avec la Confédération dans le domaine des contrôles militaires, le service est compétent pour l'examen des demandes de renvoi de cours de répétition pour tous les militaires domiciliés dans le canton.

Pour l'année 2006, 3'860 militaires ont été convoqués à un cours de répétition et 990 d'entre eux ont introduit une demande de report de cours à une année ou à une autre période. Les statistiques montrent une légère diminution des demandes par rapport à l'année précédente, ce qui était prévisible, les militaires ayant pris conscience de l'obligation d'accomplir un cours de répétition annuel depuis l'introduction de l'Armée XXI. Cette diminution n'influence pas le volume d'activités, car les militaires ou leurs employeurs, ont de plus en plus de contacts avec le service, soit par "couriel" ou par téléphone pour chercher des informations avant d'introduire une demande de report.

Considérant dès lors que la plupart des demandes étaient légitimes, 73% des requêtes ont été acceptées. A titre indicatif, le taux cantonal se situe à un niveau inférieur d'environ 16% à la moyenne

nationale ; ce qui indique que nous pratiquons une politique de traitement sérieuse et circonspecte, dans la droite ligne des exigences et instructions fédérales de l'EM de conduite de l'Armée.

**Tirs**

L'accomplissement des tirs obligatoires s'est effectué sur 47 places de tir à 300 m et 18 à 50/25 mètres. Le tableau ci-après donne un aperçu des activités en comparaison avec l'année précédente:

| | N. de soc. À 300 m | Prog. obl. | Tir en camp. | N. de soc. À 50/25 m | Prog. féd. | Tir en camp. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2005 | 48 | 3623 | 1114 | 19 | 482 | 653 |
| 2006 | 47 | 3403 | 1033 | 18 | 447 | 608 |

Le nombre de sociétés organisatrices s'est réduit d'une unité en 2006, par le regroupement des sociétés d'Auvernier et de Bôle.

Selon les prévisions et conformément aux libérations anticipées qui ont débuté en 2003, l'on avait constaté une diminution importante des tireurs astreints en 2004 et 2005, tant à 300 mètres qu'à 50/25 mètres. Cette tendance s'est désormais estompée et le nombre des tireurs astreints se stabilise.

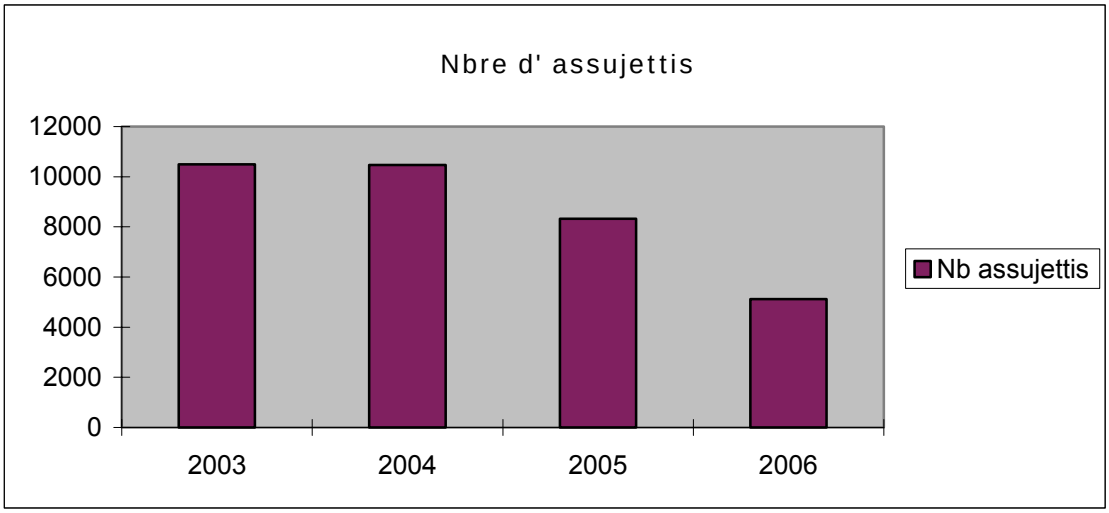
Il est utile de relever que près de 580 militaires n'ont pas accompli leur obligation hors service, malgré un rappel effectué au début de l'année par le DDPS. Les contrevenants ont été sanctionnés d'amendes pour un montant avoisinant les 100'000 francs, ainsi que d'arrêts lors de récidives répétées.

Grâce aux efforts consentis pour l'information et la formation par la société neuchâteloise de tir sportif, la diminution du nombre de cours de jeunes tireurs enregistrée en 2005 a laissé place à une légère mais positive augmentation. Toutefois elle est compensée par un intérêt plus grand marqué pour les armes de sport et de petit calibre.

***Taxe d'exemption de l'obligation de servir***

Durant l'année, des moyens importantes ont été engagés pour répondre aux demandes de l'inspectorat des finances. Un groupe de projet, visant à l'amélioration et à l'interconnexion des systèmes d'information nécessaires à la taxation et au contrôle de l'encaissement a été institué

Le nombre d'assujettis pour l'exercice 2006 est de 5'154 personnes (y compris les assujettis exonérés), dont 4'512 taxés provisoirement ou définitivement. Le tableau ci-après montre l'évolution des assujettis suite à la mise en place de l'Armée XXI.

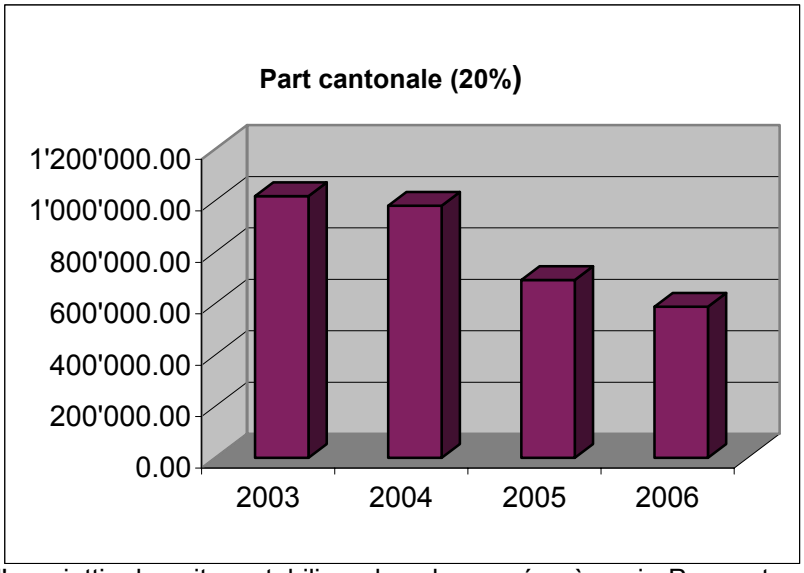



La facturation s'est opérée, sur la base de l'impôt fédéral direct 2005.

La part revenant à notre canton, considérée comme commission de perception, est fixée à 20%.

Voici le résultat de ces dernières années:

| Années | Comptes | Part du canton | Budget |
|---|---|---|---|
| 2005 | 3,535,200.75 | 691,243.25 | 800,000.- |
| 2006 | 2,994,982.04 | 587,493.70 | 460,000.- |



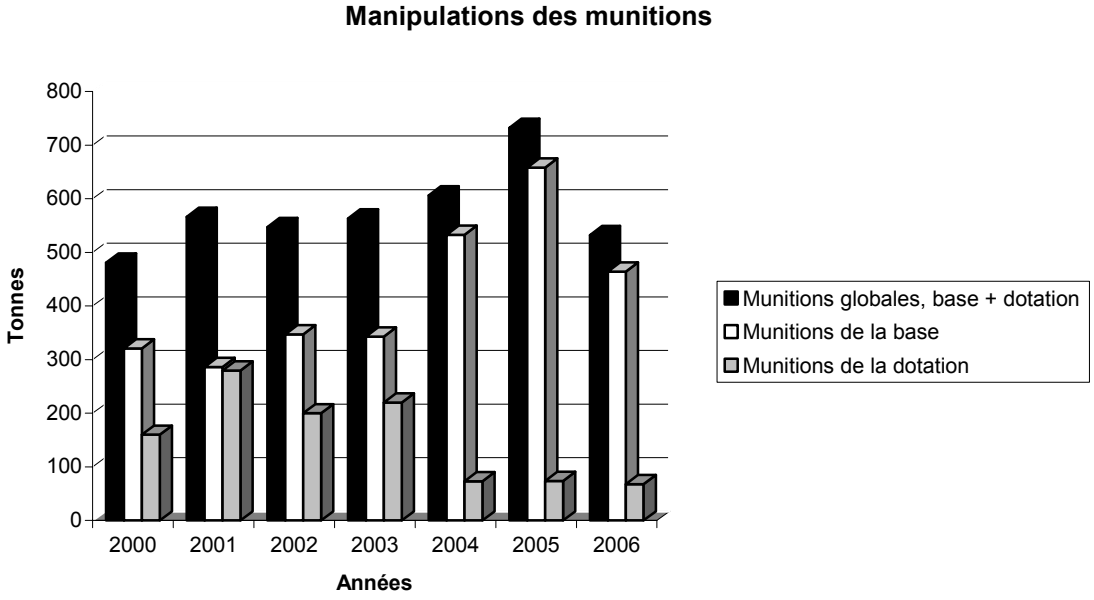

Le nombre d'assujettis devrait se stabiliser dans les années à venir. Par contre, il faut encore s'attendre à une diminution des montants facturés, car la diminution de l'âge de servir a aussi une influence sur le montant imposable à l'impôt fédéral direct des assujettis plus jeunes.

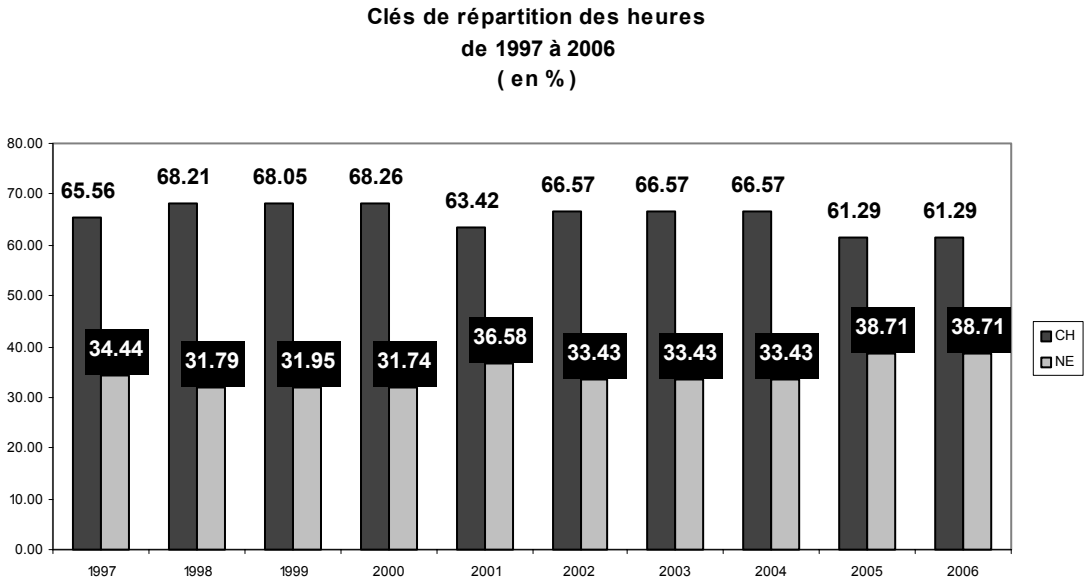
## *Arsenal*

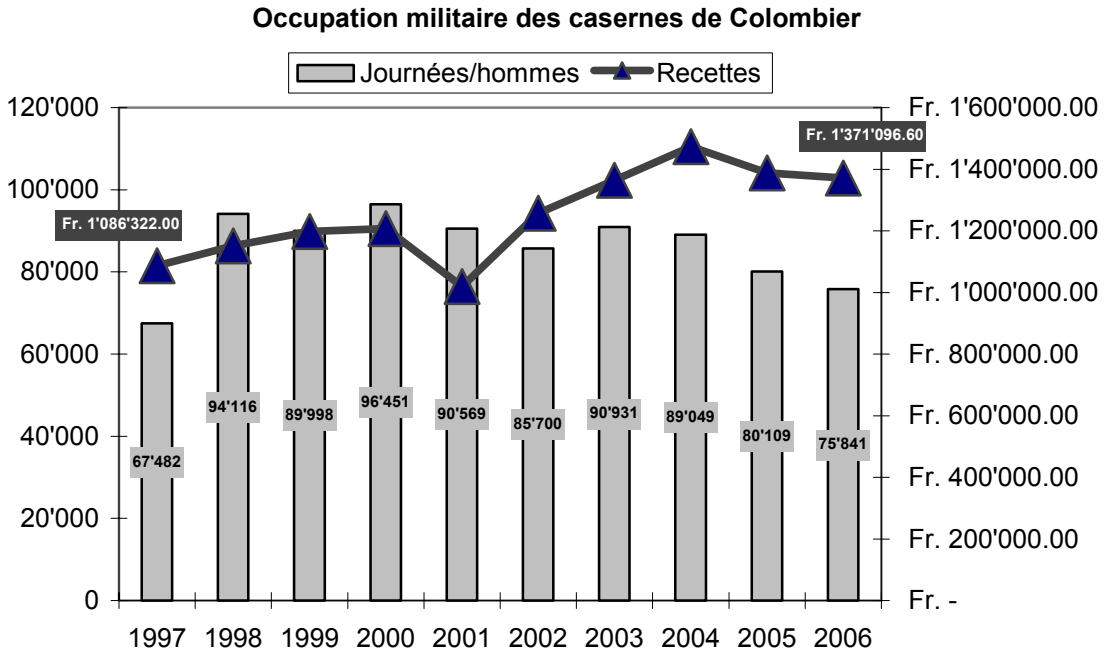
En novembre, l'arsenal a procédé au déséquipement de 350 militaires neuchâtelois de la classe d'âge 1972, libérés des obligations militaires au 31 décembre 2006, ce qui a représenté 550 heures de travail pour l'exploitation. 30 officiers ont également été déséquipés durant l'exercice 2006.

### *Statistiques*

| **Domaine des munitions** | **2000** | **2001** | **2002** | **2003** | **2004** | **2005** | **2006** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Manipulations globales munitions de la base + dotation en tonnes | 481 | 566 | 547 | 543 | 606 | 732 | 532 |
| Manipulations munitions de la base, en tonnes | 321 | 286 | 347 | 343 | 533 | 658 | 464 |
| Manipulations munitions de la base, nombre de palettes | 800 | 440 | 570 | 430 | 770 | 940 | 663 |
| Manipulations munitions de la dotation, en tonnes | 160 | 280 | 200 | 200 | 73 | 74 | 68 |
| Manipulations munitions de la dotation, nombre de palettes | 244 | 431 | 340 | 340 | 150 | 185 | 170 |


Manipulations des munitions
Tonnes
800
700
600
500
400
300
200
100
0
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
Années
Munitions globales, base + dotation
Munitions de la base
Munitions de la dotation


Clés de répartition des heures
de 1997 à 2006
( en % )
80.00
70.00
60.00
50.00
40.00
30.00
20.00
10.00
0.00
65.56
68.21
68.05
68.26
63.42
66.57
66.57
66.57
61.29
61.29
34.44
31.79
31.95
31.74
36.58
33.43
33.43
33.43
38.71
38.71
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
CH
NE




Les contrats actuels relatifs aux places d'armes cantonales conclus entre les cantons et la Confédération se basent sur la Constitution du 29 mai 1874. L'article 22 stipulait que la Confédération avait le droit, moyennant une indemnité équitable, de se servir ou de devenir propriétaire des places d'armes et des bâtiments ayant une destination militaire qui existent dans les cantons, ainsi que de leurs accessoires.

L'article 60, alinéa 3 de la nouvelle Constitution fédérale du 18 avril 1999 prévoit que la Confédération peut reprendre les installations militaires des cantons moyennant une juste indemnité. Avec ces données de base qui ont changé, il faut redéfinir les prestations et les indemnités à accorder aux cantons pour la mise à disposition de leurs infrastructures. L'introduction du modèle de location du DDPS pour les biens immobiliers sera prise en compte dans la nouvelle réglementation actuellement en cours d'élaboration.

L'avenant en préparation et devant entrer en vigueur le 1er janvier 2008 servira de base pour les adaptations relatives à l'utilisation militaire des infrastructures cantonales et des infrastructures fédérales exploitées par les cantons ainsi que les prestations à fournir par le canton avec les indemnités correspondantes.

## *Musée militaire et des toiles peintes*

### Les activités et animations

**Neuchàtoi**

- Mercredi 29 mars: soirée **Mme de Charrière**
  Soirée littéraire autour *d'Isabelle de Charrière*. Diffusion du film "*Belle van Zuylen*" de Digna Sinke, 1993, suivi d'un apéritif et d'une table ronde littéraire.
- Mercredi 26 avril: soirée **Jean-Jacques Rousseau**
  Soirée philosophique comportant une présentation thématique en collaboration avec Soaud Hachler, professeurs de philosophie, et un intermède musical animé par James Juan, pianiste. Un repas à la française fut servi en la salle des Chevaliers.
- Mercredi 5 juillet: vernissage de l'exposition temporaire de **Dolor Hasannaj**, artiste albanais, peintre et pyrograveur.
- Mercredi 30 août: soirée consacrée à **des histoires de militaires de l'étranger** qui ont marqué l'histoire du château… *les maréchaux Keith et Berthier et le Général Bourbaki*, suivie d'un souper en gamelle.

**Expositions temporaires**

Vernissage jeudi 9 mars: *Martinet, un nom, trois peintres*

Vernissage lundi 6 novembre: *Thérèse de Dillmont au pays des Indiennes*

**La Nuit des musées**

Samedi 20 mai: Le camouflage et le comportement de nuit

**Passeport vacances**

6 jours d'activités (10h – 15h) avec 6 groupes de 12 enfants: chasse au trésor napoléonien

**Ecole musée**

Pas d'inscription cette année!

**Assemblées générales**

Vendredi 10 mars 2006: les Amis du château

Vendredi 27 octobre 2006: Association suisse Isabelle de Charrière

L'association des Amis du château de Colombier a financé l'achat et l'installation d'un système de projection avec PC portable, beamer et écran.

Dans le cadre des activités de la conservatrice du musée militaire et des toiles peintes, il faut signaler la mise à jour de l'inventaire des biens nationaux (inventaire des biens culturels) et de l'inventaire des objets de la *Fondation Gottfried Keller*.

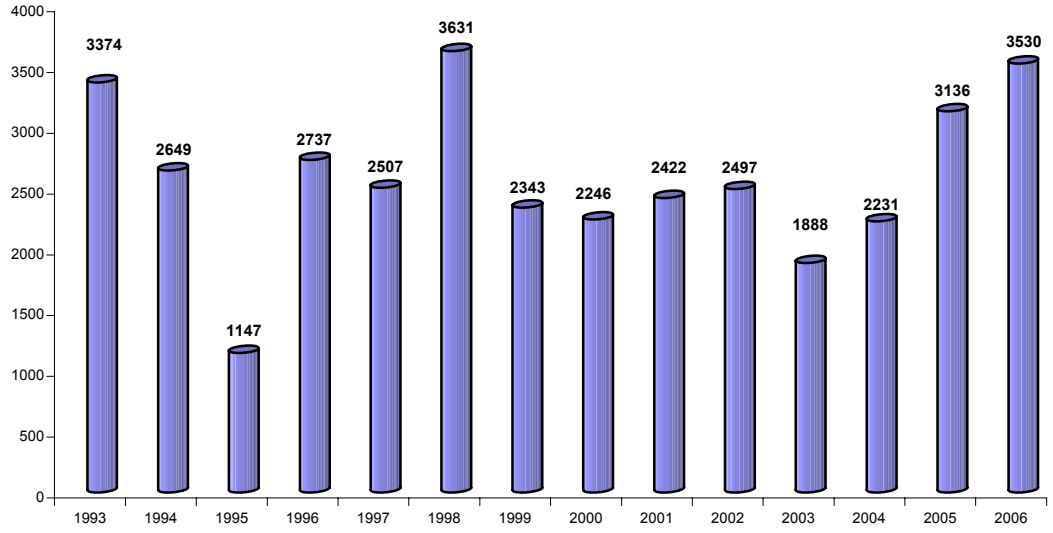
Une trentaine de demandes de renseignements ont reçu réponses et une dizaine de questionnaires ont été renvoyés en Suisse et à l'étranger.

Des objets ont été remis en prêt à plusieurs musées soit

- La bibliothèque publique et universitaire à Neuchâtel
- Le musée paysan à La Chaux-de-Fonds
- L'arboretum d'Aubonne
- Le château de Valangin

La conservatrice a présenté le 16 novembre une conférence au Centre d'Histoire et de Prospectives Militaires à Pully sur le thème "le régiment de Meuron et la prise de Seringapatam, les campagnes de Mysore en 1799" et a participé le 23 novembre à une journée de formation sur le "sponsoring" au musée national à Prangins ainsi que l'intendant-adjoint.

**Statistique des visiteurs**



## *Protection civile*

### *Ouvrages de protection civile construits*

| Commune | PC I | PC II | PC II réd | PC III | PC III réd | Bur dir L | Empl îlot éloigné | po att I | po att II* | po att II | po att III | UHP | CSP | Abri patients | Abris PBC | Abris publics | | Abris type hospitalier | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | | | | | | | Nombre | Places | Nombre | Places |
| Neuchâtel | 1 | | | | | | | 2 | | | | 1 | 1 | 2 | | 3 | 2065 | 3 | 337 |
| Hauterive | | 1 | | | | | | | | | | | | | 1 | 1 | 153 | | |
| Saint-Blaise | | 1 | | | | | | | 1 | | | | | 1 | | 1 | 234 | 1 | 78 |
| Marin-Epagnier | | 1 | | | | | | | 1 | | | | 1 | | | | | 1 | 115 |
| Thielle-Wavre | | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | 90 | | |
| Cornaux | | | 1 | | | | | | | 1 | | | | | | 2 | 510 | | |
| Cressier | | | 1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Enges | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Le Landeron | | 1 | | | | | | 1 | | | | | | | | 1 | 202 | | |
| Lignières | | | | | 1 | | | | | | | | | | | 1 | 255 | | |
| Boudry | | 1 | | | | | 1 | 1 | | | | | | 1 | | 1 | 306 | 2 | 312 |
| Cortaillod | | 1 | | | | | | 1 | | | | | 1 | | | 1 | 207 | | |
| Colombier | | 1 | | | | | | 1 | | | | | | 1 | | 1 | 265 | | |
| Auvernier | | | | | | | | | | | | | | | | 1 | 204 | | |
| Peseux | | 1 | | | | | | | | | | | | | | 1 | 306 | | |
| Corcelles-Corm. | | 1 | | | | | | | 1 | | | | 1 | | | 3 | 1087 | | |
| Bôle | | | | | | | | | | | | | 1 | | | 2 | 503 | | |
| Rochefort | | | | | 1 | | | | | | | | | | | 3 | 645 | | |
| Brot-Dessous | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bevaix | | 1 | | | | | | | 1 | | | | | | | 1 | 378 | | |
| Gorgier | | | 1 | | | | | | | 1 | | | | | | 2 | 666 | | |
| Saint-Aubin-Sauges | | 1 | | | | | | | | | | | | | | 1 | 366 | | |
| Fresens | | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | 81 | | |
| Montalchez | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Vaumarcus | | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | 120 | | |
| Môtiers | | | | | 1 | | | | | | | | | | | 1 | 108 | | |
| Couvet | | 1 | | | | | | | 1 | | | 1 | | 1 | | 2 | 741 | 1 | 48 |
| Travers | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Noiraigue | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Boveresse | | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | 291 | | |
| Fleurier | | 1 | | | | | | | | | | | | | | 1 | 756 | | |
| Buttes | | | | | 1 | | | | | | | | | | | 1 | 408 | | |
| La Côte-aux-Fées | | | | | 1 | | | | | | | | | | | 1 | 408 | | |
| Saint-Sulpice | | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | 336 | | |
| Les Verrières | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Les Bayards | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cernier | | | 1 | | | | | | 1 | | | | | | | 1 | 332 | | |
| Chézard-St-Martin | | | | 1 | | | | | | 1 | | | | | | 3 | 825 | | |
| Dombresson | | | | | | | | | | | | | 1 | | | 1 | 200 | | |
| Villiers | | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | 216 | | |
| Le Pâquier | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

### *Ouvrages de protection civile construits*

Il n'a pas été réalisé d'ouvrages de protection civile durant l'année 2006. par contre, deux modernisations ont eu lieu selon les informations ci-après :

**Neuchâtel** Unité d'hôpital protégée (NHP)

**Saint-Aubin-Sauges** Abri de 37 places au home de la Béroche

### *Places protégées réalisées en 2006*

Dans le cadre des contrôles de réception qui se sont déroulés pendant l'année, 60 abris privés ont été reconnus techniquement en ordre, ce qui représente 1130 places protégées, réparties selon le tableau ci-dessous.

| Communes | Abris | Places Protégées |
|---|---|---|
| Neuchâtel | 4 | 221 |
| Saint-Blaise | 1 | 7 |
| Marin-Epagnier | 6 | 118 |
| Thielle-Wavre | 2 | 16 |
| Cornaux | 1 | 7 |
| Cressier | 2 | 15 |
| Le Landeron | 2 | 28 |
| Boudry | 2 | 46 |
| Cortaillod | 2 | 60 |
| Colombier | 4 | 72 |
| Peseux | 1 | 96 |
| Corcelles-Cormondrèche | 3 | 67 |
| Bevaix | 5 | 52 |
| Gorgier | 1 | 10 |
| Saint-Aubin-Sauges | 2 | 25 |
| Cernier | 2 | 33 |
| Chézard-St-Martin | 1 | 7 |
| Dombresson | 2 | 13 |
| Fontainemelon | 1 | 7 |
| Les Geneveys-sur-Coffrane | 4 | 61 |
| Montmollin | 1 | 20 |
| Le Cerneux-Péquignot | 1 | 6 |
| La Chaux-du-Milieu | 1 | 9 |
| Les Ponts-de-Martel | 1 | 8 |
| La Chaux-de-Fonds | 7 | 119 |
| La Sagne | 1 | 7 |
| Total | 60 | 1130 |

### *Contrôle périodique des abris*

Aucun contrôle n'a été effectué en 2006. A relever que pendant la période de mise en place de la réforme PCi XXI, ces contrôles ont été volontairement suspendus.

### *Contrôle périodique des constructions*

Le contrôle périodique des constructions a débuté en 2004. Cette opération constitue la base de calcul pour les montants forfaitaires versés par la Confédération au titre de participation aux frais d'entretien. La situation au 31 décembre 2006 des constructions contrôlées conformément aux directives de la Confédération se présente comme suit :

| Communes | Types de construction | Catégories | | | Dates du contrôles |
|---|---|---|---|---|---|
| | | A | B | F | |
| Marin-Epagnier | po att II* / CSP | x | | | 2006 |
| | PC II | | x | | 2006 |
| Neuchâtel | (AP) | | x | | 2006 |
| Lignières | PC III réd | x | | | 2006 |
| Bôle | CSP | x | | | 2006 |
| Cortaillod | PC II | | x | | 2006 |
| Gorgier | PC II réd / po att II | x | | | 2006 |
| Saint-Aubin-Sauges | PC II | | x | | 2006 |
| Buttes | PC III réd | x | | | 2006 |
| Chézard-Saint-Martin | PC III / po att II | x | | | 2006 |
| La Brévine | PC III réd | x | | | 2006 |
| Le Locle | PC I | | x | | 2006 |

PC: Poste de commandement
Po at : Poste d'attente
UHP : Unité d'hôpital protégée
CSP: Centre sanitaire protégé
(AP): Abri pour patients

réd : Réduit
A : Pleine valeur
B : Modernisable
F : Fortune

### *Sanctions*

34 dossiers pour abris privés ont été sanctionnés, représentant 1130 places protégées.

### *Dispenses de construction d'abris*

318 dossiers ont été examinés, dont 189 ont fait l'objet d'une dispense de construction d'abri avec paiement d'une contribution de remplacement représentant un montant total de 1.048.930 francs.

### *Instruction réalisée en 2006*

Durant l'année, 20 cours ont été organisés au centre d'instruction de Couvet par notre service représentant 333 participants.

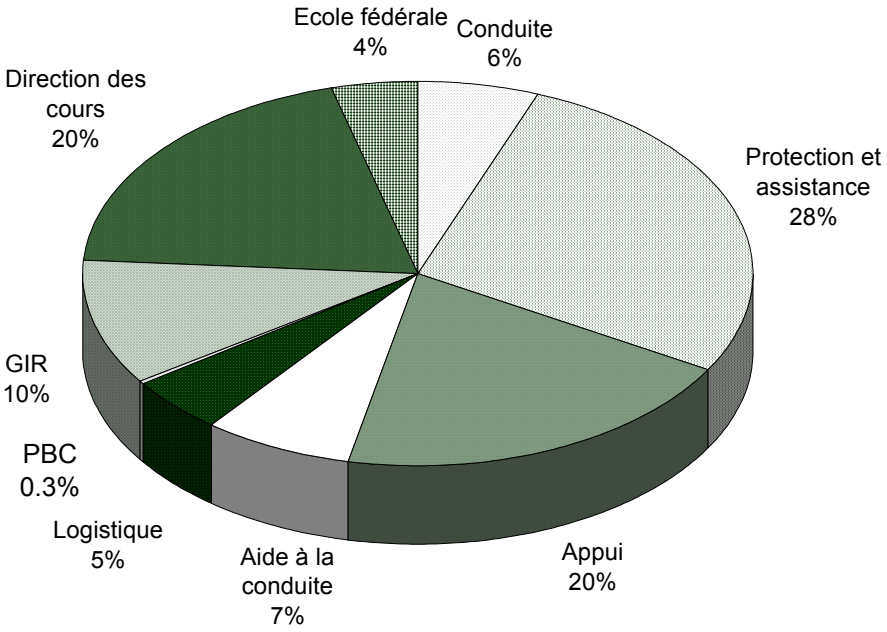
Dans le cadre de la collaboration intercantonale, 5 participants ont été instruits hors du canton dans 4 cours différents.

Sur le plan fédéral, 16 cours ont été suivis au centre d'instruction de l'Office fédéral à Schwarzeburg et 2 cours au centre d'instruction de Spiez représentant 35 participants. Les commandants des OPC régionales ont en particulier suivi les cours fédéraux qui leur sont destinés.

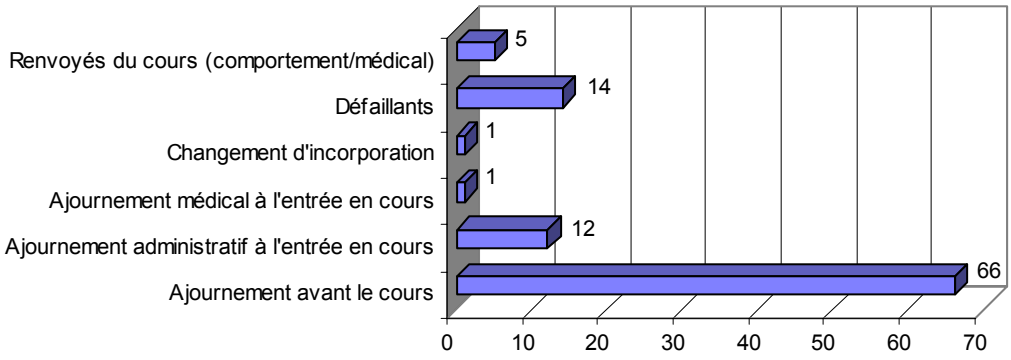
Le tableau ci-après représente la répartition, par cours et par service, des 373 participants aux différents cours suivis.

| Services et genres de cours | Participations par cours | Participations par service |
|---|---|---|
| **Conduite** | | **22** |
| Cours de base conduite: | | |
| • Résolution systématique de problèmes | 4 | |
| • Travail d'état-major | 4 | |
| Cours de cadres ( Schwarzenburg): | | |
| • Commandement de la PCi | 6 | |
| Cours de perfectionnement (Couvet): | 8 | |
| • Commandants PCi | | |
| **Protection et assistance** | | **106** |
| Cours de base pour: | | |
| • préposés à l'assistance | 51 | |
| Cours de cadres (intercantonal à Grône): | | |
| • Chefs de groupe assistance | 2 | |
| Cours de perfectionnement pour: | | |
| • aide psychologique (Neuchâtel) | 15 | |
| • aide psychologique (Schwarzenburg) | 2 | |
| Cours de répétition: | | |
| • aide psychologique (Neuchâtel) | 36 | |
| **Appui** | | **76** |
| Cours de base pour: | | |
| • Pionniers | 51 | |
| Cours de cadres (intercantonal à Couvet): | | |
| • Chefs de groupe appui | 25 | |
| **Aide à la conduite** | | **28** |
| Cours de base pour: | | |
| • Collaborateurs d'État-major | 15 | |
| Cours de cadres (Spitz) | | |
| • Chef de la protection ABC | 1 | |
| Cours pour spécialistes (Spitz) | | |
| • Spécialistes Radioprotection | 2 | |
| **Logistique** | | **18** |
| Cours de cadres (intercantonal à Couvet): | | |
| • Chefs de l'élément logistique (Sgmt) | 6 | |
| • Comptables, fourriers | 10 | |
| Cours pour spécialistes (intercantonal à Sugiez): | | |
| • Préposés au matériel | 1 | |
| • Préposés aux constructions | 1 | |
| **Protection des biens culturels** | | **1** |
| Cours pour spécialistes (intercantonal à Bernex): | | |
| • Spécialistes PBC | 1 | |

| | | |
|---|---|---|
| **Formation d'intervention d'urgence (GIR)** | | **40** |
| Cours de perfectionnement GIR :<br>• Chefs d'intervention<br>• Grippe aviaire<br>Cours pour spécialistes GIR:<br>• Spécialistes pionniers et assistance | <br>6<br>23<br><br>11 | |
| **Direction des cours** | | **76** |
| Instructeurs professionnels, instructeurs à temps partiel et comptables<br>Préparation et perfectionnement des instructeurs | 66<br>10 | |
| **Ecole fédérale de formation** | | **16** |
| Instructeurs<br>• Diplôme fédéral PCi<br>• Certificat FSEA 2, formation pour adulte | <br>14<br>2 | |
| **Total** | | **373** |



### *Gestion des convocations et des entrées en service*




### *Nouveaux instruits*

- Collaborateurs d'état-major : 15
- Préposés à l'assistance : 51
- Pionniers : 51
- Total 117

### *École fédérale d'instructeurs*

Durant l'année 2006, MM. Christophe Aebi, du SSCM, et Dimitri Frosio, de l'OPC Littoral Centre, ont poursuivi leur formation d'instructeur à l'École fédérale d'instructeurs à Schwarzenburg.

M. Dimitri Frosio a terminé sa formation et a été diplômé "instructeur de la protection civile".

MM. Frédéric Jacot et Nicolas Turuvani ont débuté leur formation d'instructeur.

L'entier de la formation susmentionnée représente un engagement total de 99 jours.

M. Jean-Philippe Croset a suivi les derniers modules complémentaires en vue de l'obtention du brevet fédéral de formateur qui totalisent 10 jours.

### *Répartition totale des jours de service*

| **Genre** | **Jours de service** |
|---|---|
| Cours fédéraux | 174 |
| Cours cantonaux | 2223 |
| **Total** | **2397** |

### *Répartition des coûts de l'instruction*

| Genre | Coût Fr. |
|---|---|
| Cours cantonaux | 67.891,50 |
| Frais d'exploitation du Centre et matériel d'instruction | 49.500,85 |
| **Totaux** | **117.392,35** |

### *Matériel*

La Confédération n'a pas livré de matériel au canton en 2006.

### *Organisations de protection civile (OPC)*

Les structures mises en place continuent d'évoluer selon la législation en vigueur. En 2006, seule l'OPC du Val-de-Travers n'est pas encore constituée; un commandant pour cette organisation a été engagé, il commencera son activité en février 2007.

L'OPC du Littoral Ouest a nommé un nouveau commandant, le capitaine Philippe UELLIGGER.

Les tâches suivantes ont été réalisées ou sont voie de réalisation :

- Regroupement des activités de contrôle du personnel astreint à service dans la protection civile dans le logiciel ZIS
- Mise à jour de la base de donnée pour l'alarme des groupes d'intervention rapide (GIR)
- Gestion du matériel des OPC, inventaire, centralisation, élimination, plate-forme cantonale (en cours de réalisation)
- Etat des constructions de protection civile (en cours de réalisation)

### *Cours de répétition / Interventions au profit de la communauté*

Après une année de transition, l'activité dans le domaine des cours de répétition a repris son cours dans les OPC. Cependant, le nombre de ces cours n'a pas encore atteint les obligations fixées dans la législation.

Des éléments de protection civile ont également été engagés au profit de la collectivité, principalement dans le cadre de manifestations, ceci conformément à la législation fédérale en vigueur.

### *Alarme*

Fin 2006, le dispositif pour alarmer la population comprenait 106 sirènes fixes (sur les toits), 77 sirènes mobiles (sur des véhicules) et 10 sirènes fixes d'alarme-eau (barrage du Châtelot). Le test d'alarme a été effectué le mercredi 1er février 2006. Les résultats ont montré que le 99,5 % des sirènes fixes et mobiles ont fonctionné correctement. Les remises en état des sirènes défectueuses ont été réalisées dans le courant de l'année. L'information des riverains français s'est effectuée par l'intermédiaire de la Préfecture du Doubs à Besançon.

### *Radios "POLYCOM"*

Durant l'année 2006, les assortiments de radios "Polycom" attribués au canton par la Confédération ont été distribués aux organisations de protection civile:

- Littoral centre 20
- Entre deux Lacs 12
- Littoral ouest 12
- Val-de-Ruz 12
- Montagnes neuchâteloises 12

La valeur des assortiments de transmission livrés aux OPC s'élève à 313.600 francs.

## *Feu*

### *Législation*

- Arrêté concernant la classification et les missions des corps de sapeurs-pompiers, du 17 mai 2006
- Cahiers des charges des corps de sapeurs-pompiers communaux et/ou régionaux, des centres de secours et des service d'intervention et de secours (SIS), du 1er juin 2006

### *Système d'alarme*

Utilisateurs actuels du réseau d'alarme:

- sapeurs-pompiers
- protection civile
- police cantonale
- police locale de Neuchâtel
- police locale de La Chaux-de-Fonds
- ramoneurs
- service de l'environnement chimistes de piquet
- SMUR
- services d'ambulance
- médecins de garde
- sauvetage sur le lac
- hôpital de La Chaux-de-Fonds
- travaux publics de La Chaux-de-Fonds

La répartition actuelle du nombre de personnes pouvant être alarmées se présente comme suit:

| Genre | Alarme par pager | Alarme par téléphone |
|---|---|---|
| Services d'incendie et de secours | 277 | 6 |
| Centres de secours | 247 | 8 |
| Sapeurs-pompiers | 459 | 678 |
| Groupe d'intervention rapide de la protection civile | 205 | 116 |
| Autres services | 517 | 206 |
| **Total** | **1705** | **1014** |

### *Adduction d'eau d'extinction*

Dans le cadre de l'adduction d'eau, notre service traite des dossiers concernant la pose de nouveaux hydrants, le remplacement d'anciens hydrants et l'amélioration du réseau d'eau d'extinction.

- 33 dossiers ont été traités dont 32 ont fait l'objet d'une promesse de subvention.
- 56 dossiers ont fait l'objet d'un décompte final, représentant un montant total de 229.276 francs.

### *Corps de sapeurs-pompiers*

Les regroupements des corps de sapeurs-pompiers suivants sont entrés en vigueur en 2006:

- Le corps de sapeurs-pompiers du Vignoble (Boudry, Bevaix, Cortaillod)
- Le corps de sapeurs-pompiers des Marais (La Sagne, Les Ponts-de-Martel, Brot-Plamboz)
- Boudevilliers et Coffrane ont rejoint le corps de sapeurs-pompiers du Val-de-Ruz Ouest
- Enges a rejoint le corps de sapeurs-pompiers du Bas-Lac.

### *Nouveaux commandants*

Les commandants nommés en 2006 sont les suivants:

- Cap Frédéric SIMON-VERMOT CSP Vallée de la Bévine
- Cap Christian PERRENOUD Noiraigue

### *Inspection du service de défense contre l'incendie*

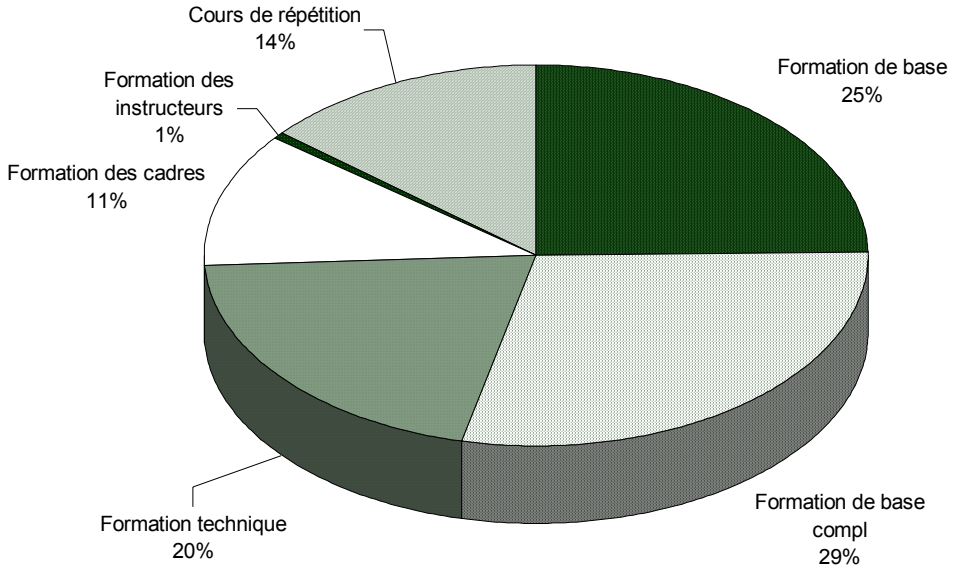
7 corps de sapeurs-pompiers, ainsi que les 2 Centres de secours ont été inspectés en 2006 :

| | | |
|---|---|---|
| CS Littoral Ouest | Fresens | Môtiers |
| CS Val-de-Ruz | Montalchez | Saint-Sulpice |
| Vallée de la Brévine | Rochefort | Les Verrières |

A relever que le CSP Vallée de la Brévine n'a pas réussi l'inspection. Une entrevue entre le chef du service et le comité directeur du corps intercommunal a permis de clarifier et de corriger à terme les imperfections relevées lors de l'inspection.

***Cours cantonaux***

| Genres de cours | Nb part. | Total |
|---|---|---|
| **Formation de base** | | **120** |
| • Cours de base I<br>• Cours de base PAR I | 59<br>61 | |
| **Formation de base complémentaire** | | **140** |
| • Cours de base II<br>• Cours de base PAR II<br>• Cours machinistes motopompe<br>• Cours de base BLS | 24<br>43<br>41<br>32 | |
| **Formation technique** | | **99** |
| • Journée des commandants<br>• Cours chimique | 67<br>32 | |
| **Formation des cadres** | | **55** |
| • Cours degré I<br>• Cours degré II<br>• Cours pour chefs d'intervention | 19<br>16<br>20 | |
| **Formation des instructeurs** | | **3** |
| • Sélection phases I, II et III | 3 | |
| **Cours de répétition** | | **67** |
| • BLS<br>• Centre de secours<br>• Radioprotection | 44<br>17<br>6 | |
| **Total** | | **484** |




Tous ces cours se sont déroulés au centre d'instruction de la protection civile et du feu de Couvet, à l'exception de la sélection des instructeurs, phase III, qui s'est déroulée, pour toute la Suisse latine, à Savatan (VD). Afin d'assurer l'encadrement des participants, en plus de collaborateurs de notre service, nous avons pu compter sur la participation de:

- 17 chefs de discipline
- 76 instructeurs
- 74 aides (chefs de matériel, machinistes, préposés au matériel ou personnel auxiliaire).

***Journée des commandants***

67 personnes ont participé à la traditionnelle journée des commandants qui s'est déroulée le 11 mars 2006 à Couvet. Les thèmes principaux concernaient :

- Unité d'intervention psychosociale cantonale
- Conférence sur l'accident d'autocar du Grand-St-Bernard
- Analyse des secteurs d'intervention SP par l'ECAP
- Présentation de matériels spéciaux par la commission technique

***Ramoneurs en fonction en 2006 avec secteurs de travail***

| | |
|---|---|
| SCHWAB René, Cornaux | District de Neuchâtel campagne |
| OBRIST André, Neuchâtel | Neuchâtel ville Est, Chaumont |
| FLEURY Vincent, Neuchâtel | Neuchâtel ville Ouest |
| VILLOMMET Daniel, Peseux | Peseux, Corcelles-Cormondrèche, Auvernier, Boudry, Bevaix, Champ-du-Moulin, Rochefort, Brot-Dessous, Vaumarcus, Vernéaz |
| FALLET Eric, Colombier | Colombier, Cortaillod, Bôle, Gorgier-Chez-le-Bart, Saint-Aubin-Sauges, Fresens, Montalchez |
| STRUCHEN Gérald, Fleurier | Communes du Val-de-Travers et La Brévine |
| LOVIS Didier, Les Hauts-Geneveys | Communes du Val-de-Ruz |
| BANDERET Claude-Alain, Le Locle | Le Locle, Les Brenets, Le Cerneux-Péquignot, La Chaux-du-Milieu |

| | |
|---|---|
| STEUDLER Jacques, La Chaux-de-Fonds | La Chaux-de-Fonds ville Sud, Les Planchettes, Martel-Dernier, Les Ponts-de-Martel |

### *Subventions*

Le fonds cantonal des sapeurs-pompiers a versé les montants suivants en 2006:

| **Genre** | **Subvention Fr.** |
|---|---|
| Subsides aux communes | 517.892,30 |
| Subsides aux privés | 5.652,20 |
| Cours cantonaux et fédéraux | 373.547,70 |
| Inspections | 5.749,30 |
| Mandats, expertises, études | 15.825,65 |
| Fédération cantonale des sapeurs-pompiers | 40.000.— |
| Fédération suisse des sapeurs-pompiers | 4.855.— |
| Exploitation de la piste feu et matériel d'instruction | 77.599,30 |
| **Total** | 1.041.121.45 |

## *Centre d'instruction*

### *Occupation globale*

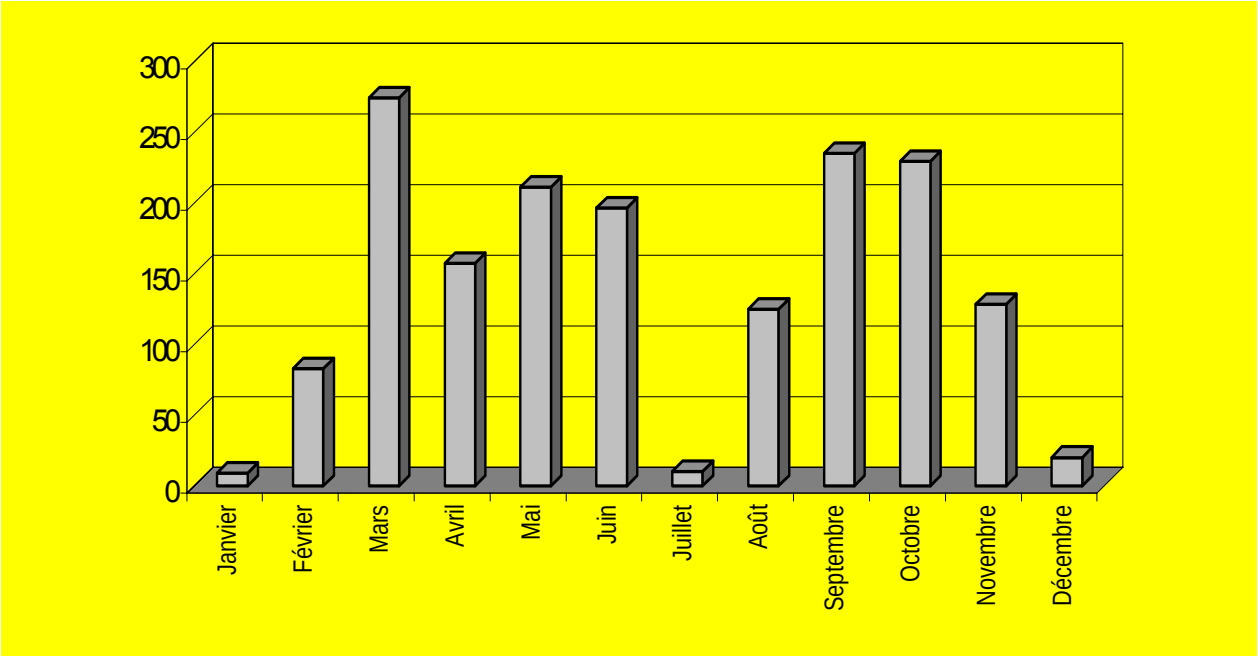
Le tableau ci-dessous montre l'occupation globale du centre en nombre de jours, demi-jours ou soirées. L'utilisation par les sapeurs-pompiers, la protection civile et les militaires représente, dans la majorité des cas, des journées entières, alors que l'utilisation par des tiers représente plutôt des demi-jours et des soirées.

| **Locataire** | **Nombre** |
|---|---|
| Protection civile | 59 |
| Sapeurs-pompiers | 68 |
| Militaires (information aux conscrits) | 18 |
| Utilisation par des tiers | 126 |
| **Total** | **271** |

### *Utilisation des salles*

Le tableau et le graphique ci-après expriment le nombre de fois que chaque salle a été utilisée par mois. Parmi les 1677 utilisations, il est à relever que 103 cas ont fait l'objet d'une location payante. Pour le reste, soit 1574 cas, il s'agit d'utilisation par les sapeurs-pompiers, la protection civile, les activités des affaires militaires et utilisations au profit d'autres services de l'Etat.

| 2006 | Auditorium | Conférence | Classe 1 | Classe 2 | Classe 3 | Classe 4 | Classe 5 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Janvier | 4 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 |
| Février | 15 | 17 | 15 | 9 | 9 | 9 | 9 | 83 |
| Mars | 56 | 31 | 56 | 46 | 48 | 0 | 37 | 274 |
| Avril | 41 | 14 | 20 | 20 | 20 | 22 | 20 | 157 |
| Mai | 36 | 17 | 41 | 27 | 28 | 28 | 34 | 211 |
| Juin | 37 | 14 | 35 | 26 | 26 | 26 | 32 | 196 |
| Juillet | 2 | 5 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 10 |
| Août | 28 | 7 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 125 |
| Septembre | 42 | 24 | 32 | 30 | 29 | 38 | 40 | 235 |
| Octobre | 37 | 13 | 43 | 34 | 34 | 34 | 34 | 229 |
| Novembre | 25 | 11 | 20 | 16 | 16 | 16 | 24 | 128 |
| Décembre | 8 | 4 | 0 | 0 | 6 | 0 | 2 | 20 |
| **Total** | **331** | **162** | **280** | **226** | **234** | **192** | **252** | **1677** |



***Utilisation de la maison du feu***

La maison du feu a été sollicitée à 94 reprises au cours de l'année 2006, selon la répartition suivante:

| **Moments** | **Cours cantonaux sapeurs-pompiers** | **Corps de sapeurs-pompiers** | **Entreprises et divers** | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Semaine toute la journée | 32 | | 8 | 40 |
| Semaine le matin | 5 | | | 5 |
| Semaine l'après-midi | 1 | 1 | 8 | 10 |
| Semaine le soir | 2 | 7 | 2 | 11 |
| Samedi toute la journée | 2 | 5 | 1 | 8 |
| Samedi matin | | 18 | 2 | 20 |
| Samedi l'après-midi | | | | |
| **Totaux** | **42** | **31** | **21** | **94** |

# 7. BANQUE CANTONALE NEUCHATELOISE

Les comptes annuels de la Banque cantonale neuchâteloise seront publiés en février. Le rapport de gestion de la banque sera disponible dans le courant du mois de mars.

# 8. SERVICE FINANCIER

Outre les tâches courantes, le service financier a été plus particulièrement sollicité par

- l'application de la nouvelle procédure de consultation des services centraux;
- la participation aux projets concernant la retraite anticipée et l'insertion professionnelle des jeunes;
- la mise en œuvre du principe d'échéance dans le budget 2007 et les comptes 2006;
- la mise en œuvre de la nouvelle pratique relative aux facilités de paiement en matière fiscale;
- la mise en production de la nouvelle application informatique de l'office du contentieux;
- l'introduction du principe de compensation des créances de l'Etat avec les subventions allouées;
- la migration vers une nouvelle version du logiciel de gestion financière SAP.

## 8.1. Comptes, budget et politique financière

Au début de l'année, le résultat fortement déficitaire des comptes 2005 (excédent de charges de 78,7 millions de francs) a mis en évidence les difficultés auxquelles le Conseil d'Etat serait confronté pour l'élaboration du budget 2007. Compte tenu des dispositions prises par le Grand Conseil, le résultat des comptes 2005 n'a pas été influencé par les versements de la BNS au titre de l'or excédentaire. Ceux-ci ont toutefois permis de réduire sensiblement la dette et le découvert au bilan.

La procédure budgétaire a été avancée, de manière à ce que les entretiens entre le DJSF et les autres départements puissent se dérouler avant la pause d'été. Le Conseil d'Etat a adopté les directives budgétaires le 15 mars. Celles-ci ont été complétées par des instructions complémentaires du service financier concernant la planification 2007-2010 des investissements. D'entente avec l'Université, notre service a proposé au Conseil d'Etat une nouvelle présentation du budget de l'Université, davantage en accord avec l'enveloppe budgétaire dont elle bénéficie en vertu de la loi.

Le budget 2007 était le premier à s'inscrire dans le plan financier de la législature 2006-2009. Le Conseil d'Etat a attribué aux départements les enveloppes budgétaires prévues dans la planification financière en fonction des contraintes du frein à l'endettement. Il les a chargés d'élaborer les mesures d'amélioration au niveau législatif ou réglementaire nécessaires à la réalisation de l'objectif budgétaire (excédent de charges de 45 millions de francs au plus).

Afin de favoriser la participation de l'ensemble de la fonction publique et l'émergence du plus grand nombre de propositions susceptibles d'apporter des améliorations financières ou des possibilités de rationalisation, le Conseil d'Etat a lancé le projet Récolte. Le service financier a été associé étroitement à la mise en œuvre de ce projet et à l'évaluation des propositions.

La coordination des travaux budgétaires et la préparation du rapport du Conseil d'Etat ont de nouveau exigé un engagement important de notre service. La première version du budget se situait loin de l'objectif. Les départements et le service financier ont par la suite proposé nombre d'améliorations. Parallèlement, le Conseil d'Etat a conclu avec les associations du personnel un accord salarial pour les années 2007-2009.

Le service financier a coordonné l'élaboration des mesures au niveau législatif et réglementaire ainsi que la préparation du rapport au Grand Conseil. Ce programme prévoyait une amélioration du résultat du budget de 48,2 millions de francs, dont 20 millions de francs au titre du report de la compensation de la progression à froid de l'impôt sur le revenu. Le renchérissement s'étant inscrit en dessous du seuil légal, le Grand Conseil n'a cependant pas eu à se déterminer sur cette question.

Par la suite, le service financier a participé aux travaux de la commission "Retraite anticipée", de même qu'à ceux du groupe de travail "Réinsertion professionnelle des moins de 30 ans" constitué par la commission de gestion et des finances. Ces travaux ont abouti à des solutions qui ont finalement permis au Grand Conseil d'adopter les deux projets sous une forme modifiée, tout en les inscrivant dans les contraintes budgétaires. En décembre, le Grand Conseil a adopté le budget et les mesures d'accompagnement avec divers autres amendements. L'excédent de charges, de 43,2 millions de francs, est resté le même que dans la version présentée par le Conseil d'Etat.

Dans son arrêté du 8 mars 2006 sur l'organisation de la réforme de l'Etat, le Conseil d'Etat a chargé les départements de requérir le préavis des services centraux sur tous les rapports qu'ils soumettent au Conseil d'Etat. En vertu de la loi sur les finances (art. 46, lettre d) et du règlement du service financier, notre service était déjà consulté sur les projets qui ont une incidence financière. Le nouvel arrêté permet dorénavant à notre service de donner plus systématiquement son préavis.

Au printemps, le service financier a remis au Conseil d'Etat les recommandations du comité de pilotage concernant les évaluations de subventions réalisées en 2005. Le Conseil d'Etat a chargé les départements d'examiner ces recommandations et, si possible, de les prendre en compte dans le budget 2007. Le Conseil d'Etat souhaitant accélérer le processus, les travaux d'évaluation ont été intensifiés en 2006. Une quarantaine de subventions ont été traitées. Pour les subventions de moindre portée, un questionnaire allégé a été mis à disposition des chargés d'examen. La coordinatrice du projet a élaboré une synthèse des travaux ainsi que le projet de rapport final. Ce rapport est entre les mains du comité de pilotage; il sera transmis au Conseil d'Etat au cours du premier trimestre 2007.

Comme l'année dernière, le service financier a procédé à deux reprises à une enquête auprès des départements afin d'évaluer le résultat probable des comptes. Le résultat de la première évaluation, présenté par le Conseil d'Etat en août, a montré que les comptes seraient vraisemblablement proches de l'équilibre. L'amélioration prévisible résultait principalement des rentrées fiscales accrues liées à la conjoncture économique et des dépenses moindres prévues au titre des charges de personnel, suite aux mesures restrictives mises en œuvre (délai de carence, non-remplacement de postes vacants sauf dérogation accordée par le Conseil d'Etat) et aux dispositions prises dans l'enseignement pour la rentrée scolaire 2006. La seconde évaluation a confirmé ces prévisions.

Dans son rapport à l'appui du budget 2007, le Conseil d'Etat a annoncé son intention d'améliorer la gestion financière par l'application systématique du principe d'échéance lors de la clôture des comptes 2006. Ce principe implique que l'on renonce à l'année de décalage dans l'enregistrement de certaines dépenses et recettes et que toutes les dépenses soient comptabilisées au moment où elles sont engagées, les recettes lorsqu'elles sont facturées. Jusqu'à présent, plusieurs dépenses et recettes étaient comptabilisées l'année suivante, au moment des décomptes annuels, ou au moment du versement effectif (principe de caisse). La mise en œuvre du principe d'échéance a nécessité d'importants travaux préparatoires au niveau de la comptabilité centrale. Cette modification affecte le résultat des comptes 2006, mais de manière ponctuelle.

A la fin de l'année, le service financier a mis en route les travaux préparatoires pour l'établissement du budget 2008. Celui-ci sera fortement influencé par la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), dont l'entrée en vigueur est prévue au 1er janvier 2008. Cette importante réforme modifiera les données du budget de l'Etat en raison de la redistribution de certaines tâches entre la Confédération et les cantons, ainsi que par l'abandon de la péréquation financière indirecte qui intervient actuellement au travers des subventions fédérales et des parts aux recettes fédérales. Le nouveau système de péréquation des ressources et des charges ne sera plus lié à des tâches particulières. Il aura une incidence sur les charges nettes des divers groupes de tâches, telles qu'elles ont été définies dans le plan financier, et par conséquent sur les enveloppes budgétaires des départements. De plus, diverses hypothèses à la base du plan financier doivent être revues (mesures salariales, évolution des recettes fiscales notamment). Les travaux en cours fourniront la base pour l'élaboration des directives pour le budget 2008.

Le service financier a participé en outre aux travaux de plusieurs commissions ou groupes traitant de questions financières (Evologia, rachat des bâtiments de la formation professionnelle, création d'une caisse de pensions unique des collectivités publiques).

## 8.2. Gestion financière

En 2006, des emprunts sont arrivés à échéance pour un montant total de 235 millions de francs. Ces emprunts ont pu être remboursés intégralement sans que l'Etat n'ait besoin d'emprunter de nouveaux fonds. De 1'715 millions à fin 2005, la dette consolidée a ainsi passé à 1'480 millions à fin 2006. Le remboursement des emprunts échus a été effectué par l'utilisation des versements de la BNS au titre de l'or excédentaire disponible à cet effet en 2006, à hauteur de 162 millions de francs, par les liquidités provenant de l'excédent de financement de l'exercice (40 millions) et, pour le solde de 33 millions de francs, par l'amélioration intervenue dans l'encaissement des impôts et les liquidités provenant de diverses variations des postes du bilan.

Les mesures prises en vue d'améliorer la perception des impôts (hausse du taux de l'intérêt moratoire, introduction de l'intérêt compensatoire à charge des contribuables personnes physiques) ont influencé positivement la manière dont les contribuables (personnes physiques) se sont acquittés du paiement de leurs tranches d'impôt, ce qui s'est traduit par une amélioration du taux d'encaissement des créances fiscales. On peut estimer à quelque 18 millions de francs les liquidités supplémentaires entrées dans les caisses de l'Etat au titre de l'impôt direct des personnes physiques, ce qui a réduit d'autant le besoin de recourir à l'emprunt.

La gestion de la fortune mobilière de la Caisse de pensions de l'Etat s'est déroulée dans un contexte très favorable. La bonne tenue des principaux marchés financiers a permis, comme l'année précédente, d'enregistrer des plus-values substantielles sur le portefeuille d'actions et de consolider ainsi la situation financière de la caisse. Une partie importante des placements en titres a été investie en actions, produits structurés et placements alternatifs, ainsi que dans des obligations étrangères et des parts de fonds ou fondations de placement et de fonds immobiliers. Au vu de l'évolution du portefeuille de titres, le comité du conseil d'administration a adopté une modification du règlement des placements qui précise l'allocation stratégique des placements de même que les règles concernant la constitution de la réserve pour fluctuations de valeurs.

Durant le premier semestre, l'office de perception a préparé la mise en place d'une nouvelle approche de la gestion des facilités de paiement. Celle-ci est entrée en vigueur dès juillet. La pratique mise en œuvre prend mieux en compte la situation financière globale du débiteur. Les facilités de paiement pour les impôts arriérés sont échelonnées de manière à ne pas compromettre le paiement des impôts dus pour l'année courante. Une réflexion a également été conduite au sujet des remises d'impôts, l'objectif étant de mieux préciser la notion de dénuement inscrite dans la loi de même que les critères applicables à l'examen des demandes.

L'office du contentieux a mené à terme l'introduction de la nouvelle application informatique. Celle-ci est devenue opérationnelle le 1er avril. Outre les fonctionnalités métier, elle améliore notamment la compatibilité avec SAP. Le service financier et l'office du contentieux ont examiné comment certaines subventions ou d'autres prestations de l'Etat pourraient être liées à la manière dont le contribuable s'acquitte de ses impôts. La solution retenue consiste à appliquer les dispositions du code des obligations relatives à la compensation de créances (art. 120 et ss). Par arrêté du 20 décembre 2006, le Conseil d'Etat a ancré le principe de la compensation dans le règlement d'exécution de la loi sur les subventions et désigné le service financier comme organe d'exécution. La compensation s'appliquera aux créances fiscales aussi bien qu'à d'autres créances de l'Etat, qui la fera valoir notamment envers les aides financières au sens de la loi sur les subventions. Ne sont toutefois pas concernées les aides financières individuelles accordées aux personnes en difficulté.

## 8.3. Autres tâches

Le centre de compétence TVA de l'Etat (CC TVA) a mis l'accent sur l'évaluation des conséquences TVA liées aux réorganisations et fusions en cours d'unités administratives: fusion de l'économat de la Ville de La Chaux-de-Fonds avec celui de l'Etat et regroupement des centres d'impression, fu-

sion du centre informatique de la Ville de La Chaux-de-Fonds avec le STI, fusion du service du cadastre et de la géomatique avec le registre foncier, fusion du service de la viticulture et de l'OVPT avec le service de l'économie agricole, fusion du service vétérinaire avec le service de la consommation ou encore d'autres réflexions en lien avec le transfert possible des activités de l'Observatoire au CSEM et à l'IMT.

Sur le plan intercantonal, le centre de compétence TVA a attiré l'attention sur les conséquences néfastes de la propension de l'Administration fédérale des contributions à vouloir imposer les subventions allouées lorsque les collectivités publiques les associent à un mandat de prestations. Une démarche similaire avait été initiée par le canton de Zoug. Le débat qui s'en est suivi a conduit la Conférence des directeurs cantonaux des finances à intervenir auprès de la Confédération. Un assouplissement partiel qui n'épuise pas la revendication des cantons a été réalisé en matière de prestations sociales au travers de la révision de l'ordonnance sur la TVA. La problématique sera au besoin reprise lors de la consultation sur la révision de la LTVA prévue durant le 1er trimestre 2007.

Le service des ressources humaines, qui remplit désormais les conditions d'assujettissement, s'est immatriculé en cours d'année, portant à 22 le nombre d'entités de l'Etat inscrites à fin 2006 comme contribuables TVA.

La plupart des services gèrent la TVA sur SAP. 19 services appliquent la méthode de décompte forfaitaire. Plus simple et rapide, cette méthode de décompte est favorisée, pour autant qu'elle ne soit financièrement pas plus désavantageuse.

Au cours du premier semestre, le groupe de projet SAP a mis en œuvre une nouvelle version de cet outil central de la gestion financière. Il a introduit la facturation (module SD) et la comptabilité débiteurs dans une dizaine de nouveaux services, créé des interfaces avec les logiciels métiers du registre du commerce et de la Caisse de pensions de l'Etat et remplacé une ancienne application par le logiciel SAP dans diverses entités (Caisse de pensions, caisse de remplacement, office de perception). La mise en place de ces nouveaux instruments requiert une analyse détaillée du fonctionnement de l'entité et nécessite parfois une modification des pratiques de gestion.

L'office cantonal des documents d'identité a été confronté à une forte demande de passeports 2003. En septembre 2006, la Confédération a ouvert une phase d'essai des passeports biométriques. L'office cantonal a délivré une cinquantaine de ces nouveaux passeports en 2006. L'introduction définitive des passeports biométriques est prévue en 2008-2009. Le chef de l'office participe aux groupes de travail en charge de ce projet sur le plan fédéral.

Comme les années précédentes, le service financier a participé aux activités de formation continue, dans le cadre des filières certifiantes HEG-OFCO "manager en fonction publique" et "spécialisation en gestion publique". Il a aussi donné des cours aux apprenants de l'Etat et des communes.

## 8.4. Office de perception

### *Impôt direct cantonal*

| | Personnes physiques | |
|---|---|---|
| | 2005 | 2006 |
| Contribuables | 108.952 | 109.931 |
| | Fr. | Fr. |
| Report du solde débiteur | 172.085.801,11 | 191.428.060,91 |
| Débit | 643.828.670,30 | 672.771.000,12 |
| Montant à encaisser | 815.914.471,41 | 864.199.061,03 |
| Plus-values | 5.676,19 | 66,82 |
| Intérêts moratoires | 5.429.135,33 | 5.492.121,99 |
| Intérêts compensatoires actifs | 0.- | 0.- |
| Frais de sommations | 157.243,01 | 177.504,53 |
| Dépens | 7.130,73 | 10.724,99 |
| Crédit | 613.550.944,14 | 653.443.218,50 |
| Intérêts rémunératoires | 0.- | 38,27 |
| Intérêts compensatoires passifs | 392.259,89 | 452.849,81 |
| Remises | 199.866,79 | 89.354,91 |
| Non-valeurs, abandons et ADB | 15.942.524,94 | 15.139.385,74 |
| Solde dû en fin d'exercice | 191.428.060,91 | 200.754.632,13 |

Les augmentations de 28.942.330 francs ou 4,5% de la facturation et de 39.892.274 francs ou 6,5% des encaissements font clairement apparaître l'amélioration des conditions d'encaissement, qui sont liées à l'augmentation du taux d'intérêt moratoire à 10% pour l'année fiscale 2006.

La faible progression des intérêts moratoires par rapport au montant total à encaisser confirme l'amélioration conjoncturelle dont bénéficient actuellement les contribuables de notre canton.

| | Personnes morales | |
|---|---|---|
| | 2005 | 2006 |
| Contribuables | 5.329 | 5.948 |
| | Fr. | Fr. |
| Report du solde débiteur | 2.804.132,12 | 7.407.490,10 |
| Débit | 88.049.191,66 | 110.113.254,34 |
| Montant à encaisser | 90.853.323,78 | 117.520.744,45 |
| Plus-values | 0.- | 375,62 |
| Intérêts moratoires | 45.276,04 | 33.633,02 |
| Intérêts compensatoires actifs | 321.800,52 | 426.465,87 |
| Frais de sommations | 3.780,80 | 7.559,50 |
| Dépens | 0.- | 0.- |
| Crédit | 83.408.192,87 | 113.774.169,31 |
| Intérêts rémunératoires | 10,34 | 17,42 |
| Intérêts compensatoires passifs | 114.455,18 | 142.678,00 |
| Remises | 0.- | 0.- |
| Non-valeurs, abandons et ADB | 3.177,66 | 118.378,66 |
| Virements à l'office du contentieux | 290.854,98 | 249.516,84 |
| Solde dû en fin d'exercice | 7.407.490,11 | 3.704.018,23 |

L'augmentation importante de la facturation 2006, due à la situation conjoncturelle particulièrement favorable, engendre une progression exceptionnelle des encaissements.

L'accroissement notable du montant des intérêts compensatoires à charge des contribuables met en évidence l'amélioration de la situation économique, ainsi que la difficulté pour les entreprises d'adapter leurs tranches d'impôt en fonction des variations conjoncturelles.

La diminution du montant transféré à l'office du contentieux et du solde dû en fin d'exercice confirme l'amélioration de la trésorerie des entreprises.

| | Résumé personnes physiques et morales | |
|---|---|---|
| | 2005 | 2006 |
| Contribuables | 114.281 | 115.879 |
| | Fr. | Fr. |
| Report du solde débiteur | 174.889.933,23 | 198.835.551,02 |
| Débit | 731.877.861,96 | 782.884.254,46 |
| Montant à encaisser | 906.767.795,19 | 981.719.805,48 |
| Plus-values | 5.676,19 | 442,44 |
| Intérêts moratoires | 5.474.411,37 | 5.525.755,01 |
| Intérêts compensatoires actifs | 321.800,52 | 426.465,87 |
| Frais de sommations | 161.023,81 | 185.064,03 |
| Dépens | 7.130,73 | 10.724,99 |
| Crédit | 696.959.137,01 | 767.217.387,81 |
| Intérêts rémunératoires | 10,34 | 55,69 |
| Intérêts compensatoires passifs | 506.715,07 | 595.527,81 |
| Remises | 199.866,79 | 89.354,91 |
| Non-valeurs, abandons et ADB | 15.945.702,60 | 15.257.764,40 |
| Virements à l'office du contentieux | 290.854,98 | 249.516,84 |
| Solde dû en fin d'exercice | 198.835.551,02 | 204.458.650,36 |

### *Impôt fédéral direct*

| | Situation de la taxation au 31 décembre 2005 Année fiscale 2004 | Situation de la taxation au 31 décembre 2006 Année fiscale 2005 | Différentiel |
|---|---|---|---|
| | Fr. | Fr. | Fr. |
| Personnes physiques (y.c. personnel diplomatique) | 125.984.572,41 | 128.718.060,81 | 2.733.488,40 |
| Personnes morales | 130.648.634,90 | 167.567.926,60 | 36.919.291,70 |
| Bénéfice en capital | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 256.633.207,31 | 296.285.987,41 | 39.652.780,10 |

Le produit de l'encaissement durant l'exercice 2006 a atteint la somme de 272.091.305 fr. 93. En 2005, le montant perçu s'élevait à 260.063.833 fr. 62.

- Nombre de contribuables (y.c. personnes morales et sourciers) 111.881
- Nombre de sommations 11.701

En 2006, la quote-part de 30% du produit de l'impôt fédéral direct attribuée au canton a atteint la somme de 81.627.391 fr. 78. Compte tenu de la prise en compte de l'impôt facturé comme cela était prévu au budget, de l'imputation forfaitaire d'impôt, des répartitions intercantonales et du montant reçu de la Confédération au titre de la péréquation financière, le montant figurant dans les comptes de l'Etat s'élève à 119.652.754 fr. 85.

### *Impôt à la source*

| | 2005<br>Fr. | 2006<br>Fr. |
|---|---:|---:|
| Report du solde débiteur | 342.480,47 | 978.333,27 |
| Débit | 19.620.476,77 | 22.082.124,06 |
| Commission de perception | 677.729,52 | 765.364,39 |
| Montant à encaisser | 19.285.227,72 | 22.295.092,94 |
| Plus-values | 1.488,19 | 1.762,44 |
| Intérêts moratoires | 37.938,66 | 88.991,07 |
| Frais de sommations | 6.976,77 | 9.003,82 |
| Dépens | 0.- | 838,68 |
| Crédit | 18.351.348,59 | 21.493.921,15 |
| Intérêts rémunératoires | 778,57 | 487,69 |
| Remises | 791,30 | 1.570,68 |
| Non-valeurs, abandons et ADB | 379,61 | 232.332,98 |
| Solde dû en fin d'exercice | 978.333,27 | 667.376,45 |

Dans le cadre de l'utilisation de la nouvelle application informatique, c'est la première fois qu'une comparaison peut être effectuée entre deux années complètes de perception de cet impôt.

La conjoncture économique très favorable se traduit par l'augmentation de la facturation et de l'encaissement de l'impôt à la source, qui progressent respectivement de 2.461.647 francs ou 12,5% et 3.142.572 francs ou 17,1%.

Les premiers actes de défaut de biens importants ont été enregistrés dans le nouveau support informatique et engendrent une augmentation substantielle des intérêts moratoires comptabilisés.

- 1.221 sommations ont été expédiées en 2006, pour un montant de 3.665.726 fr. 05.

### *Impôt sur les gains immobiliers*

Au cours de l'exercice 2006, 1.224 bordereaux (1.213 en 2005) ont été expédiés.

| | Fr. |
|---|---:|
| Report du solde de l'exercice 2005 | 791.791,70 |
| IGI facturés en 2006 | 18.914.066.- |
| Intérêts moratoires facturés en 2006 | 4.047,70 |
| Montant à encaisser en 2006 | 19.709.905,40 |
| Montant cédé à l'office du contentieux en 2006 | 102.185,80 |
| Encaissement en 2006 | 18.881.791,35 |
| Solde dû au 31 décembre 2006 | 725.928,25 |

Sur le montant impayé au 31.12.2006, la somme de 104.264 fr. 65 n'était pas encore exigible.

- 57 sommations ont été expédiées en 2006, pour un montant de 366.556 fr. 40,

### *Droits de mutations (lods)*

Au cours de l'exercice 2006, 1.791 bordereaux (1.795 en 2005) ont été expédiés.

| | Fr. |
|---|---:|
| Report du solde débiteur de l'exercice 2005 | 1.284.853,45 |
| Lods facturés en 2006 | 24.580.728.- |
| Intérêts moratoires facturés en 2006 | 32.521,25 |
| ./. Non-valeurs et restitutions en 2006 | -223.647.- |
| Montant à encaisser en 2006 | 25.674.455,70 |
| Montant cédé à l'office du contentieux en 2006 | 416.569,30 |
| Encaissement en 2006 | 24.092.438,90 |
| Solde dû au 31 décembre 2006 | 1.165.447,50 |

Sur le montant impayé au 31.12.2006, la somme de 414.637 francs n'était pas encore exigible.

- 293 sommations ont été expédiées en 2006, pour un montant de 2.328.631 fr. 50,

### *Impôt de successions et de donations entre vifs*

Au cours de l'exercice 2006, 2.045 dossiers (3.278 en 2005) ont fait l'objet d'une facturation.

| | Fr. |
|---|---:|
| Report du solde débiteur de l'exercice 2005 | 710.489.- |
| Montant total facturé en 2006 | 18.541.730.- |
| Intérêts moratoires facturés en 2006 | 26.250,60 |
| Montant à encaisser en 2006 | 19.278.469,60 |
| Montant cédé à l'office du contentieux en 2006 | 124.129.- |
| Encaissement en 2006 | 17.695.308,75 |
| Solde dû au 31 décembre 2006 | 1.459.031,85 |

Sur le montant impayé au 31.12.2006, la somme de 646.289 fr. 20 n'était pas encore exigible.

- 211 sommations ont été expédiées en 2006, pour un montant de 1.957.212 fr. 30,

### *Comptes d'insuffisance et d'amendes*

Au cours de l'exercice 2006, 225 dossiers (115 d'impôt cantonal, 100 d'impôt fédéral direct et 10 d'autres impôts) ont été transmis à l'office de perception par l'office de contrôle et des tâches spéciales pour encaissement.

| | Fr. |
|---|---|
| Report du solde débiteur de l'exercice 2005 | 404.363,50 |
| Montant total facturé en 2006 | 4.243.068,60 |
| Intérêts moratoires facturés en 2006 | 15.196,95 |
| Montant à encaisser | 4.662.629,05 |
| Montant cédé à l'office du contentieux en 2006 | 73.927,15 |
| Encaissement en 2006 | 3.142.226,35 |
| Solde dû au 31 décembre 2006 | 1.446.475,55 |

- 50 sommations ont été expédiées en 2006, pour un montant de 436.534 fr. 65,

La répartition des montants d'amendes et d'insuffisance perçus se présente comme suit:

- Impôt direct cantonal et autres impôts 2.376.270 fr. 85
- Impôt fédéral direct 765.955 fr. 50

### *Amendes et frais judiciaires*

L'office de perception a répertorié les quantités de documents suivantes:

| | 2005 | 2006 |
|---|---|---|
| Ordonnances pénales et procès-verbaux | 23.169 | 21.465 |
| Extraits de jugements des tribunaux | 3.419 | 4.269 |
| Amendes d'ordre | 33.914 | 33.641 |
| Total | 60.502 | 59.375 |

Les amendes d'ordre traitées par l'office de perception concernent la Gendarmerie et les polices locales à l'exception de celles des villes de Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds.

Le tableau des encaissements se présente ainsi:

| | 2005<br>Fr. | 2006<br>Fr. |
|---|---|---|
| Amendes et frais judiciaires | 10.024.121,72 | 12.250.762,67 |
| Frais de poursuites | 1.353,55 | 725,35 |
| Total | 10.025.475,27 | 12.251.488,02 |

Les montants des amendes d'ordre encaissés par les villes de Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds, ainsi que les sommes de 27.269 fr. 15 d'assistance judiciaire et 3.747 fr. 80 d'actes de défaut de biens, renvoyés acquittés aux administrés, sont compris dans le tableau ci-dessus.

L'augmentation du montant des amendes et frais judiciaires s'explique principalement par l'accroissement du nombre des amendes d'ordre enregistrées par la ville de Neuchâtel.

## 8.5. Remise d'impôts

Le département a statué sur les demandes de remises suivantes:

684 (977 en 2005) concernant l'impôt direct cantonal (art. 242 de la loi sur les contributions directes, du 21 mars 2000).

109 (194 en 2005) concernant l'impôt fédéral direct (art. 167 de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct).

## 8.6. Office du contentieux général

L'encaissement global, tout impôt confondu, représente plus de 49,1 millions de francs, sur un montant de créances cumulées de plus de 177,3 millions de francs. Les nouvelles créances transmises au contentieux augmentent de 93% par rapport au solde à l'ouverture. Pour comparaison, le solde à l'ouverture avait augmenté de 40% en 2004 et de 113% en 2005.

La cellule de relance a réalisé un encaissement de plus de 2,6 millions de francs (toutes créances confondues), dont la part fiscale uniquement revenant à l'Etat est de plus d'un million de francs.

### *Fiduciaire Etat*

**(autres services de l'Etat que l'impôt – ancien système)**

| | Fr. |
|---|---:|
| Ancien solde débiteurs (report de l'an passé) | 112.772,20 |
| Nouvelles créances transmises en 2006 | 14.909,90 |
| Encaissement | 37.690,85 |
| Encaissement sur relances | 498.567,14 |
| Actes de défaut de biens et non-valeurs | 35.223,41 |
| Solde de débiteurs à nouveau | 54.767,84 |

L'encaissement des dossiers de l'assurance maladie est inclus dans ces chiffres. Le nombre des dossiers transmis en 2006 par le service de l'assurance-maladie est de 8'127 (6'757 en 2005) pour près de 8,2 millions de francs (5,5 en 2005).

L'exercice permet une diminution du solde à l'ouverture de 56%. La relance de dossiers précédemment amorti a permis d'encaisser un montant d'un peu moins de 500.000 francs.

## *Fiduciaire Etat*

**(autres services de l'Etat que l'impôt – nouveau système)**

| | Fr. |
|---|---:|
| Ancien solde débiteurs (report de l'an passé) | 13.780.674,65 |
| Nouvelles créances transmises en 2006 | 2.738.208,37 |
| Encaissement | 1.628.038,60 |
| Encaissement sur relances | 77.807,30 |
| Actes de défaut de biens et non-valeurs | 1.032.891,60 |
| Solde de débiteurs à nouveau | 13.858.024,82 |

L'ancien solde débiteur comprend deux dossiers totalisant une créance de plus de 10,4 millions de francs, cédés par un tiers. La procédure est préventive et permet l'acte interruptif de prescription, effectué à nouveau au cours de l'exercice 2006. Le tiers concerné nous informera de la suite à donner à cette affaire liée à une action en responsabilité dans le cadre d'un dossier de fondation de prévoyance en faveur du personnel d'une société en liquidation.

Sans tenir compte de ces créances, l'encaissement représente quelque 25% du montant des créances ouvertes et les amortissements 16%.

## *Fiduciaire Etat*

**(impôt à la source – nouveau système)**

| | Fr. |
|---|---:|
| Ancien solde débiteurs (report de l'an passé) | 565.168,69 |
| Nouvelles créances transmises en 2006 | 1.085.839,19 |
| Encaissement | 595.973,88 |
| Encaissement sur relances | 10.681,05 |
| Actes de défaut de biens et non-valeurs | 325.266,22 |
| Solde de débiteurs à nouveau | 691.263,75 |

Les dossiers d'impôt à la source étaient précédemment intégrés à la Fiduciaire Etat (autres services de l'Etat que l'impôt – nouveau système). Avec la reprise de la gestion de la perception par le service financier et la mise en production d'un logiciel propre, nous avons extrait les éléments liés à la gestion du recouvrement de ces dossiers pour plus de lisibilité.

Les créances cédées augmentent de 90%. L'encaissement représente 37% des créances ouvertes, les amortissements 20%.

### *Fiduciaire Etat*

**(amendes et frais judiciaires – nouveau système)**

| | Fr. |
|---|---|
| Ancien solde débiteurs (report de l'an passé) | 1.951.599,03 |
| Nouvelles créances transmises en 2006 | 2.709.509,20 |
| Encaissement | 767.693,70 |
| Encaissement sur relances | 43.454,25 |
| Actes de défaut de biens et non-valeurs | 969.012,50 |
| Solde de débiteurs à nouveau | 2.924.402,03 |

L'encaissement représente 16% des créances ouvertes. Les amortissements sont de l'ordre de 21%. Le montant important des cessions est dû à la poursuite de la récupération de dossiers commencée en automne 2004.

Les cessions de créances augmentent encore de 25% et l'encaissement sur relance augmente de plus de 150% par rapport à l'exercice précédent.

### *Fiduciaire bordereau unique*

**(impôt cantonal et communal personnes physiques et morales - ancien système)**

| | Canton et communes | Canton |
|---|---|---|
| | Fr. | Fr. |
| Ancien solde débiteurs (report de l'an passé) | 1.484.849,58 | 909.692,67 |
| Nouvelles créances transmises en 2006 | 47.252,41 | 23,873.98 |
| Encaissement | 368.103,66 | 170,828.30 |
| Encaissement sur relances | 899,989.90 | 499,923.50 |
| Actes de défaut de biens et non-valeurs | 248.120,20 | 121,364.14 |
| Solde de débiteurs à nouveau | 915.878,13 | 641,374.21 |

Les dossiers d'impôt cantonal et communal antérieurs à 1998 diminuent globalement de 40%. L'encaissement représente 24% et les amortissements 16%.

### *Fiduciaire bordereau unique*

**(impôt cantonal et communal personnes physiques - nouveau système)**

| | Canton et communes | Canton |
|---|---|---|
| | Fr. | Fr. |
| Ancien solde débiteurs (report de l'an passé) | 66.091.371,65 | 35.396.339,49 |
| Nouvelles créances transmises en 2006 | 70.394.743,50 | 40,017,659.41 |
| Encaissement | 40.093.703,40 | 21,405,684.51 |
| Encaissement sur relances | 994.049,89 | 510,707.44 |
| Actes de défaut de biens et non-valeurs | 27.346.504,28 | 15,054,688.13 |
| Solde de débiteurs à nouveau | 69.045.907,47 | 38,953,626.26 |

Les nouvelles créances diminuent de 5% par rapport à l'exercice précédent, notamment pour la part cantonale. L'encaissement de l'exercice est élevé et représente près du 30% des créances ouvertes. Les amortissements représentent globalement 20%.

### *Fiduciaire personnes morales*

**(impôt cantonal, communal et fédéral direct des personnes morales)**

| | Canton, communes et fédéral direct | Canton | IFD |
|---|---|---|---|
| | Fr. | Fr. | Fr. |
| Ancien solde débiteurs (report de l'an passé) | 1.332.259,32 | 360.512,70 | 648.694,40 |
| Nouvelles créances transmises en 2006 | 786.843,10 | 265,908.15 | 281,963.30 |
| Encaissement | 1.012.665,30 | 332,769.24 | 369,070.10 |
| Encaissement sur relances | 7.224,95 | 2,874.46 | 1,366.80 |
| Actes de défaut de biens et non-valeurs | 440.645,75 | 93,475.70 | 273,290.10 |
| Solde de débiteurs à nouveau | 665.791,37 | 200,175.91 | 288,297.50 |

L'encaissement global (ICD-IFD) représente près de 48% des créances. Les amortissements représentent le 21% des créances ouvertes.

### *Fiduciaire impôt fédéral*

**(impôt fédéral direct, personnes physiques et morales - ancien système)**

| | Fr. |
|---|---|
| Ancien solde débiteurs (report de l'an passé) | 888.236,30 |
| Nouvelles créances transmises en 2006 | 2.093.75 |
| Encaissement | 9.933,55 |
| Encaissement sur relances | 43.428,60 |
| Actes de défaut de biens et non-valeurs | 10.814,35 |
| Solde de débiteurs à nouveau | 869.582,05 |

Le solde de débiteur à nouveau est composé d'un dossier en faillite pour environ 629.900 francs. L'on peut encore mentionner un dossier en cours de négociation pour 280.000 francs. Le nombre de dossiers encore en gestion est de moins de 20.

### *Fiduciaire impôt fédéral*

**(impôt fédéral direct, personnes physiques - nouveau système)**

| | Fr. |
|---|---|
| Ancien solde débiteurs (report de l'an passé) | 5.546.163,72 |
| Nouvelles créances transmises en 2006 | 7.856.965,48 |
| Encaissement | 4.611.824,81 |
| Encaissement sur relances | 62.875,70 |
| Actes de défaut de biens et non-valeurs | 2.834.135,09 |
| Solde de débiteurs à nouveau | 5.957.169,57 |

Les nouvelles créances cédées au contentieux s'élèvent à plus de 7,8 millions de francs, soit une augmentation de 41% du solde à l'ouverture. L'encaissement représente 34% du montant des créances ouvertes, les amortissements 21%.

## 8.7. Office des assurances

### *Gestion du portefeuille*

L'année 2006 a été principalement consacrée à la mise en place des nouvelles structures de gestion des contrats, des primes et des sinistres consécutives à l'appel d'offres effectué en 2005 pour le renouvellement des contrats dans le cadre des dispositions régissant les marchés publics.

### *Sinistres*

Les indemnités de sinistres versées par nos principaux assureurs sont à la baisse, notamment pour les assurances choses. Le nombre de cas annoncés se situe dans la moyenne.

## 8.8. Office cantonal des documents d'identité

La répartition des émoluments 2006 ressort du tableau ci-après:

| | Compte 2006 Fr. | Budget 2006 Fr. | Compte 2005 Fr. |
|---|---|---|---|
| Part cantonale nouveau passeport + carte d'identité | 614.953 | 590.000 | 656.807 |

Le tableau ci-après montre l'évolution du nombre de nouveaux documents d'identité enregistré par l'office au cours des dernières années:

| Année | Nouveaux passeports | Passeports Biométriques | Carte d'identi-té | Passeports provisoires | Prolongation des passeports 85 |
|---|---|---|---|---|---|
| 2001 | 5.170 | - | | | 7.201 |
| 2002 | 4.174 | - | | | 6.453 |
| 2003 | 11.753 | - | 14.143 | 1.228 | 3.080 |
| 2004 | 14.424 | - | 16.569 | 464 | - |
| 2005 | 14.231 | - | 17.833 | 333 | - |
| 2006 | 13.053 | 38 | 17.904 | 238 | - |

## 8.9. Contributions ecclésiastiques

### *Facturation*

Durant les deux exercices écoulés, la facturation a évolué comme suit:

| | 2005 | 2006 |
|---|---|---|
| | Fr. | Fr. |
| Personnes physiques | 41.688.814,10 | 40.946.614,25 |
| Personnes morales | 10.561.114,80 | 13.206.439,40 |
| Total | 52.249.928,90 | 54.153.053,65 |

### *Perception*

| | Eglise réformée | Eglise catholique romaine | Eglise catholique chrétienne | Total |
|---|---|---|---|---|
| | Fr. | Fr. | Fr. | Fr. |
| Personnes physiques | 5.346.794,83 | 1.919.926,24 | 95.078,55 | 7.361.799,62 |
| Personnes morales | 2.545.503,47 | 2.099.951,89 | 41.903,74 | 4.687.359,10 |
| Total | 7.892.298,30 | 4.019.878,13 | 136.982,29 | 12.049.158,72 |

| Année | Eglise réformée | Eglise catholique romaine | Eglise catholique chrétienne | Total |
|---|---|---|---|---|
| | Fr. | Fr. | Fr. | Fr. |
| 2002 | 8.434.905,40 | 3.811.346,75 | 144.673,50 | 12.390.925,65 |
| 2003 | 7.434.806,10 | 3.273.437,75 | 115.837,75 | 10.824.081,60 |
| 2004 | 7.315.435,15 | 3.223.028,19 | 101.614.09 | 10.640.077,43 |
| 2005 | 6.504.739,07 | 2.721.088,96 | 126.119,22 | 9.351.947,25 |
| 2006 | 7.892.298,30 | 4.019.878,13 | 136.982,29 | 12.049.158,72 |
| Différence 2006/2005 | + 1.387.559,23 | + 1.298.789,17 | + 10.863.07 | + 2.697.211,47 |

La perception de la contribution ecclésiastique des personnes morales augmente de 3 millions de francs par rapport à l'année précédente. Par contre, pour les personnes physiques, malgré l'augmentation de l'assiette fiscale, la contribution ecclésiastique diminue de 0,3 million de francs.

Le tableau suivant montre, en pour-cent, la part perçue par chaque église au total de la contribution ecclésiastique.

| Eglise | Contribution ecclésiastique perçue par l'Etat et versée aux églises | Rapport entre le total de la contribution ecclésiastique perçue et la part revenant à chaque église | |
|---|---|---|---|
| | 2006 | 2005 | 2006 |
| | Fr. | % | % |
| Eglise réformée | 7.892.298,30 | 69,55 | 65,50 |
| Eglise catholique romaine | 4.019.878,13 | 29,10 | 33,36 |
| Eglise catholique chrétienne | 136.982,29 | 1,35 | 1,14 |
| Total | 12.049.158,72 | 100,00 | 100,00 |

Le produit de l'impôt direct, pour l'exercice 2006 s'élève à 805.055.800 francs (en 2005 751.253.711 francs). En pour-cent de ce montant d'impôt direct, la contribution ecclésiastique perçue par l'Etat en 2006 représente:

| | 2005<br>% | 2006<br>% |
|---|---|---|
| pour l'Eglise réformée | 0,866 | 0,980 |
| pour l'Eglise catholique romaine | 0,362 | 0,500 |
| pour l'Eglise catholique chrétienne | 0,017 | 0,017 |
| Total | 1,245 | 1,497 |

## 8.10. Subsides constitutionnels en faveur des Eglises

Dès le 1er janvier 2002, les subsides de l'Etat en faveur des églises reconnues du canton, prévus par l'article 98 de la Constitution, d'un montant total de 1.500.000 francs, ont été répartis selon les normes fixées par le concordat du 3 mai 2001 comme suit:

| | Fr. | % |
|---|---|---|
| Eglise réformée | 814.300.- | 54,3 |
| Eglise catholique romaine | 628.800.- | 41,9 |
| Eglise catholique chrétienne | 56.900.- | 3,8 |
| Total | 1.500.000.- | 100,0 |

# 9. SERVICE DES CONTRIBUTIONS

## 9.1. Considérations générales et évolution de la taxation

Cinq ans après l'instauration du système de taxation postnumerando, avec son train de nouvelles difficultés, nous pouvons dresser un constat globalement positif, tant du point de vue du déroulement de la taxation que de celui de la perception de l'impôt.

Chaque année, plus de contribuables acquièrent aussi les bonnes habitudes et anticipent les changements survenus dans leur situation. Ils sont toujours plus nombreux à intervenir pour faire adapter leurs tranches d'impôt, évitant ainsi les mauvaises surprises au moment de la taxation et de l'établissement de leur décompte final d'impôt de l'année précédente.

Au niveau des opérations de taxation, les mesures de rationalisation entreprises depuis quelques années déjà ont encore été renforcées en 2006. L'envoi des déclarations d'impôt et le début de la taxation ont été avancés d'une dizaine de jours. Il s'est agi également d'accélérer encore le rythme de la taxation, pour éditer le plus rapidement possible les décomptes d'impôts définitifs du plus grand nombre de contribuables et permettre aux offices de perception d'ouvrir plus tôt les procédures de recouvrement de l'impôt auprès des mauvais payeurs et de convenir des plans de paiements pour rattraper les retards.

Les ressources actuelles du service des contributions étant pleinement utilisées, il n'est pas envisageable de réaliser de nouveaux progrès sans une réorganisation structurelle du service et sans moyens techniques et humains supplémentaires.

Un nouveau pas sera franchi avec la mise en production de la première étape de la taxation automatisée, ou taxation assistée par ordinateur (TAO), pour les déclarations d'impôt 2006 en 2007. Cette innovation marquera le début d'une réorganisation en profondeur des activités de taxation et de perception, qui prévoit, entre autres, la fusion du service des contributions et de l'office de perception et la possibilité de remplir la déclaration d'impôt au moyen d'un CD-rom, ou par téléchargement du programme via Internet, dès 2008 (déclaration 2007).

Les étapes ultérieures prévoient en outre l'intégration progressive de toutes les informations que comporte la déclaration d'impôt et ses annexes dans la base de données et l'outil informatique de la taxation. Considérant qu'un pourcentage élevé de contribuables, dont la situation personnelle reste stable au fil des ans, pourront être taxés de façon automatique ou semi-automatique, le service des contributions parviendra ainsi à libérer des forces de travail non négligeables, susceptibles d'être affectées à d'autres tâches, toutes aussi prioritaires que la taxation elle-même. On songe en particulier à un renforcement de la lutte contre la fraude fiscale, avec davantage d'expertises et de contrôles approfondis dans les situations complexes.

Au niveau des mesures touchant la perception de l'impôt, selon l'arrêté du Conseil d'Etat du 12 février 2003, la facturation d'un intérêt compensatoire sur l'impôt dû par les personnes physiques, à compter du terme général d'échéance, était suspendue jusqu'à la période fiscale 2005. Cette mesure n'ayant pas été reconduite, l'intérêt compensatoire prévu par la loi sera appliqué dès la période fiscale 2006, dont le terme général d'échéance est fixé au 31 mars 2007.

Au plan législatif, la commission fiscalité du Grand Conseil a poursuivi ses travaux. L'ensemble des propositions à traiter ont été réparties en trois catégories : les modifications dictées par diverses révisions du droit fédéral et par la jurisprudence, les projets soutenus par des députés ou des groupes parlementaires et les propositions du Conseil d'Etat.

Selon la planification adoptée par le Conseil d'Etat, un projet de révision de la loi sur les contributions directes (LCdir), du 21 mars 2000, sera soumis au Grand Conseil dans le courant de l'automne 2007, pour une entrée en vigueur le 1er janvier 2008.

## *Impôt direct*

Personnes physiques

Durant l'année 2006, les offices de taxations des personnes physiques ont examiné et traité les dossiers fiscaux 2005 de 103.816 contribuables, dont 99.437 contribuables domiciliés dans le canton et 4379 cas d'assujettissement partiel (domicile à l'extérieur du canton et successions non partagées). A cela s'ajoutent 3404 taxations spéciales, au titre de prestations en capital imposées séparément et 7476 contribuables soumis à l'impôt à la source.

Les statistiques que nous publions ci-après reflètent l'état de la taxation à la date du bouclement des comptes de l'exercice 2006, le 5 janvier 2007 au soir. A cette date, malgré l'efficacité des mesures prises, toutes les taxations ne sont pas enregistrées (déclarations déposées tardivement, contribuables arrivés en fin d'année, enquêtes ou expertises en cours, dossiers complexes, décès, procédures d'inventaire, etc.). Aussi, les chiffres sont-ils eux aussi incomplets et doivent en conséquence être interprétés prudemment.

Pour rappel, les comptes de l'Etat ne sont pas établis sur la base de la taxation, mais sur la facturation provisoire de l'impôt 2005, les bordereaux soldes de la taxation 2004, les rectifications de taxations plus anciennes, les amendes, rappels et comptes d'insuffisance d'impôt.

L'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques passe de 645,6 millions de francs en 2005 à 674,5 millions en 2006, soit 1,4 million de mieux que le budget. Si on exclut la facturation provisoire de la participation extraordinaire sur la fortune pour 11,9 millions de francs, conforme aux prévisions, le produit net de l'impôt s'accroît de 17,0 millions de francs, soit une augmentation de 2,6% environ.

Impôt à la source

L'impôt à la source est également en progression pour atteindre 22,2 millions de francs, dépassant le budget de 0,6 million de francs, soit 13,8% de plus qu'en 2005. Cette croissance, plus forte que celle de l'impôt ordinaire, est due en partie au décalage de la facturation de l'impôt du 4$^{e}$ trimestre 2004, au début de l'exercice 2005, basée sur l'ancien coefficient de 100,0%.

Personnes morales

Au cours de l'année 2006, l'office de taxation des personnes morales a géré les dossiers de taxation pour 2005 de 5816 personnes morales (71 de plus qu'en 2005). Alors qu'en 2005, le résultat de la taxation 2004 affichait déjà une belle progression de 9,7% par rapport à 2003, la taxation 2005, avec un produit de près de 99 millions de francs, contre 79,5 en 2004, constitue un record absolu, du moins pour les 20 dernières années, avec une croissance de près de 25%.

Les statistiques que nous publions ci-après se rapportent précisément au résultat de la taxation 2004, qui reflète mieux l'évolution de la conjoncture économique que le produit de la perception, sur la base duquel sont bouclés les comptes de l'exercice en relation avec le système postnumerando.

Au niveau des comptes, avec un écart de plus de 26 millions de francs par rapport au budget, même les prévisions les plus optimistes ont été largement dépassées. Rappelons toutefois à ce propos que lors de l'établissement du budget 2006, le dernier résultat connu était celui de l'exercice 2004, pour lequel le produit de l'impôt des personnes morales n'atteignait que 70 millions de francs.

La différence entre le résultat de la taxation et le total figurant aux comptes d'environ 9,5 millions de francs s'explique par les bordereaux soldes de la taxation 2005 et l'ajustement des acomptes (tranches) d'impôt 2006. Au moment de la taxation 2005, beaucoup d'entreprises s'attendaient déjà à d'excellents résultats pour 2006. Aussi, les acomptes d'impôt ont été, dans de nombreux cas, revus à la hausse.

## *Impôt des travailleurs frontaliers*

Rappelons qu'il ne s'agit pas d'un véritable impôt, mais d'une compensation financière de 4,5%, calculée sur la masse salariale brute des travailleurs frontaliers et versée par l'Etat de domicile de ces derniers à celui où ils exercent leur activité lucrative.

La contribution versée par la France en 2006, répartie selon décret du Grand Conseil à raison de 75% aux communes et 25% à l'Etat, est basée sur les salaires des travailleurs frontaliers en 2005. Elle a été amputée de la contribution suisse sur les salaires des frontaliers suisses travaillant en France en 2004, les services compétents français n'ayant pas encore été en mesure de communiquer la masse salariale des frontaliers suisses en 2005. Selon cette répartition, la part du canton atteint 4,7 millions de francs, un montant stable par rapport à 2004. Pour 2006, on s'attend à une augmentation de la masse salariale des travailleurs frontaliers français.

### *Impôt foncier*

Pour mémoire, l'impôt foncier dû par les personnes morales et les institutions de prévoyance sur leurs immeubles de placement est en vigueur depuis 2001. Cet impôt a remplacé l'impôt complémentaire sur les immeubles perçu en vertu de l'ancienne loi sur les contributions directes. Il correspond au 1,5 pour mille de l'estimation cadastrale des immeubles des personnes morales qui ne servent pas à l'exercice d'une activité commerciale ou industrielle, respectivement des immeubles non affectés au but des institutions de prévoyance.

Le résultat obtenu est de 5,4 millions de francs, alors que le budget prévoyait un produit de 5,5 millions de francs (5,7 millions aux comptes 2005).

### *Impôt sur les gains immobiliers et lods*

Par rapport à 2005, année durant laquelle le nombre de transferts ayant donné lieu à une imposition était de 1130 sur un total de 1754, ces chiffres sont demeurés stables en 2006 avec 1077 transactions imposables sur un total de 1685. Au cours des quatre dernières années, le produit de l'impôt sur les gains immobiliers a évolué comme suit: 16,2 millions en 2003, 13,9 millions en 2004, 19,0 millions en 2005 et également 19.0 millions de francs en 2006, alors que le budget prévoyait une recette de 15,0 millions de francs.

Si l'impôt sur les gains immobiliers reste stable, en revanche, le produit des lods est en nette augmentation de 7,4%, soit 24,6 millions de francs (22,0 millions au budget 2006) contre 22,9 millions en 2005. Cette augmentation reflète, du moins en partie, une hausse des prix sur le marché de l'immobilier, puisque le nombre total de transferts immobiliers ayant donné lieu à la perception du droit de mutation régresse légèrement avec 1591 actes de transferts en 2006, contre 1652 en 2005.

Pour ces deux impôts, les fluctuations d'une année à l'autre restent difficilement prévisibles et dépendent pour beaucoup de quelques opérations, portant parfois sur des montants très élevés. Il est en conséquence hasardeux d'en dégager une tendance précise quant à la marche des affaires immobilières et à son évolution.

### *Impôt sur les successions et les donations entre vifs*

La loi instituant un impôt sur les successions et sur les donations entre vifs du 1er octobre 2002 est entrée en vigueur le 1er janvier 2003. Le laps de temps entre l'ouverture d'une succession et sa liquidation peut parfois durer plusieurs années pour divers motifs. Ainsi, durant l'année 2006, l'office des impôts immobiliers et de succession a encore traité quelques cas de successions antérieures à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. Le produit de l'impôt perçu selon l'ancien droit représente encore près de 0,5 million de francs.

De par leur nature même et vu le caractère volatil de la matière imposable, les impôts successoraux sont susceptibles de fluctuer fortement d'une année à l'autre. Le résultat net de 2006 (ancien et nouveau droit), de 18,7 millions de francs est sensiblement supérieur au budget, avec ses 15,0 millions de francs et au produit de l'impôt en 2005, de 14,3 millions de francs.

### *Evolution du produit des impôts par rapport à l'année précédente*

| | 2006 en mio | 2005 en mio | Différence en mio | Différence en % |
|---|---|---|---|---|
| **Impôts directs** | | | | |
| Personnes physiques | | | | |
| • perception provisoire année courante | 623,0 | 613,1 | 9,9 | 1,6 |
| • participation extraordinaire sur fortune (provisoire) | 11,9 | 0,0 | 11,9 | 0,0 |
| • bordereaux soldes taxation année précédente | 32,3 | 22,6 | 9,7 | 42,9 |
| • corrections taxations antérieures, insuffisances, rappels, amendes, etc.. | 7,3 | 9,9 | -2,6 | -26,3 |
| • impôt à la source | 22,2 | 19,5 | 2,7 | 13,8 |
| Total personnes physiques | 696,7 | 665,1 | 31,6 | 4,8 |
| Personnes morales (perception provisoire année courante, bordereaux soldes année précédente, révisions antérieures, imputation forfaitaire) | 108,4 | 86,1 | 22,3 | 25,9 |
| **Total impôts directs** | 805,1 | 751,2 | 53,9 | 7,2 |
| Impôt des travailleurs frontaliers | 4,7 | 4,7 | 0,0 | 0,0 |
| Impôt foncier | 5,4 | 5,7 | -0,3 | -5,3 |
| Impôt sur les gains immobiliers | 19,0 | 19,0 | 0,0 | 0,0 |
| Droits de mutation (lods) | 24,6 | 22,9 | 1,7 | 7,4 |
| Impôt sur les succ. et donations entre vifs | 18,7 | 14,3 | 4,4 | 30,8 |
| **Total impôts** | **877,5** | **817,8** | **59,7** | **7,3** |

Les chiffres ci-dessus correspondent aux comptes de l'Etat. En ce qui concerne les impôts directs la comparaison du résultat de la taxation d'une année à l'autre constitue généralement un meilleur indicateur de tendance, reflétant directement l'évolution économique. Toutefois, pour les personnes physiques, ces comparaisons sont faussées avec un coefficient majoré de 30 points en 2005. De plus, à la date d'extraction des données reprises dans le présent rapport, la taxation n'est pas complètement achevée, pour les diverses raisons exposées plus haut. Compte tenu de ces réserves, la taxation 2005 des personnes physiques par rapport à celle de 2004 a évolué comme suit :

| | Taxation 2005 en mio | Taxation 2004 en mio. | Différence en mio | Différence en % |
|---|---|---|---|---|
| Impôt sur la fortune | 56,7 | 41,3 | 15,4 | 37,3 |
| Impôt sur le revenu (y c. impôt à la source) | 610,9 | 467,1 | 143,8 | 30,8 |
| Total | 667,6 | 508,4 | 159,2 | 31,3 |

En ce qui concerne les personnes morales, la même comparaison des taxations 2005 et 2004 donne les chiffres suivants :

| | Taxation 2005 en mio | Taxation 2004 en mio | Différence en mio | Différence en % |
|---|---|---|---|---|
| Impôt sur le capital | 18,6 | 19,1 | -0,5 | -2,6 |
| Impôt sur le bénéfice | 80,3 | 60,4 | 19,9 | 32,9 |
| Total | 98,9 | 79,5 | 19,4 | 24,4 |

### *Résultat de la taxation 2006 par rapport au budget*

| | Comptes 2006 | Budget 2006 | Ecart | |
|---|---|---|---|---|
| | en mio | en mio | en mio | en % |
| Impôt direct personnes physiques (perception) | 674,5 | 673,0 | 1,5 | 0,2 |
| Impôt à la source | 22,2 | 21,6 | 0,6 | 2,8 |
| Impôt travailleurs frontaliers | 4,7 | 4,5 | 0,2 | 4,4 |
| Impôt direct personnes morales (perception) | 108,4 | 82,0 | 26,4 | 32,2 |
| Impôt foncier | 5,4 | 5,3 | 0,1 | 1,9 |
| Impôt s/les gains immobiliers | 19,0 | 15,0 | 4,0 | 26,7 |
| Lods | 24,6 | 20,0 | 4,6 | 23,0 |
| Impôt sur les successions (y compris émoluments) | 18,7 | 15,0 | 3,7 | 24,7 |
| Total | 877,5 | 836,4 | 41,1 | 4,9 |

## 9.2. Impôt direct 2006

Le produit des impôts directs pour l'année 2006 se présente comme suit :

**Taxation 2005, perception provisoire 2006, révisions antérieures**

| | | |
|---|---|---|
| • personnes physiques | | |
| – perception provisoire impôt 2006 | Fr. | 622.992.358.— |
| – perception provisoire participation extraordinaire sur fortune | Fr. | 11.938.922.— |
| – taxation 2005, bordereaux soldes | Fr. | 32.305.751.— |
| – amendes, frais de rappels, corrections des taxations antérieures, comptes d'insuffisances d'impôts et amendes, imputations forfaitaires, etc. | Fr. | 7.251.241.— |
| | Fr. | 674.488.272.— |
| • impôt à la source | Fr. | 22.206.582.— |
| • frontaliers, versements compensatoires en application de l'accord franco-suisse | Fr. | 4.656.585.— |
| • personnes morales (perception provisoire 2006, bordereaux soldes 2005, insuffisances, imputations forfaitaires, etc.) | Fr. | 108.360.946.— |
| | Fr. | 809.712.385.— |

**Budget 2006**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| • personnes physiques | Fr. | 673.000.000.— | | |
| • impôt à la source | Fr. | 21.600.000.— | | |
| • travailleurs frontaliers | Fr. | 4.500.000.— | | |
| • personnes morales | Fr. | 82.000.000.— | Fr. | 781.100.000.— |
| **Plus-value par rapport au budget** | | | Fr. | 28.612.385.— |

| | MATIERE IMPOSABLE | | PRODUIT DE LA TAXATION | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **1 Personnes physiques** | 2004 | 2005 | 2003 | 2004 | 2005 |
| Fortune | 14'384'237'801 | 15'019'387'378 | 41'029'963 | 41'339'762 | 56'666'865 |
| Revenu [1] | 5'091'024'300 | 5'159'562'200 | 440'610'063 | 447'619'427 | 588'743'029 |
| Impôt à la source (2006) | | | 15'894'050 | 19'497'558 | 22'206'582 |
| Nombre de contribuables [2] | 110'474 | 111'292 | | | |
| | | | 497'534'076 | 508'456'747 | 667'616'476 |
| **2 Personnes morales** | | | | | |
| Capital | 29'436'992'000 | 30'164'940'000 | 17'582'475 | 19'107'928 | 18'620'583 |
| Bénéfice | 1'100'006'198 | 2'252'794'407 | 54'913'209 | 60'436'306 | 80'324'347 |
| Nombre de contribuables | 5'745 | 5'816 | | | |
| | | | 72'495'684 | 79'544'234 | 98'944'930 |
| **RECAPITULATION** | | | | | |
| Fortune et capital | 43'821'229'801 | 45'184'327'378 | 58'612'438 | 60'447'690 | 75'287'448 |
| Revenu et bénéfice | 6'191'030'498 | 7'412'356'607 | 511'417'322 | 527'553'291 | 691'273'958 |
| Nombre de contribuables | 116'219 | 117'108 | | | |
| | | | 570'029'760 | 588'000'981 | 766'561'406 |
| + Frontaliers, versement compensatoire français en application de l'accord franco-suisse du 11 avril 1983 | | | 3'772'832 | 4'744'999 | 4'656'485 |
| | | | 573'802'592 | 592'745'980 | 771'217'891 |

[1] y compris les prestations en capital et taxations complémentaires des contribuables soumis à l'impôt à la source

[2] y compris 7476 contribuables soumis à l'impôt à la source

Personnes physiques
Répartition de la matière imposable et du produit de l'impôt
Année de taxation 2005

| | | MATIERE IMPOSABLE | | PRODUIT DE L'IMPOT | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | COMMUNES | REVENU IMPOSABLE | FORTUNE IMPOSABLE | REVENU | FORTUNE | TOTAL |
| I. | DISTRICT DE NEUCHATEL | | | | | |
| 1 | Neuchâtel | 1'016'624'469 | 2'999'667'017 | 117'019'562 | 11'317'487 | 128'337'049 |
| 2 | Hauterive | 88'929'999 | 258'732'479 | 10'150'163 | 976'176 | 11'126'339 |
| 3 | Saint-Blaise | 111'855'439 | 325'949'620 | 12'778'623 | 1'229'780 | 14'008'403 |
| 4 | Marin-Epagnier | 140'175'200 | 404'960'387 | 15'925'783 | 1'527'881 | 17'453'664 |
| 5 | Thielle-Wavre | 21'373'885 | 62'320'542 | 2'440'606 | 235'130 | 2'675'736 |
| 6 | Cornaux | 45'488'400 | 133'711'335 | 5'218'700 | 504'481 | 5'723'181 |
| 7 | Cressier | 53'256'137 | 153'587'943 | 6'041'139 | 579'474 | 6'620'613 |
| 8 | Enges | 9'688'513 | 28'809'257 | 1'118'393 | 108'695 | 1'227'088 |
| 9 | Le Landeron | 139'915'695 | 400'512'322 | 15'790'516 | 1'511'099 | 17'301'615 |
| 10 | Lignières | 27'157'018 | 78'917'797 | 3'096'678 | 297'750 | 3'394'428 |
| | | 1'654'464'755 | 4'847'168'699 | 189'580'163 | 18'287'953 | 207'868'116 |
| II. | DISTRICT DE BOUDRY | | | | | |
| 11 | Boudry | 151'521'395 | 435'016'733 | 17'139'686 | 1'641'281 | 18'780'967 |
| 12 | Cortaillod | 143'027'332 | 417'922'154 | 16'364'214 | 1'576'785 | 17'940'999 |
| 13 | Colombier | 170'059'452 | 493'758'212 | 19'381'617 | 1'862'908 | 21'244'525 |
| 14 | Auvernier | 71'348'686 | 209'594'961 | 8'187'079 | 790'784 | 8'977'863 |
| 15 | Peseux | 172'332'200 | 506'240'474 | 19'782'040 | 1'910'002 | 21'692'042 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 145'903'536 | 412'538'141 | 16'365'999 | 1'556'471 | 17'922'470 |
| 17 | Bôle | 63'986'198 | 184'479'926 | 7'253'546 | 696'027 | 7'949'573 |
| 18 | Rochefort | 35'292'788 | 101'636'766 | 4'002'542 | 383'467 | 4'386'009 |
| 19 | Brot-Dessous | 2'714'934 | 8'032'633 | 312'271 | 30'306 | 342'577 |
| 20 | Bevaix | 120'494'853 | 348'090'184 | 13'683'543 | 1'313'314 | 14'996'857 |
| 21 | Gorgier | 65'106'755 | 187'129'912 | 7'376'070 | 706'025 | 8'082'095 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 71'434'558 | 211'098'026 | 8'221'531 | 796'455 | 9'017'986 |
| 23 | Fresens | 5'654'078 | 16'867'417 | 654'582 | 63'639 | 718'221 |
| 24 | Montalchez | 5'033'721 | 14'698'519 | 576'790 | 55'456 | 632'246 |
| 25 | Vaumarcus | 8'772'412 | 25'008'785 | 989'021 | 94'356 | 1'083'377 |
| | | 1'232'682'898 | 3'572'112'843 | 140'290'531 | 13'477'276 | 153'767'807 |

| | | MATIERE IMPOSABLE | | PRODUIT DE L'IMPOT | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | COMMUNES | REVENU IMPOSABLE | FORTUNE IMPOSABLE | REVENU | FORTUNE | TOTAL |
| III. | DISTRICT DU VAL-DE-TRAVERS | | | | | |
| 26 | Môtiers | 21'796'698 | 64'327'725 | 2'506'303 | 242'703 | 2'749'006 |
| 27 | Couvet | 70'992'166 | 203'200'796 | 8'014'333 | 766'659 | 8'780'992 |
| 28 | Travers | 30'635'787 | 87'874'524 | 3'464'961 | 331'543 | 3'796'504 |
| 29 | Noiraigue | 11'664'180 | 34'160'405 | 1'335'519 | 128'884 | 1'464'403 |
| 30 | Boveresse | 9'645'240 | 27'139'106 | 1'077'766 | 102'394 | 1'180'160 |
| 31 | Fleurier | 97'366'179 | 281'644'523 | 11'066'696 | 1'062'621 | 12'129'317 |
| 32 | Buttes | 15'825'218 | 46'086'060 | 1'804'680 | 173'879 | 1'978'559 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 13'957'119 | 38'842'206 | 1'550'323 | 146'548 | 1'696'871 |
| 34 | Saint-Sulpice | 16'469'221 | 46'617'855 | 1'846'530 | 175'885 | 2'022'415 |
| 35 | Les Verrières | 17'596'209 | 50'652'262 | 1'989'915 | 191'107 | 2'181'022 |
| 36 | Les Bayards | 8'335'903 | 24'990'437 | 968'664 | 94'287 | 1'062'951 |
| | | 314'283'920 | 905'535'899 | 35'625'690 | 3'416'510 | 39'042'200 |
| IV. | DISTRICT DU VAL-DE-RUZ | | | | | |
| 37 | Cernier | 62'366'340 | 182'173'891 | 7'126'529 | 687'327 | 7'813'856 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 49'091'808 | 143'949'264 | 5'619'940 | 543'108 | 6'163'048 |
| 39 | Dombresson | 46'101'269 | 136'071'488 | 5'303'112 | 513'386 | 5'816'498 |
| 40 | Villiers | 10'748'868 | 32'567'125 | 1'257'898 | 122'873 | 1'380'771 |
| 41 | Le Pâquier | 6'222'793 | 18'141'207 | 710'572 | 68'445 | 779'017 |
| 42 | Savagnier | 30'326'990 | 89'894'523 | 3'499'632 | 339'164 | 3'838'796 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 26'652'518 | 78'196'317 | 3'052'930 | 295'028 | 3'347'958 |
| 44 | Fontaines | 29'790'781 | 87'469'184 | 3'417'176 | 330'014 | 3'747'190 |
| 45 | Engollon | 3'613'176 | 10'089'074 | 402'764 | 38'065 | 440'829 |
| 46 | Fontainemelon | 50'826'637 | 151'355'410 | 5'880'071 | 571'051 | 6'451'122 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 27'942'602 | 79'976'748 | 3'153'257 | 301'746 | 3'455'003 |
| 48 | Boudevilliers | 21'844'582 | 63'831'002 | 2'493'252 | 240'829 | 2'734'081 |
| 49 | Valangin | 11'745'053 | 35'087'380 | 1'360'442 | 132'382 | 1'492'824 |
| 50 | Coffrane | 19'127'683 | 52'394'476 | 2'106'582 | 197'680 | 2'304'262 |
| 51 | Les Geneveys-sur-Coffrane | 41'743'944 | 123'545'656 | 4'809'670 | 466'127 | 5'275'797 |
| 52 | Montmollin | 19'565'258 | 59'091'821 | 2'284'159 | 222'948 | 2'507'107 |
| | | 457'710'302 | 1'343'834'566 | 52'477'986 | 5'070'173 | 57'548'159 |

| | | MATIERE IMPOSABLE | | PRODUIT DE L'IMPOT | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | COMMUNES | REVENU IMPOSABLE | FORTUNE IMPOSABLE | REVENU | FORTUNE | TOTAL |
| V. | DISTRICT DU LOCLE | | | | | |
| 53 | Le Locle | 279'388'900 | 811'472'507 | 31'820'317 | 3'061'616 | 34'881'933 |
| 54 | Les Brenets | 35'544'442 | 103'709'752 | 4'059'803 | 391'288 | 4'451'091 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 8'548'820 | 25'074'487 | 977'188 | 94'604 | 1'071'792 |
| 56 | La Brévine | 16'177'687 | 48'176'499 | 1'871'832 | 181'766 | 2'053'598 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 11'289'279 | 34'021'424 | 1'316'102 | 128'360 | 1'444'462 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 35'201'101 | 104'357'812 | 4'058'634 | 393'733 | 4'452'367 |
| 59 | Brot-Plamboz | 6'535'615 | 18'924'762 | 742'876 | 71'402 | 814'278 |
| | | 392'685'844 | 1'145'737'243 | 44'846'752 | 4'322'769 | 49'169'521 |
| VI. | DISTRICT DE LA CHAUX-DE-FONDS | | | | | |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 1'075'966'403 | 3'109'893'507 | 122'234'881 | 11'733'362 | 133'968'243 |
| 61 | Les Planchettes | 5'236'594 | 15'767'832 | 610'232 | 59'491 | 669'723 |
| 62 | La Sagne | 26'531'484 | 79'336'789 | 3'076'794 | 299'331 | 3'376'125 |
| | | 1'107'734'481 | 3'204'998'128 | 125'921'907 | 12'092'184 | 138'014'091 |
| | **TOTAL DU CANTON** | **5'159'562'200** | **15'019'387'378** | **588'743'029** | **56'666'865** | **645'409'894** |

Y compris prestations en capital

Répartition du produit de l'impôt direct dans le canton de Neuchâtel
Année de taxation 2005

| | | NOMBRE DE CONTRIBUABLES | | | IMPOT DIRECT DU SUR FORTUNE ET REVENU (CAPITAL ET BENEFICE) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | COMMUNES | PERSONNES PHYSIQUES | PERSONNES MORALES | TOTAL | PERSONNES PHYSIQUES | % | PERSONNES MORALES | % | TOTAL | % |
| I. | DISTRICT DE NEUCHATEL | | | | | | | | | |
| 1 | Neuchâtel | 20'904 | 1'834 | 22'738 | 128'337'049 | 19.89 | 52'298'689 | 52.86 | 180'635'738 | 24.27 |
| 2 | Hauterive | 1'614 | 51 | 1'665 | 11'126'338 | 1.72 | 105'867 | 0.11 | 11'232'205 | 1.51 |
| 3 | Saint-Blaise | 1'838 | 159 | 1'997 | 14'008'403 | 2.17 | 895'787 | 0.91 | 14'904'190 | 2.00 |
| 4 | Marin-Epagnier | 2'386 | 192 | 2'578 | 17'453'664 | 2.70 | 7'545'039 | 7.62 | 24'998'703 | 3.36 |
| 5 | Thielle-Wavre | 317 | 26 | 343 | 2'675'736 | 0.41 | 70'063 | 0.07 | 2'745'799 | 0.37 |
| 6 | Cornaux | 910 | 50 | 960 | 5'723'182 | 0.89 | 873'749 | 0.88 | 6'596'931 | 0.89 |
| 7 | Cressier | 1'072 | 28 | 1'100 | 6'620'613 | 1.03 | 406'580 | 0.41 | 7'027'193 | 0.94 |
| 8 | Enges | 189 | 5 | 194 | 1'227'087 | 0.19 | 3'989 | 0.00 | 1'231'076 | 0.16 |
| 9 | Le Landeron | 2'765 | 106 | 2'871 | 17'301'615 | 2.68 | 2'055'633 | 2.08 | 19'357'248 | 2.60 |
| 10 | Lignières | 586 | 26 | 612 | 3'394'428 | 0.53 | 25'294 | 0.03 | 3'419'722 | 0.46 |
| | | 32'581 | 2'477 | 35'058 | 207'868'115 | 32.21 | 64'280'690 | 64.97 | 272'148'805 | 36.56 |
| II. | DISTRICT DE BOUDRY | | | | | | | | | |
| 11 | Boudry | 2'995 | 117 | 3'112 | 18'780'967 | 2.91 | 701'222 | 0.71 | 19'482'189 | 2.62 |
| 12 | Cortaillod | 2'662 | 112 | 2'774 | 17'940'999 | 2.78 | 1'543'657 | 1.56 | 19'484'656 | 2.62 |
| 13 | Colombier | 3'012 | 124 | 3'136 | 21'244'525 | 3.29 | 437'971 | 0.44 | 21'682'496 | 2.91 |
| 14 | Auvernier | 1'020 | 48 | 1'068 | 8'977'863 | 1.39 | 711'769 | 0.72 | 9'689'632 | 1.30 |
| 15 | Peseux | 3'352 | 160 | 3'512 | 21'692'042 | 3.36 | 544'313 | 0.55 | 22'236'355 | 2.99 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 2'418 | 98 | 2'516 | 17'922'470 | 2.78 | 406'910 | 0.41 | 18'329'380 | 2.46 |
| 17 | Bôle | 1'089 | 34 | 1'123 | 7'949'573 | 1.23 | 156'694 | 0.16 | 8'106'267 | 1.09 |
| 18 | Rochefort | 665 | 16 | 681 | 4'386'009 | 0.68 | 27'365 | 0.03 | 4'413'374 | 0.59 |
| 19 | Brot-Dessous | 76 | 3 | 79 | 342'577 | 0.05 | 18'722 | 0.02 | 361'299 | 0.05 |
| 20 | Bevaix | 2'201 | 88 | 2'289 | 14'996'857 | 2.32 | 420'421 | 0.43 | 15'417'278 | 2.07 |
| 21 | Gorgier | 1'130 | 43 | 1'173 | 8'082'095 | 1.25 | 269'473 | 0.27 | 8'351'568 | 1.12 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 1'494 | 61 | 1'555 | 9'017'986 | 1.40 | 315'254 | 0.32 | 9'333'240 | 1.25 |
| 23 | Fresens | 106 | 6 | 112 | 718'221 | 0.11 | 12'563 | 0.01 | 730'784 | 0.10 |
| 24 | Montalchez | 164 | 5 | 169 | 632'246 | 0.10 | 2'761 | 0.00 | 635'007 | 0.09 |
| 25 | Vaumarcus | 145 | 29 | 174 | 1'083'378 | 0.17 | 33'608 | 0.03 | 1'116'986 | 0.15 |
| | | 22'529 | 944 | 23'473 | 153'767'808 | 23.82 | 5'602'703 | 5.66 | 159'370'511 | 21.41 |

| | | NOMBRE DE CONTRIBUABLES | | | IMPOT DIRECT DU SUR FORTUNE ET REVENU (CAPITAL ET BENEFICE) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | COMMUNES | PERSONNES PHYSIQUES | PERSONNES MORALES | TOTAL | PERSONNES PHYSIQUES | % | PERSONNES MORALES | % | TOTAL | % |
| III. | DISTRICT DU VAL-DE-TRAVERS | | | | | | | | | |
| 26 | Môtiers | 514 | 24 | 538 | 2'749'006 | 0.43 | 149'616 | 0.15 | 2'898'622 | 0.3894 |
| 27 | Couvet | 1'729 | 92 | 1'821 | 8'780'992 | 1.36 | 268'611 | 0.27 | 9'049'603 | 1.2158 |
| 28 | Travers | 764 | 32 | 796 | 3'796'504 | 0.59 | 51'968 | 0.05 | 3'848'472 | 0.5170 |
| 29 | Noiraigue | 314 | 18 | 332 | 1'464'403 | 0.23 | 29'474 | 0.03 | 1'493'877 | 0.2007 |
| 30 | Boveresse | 224 | 3 | 227 | 1'180'160 | 0.18 | 9'082 | 0.01 | 1'189'242 | 0.1598 |
| 31 | Fleurier | 2'262 | 107 | 2'369 | 12'129'317 | 1.88 | 1'762'153 | 1.78 | 13'891'470 | 1.8662 |
| 32 | Buttes | 402 | 23 | 425 | 1'978'559 | 0.31 | 31'868 | 0.03 | 2'010'427 | 0.2701 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 362 | 16 | 378 | 1'696'871 | 0.26 | 149'949 | 0.15 | 1'846'820 | 0.2481 |
| 34 | Saint-Sulpice | 378 | 17 | 395 | 2'022'415 | 0.31 | 66'178 | 0.07 | 2'088'593 | 0.2806 |
| 35 | Les Verrières | 469 | 31 | 500 | 2'181'021 | 0.34 | 37'122 | 0.04 | 2'218'143 | 0.2980 |
| 36 | Les Bayards | 238 | 10 | 248 | 1'062'951 | 0.16 | 10'861 | 0.01 | 1'073'812 | 0.1443 |
| | | 7'656 | 373 | 8'029 | 39'042'199 | 6.05 | 2'566'882 | 2.59 | 41'609'081 | 5.59 |
| IV. | DISTRICT DU VAL-DE-RUZ | | | | | | | | | |
| 37 | Cernier | 1'233 | 60 | 1'293 | 7'813'856 | 1.21 | 111'200 | 0.11 | 7'925'056 | 1.06 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 921 | 24 | 945 | 6'163'048 | 0.96 | 138'789 | 0.14 | 6'301'837 | 0.85 |
| 39 | Dombresson | 878 | 16 | 894 | 5'816'499 | 0.90 | 222'211 | 0.22 | 6'038'710 | 0.81 |
| 40 | Villiers | 216 | 4 | 220 | 1'380'771 | 0.21 | 93'101 | 0.09 | 1'473'872 | 0.20 |
| 41 | Le Pâquier | 146 | 8 | 154 | 779'017 | 0.12 | 19'055 | 0.02 | 798'072 | 0.11 |
| 42 | Savagnier | 551 | 17 | 568 | 3'838'796 | 0.59 | 26'410 | 0.03 | 3'865'206 | 0.52 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 445 | 12 | 457 | 3'347'958 | 0.52 | 20'457 | 0.02 | 3'368'415 | 0.45 |
| 44 | Fontaines | 545 | 21 | 566 | 3'747'190 | 0.58 | 170'864 | 0.17 | 3'918'054 | 0.53 |
| 45 | Engollon | 56 | 2 | 58 | 440'829 | 0.07 | 15'231 | 0.01 | 456'060 | 0.06 |
| 46 | Fontainemelon | 957 | 16 | 973 | 6'451'122 | 1.00 | 1'312'386 | 1.33 | 7'763'508 | 1.04 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 532 | 21 | 553 | 3'455'003 | 0.54 | 47'927 | 0.05 | 3'502'930 | 0.47 |
| 48 | Boudevilliers | 418 | 25 | 443 | 2'734'081 | 0.42 | 30'207 | 0.03 | 2'764'288 | 0.37 |
| 49 | Valangin | 246 | 10 | 256 | 1'492'823 | 0.23 | 46'559 | 0.05 | 1'539'382 | 0.21 |
| 50 | Coffrane | 351 | 13 | 364 | 2'304'262 | 0.36 | 66'322 | 0.07 | 2'370'584 | 0.32 |
| 51 | Les Geneveys-s/Coffr. | 840 | 30 | 870 | 5'275'797 | 0.82 | 710'664 | 0.72 | 5'986'461 | 0.80 |
| 52 | Montmollin | 331 | 9 | 340 | 2'507'108 | 0.39 | 20'924 | 0.02 | 2'528'032 | 0.34 |
| | | 8'666 | 288 | 8'954 | 57'548'160 | 8.92 | 3'052'307 | 3.08 | 60'600'467 | 8.14 |

| | | NOMBRE DE CONTRIBUABLES | | | IMPOT DIRECT DU SUR FORTUNE ET REVENU (CAPITAL ET BENEFICE) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | COMMUNES | PERSONNES PHYSIQUES | PERSONNES MORALES | TOTAL | PERSONNES PHYSIQUES | % | PERSONNES MORALES | % | TOTAL | % |
| V. | DISTRICT DU LOCLE | | | | | | | | | |
| 53 | Le Locle | 6'234 | 285 | 6'519 | 34'881'934 | 5.40 | 9'407'847 | 9.51 | 44'289'781 | 5.95 |
| 54 | Les Brenets | 702 | 30 | 732 | 4'451'091 | 0.69 | 382'646 | 0.39 | 4'833'737 | 0.65 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 183 | 6 | 189 | 1'071'791 | 0.17 | 26'284 | 0.03 | 1'098'075 | 0.15 |
| 56 | La Brévine | 444 | 14 | 458 | 2'053'598 | 0.32 | 33'700 | 0.03 | 2'087'298 | 0.28 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 246 | 6 | 252 | 1'444'461 | 0.22 | 18'040 | 0.02 | 1'462'501 | 0.20 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 724 | 26 | 750 | 4'452'367 | 0.69 | 208'647 | 0.21 | 4'661'014 | 0.63 |
| 59 | Brot-Plamboz | 148 | 9 | 157 | 814'278 | 0.13 | 48'527 | 0.05 | 862'805 | 0.11 |
| | | 8'681 | 376 | 9'057 | 49'169'520 | 7.62 | 10'125'691 | 10.24 | 59'295'211 | 7.97 |
| VI. | DISTRICT DE LA CHAUX-DE-FONDS | | | | | | | | | |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 22'984 | 1'335 | 24'319 | 133'968'244 | 20.76 | 13'184'923 | 13.33 | 147'153'167 | 19.77 |
| 61 | Les Planchettes | 141 | 1 | 142 | 669'723 | 0.10 | 73'125 | 0.07 | 742'848 | 0.10 |
| 62 | La Sagne | 578 | 22 | 600 | 3'376'125 | 0.52 | 58'609 | 0.06 | 3'434'734 | 0.46 |
| | | 23'703 | 1'358 | 25'061 | 138'014'092 | 21.38 | 13'316'657 | 13.46 | 151'330'749 | 20.33 |
| | **TOTAL DU CANTON** | **103'816** | **5'816** | **109'632** | ** 645'409'894 | **100.00** | 98'944'930 | **100.00** | 744'354'824 | **100.00** |

Y compris prestations en capital

** y compris le produit des prestations en capital taxées séparément et celui des taxations complémentaires des personnes soumises à l'impôt à la source.

Cette statistique cantonale est établie compte tenu des répartitions intercommunales. En revanche, les contribuables figurent dans leur commune de domicile pour les personnes physiques et à leur siège pour les personnes morales.

Personnes morales – Taxation 2005
Résultat par genres de sociétés

**Résultat de la taxation par genres de sociétés**

**Personnes morales**

| | Nombre de contribuables | Eléments imposables | | Montant de l'impôt | | Total | Taux de l'impôt sur le bénéfice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Capital | Bénéfice | Capital | Bénéfice | | |
| Sociétés anonymes et sociétés à responsabilité limitée, régime ordinaire | 4'259 | 2'515'565'000 | 565'459'000 | 6'377'469 | 54'837'439 | 61'214'908 | 9.70 |
| Sociétés anonymes et sociétés à responsabilité limitée, allégements art 82 | 146 | 2'408'698'000 | 1'008'225'700 | 4'457'823 | 16'594'189 | 21'052'013 | 1.65 |
| Holdings, art. 97, sociétés de domicile, art. 98 et 82 | 262 | 24'780'878'000 | 649'705'490 | 6'644'726 | 6'027'547 | 12'672'272 | 0.93 |
| Sociétés immobilières anonymes | 275 | 127'280'000 | 11'129'223 | 314'389 | 1'082'390 | 1'396'780 | 9.73 |
| Sociétés coopératives | 198 | 208'348'000 | 12'481'594 | 521'241 | 1'236'596 | 1'757'837 | 9.91 |
| Associations, fondations, divers | 676 | 124'171'000 | 5'793'400 | 304'935 | 546'185 | 851'120 | 9.43 |
| Total | 5'816 | 30'164'940'000 | 2'252'794'407 | 18'620'583 | 80'324'347 | 98'944'930 | 3.57 |

## *Résultat de la taxation par genres de sociétés*

Le tableau ci-dessus reflète l'état de la taxation 2005 pour l'impôt direct cantonal des personnes morales au soir du vendredi 5 janvier 2007. Bien que cette date soit aussi celle de référence pour le bouclement de la comptabilité de l'Etat, le produit de l'impôt ci-dessus n'est pas celui qui apparaît aux comptes de l'exercice 2006.

Pour mémoire les comptes de l'Etat sont établis sur la base des éléments suivants :

a) la facturation provisoire (acomptes) de l'impôt de l'année courante (année n);

b) les bordereaux soldes des taxations de la période précédente (année n-1); ces derniers correspondent à la différence entre l'impôt total dû selon la taxation et les acomptes facturés l'année précédente;

c) les soldes d'impôts dus ou montants restitués en raison de taxations provisoires rendues définitives et/ou de révisions de taxations antérieures (n-2, etc.), les rappels d'impôts et amendes en cas de soustractions fiscales, etc..

A la date d'extraction des données ci-dessus, la taxation pour la période fiscale 2005 est très largement avancée, mais pas totalement achevée. En outre, un pourcentage variable de taxations sont provisoires; c'est notamment le cas de sociétés multicantonales ayant leur siège hors du canton, pour lesquelles nous attendons la proposition de répartition intercantonale du canton de domicile. Pour une statistique définitive de la taxation d'une période fiscale donnée, il faudrait idéalement attendre la date de prescription du droit de rouvrir les taxations de cette période, soit 10 ans après la fin de la période fiscale, selon le nouveau droit (LCdir, du 21 mars 2000).

## *Explications sur les chiffres*

Pour tous les types de personnes morales, les bases imposables indiquées correspondent au capital et au bénéfice total imposables dans le canton, indépendamment du régime d'imposition appliqué.

L'impôt cantonal ordinaire sur le bénéfice des personnes morales est progressif, entre un minimum de 6% et un maximum de 10%, et l'impôt sur le capital est fixe avec un taux 2,5‰. En comparaison intercantonale, le taux de l'impôt sur le bénéfice est proche de la moyenne suisse, alors que celui sur le capital est parmi les plus élevés. Les personnes morales poursuivant un but de service public ou d'utilité publique sont exonérées de l'impôt en vertu de l'art. 81 LCdir. Pour les autres particularités (réductions d'impôts, allégements, taux spéciaux pour les sociétés holdings et de domicile), voir les explications complémentaires ci-dessous.

## *Produit de l'impôt par catégories de personnes morales*

**Sociétés anonymes et sociétés à responsabilité limitée**

Les SA et Sàrl soumises au régime d'imposition ordinaire sont indiquées séparément de celles bénéficiant d'un allégement fiscal au sens de l'art. 82 LCdir. Le bénéfice indiqué correspond à celui ressortant des comptes des sociétés, quel que soit le régime fiscal applicable (allégements fiscaux et réductions pour participations déterminantes).

**Allégements fiscaux**

En vertu de l'art. 23, al. 3, de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, du 14 décembre 1990 (LHID), les cantons peuvent prévoir des allégements fiscaux en faveur des entreprises nouvellement créées qui servent les intérêts économiques du canton, pour l'année de fondation de l'entreprise et pour les neuf années suivantes.

En fait, afin de favoriser l'établissement de nouvelles industries pour des raisons d'intérêt économique, cantonal ou régional, toutes les lois cantonales prévoient la possibilité d'accorder des exonérations fiscales totales ou partielles, d'une part aux nouvelles entreprises et d'autre part à des entreprises existantes pour les soutenir financièrement lors d'extensions ou diversifications importantes de leurs activités. Pour ces dernières, l'allégement est toujours partiel. Dans tous les cas, les allégements sont limités à un maximum de 10 ans.

Sur les 146 sociétés mises au bénéfice d'un allégement fiscal total ou partiel au plan cantonal, seules environ la moitié en profitent réellement. Les autres n'ont pas de bénéfice imposable : soit il s'agit d'entreprises enregistrant des pertes occasionnelles, de nouvelles sociétés qui n'ont pas pro-

cédé à la clôture des comptes du premier exercice ou qui n'ont pas encore réalisé de bénéfice, ou encore de sociétés en fin de vie, qui n'ont plus d'activité et sont en cours de liquidation.

**Réduction pour participations déterminantes**

En vertu de l'article 95 LCdir, la part de bénéfice constitué par des revenus de participations, qualifiées de déterminantes, n'est pas imposée. Concrètement, lorsqu'une société détient au moins 20% du capital-actions d'une autre société ou que cette participation a une valeur vénale d'au moins 2 millions de francs, l'impôt sur le bénéfice est réduit proportionnellement au rapport entre le rendement net de ces participations et le bénéfice total.

**Holdings et sociétés de domicile**

Conformément à l'article 97, les sociétés dont le but statutaire principal consiste à gérer des participations et n'ont pas d'activité commerciale en Suisse ne paient pas d'impôt sur le bénéfice, lorsque ces participations ou leur rendement représentent au moins deux tiers du total des actifs ou des recettes. L'exonération de l'impôt sur le bénéfice des sociétés holdings est prévue par l'art. 28. al. 2, LHID.

Elles paient en revanche un impôt sur le capital au taux de 0,5‰ (idem au plan communal). Le taux de l'impôt sur le capital varie fortement d'un canton à l'autre. Neuchâtel se situe dans le quartile supérieur des taux d'impôt sur le capital.

Selon l'article 98 LCdir, les sociétés de domicile paient l'impôt cantonal et communal sur le bénéfice provenant de l'étranger à un taux réduit de 0% à 2%. Ce taux dépend de l'importance de l'activité administrative exercée en Suisse. Les revenus de source suisse sont imposés au taux ordinaire et les rendements de participations ne sont pas imposés. L'impôt sur le capital est perçu au même taux que les sociétés holdings de 0,5‰.

**Sociétés immobilières**

Il s'agit de sociétés anonymes dont le but principal consiste généralement à acquérir, vendre et gérer des immeubles locatifs, industriels ou autres. Ces sociétés sont soumises au régime ordinaire d'imposition. Donc pas d'allégements dans le cadre de la promotion économique (art. 82). Occasionnellement, ces sociétés détiennent des participations déterminantes donnant droit à la réduction exposée plus haut.

**Sociétés coopératives**

Ces sociétés sont soumises aux mêmes taux d'imposition sur le bénéfice et le capital que les sociétés de capitaux (SA et Sàrl). Le taux moyen de l'impôt est proche du maximum de 10%, ces sociétés ne bénéficiant en principe pas d'allégements fiscaux et ne détenant que peu de participations déterminantes.

**Associations, fondations, divers**

Les associations et fondations paient l'impôt cantonal aux mêmes taux que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives. Les personnes morales poursuivant un but idéal peuvent cependant déduire de leur bénéfice un montant de 10.000 francs et respectivement de leur capital un montant de 100.000 francs.

## *Personnes morales – Taxation 2005*
## *Résultat par tranches d'impôt dû et par branches économiques*

**Récapitulation par tranches d'impôt dû**

| Impôt direct dû sur capital et bénéfice | Nombre de contribuables | Impôt sur capital | Impôt sur bénéfice | Impôt direct total |
|---|---|---|---|---|
| de 10'000 à 20'000 | 201 | 849'390 | 2'083'425 | 2'932'815 |
| de 20'000 à 30'000 | 81 | 732'798 | 1'281'680 | 2'014'478 |
| de 30'000 à 50'000 | 83 | 794'149 | 2'379'944 | 3'174'093 |
| de 50'000 à 100'000 | 58 | 1'309'833 | 2'565'893 | 3'875'726 |
| de 100'000 et plus | 96 | 12'648'831 | 69'677'359 | 82'326'190 |
| Sous-total | 519 | 16'335'001 | 77'988'301 | 94'323'302 |
| de 0 à 10'000 | ☆ 5'297 | 2'285'582 | 2'336'046 | 4'621'628 |
| Total final | 5'816 | 18'620'583 | 80'324'347 | 98'944'930 |

☆ Dont : 969 sans capital ni bénéfice imposable

148 exonérées selon art. 81 Lcdir (utilité ou service public, but cultuel, etc…)

597 au rôle d'impôt, mais pas contribuables sur cette période (nouvelles sociétés, fusions, radiées, départs, etc)

**Répartition de l'impôt direct dû par les personnes morales d'après les différentes branches de l'économie du canton**

| | Branches | Nombre de personnes morales | Impôt direct s/capital et bénéfice | % | Impôt dû en % moy. et grandes entreprises Période fiscale 2005 | Impôt dû en % moy. et grandes entreprises Période fiscale 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **A.** | **Moyennes et grandes entreprises** | | | | | |
| 1 | Economie énergétique, extraction de minéraux | 4 | 430'210 | | 0.46% | 0.51% |
| 2 | Arts et métiers, industrie | 94 | 8'472'626 | | 8.98% | 11.26% |
| 3 | Industrie des produits alimentaires, des boissons, du tabac | 4 | 31'438'594 | | 33.33% | 29.62% |
| 4 | Horlogerie, bijouterie | 66 | 20'569'614 | | 21.81% | 17.63% |
| 5 | Bâtiment et génie civil | 27 | 634'244 | | 0.67% | 0.87% |
| 6 | Commerce, restauration et hébergement, réparations | 105 | 8'307'421 | | 8.81% | 10.83% |
| 7 | Transports et communications | 13 | 2'401'187 | | 2.55% | 3.49% |
| 8 | Banques, assurances, agences-conseil | 126 | 19'180'215 | | 20.33% | 21.89% |
| 9 | Affaires immobilières | 51 | 1'629'468 | | 1.73% | 2.76% |
| 10 | Divers | 29 | 1'259'723 | | 1.34% | 1.15% |
| | | 519 | 94'323'302 | 95.33% | 100% | 100% |
| **B.** | **Petites Entreprises** Impôt direct total dû inférieur à Fr. 10'000.- | 5'297 | 4'621'628 | 4.67% | | |
| | | 5'816 | 98'944'930 | 100% | | |

## 9.3. Impôt sur les gains immobiliers

### *Détail de la taxation*

| Durée de propriété | | Gain imposable Fr. | Produit de la taxation Fr. |
|---|---|---|---|
| Moins de | 1 an | 191.000.— | 74.287.— |
| " | 2 ans | 199.000.— | 49.648.— |
| " | 3 ans | 665.900.— | 190.602.— |
| " | 4 ans | 799.800.— | 202.923.— |
| " | 5 ans | 1.729.400.— | 471.228.— |
| Plus de | 5 ans | 1.345.700.— | 339.742.— |
| " | 6 ans | 554.700.— | 134.458.— |
| " | 7 ans | 541.100.— | 69.314.— |
| " | 8 ans | 1.372.700.— | 249.235.— |
| " | 9 ans | 1.037.800.— | 186.517.— |
| " | 10 ans | 2.813.200.— | 504.096.— |
| " | 11 ans | 556.900.— | 79.790.— |
| " | 12 ans | 637.200.— | 66.610.— |
| " | 13 ans | 653.900.— | 67.026.— |
| | 14 ans et plus | 141.206.400.— | 16.206.010.— |
| **Total** | | **154.304.700**.— | **18.891.486.—** |

| | |
|---|---|
| Taxation 2006 | 18.891.486.— |
| + Frais de rappel | 8.660.— |
| **Facturation 2006** | **18.900.146.—** |
| + Cas antérieurs rectifiés | 13.921.— |
| + Virements du contentieux | 80.523.— |
| **Impôt sur les gains immobiliers 2006** | **18.994.590.—** |
| Plus-value par rapport au budget 2006 (15.000.000 millions de francs) | 3.994.590.— |

### *Nombre de relations soumises à l'impôt en 2006*

| | |
|---|---|
| Nombre de transferts avec impôt | 1077 |
| Nombre de transferts sans gain | 461 |
| Nombre de transferts avec impôt différé | 99 |
| Nombre de transferts avec impôt inférieur à 100 francs | 48 |

## 9.4. Impôt foncier sur les immeubles de placement des personnes morales et sur les immeubles des institutions de prévoyance

| *Compte 2006* | Fr. |
|---|---|
| Impôt payé par les personnes morales propriétaires d'un ou plusieurs immeubles en début d'année 2006 | 3.909.321.— |
| Impôt payé par les institutions de prévoyance propriétaires d'un ou plusieurs immeubles en début d'année 2006 | 1.510.991.— |
| **Total** | **5.420.312.—** |

## 9.5. Estimation cadastrale

### *Evaluation de la propriété neuchâteloise et évolution*

Sur 13.041 mutations enregistrées dans le fichier immobilier de l'office des impôts immobiliers et de succession, environ 7829 estimations cadastrales (EC) ont été communiquées durant l'année 2006 aux propriétaires. Ce chiffre comprend les EC établies à la suite de constructions, de transformations, ventes, réunions ou divisions de biens-fonds et les EC notifiées sans changement en cas de réalisation à une valeur qui s'écarte de moins de 20% de l'estimation cadastrale.

Plus de 1960 visites ont été nécessaires pour établir de nouvelles EC, répartir les frais immobiliers en frais d'entretien ou d'amélioration et pour liquider les réclamations concernant aussi bien la valeur fiscale de l'immeuble que la valeur locative.

Les constructions nouvelles, transformations et les achats ou ventes d'immeubles ont provoqué des révisions intermédiaires pour un montant de 530.240.000 francs.

Par genre de contribuables, les estimations cadastrales se répartissent ainsi :

| Contribuables | Etat du fichier immobilier | | |
|---|---|---|---|
| | au 1er janvier 2006 en 1.000 francs | au 31 décembre 2006 en 1.000 francs | Evolution en 1.000 francs |
| Personnes physiques domiciliées dans le canton | 11.584.791 | 11.876.882 | 292.091 |
| Personnes physiques domiciliées hors du canton | 1.166.104 | 1.278.975 | 112.871 |
| Personnes morales, fondations, associations | 6.454.482 | 6.520.026 | 65.544 |
| Corporations publiques et divers | 2.288.788 | 2.348.522 | 59.734 |
| **Total** | **21.494.165** | **22.024.405** | **530.240** |

La délivrance d'extraits immobiliers ainsi que la révision payante d'estimations cadastrales ont généré des recettes pour un montant de **57.593 francs** alors que le budget prévoyait un montant de 60.000 francs.

## *Impôt fédéral direct – Personnes morales – Période 2005*

**Résultat de la taxation par districts**

| Personnes morales | | | |
|---|---|---|---|
| Districts | Nombre de contribuables | Bénéfice imposable | Impôt direct total |
| Neuchâtel | 2'142 | 11'455'361'100 | 142'296'954 |
| Boudry | 885 | 74'918'800 | 4'520'475 |
| Val-de-Travers | 359 | 44'539'700 | 3'643'980 |
| Val-de-Ruz | 277 | 16'280'200 | 1'199'849 |
| Le Locle | 363 | 361'620'300 | 8'880'440 |
| La Chaux-de-Fonds | 1'234 | 95'239'700 | 6'969'740 |
| Total | 5'260 | 12'047'959'800 | 167'511'438 |

**Résultat de la taxation par nature juridique**

| Personnes morales | | | |
|---|---|---|---|
| | Nombre de contribuables | Bénéfice imposable | Impôt direct total |
| Sociétés anonymes et sociétés à responsabilité limitée | 4'199 | 12'020'896'300 | 165'363'713 |
| Sociétés immobilières anonymes | 256 | 10'757'500 | 893'761 |
| Sociétés coopératives | 181 | 13'447'000 | 1'140'686 |
| Associations, fondations, divers | 624 | 2'859'000 | 113'278 |
| Total | 5'260 | 12'047'959'800 | 167'511'438 |

## 9.6. Impôt anticipé

Evolution de l'impôt anticipé au cours des années 2003 à 2005.

| Année de taxation | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|
| Nombre de requêtes | 57.297 | 56.663 | 57.069 |
| Montant d'impôt anticipé imputé ou remboursé | 40.396.498.— | 35.892.035.— | 37.883.019.— |
| Rendement soumis à l'impôt anticipé | 115.418.567.— | 102.548.671.— | 108.237.197.— |

La répartition de l'impôt anticipé dans les districts et dans les villes ressort du tableau en page suivante.

### *Estimations fiscales des titres non cotés en bourse*

En vue de l'imposition en fortune des titres non cotés en bourse, émis par des sociétés ayant leur siège dans notre canton, nous avons déterminé le cours fiscal au 31 décembre 2005, sur la base du bilan 2004, pour environ 2600 sociétés (actions, parts sociales et bons de jouissance).

### *Conventions en vue d'éviter les doubles impositions conclues entre la Suisse et divers pays :*

**Retenue supplémentaire d'impôt U.S.A.**

Formules R-US 164 / Ladite retenue est imputée sur les impôts dans lesquels elle est comprise. Lors de l'exercice 2006, nous avons restitué celle correspondant aux prestations échues en 2005, soit 199.088 francs pour 404 demandes contre 167.423 francs pour 379 demandes en 2005, lesquelles concernaient les revenus échus en 2004.

**Imputation forfaitaire d'impôt**

Conformément à l'ordonnance (du Conseil fédéral) relative à l'imputation forfaitaire d'impôt, du 22 août 1967 / 7 décembre 1981, notre canton a remboursé en 2006 (taxation 2005) aux contribuables neuchâtelois, personnes physiques et morales, l'imputation forfaitaire d'impôt pour un montant total de 30.960.333 francs représentant 768 demandes sur formules DA-1, DA-2 et DA-3 (contre 575 demandes en 2005 pour un montant de 31.108.378 francs).

L'office de l'impôt anticipé a déterminé la prise en charge de cette restitution de la manière suivante :

| | | Fr. |
|---|---|---|
| Part de la Confédération | : | 26.628.872.— |
| Part du canton de Neuchâtel | : | 2.166.046.— |
| Part des communes neuchâteloises | : | 2.165.415.— |

Répartition de l'impôt anticipé par districts et dans les villes

| Districts | Nombre de requérants | Impôt anticipé | Rendements soumis à l'impôt anticipé |
|---|---|---|---|
| | | Fr. | Fr. |
| **Demandes d'imputations** | | | |
| Neuchâtel | 18'244 | 14'475'577 | 41'358'790 |
| *(dont ville de Neuchâtel)* | *11'325* | *8'697'985* | *24'851'385* |
| Boudry | 13'404 | 9'068'809 | 25'910'884 |
| Val-de-Travers | 4'273 | 1'740'021 | 4'971'487 |
| Val-de-Ruz | 5'339 | 4'448'013 | 12'708'608 |
| Le Locle | 4'634 | 2'374'085 | 6'783'101 |
| *(dont ville du Locle)* | *3'140* | *1'270'530* | *3'630'086* |
| La Chaux-de-Fonds | 11'119 | 5'631'177 | 16'089'078 |
| *(dont ville de La Chaux-de-Fonds)* | *10'673* | *5'518'452* | *15'767'005* |
| Demandes de remboursements | 56 | 145'337 | 415'249 |
| **Total des imputations et des remboursements** | **57'069** | **37'883'019** | **108'237'197** |

## 9.7. Droits de mutation et impôts de successions

### *Lods*

**Taxation lods 2006**

| Taux d'imposition | | Nb cas | Nb d'acquéreurs | Masse imposable Fr. | Montant dû Fr. |
|---|---|---|---|---|---|
| 2.2 % | 1ères acquisitions | 627 | 1107 | 260.611.545 | 5.733.454.— |
| 2.2 % | nouvelles constructions | 58 | 95 | 31.679.682 | 696.953.— |
| 2.2 % | échanges | 15 | 33 | 4.081.864 | 89.801.— |
| 3.3 % | | 897 | 1345 | 547.288.485 | 18.060.520.— |
| **Total** | | **1597** | **2580** | **843.661.576** | **24.580.728.—** |

| | | |
|---|---|---|
| Comptes établis en 2006 | Fr. | 24.580.728.— |
| ./. non-valeurs | Fr. | 0.— |
| ./. restitutions | Fr. | 13.822.— |
| **Bouclement du compte lods 2006 (404300)** | **Fr.** | **24.566.906**.— |

Le budget 2006 mentionne le chiffre de 20.000.000 francs.
En 2005, le compte lods bouclait par 22.929.422 francs.
En 2006, il a été enregistré 2966 actes de transferts immobiliers dont 230 non taxés.

- 1791 transferts ont été soumis aux lods
- 945 transferts ont été visés en franchise de lods

### *Impôt sur les successions et sur les donations entre vifs*

L'impôt sur les successions et sur les donations entre vifs a produit des recettes pour un montant total de 19.096.302 francs, réparti de la manière suivante :

| | Fr. |
|---|---|
| Successions | 15.147.735.— |
| Impôt minimum | 82.400.— |
| Donations | 2.719.472.— |
| Rappels | 10.715.— |
| ./. Restitutions et annulations antérieures | 1.086.327.— |
| | **16.873.995.—** |

**Répartition de l'impôt sur les successions**

| Taux d'imposition | Nombre d'héritiers | Impôts facturés Fr. |
|---|---|---|
| 0% | 648 | 0.— |
| 3% | 2067 | 3.383.244.— |
| 15% | 226 | 2.771.053.— |
| 18% | 449 | 2.354.330.— |
| 20% | 12 | 153.175.— |
| 21% | 57 | 234.855.— |
| 23% | 89 | 338.281.— |
| 24% | 4 | 0.— |
| 26% | 57 | 286.820.— |
| 31% | 95 | 2.022.092.— |
| 45% | 178 | 3.603.885.— |
| **Total** | **3882** | **15.147.735**.— |

**Répartition de l'impôt sur les donations entre vifs**

| Taux d'imposition | Nombre de donataires | Impôts facturés Fr. |
|---|---|---|
| 0% | 0 | 0.— |
| 3% | 600 | 1.903.347.— |
| 15% | 33 | 197.098.— |
| 18% | 25 | 131.539.— |
| 20% | 1 | 10.000.— |
| 21% | 6 | 141.750.— |
| 23% | 0 | 0.— |
| 24% | 0 | 0.— |
| 26% | 5 | 148.264.— |
| 31% | 5 | 7.130.— |
| 45% | 5 | 180.344.— |
| **Total** | **680** | **2.719.472.—** |

La taxation des décès ou des donations intervenus avant l'entrée en vigueur de la loi instituant un impôt sur les successions et sur les donations entre vifs du 1er octobre 2002 a produit des recettes pour un montant total de 491.208 francs, réparti de la manière suivante :

| | Fr. |
|---|---|
| Emolument de dévolution d'hérédité sur les successions et les donations | 240.578.— |
| Droits sur les successions et les donations | 250.630.— |
| | **491.208**.— |

**Récapitulatif :**

| | |
|---|---|
| Impôt sur les successions et sur les donations entre vifs | 16.873.995.— |
| Emolument de dévolution d'hérédité et droits selon ancien droit | 491.208.— |
| | **17.365.203**.— |
| + Impôt pour soustraction fiscale | 1.289.230.— |
| | **18.654.433.—** |

Le budget mentionne le chiffre de 15 millions de francs.

## 9.8. Statistique - Personnes physiques - Impôt direct cantonal - Taxation 2005

La fortune effective correspond à la fortune nette totale que possède un contribuable (actif brut diminué du passif).

La fortune imposable s'obtient en retranchant de la fortune effective la part non imposable des actions neuchâteloises et les actifs situés hors du canton.

Par revenu effectif, il faut entendre le revenu brut réalisé par le contribuable, déductions faites des intérêts passifs et des frais d'acquisition du revenu (dépenses professionnelles).

Le revenu imposable correspond au revenu effectif diminué des déductions sociales, des frais médicaux et des primes pour assurances diverses et sommes consacrées à l'épargne.

# Nombre de contribuables classés par états civils et par catégories de revenu effectif

| Revenu imposable | Externes et hoiries | Célibatai-res sans enfant | Veufs sans enfant | Divorcés, séparés sans enfant | Mariés | | | | | | Célibataires, veufs, séparés, divorcés | | | | | TOTAL GENERAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | sans enfant | avec 1 enfant | avec 2 enfants | avec 3 enfants | avec 4 enfants | avec 5 enfants | avec 1 enfant | avec 2 enfants | avec 3 enfants | avec 4 enfants | avec 5 enfants | |
| 0 - 100 | 1'810 | 5'830 | 1'256 | 1'455 | 555 | 290 | 227 | 92 | 27 | 14 | 576 | 297 | 87 | 15 | 4 | 12'535 |
| 110 - 2.000 | 626 | 1'107 | 115 | 95 | 61 | 27 | 15 | 4 | 1 | | 81 | 31 | 10 | 1 | | 2'174 |
| 2.100 - 4.000 | 369 | 1'127 | 142 | 128 | 69 | 10 | 14 | 6 | 1 | | 82 | 33 | 13 | 2 | | 1'996 |
| 4.100 - 6.000 | 241 | 1'067 | 121 | 139 | 68 | 13 | 19 | 5 | 1 | | 62 | 51 | 11 | | | 1'798 |
| 6.100 - 8.000 | 201 | 944 | 123 | 148 | 65 | 11 | 13 | 4 | 1 | | 52 | 27 | 7 | 1 | | 1'597 |
| 8.100 - 10.000 | 161 | 745 | 114 | 165 | 61 | 18 | 14 | 4 | 2 | | 57 | 27 | 7 | | | 1'375 |
| 10.100 - 12.000 | 108 | 693 | 141 | 263 | 66 | 13 | 17 | 3 | 1 | | 58 | 33 | 10 | 4 | | 1'410 |
| 12.100 - 14.000 | 97 | 660 | 190 | 335 | 73 | 15 | 9 | 8 | | | 81 | 46 | 14 | 2 | | 1'530 |
| 14.100 - 16.000 | 74 | 861 | 212 | 451 | 70 | 17 | 17 | 7 | | 1 | 59 | 42 | 8 | | | 1'819 |
| 16.100 - 18.000 | 60 | 715 | 347 | 541 | 101 | 23 | 24 | 5 | | 1 | 20 | 22 | 8 | 1 | | 1'868 |
| 18.100 - 20.000 | 44 | 714 | 515 | 650 | 123 | 32 | 22 | 8 | 5 | 1 | 12 | 6 | 2 | 2 | 1 | 2'137 |
| 20.100 - 22.000 | 45 | 640 | 849 | 570 | 141 | 23 | 20 | 10 | 6 | | 14 | 10 | | 3 | | 2'331 |
| 22.100 - 24.000 | 29 | 621 | 870 | 528 | 160 | 25 | 23 | 13 | 4 | | 73 | 8 | | | | 2'354 |
| 24.100 - 26.000 | 31 | 625 | 576 | 502 | 235 | 40 | 32 | 11 | 1 | 1 | 82 | 33 | 5 | 1 | | 2'175 |
| 26.100 - 28.000 | 34 | 648 | 449 | 491 | 269 | 30 | 32 | 12 | 3 | 3 | 99 | 44 | 7 | 1 | 1 | 2'123 |
| 28.100 - 30.000 | 35 | 736 | 409 | 481 | 366 | 45 | 40 | 17 | 4 | 1 | 108 | 54 | 5 | 1 | | 2'302 |
| 30.100 - 35.000 | 57 | 1'848 | 917 | 1'190 | 1'232 | 137 | 151 | 58 | 11 | 1 | 282 | 144 | 21 | 2 | | 6'051 |
| 35.100 - 40.000 | 50 | 1'993 | 750 | 1'187 | 1'167 | 159 | 243 | 60 | 22 | 7 | 254 | 123 | 28 | 3 | | 6'046 |
| 40.100 - 45.000 | 40 | 2'059 | 642 | 1'205 | 996 | 216 | 276 | 77 | 16 | 2 | 216 | 123 | 24 | 2 | | 5'894 |
| 45.100 - 50.000 | 25 | 1'853 | 489 | 1'048 | 1'005 | 234 | 320 | 92 | 10 | 4 | 189 | 114 | 14 | 1 | | 5'398 |
| 50.100 - 55.000 | 20 | 1'530 | 360 | 864 | 1'106 | 240 | 350 | 125 | 17 | 7 | 150 | 93 | 15 | | | 4'877 |
| 55.100 - 60.000 | 27 | 1'221 | 277 | 658 | 1'169 | 251 | 358 | 112 | 23 | 3 | 129 | 71 | 14 | | | 4'313 |
| 60.100 - 65.000 | 17 | 769 | 246 | 594 | 1'116 | 316 | 435 | 114 | 19 | | 79 | 68 | 16 | 3 | 1 | 3'793 |
| 65.100 - 70.000 | 20 | 573 | 198 | 401 | 1'070 | 361 | 430 | 92 | 19 | 2 | 73 | 46 | 11 | | | 3'296 |
| 70.100 - 75.000 | 15 | 422 | 134 | 300 | 1'120 | 334 | 428 | 111 | 8 | 1 | 49 | 25 | 7 | 1 | | 2'955 |
| 75.100 - 80.000 | 17 | 308 | 102 | 228 | 1'012 | 327 | 409 | 99 | 18 | 1 | 48 | 21 | 9 | 1 | | 2'600 |
| 80.100 - 100.000 | 37 | 600 | 230 | 541 | 3'280 | 1'180 | 1'388 | 308 | 35 | 7 | 90 | 60 | 13 | 4 | | 7'773 |
| 100.100 - 120.000 | 21 | 206 | 92 | 238 | 1'824 | 584 | 666 | 166 | 43 | 1 | 28 | 21 | 7 | | | 3'897 |
| 120.100 - 140.000 | 17 | 91 | 56 | 118 | 998 | 270 | 366 | 127 | 21 | | 15 | 12 | 3 | | | 2'094 |
| 140.100 - 160.000 | 10 | 46 | 26 | 52 | 539 | 164 | 180 | 53 | 13 | | 6 | 3 | 3 | | | 1'095 |
| 160.100 - 180.000 | 8 | 36 | 21 | 32 | 316 | 86 | 87 | 31 | 6 | | 1 | 4 | | | | 628 |
| 180.100 - 200.000 | 7 | 18 | 14 | 27 | 154 | 47 | 73 | 20 | 5 | 2 | 1 | 1 | | | | 369 |
| 200.100 et plus | 26 | 49 | 45 | 77 | 572 | 141 | 196 | 79 | 19 | 2 | 5 | 2 | | | | 1'213 |
| TOTAUX | 4'379 | 31'355 | 11'028 | 15'702 | 21'159 | 5'679 | 6'894 | 1'933 | 362 | 62 | 3'131 | 1'695 | 379 | 51 | 7 | 103'816 |

### *Nombre de contribuables et rendement fiscal total répartis selon les catégories d'impôt dû*

| Catégories d'impôt dû | Nombre de contribuables | | | Montants dus | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | par catégories | cumulés | cumulés en % | par catégories | cumulés | cumulés en % |
| 0 - 10 | 14'830 | 14'830 | 14.28 | 93 | 93 | 0.00 |
| 11 - 20 | 240 | 15'070 | 14.52 | 3'866 | 3'959 | 0.00 |
| 21 - 30 | 342 | 15'412 | 14.85 | 8'564 | 12'523 | 0.00 |
| 31 - 50 | 677 | 16'089 | 15.50 | 27'069 | 39'592 | 0.01 |
| 51 - 75 | 764 | 16'853 | 16.23 | 47'524 | 87'116 | 0.01 |
| 76 - 100 | 705 | 17'558 | 16.91 | 61'455 | 148'571 | 0.02 |
| 101 - 150 | 1'065 | 18'623 | 17.94 | 130'172 | 278'743 | 0.04 |
| 151 - 200 | 815 | 19'438 | 18.72 | 141'798 | 420'541 | 0.07 |
| 201 - 300 | 1'658 | 21'096 | 20.32 | 411'236 | 831'777 | 0.13 |
| 301 - 400 | 1'632 | 22'728 | 21.89 | 568'162 | 1'399'939 | 0.22 |
| 401 - 500 | 1'293 | 24'021 | 23.14 | 577'936 | 1'977'875 | 0.31 |
| 501 - 600 | 1'228 | 25'249 | 24.32 | 675'915 | 2'653'790 | 0.42 |
| 601 - 800 | 2'496 | 27'745 | 26.73 | 1'746'417 | 4'400'207 | 0.69 |
| 801 - 1.000 | 2'349 | 30'094 | 28.99 | 2'099'400 | 6'499'607 | 1.02 |
| 1.001 - 1.500 | 5'538 | 35'632 | 34.32 | 6'917'793 | 13'417'400 | 2.11 |
| 1.501 - 2.000 | 4'414 | 40'046 | 38.57 | 7'646'273 | 21'063'673 | 3.32 |
| 2.001 - 3.000 | 7'585 | 47'631 | 45.88 | 18'913'956 | 39'977'629 | 6.29 |
| 3.001 - 4.000 | 7'141 | 54'772 | 52.76 | 24'976'977 | 64'954'606 | 10.22 |
| 4.001 - 5.000 | 6'815 | 61'587 | 59.32 | 30'697'866 | 95'652'472 | 15.05 |
| 5.001 - 6.000 | 6'387 | 67'974 | 65.48 | 35'064'568 | 130'717'040 | 20.57 |
| 6.001 - 8.000 | 10'306 | 78'280 | 75.40 | 71'538'339 | 202'255'379 | 31.83 |
| 8.001 - 10.000 | 7'163 | 85'443 | 82.30 | 64'123'159 | 266'378'538 | 41.92 |
| 10.001 - 20.000 | 13'790 | 99'233 | 95.59 | 186'540'214 | 452'918'752 | 71.28 |
| 20.001 - 30.000 | 2'603 | 101'836 | 98.09 | 62'172'922 | 515'091'674 | 81.07 |
| 30.001 - 40.000 | 852 | 102'688 | 98.91 | 29'252'051 | 544'343'725 | 85.67 |
| 40.001 - 50.000 | 385 | 103'073 | 99.28 | 17'094'876 | 561'438'601 | 88.36 |
| 50.001 - 100.000 | 559 | 103'632 | 99.82 | 37'834'908 | 599'273'509 | 94.32 |
| 100.000 et plus | 184 | 103'816 | 100.00 | 36'098'321 | 635'371'830 | 100.00 |
| Sous-totaux | 103816 | | | 635'371'830 | | |
| Prestations en capital | 3'404 | | | 10'038'064 | | |
| TOTAUX | 107'220 | | | 645'409'894 | | |

### *Contribuables classés selon l'âge et produit des impôts correspondants*

| Classe d'âge | Nombre de contribu-ables | Revenu imposable | Impôt sur le revenu | Fortune imposable | Impôt sur la fortune | Impôt total dû |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 14 - 19 | 3'734 | 17'559'300 | 667'372 | 19'675'156 | 30'485 | 697'857 |
| 20 - 24 | 8'634 | 141'941'900 | 11'773'555 | 92'227'794 | 191'971 | 11'965'526 |
| 25 - 29 | 8'324 | 285'994'300 | 30'325'696 | 134'039'314 | 166'788 | 30'492'484 |
| 30 - 34 | 8'228 | 398'885'000 | 45'738'634 | 261'219'606 | 475'832 | 46'214'466 |
| 35 - 39 | 8'830 | 496'757'800 | 58'652'568 | 487'230'522 | 1'308'007 | 59'960'575 |
| 40 - 44 | 8'981 | 548'703'300 | 65'579'972 | 654'042'256 | 1'893'644 | 67'473'616 |
| 45 - 49 | 8'221 | 551'399'000 | 69'304'096 | 1'027'453'406 | 3'616'001 | 72'920'097 |
| 50 - 54 | 7'386 | 517'774'100 | 66'758'147 | 1'161'844'042 | 4'263'054 | 71'021'201 |
| 55 - 59 | 7'336 | 520'338'900 | 67'706'568 | 1'500'440'114 | 5'684'279 | 73'390'847 |
| 60 - 64 | 6'598 | 434'274'300 | 54'698'182 | 1'805'760'603 | 7'054'920 | 61'753'102 |
| 65 - 69 | 4'928 | 257'851'300 | 28'760'634 | 1'634'253'831 | 6'485'850 | 35'246'484 |
| 70 - 74 | 5'038 | 227'708'900 | 23'589'690 | 1'561'835'192 | 6'221'237 | 29'810'927 |
| 75 - 79 | 4'740 | 194'672'200 | 19'826'643 | 1'391'810'292 | 5'601'054 | 25'427'697 |
| 80 - 84 | 4'265 | 157'887'200 | 15'964'716 | 1'314'808'797 | 5'403'201 | 21'367'917 |
| 85 - 89 | 2'582 | 81'645'200 | 8'570'456 | 835'542'428 | 3'516'499 | 12'086'955 |
| 90 - 94 | 1'242 | 27'085'900 | 2'705'587 | 346'009'481 | 1'458'249 | 4'163'836 |
| 95 et plus | 370 | 5'675'800 | 608'512 | 109'203'425 | 467'635 | 1'076'147 |
| Externes et hoiries | 4'379 | 50'912'000 | 7'473'937 | 681'991'122 | 2'828'159 | 10'302'096 |
| Sous-totaux | 103'816 | 4'917'066'400 | 578'704'965 | 15'019'387'381 | 56'666'865 | 635'371'830 |
| Prestations en capital | 3'404 | 242'495'800 | 10'038'064 | | | |
| TOTAUX | 107'220 | 5'159'562'200 | 588'743'029 | 15'019'387'381 | 56'666'865 | 645'409'894 |

### *Nombre de contribuables, matière imposable et impôt dû classés par catégories de revenu imposable*

| Catégories | Nombre | Matière imposable | Impôts dus |
|---|---|---|---|
| moins de 100 | ☆ 12'388 | 0 | 0 |
| 100 - 2.000 | 2'321 | 2'330'000 | 81'079 |
| 2.100 - 4.000 | 1'996 | 6'042'200 | 160'447 |
| 4.100 - 6.000 | 1'798 | 9'060'000 | 209'846 |
| 6.100 - 8.000 | 1'597 | 11'212'500 | 296'040 |
| 8.100 - 10.000 | 1'375 | 12'396'600 | 368'215 |
| 10.100 - 12.000 | 1'410 | 15'619'600 | 455'281 |
| 12.100 - 14.000 | 1'530 | 20'019'000 | 632'762 |
| 14.100 - 16.000 | 1'819 | 27'373'400 | 890'948 |
| 16.100 - 18.000 | 1'868 | 31'884'300 | 1'274'932 |
| 18.100 - 20.000 | 2'137 | 40'762'800 | 1'805'970 |
| 20.100 - 22.000 | 2'331 | 49'140'800 | 2'553'398 |
| 22.100 - 24.000 | 2'354 | 54'289'100 | 3'132'960 |
| 24.100 - 26.000 | 2'175 | 54'351'800 | 3'330'039 |
| 26.100 - 28.000 | 2'123 | 57'406'900 | 3'754'198 |
| 28.100 - 30.000 | 2'302 | 66'899'800 | 4'636'651 |
| 30.100 - 35.000 | 6'051 | 197'441'200 | 14'662'733 |
| 35.100 - 40.000 | 6'046 | 227'020'900 | 19'165'557 |
| 40.100 - 45.000 | 5'894 | 250'992'800 | 23'815'959 |
| 45.100 - 50.000 | 5'398 | 256'396'900 | 26'013'833 |
| 50.100 - 55.000 | 4'877 | 255'996'700 | 27'114'362 |
| 55.100 - 60.000 | 4'313 | 247'940'600 | 27'158'773 |
| 60.100 - 65.000 | 3'793 | 237'152'900 | 26'550'626 |
| 65.100 - 70.000 | 3'296 | 222'450'500 | 25'512'834 |
| 70.100 - 75.000 | 2'955 | 214'193'100 | 25'133'394 |
| 75.100 - 80.000 | 2'600 | 201'438'800 | 24'210'365 |
| 80.100 - 100.000 | 7'773 | 691'647'800 | 87'670'622 |
| 100.100 - 120.000 | 3'897 | 424'370'300 | 58'118'167 |
| 120.100 - 140.000 | 2'094 | 270'221'600 | 39'387'076 |
| 140.100 - 160.000 | 1'095 | 163'448'900 | 25'016'549 |
| 160.100 - 180.000 | 628 | 106'389'100 | 17'052'479 |
| 180.100 - 200.000 | 369 | 69'827'600 | 11'620'188 |
| 200.100 - 250.000 | 543 | 120'414'100 | 20'663'820 |
| 250.100 - 300.000 | 224 | 61'328'400 | 11'129'653 |
| 300.100 - 400.000 | 223 | 76'472'900 | 14'374'732 |
| 400.100 - 500.000 | 96 | 42'254'600 | 7'964'992 |
| 500.100 - 600.000 | 38 | 20'716'900 | 3'905'136 |
| 600.100 - 700.000 | 30 | 19'240'100 | 3'626'759 |
| plus de 700.000 | 59 | 80'920'900 | 15'253'590 |
| Sous-totaux | 103'816 | 4'917'066'400 | 578'704'965 |
| Prestations en capital | 3'404 | 242'495'800 | 10'038'064 |
| TOTAUX | 107'220 | 5'159'562'200 | 588'743'029 |

☆ Dans ce nombre figurent notamment tous les apprentis et étudiants âgés de 18 ans révolus au 31 décembre 2005 sans revenu imposable.

***Nombre de contribuables mariés (splitting 55 %), matière imposable et impôt dû classés par catégories de revenu imposable***

| Catégories | Nombre | Matière imposable | Impôt dû |
|---|---|---|---|
| moins de 100 | 1'891 | 0 | 0 |
| 100 - 2.000 | 400 | 375'100 | 33'012 |
| 2.100 - 4.000 | 254 | 770'700 | 59'162 |
| 4.100 - 6.000 | 211 | 1'063'300 | 73'074 |
| 6.100 - 8.000 | 174 | 1'216'200 | 69'980 |
| 8.100 - 10.000 | 157 | 1'416'000 | 80'317 |
| 10.100 - 12.000 | 150 | 1'658'200 | 88'394 |
| 12.100 - 14.000 | 143 | 1'864'600 | 89'945 |
| 14.100 - 16.000 | 144 | 2'156'700 | 94'649 |
| 16.100 - 18.000 | 188 | 3'215'800 | 134'023 |
| 18.100 - 20.000 | 208 | 3'962'700 | 115'535 |
| 20.100 - 22.000 | 215 | 4'536'500 | 143'081 |
| 22.100 - 24.000 | 240 | 5'543'600 | 180'926 |
| 24.100 - 26.000 | 336 | 8'418'800 | 283'997 |
| 26.100 - 28.000 | 358 | 9'696'100 | 298'510 |
| 28.100 - 30.000 | 485 | 14'104'100 | 505'132 |
| 30.100 - 35.000 | 1'621 | 52'884'300 | 2'203'811 |
| 35.100 - 40.000 | 1'683 | 63'112'700 | 3'249'159 |
| 40.100 - 45.000 | 1'602 | 68'237'800 | 4'326'544 |
| 45.100 - 50.000 | 1'680 | 79'956'300 | 5'882'706 |
| 50.100 - 55.000 | 1'852 | 97'362'900 | 7'994'069 |
| 55.100 - 60.000 | 1'928 | 111'052'000 | 9'973'752 |
| 60.100 - 65.000 | 2'008 | 125'710'000 | 12'084'220 |
| 65.100 - 70.000 | 1'984 | 133'965'700 | 13'658'730 |
| 70.100 - 75.000 | 2'008 | 145'575'400 | 15'633'414 |
| 75.100 - 80.000 | 1'874 | 145'268'100 | 16'312'484 |
| 80.100 - 100.000 | 6'211 | 553'563'300 | 67'153'052 |
| 100.100 - 120.000 | 3'296 | 358'766'900 | 47'621'988 |
| 120.100 - 140.000 | 1'789 | 230'861'600 | 32'810'046 |
| 140.100 - 160.000 | 955 | 142'570'700 | 21'373'956 |
| 160.100 - 180.000 | 531 | 89'993'200 | 14'084'193 |
| 180.100 - 200.000 | 307 | 57'991'200 | 9'424'592 |
| 200.100 - 250.000 | 472 | 104'616'700 | 17'724'020 |
| 250.100 - 300.000 | 187 | 51'110'500 | 9'211'646 |
| 300.100 - 400.000 | 179 | 61'106'900 | 11'479'416 |
| 400.100 - 500.000 | 83 | 36'620'700 | 6'903'002 |
| 500.100 - 600.000 | 30 | 16'416'100 | 3'094'435 |
| 600.100 - 700.000 | 24 | 15'418'300 | 2'906'350 |
| plus de 700.000 | 45 | 61'990'200 | 11'685'153 |
| Sous-totaux | 37'903 | 2'864'149'900 | 349'040'475 |
| Prestations en capital | 2'254 | 172'114'100 | 7'150'866 |
| TOTAUX | 40'157 | 3'036'264'000 | 356'191'341 |

***Nombre de contribuables célibataires, veufs, séparés, divorcés, matière imposable et impôt dû classés par catégories de revenu imposable***

| Catégories | Nombre | Matière imposable | Impôt dû |
|---|---|---|---|
| moins de 100 | 10'497 | 0 | 0 |
| 100 - 2.000 | 1'921 | 1'954'900 | 48'067 |
| 2.100 - 4.000 | 1'742 | 5'271'500 | 101'285 |
| 4.100 - 6.000 | 1'587 | 7'996'700 | 136'772 |
| 6.100 - 8.000 | 1'423 | 9'996'300 | 226'060 |
| 8.100 - 10.000 | 1'218 | 10'980'600 | 287'897 |
| 10.100 - 12.000 | 1'260 | 13'961'400 | 366'888 |
| 12.100 - 14.000 | 1'387 | 18'154'400 | 542'816 |
| 14.100 - 16.000 | 1'675 | 25'216'700 | 796'299 |
| 16.100 - 18.000 | 1'680 | 28'668'500 | 1'140'908 |
| 18.100 - 20.000 | 1'929 | 36'800'100 | 1'690'435 |
| 20.100 - 22.000 | 2'116 | 44'604'300 | 2'410'317 |
| 22.100 - 24.000 | 2'114 | 48'745'500 | 2'952'034 |
| 24.100 - 26.000 | 1'839 | 45'933'000 | 3'046'042 |
| 26.100 - 28.000 | 1'765 | 47'710'800 | 3'455'687 |
| 28.100 - 30.000 | 1'817 | 52'795'700 | 4'131'520 |
| 30.100 - 35.000 | 4'430 | 144'556'900 | 12'458'922 |
| 35.100 - 40.000 | 4'363 | 163'908'200 | 15'916'399 |
| 40.100 - 45.000 | 4'292 | 182'755'000 | 19'489'416 |
| 45.100 - 50.000 | 3'718 | 176'440'600 | 20'131'127 |
| 50.100 - 55.000 | 3'025 | 158'633'800 | 19'120'293 |
| 55.100 - 60.000 | 2'385 | 136'888'600 | 17'185'022 |
| 60.100 - 65.000 | 1'785 | 111'442'900 | 14'466'407 |
| 65.100 - 70.000 | 1'312 | 88'484'800 | 11'854'104 |
| 70.100 - 75.000 | 947 | 68'617'700 | 9'499'980 |
| 75.100 - 80.000 | 726 | 56'170'700 | 7'897'881 |
| 80.100 - 100.000 | 1'562 | 138'084'500 | 20'517'569 |
| 100.100 - 120.000 | 601 | 65'603'400 | 10'496'179 |
| 120.100 - 140.000 | 305 | 39'360'000 | 6'577'030 |
| 140.100 - 160.000 | 140 | 20'878'200 | 3'642'593 |
| 160.100 - 180.000 | 97 | 16'395'900 | 2'968'285 |
| 180.100 - 200.000 | 62 | 11'836'400 | 2'195'596 |
| 200.100 - 250.000 | 71 | 15'797'400 | 2'939'800 |
| 250.100 - 300.000 | 37 | 10'217'900 | 1'918'007 |
| 300.100 - 400.000 | 44 | 15'366'000 | 2'895'316 |
| 400.100 - 500.000 | 13 | 5'633'900 | 1'061'990 |
| 500.100 - 600.000 | 8 | 4'300'800 | 810'701 |
| 600.100 - 700.000 | 6 | 3'821'800 | 720'409 |
| plus de 700.000 | 14 | 18'930'700 | 3'568'437 |
| Sous-totaux | 65'913 | 2'052'916'500 | 229'664'490 |
| Prestations en capital | 1'150 | 70'381'700 | 2'887'198 |
| TOTAUX | 67'063 | 2'123'298'200 | 232'551'688 |

***Nombre de contribuables, matière et impôt dû par catégories de fortune effective et de fortune imposable***

| CATEGORIES | FORTUNE EFFECTIVE | | FORTUNE IMPOSABLE | | IMPOT DU |
|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Matière | Nombre | Matière | |
| moins de 1.000 | 35'159 | 75'653 | 35'856 | 80'564 | 13 |
| 1.000 - 20.000 | 21'172 | 175'321'856 | 21'872 | 180'739'406 | 15'141 |
| 21.000 - 40.000 | 8'269 | 244'310'908 | 8'500 | 251'314'169 | 39'502 |
| 41.000 - 60.000 | 5'256 | 262'014'767 | 5'360 | 267'050'872 | 82'514 |
| 61.000 - 80.000 | 3'789 | 266'202'400 | 3'817 | 267'902'494 | 205'136 |
| 81.000 - 100.000 | 2'986 | 270'019'972 | 2'973 | 268'508'375 | 288'336 |
| 101.000 - 150.000 | 5'480 | 678'600'611 | 5'448 | 674'098'758 | 1'207'929 |
| 151.000 - 200.000 | 3'903 | 680'864'150 | 3'910 | 681'533'986 | 1'648'633 |
| 201.000 - 250.000 | 2'864 | 643'620'939 | 2'864 | 642'691'019 | 1'815'289 |
| 251.000 - 300.000 | 2'191 | 602'708'022 | 2'130 | 585'243'375 | 1'817'088 |
| 301.000 - 350.000 | 1'827 | 593'532'703 | 1'794 | 582'024'828 | 1'925'721 |
| 351.000 - 400.000 | 1'462 | 547'962'189 | 1'364 | 510'928'808 | 1'806'586 |
| 401.000 - 450.000 | 1'122 | 476'652'583 | 1'079 | 457'694'242 | 1'715'423 |
| 451.000 - 500.000 | 987 | 469'592'989 | 884 | 419'886'128 | 1'664'248 |
| 501.000 - 600.000 | 1'378 | 755'978'275 | 1'235 | 676'967'111 | 2'777'044 |
| 601.000 - 700.000 | 998 | 645'015'064 | 877 | 567'196'244 | 2'447'150 |
| 701.000 - 800.000 | 734 | 547'506'494 | 612 | 456'786'872 | 2'044'903 |
| 801.000 - 900.000 | 560 | 474'247'961 | 496 | 419'903'122 | 1'939'268 |
| 901.000 - 1.000.000 | 489 | 465'620'822 | 387 | 367'406'497 | 1'719'097 |
| 1.001.000 - 1.500.000 | 1'254 | 1'531'026'581 | 1'022 | 1'241'466'222 | 5'806'255 |
| 1.501.000 - 2.000.000 | 570 | 982'869'889 | 451 | 779'434'778 | 3'647'754 |
| 2.001.000 - 2.500.000 | 320 | 713'408'614 | 227 | 505'556'944 | 2'366'007 |
| 2.501.000 - 3.000.000 | 247 | 673'894'428 | 162 | 439'001'564 | 2'054'527 |
| 3.001.000 - 4.000.000 | 257 | 883'777'581 | 171 | 587'375'225 | 2'748'916 |
| 4.001.000 - 5.000.000 | 150 | 661'646'667 | 90 | 394'736'458 | 1'847'366 |
| plus de 5.000.000 | 392 | 5'120'304'597 | 235 | 2'793'859'317 | 13'037'019 |
| TOTAUX | 103'816 | 19'366'776'715 | 103'816 | 15'019'387'378 | 56'666'865 |

***Nombre de contribuables mariés (splitting 55 %), matière et impôt dû par catégories de fortune effective et de fortune imposable***

| CATEGORIES | FORTUNE EFFECTIVE | | FORTUNE IMPOSABLE | | IMPOT DU |
|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Matière | Nombre | Matière | |
| moins de 1.000 | 8'889 | 12'933 | 9'070 | 12'486 | 0 |
| 1.000 - 20.000 | 5'278 | 47'413'603 | 5'739 | 51'260'592 | 6'171 |
| 21.000 - 40.000 | 2'853 | 85'903'008 | 3'004 | 90'369'106 | 13'809 |
| 41.000 - 60.000 | 2'191 | 109'783'881 | 2'248 | 112'502'083 | 22'136 |
| 61.000 - 80.000 | 1'782 | 124'971'633 | 1'803 | 126'393'533 | 26'542 |
| 81.000 - 100.000 | 1'452 | 131'291'097 | 1'479 | 133'708'597 | 44'954 |
| 101.000 - 150.000 | 2'823 | 349'849'858 | 2805 | 347'026'586 | 420'940 |
| 151.000 - 200.000 | 2'083 | 363'142'917 | 2'110 | 367'798'006 | 744'735 |
| 201.000 - 250.000 | 1'604 | 360'200'106 | 1'637 | 367'144'842 | 908'334 |
| 251.000 - 300.000 | 1'201 | 330'054'017 | 1'202 | 330'225'469 | 902'446 |
| 301.000 - 350.000 | 1'046 | 339'755'967 | 1'039 | 337'077'322 | 985'654 |
| 351.000 - 400.000 | 894 | 335'135'150 | 815 | 305'370'119 | 955'613 |
| 401.000 - 450.000 | 667 | 283'689'278 | 661 | 280'718'519 | 946'722 |
| 451.000 - 500.000 | 587 | 278'806'517 | 538 | 255'416'031 | 914'085 |
| 501.000 - 600.000 | 868 | 475'977'856 | 801 | 437'906'642 | 1'666'420 |
| 601.000 - 700.000 | 595 | 384'857'583 | 540 | 349'270'892 | 1'430'682 |
| 701.000 - 800.000 | 459 | 342'087'308 | 389 | 289'975'531 | 1'266'054 |
| 801.000 - 900.000 | 357 | 302'480'144 | 319 | 269'959'219 | 1'238'221 |
| 901.000 - 1.000.000 | 307 | 292'287'128 | 244 | 231'528'828 | 1'083'258 |
| 1.001.000 - 1.500.000 | 745 | 910'527'308 | 609 | 738'836'333 | 3'454'036 |
| 1.501.000 - 2.000.000 | 359 | 616'198'767 | 293 | 501'283'556 | 2'346'007 |
| 2.001.000 - 2.500.000 | 199 | 443'543'428 | 136 | 303'958'928 | 1'422'528 |
| 2.501.000 - 3.000.000 | 164 | 445'883'117 | 109 | 294'977'117 | 1'380'493 |
| 3.001.000 - 4.000.000 | 167 | 574'981'375 | 105 | 358'984'333 | 1'680'047 |
| 4.001.000 - 5.000.000 | 86 | 379'628'667 | 55 | 239'507'667 | 1'120'896 |
| plus de 5.000.000 | 247 | 3'278'992'319 | 153 | 1'873'723'319 | 8'730'783 |
| TOTAUX | 37'903 | 11'587'454'965 | 37'903 | 8'994'935'656 | 33'711'566 |

***Nombre de contribuables, célibataires, veufs, séparés, divorcés, matière et impôt dû par catégories de fortune effective et de fortune imposable***

| CATEGORIES | FORTUNE EFFECTIVE | | FORTUNE IMPOSABLE | | IMPOT DU |
|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Matière | Nombre | Matière | |
| moins de 1.000 | 26'270 | 62'719 | 26'786 | 68'078 | 13 |
| 1.000 - 20.000 | 15'894 | 127'908'253 | 16'133 | 129'478'814 | 8'970 |
| 21.000 - 40.000 | 5'416 | 158'407'900 | 5'496 | 160'945'064 | 25'693 |
| 41.000 - 60.000 | 3'065 | 152'230'886 | 3'112 | 154'548'789 | 60'378 |
| 61.000 - 80.000 | 2'007 | 141'230'767 | 2'014 | 141'508'961 | 178'594 |
| 81.000 - 100.000 | 1'534 | 138'728'875 | 1'494 | 134'799'778 | 243'382 |
| 101.000 - 150.000 | 2'657 | 328'750'753 | 2'643 | 327'072'172 | 786'989 |
| 151.000 - 200.000 | 1'820 | 317'721'233 | 1'800 | 313'735'981 | 903'898 |
| 201.000 - 250.000 | 1'260 | 283'420'833 | 1'227 | 275'546'178 | 906'955 |
| 251.000 - 300.000 | 990 | 272'654'006 | 928 | 255'017'906 | 914'642 |
| 301.000 - 350.000 | 781 | 253'776'736 | 755 | 244'947'506 | 940'067 |
| 351.000 - 400.000 | 568 | 212'827'039 | 549 | 205'558'689 | 850'972 |
| 401.000 - 450.000 | 455 | 192'963'306 | 418 | 176'975'722 | 768'700 |
| 451.000 - 500.000 | 400 | 190'786'472 | 346 | 164'470'097 | 750'163 |
| 501.000 - 600.000 | 510 | 280'000'419 | 434 | 239'060'469 | 1'110'623 |
| 601.000 - 700.000 | 403 | 260'157'481 | 337 | 217'925'353 | 1'016'468 |
| 701.000 - 800.000 | 275 | 205'419'186 | 223 | 166'811'342 | 778'849 |
| 801.000 - 900.000 | 203 | 171'767'817 | 177 | 149'943'903 | 701'047 |
| 901.000 - 1.000.000 | 182 | 173'333'694 | 143 | 135'877'669 | 635'839 |
| 1.001.000 - 1.500.000 | 509 | 620'499'272 | 413 | 502'629'889 | 2'352'219 |
| 1.501.000 - 2.000.000 | 211 | 366'671'122 | 158 | 278'151'222 | 1'301'747 |
| 2.001.000 - 2.500.000 | 121 | 269'865'186 | 91 | 201'598'017 | 943'479 |
| 2.501.000 - 3.000.000 | 83 | 228'011'311 | 53 | 144'024'447 | 674'035 |
| 3.001.000 - 4.000.000 | 90 | 308'796'206 | 66 | 228'390'892 | 1'068'870 |
| 4.001.000 - 5.000.000 | 64 | 282'018'000 | 35 | 155'228'792 | 726'471 |
| plus de 5.000.000 | 145 | 1'841'312'278 | 82 | 920'135'994 | 4'306'236 |
| TOTAUX | 65'913 | 7'779'321'750 | 65'913 | 6'024'451'724 | 22'955'299 |

# 10. SERVICE JURIDIQUE

## 10.1. Considérations générales

Le service juridique est un service central de l'administration cantonale, et le centre de ressources juridiques de l'Etat. Rattaché au Département de la justice, de la sécurité et des finances, il fournit ses prestations en faveur du Conseil d'Etat et de la chancellerie d'Etat, des chefs de département, des chefs de service et d'office, ainsi que des établissements de l'Etat. Il offre aussi un soutien juridique au Grand Conseil, son bureau, sa présidence et ses commissions.

L'année 2006 a été marquée par les travaux menés au sein de la Marguerite, par la mise à jour complète du Recueil systématique de la législation neuchâteloise ainsi que par les nouvelles tâches attribuées au service juridique par l'arrêté du 8 mars 2006 sur l'organisation de la réforme de l'Etat.

Les collaborateurs du service juridique ont une nouvelle fois fourni la preuve de leurs compétences, de leur engagement et de leur flexibilité. Ils ont été appelés à gérer des dossiers importants, impliquant parfois plusieurs départements ou services, et soumis à des contraintes temporelles élevées. Ils ont au surplus su faire face et assumer avec brio le surcroît de travail liés à plusieurs absences de longue durée pour cause de maladie.

## 10.2. Organisation du service

Au 31 décembre 2006, la dotation en effectif du service représentait 18,5 postes équivalents plein temps (EPT), y compris un poste de juriste engagé pour une durée déterminée (1 EPT) et un poste vacant au secrétariat (0,5 EPT). Les postes attribués au service juridique étaient occupés par 25 personnes. La représentation des sexes et la répartition des fonctions ressort du tableau ci-dessous.

| Effectifs au 31.12.2006 | Femmes | Hommes | Personnel juridique | Secrétariat | **Effectif total** |
|---|---|---|---|---|---|
| Personnes | 16 | 7 | 19 | 6 | **25** |
| EPT | 11,1 | 6,9 | 13,8 | 4,7 | **18,5** |

Le service juridique pouvait aussi compter, au 31 décembre 2006, sur l'activité d'une stagiaire au secrétariat ainsi que d'un collaborateur scientifique engagé dans le cadre du projet Marguerite.

En 2006, le service juridique a poursuivi son engagement en faveur de juristes en recherche d'emploi. C'est ainsi que six juristes ont été accueillies – pour des périodes variables – en emploi temporaire, dont une était encore présente au 31 décembre. Encadrées par le personnel du service, ces personnes ont pu acquérir une expérience professionnelle dont elles ont utilement pu se prévaloir dans leurs recherches d'emploi. En effet, trois de ces cinq personnes ont quitté le service parce qu'elles avaient trouvé un emploi répondant à leurs aspirations, une autre avait un projet d'activité à son départ du service et la cinquième a quitté dans l'intention d'achever ses études universitaires.

## 10.3. Missions et activités du service juridique

### *Missions*

L'arrêté du Conseil d'Etat du 8 mars 2006 sur l'organisation de la réforme de l'Etat a confié au service juridique une mission supplémentaire importante. Aux termes de cet arrêté, le service juridique est désigné comme un des services centraux de l'Etat, sur lesquels s'appuie en particulier le Conseil d'Etat pour mener la réforme de l'Etat. A ce titre, le service juridique est appelé à donner systématiquement son préavis sur tous les rapports présentés par les départements au Conseil d'Etat, y compris ceux qui ne sont pas liés au programme de législature et au plan financier.

Pour le reste, les missions du service juridique sont demeurées inchangées et découlent du règlement d'organisation du Département de la justice, de la sécurité et des finances, du 20 février 2006, et de l'arrêté concernant le service juridique de l'Etat, du 13 mai 1981. Le service juridique s'acquitte de ses missions en particulier par les activités qu'il déploie en matière de contentieux, en matière de conseils et en matière de législation.

### *Activités en matière de contentieux*

L'instruction des recours administratifs, et des plaintes LP, adressés aux départements et au Conseil d'Etat, ainsi que la rédaction de projets de décisions sur recours font partie des prestations du service juridique en matière de contentieux. Le service prépare également des projets de décisions que le Conseil d'Etat ou les chefs de département sont appelés à prendre en première instance.

L'ampleur de l'activité déployée en 2006 par le service juridique en matière de contentieux se reflète dans les chiffres suivants:

- plus de 850 décisions incidentes et finales préparées à la signature du Conseil d'Etat, des chefs de département, des chefs de service ou encore – par délégation – à la signature du service juridique;
- plus de 3000 notes, courriers et mails en relation avec les procédures instruites par le service juridique;
- près de 200 mémoires rédigés à l'intention du Tribunal administratif, du Tribunal cantonal, du Tribunal fédéral, du Conseil fédéral ou d'autres instances;
- 17 visions locales;
- 12 comparutions en audience devant les tribunaux.

Les domaines principaux dans lesquels des décisions finales ont été prises ressortent du tableau suivant:

| Domaine | Nombre de dossiers entrés | nombre de décisions signées | Nombre de dossiers en suspens au 31 décembre |
|---|---|---|---|
| Plaintes LP | 52 | 57 | 14 |
| Circulation routière | 73 | 89 | 45 |
| Aide aux victimes d'infractions | 19 | 31 | 26 |
| Assurance-maladie | 19 | 20 | 13 |
| Aménagement du territoire et constructions | 73 | 85 | 57 |
| Séjour des étrangers | 93 | 87 | 90 |
| Assurance-chômage | 81 | 76 | 22 |

## *Activité en matière de conseils*

Le service juridique a assisté par ses conseils et ses avis de droit le Grand Conseil, sa présidence, son bureau et ses commissions ainsi que le Conseil d'Etat, les départements, la chancellerie d'Etat et les unités administratives qui leur sont subordonnées, de même que d'autres collectivités publiques ou para-étatiques.

En 2006, cette activité s'est traduite par la rédaction de plus de 500 avis de droit et par quelques 1200 conseils juridiques fournis oralement.

Le service juridique est fréquemment sollicité par des personnes privées ou des collectivités publiques sur des questions juridiques. A ce propos, il importe de préciser ce qui suit. De par les missions qui lui sont confiées, le service juridique a pour tâche d'assister en particulier le Conseil d'Etat et le Grand Conseil, ainsi que les départements et les services de l'administration cantonale. Contrairement à une certaine conception, le service juridique de l'Etat n'est pas une permanence juridique et il n'est pas à la disposition des particuliers ou d'autres collectivité publiques pour leur fournir des renseignements juridiques. Il n'entre pas non plus dans ses attributions de répondre aux interrogations que peuvent se poser les fonctionnaires cantonaux dans leurs relations avec l'Etat.

## *Activité en matière de législation*

Le service juridique offre son soutien juridique et son expertise légistique dans le cadre de la conception et de la rédaction de textes législatifs et réglementaires. Il intervient à la demande du Grand Conseil, de son bureau, de sa présidence et de ses commissions, et aussi du Conseil d'Etat et des départements, de la chancellerie d'Etat et des unités administratives qui leur sont subordonnées ainsi que des établissements de l'Etat.

En 2006, l'activité en matière de législation a été marquée en particulier par le projet Marguerite (nouvelle organisation judiciaire, nouvelle partie générale du code pénal). Un effort important a été consenti pour procéder à l'adaptation générale de la législation cantonale à la nouvelle organisation du Conseil d'Etat et de l'administration cantonale. Il en a été de même pour adapter les textes de loi cantonaux à la nouvelle loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (loi sur le partenariat; LPart). Il convient également de citer les mesures en relation avec la réorganisation de l'Etat (retraite anticipée) et le budget 2007 (évolution du traitement du personnel, insertion professionnelle des moins de 30 ans, mesures d'amélioration des finances accompagnant le budget 2007).

C'est ainsi qu'en 2006, le service juridique a en particulier participé à la conception et à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires qui suivent. Cette liste ne représente pas une énumération exhaustive de l'activité du service dans ce domaine. En effet, elle n'inclut pas les projets qui, pour diverses raisons, n'ont pas abouti à un vote d'adoption par le Grand Conseil ou le Conseil d'Etat.

## *Commissions du Grand Conseil*

### *Commission législative*

- loi sur l'action publique en vue d'un développement durable (Agenda 21), du 31 octobre 2006
- loi portant modification de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC) (commission d'enquête parlementaire) (CEP), du 31 octobre 2006
- loi portant révision du code de procédure pénale neuchâtelois (CPPN) (secret de fonction de la police judiciaire), du 31 octobre 2006
- loi portant modification de la loi sur le statut de la fonction publique (LSt) (allaitement), du 31 octobre 2006

## *Conseil d'Etat*

### *Présidence du Conseil d'Etat*

- loi approuvant l'initiative législative populaire cantonale "Statut de droit public pour le personnel de l'Etablissement hospitalier multisite cantonal (EHM)", du 21 février 2006
- décret concernant la recevabilité matérielle de l'initiative législative populaire cantonale "Statut de droit public pour le personnel de l'Etablissement hospitalier multisite cantonal (EHM)", du 21 février 2006
- loi portant modification de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC) (Présence de cadres administratifs dans la salle du Grand Conseil), du 22 février 2006
- loi portant modification du décret sur l'introduction à titre expérimental des moyens électroniques facilitant l'exercice des droits politiques (vote électronique, signature électronique), du 28 mars 2006
- loi portant révision de la loi sur les droits politiques (LDP) et de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC) (motion populaire), du 28 mars 2006
- loi portant révision de la loi sur les droits politiques (LDP) (initiative et référendum en matière communale), du 28 mars 2006
- loi portant révision de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC) (consultations fédérales), du 29 mars 2006
- arrêté adaptant la réglementation neuchâteloise à la nouvelle dénomination des départements, à certaines de leurs unités administratives et à la modification de certaines de leurs attributions, du 24 mai 2006
- loi portant révision de la loi sur les droits politiques (LDP) (vote par correspondance), du 30 mai 2006
- décret concernant la recevabilité matérielle de l'initiative législative populaire cantonale "1er mai férié", du 28 juin 2006

## *Départements*

### *Département de la justice, de la sécurité et des finances*

- arrêté provisoire concernant les traitements de la fonction publique, du 11 janvier 2006
- loi portant révision
  - de la loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI)
  - de la loi concernant la répartition de la part du canton au produit de l'impôt fédéral direct (LRIFD)
  - de la loi sur le fonds d'aide aux communes (LFAC), du 24 janvier 2006
- loi portant modification de la loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI) du 25 janvier 2006
- arrêté portant modification de l'arrêté d'exécution concernant les ordonnances fédérales sur les chauffeurs OTR 1 et OTR 2, du 20 février 2006
- arrêté portant révision du règlement concernant la perception de l'impôt cantonal direct, de l'impôt communal direct, et de leurs contributions annexes, du 20 février 2006
- décret relatif à l'extension au canton de Neuchâtel de l'Accord de Karlsruhe entre la Confédération suisse, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, du 22 février 2006

- arrêté fixant les conditions et les modalités de remplacement de personnel et de création de nouveaux postes au sein de l'Etat, du 8 mars 2006
- arrêté sur l'organisation de la réforme de l'Etat, du 8 mars 2006
- arrêté portant application provisoire de l'article 11, alinéa 1 de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, du 14 décembre 1990, du 15 mars 2006
- décret autorisant le Conseil d'Etat à verser aux communes un montant compensatoire de 3 millions de francs, du 28 mars 2006
- loi d'introduction des titres vingt-troisième à trente-quatrième de la loi fédérale complétant le Code civil suisse (livre cinquième: Droit des obligations) (LICO23-24), du 28 mars 2006
- loi d'introduction de la loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (Loi sur la fusion, LFus) (LILFus), du 28 mars 2006
- décret relatif à l'utilisation du solde du fonds destiné aux réformes de structures des communes, du 29 mars 2006
- arrêté concernant la classification et les missions des corps de sapeurs-pompiers, du 17 mai 2006
- loi portant révision de la loi sur la Banque cantonale (LBCN), du 20 mai 2006
- loi sur l'assistance pénale, civile et administrative (LAPCA), du 27 juin 2006
- décret portant adhésion du canton de Neuchâtel à l'Accord-cadre pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (ACI), du 27 juin 2006
- décret portant constitution d'une commission ad hoc du Grand Conseil chargée de l'examen des projets de lois et de décrets découlant de la mise en œuvre de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) (commission RPT), du 27 juin 2006
- loi sur la transparence des activités étatiques (LTAE), du 28 juin 2006
- arrêté modifiant les émoluments relatifs à la profession d'avocate et d'avocat, du 23 août 2006
- arrêté modifiant le règlement d'exécution de la loi sur la profession d'avocat ou d'avocate (RLAv), du 23 août 2006
- arrêté modifiant le règlement d'exécution de la loi sur l'assistance judiciaire et administrative, du 4 septembre 2006
- décret relatif à l'utilisation du fonds destiné aux réformes de structures de l'Etat, du 3 octobre 2006
- loi sur le contrôle des finances (LCCF), du 3 octobre 2006
- loi portant adaptation de la législation cantonale au code pénal suisse et d'un projet de loi sur la procédure pénale applicable aux mineurs (LPMin), du 31 octobre 2006
- loi portant adaptation de la législation cantonale au code pénal suisse (modification des 13 décembre 2002 et 24 mars 2006), du 31 octobre 2006
- arrêté portant modification de l'arrêté d'exécution de la loi du 10 novembre 1920 concernant les émoluments du 7 janvier 1921, du 15 novembre 2006
- loi sur les mesures d'amélioration des finances accompagnant le budget 2007, du 5 décembre 2006
- loi fixant l'évolution du traitement du personnel soumis à la loi sur le statut de la fonction publique pour les années 2007 à 2009, du 5 décembre 2006
- loi d'encouragement temporaire à la retraite anticipée pour le personnel soumis au statut de la fonction publique, du 5 décembre 2006

- décret concernant le budget de l'Etat pour l'exercice 2007, du 6 décembre 2006
- arrêté portant réduction de certaines subventions de l'Etat en 2007, du 13 décembre 2006
- arrêté concernant le versement d'une allocation unique de renchérissement pour 2007, du 13 décembre 2006
- règlement sur le contrôle des finances, du 20 décembre 2006
- règlement d'exécution de la loi sur l'assistance pénale, civile et administrative, du 20 décembre 2006
- arrêté portant modification du règlement d'exécution de la loi sur les subventions, du 20 décembre 2006
- arrêté réglant l'organisation et les compétences des autorités administratives chargées de l'application et l'exécution des sanctions pénales des personnes adultes, du 20 décembre 2006
- annexes de l'arrêté réglant l'organisation et les compétences des autorités administratives, du 20 décembre 2006

***Département de la santé et des affaires sociales***

- arrêté portant révision de l'arrêté fixant les normes de classification et le montant des subsides en matière d'assurance-maladie obligatoire des soins pour l'année 2006, du 23 janvier 2006
- loi portant révision de la loi sur l'action sociale (LASoc), du 24 janvier 2006
- arrêté portant modification du règlement d'exécution de la loi sur les mesures en faveur des invalides, du 20 février 2006
- arrêté portant modification du règlement d'exécution de la loi sur l'aide financière aux établissements spécialisés pour enfants et adolescents du canton, du 20 février 2006
- loi portant révision de la loi d'introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LILAMAL), du 21 février 2006
- arrêté approuvant l'annexe B (avenant tarifaire) à la convention neuchâteloise d'adhésion à la convention-cadre TARMED, du 15 mars 2006
- arrêté approuvant la convention neuchâteloise d'adhésion à la convention-cadre TARMED et ses annexes A, C et D, du 15 mars 2006
- arrêté portant modification du règlement d'application de la loi sur les structures d'accueil de la petite enfance, du 22 mars 2006
- arrêté modifiant l'arrêté concernant la médecine scolaire, du 5 avril 2006
- arrêté fixant les prix de pension reconnus maximum et les subsides spéciaux versés pour les résidants des établissements privés non reconnus d'utilité publique au sens de la loi sur les établissements spécialisés pour personnes âgées, du 5 avril 2006
- arrêté approuvant l'accord concernant les modalités d'application du TARMED entre santésuisse et le SMPea, du 5 avril 2006
- arrêté concernant la prise en charge de la quote-part pour les mammographies effectuées dans le cadre du programme organisé de dépistage du cancer du sein, du 24 mai 2006
- arrêté relatif à la mise en place d'un programme organisé de dépistage du cancer du sein dans le canton de Neuchâtel, en collaboration avec le canton du Jura, du 24 mai 2006
- arrêté portant révision du règlement concernant les transports de patients et le service mobile d'urgence et de réanimation, du 14 juin 2006
- arrêté approuvant les conventions collectives de travail (CCT santé 21) de droit public et de droit privé du secteur de la santé du canton de Neuchâtel et leurs annexes, du 14 juin 2006

- arrêté approuvant la déclaration d'adhésion de la SNM au contrat entre santésuisse et la FMH ainsi que les sociétés cantonales de médecins concernant le contrôle et le pilotage des prestations et des prix dans le domaine du TARMED, du 24 juin 2006
- arrêté approuvant l'annexe 1 (tarifs) à la convention neuchâteloise d'hospitalisation en soins psychiatriques, du 5 juillet 2006
- arrêté approuvant l'avenant 1 à la convention neuchâteloise d'hospitalisation en soins psychiatriques, du 5 juillet 2006
- arrêté approuvant l'annexe A du contrat sur la valeur du point TARMED applicable aux hôpitaux, du 5 juillet 2006
- arrêté approuvant le contrat sur la valeur du point TARMED applicable aux hôpitaux publics, à l'INAP et aux cliniques privées, du 5 juillet 2006
- arrêté approuvant les conventions d'intégration des sites hospitaliers conclues entre l'EHM et leurs propriétaires, du 12 juillet 2006
- arrêté portant modification de l'arrêté concernant la mise en service d'équipements techniques lourds et d'autres équipements de médecine de pointe, du 30 août 2006
- loi portant constitution d'un établissement de droit public pour le maintien à domicile (NOMAD – Neuchâtel organise le maintien à domicile), du 6 septembre 2006
- arrêté approuvant la convention sur la facturation des forfaits varices entre santésuisse et la Clinique de la Tour SA, du 27 septembre 2006
- arrêté modifiant le règlement sur l'autorisation d'exploitation et la surveillance des institutions, du 27 septembre 2006
- règlement sur les produits thérapeutiques, les pharmacies et les drogueries, 18 octobre 2006
- arrêté fixant le prix de pension reconnus maximum et les subsides spéciaux versés pour les résidants des établissements privés non reconnus d'utilité publique au sens de la loi sur les établissements spécialisés pour personnes âgées, du 30 octobre 2006
- arrêté approuvant la convention neuchâteloise d'hospitalisation pour soins somatiques aigus et ses annexes 2 à 11, du 29 novembre 2006
- arrêté approuvant la convention déterminant le forfait finançant les séjours en attente de placement, du 29 novembre 2006
- arrêté approuvant l'accord sur l'application du TARMED entre santésuisse et la FNTPA, du 29 novembre 2006
- arrêté approuvant l'annexe 1 (tarif) à la convention neuchâteloise d'hospitalisation pour soins somatiques aigus, du 29 novembre 2006
- arrêté approuvant l'avenant 1 à la convention neuchâteloise d'hospitalisation dans un hôpital de transition, du 29 novembre 2006
- arrêté approuvant l'annexe 1 (tarifs) à la convention neuchâteloise d'hospitalisation dans une hôpital de transition, du 29 novembre 2006
- arrêté fixant les normes de classification et le montant des subsides en matière d'assurance-maladie obligatoire des soins pour l'année 2007, du 29 novembre 2006
- arrêté portant modification du règlement d'application de la loi d'introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (RALILAMal), du 29 novembre 2006
- arrêté de nomination des membres du Conseil des hôpitaux de l'Etablissement hospitalier multisite cantonal pour la période de législature 2006 à 2009, du 13 décembre 2006
- arrêté approuvant la reconduction de l'accord sur l'application du TARMED entre santésuisse et la FNTPA, du 13 décembre 2006
- arrêté fixant la rémunération des membres du Conseil des hôpitaux, du 13 décembre 2006

***Département de la gestion du territoire***

- arrêté portant modification du règlement d'exécution de la loi sur les forêts, du 1er février 2006
- arrêté portant modification du règlement d'exécution de la loi sur la faune sauvage, du 20 février 2006
- arrêté portant modification de l'arrêté d'application de la loi sur l'approvisionnement en énergie électrique (ALAEE), du 8 mars 2006
- arrêté concernant la protection des haies, des bosquets, des murs de pierres sèches et des dolines, du 19 avril 2006
- arrêté portant modification de l'arrêté concernant les subventions sur l'énergie du 18 août 2004, du 16 août 2006
- décret sur la conception directrice cantonale de l'énergie 2006, du 1er novembre 2006
- décret portant octroi d'un crédit de 1.030.000 francs destiné à couvrir la part du canton de Neuchâtel pour la réalisation d'une nouvelle halte ferroviaire au Crêt-du-Locle, du 1er novembre 2006
- arrêté concernant la pêche dans les eaux de l'Etat en 2007, à l'exclusion du lac de Neuchâtel, du 22 novembre 2006
- arrêté concernant les mesures temporaires à prendre en cas de pollution excessive de l'air par des poussières fines, du 13 décembre 2006
- arrêté portant modification de l'arrêté concernant les subventions sur l'énergie, du 20 décembre 2006

***Département de l'économie***

- arrêté fixant les normes pour le calcul de l'aide matérielle versée aux requérants d'asile et personnes admises provisoirement, du 13 janvier 2006
- loi portant révision de la loi sur l'emploi et l'assurance-chômage, du 24 janvier 2006
- arrêté modifiant le règlement concernant la production animale, du 15 février 2006
- arrêté modifiant l'arrêté sur l'organisation et le fonctionnement d'une commission de dégustation des vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC), du 8 mars 2006
- règlement relatif aux émoluments en matière de lutte contre les épizooties et d'élimination des cadavres d'animaux, du 14 juin 2006
- arrêté fixant les émoluments pour l'année 2006 en matière de lutte contre les épizooties et d'élimination des cadavres d'animaux, du 14 juin 2006
- règlement d'exécution de la loi sur la prostitution et la pornographie (ReLProst), du 27 juin 2006
- arrêté portant prorogation de l'arrêté concernant le soutien au perfectionnement de travailleurs actifs faiblement qualifiés, du 27 juin 2006
- arrêté portant modification du règlement d'exécution de la loi d'introduction de la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité, du 13 décembre 2006
- arrêté modifiant l'arrêté d'exécution de la loi du 10 novembre 1920 concernant les émoluments, du 13 décembre 2006
- règlement concernant les mesures d'intégration professionnelle, du 20 décembre 2006
- arrêté fixant les limites financières et les montants d'aide des mesures d'intégration professionnelle, du 20 décembre 2006

### *Département de l'éducation, de la culture et des sports*

- arrêté concernant l'implantation et la construction des bâtiments scolaires communaux et des installations sportives, du 19 avril 2006
- règlement du Fonds des sports, du 19 avril 2006
- règlement concernant les frais d'immatriculation, les émoluments administratifs et les écolages du Conservatoire neuchâtelois, du 24 mai 2006
- loi sur le Conservatoire de musique, du 27 juin 2006
- arrêté relatif à la réduction des subventions versées en application de la législation sur les bourses d'études, du 5 juillet 2006
- arrêté fixant le montant forfaitaire annuel facturé aux communes qui ne sont pas reliées à SAP pour les prestations relatives à la gestion des traitements dans l'enseignement obligatoire, du 16 août 2006
- règlement d'organisation du Département de l'éducation, de la culture et des sports, du 18 octobre 2006
- arrêté fixant les modalités de renouvellement des bourses d'études pour l'année scolaire/universitaire 2006-2007, du 8 novembre 2006
- arrêté portant adhésion du canton de Neuchâtel à l'accord intercantonal sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle initiale, du 8 novembre 2006
- arrêté portant modification de l'arrêté concernant les écolages dans les écoles publiques du canton, du 8 novembre 2006
- règlement transitoire des études Bachelor du Conservatoire de musique neuchâtelois, du 15 novembre 2006

## *Projet en cours*

En 2006, le service juridique a aussi participé à la conception et la rédaction de projets de loi qui figurent à l'ordre du jour du Grand Conseil mais qui n'avaient pas encore été votés au 31 décembre 2006. Il s'agit en particulier des textes suivants:

- projet de loi portant modification de diverses loi réglant le statut des magistrats de l'ordre judiciaire
- projet de décret portant révision de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (surveillance sur les autorités judiciaires)
- projet de loi instituant un Conseil de la magistrature (LCM)
- projet de loi portant modification
  - de la loi d'organisation judiciaire neuchâteloise (OJN)
  - du code de procédure pénale neuchâtelois (création d'un Collège des juges d'instruction)
- rapport concernant l'intégration de l'observatoire cantonal au CSEM
- projet de décret abrogeant le décret déterminant le financement de l'observatoire cantonal
- projet de loi portant modification de la loi sur les droits politiques (fusion de communes et élections générales)
- projet de décret soumettant au vote du peuple l'initiative constitutionnelle populaire cantonale "Pas de démocratie au rabais – Initiative pour le droit d'éligibilité des immigré-e-s"
- projet de la loi sur l'éligibilité des étrangers en matière communale
- projet de loi sur la création d'un établissement psychiatrique multisite cantonal
- projet de loi sur la police

## *Consultations*

Le service juridique participe à la préparation des réponses adressées aux autorités fédérales (Conseil fédéral, Chancellerie fédérale, départements fédéraux, offices de l'administration fédérale), intercantonales ou à des services de l'administration cantonale dans le cadre de procédures de consultations. Cette participation se matérialise soit par la rédaction de projets de réponse, soit par la formulation d'observations à l'intention des services de l'administration chargés de rédiger les projets de réponse.

### *Consultations fédérales*

Pendant l'année sous revue, le service juridique a notamment rédigé ou participé à la rédaction des réponses aux consultations fédérales suivantes:

- Règlement sanitaire international (RSI) révisé
- Modification du code des obligations (bail à loyer)
- Lutte contre la corruption: évaluation de la Suisse par le groupe d'Etats contre la corruption (GRECO) du Conseil de l'Europe
- Convention-cadre de droit public relative à la collaboration entre la Confédération et les cantons pour le fonctionnement du Portail suisse www.ch.ch de 2007 à 2010
- Loi fédérale sur les privilèges, les immunités et les facilités, ainsi que sur les aides financières accordés par la Suisse en tant qu'Etat hôte (Loi sur l'Etat hôte, LEH)
- Protocole facultatif du 6 octobre 1999 se rapportant à la Convention du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)
- Article constitutionnel et loi fédérale relative à la recherche sur l'être humain
- Réforme structurelle dans la prévoyance professionnelle / Mesures pour les travailleurs âgés
- Loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieur (LMSI)
- Loi fédérale sur les enlèvements internationaux d'enfants et sur la mise en œuvre des conventions de La Haye sur la protection des enfants et des adultes
- Projets de modification des Ordonnances 1 à 3 relatives au Code pénal suisse et de l'Ordonnance sur le casier judiciaire informatisé et rapports
- Modification de la loi fédérale sur l'imposition du tabac
- Modification de la loi fédérale contre la concurrence déloyale (LCD)
- 02.418Iv.pa. Hegetschweiler: Indemnisation pour nuisances sonores dues au trafic aérien. Garanties quant à la procédure

### *Autres consultations*

Le service juridique répond aussi à d'autres procédures de consultation émanant par exemple de la conférence des gouvernements cantonaux (CGSO) ou des conférences spécialisées des chefs de département. Il répond aussi aux consultations lancées par des services de l'administration cantonale. Dans ce cadre, le service juridique a notamment rédigé ou participé en 2006 à la rédaction des réponses aux consultations suivantes:

- projet ACCORD (projets de règlements d'application relatifs à l'unité économique de référence, au revenu déterminant unique, et au processus d'examen au droit des prestations sociales
- RPT – en lien avec le domaine de l'assurance-invalidité
- loi sur le partenariat enregistré (adaptation des dispositions relatives à la caisse de pensions)

- mise en œuvre de Schengen/Dublin dans les cantons: protection des données

## *Projet Marguerite*

Le projet Marguerite a pour objectif la réalisation, avec effet au 1er janvier 2008, d'une nouvelle organisation judiciaire cantonale apte à satisfaire aux exigences découlant des réformes amorcées tant au niveau fédéral que cantonal. Il s'agit en particulier de répondre aux obligations imposées par la loi fédérale sur la partie générale des assurances sociales (LPGA), de mettre en application les exigences découlant de la réforme de la justice (loi sur le tribunal fédéral, LTF), de la modification du code pénal suisse (partie générale), de l'unification des procédures civile et pénale, et de la réforme du droit de la tutelle. Les réformes au niveau cantonal concernent notamment le statut des magistrats, l'institution d'un Conseil de la magistrature et la création d'un Collège des juges d'instruction.

L'importance du projet Marguerite peut s'apprécier à l'aune du temps qui y est consacré. En 2006, ce ne sont pas moins de 250 séances qui ont été organisées pour examiner les thèmes attribués aux différents groupes de projet, ou "pétales". Les juristes du service sont activement engagés et sont présents dans tous les pétales. Le service juridique est également représenté dans le Comité de pilotage du projet.

Les travaux de la Marguerite ont permis l'adoption par le Grand Conseil des modifications législatives rendues nécessaires par la nouvelle partie générale du code pénal suisse et par la nouvelle loi fédérale régissant la condition pénale des mineur, qui sont entrées en vigueur au 1er janvier 2007. Ces modifications ont nécessité un travail d'adaptation important de la législation cantonale pour tenir compte en particulier du nouveau système de sanctions et des changements très importants dans le domaine de l'exécution des peines.

A l'issue d'un processus inhabituel et novateur qui a permis d'associer à la discussion les pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif, la commission législative a adopté, en août 2006, les rapports consacrés au statut des magistrats, à l'institution d'un Conseil de la magistrature et à la création d'un Collège des juges d'instruction. Ces rapports ont été élaborés par les pétales respectifs de la Marguerite. Ces rapports et les projets de loi qui les accompagnent ont été examinés par le Grand Conseil au début de 2007.

## *Etats généraux de la justice*

A l'initiative du chef du département, et d'entente avec les responsables du projet Marguerite, le service juridique a organisé, le 7 novembre 2006, les Etats généraux de la justice, qui se sont déroulés sur le site d'Evologia à Cernier.

Cette journée a permis de réunir les magistrats de l'ordre judiciaire, les députés des commissions législative et judiciaire du Grand Conseil, les greffiers de juridiction ainsi que le comité de pilotage de la Marguerite autour de thèmes de réflexion centrés sur l'organisation judiciaire future du canton de Neuchâtel.

Après une matinée consacrée à la présentation de sujets d'actualité (Code de procédure pénale suisse, quelles conséquences pour le canton de Neuchâtel?, par M. Pierre Cornu, procureur général; Droit fédéral et organisation judiciaire neuchâteloise en matière administrative, par le professeur Piermarco Zen-Ruffinen, de l'Université de Neuchâtel; Droit fédéral et organisation judiciaire neuchâteloise en matière civile, par le professeur François Bohnet, de l'Université de Neuchâtel); Indépendance financière et administrative du pouvoir judiciaire – expériences genevoises, par M. Raphaël Mahler, secrétaire général du pouvoir judiciaire genevois), les participants se sont répartis en six ateliers de travail pour réflexion et discussion sur différents thèmes relatifs aux contours d'une future organisation judiciaire (Organisation de la juridiction de première instance; Organisation de la juridiction de deuxième instance; Autonomie administrative et financière; Hôtel judiciaire, aménagement du territoire et RUN). En fin de journée, six juristes du service juridique ayant accepté d'assumer le rôle de rapporteures ont présenté les conclusions des ateliers de travail. Les Etats généraux de la justice se sont terminés par un apéritif qui a fourni aux participants l'occasion de poursuivre dans une atmosphère détendue les discussions et les contacts de la journée.

Les actes de ces premiers Etats généraux de la justice, publiés par les soins du service juridique, seront distribués aux participants au début de 2007.

### *Recueil systématique de la législation neuchâteloise RSN*

Le Recueil systématique de la législation neuchâteloise (RSN) contient l'ensemble des lois et décrets votés par le Grand Conseil ainsi que les arrêtés et règlements édictés par le Conseil d'Etat. L'ensemble de la législation neuchâteloise occupe 16 classeurs.

En 2006, les juristes du service juridique ont procédé à l'examen systématique et minutieux de chaque texte légal pour l'adapter à la nouvelle structure de l'administration cantonale, décidée par le Grand Conseil et le Conseil d'Etat en 2005. Ces travaux ont été rendus nécessaires par la restructuration, celle-ci ayant entraîné non seulement une modification du nom des départements, mais aussi de nombreux changements dans le rattachement des services et offices aux départements. Si l'adaptation de 42 lois et décrets du Grand Conseil a été opérée simultanément à l'adoption de la nouvelle nomenclature des départements, tel n'avait pas été le cas des actes édictés par le Conseil d'Etat.

Ce travail important a abouti à l'adoption d'un acte modificateur unique: l'arrêté adaptant la réglementation neuchâteloise à la nouvelle dénomination des départements, à certaines de leurs unités administratives et à la modification de certaines de leurs attributions, du 24 mai 2006. L'ampleur du travail de recherche juridique et légistique mené par le service juridique se mesure à l'aune du résultat: sur 74 pages, l'arrêté modifie 448 arrêtés ou règlements et en abroge 21 autres devenus obsolètes. Il convient de souligner qu'il avait été renoncé à une pareille adaptation lors de la restructuration précédente de l'administration, en 1993.

L'entier du RSN est aujourd'hui adapté à la nomenclature nouvelle et aux rattachements administratifs actuels. Il peut à nouveau assumer pleinement son rôle de reflet du droit positif neuchâtelois et rend ainsi un grand service à toutes les personnes qui sont appelées à faire usage de ces textes, en les renvoyant de manière directe aux autorités compétentes sous leur dénomination d'aujourd'hui. Le personnel du service juridique peut être fier de sa contribution à cette œuvre.

### *Autres activités du service*

Les juristes du service ont participé, à plus de 1200 reprises, à des séances de commissions parlementaires ou de commissions, groupes de travail ou colloques organisés par des départements, des services ou des offices.

Plusieurs juristes ont participé à l'animation de séminaires et de travaux pratiques consacrés à la procédure administrative, organisés par la faculté de droit de l'Université de Neuchâtel. Certains juristes ont aussi donné des cours ou des conférences aux membres de l'administration ou à des tiers, notamment dans le cadre de la formation continue organisée par l'office éponyme. Plusieurs juristes ont également fonctionné en qualité d'expert dans le cadre d'examens.

# 11. SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

## 11.1. Introduction

Les objectifs déclarés par le Conseil d'Etat dans le cadre du programme de législature continuent d'avoir un impact prépondérant sur l'activité du service des ressources humaines (SRH). En effet, les charges de personnel représentent la plus grande partie des frais de fonctionnement du ménage cantonal, et c'est tout naturellement que l'assainissement des finances a un impact important sur la gestion du personnel de l'administration. Toutefois, ces impératifs budgétaires ne doivent pas empêcher le Conseil d'Etat de poursuivre dans une politique de gestion des ressources humaines responsable, progressiste et respectueuse des titulaires de fonctions publiques.

L'année 2006 a surtout été marquée pour le SRH par l'entrée en vigueur d'un arrêté du Conseil d'Etat qui limite de manière importante les réengagements de personnel dans les services de l'administration. Cet arrêté, dont il sera question plus avant dans ce rapport, a renforcé le rôle de supervision et de contrôle qui avait déjà été confié au SRH en 2005 en matière de gestion des effectifs.

En parallèle, un travail très important a été effectué à plusieurs niveaux afin que le projet d'encouragement des départs à la retraite anticipée puisse être adopté en décembre par le Grand Conseil. Le rapport initial, qui avait été élaboré en collaboration avec les représentants des associations du personnel, a fait l'objet de discussions approfondies et intenses au sein d'une commission ad-hoc avant de pouvoir être adopté par le Grand Conseil. Le Conseil d'Etat, dans le cadre de ces négociations, a pris certains engagements dont le suivi sera confié au SRH au cours de ces trois prochaines années.

Cette année a également vu aboutir des négociations salariales portant sur les années 2007 à 2009. Cet accord, intervenu entre le Conseil d'Etat et les associations de personnel et ancré dans une loi adopté par le Grand Conseil en décembre 2006, permettra d'aborder la suite de la législature dans un climat serein, propice à une collaboration efficace avec les partenaires sociaux.

Il est également un autre domaine qui a marqué cette année 2006, puisque le Conseil d'Etat a souligné l'attention qu'il porte à la famille et à l'égalité. Le SRH a donc pris une part active aux travaux placés sous la responsabilité de l'office de la famille et de l'égalité (OPFE) en matière d'amélioration des conditions de travail des titulaires exerçant des responsabilités familiales, ainsi qu'en matière d'égalité femmes-hommes. Le SRH sera chargé de la mise en application, dès 2007, des mesures concrètes qui auront été proposées par le groupe de travail, et adoptées par le Conseil d'Etat ou le Grand Conseil.

Afin d'accompagner les titulaires qui verraient leur poste de travail supprimé au cours de ces prochaines années, une "convention-emploi" a été élaborée, là encore en partenariat avec les associations du personnel. Cette dernière définit de manière précise les modalités d'annonce des suppressions en question, ainsi que les mesures et prestations particulières dont peuvent bénéficier les collaborateurs et collaboratrices concernés. L'entrée en vigueur de cette première convention dépend toutefois de la mise en place d'une seconde convention, destinée au personnel enseignant cantonal et communal, et actuellement encore en phase d'élaboration.

Les autres secteurs d'activité du SRH ont également vu intervenir des changements dans leur organisation, ou au niveau de leurs prestations. C'est ainsi que l'office de la formation continue (OFC) a fermé son centre de formation de Tivoli 28, à Neuchâtel, et qu'il profitera dorénavant d'une importante synergie avec les centres de formation cantonaux du CPMB (Colombier), du CIFOM (La Chaux-de-Fonds) et du CPLN (Neuchâtel), centres où seront dorénavant dispensés les cours et autres actions de formation. Par ailleurs, en marge de leurs activités habituelles, le secrétariat et le bureau des salaires ont du faire face à un important surcroît de travail lié aux réorganisations de l'administration et aux nouvelles procédures administratives qui ont été introduites par le Conseil d'Etat; nous pensons plus particulièrement aux procédures de demandes de dérogations pour les réengagements de personnel, aux fusions de services ou d'offices, ainsi qu'aux mouvements d'entités rejoignant ou quittant l'administration cantonale (police locale de La Chaux-de-Fonds, Observatoire cantonal, etc.).

## 11.2. Effectif du personnel

| Effectifs décembre 2006 | | Postes 100% | Postes partiels | Postes (total) | Postes en équivalents 100% | Budget 2006 en équivalents 100% | Ecart en équivalents 100% |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **AUTORITES ET CHANCELLERIE** | | | | | | | |
| Conseil d'Etat | 1100 | 5 | | **5** | **5.00** | 5.00 | |
| Secrétariat | 1150 | 9 | 4 | **13** | **11.00** | 12.00 | **-1.00** |
| Service du Grand Conseil | 1200 | 3 | 4 | **7** | **5.30** | 6.10 | **-0.80** |
| Économat et matériel scolaire | 1250 | 10 | 1 | **11** | **10.80** | 12.00 | **-1.20** |
| Service de l'inspection des finances | 3150 | 7 | 1 | **8** | **7.50** | 8.00 | **-0.50** |
| | | **34** | **10** | **44** | **39.60** | **43.10** | **-3.50** |
| **JUSTICE, SECURITE ET FINANCES** | | | | | | | |
| Secrétariat général | 2010 | 5 | 1 | **6** | **5.60** | 4.00 | **1.60** |
| Office d'organisation | 3300 | 1 | 1 | **2** | **1.30** | 2.30 | **-1.00** |
| Politique familiale et égalité | 2011 | 1 | 2 | **3** | **2.10** | 2.10 | |
| Service de la justice | 2050 | 4 | 4 | **8** | **6.40** | 5.90 | **0.50** |
| Magistrats | | | | | | | |
| Tribunal cantonal | 2051 | 9 | | **9** | **9.00** | 9.00 | |
| Tribunaux de districts | 2052 | 12 | | **12** | **12.00** | 12.00 | |
| Tribunal fiscal | 2056 | | 1 | **1** | **0.80** | 0.80 | |
| Autorité de conciliation | 2053 | | 2 | **2** | **1.50** | 1.50 | |
| Ministère public | 2054 | 2 | | **2** | **2.00** | 2.00 | |
| Juges d'instruction | 2055 | 5 | | **5** | **5.00** | 5.00 | |
| Tribunal cantonal (adm.) | 2051 | 7 | 14 | **21** | **15.50** | 15.70 | **-0.20** |
| Tribunaux de districts (adm.) | 2052 | 21 | 21 | **42** | **34.20** | 34.35 | **-0.15** |
| Tribunal fiscal (adm.) | 2056 | 1 | 1 | **2** | **1.80** | 1.80 | |
| Autorité de conciliation (adm.) | 2053 | 1 | 3 | **4** | **3.00** | 3.00 | |
| Ministère public (adm.) | 2054 | 5 | 3 | **8** | **6.60** | 7.00 | **-0.40** |
| Juges d'instruction (adm.) | 2055 | 8 | 4 | **12** | **10.20** | 11.20 | **-1.00** |
| Service pénitentiaire | 2200 | 5 | 7 | **12** | **9.50** | 9.00 | **0.50** |
| Prison préventive, La CDF | 2201 | 23 | 3 | **26** | **24.50** | 25.50 | **-1.00** |
| E.E.P. Bellevue, Gorgier | 2203 | 32 | 2 | **34** | **32.65** | 35.00 | **-2.35** |
| MET La Ronde | 2204 | 7 | 1 | **8** | **7.50** | 7.00 | **0.50** |
| Service de probation | 2220 | 4 | 8 | **12** | **8.95** | 9.95 | **-1.00** |
| Police cantonale (yc aspirants) | 2350 | 331 | 28 | **359** | **346.65** | 346.00 | **0.65** |
| Établissements militaires: adm. & expl. | 2551 | 35 | 3 | **38** | **36.90** | 37.90 | **-1.00** |
| Service sécurité civile et militaire | 2600 | 12 | 8 | **20** | **16.82** | 19.00 | **-2.18** |
| Service financier | 3050 | 41 | 11 | **52** | **48.20** | 51.00 | **-2.80** |
| Service des contributions | 3100 | 94 | 17 | **111** | **103.80** | 108.15 | **-4.35** |
| Service juridique | 3200 | 8 | 17 | **25** | **18.00** | 18.50 | **-0.50** |
| Service des ressources humaines | 3250 | 9 | 14 | **23** | **16.10** | 15.30 | **0.80** |
| Service du traitement de l'information | 3350 | 57 | 14 | **71** | **66.45** | 69.95 | **-3.50** |
| Gérance des immeubles | 3450 | 12 | | **12** | **12.00** | 12.00 | |
| Administration de la caisse de pensions | 3500 | 5 | 7 | **12** | **9.60** | 9.70 | **-0.10** |
| Service des communes | 3700 | 3 | | **3** | **3.00** | 3.00 | |
| | | **760** | **197** | **957** | **877.62** | **894.60** | **-16.98** |
| **SANTE ET AFFAIRES SOCIALES** | | | | | | | |
| Secrétariat | 3010 | 3 | 2 | **5** | **4.00** | 4.00 | |
| Service de la santé publique | 2250 | 10 | 13 | **23** | **18.50** | 23.00 | **-4.50** |
| Service de l'action sociale | 3550 | 12 | 15 | **27** | **19.60** | 21.10 | **-1.50** |
| Service de l'assurance maladie | 3600 | 12 | 12 | **24** | **18.00** | 18.00 | |
| Service des mineurs & tutelles | 3650 | 22 | 52 | **74** | **55.60** | 55.70 | **-0.10** |
| Service médico psychologique enfants adolesc. | 6503 | 3 | 56 | **59** | **34.98** | 35.75 | **-0.77** |
| Service des établissements spécialisés | 3651 | 3 | 1 | **4** | **3.50** | 4.50 | **-1.00** |
| | | **65** | **151** | **216** | **154.18** | **162.05** | **-7.88** |
| **GESTION DU TERRITOIRE** | | | | | | | |
| Secrétariat général | 4010 | 2 | 3 | **5** | **3.50** | 3.50 | |
| Office du logement | 3402 | 2 | | **2** | **2.00** | 2.00 | |
| Office des transports | 4011 | 1 | 2 | **3** | **2.30** | 3.20 | **-0.90** |
| Service des ponts et chaussées : | | | | | | | |
| Administration | 4050 | 67 | 4 | **71** | **68.90** | 80.90 | **-12.00** |
| Entretien et corr. des routes | 4051 | 109 | 5 | **114** | **112.10** | 126.30 | **-14.20** |
| Économie des eaux | 4052 | | | | | 2.00 | **-2.00** |
| Service de la protection de l'environnement | 4100 | 22 | 7 | **29** | **25.65** | 26.60 | **-0.95** |
| Service de l'énergie | 4150 | 5 | 1 | **6** | **5.60** | 5.60 | |
| Service de l'aménagement du territoire | 4200 | 10 | 16 | **26** | **18.05** | 15.50 | **2.55** |
| Service du cadastre et de la géomatique | 4250 | 20 | 10 | **30** | **26.98** | 27.00 | **-0.02** |
| Service des forêts, administration | 4300 | 15 | 7 | **22** | **18.05** | 18.25 | **-0.20** |
| Service des forêts, exploitation des bois | 4301 | 9 | 2 | **11** | **10.55** | 10.55 | |
| Office de la conservation de la nature | 4302 | 1 | 4 | **5** | **3.20** | 2.10 | **1.10** |
| Service de la faune | 4350 | 10 | 1 | **11** | **10.50** | 11.60 | **-1.10** |
| Service de l'intendance des bâtiments : | | | | | | | |
| Administration | 3400 | 9 | 5 | **14** | **12.20** | 11.00 | **1.20** |
| Entretien | 3401 | 63 | 40 | **103** | **79.16** | 87.16 | **-8.00** |
| Service automobiles et de la navigation | 2500 | 49 | 15 | **64** | **58.00** | 65.00 | **-7.00** |
| Service et offices du registre foncier | 2150 | 22 | 10 | **32** | **27.75** | 29.00 | **-1.25** |
| | | **416** | **132** | **548** | **484.49** | **527.26** | **-42.77** |

| Effectifs décembre 2006 | | Postes 100% | Postes partiels | Postes (total) | Postes en équivalents 100% | Budget 2006 en équivalents 100% | Ecart en équivalents 100% |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **ECONOMIE** | | | | | | | |
| Secrétariat général | 5010 | 5 | 3 | **8** | **6.70** | 6.50 | **0.20** |
| Service de la migration | 5014 | 45 | 32 | **77** | **64.12** | 72.35 | **-8.23** |
| Bureau du délégué aux Étrangers | 5017 | 8 | 5 | **13** | **11.45** | 9.92 | **1.53** |
| Service de l'emploi, + BET et ORP | 5050 | 78 | 24 | **102** | **94.53** | 106.11 | **-11.58** |
| Service de promotion économique | 5100 | 7 | 1 | **8** | **7.60** | 8.60 | **-1.00** |
| Service de la consommation | 5150 | 18 | 10 | **28** | **24.60** | 24.15 | **0.45** |
| Service de l'inspection & de la santé travail | 5200 | 9 | | **9** | **9.00** | 9.80 | **-0.80** |
| Service de l'économie agricole avec OICL | 5250 | 11 | 10 | **21** | **18.09** | 18.73 | **-0.64** |
| Service vétérinaire | 5350 | 8 | 6 | **14** | **12.10** | 11.20 | **0.90** |
| Service de la viticulture + station d'essais | 5300 | 5 | 1 | **6** | **5.50** | 7.50 | **-2.00** |
| Service du commerce et des patentes | 5370 | 3 | 5 | **8** | **6.00** | 7.30 | **-1.30** |
| Poursuites, faillites | 2100 | 51 | 6 | **57** | **55.00** | 57.00 | **-2.00** |
| Registre du commerce | 2102 | 4 | 1 | **5** | **4.50** | 4.50 | |
| Evologia | 5400 | 9 | 5 | **14** | **9.89** | 10.50 | **-0.61** |
| Observatoire cantonal | 5450 | 21 | 5 | **26** | **24.05** | 29.00 | **-4.95** |
| CNIP | 6305 | 21 | 16 | **37** | **31.05** | 33.60 | **-2.55** |
| | | **303** | **130** | **433** | **384.19** | **416.76** | **-32.57** |
| **EDUCATION, CULTURE ET SPORTS** | | | | | | | |
| Secrétariat général | 6010 | 5 | 4 | **9** | **7.00** | 8.60 | **-1.60** |
| Office des bourses | 6011 | 2 | 4 | **6** | **4.25** | 2.00 | **2.25** |
| CAPPES | 6014 | | 6 | **6** | **1.90** | 2.10 | **-0.20** |
| SOSP | 6502 | 9 | 73 | **82** | **40.65** | 43.20 | **-2.55** |
| SEO | 6200 | 11 | 18 | **29** | **20.51** | 17.08 | **3.43** |
| Bureau de l'informatique scolaire (BIS) | 6013 | 1 | 5 | **6** | **4.40** | 11.00 | **-6.60** |
| Centre de psychomotricité | 6504 | | 16 | **16** | **8.30** | 8.30 | |
| SHER | 6370 | 3 | 1 | **4** | **3.70** | 5.75 | **-2.05** |
| SFPL | 6300 | 21 | 14 | **35** | **29.30** | 27.50 | **1.80** |
| Centre de formation prof. métiers bâtiment: | 6302 | | | | | | |
| Administration | | 2 | 14 | **16** | **9.50** | 5.00 | **4.50** |
| Réfectoire | | | | | | 3.25 | **-3.25** |
| CPLN | 6309 | 23 | 32 | **55** | **40.15** | 48.10 | **-7.95** |
| CIFOM + Centre Pierre-Coulery | 6310 | 34 | 36 | **70** | **55.56** | 59.95 | **-4.39** |
| Lycée Denis de Rougemont | 6252 | 4 | 6 | **10** | **7.70** | 8.30 | **-0.60** |
| Lycée Blaise Cendrars | 6253 | 1 | 8 | **9** | **6.45** | 6.85 | **-0.40** |
| Lycée Jean-Piaget | 6255 | 11 | 12 | **23** | **16.87** | 19.66 | **-2.79** |
| Service des affaires culturelles | 6550 | 1 | 4 | **5** | **2.70** | 2.50 | **0.20** |
| Conservatoire de Neuchâtel | 6551 | 1 | 4 | **5** | **3.75** | 3.75 | |
| Conservatoire La CDF / Le Locle | 6552 | 1 | 3 | **4** | **3.00** | 3.00 | |
| Serv. de prot. des monuments et sites | 6600 | 2 | 9 | **11** | **7.30** | 7.60 | **-0.30** |
| Service d'archéologie | 6650 | 10 | 4 | **14** | **12.20** | 4.00 | **8.20** |
| Parc et musée d'archéologie | 6651 | 6 | 19 | **25** | **11.79** | 13.22 | **-1.43** |
| Archéologie fouille A5 | 6652 | 12 | 11 | **23** | **19.60** | 15.50 | **4.10** |
| Service des archives | 6670 | 4 | 4 | **8** | **6.00** | 5.80 | **0.20** |
| Service des sports : | | | | | | | |
| Administration (yc 6701) | 6700 | 4 | 9 | **13** | **8.30** | 7.80 | **0.50** |
| Panespo | 6703 | | 1 | **1** | **0.50** | 0.50 | |
| | | **168** | **317** | **485** | **331.38** | **340.31** | **-8.93** |
| ***TOTAL POUR L'ADMINISTRATION CANTONALE*** | | | | | | | |
| ***Autorités et chancellerie*** | | *34* | *10* | ***44*** | ***39.60*** | *43.10* | ***-3.50*** |
| ***Justice, sécurité et finances*** | | *760* | *197* | ***957*** | ***877.62*** | *894.60* | ***-16.98*** |
| ***Santé et affaires sociales*** | | *65* | *151* | ***216*** | ***154.18*** | *162.05* | ***-7.88*** |
| ***Gestion du territoire*** | | *416* | *132* | ***548*** | ***484.49*** | *527.26* | ***-42.77*** |
| ***Economie*** | | *303* | *130* | ***433*** | ***384.19*** | *416.76* | ***-32.57*** |
| ***Eduction, culture et sports*** | | *168* | *317* | ***485*** | ***331.38*** | *340.31* | ***-8.93*** |
| | | ***1746*** | ***937*** | ***2683*** | ***2'271.45*** | ***2'384.08*** | ***-112.63*** |

### *Analyse des effectifs et des mouvements de personnel*

Les effectifs tels qu'ils apparaissent dans le tableau des pages précédentes illustrent la rigueur avec laquelle le Conseil d'Etat aborde depuis 2006 la problématique de l'évolution du nombre de poses dans l'administration. En effet, il est possible de constater que, par rapport au budget 2006, plus d'une centaine de postes étaient vacants à fin décembre.

Cette différence s'explique par différents facteurs, dont le principal réside dans la mise en place depuis mars 2006 d'une procédure très contraignante de demandes de dérogations en cas de nécessité de repourvoir un poste devenu vacant suite au départ de son ou de sa titulaire.

Dès 2007, un suivi plus détaillé sera mis en place afin de suivre de manière fine l'évolution de l'effectif. En effet, l'encouragement des départs en retraite anticipée devra s'accompagner d'une réduction des effectifs du personnel de l'administration cantonale et du domaine de l'enseignement. Ce suivi fera l'objet de rapports périodiques et permettra la prise de mesures correctrices en cas de nécessité.

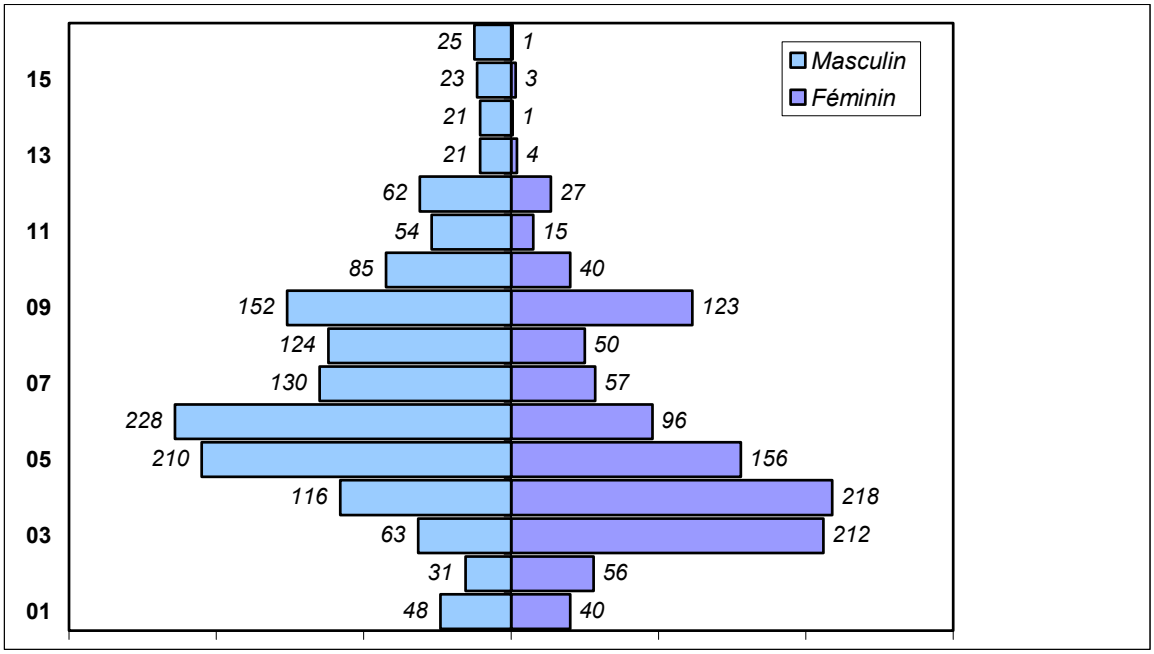
Au cours de l'année, ce ne sont pas moins de 180 départs qui ont été enregistrés au sein des services et offices de l'administration cantonale. Parallèlement, 200 engagements ou transferts vers l'administration ont été comptabilisés, dont plus de la moitié émanent d'entités transférées d'autres administrations (Police, CIFOM et CPLN notamment). Une grande partie du solde des engagements provient de la mobilité interne, comme souhaité par le Conseil d'Etat. Ce ne sont ainsi qu'une faible proportion des engagements qui ont donné lieu à des offres publiques d'emploi et à des recrutements à l'extérieur de l'administration.

Le bureau de la mobilité interne a été fortement sollicité au cours du dernier exercice, et les années suivantes vont probablement voir son activité se développer consécutivement aux départs en retraite anticipée. Ce ne sont pas moins de 72 mutations qui ont été réalisées ou favorisées par ce bureau courant 2006 pour une centaine de demandes enregistrée durant la même période.

### *Indicateurs*

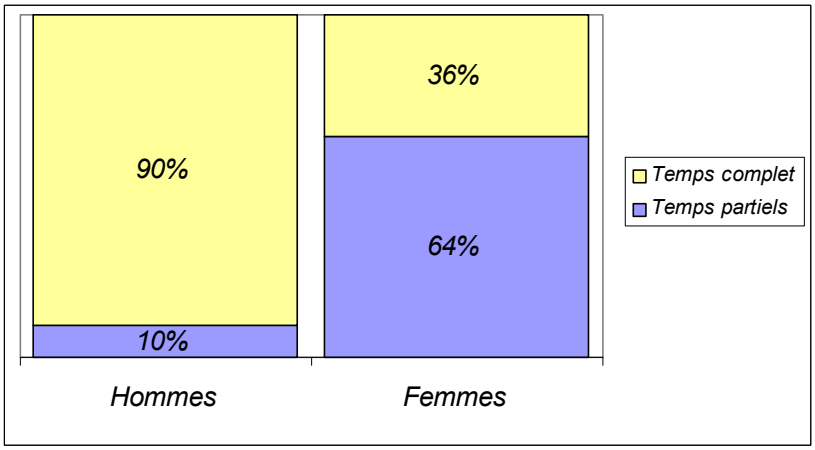
Dans le cadre de la mise en place progressive d'outils ou de mesures destinées à la famille et à l'égalité, plusieurs indicateurs sont proposés ci-dessous. Il sera intéressant de mesurer l'évolution de ces résultats au cours de ces prochaines années.

**Répartition par sexe dans les classes de traitement "fonctionnaires":**



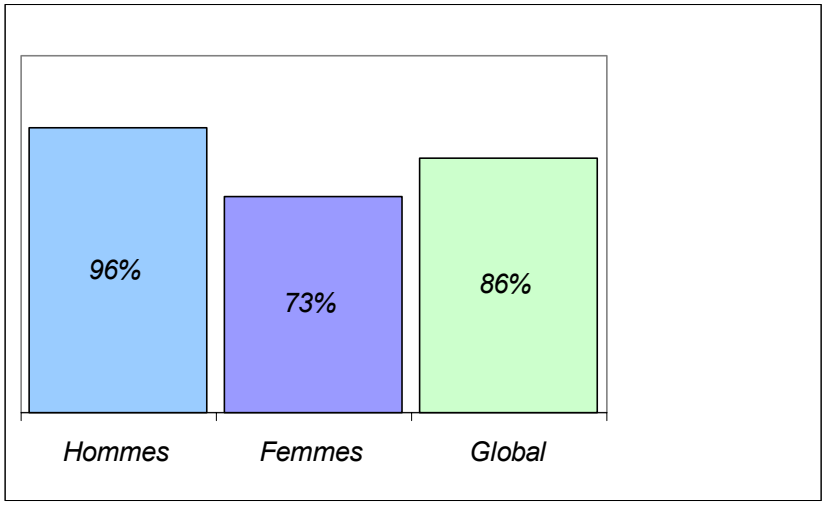

Le graphique reproduit ci-dessous illustre bien la faible représentation des femmes dans les postes à responsabilités. C'est la raison pour laquelle les offres d'emplois concernant des postes de responsables d'entités portent depuis quelques mois une mention encourageant les candidatures féminines. Toutefois, ces dernières sont relativement rares, ce qui traduit un problème de société plutôt que de recrutement ou de gestion des ressources humaines.

**Proportion de titulaires à temps partiel, par sexe:**




Il est possible de conclure du tableau ci-dessus que la majorité des femmes profitent des possibilités offertes par le temps partiel, mais également que seul un homme sur dix ne travaille pas à plein temps.

**Taux d'activité moyen par sexe**




Le Conseil d'Etat, bien qu'il entende conserver en nombre suffisant les emplois à plein temps, désire augmenter le nombre de postes à temps partiel, et inciter plus d'hommes à profiter de cette possibilité de réduction du taux d'activité.

Signalons enfin que le taux de rotation est resté stable en 2006 puisqu'il n'a subi qu'une faible augmentation de 6.4 en 2005 pour 6.8% en 2006.

## 11.3. Encouragement des départs en retraite anticipée

Sur la base du programme de législature 2006-2009, un groupe de travail mandaté par le Conseil d'Etat a relancé à l'automne 2005 des travaux préalables qui avaient été réalisés il y a quelques années. Ce groupe paritaire – composé de quatre représentants des associations du personnel et de trois représentants du DJSF – a élaboré un projet à l'attention du Conseil d'Etat, dont le contenu a obtenu l'approbation des associations du personnel.

Ce programme d'encouragement à la retraite anticipée concerne toutes les personnes âgées de 58 à 61 ans, nées entre le 1er janvier 1946 et le 31 août 1951, soumises à la loi sur le statut de la fonction publique et en activité au sein de l'administration cantonale ou dans un établissement d'enseignement public cantonal, intercommunal ou communal, Université comprise. Il consiste en un montant incitatif, qui permettra aux titulaires qui le désirent de quitter leurs fonctions dès l'âge de 58 ans en bénéficiant de conditions favorables.

Un sondage représentatif mené au sein de l'administration a montré que cette proposition a rencontré un vif intérêt : en effet, un tiers des personnes concernées se sont dites prêtes à profiter de ce programme. Ce sont ainsi quelque 300 à 350 titulaires de fonctions publiques qui pourraient partir à la retraite anticipée au cours des trois prochaines années.

Le rapport en question a été renvoyé par le Grand Conseil à une commission ad hoc au sein de laquelle le chef du département et les chefs des services concernés siégeaient également.

Le projet de loi a fait l'objet d'amendements qui concernent principalement le problème du financement de la mesure et celui de la réduction des effectifs. Ainsi, le plan de retraites anticipées devra être autofinancé intégralement dès 2008 par des économies à réaliser sur les traitements de la fonction publique. En outre, une réduction des effectifs à hauteur de 2/3 des départs à la retraite anticipée devra être réalisée à fin 2009.

Suite à l'adoption du rapport par le Grand Conseil, de nombreux titulaires ont déjà manifesté leur désir de quitter leur fonction. Là encore, un rapport périodique sera établi afin de suivre l'impact de cette mesure et d'en définir les conséquences.

## 11.4. Progression salariale 2007-2009

Dans le contexte économique actuel, la problématique de la progression salariale occupe depuis plusieurs années une partie importante du temps consacré aux échanges avec les associations du personnel. Ces discussions et négociations annuelles sont souvent difficiles, et prennent malheureusement le dessus sur des échanges moins sensibles, mais tout aussi importants dans le cadre de la gestion des ressources humaines.

Afin de permettre au Conseil d'Etat de tenir les engagements de son programme de législature un accord concernant l'évolution des salaires des années 2007 à 2009 a été trouvé. Cet accord a été ancré dans une loi ad hoc qui a été soumise au Grand Conseil pour approbation. La loi définit de manière claire la progression des traitements du personnel soumis à la loi sur le statut de la fonction publique. En voici les principales composantes qui ont été adoptées en décembre 2006 dans le cadre de l'examen du budget 2007:

**2007:**

- Octroi des échelons automatiques pour les fonctionnaires et des annuités de haute-paie pour les enseignants
- Blocage des échelons supplémentaires pour les fonctionnaires
- Octroi de l'indexation complète des traitements par rapport à la progression de l'indice suisse des prix à la consommation, soit 0.48%
- Introduction d'une retenue salariale obligatoire de –0.37% sur les traitements de base 2001 revalorisés
- Octroi d'un tiers du dernier pour-cent de revalorisation des traitements repoussé depuis 2004

**2008:**

- Octroi des échelons automatiques pour les fonctionnaires et des annuités de haute-paie pour les enseignants
- Blocage des échelons supplémentaires pour les fonctionnaires
- Octroi de l'indexation complète des traitements par rapport à la progression de l'indice suisse des prix à la consommation
- Augmentation de la retenue salariale obligatoire, la moitié du taux d'indexation viendra s'ajouter aux –0.37% déjà retenus en 2007
- Octroi d'un deuxième tiers du dernier pour-cent de revalorisation des traitements repoussé depuis 2004

**2009:**

- Rétablissement des mécanismes ordinaires de progression des échelons pour les fonctionnaires et des annuités de haute-paie pour les enseignants
- Octroi de l'indexation complète des traitements par rapport à la progression de l'indice suisse des prix à la consommation
- Maintien de la retenue salariale obligatoire à hauteur du taux de 2008
- Octroi du dernier tiers du dernier pour-cent de revalorisation des traitements repoussé depuis 2004.

## 11.5. Description, évaluation, classification des fonctions et nouveaux systèmes de rémunération

### *Administration centrale*

En 2006, pour l'exploitation du système de rémunération du personnel de l'Etat, ce sont plus de 100 fonctions qui ont été décrites, évaluées et classifiées ou dont la description et la classification existantes ont été revues. Les principaux motifs de ces travaux ont été les réorganisations et les fusions d'entités, dont notamment:

| | |
|---|---|
| DJSF | Etablissement et installations militaires de Colombier<br>Intégration de l'effectif de la police locale de La Chaux-de-Fonds |
| DSAS | - |
| DGT | Service et offices du registre foncier |
| DEC | Evologia<br>Office de l'assurance invalidité<br>Service de la consommation et des affaires vétérinaires<br>Service de l'emploi, office de surveillance<br>Service des migrations<br>Service et offices des poursuites et des faillites et du registre du commerce |
| DECS | Service de l'enseignement obligatoire, Bureau de l'informatique scolaire<br>Université, Administration centrale<br>Université, Service informatique et télématique |

### *Communes et entités paraétatiques*

Certaines communes ou institutions paraétatiques souhaitent adopter le système de classification des fonctions de l'Etat ou créer un système propre mais similaire au nôtre. Le service des ressources humaines de l'Etat met à disposition ses compétences pour les y aider.

**Association neuchâteloise des maisons pour enfants, adolescents et adultes (ANMEA)**

Il s'agit de créer - dans le cadre de la nouvelle CCT - un nouveau système de rémunération qui remplacera les 5 différents systèmes actuels, pour quelque 1300 personnes et 900 EPT. Les travaux 2006 se sont déroulés sur deux fronts:

- Le *groupe de projet* a une nouvelle fois fait le tour des institutions pour décrire et intégrer à la base de données les fonctions nouvellement créées et pour adapter la description des fonctions modifiées suites aux différentes réorganisations.
- La *Commission description des fonctions (CDF)*, composée de représentants du comité de l'ANMEA et des associations de personnels, a travaillé à l'élaboration d'un règlement et d'une échelle des traitements relatifs à une nouvelle politique de rémunération.

**Directions des établissements scolaires (CLASSIDIR)**

La clarification du rôle et des missions des directions d'école figure comme un des objectifs du domaine de l'enseignement, fixés dans le programme de législature 2006-2009.

Dès lors, le DECS a initié en 2006 le projet CLASSIDIR, qui consiste à créer un nouveau système de rémunération pour toutes les fonctions des directions des écoles du canton. Cela nécessite la description des fonctions de direction des écoles:

- En 2006: enfantines, primaires, et du secondaire I
- En 2007: du sec. II (Lycées DR, BC, JP) et professionnelles (CPLN, CIFOM, CPMB)

**HES-SO**

Nous avons également été sollicités par la direction générale de la HES – SO, dont le siège est à Delémont. En vue d'une éventuelle réflexion plus globale, un projet pilote a été lancé en 2006, consistant à décrire, évaluer et comparer entre elles les quelque 50 fonctions de la direction générale. Ces travaux seront terminés d'ici avril 2007.

**Autres**

De manière moins conséquente, notre appui technique a également été sollicité pour décrire des fonctions dans deux communes, un centre scolaire secondaire et à la CIIP (Conférence Intercantonale de l'Instruction Publique).

Concernant les communes, nous constatons de grandes disparités entre elles pour la rémunération de leurs personnels. Nous relevons que nous ne sommes pas sollicités dans le cadre des projets de fusions de communes.

## 11.6. Office de la formation continue et du secteur social

### *Formation*

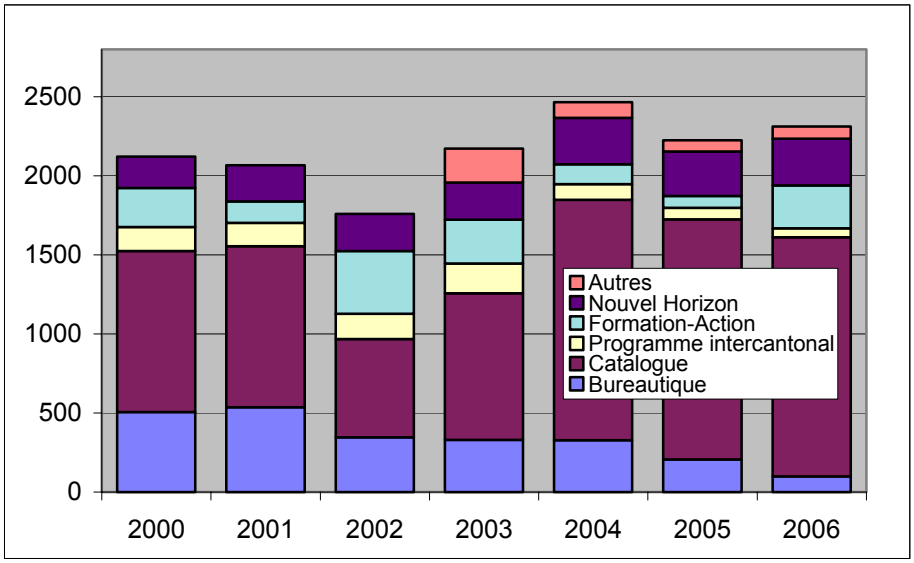
L'année 2006 marque la première année de fonctionnement suite à l'alliance conclue avec l'administration cantonale bernoise et la Ville de Bienne pour l'organisation de cours communs sous l'égide de notre office et destinés au personnel de toutes les administrations publiques de la région. La Formation continue organise désormais des cours, principalement à Neuchâtel, mais également à Tramelan et La Chaux-de-Fonds.

Si les cours administratifs et généraux se portent bien, la baisse a été sensible en matière de formation bureautique avec la suppression d'un poste de formateur interne. Les mesures de réorganisation de la Formation continue ont finalement eu raison des locaux de Tivoli 28. Ils ont été fermés à mi-décembre au profit d'une meilleure utilisation de salles au CPMB à Colombier, nouveau port d'attache de l'office, et au CPLN pour les salles informatiques. D'autres collaborations ont été initiées avec les écoles professionnelles neuchâteloises en vue d'améliorer l'efficience des mesures de formation et leur visibilité pour le grand public.

Les importantes économies réalisées par la suppression du centre de formation et la diminution de la dotation en matière bureautique n'ont, à ce jour, pas affecté la qualité des cours ni mis en danger l'effort nécessaire pour soutenir l'adaptation des compétences du personnel en période de mutation.

Des démarches spécifiques de formation-action ont été initiées avec le service des ponts et chaussées, les secrétariats des écoles professionnelles, le service juridique et l'office d'application des peines. De plus, nous continuons à assurer la formation spécifique à la branche des maîtres d'apprentissage de toutes les collectivités neuchâteloises.

**Évolution du nombre de participants/jours**




Avec l'introduction des filières de Manager en fonction publique et de Spécialiste en gestion publique la formation du personnel s'est intensifiée depuis 2004. Le nombre d'unités de participants/jours (p/j) avait alors augmenté d'un tiers pour se stabiliser autour de 1500 p/j. Les cours de préparation à la retraite ancienne formule (Nouvel Horizon) rencontrent toujours un franc succès. Nous devons même refuser des participants externes. Quant aux cours intercantonaux et les formations organisées sur mesure, leur nombre peut fortement varier d'une année à l'autre.

## *Apprentissage*

Le secteur de l'apprentissage se divise en deux groupes d'activités :

1. la partie interne à l'Etat avec les engagements, le suivi des apprenants et le coaching des formateurs, et
2. la gestion de l'ensemble des cours interentreprises de la Branche « Administration publique » au profit des employés de commerce des communes et du canton sous l'égide de l'Organisation régionale (ORF-NE).

**Secteur « Etat »** : En 2006 le nombre de jeunes engagés par l'Etat au travers d'un contrat d'apprentissage est remonté à un nombre important. 2007 s'annonce également très prometteur. Le travail de démarchage des services porte ses fruits. Par contre, le nombre de ruptures de contrat, principalement pour des raisons de motivation personnelle ou de santé, reste préoccupant.

| | **Employés de commerce** | | **Autres professions** |
|---|---|---|---|
| **Année** | **Etat** | **Communes** | **Etat** |
| **1ère année** | 16 | 25 | 5 |
| **2ème année** | 7 | 25 | 7 |
| **3ème année** | 15 | 23 | 6 |
| **4ème année** | | | 2 |
| **Total** | **38** | **73** | **20** |

**Secteur « Administration publique »**: L'assemblée générale a adopté des modifications statutaires visant à améliorer l'implication des communes et a confirmé le rôle prépondérant de l'office de

la formation continue dans la gestion de l'association (présidence, organisation des cours et secrétariat). Notre branche reste une des plus actives et des mieux organisées de Suisse, ce qui nous réjouit.

### *Secteur social*

Cette année a été marquée une forte implication du volet « secteur social ». De nouveaux prêts sociaux ont été conclus au profit de collaborateurs en proie à des difficultés financières. La pression opérée par le Conseil d'Etat pour que les impôts soient payés dans les délais n'y est pas tout à fait étrangère.

# 12. SERVICE DU TRAITEMENT DE L'INFORMATION

L'année 2006 a été marquée par la mise en œuvre des différentes réorganisations dans les services de l'Etat, au STI et à l'informatique scolaire. Au niveau technique, nous avons pu réaliser un ensemble très important de développement qui ont permis de mettre à niveau les différentes infrastructures existantes. Finalement, un travail de fond a été fait afin de préparer la version 2 du Guichet unique.

## 12.1. Réorganisation de l'Etat

L'informatique est au cœur de tous les processus de gestion des services de l'administration cantonale. En conséquence, pour chaque réorganisation ou fusion de services entre l'Etat et les communes, le service informatique est appelé à modifier les annuaires internes, à revoir les droits d'accès aux prestations et, même parfois, à repenser les systèmes d'information. Tous ces travaux d'intendance, souvent peu visibles, ont pu être menés à bien grâce à l'engagement exemplaire de tous les collaborateurs et collaboratrices du service.

## 12.2. Réorganisation du STI

Dans la perspective annoncée d'une fusion des services informatiques de l'Etat et de la Ville de La Chaux-de-Fonds, il a été nécessaire de peaufiner l'organisation en place du STI. Ainsi, le front office, qui était composé de trois équipes, a été fondu en une seule entité sous la responsabilité de M. Alexandre Mallet. Mme Laurence Burri a intégré l'équipe de direction pour suivre et gérer les projets informatiques associés au Pouvoir judiciaire. Dans le secteur du développement, il a été possible de regrouper tous les développeurs du progiciel SAP dans la même équipe attribuée au chef du développement, M. Danilo Rota. Finalement, avec le développement du Guichet unique, nous avons pu nommer M. Joaquim Silva comme ingénieur-système adjoint.

Dans la continuité de l'étude sur le regroupement des centres d'impression de l'Etat, de l'économat cantonal, du CPLN et de la ville de la Chaux-de-Fonds, il a été décidé de réunir ces forces dans une structure unique et nouvelle, soit le service du matériel et des imprimés. Ainsi, le STI perd, après 15 ans d'activité, le centre d'impression de l'Etat; en conséquence, le bureau de gestion des bases de données, situé à Fleurier, a été rattaché au chef du développement.

## 12.3. Réorganisation de l'informatique scolaire

Avec l'entrée en vigueur du nouveau gouvernement en 2005, le Département de l'éducation, de la culture et des sports (DECS) a été réorganisé en profondeur. Dans cette réorganisation, le rôle de l'informatique scolaire a également été revu dans la perspective de mieux intégrer les secteurs d'enseignement avec l'informatique. En conséquence, une nouvelle organisation a été mise en œuvre permettant à chaque acteur (enseignants, écoles, services d'enseignement) de s'exprimer et de collaborer au développement de l'informatique scolaire. Dans cette nouvelle vision, le STI retrouve son rôle de responsable des infrastructures techniques et de partenaire du DECS pour les développements à venir.

Il est à noter que cette réorganisation a permis de diminuer les coûts de gestion de l'infomatique scolaire de plusieurs centaines de milliers de francs sans nécessairement diminuer la qualité des prestations.

## 12.4. Mise à niveau des infrastructures

On oublie trop souvent que le back office du STI est au cœur des infrastructures réseau et système qui permettent aux utilisateurs de l'Etat, des écoles comme de ses partenaires (communes, santé, social et domaine paraétatique) d'accéder quotidiennement à un ensemble très important de services et de prestations.

Ces infrastructures évoluent constamment au gré des changements d'architecture ou des évolutions technologiques d'un ou de plusieurs de leurs composants. Une des grandes difficultés associées à ces changements, c'est de pouvoir les réaliser tout en assurant la production quotidienne, soit avec un impact minime sur les utilisateurs.

En ne citant que trois actions majeures par infrastructure, nous pouvons mettre en évidence les réalisations suivantes :

Télécommunication :

- Passage du cœur des réseaux neuchâtelois de la technologie LANE (Lan émulé) à du MPLS/VPN;
- Transformation de 15 raccordements cuivre en raccordement haute-vitesse en fibre optique;
- Dédoublement de l'accès au réseau Internet.

Téléphonie :

- Maîtrise de la voix sur IP et intégration progressive des services (plus de 500 appareils installés);
- Séparation de la gestion des centraux de l'Etat et de l'Université;
- Mise à jour des infrastructures pour assurer l'évolution du réseau Polycom/Tetrapol.

Système :

- Maîtrise de la technologie de virtualisation et mise en œuvre d'une infrastructure virtuelle de tests et de développement pour le Guichet unique;
- Consolidation des principales bases de données existantes (personnes, impôt, etc.) sur une plate-forme Oracle 10g;
- Mise en œuvre de solutions à haute disponibilité pour la messagerie électronique et le service de fichiers (cluster).

Sécurité :

- Mise en œuvre d'une solution de PKI pour garantir l'accès aux applications de la Confédération (plus de 500 utilisateurs);
- Mise en œuvre de nouveaux firewalls pour le contrôle de trafic entre les réseaux NCN, RPN et HEP-BEJUNE;
- Création d'une infrastructure VPN pour de réseau pédagogique neuchâtelois.

## 12.5. Préparation de la version 2 du Guichet unique

Le Guichet unique est certainement la plate-forme qui permettra demain, soit dans une dizaine d'années, de transmettre, aux usagers et clients des services publics neuchâtelois, la plupart des prestations existantes aujourd'hui.

Pour développer l'offre de prestations, il était nécessaire de compléter les infrastructures existantes par des modules plus interactifs permettant ensuite de réaliser tout type de prestations. Ainsi, il a été réalisé, en 2006, les modules complémentaires suivants :

- Module de paiement électronique;
- Module de gestion d'événements permettant aux utilisateurs de suivre, dans le temps, l'état des demandes faites aux administrations;
- Module de messagerie sécurisée;
- Module de contrôle de l'authenticité des documents administratifs;
- Module d'intégration de prestations tierces.

Il sera ainsi possible de développer, dès 2007, de véritables transactions permettant d'intégrer progressivement les usagers aux processus administratifs des collectivités publiques neuchâteloises.

Au niveau prestation, nous avons mis en production la prise de rendez-vous d'expertise pour les véhicules à moteur. De plus, suite à l'autorisation de la Chancellerie fédérale, nous avons pu relancer le vote électronique avec la votation fédérale du 26 novembre 2006.

## 12.6. Outils collaboratifs

Dans le cadre du développement des outils collaboratifs, nous avons mis en place des sites web associés à des groupes d'utilisateurs :

- Le secrétariat général du DJSF;
- Les affaires du Conseil d'Etat;
- La sous-commission gestion et finances du DJSF;
- La commission fiscalité du DJSF;
- Le service de l'emploi;
- Le service de l'assurance maladie;
- La commission législative du service du Grand Conseil.

De plus, nous avons réalisé une maquette pour le remplacement, en 2007, du site Intranet de l'Etat de Neuchâtel.

## 12.7. Certification ISO

Début octobre 2006, le secteur front office du STI a obtenu sa triple certification ISO 9001, 14000 et 18001. Ainsi, les secteurs en prise directe avec les utilisateurs et clients du STI ont des processus normalisés, ce qui doit assurer une meilleure qualité des prestations fournies.

## 12.8. Plan informatique

Environnement SAP:

- Migration à la version 4.7 de SAP R/3;
- Mise en œuvre d'un module de génération de PDF et d'envoi automatique de courriel;
- Nouvel outil de facturation mis en œuvre pour la caisse de pensions, le registre du commerce, la protection civile et le service de la géomatique;
- Mise en œuvre de la société « Hôpital neuchâtelois » et intégration du personnel associé;

- Adaptation des certificats de salaire aux nouvelles normes;
- Etablissement de listes statistiques sur le personnel.

Développements internes – applications métiers :

- Choix d'un nouvel outil de développement dans l'environnement WEB (WebDEV);
- Migration des applications UNIFACE en version 8 et terminalisation des applications centrales les plus importantes (base de données personnes, impôt, mineurs et tutelles, etc.);
- Office de l'emploi - mise en production d'une nouvelle gestion des placements des personnes en fin de droits;
- Archives - validation du cahier des charges détaillé de la solution de gestion des archives dans le cadre du projet FLORANE;
- Assurance maladie - mise en place des nouvelles normes pour les subsides 2006 et nombreuses simulations pour celles de 2007;
- Base de données personnes - introduction des relations de famille cantonale (couple habitant des communes différentes);
- Base de données personnes - introduction du partenariat fédéral;
- Base de données personnes - mise en place de la communication avec la nouvelle application du contrôle des habitants ETIC;
- Base de données personnes - intégration des données des bâtiments et logements (RegBL);
- Bourses d'études - conception et réalisation de la nouvelle application de gestion des bourses;
- Caisse de remplacement – intégration de la contribution de solidarité;
- Contentieux - installation et migration de la nouvelle solution de gestion du contentieux avec le produit CI-Power;
- Ecoles - reprise du suivi du projet pédagogique avec la conception de deux modules (Vocabulaire et Allophone) dans le cadre du projet "Verbis discendis";
- Ecoles - réalisation du module Allophone;
- Impôt à la source - mise en exploitation de la version 2 de la gestion de l'impôt à la source;
- Impôt des personnes physiques - intégration de la contribution extraordinaire sur la fortune;
- Impôt des personnes physiques – intégration de la nouvelle gestion des arrangements (un arrangement pour tous les postes ouverts);
- Impôt des personnes physiques – adaptation du module de calcul des intérêts avec l'intégration du taux à 10% dans les cas sans arrangements;
- Impôt des personnes physiques – nouvelle interface avec la nouvelle solution de gestion du contentieux;
- Impôt des personnes physiques – intégration d'un nouveau module de taxation automatique (TAO);
- Impôt des personnes physiques – intégration du partenariat fédéral;
- Mineurs et tutelles – conception de nouveaux modules concernant le journal des assistants sociaux, le suivi des dettes et la gestion des ordres permanents;
- Office de surveillance du travail - mise en production d'une nouvelle gestion des dossiers;
- Pouvoir judiciaire – mise en place d'une nouvelle procédure pour le suivi des mandats de répression;

- Pouvoir judiciaire – Paramétrisation et installation dans JURIS d'une nouvelle procédure associée à la mise en place du nouveau code pénal – partie générale;
- Service pénitentiaire – paramétrisation et installation dans JURIS d'un module de gestion de l'application des peines.

## 12.9. Divers

Le STI a installé, en 2006, 187 PC, 62 portables, 17 imprimantes et 8 périphériques pour l'administration cantonale et 46 PC, 9 portables, 14 imprimantes et 23 périphériques pour l'informatique scolaire. De plus, avec les travaux réalisés en 2006, ce sont pas moins de 1800 PC de l'administration cantonale qui sont configurés avec le profil itinérant.

Nous avons traité plus de 5'498 appels au help desk dont 1714 demandes d'assistance technique, 1587 de support bureautique, 1876 de maintenance du matériel, 99 d'installation de logiciels, 193 de support applicatif et 29 divers.

## 12.10. Statistiques

On trouvera, ci-dessous, une nouvelle statistique basée sur les coûts analytiques des prestations fournies par le STI en 2006. La téléphonie n'a pas été intégrée.

| Prestations | CHANC. | DJSF | DSAS | DGT | DEC | DECS | Adm. Cantonale | Externes | Total | en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Achats et installations | 39'600 | 849'600 | 198'900 | 418'500 | 540'900 | 274'500 | **2'322'000** | 1'178'821 | **3'500'821** | 19.84% |
| Support technique | 22'000 | 338'800 | 110'500 | 180'300 | 221'000 | 152'500 | **1'025'100** | 1'816'834 | **2'841'934** | 16.11% |
| Support bureautique | 13'200 | 287'400 | 66'300 | 135'300 | 143'400 | 91'500 | **737'100** | | **737'100** | 4.18% |
| Noeud cantonal | 13'200 | 287'400 | 66'300 | 135'300 | 143'400 | 91'500 | **737'100** | 1'074'547 | **1'811'647** | 10.27% |
| Service réseau | 17'600 | 383'200 | 88'400 | 180'400 | 191'200 | 122'000 | **982'800** | | **982'800** | 5.57% |
| Service applicatif | 114'800 | 1'314'399 | 255'900 | 334'300 | 204'600 | 153'900 | **2'377'899** | | **2'377'899** | 13.48% |
| Maintenance | 24'210 | 822'444 | 2'131 | 113'513 | 158'160 | 67'110 | **1'187'568** | | **1'187'568** | 6.73% |
| Centre d'impression | 14'124 | 824'854 | 39'319 | 65'455 | 15'954 | 5'769 | **965'475** | 531'769 | **1'497'244** | 8.49% |
| Développement | 233'680 | 1'301'395 | 299'068 | 206'295 | 211'730 | 305'773 | **2'557'941** | 150'790 | **2'708'731** | 15.35% |
| Total en Fr. | **492'414** | **6'409'492** | **1'126'818** | **1'769'363** | **1'830'344** | **1'264'552** | **12'892'983** | **4'752'760** | **17'645'743** | |
| En % | 2.79% | 36.32% | 6.39% | 10.03% | 10.37% | 7.17% | **73.07%** | 26.93% | | |

Les plus importantes applications ou domaines gérés, en 2006, par le STI concernent:

| Applications | Total en francs | Applications | Total en francs |
|---|---|---|---|
| Bordereau unique des personnes physiques | 1'438'406 | Office orientation scolaire et profes-sionnelle | 145'895 |
| Comptabilité centrale | 589'752 | Impôt fédéral direct | 139'838 |
| Pouvoir judiciaire | 564'739 | Santé publique | 138'877 |
| Conducteurs et véhicules | 552'797 | Impôts immobiliers et de successions | 134'693 |
| Police cantonale | 522'217 | Cadastre et géomatique | 129'686 |
| Poursuites et faillites | 448'466 | Service et offices du registre foncier | 124'619 |
| Office de perception | 429'634 | Service formation professionnelle | 121'685 |
| Contentieux général | 378'526 | Observatoire | 109'146 |
| Borderea unique des personnes morales | 359'910 | Ressources humaines | 105'258 |
| Chancellerie | 354'384 | Enseignement obligatoire | 102'632 |
| Assurance-maladie | 342'255 | Protection environnement | 100'589 |
| Ponts et chaussées | 219'996 | Office des bourses | 100'455 |
| Mineurs et tutelles | 208'112 | Registre du commerce | 96'792 |
| Action sociale | 190'993 | Office de perception amendes et frais judiciaires | 90'805 |
| Office d'organisation | 184'170 | Archéologie | 85'800 |
| Office social de l'asile | 168'233 | Autres projets (66) | 2'010'871.00 |

## 13. SERVICE DE LA GERANCE DES IMMEUBLES

Les comptes et les activités du service de la gérance des immeubles sont contenus de manière détaillée dans un rapport spécifique intitulé « rapport du conseil d'administration de la Caisse de pensions de l'Etat de Neuchâtel ». En effet, le service de la gérance a, comme tâche principale, la construction, la rénovation et la gestion des immeubles de la Caisse de pensions de l'Etat.

Le comité de placement de la Caisse de pensions s'est chargé d'étudier plusieurs dossiers immobiliers relatifs à de nouvelles constructions, acquisitions et rénovations de bâtiments.

Le service de la gérance des immeubles a procédé, selon son planning annuel, à plusieurs chantiers de rénovations de bâtiments suivants : av. DuPeyrou 4, faubourg de l'Hôpital 34, rue du Pommier 8 à Neuchâtel, rue de Monchevaux 12 à Bevaix, rue du Chasseral 4-6 à Cernier, rte des Grattes 4 à Rochefort, rue du Nord 206-208 à La Chaux-de-Fonds.

Dans le canton de Neuchâtel, en ce qui concerne les nouvelles constructions, il reste un chantier en cours aux Geneveys-sur-Coffrane pour le dernier immeuble (3 bâtiments au total de 8 appartements chacun). Il a été décidé de vendre en PPE le troisième bâtiment au vu du peu de succès enregistré pour la location des deux premiers immeubles.

Dans le canton de Vaud, les constructions de Gland, Morges, Palézieux et Yverdon-les-Bains sont terminées.

Le marché de la location est plus détendu dans notre canton. Avec les taux d'intérêts hypothécaires très bas que nous connaissons, la construction de nombreuses PPE et de villas a provoqué la libération de plusieurs appartements loués. Quant au marché des locaux administratifs et commerciaux, il y a actuellement pléthore d'objets mis en location.

En ce qui concerne les immeubles appartenant à l'Etat de Neuchâtel (patrimoine financier), 11 garages à Neuchâtel ont été vendus rapportant un bénéfice de **262.000 francs**. Par contre, le centre d'accueil des Cernets Les Verrières n'a pas trouvé preneur.

Le produit des locations du patrimoine financier géré par le service de la gérance des immeubles s'est élevé pour 2006 à **125.216 francs**. Les charges d'entretien se montent à **83.070 fr. 35.** La grande partie de ces charges est en rapport avec le centre des Cernets dont l'entier des frais (énergie, déneigement, etc.) se retrouve dans les comptes de la gérance.

Le service de la gérance des immeubles se charge également d'encaisser les loyers des appartements et locaux de fonction du patrimoine administratif. Pour l'exercice 2006, ces loyers se sont élevés à **656.930 francs** et sont versés au service des bâtiments de l'Etat. Ce service prend en charge les coûts d'entretien de ces objets.

# 14. SERVICE DES COMMUNES

## 14.1. Contrôle de gestion

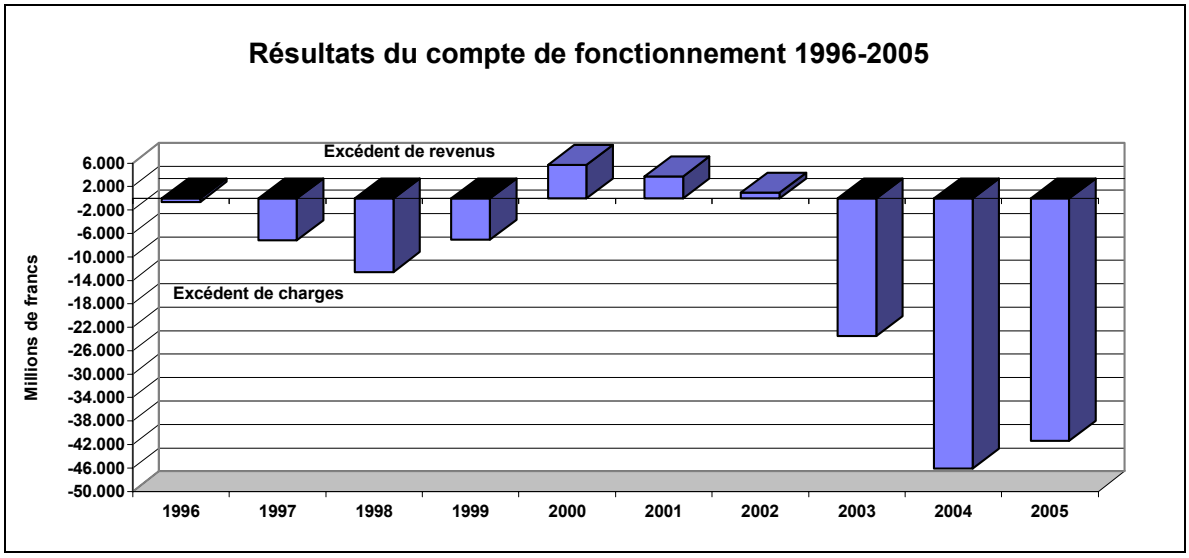
### *Résultats du compte de fonctionnement 2001-2005 comparés aux prévisions budgétaires*

| Année | Budgets | | Comptes | | Améliorations ou aggravations |
|---|---|---|---|---|---|
| 2001 | Déficit | 13.450.000 | Bénéfice | **3.701.283** | 17.200.000 |
| 2002 | Déficit | 18.340.000 | Bénéfice | **93.837** | 18.400.000 |
| 2003 | Déficit | 26.430.000 | Déficit | **- 23.540.814** | 2.900.000 |
| 2004 | Déficit | 36.570.000 | Déficit | **- 46.128.545** | - 9.600.000 |
| 2005 | Déficit | 46.549.000 | Déficit | **- 41.417.710** | 5.100.000 |

L'exercice 2005 affiche un déficit de 41.417.710 francs, soit une amélioration de 5,1 millions de francs par rapport aux prévisions budgétaires. Les résultats cumulés des cinq derniers exercices font apparaître un déficit de 107,3 millions de francs.

Le nombre des communes bouclant leur compte de fonctionnement dans les chiffres rouges est en diminution par rapport à 2004 (44) et atteint 41 en 2005.

Au bilan, à fin 2005, il n'y a pas de commune en découvert (aucune en 2004). La fortune nette de l'ensemble des communes diminue, passant de 204,7 millions de francs en 2004 à 177,5 millions de francs à fin 2005.




Durant la décennie écoulée, il y a eu pour l'ensemble des communes trois exercices bénéficiaires et sept exercices déficitaires. Le résultat global de ces dix années donne un déficit de 129 millions de francs.

## 14.2. Compte administratif de l'ensemble des communes (comptes de fonctionnement et des investissements)

| Comptes 2004 | Budget 2005 | | Comptes 2005 | |
|---|---|---|---|---|
| Fr. | Fr. | | Fr. | Fr. |
| | | **Compte de fonctionnement** | **Charges** | **Revenus** |
| 1.388.352.405 | 1.182.071.337 | Total des charges (30-39 sans 331-332-333) | 1.199.533.757 | |
| 64.039.700 | 73.240.282 | Amortissements (331-332-333) | 68.346.874 | |
| 1.406.263.560 | 1.208.762.619 | Total des revenus | | 1.226.462.921 |
| 46.128.545 | 46.549.000 | Excédent de charges | | 41.417.710 |
| 0 | 0 | Excédent de revenus | 0 | |
| | | **Compte des investissements** | **Dépenses** | **Recettes** |
| 164.817.716 | 194.590.728 | Total des dépenses | 146.532.049 | |
| 40.679.732 | 13.468.547 | Total des recettes | | 25.128.971 |
| 124.137.984 | 181.122.181 | Investissements nets / augmentation | | 121.403.078 |
| 0 | 0 | Investissements nets / diminution | 0 | |
| | | **Financement** | | |
| 124.137.984 | 181.122.181 | Investissements nets / augmentation | 121.403.078 | |
| 0 | 0 | Investissements nets / diminution | | 0 |
| 64.039.700 | 73.240.282 | Amortissements | | 68.346.874 |
| 46.128.545 | 46.549.000 | Compte de fonctionnement / excédent de charges | 41.417.710 | |
| 0 | 0 | Compte de fonctionnement / excédent de revenus | | 0 |
| 106.226.829 | 154.430.899 | Insuffisance de financement | | 94.473.914 |
| 0 | 0 | Excédent de financement | 0 | |
| | | **Variation de la fortune nette** | **Débit** | **Crédit** |
| 106.226.829 | 154.430.899 | Insuffisance de financement | 94.473.914 | |
| 0 | 0 | Excédent de financement | | 0 |
| 164.817.716 | 194.590.728 | Report au bilan / dépenses | | 146.532.049 |
| 104.719.432 | 86.708.829 | Report au bilan / recettes | 93.475.845 | |
| 0 | 0 | Fortune nette / augmentation | | |
| 46.128.545 | 46.549.000 | Fortune nette / diminution | | 41.417.710 |

## 14.3. Commentaires

### *Compte de fonctionnement*

Ce compte enregistre l'ensemble des charges et revenus courants des communes.

Les charges comprennent principalement, par ordre dégressif:

| | 2004 % du total | 2005 % du total | Variations 2004-2005 en % |
|---|---|---|---|
| Charges de personnel | 38,8 | 40,2 | - 9,5 |
| Achats de biens, services et marchandises | 21,3 | 23,5 | - 3,8 |
| Subventions accordées | 15,4 | 10,3 | - 41,7 |
| Amortissements | 6,2 | 7,4 | + 4,0 |
| Dédommagements à des collectivités publiques | 8,0 | 7,3 | - 19,6 |
| Intérêts passifs | 4,4 | 5,2 | + 2,5 |

En 2005, les amortissements, non compris ceux du patrimoine financier, ont représenté 4,7% (4,6% en 2004) de la valeur résiduelle des investissements et subventions aux investissements (Pour l'Etat: 13% en 2005 et 14,9% en 2004). Rappelons que le modèle de compte harmonisé (MCH) préconise un taux d'amortissement minimal de 10% sur la valeur résiduelle précitée.

Quant aux revenus, ils comprennent essentiellement, par ordre décroissant:

| | 2004 % du total | 2005 % du total | Variations 2004-2005 en % |
|---|---|---|---|
| Impôts | 40,7 | 36,8 | - 21,2 |
| Contributions | 28,8 | 32,9 | - 0,6 |
| Subventions acquises | 17,1 | 17,6 | - 10,3 |
| Revenus des biens | 3,4 | 4,5 | 15,8 |
| Dédommagements de collectivités publiques | 3,3 | 1,6 | - 58,3 |
| Parts à recettes et contributions sans affectation | 0,3 | 0,3 | - 9,2 |

Par rapport à 2004, les charges ont diminué globalement de 12,7% (- 184,5 millions de francs) et les revenus de 12,8% (- 179,8 millions de francs). Ces diminutions sont évidemment la conséquence du désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes et du transfert fiscal qui lui a été lié (coefficient Etat + 30; coefficients communaux - 30).

### *Compte des investissements*

Ce compte groupe les dépenses et les recettes pour la construction ou l'amélioration des infrastructures publiques et l'achat d'équipements. Par rapport à 2004, le total des dépenses et le total des recettes ont diminué respectivement de 12,5% et 61,9% en 2005. Il en résulte que lors de cet exercice les investissements nets ont été de 2,3% inférieurs à ceux de 2004.

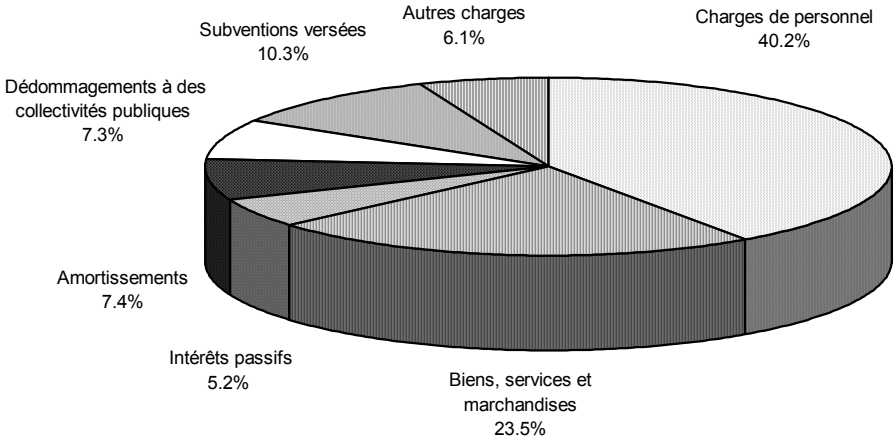
### *Financement*

Cette rubrique permet de comparer l'investissement net aux amortissements et au résultat du compte de fonctionnement. L'insuffisance de financement atteint 94,5 millions de francs en 2005, soit 11,1% de moins qu'en 2004.

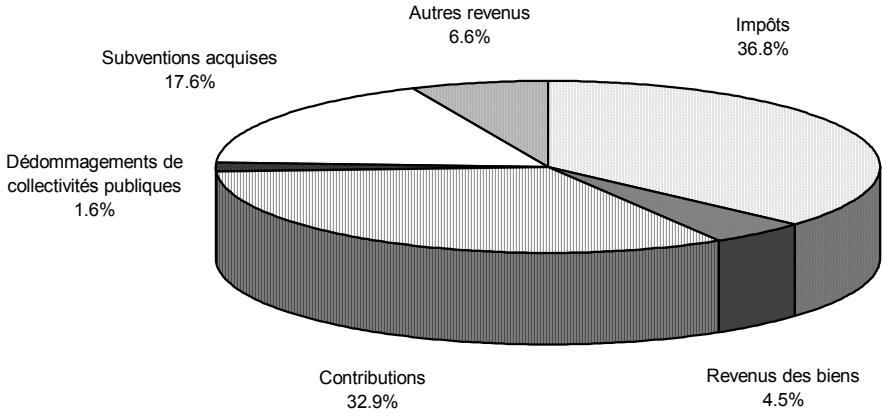
### *Variation de la fortune nette*

Ce chapitre comprend les opérations de clôture de l'exercice. Conformément à l'article 43 du règlement sur les finances et la comptabilité des communes, du 18 mai 1992 (RFC), le boni du compte de fonctionnement est viré directement à la fortune nette.

**Charges par nature**




**Revenus par nature**




## 14.4. Tableaux statistiques

Plusieurs changements ont été apportés dans les tableaux statistiques figurant en fin de rapport. Nous commentons également les modifications importantes, touchant certains chiffres de ces tableaux.

**Désenchevêtrement et transfert fiscal**

Dans les tableaux nos 2 à 5 (fiscalité), le montant des impôts communaux des personnes physiques perçus en 2005 ainsi que les indices se reportant à ce montant (indice de charge fiscale ou

effort fiscal) diminuent fortement en raison du transfert fiscal (30 points) des communes vers l'Etat, lié au désenchevêtrement. L'impôt communal total des personnes physiques passe ainsi de 470 millions de francs en 2004 à 341 millions de francs en 2005. L'effort fiscal de l'ensemble des communes passe, lui, de 93,8% à 50,2%.

Dans le tableau no 4, les colonnes relatives à la masse imposable ont été supprimées. Les modifications apportées aux statistiques du service des contributions ne nous permettent plus de publier dans notre rapport la masse imposable totale (personnes physiques et personnes morales). Pour plus d'informations sur la question, il convient de se référer au chapitre du rapport consacré au dit service.

Dans les tableaux nos 7 à 17 (comptes de fonctionnement), on constate les effets du désenchevêtrement, avec une réduction des charges d'enseignement et formation (elles passent de 191 à 162 millions de francs entre 2004 et 2005), une quasi-disparition des charges de santé (elles passent de 85 à 5 millions de francs) et une réduction des charges de prévoyance sociale (elles passent de 83 à 69 millions de francs). Les charges de trafic (pot commun) passent en revanche de 68 à 71 millions de francs. Enfin, les revenus nets du chapitre "Finances et impôts" passent de 530 à 412 millions de francs. Toutes les rubriques du tableau no 17 (charges réparties) ont été maintenues encore cette année afin de permettre les comparaisons suite au désenchevêtrement.

**Péréquation verticale**

Le tableau no 26 "Aides du fonds d'aide aux communes" a été complété par la mention des subsides de la péréquation verticale (supportée exceptionnellement par le fonds en 2006) et des aides du fonds destiné aux réformes de structures des communes.

Un nouveau tableau no 33, intitulé "Péréquation verticale 2006", a été ajouté, qui montre le détail du calcul de cette péréquation, instituée en 2006.

Le tableau no 34 (ancien 33), "Péréquation financière intercommunale en 2006: comparaisons", a été complété, les montants de la péréquation verticale étant intégrés dans les comparaisons et les classements.

Un nouveau tableau no 35, "Classement des communes selon le revenu fiscal avant et après péréquation horizontale et péréquations horizontale et verticale", indique quelles sont les ressources fiscales des communes (richesse fiscale donnée par l'impôt d'Etat par habitant) avant et après que l'on ajoute ou déduise les montants reçus de la péréquation (horizontale et verticale) ou versés à la péréquation.

**Statistiques quinquennales 2001-2005**

On trouvera enfin quatre tableaux (nos 36 à 39) fournissant des statistiques quinquennales pour la période 2001-2005. Les tableaux nos 36 et 37 indiquent, en moyenne par habitant calculée sur ces cinq années, les charges et revenus du compte de fonctionnement selon la récapitulation par nature, en francs et en pourcentage. Le tableau no 38 donne, lui, les résultats nets du même compte, selon la récapitulation fonctionnelle. Le tableau no 39 fournit des comparaisons avec la période quinquennale 1996-2000.

Pour la période concernée, les principales charges, par nature et pour l'ensemble des communes, sont (entre parenthèses: chiffres de la période quinquennale 1996-2000):

- Les charges de personnel, qui représentent 38,4% (37,6%) des charges; maximum communal: 48%; minimum 10%.
- Les biens, services et marchandises: 22,7% (24,1%); maximum: 30%; minimum: 11%.
- Les subventions accordées: 13,7% (13,3%): maximum: 43%; minimum: 9%.
- Les dédommagements à des collectivités publiques: 7,4% (7,2%); maximum: 39%; minimum: 2%.
- Les amortissements: 6,6% (5,9%); maximum: 20%; minimum: 2%.
- Les intérêts passifs: 4,7% (5,3%); maximum: 9%; minimum: 0%.

Les principaux revenus, par nature et pour l'ensemble des communes, sont (entre parenthèses: chiffres de la période quinquennale 1996-2000):

- Les impôts, qui représentent 39,1% (37,8%) des revenus; maximum communal: 76%; minimum: 28%.
- Les contributions: 30,9% (33,6%); maximum: 40%; minimum: 8%.
- Les subventions acquises: 16,3% (13%); maximum: 27%; minimum: 2%.
- Les revenus des biens: 3,5% (3,4%); maximum: 16%; minimum: 1%.

**Comparaisons avec la période quinquennale 1996-2000**

Par rapport à la période quinquennale 1996-2000, les plus grandes variations touchent, dans les domaines indiqués ci-dessus:

- pour les charges:

  les subventions redistribuées (+ 393,7%, restitution de la redevance eau encaissée pour le canton), les amortissements (+ 21%), les attributions aux financements spéciaux (+ 13%), les dédommagements (+ 12,2%), les subventions accordées (+ 11,8%), les biens, services et marchandises (+ 1,9%), les intérêts passifs (- 2,7%);

- pour les revenus:

  les subventions à redistribuer (+ 405,8%, encaissement de la redevance eau pour le canton), les prélèvements aux financements spéciaux (+ 62,9%), les dédommagements de collectivités publiques (+ 38,9%), les subventions acquises (+ 33,8%), les patentes et concessions (+ 14,2%), les impôts (+ 11.2%), les parts à des recettes et contributions sans affectation (- 76,5%), les revenus des biens (- 12,2%).

Quant aux variations les plus importantes dans la récapitulation fonctionnelle, elles touchent les chapitres: protection et aménagement de l'environnement (- 51%), économie publique (- 28,7%), administration (+ 22,9%), culture, loisirs, sports (+ 20,7%), sécurité publique (+ 20,6%), prévoyance sociale (- 20,3%, 1ère étape désenchevêtrement), santé (+ 17,8%).

## 14.5. Rendement des impôts et effort fiscal

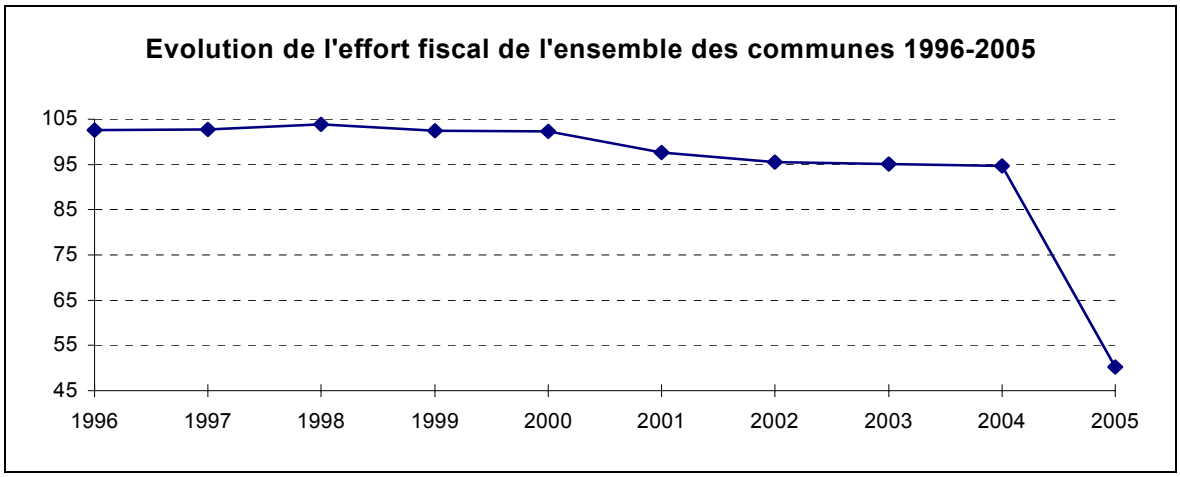
| | Impôts perçus par l'Etat | Impôts perçus par les communes | % des impôts communaux par rapport à ceux de l'Etat |
|---|---|---|---|
| 1970 | 87.059.730 | 99.037.974 | 114% |
| 1980 | 171.232.035 | 190.500.931 | 111% |
| 1990 | 289.065.403 | 333.723.650 | 115% |
| 1995 | 449.359.226 | 417.867.253 | 93% |
| 2000 | 528.856.500 | 487.743.785 | 92% |
| 2001 | 554.925.428 | 541.208.508 | 98% |
| 2002 | 594.000.770 | 566.173.872 | 95% |
| 2003 | 573.424.998 | 541.856.882 | 94% |
| 2004 | 586.176.370 | 547.927.942 | 93% |
| 2005 | 755.998.711 | 429.429.781 | 57% |

En 2005, les impôts perçus par les communes ont représenté 57% des impôts perçus par l'Etat (93% en 2004).

A noter que les chiffres ci-dessus comprennent, pour l'Etat et les communes, les versements compensatoires provenant des frontaliers ainsi que l'impôt à la source.

La comparaison avec l'année 2004 n'est plus possible. En effet, suite au désenchevêtrement des tâches dès le 1er janvier 2005, le coefficient de l'impôt cantonal sur les personnes physiques a passé de 100 à 130%. En contre-partie, le coefficient de chaque commune a été baissé de 30 points,

le coefficient d'impôt des personnes morales restant fixé à 100% pour les parts cantonale et communale.




Par arrêté du 22 mars 2006, le Conseil d'Etat a promulgué la loi portant modification de la loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI), du 25 janvier 2006. Cette loi a modifié l'article 15 de la LPFI, qui définit comment est calculé l'indice de charge fiscale (ICF). Elle a supprimé la prise en compte de l'impôt des personnes morales (PM) car la distorsion antipéréquative existant avant le désenchevêtrement s'aggravait fortement suite au transfert fiscal (+ 30 - 30) lié à ce dernier.

Désormais, l'ICF ne compare plus que le produit de l'impôt communal des personnes physiques avec celui de l'impôt perçu par l'Etat dans la commune, auprès de ces mêmes personnes physiques. Ici aussi la comparaison avec l'exercice 2004 est rendue impossible suite au transfert fiscal.

L'effort fiscal de l'ensemble des communes en 2005 est de 50,17%. A titre de comparaison, le coefficient moyen de l'ensemble des communes en 2005 représente le 49,32% du coefficient de l'impôt cantonal (64,11 points divisés par 130 multiplié par 100).

Il faut relever que l'effort fiscal de l'ensemble des communes est une valeur purement théorique, qui recouvre des situations communales fort différentes. En 2005, l'effort fiscal le plus bas était de 37,7% et le plus haut de 68,7%. L'écart est de 31. Pour le coefficient d'impôt, il est de 41 (coefficient le plus bas: 47%; le plus haut: 88%).

## 14.6. Dette consolidée de l'ensemble des communes (y compris les syndicats intercommunaux)

| Année | Dette consolidée | Par habitant |
|---|---|---|
| 1970 | 370.000.000 | 2.201 |
| 1980 | 695.000.000 | 4.382 |
| 1990 | 1.043.000.000 | 6.506 |
| 1995 | 1.325.000.000 | 7.969 |
| 2000 | 1.597.000.000 | 9.593 |
| 2001 | 1.638.000.000 | 9.829 |
| 2002 | 1.686.000.000 | 10.076 |
| 2003 | 1.767.600.000 | 10.522 |
| 2004 | 1.858.150.000 | 11.035 |
| 2005 | 1.919.650.000 | 11.360 |

### *Répartition selon les villes, les autres communes et les syndicats*

| | 2004 | 2005 |
|---|---|---|
| 3 villes | 1.213.800.000 | 1.253.800.000 |
| 59 communes | 519.300.000 | 540.250.000 |
| Syndicats intercommunaux | 126.050.000 | 125.800.000 |
| Total | 1.858.150.000 | 1.919.650.000 |

La dette à moyen et long termes des communes et des syndicats a augmenté de 3,3% en 2005. La dette consolidée des villes a progressé de 3,3%, celle des 59 autres communes de 4% et celle des syndicats de 0,6%.

La charge globale - remboursement et intérêts - de la dette consolidée des communes (89.454.263 francs) représente le 22,1% (16,8% en 2004) du total des impôts communaux, personnes physiques et personnes morales (404.772.234 francs). La seule charge d'intérêt (63.919.179 francs) représente 15,8% (11,8% en 2004) de ce montant et 5,2% (4,4% en 2004) du total des revenus du compte de fonctionnement (1.226.462.921 francs). La détérioration de ces indices est évidemment due partiellement à la réduction des coefficients communaux d'impôt des personnes physiques, liée au désenchevêtrement (le total des impôts pris en compte a passé de 527 à 405 millions de francs).

La dette publique (consolidée et flottante) des communes neuchâteloises a atteint 11.360 francs par habitant en 2005 (11.035 francs en 2004).

## 14.7. Investissements nets de l'ensemble des communes (y compris les syndicats intercommunaux et régionaux)

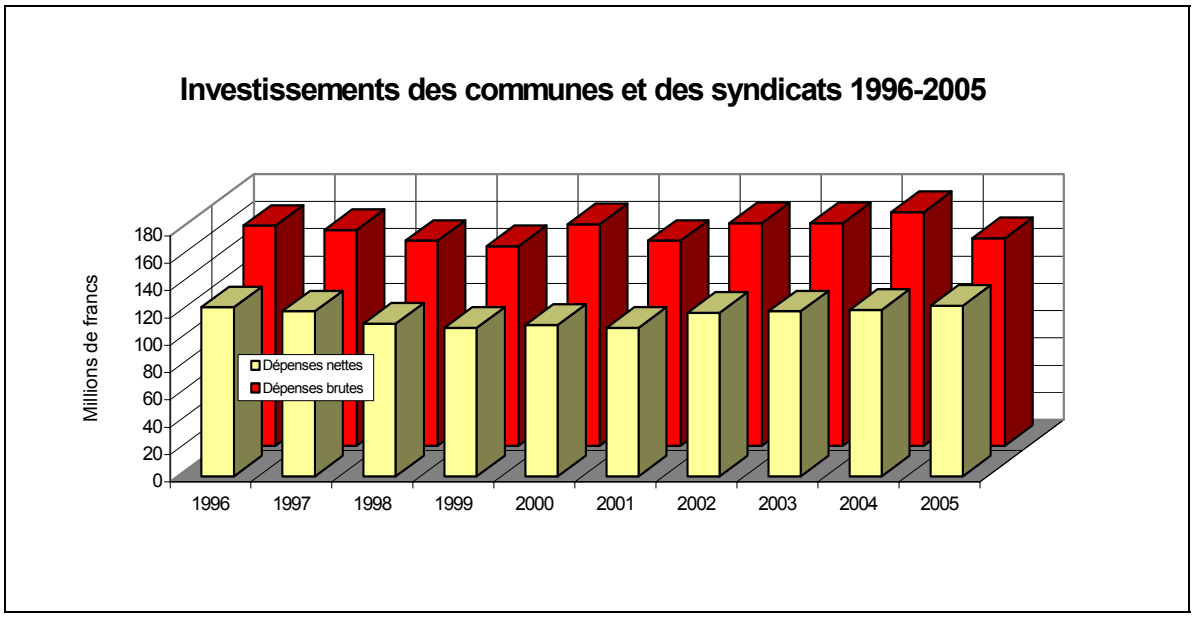
| | 2004 | 2005 |
|---|---|---|
| 3 villes | 86.452.468 | 85.649.162 |
| 59 communes | 37.685.516 | 35.753.916 |
| Syndicats intercommunaux et régionaux | - 1.684.008 | 3.493.982 |
| Total | 122.453.976 | 124.897.060 |

### *Investissements nets des syndicats intercommunaux et régionaux*

| | 2004 | 2005 |
|---|---|---|
| Enseignement | 2.394.438 | 1.164.195 |
| Culture, loisirs, sports | 4.544 | 1.521.216 |
| Protection et aménagement de l'environnement | - 4.082.990 | 808.571 |
| Total | - 1.684.008 | 3.493.982 |

Globalement, les investissements des communes et des syndicats ont augmenté de 2% en 2005 (1,3% en 2004).

En 2005, les villes ont diminué leurs investissements de 0,9% (- 4,7% en 2004). Les 59 communes ont diminué leurs investissements de 5,1% (+ 20% en 2004) alors que les syndicats ont augmenté les leurs de 307,5% (- 28,7% en 2004).




En 2005, les investissements bruts des communes se sont élevés à 147 millions de francs (165 millions de francs en 2004) et ceux des syndicats à 5 millions de francs (6 millions de francs en 2004), soit au total 152 millions de francs (171 millions de francs en 2004). Quant aux investissements nets, ils ont atteint pour les communes 121 millions de francs (124 millions de francs en 2004) et pour les syndicats 4 millions de francs (- 2 millions de francs en 2004), soit au total 125 millions de francs (122 millions de francs en 2004).

Durant la décennie écoulée, les investissements de l'ensemble des communes et des syndicats intercommunaux se sont élevés à 1,6 milliard de francs en dépenses brutes et 1,2 milliard de francs en dépenses nettes.

## 14.8. Sanction d'arrêtés

En 2006, 344 arrêtés et règlements de Conseils généraux et communaux (352 en 2005) ont été sanctionnés par le Conseil d'Etat et 44 autorisations relatives à des transactions immobilières (39 en 2005) ont été délivrées par le Département de la justice, de la sécurité et des finances (DJSF). L'exonération des lods ou des droits de mutation a été accordée pour 34 opérations immobilières (31 en 2005).

## 14.9. Fonds d'aide aux communes

L'aide totale accordée en 2006 est de 2.091.166 francs, soit 821.150 francs de plus que le maximum recommandé par l'article 2 du règlement d'application de la loi sur le fonds d'aide aux communes (RALFAC), du 22 octobre 2003 (RSN 172.410), fixé à 10% du capital du fonds (1.270.016 francs sur un capital de 12.700.160 francs à fin 2005).

Les aides octroyées en 2006 se répartissent de la manière suivante:

- 492.550 francs comme subside à une commune pour l'assainissement du bilan;
- 84.000 et 14.000 francs comme subsides à deux communes pour le financement d'une étude relative à leur rapprochement en vue d'une fusion;
- 28.010, 320.651, 122.853, 225.587, 4.335, 124.566, 157.635, 99.172, 11.039, et 26.768 francs comme subsides pour la péréquation financière verticale à dix communes, en application de l'article 4 (Disposition transitoire) de la loi portant modification de la loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI), de la loi concernant la répartition de la part du

canton au produit de l'impôt fédéral direct (LFRIFD) et de la loi sur le fonds d'aide aux communes (LFAC), du 24 janvier 2006;

- 40.000 francs comme subside à une commune pour l'assainissement de deux passages à niveau;
- 40.000 francs comme subside à une commune pour l'acquisition d'un véhicule utilitaire;
- 50.000 francs comme subside à une commune pour l'acquisition d'un tracteur porte-outils et de son équipement;
- 19.253, 73.466, 29.385, 10.741, 10.870, 92.701, 14.348, 11.872, 14.190, 14.958 et 8.216 francs comme subsides à onze communes pour la rénovation d'une piscine appartenant à un syndicat intercommunal.

A la fin de 2006, le capital du fonds est de 11.035.093 francs, en diminution de 1.665.067 francs sur 2005. Sur ce montant, seuls 7.940.493 francs peuvent être mis à disposition, le solde, soit 3.094.600 francs, étant constitué de prêts aux communes.

La diminution du capital du fonds est consécutive notamment à la suspension de l'attribution au fonds des 3% du produit de la part du canton à l'impôt fédéral direct (3,7 millions de francs versés en 2002), existant depuis 2003. Cette suspension a été prorogée totalement en 2007 et partiellement (1% de réduction) en 2008, par la loi sur les mesures d'amélioration des finances accompagnant le budget 2007, du 6 décembre 2006.

## 14.10. Fonds destiné aux réformes de structures des communes

Par décret du 29 mars 2006, le Grand Conseil a autorisé le Conseil d'Etat à utiliser le solde de 20 millions du fonds destiné aux réformes de structures des communes (FRSC) pour accorder des aides à la fusion ou à d'autres formes de collaboration au sens de la loi sur le fonds d'aide aux communes (LFAC).

Les critères applicables sont ceux de la LFAC (art. 1er et 8) et du RALFAC (art. 13 à 18) et la validité du décret est limitée au 31 décembre 2010. A cette échéance, le Grand Conseil décidera de l'affectation du solde éventuel du fonds, tout en le réservant aux communes.

Le décret prévoit que le Conseil d'Etat informe chaque année le Grand Conseil de l'utilisation du FRSC. C'est l'objet du présent chapitre.

Un seul subside a été octroyé en 2006:

- 987.500 francs à une commune pour la mise en place d'une police de proximité, suite à l'intégration de la police locale dans la police cantonale et la création d'un service du domaine public.

A fin 2006, le capital du fonds est de 19.909.415 francs, en diminution de 3.090.585 francs sur le capital initial de 23 millions de francs (le solde a été ramené à 20 millions de francs après la rétrocession de 3 millions de francs aux communes, par décret du 28 mars 2006).

## 14.11. Impôts

Modifications du coefficient d'impôt des communes, entrées en vigueur en 2006:

Diminutions: 2 communes

| | |
|---|---|
| Le Cerneux-Péquignot | de 74 à 72% |
| Brot-Plamboz | de 76 à 72% |

Augmentations: 13 communes

| | |
|---|---|
| St-Blaise | de 55 à 61% |
| Le Landeron | de 49 à 59% |
| Cortaillod | de 60 à 63% |
| Colombier | de 55 à 60% |
| Auvernier | de 47 à 57% |
| Vaumarcus | de 33 à 60% |
| Couvet | de 73 à 85% |
| Cernier | de 66 à 69% |
| Villiers | de 66 à 70% |
| Fenin-Vilars-Saules | de 60 à 63% |
| Fontaines | de 58 à 63% |
| Les Hauts-Geneveys | de 62 à 67% |
| Les Geneveys-sur-Coffrane | de 60 à 65% |

Au total, 15 communes ont modifié leur coefficient d'impôt en 2006 (19 en 2005).

## 14.12. Législation et activités juridiques

Les modifications du droit cantonal entrées en vigueur en 2006 ou au début de 2007, touchant directement les communes et ayant fait l'objet de circulaires explicatives du service des communes, sont les suivantes:

- Loi portant modification de la loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI), de la loi concernant la répartition de la part du canton au produit de l'impôt fédéral direct (LFRIFD) et de la loi sur le fonds d'aide aux communes (LFAC), du 24 janvier 2006 (Institution de la péréquation verticale).
- Loi portant modification de la LPFI, du 25 janvier 2006 (Suppression de la prise en compte de l'impôt des personnes morales dans le calcul de l'indice de charge fiscale).
- Arrêté du Conseil d'Etat, du 22 mars 2006, portant modification du règlement d'application de la loi sur la péréquation financière intercommunale (RALPFI) (Péréquation verticale, calcul de l'acompte de la péréquation horizontale, péréquation budgétaire).
- Loi portant révision de la loi sur les droits politiques (LDP), du 28 mars 2006 (Initiative et référendum: réduction du nombre de signatures exigé et prolongation des délais).
- Décret relatif à l'utilisation du solde du fonds destiné aux réformes de structures des communes (FRSC), du 29 mars 2006.
- Loi portant modification de la LDP, du 30 mai 2006 (Vote par correspondance, comité d'initiative).
- Loi portant adaptation de la législation cantonale au Code pénal suisse modifié les 13 décembre 2002 et 24 mars 2006, du 31 octobre 2006 (Suppression de la peine des arrêts, procédure pénale des mineurs, limite des amendes pour les arrêtés et règlements communaux: adaptation du règlement type de police et du règlement type de distribution de l'eau potable).
- Loi adaptant la législation neuchâteloise à la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, du 31 octobre 2006 (Incompatibilités absolues et relatives, contrôle des habitants: adaptation du règlement général type de commune et du règlement type de police).

Le service des communes a participé à divers groupes de travail ou commissions chargés d'élaborer des textes légaux ou réglementaires, des projets ou des instructions. Parmi ceux-ci, on peut citer:

- commission "Péréquation financière" (voir plus loin le chapitre consacré à la péréquation);
- commission cantonale des déchets: réflexions sur des solutions nouvelles pour la taxe;
- divers groupes de travail dans le cadre du réseau urbain neuchâtelois (RUN);
- commission chargée de préparer un projet de loi sur le registre des habitants;
- groupe de référence RPT (réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons);
- groupe d'accompagnement de l'unité "Politiques locales" de l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP);
- comité de la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales: en 2006, ladite conférence a notamment consacré une journée de travail à l'introduction de la comptabilité analytique dans les communes, à l'état des travaux concernant la réforme de la comptabilité publique des cantons et des communes (harmonisation, prise en compte des normes IPSAS, statistiques, établissement du MCH2) et aux nouvelles exigences en matière de révision.

## 14.13. Fusions de communes et collaborations intercommunales

Les projets en cours ont connu des fortunes diverses.

Dans le district de Neuchâtel, le projet de fusion de Marin-Epagnier et Thielle-Wavre semble en bonne voie pour une entrée en vigueur au 1er janvier 2008. Des discussions ont en outre été ouvertes entre plusieurs communes de l'Entre-deux-Lacs.

Dans le district de Boudry, le projet de fusion entre Peseux et Corcelles-Cormondrèche se développe également (la convention est quasiment sous toit) et il est toujours prévu qu'il entre en vigueur le 1er janvier 2009. S'agissant du projet regroupant Boudry, Cortaillod et Bevaix, une séance d'information a été organisée pour la population sous l'Agoramobile, à laquelle le chef du DJSF et le chef du service des communes ont participé. A La Béroche, le projet est un peu en attente, un rapprochement entre Saint-Aubin-Sauges et Vaumarcus s'est toutefois concrétisé sur le plan de la tenue de la comptabilité.

Au Val-de-Travers, les Conseils communaux des onze communes ont signé la convention de fusion. Les Conseils généraux et la population devraient se prononcer dans le courant de 2007, l'entrée en vigueur de la fusion étant prévue au 1er janvier 2008. Un projet dissident, regroupé autour de la commune de Fleurier, a toutefois été annoncé.

Au Val-de-Ruz, les discussions continuent. Le projet de fusion Dombresson-Villiers-Le Pâquier semble le plus avancé et pourrait aboutir en 2008.

Dans les Montagnes, le rapprochement entre La Chaux-de-Fonds et Le Locle s'intensifie au niveau des collaborations mais le projet de fusion rencontre des résistances.

Des discussions pour une collaboration renforcée ont débuté entre les communes des Ponts-de-Martel, de Brot-Plamboz et de La Sagne.

Le service des communes apporte un soutien technique à tous ces projets (calculs de coefficients, examen de budgets prévisionnels, évaluation des effets sur la péréquation, examen des projets de convention, etc.). En 2006, il a participé à l'élaboration du décret relatif à l'utilisation du solde du fonds destiné aux réformes de structures des communes (FRSC), adopté le 29 mars 2006 par le Grand Conseil. On peut rappeler que ce fonds double, jusqu'à fin 2010, les aides à la fusion et à la collaboration intercommunale.

Le service a également rédigé pour les communes un modèle de convention de fusion.

Il a enfin préparé, avec le service juridique et la chancellerie d'Etat, un projet de loi modifiant la loi sur les droits politiques, qui devrait régler les problèmes qui se posent en cas de fusion au 1er jan-

vier qui précède ou qui suit les élections générales des autorités communales. Ce projet devrait être examiné au début 2007 par le Grand Conseil.

Des aides financières de 84.000 et 14.000 francs ont été octroyées respectivement aux communes de Marin-Epagnier et Thielle-Wavre pour financer l'étude de leur fusion éventuelle.

## 14.14. Péréquation financière intercommunale

En 2006, la péréquation financière intercommunale a continué de représenter une part très importante des activités du service des communes.

En février, une séance a été organisée à l'intention des communes, lors de laquelle ont été présentées les modifications de la loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI), adoptées les 24 et 25 janvier 2006 et concernant l'institution d'une péréquation verticale complémentaire ainsi que la suppression de la prise en compte de l'impôt des personnes morales dans le calcul de l'indice de charge fiscale. Les communes ont également pu poser des questions sur le document "Péréquation et désenchevêtrement: réponse aux thèses du rapport PERECOR, du 2 septembre 2005", qui leur a été envoyé avant la séance.

Lors de la même séance, une douzaine de tableaux ont été présentés, relatifs notamment à la péréquation 2006 Tableaux de bord (TB) et à des comparaisons diverses concernant la péréquation budgétisée, la péréquation verticale ou le volume de la péréquation suite au transfert fiscal lié au désenchevêtrement.

En mars, le chef du DJSF et le chef du service ont présenté la péréquation en général et celle spécifique à la commune de Marin-Epagnier, lors d'une séance d'information destinée à la population de cette commune.

En avril, une circulaire a été adressée aux communes, les renseignant sur les modifications réglementaires touchant la péréquation, adoptées le 22 mars 2006 par le Conseil d'Etat (péréquation verticale, calcul de l'acompte de la péréquation horizontale, péréquation budgétaire).

Tout au long de l'année, le service des communes a également participé activement aux travaux de la commission péréquation financière (CPF). Dans ce cadre, les représentants des dix-neuf communes ayant déposé une initiative relative aux effets du désenchevêtrement sur la péréquation ont été reçus le 29 juin 2006 par la CPF. Une large discussion s'est développée entre les communes présentant leur initiative et le chef du DJSF, accompagné des chefs du service financier et des communes.

Pour la première fois, une péréquation budgétaire calculée sur les tableaux de bord fiscaux a été établie en 2006 pour 2007 et communiquée aux communes au début du mois d'octobre.

Concernant la suite des travaux de la CPF, son président a fourni des informations au Grand Conseil lors de la session de décembre. Il a annoncé que la commission entendrait en janvier 2007 la commune de La Chaux-de-Fonds à propos de son initiative "Péréquation intercommunale des recettes des personnes morales" ainsi que le professeur Bernard Dafflon au sujet de la problématique des charges de centre. La commission communiquera le fruit de ses réflexions aux communes mais elle estime qu'il faut laisser au système le temps de se stabiliser. Une analyse menant à une révision en profondeur ne pourra se faire qu'avec le recul nécessaire par rapport aux changements intervenus ces dernières années ou à venir (RPT).

## 14.15. Gestion communale

La situation financière de l'ensemble des communes s'est très légèrement améliorée en 2005 - l'exercice bouclant avec 41,4 millions de francs de déficit global - par rapport à l'année 2004, historiquement la plus déficitaire de l'histoire, qui avait bouclé avec 46,1 millions de francs de déficit. Mais l'excédent de charges de 2005 reste beaucoup trop élevé, qui représente 3,3% du total des charges. Quant au déficit budgétisé pour 2006, il est de 39,6 millions de francs, ramené à 37 millions de francs selon les projections les plus récentes.

En 2006, une commune a encore bénéficié d'une aide d'assainissement du bilan, moyennant une hausse du coefficient d'impôt. Depuis 2001, 13 communes ont reçu un subside à ce titre, octroyé par le fonds d'aide aux communes.

Le service a fourni aux communes des nouveaux modèles de bouclement pour les tableaux de bord impôts ainsi que des modèles pour le bouclement du contentieux. Il leur a également adressé une information globale concernant les procédures budgétaires. Par circulaire, le DJSF a en outre attiré l'attention des Conseils communaux sur sa volonté de faire respecter les règles légales, relatives à l'acceptation ou au refus des budgets communaux.

Tout au long de l'année, le service a également participé au comité de pilotage, qui regroupe des représentants du Centre électronique de gestion (CEG), du service du traitement de l'information (STI) et des villes, qui a supervisé l'élaboration et la mise en place de la plate-forme informatique des communes et de l'Etat (projet ETIC). Ce projet, qui devrait permettre de faire face aux nouveaux défis, réformes, regroupements, cybergouvernement, rationalisations et interactions à tous les niveaux, qui attendent les communes, leur a été présenté en octobre 2006 par le CEG.

Sur le site Internet du service, les indicateurs financiers harmonisés des communes suisses ont été mis à jour jusqu'à l'année 2004.

Comme chaque année, toutes les communes ont reçu des tableaux les classant, pour 2005, selon l'effort fiscal, le revenu fiscal, ces deux indices combinés, la fortune nette par habitant ainsi que la différence entre fortune nette et rentrée d'impôt par habitant. Le tableau explicatif de la péréquation, comparant les revenus et efforts fiscaux de 2003 et 2005 leur a également été adressé, avec le tableau classant les communes selon leur coefficient d'impôt en 2006. Un huitième tableau a été ajouté, comprenant trois classements en 2005: selon les coefficients d'impôt, les points d'impôt et le revenu fiscal.

Le service a mis à jour une circulaire de 1998 et a adressé aux administrations communales de nouvelles "Instructions concernant la rédaction des arrêtés et règlements communaux, leur sanction, leur transmission à l'Etat et les modalités référendaires".

Afin de permettre aux communes de trouver des moyens de sortir de leurs difficultés financières, le service leur a proposé les trois nouveaux articles suivants, à insérer éventuellement dans le règlement de commune: Maintien de la fortune nette / Budget des investissements et autofinancement / Nouvel investissement en cas d'autofinancement nul.

En application de l'article premier, alinéas 2 à 4, des directives aux communes concernant les amortissements (DCA), du 5 décembre 1994, le département a autorisé une commune à réévaluer jusqu'à concurrence de leur valeur cadastrale des actifs immobiliers appartenant au patrimoine financier. L'opération a porté sur cinq actifs immobiliers et le montant total de la réévaluation s'est élevé à 870.485 francs.

## 14.16. Application de la loi sur les communes

### Article 8.- Sanction des règlements

Le Tribunal fédéral (TF) a admis le recours de droit public interjeté par un commerçant ambulant contre un règlement communal relatif à une foire et contre la sanction de ce règlement par le Conseil d'Etat (arrêt du 18 avril 2006; 2P.89/2005). Le TF a estimé que la disposition du règlement prévoyant que les places pour les stands étaient attribuées d'abord aux sociétés et marchands du village puis à ceux du district, du canton puis des autres cantons, était contraire à la liberté économique (art. 27 al. 1er Cst.féd.) et à la loi fédérale sur le marché intérieur. Le TF a toutefois estimé qu'il était possible d'accorder une certaine préférence aux sociétés et marchands du village mais qu'il fallait mettre en place un système dont les commerçants "non locaux" ne soient pas systématiquement écartés.

Parmi les arrêtés ou dispositions réglementaires qui n'ont pas été sanctionnés ou ont été sanctionnés avec des réserves, on peut citer:

- un règlement d'exécution d'une taxe de déchets, adopté par un Conseil communal sans base délégataire formelle du Conseil général;

- une disposition incomplète d'un arrêté relatif à des modifications de limites cadastrales. L'arrêté de sanction a admis, au vu des explications fournies par la commune, que cette disposition pouvait être considérée comme une autorisation donnée au Conseil communal d'effectuer toutes les transactions immobilières y relatives;
- plusieurs dispositions d'un règlement de syndicat intercommunal relatif à un service d'action sociale, contraires au droit cantonal. Moyennant l'accord des six Conseils communaux concernés, l'arrêté de sanction a corrigé ces dispositions;
- une disposition d'un règlement d'entretien d'ouvrages issus d'un syndicat d'améliorations foncières, contenant des prescriptions de circulation routière;
- une disposition relative à un droit de préemption rédigée incorrectement mais corrigée par un arrêté ultérieur. Comme la sanction était urgente (reprise d'un droit de superficie), l'arrêté de sanction n'a pas sanctionné la disposition dans sa forme litigieuse mais l'a sanctionnée sous réserve dans sa version corrigée, avant même l'échéance du délai référendaire;
- plusieurs dispositions de règlements généraux de commune relatives aux droits politiques, incomplètes au regard du droit cantonal ou contraires à ce droit. Les arrêtés de sanction ont corrigé ces lacunes;
- un arrêté modifiant un règlement général de commune, rédigé de façon très approximative. Une nouvelle version du règlement, comprenant les modifications et adoptée à la même date par le Conseil général, a toutefois pu être sanctionnée moyennant correction d'une disposition contraire au droit cantonal.

**Article 17.- Incompatibilités absolues**

Cette disposition a été complétée par la loi adaptant la législation neuchâteloise à la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, du 31 octobre 2006.

Les incompatibilités absolues, prévues aux alinéas premier (Conseil général, Conseil communal et commission scolaire) et 7 (personnel d'une école pour la commission de cette école), ont été étendues aux partenaires enregistrés au sens de la loi fédérale ou cantonale sur le partenariat et aux personnes menant de fait une vie de couple.

**Article 18.- Incompatibilités relatives**

Les incompatibilités relatives ont également été étendues aux partenaires enregistrés et aux personnes menant de fait une vie de couple, par la loi adaptant la législation neuchâteloise à la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, du 31 octobre 2006.

Cette loi a en outre étendu l'application de l'article 18 (obligation de se récuser) au Conseil général et aux commissions. Antérieurement, seul le Conseil communal était visé par le droit cantonal, quand bien même le Conseil d'Etat avait admis cette extension par les règlements généraux de commune.

**Article 19.- Exclusions**

Une commune a voulu savoir si l'on pouvait exclure du Conseil communal un de ses membres en détention préventive depuis plusieurs mois. La réponse a été négative. Tout d'abord, le placement dans une maison de détention ne constitue pas le domicile (art 26 CCS): la personne incarcérée garde son domicile. Par ailleurs, seul un jugement pénal (art. 51 CPS) peut déclarer un condamné à la réclusion ou à l'emprisonnement incapable de revêtir une charge ou une fonction officielle.

L'article 19 lettre a) (conditions d'éligibilité plus remplies) ne pouvait donc s'appliquer au cas d'espèce.

Quant à l'article 19 lettre c) (mise en demeure et renonciation à la fonction), il ne pouvait non plus s'appliquer car il faut une manifestation de volonté de l'intéressé qu'il ne veut plus exercer son mandat. Une incapacité temporaire ne suffit pas.

Dans cette affaire, la personne concernée a finalement démissionné d'elle-même.

Dans une autre commune, une conseillère communale en litige avec l'exécutif et qui n'avait assisté qu'à une seule séance, a été sommée par lettre recommandée, après plusieurs mois d'absence, de faire savoir si elle entendait exercer ou non son mandat. Elle n'a pas répondu et a été exclue,

son absence et son silence pouvant être considérés comme la manifestation de sa volonté de ne plus faire partie du Conseil communal.

**Article 25.- Attributions du Conseil général**

En réponse à une commune, il a été précisé que l'on ne saurait retirer à une personne la fonction qu'elle occupe au bureau sous prétexte qu'elle appartient au même parti que le président. Aucune disposition légale ne prévoit que les membres du bureau doivent tous être de partis différents. Et en l'occurrence aucune disposition réglementaire ne le prévoyait non plus. Dès lors, une personne élue au bureau conformément à l'article 25 chiffre 1 lettre a) ne peut être contrainte à quitter sa fonction avant le terme de son mandat.

Des dissensions assez graves ont surgi à l'intérieur de quelques exécutifs communaux. Sollicité dans ces affaires, le service des communes a rappelé aux diverses parties les règles de l'article 25 chiffre 1 lettre b) in fine, qui permettent, à des conditions précises, de "démissionner" indirectement l'un ou l'autre membre du Conseil communal.

En référence aux travaux préparatoires de la loi sur les communes (BGC, volume 130, pages 941 et ss), il a notamment été précisé que l'article 25 chiffre 1 lettre b) in fine a toujours été appliqué de manière non littérale. Cela signifie que si trois membres du Conseil communal démissionnent et que le Conseil général n'élit même qu'un seul conseiller communal, il n'y a pas de démission indirecte des deux membres restants puisqu'un Conseil communal, dont l'effectif est de cinq, peut fonctionner avec trois conseillers communaux. C'est seulement si le Conseil général n'élit aucun conseiller communal nouveau que les deux membres restants sont démissionnés de fait et qu'une réélection intégrale du Conseil communal est organisée.

Cette façon d'appliquer le texte légal s'explique par le fait que les démissions ne sont pas forcément dirigées contre les membres restants et qu'il est parfois réellement difficile de trouver des candidats (certains Conseils communaux fonctionnent durant des mois à effectif incomplet). Si le Conseil général veut réellement démissionner indirectement le ou les restants, il doit le manifester implicitement en s'arrangeant pour que dans un premier temps, aucun candidat nouveau ne s'annonce. Il est toutefois évident qu'il ne saurait refuser une candidature.

Dans un cas, le conseiller communal contesté a fini par démissionner de lui-même devant la menace de démission collective de ses quatre collègues.

Dans un autre cas, les deux membres du Conseil communal restant après la démission de leurs trois collègues ont finalement été démissionnés indirectement, aucun candidat ne s'étant déclaré devant le Conseil général. Dans une séance ultérieure, un nouvel exécutif a été élu, ne comprenant qu'un seul membre de l'ancien collège.

**Article 46.- Placement de capitaux**

Les autorisations suivantes ont accordées par le Conseil d'Etat:

- prêt de 12.000 francs à une association gérant une ludothèque régionale, pour des travaux de réfection de son bâtiment;
- renoncement par une commune au remboursement du solde, de 85.800 francs, d'un prêt de 100.000 francs accordé à un club de football, moyennant la renonciation par ce club à l'octroi d'une servitude de superficie pour la construction de vestiaires et d'une buvette, le bâtiment restant propriété de la commune.

**Article 50.- Participations financières**

Les autorisations suivantes ont accordées par le Conseil d'Etat:

- acquisition par une commune, pour un montant de 5000 francs, de parts sociales nominatives d'une société coopérative ayant pour but de créer et d'exploiter un chauffage à distance alimenté par des copeaux forestiers;
- acquisition par une commune de 734 actions, au prix d'un franc par action, d'une société immobilière propriétaire d'un immeuble. Ladite société a ensuite été dissoute et l'immeuble racheté par la commune;
- acquisition gratuite par une commune de 100 actions, d'une valeur nominale totale de 1000 francs, d'une société exploitant des téléskis.

**Article 51.- Garanties financières**

Le Conseil d'Etat a sanctionné un arrêté d'un Conseil général autorisant le Conseil communal à cautionner les emprunts conclus par la commune auprès de la Centrale d'émission des Communes suisses (CCS).

L'autorisation suivante a en outre été accordée par le Conseil d'Etat:

- garantie par une commune, jusqu'à concurrence de 1,7 million de francs et pour une durée de 25 ans au maximum, du prêt bancaire consenti à une fondation s'occupant de réinsertion socioprofessionnelle, pour l'acquisition d'une parcelle de terrain bâtie.

**Article 52.- Achats. Ventes. Servitudes**

Suite à la question d'une commune, il a été précisé qu'une servitude d'usage d'un local au profit de la commune pouvait être constituée par le Conseil communal. Mais si cette servitude impliquait le versement d'une indemnité annuelle dépassant les compétences financières de l'exécutif (dépense renouvelable), le Conseil général devait prendre un arrêté. Cette exigence pouvait toutefois être abandonnée en cas de simple location, de la compétence du Conseil communal.

Le Conseil d'Etat a admis que son arrêté de sanction autorise la cession par une commune d'une part de copropriété à un droit de superficie (place de parc), omise dans l'arrêté relatif à l'octroi d'un autre droit de superficie, en se basant sur l'arrêté général autorisant la vente ou la cession en droits de superficie des parcelles du quartier concerné.

**Article 58.- Approbation du budget**

En 2006, le budget d'une commune a été refusé dans un premier temps et il a été demandé à cette commune d'adopter des mesures permettant soit de réduire les charges soit d'augmenter les revenus, à hauteur de 4,7 millions de francs. Par la suite, le budget a pu être accepté, la commune ayant corrigé une erreur découverte dans le calcul d'une subvention et ayant pu faire état de diverses améliorations réelles ou comptables (dissolution de provisions).

Seules 4 communes (7 en 2005) ont présenté un budget bénéficiaire en 2006. Le total des déficits prévus a été de 39,6 millions de francs (46,5 millions de francs en 2005).

**Article 65.- Amortissements - Principe et taux**

En réponse aux questions d'une commune, il a été précisé que les amortissements supplémentaires, qui ne sauraient de toute manière conduire à un déficit d'exercice (art. 61 al. 2 RFC), doivent être effectués avec beaucoup de prudence lorsque la fortune nette n'atteint pas le niveau recommandé (une rentrée annuelle d'impôt).

En 2005, les amortissements d'actifs ont totalisé 71,6 millions de francs (67,1 millions de francs en 2004) dont 1,9 million de francs d'amortissements supplémentaires (1,3 million de francs en 2004).

**Article 66.- Syndicats intercommunaux - Définition**

Deux nouveaux syndicats intercommunaux ont été créés:

- le syndicat intercommunal du service de l'action sociale du Val-de-Travers (SASVDT), qui regroupe les onze communes du district,
- le syndicat intercommunal du service d'action sociale de La Béroche et Bevaix (SIASBB), qui regroupe les communes de Bevaix, Gorgier, St-Aubin-Sauges, Fresens, Montalchez et Vaumarcus.

Après SITEBCO en 2004, un deuxième syndicat régional a vu le jour. Il s'agit du syndicat régional de la sécurité publique du Val-de-Travers et environs (SYRES) qui regroupe, en tant que communes membres, les onze communes du district. Ces communes participent à la gestion et l'exploitation du centre de secours, du service d'ambulance et de la protection civile. Les communes de Couvet et Boveresse (dites communes secondaires) exploitent en outre ensemble un service de feu intercommunal.

La commune d'Enges a adhéré au syndicat intercommunal du feu du Bas-Lac (SFBL), qui compte désormais cinq communes.

Les communes de Boudevilliers et Coffrane ont adhéré au syndicat intercommunal du service du feu Sud-Ouest Val-de-Ruz (SFISOVR), qui compte désormais cinq communes.

A fin 2006, il y a 35 syndicats intercommunaux et deux syndicats régionaux en activité dans le canton.

Une convention intercommunale relative à l'utilisation d'un terrain de sport a été sanctionnée en 2006, regroupant les communes de Boudevilliers et Valangin.

La convention intercommunale d'organisation du service social régional de l'Entre-deux-Lacs (SSREDL) également a été sanctionnée en 2006, qui regroupe les communes d'Hauterive, St-Blaise, Marin-Epagnier, Thielle-Wavre, Cornaux, Cressier, Enges, Le Landeron et Lignières.

**Article 67.- Droit applicable**

Une disposition d'un règlement général de syndicat intercommunal prévoyant l'élection du bureau du Conseil intercommunal pour quatre ans n'a pas été sanctionnée. Les autorités du syndicat ont contesté cette décision en prétendant que l'article 67 prévoit que le syndicat est régi par son règlement d'abord et que c'est seulement si celui-ci ne contient pas une règle que la loi sur les communes s'appliquerait par analogie.

Cette argumentation, qui méconnaît le principe de la hiérarchie des normes et le sens de l'article 67, n'a pas été acceptée. Le règlement ne saurait s'opposer à la loi - le droit cantonal prime - et le terme "subsidiairement" ne se rapporte qu'au droit cantonal lui-même: le titre VI de la loi, partie spéciale concernant les syndicats, s'applique en premier puis, si la question n'est pas réglée dans ce titre, la partie générale de la loi s'applique par analogie. C'est ce qui s'est passé en l'occurrence, la disposition litigieuse étant contraire à l'article 25 chiffre 1 lettre a) appliqué subsidiairement.

## 14.17. Tableaux statistiques

On trouve ci-après les 40 tableaux statistiques suivants, qui concernent l'ensemble des communes (nos 1 à 35), les statistiques quinquennales (nos 36 à 39) et les syndicats intercommunaux et régionaux (no 40):

**Fiscalité**

1. Taux des impôts communaux et taxes des communes en 2006
2. Impôts communaux perçus en 2005
3. Détermination des indices des ressources fiscales (IRF) et de charge fiscale (ICF) en 2005. Coefficients d'impôt 2005 et 2006
4. Coefficient d'impôt - Effort fiscal - Revenu fiscal - Coefficient et revenu fiscal inverse en 2005
5. Classements des communes selon le coefficient d'impôt, l'effort fiscal, le revenu fiscal et leur combinaison en 2005
6. Simulation des coefficients d'impôt permettant l'équilibre des comptes 2005

**Comptes de fonctionnement 2005**

7. Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation fonctionnelle. Charges
8. Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation fonctionnelle. Revenus
9. Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation fonctionnelle. Résultats nets
10. Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation fonctionnelle. Charges par habitant
11. Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation fonctionnelle. Revenus par habitant
12. Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation fonctionnelle. Résultats nets par habitant
13. Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation par nature. Charges
14. Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation par nature. Revenus
15. Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation par nature. Charges par habitant
16. Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation par nature. Revenus par habitant
17. Parts des communes aux principales charges réparties entre l'Etat et les communes en 2005

18. Charges des principaux domaines autofinancés et bénéfices des services industriels versés au compte de fonctionnement en 2005
19. Amortissements d'actifs et résultats "réels" en 2005. Charge de la dette consolidée. Taux d'intérêt de la dette

**Comptes des investissements 2005**

20. Comptes des investissements 2005. Récapitulation fonctionnelle. Résultats nets

**Bilans communaux à fin 2005**

21. Bilans communaux à fin 2005. Actif
22. Bilans communaux à fin 2005. Passif
23. Avances aux financements spéciaux à fin 2005
24. Engagements envers les financements spéciaux (réserves affectées) à fin 2005
25. Dette publique par habitant à fin 2005. Fortune nette ou découvert par habitant à fin 2005

**Divers (Fonds d'aide aux communes. Fonds destiné aux réformes de structures des communes. Indicateurs financiers. Péréquation financière intercommunale)**

26. Aides du fonds d'aide aux communes (FAC) et du fonds destiné aux réformes de structures des communes (FRSC) à fin 2006
27. Marge d'autofinancement en 2005
28. Indicateurs financiers harmonisés des communes en 2005 (1ère partie)
29. Indicateurs financiers harmonisés des communes en 2005 (2ème partie)
30. Indicateurs financiers complémentaires des communes en 2005
31. Indicateurs harmonisés et complémentaires. Evolution pour l'ensemble des communes et l'Etat de 2001 à 2005
32. Péréquation financière intercommunale en 2006 (horizontale)
33. Péréquation verticale 2006 (calculée sur la péréquation des ressources 2006)
34. Péréquation financière intercommunale en 2006: comparaisons
35. Classements des communes selon revenu fiscal (RF) 2006 avant et après péréquation horizontale et péréquations horizontale et verticale

**Statistiques quinquennales 2001-2005**

36. Statistiques quinquennales 2001-2005. Récapitulation par nature. Charges par habitant en francs et en pourcentage du total
37. Statistiques quinquennales 2001-2005. Récapitulation par nature. Revenus par habitant en francs et en pourcentage du total
38. Statistiques quinquennales 2001-2005. Récapitulation fonctionnelle. Résultats nets en francs par habitant
39. Comparaison des statistiques quinquennales 1996-2000 et 2001-2005

**Syndicats intercommunaux et régionaux**

40. Syndicats intercommunaux et régionaux. Comptes des investissements 2005. Bilans à fin 2005

## Taux des impôts communaux et taxes des communes en 2006

**Tableau 1**

| | Communes | Population au 31.12.2005 | Coefficient d'impôt en % | Taux maximal (en %) sur le revenu (dès Frs 180'000) | Taux maximal (en o/oo) sur la fortune (dès Frs 500'000) | Impôt foncier en o/oo | Tarif de vente de l'eau (par m3) en francs | Taxe d'épuration Par m3 d'eau en francs | Taxe d'épuration Par facture d'eau en % | Taxe de déchets Par habitant en francs | Taxe de déchets Par ménage en francs |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 32094 | 62 | 9.0 | 2.2 | 1.5 | 1.58 | 1.40 | | | 125 |
| 2 | Hauterive | 2516 | 65 | 9.4 | 2.3 | - | 2.10 | 3.25 | | | 135 |
| 3 | Saint-Blaise | 3102 | 61 | 8.8 | 2.2 | 1.5 | 1.00 | 3.10 | | | 108 |
| 4 | Marin-Epagnier | 3987 | 47 | 6.8 | 1.7 | - | 1.20 | 2.00 | | 110 | |
| 5 | Thielle-Wavre | 670 | 78 | 11.3 | 2.8 | - | 1.90 | 6.00 | | 110 | |
| 6 | Cornaux | 1497 | 55 | 8.0 | 2.0 | 1.5 | 2.50 | 2.80 | | | 120 |
| 7 | Cressier | 1889 | 74 | 10.7 | 2.7 | 1.5 | 1.45 | 3.95 | | | 130 |
| 8 | Enges | 297 | 75 | 10.9 | 2.7 | 1.5 | 2.70 | | 75 | | 120 |
| 9 | Le Landeron | 4343 | 59 | 8.6 | 2.1 | 1.5 | 2.20 | 2.25 | | | 123 |
| 10 | Lignières | 940 | 64 | 9.3 | 2.3 | - | 3.00 | 3.00 | | | 105 |
| 11 | Boudry | 4974 | 68 | 9.9 | 2.4 | 1.5 | 1.20 | 1.20 | | | 115 |
| 12 | Cortaillod | 4474 | 63 | 9.1 | 2.3 | 1.5 | 1.25 | 1.40 | | | 95 |
| 13 | Colombier | 5160 | 60 | 8.7 | 2.2 | 1.5 | 1.50 | 1.40 | | | 85 |
| 14 | Auvernier | 1546 | 57 | 8.3 | 2.1 | 1.5 | 1.15 | 1.50 | | 120 | |
| 15 | Peseux | 5681 | 64 | 9.3 | 2.3 | 1.5 | 1.50 | 1.30 | | | 100 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 4118 | 72 | 10.4 | 2.6 | - | 1.75 | 2.50 | | 100 | |
| 17 | Bôle | 1812 | 60 | 8.7 | 2.2 | 1.5 | 1.75 | 2.50 | | 120 | |
| 18 | Rochefort | 1041 | 59 | 8.6 | 2.1 | 1.5 | 2.00 | | 70 | 60 | |
| 19 | Brot-Dessous | 98 | 65 | 9.4 | 2.3 | - | 1.50 | - | | | 135 |
| 20 | Bevaix | 3768 | 61 | 8.8 | 2.2 | 1.5 | 0.90 | 1.00 | | | 104 |
| 21 | Gorgier | 1814 | 60 | 8.7 | 2.2 | 1.5 | 1.90 | 2.85 | | | 140 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 2419 | 70 | 10.2 | 2.5 | - | 1.95 | 2.75 | | | 112 |
| 23 | Fresens | 197 | 55 | 8.0 | 2.0 | 1.5 | 2.10 | 2.80 | | | 140 |
| 24 | Montalchez | 192 | 77 | 11.2 | 2.8 | 1.5 | 4.00 | 4.00 | | | 100 |
| 25 | Vaumarcus | 235 | 60 | 8.7 | 2.2 | 1.5 | 1.30 | 1.95 | | 130 | |
| 26 | Môtiers | 811 | 75 | 10.9 | 2.7 | 1.5 | 0.90 | 2.00 | | | 85 |
| 27 | Couvet | 2815 | 85 | 12.3 | 3.1 | - | 1.10 | 1.55 | | | 126 |
| 28 | Travers | 1227 | 83 | 12.0 | 3.0 | 1.5 | 1.10 | 2.00 | | | 92 |
| 29 | Noiraigue | 507 | 88 | 12.8 | 3.2 | 1.5 | 1.10 | 1.30 | | | 120 |
| 30 | Boveresse | 397 | 78 | 11.3 | 2.8 | 1.5 | 1.10 | 1.70 | | | 100 |
| 31 | Fleurier | 3632 | 70 | 10.2 | 2.5 | 1.5 | 1.10 | 1.20 | | | 100 |
| 32 | Buttes | 620 | 78 | 11.3 | 2.8 | 1.5 | 1.70 | 1.70 | | | 102 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 485 | 59 | 8.6 | 2.1 | - | 2.25 | 1.80 | | | 100 |
| 34 | Saint-Sulpice | 612 | 76 | 11.0 | 2.7 | 1 | 2.20 | 1.30 | | | 100 |
| 35 | Les Verrières | 720 | 74 | 10.7 | 2.7 | 1.5 | 2.70 | 2.40 | | | 75 |
| 36 | Les Bayards | 370 | 82 | 11.9 | 3.0 | - | 3.00 | 2.80 | | | 80 |
| 37 | Cernier | 2033 | 69 | 10.0 | 2.5 | 1.5 | 2.50 | 3.00 | | | 120 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 1674 | 74 | 10.7 | 2.7 | 1.5 | 2.20 | 4.00 | | 130 | |
| 39 | Dombresson | 1630 | 63 | 9.1 | 2.3 | - | 3.10 | 2.40 | | | 94 |
| 40 | Villiers | 419 | 70 | 10.2 | 2.5 | 1.5 | 4.00 | 3.00 | | | 68 |
| 41 | Le Pâquier | 216 | 68 | 9.9 | 2.4 | 1.5 | 2.00 | 2.40 | | | 145 |
| 42 | Savagnier | 1026 | 63 | 9.1 | 2.3 | 1.5 | 2.30 | 4.10 | | | 100 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 772 | 63 | 9.1 | 2.3 | - | 2.30 | 4.20 | | | 95 |
| 44 | Fontaines | 1009 | 63 | 9.1 | 2.3 | 1.5 | 2.40 | 3.00 | | | 110 |
| 45 | Engollon | 86 | 54 | 7.8 | 1.9 | 1.5 | 3.50 | 3.50 | | | 150 |
| 46 | Fontainemelon | 1619 | 57 | 8.3 | 2.1 | 1.5 | 1.95 | 2.70 | | | 102 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 826 | 67 | 9.7 | 2.4 | 1.5 | 2.35 | 3.00 | | | 145 |
| 48 | Boudevilliers | 722 | 60 | 8.7 | 2.2 | - | 2.80 | 1.10 | | | 99 |
| 49 | Valangin | 415 | 65 | 9.4 | 2.3 | 1.5 | 1.80 | 2.70 | | | 115 |
| 50 | Coffrane | 617 | 67 | 9.7 | 2.4 | 1.5 | 3.90 | 1.00 | | | 100 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 1470 | 65 | 9.4 | 2.3 | 1.5 | 1.85 | 2.90 | | | 132 |
| 52 | Montmollin | 550 | 53 | 7.7 | 1.9 | 1.5 | 1.50 | l.95 | | | 95 |
| 53 | Le Locle | 10311 | 70 | 10.2 | 2.5 | 1.5 | 2.90 | 1.80 | | | 157 |
| 54 | Les Brenets | 1136 | 60 | 8.7 | 2.2 | 1.5 | 2.55 | 3.00 | | | 130 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 333 | 72 | 10.4 | 2.6 | - | 3.10 | - | | | 138 |
| 56 | La Brévine | 703 | 78 | 11.3 | 2.8 | 1.5 | 3.10 | | 87 | | 85 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 430 | 74 | 10.7 | 2.7 | 1.5 | 3.10 | | 90 | | 95 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 1279 | 72 | 10.4 | 2.6 | 1.5 | 2.40 | | 55 | | 150 |
| 59 | Brot-Plamboz | 253 | 72 | 10.4 | 2.6 | - | 2.37 | - | | | 90 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 37211 | 70 | 10.2 | 2.5 | 1.5 | 1.99 | 1.33 | | | 139.80 |
| 61 | Les Planchettes | 227 | 80 | 11.6 | 2.9 | - | 3.76 | - | | | 110 |
| 62 | La Sagne | 953 | 70 | 10.2 | 2.5 | 1.5 | 2.15 | 3.70 | | | 150 |
| | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 168'980 | 65.3 | | Nombre de communes | 46 | 62 | 53 | 5 | 8 | 54 |

Le coefficient de l'impôt cantonal des personnes physiques est de 130% depuis 2005. L'impôt communal des personnes morales est identique à l'impôt cantonal (100%).

## Impôts communaux perçus en 2005

**Tableau 2**

| | | Personnes physiques | | Dont impôts des frontaliers | Dont impôts à la source | Personnes morales | | Taxe foncière | Impôts fonciers | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | en francs | par habitant | | | en francs | par habitant | | | en francs | par habitant |
| 1 | Neuchâtel | 66'957'241 | 2'086 | 4'738'565 | 1'343'369 | 47'305'129 | 1'474 | 0 | 2'068'913 | 116'331'283 | 3'625 |
| 2 | Hauterive | 6'459'617 | 2'567 | 28'211 | 155'226 | 148'103 | 59 | 0 | 1'598 | 6'609'318 | 2'627 |
| 3 | Saint-Blaise | 6'684'355 | 2'155 | 48'585 | 164'092 | 720'859 | 232 | 0 | 68'548 | 7'473'762 | 2'409 |
| 4 | Marin-Epagnier | 7'474'944 | 1'875 | 82'424 | 120'309 | 5'596'844 | 1'404 | 0 | -177 | 13'071'611 | 3'279 |
| 5 | Thielle-Wavre | 1'816'681 | 2'711 | 3'289 | 12'718 | 80'253 | 120 | 0 | 0 | 1'896'934 | 2'831 |
| 6 | Cornaux | 2'440'658 | 1'630 | 21'633 | 30'236 | 780'085 | 521 | 0 | 498 | 3'221'241 | 2'152 |
| 7 | Cressier | 3'793'287 | 2'008 | 10'871 | 114'256 | 367'279 | 194 | 0 | 88'832 | 4'249'398 | 2'250 |
| 8 | Enges | 731'130 | 2'462 | 0 | 6'373 | 11'274 | 38 | 0 | 1'050 | 743'454 | 2'503 |
| 9 | Le Landeron | 6'584'905 | 1'516 | 27'362 | 148'701 | 1'902'463 | 438 | 0 | 0 | 8'487'368 | 1'954 |
| 10 | Lignières | 1'635'704 | 1'740 | 20'856 | 2'442 | 36'247 | 39 | 0 | 0 | 1'671'951 | 1'779 |
| 11 | Boudry | 9'506'507 | 1'911 | 158'273 | 291'406 | 601'301 | 121 | 0 | 159'230 | 10'267'038 | 2'064 |
| 12 | Cortaillod | 8'659'041 | 1'935 | 67'178 | 177'368 | 757'210 | 169 | 0 | 91'943 | 9'508'194 | 2'125 |
| 13 | Colombier | 9'759'904 | 1'891 | 35'330 | 220'950 | 636'952 | 123 | 0 | 128'673 | 10'525'529 | 2'040 |
| 14 | Auvernier | 4'446'806 | 2'876 | 15'554 | 91'326 | 684'349 | 443 | 0 | 12'601 | 5'143'756 | 3'327 |
| 15 | Peseux | 11'326'763 | 1'994 | 36'640 | 494'517 | 438'192 | 77 | 0 | 153'407 | 11'918'362 | 2'098 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 11'205'870 | 2'721 | 11'224 | 160'113 | 334'614 | 81 | 0 | 678 | 11'541'162 | 2'803 |
| 17 | Bôle | 3'910'904 | 2'158 | 19'139 | 73'050 | 155'208 | 86 | 0 | 14'901 | 4'081'013 | 2'252 |
| 18 | Rochefort | 2'141'370 | 2'057 | 11'662 | 56'930 | 15'154 | 15 | 0 | 9'161 | 2'165'685 | 2'080 |
| 19 | Brot-Dessous | 121'766 | 1'243 | 0 | 5'210 | 12'287 | 125 | 0 | 0 | 134'053 | 1'368 |
| 20 | Bevaix | 7'868'987 | 2'088 | 34'457 | 115'042 | 468'826 | 124 | 0 | 35'279 | 8'373'092 | 2'222 |
| 21 | Gorgier | 5'246'195 | 2'892 | 5'496 | 41'346 | 370'637 | 204 | 0 | 33'766 | 5'650'598 | 3'115 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 5'336'052 | 2'206 | 22'848 | 171'269 | 280'346 | 116 | 0 | 0 | 5'616'398 | 2'322 |
| 23 | Fresens | 404'970 | 2'056 | 33'581 | 1'365 | 12'569 | 64 | 0 | 0 | 417'539 | 2'119 |
| 24 | Montalchez | 300'323 | 1'564 | 0 | 0 | 19'708 | 103 | 0 | 230 | 320'261 | 1'668 |
| 25 | Vaumarcus | 387'914 | 1'651 | 0 | 3'380 | **-361'885** | **-1'540** | 0 | 0 | 26'029 | 111 |
| 26 | Môtiers | 1'540'073 | 1'899 | 162'112 | 4'594 | 273'539 | 337 | 0 | 0 | 1'813'612 | 2'236 |
| 27 | Couvet | 4'652'578 | 1'653 | 219'704 | 112'611 | 332'258 | 118 | 0 | 0 | 4'984'836 | 1'771 |
| 28 | Travers | 2'190'195 | 1'785 | 18'632 | 14'506 | 43'950 | 36 | 0 | 10'815 | 2'244'960 | 1'830 |
| 29 | Noiraigue | 789'636 | 1'557 | 5'762 | 18'342 | 23'508 | 46 | 0 | 0 | 813'144 | 1'604 |
| 30 | Boveresse | 720'458 | 1'815 | 1'899 | 11'629 | 6'418 | 16 | 0 | 0 | 726'876 | 1'831 |
| 31 | Fleurier | 6'493'845 | 1'788 | 329'257 | 154'739 | 1'682'089 | 463 | 0 | 45'845 | 8'221'779 | 2'264 |
| 32 | Buttes | 1'275'865 | 2'058 | 22'297 | 8'825 | 18'049 | 29 | 0 | 0 | 1'293'914 | 2'087 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 779'710 | 1'608 | 113'308 | 13'150 | 144'686 | 298 | 0 | 0 | 924'396 | 1'906 |
| 34 | Saint-Sulpice | 1'103'803 | 1'804 | 38'141 | 13'944 | 79'459 | 130 | 0 | 4'281 | 1'187'543 | 1'940 |
| 35 | Les Verrières | 1'085'939 | 1'508 | 38'044 | 193 | 26'162 | 36 | 0 | 4'744 | 1'116'845 | 1'551 |
| 36 | Les Bayards | 509'266 | 1'376 | 5'851 | 682 | 12'517 | 34 | 0 | 0 | 521'783 | 1'410 |
| 37 | Cernier | 3'997'619 | 1'966 | 24'997 | 63'449 | 191'656 | 94 | 0 | 0 | 4'189'275 | 2'061 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 3'722'941 | 2'224 | 7'178 | 44'419 | 125'836 | 75 | 0 | 0 | 3'848'777 | 2'299 |
| 39 | Dombresson | 2'937'440 | 1'802 | 16'151 | 75'394 | 279'968 | 172 | 0 | 0 | 3'217'408 | 1'974 |
| 40 | Villiers | 726'024 | 1'733 | 9'313 | 13'280 | 71'080 | 170 | 0 | 0 | 797'104 | 1'902 |
| 41 | Le Pâquier | 441'848 | 2'046 | 0 | 14'637 | 10'159 | 47 | 0 | 0 | 452'007 | 2'093 |
| 42 | Savagnier | 1'989'571 | 1'939 | 3'992 | 18'131 | 19'434 | 19 | 0 | 0 | 2'009'005 | 1'958 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 1'628'269 | 2'109 | 6'357 | 23'145 | 7'848 | 10 | 0 | 0 | 1'636'117 | 2'119 |
| 44 | Fontaines | 1'875'346 | 1'859 | 90'453 | 97'008 | 161'305 | 160 | 0 | 18'205 | 2'054'856 | 2'037 |
| 45 | Engollon | 194'455 | 2'261 | 0 | 0 | 17'463 | 203 | 0 | 0 | 211'918 | 2'464 |
| 46 | Fontainemelon | 3'172'846 | 1'960 | 272'595 | 72'864 | 405'885 | 251 | 0 | 87'474 | 3'666'205 | 2'264 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 1'635'774 | 1'980 | 4'086 | 56'066 | 60'580 | 73 | 0 | 384 | 1'696'738 | 2'054 |
| 48 | Boudevilliers | 1'421'158 | 1'968 | 41'847 | 62'436 | 23'522 | 33 | 0 | 0 | 1'444'680 | 2'001 |
| 49 | Valangin | 692'591 | 1'669 | 4'752 | 7'409 | 45'495 | 110 | 0 | 0 | 738'086 | 1'779 |
| 50 | Coffrane | 1'175'366 | 1'905 | 448 | 23'410 | 111'121 | 180 | 0 | 646 | 1'287'133 | 2'086 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 2'650'918 | 1'803 | 104'294 | 65'056 | 806'057 | 548 | 0 | 279 | 3'457'254 | 2'352 |
| 52 | Montmollin | 1'090'258 | 1'982 | 0 | 18'421 | 31'091 | 57 | 0 | 2'006 | 1'123'355 | 2'042 |
| 53 | Le Locle | 20'461'247 | 1'984 | 3'267'661 | 468'561 | 8'566'917 | 831 | 0 | 250'378 | 29'278'542 | 2'840 |
| 54 | Les Brenets | 3'110'235 | 2'738 | 1'082'885 | 19'797 | 601'551 | 530 | 0 | 0 | 3'711'786 | 3'267 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 612'936 | 1'841 | 10'962 | 0 | 25'192 | 76 | 0 | 0 | 638'128 | 1'916 |
| 56 | La Brévine | 1'210'452 | 1'722 | 63'902 | 2'126 | 33'955 | 48 | 0 | 0 | 1'244'407 | 1'770 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 880'393 | 2'047 | 9'767 | 17'011 | 19'541 | 45 | 0 | 3'293 | 903'227 | 2'101 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 2'541'161 | 1'987 | 113'525 | 5'025 | 484'736 | 379 | 0 | 4'021 | 3'029'918 | 2'369 |
| 59 | Brot-Plamboz | 434'906 | 1'719 | 1'131 | 1'791 | 36'182 | 143 | 0 | 507 | 471'595 | 1'864 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 74'041'931 | 1'990 | 5'465'645 | 2'036'501 | 11'985'238 | 322 | 0 | 1'598'356 | 87'625'525 | 2'355 |
| 61 | Les Planchettes | 382'629 | 1'686 | 11'210 | 14'147 | 57'582 | 254 | 0 | 0 | 440'211 | 1'939 |
| 62 | La Sagne | 1'804'232 | 1'893 | 70'788 | 11'126 | 57'940 | 61 | 0 | 5'512 | 1'867'684 | 1'960 |
| | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 341'175'808 | 2'026 | 17'072'124 | 7'585'419 | 88'253'973 | 524 | 0 | 4'905'877 | 434'335'658 | 2'579 |
| | Chiffres de 2004 | 470'540'392 | 2'801 | 11'887'306 | 14'041'793 | 72'653'229 | 432 | 4'996'211 | 4'734'321 | 552'924'153 | 3'291 |

## Détermination des indices des ressources fiscales (IRF) et de charge fiscale (ICF) en 2005. Coefficients d'impôt 2005 et 2006 — Tableau 3

| | | Impôt d'Etat (personnes physiques et morales) | Revenu fiscal (RF) (impôt d'Etat par habitant) | IRF = Revenu fiscal relatif (RFR) | Impôts communaux personnes physiques selon critères calcul ICF | Impôt d'Etat personnes physiques selon critères calcul ICF | ICF = Effort fiscal (EF) en % | Coefficients d'impôt 2005 | Coefficients d'impôt 2006 | Variations en 2006 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 177'474'327 | 5'530 | 129 | 60'875'307 | 128'086'948 | 47.5265 | 62 | 62 | |
| 2 | Hauterive | 12'234'064 | 4'863 | 113 | 6'276'180 | 12'051'449 | 52.0782 | 65 | 65 | |
| 3 | Saint-Blaise | 15'698'718 | 5'061 | 118 | 6'471'678 | 14'909'309 | 43.4070 | 55 | 61 | 6 |
| 4 | Marin-Epagnier | 24'158'255 | 6'059 | 141 | 7'272'210 | 18'310'645 | 39.7158 | 47 | 47 | |
| 5 | Thielle-Wavre | 3'112'355 | 4'645 | 108 | 1'800'674 | 3'027'194 | 59.4833 | 78 | 78 | |
| 6 | Cornaux | 6'241'736 | 4'169 | 97 | 2'388'789 | 5'461'034 | 43.7424 | 55 | 55 | |
| 7 | Cressier | 6'724'023 | 3'560 | 83 | 3'668'160 | 6'267'918 | 58.5228 | 74 | 74 | |
| 8 | Enges | 1'309'870 | 4'410 | 103 | 724'757 | 1'299'910 | 55.7544 | 75 | 75 | |
| 9 | Le Landeron | 18'969'003 | 4'368 | 102 | 6'408'841 | 17'016'043 | 37.6635 | 49 | 59 | 10 |
| 10 | Lignières | 3'324'007 | 3'536 | 82 | 1'612'406 | 3'275'242 | 49.2301 | 64 | 64 | |
| 11 | Boudry | 17'824'495 | 3'584 | 84 | 9'056'829 | 17'062'790 | 53.0794 | 68 | 68 | |
| 12 | Cortaillod | 18'832'971 | 4'209 | 98 | 8'414'495 | 17'971'295 | 46.8219 | 60 | 63 | 3 |
| 13 | Colombier | 22'689'920 | 4'397 | 103 | 9'503'624 | 21'929'581 | 43.3370 | 55 | 60 | 5 |
| 14 | Auvernier | 12'207'137 | 7'896 | 184 | 4'339'926 | 11'510'278 | 37.7048 | 47 | 57 | 10 |
| 15 | Peseux | 21'815'693 | 3'840 | 90 | 10'795'606 | 21'225'038 | 50.8626 | 64 | 64 | |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 19'841'771 | 4'818 | 112 | 11'034'533 | 19'460'237 | 56.7030 | 72 | 72 | |
| 17 | Bôle | 8'335'079 | 4'600 | 107 | 3'818'715 | 8'172'351 | 46.7272 | 60 | 60 | |
| 18 | Rochefort | 4'544'208 | 4'365 | 102 | 2'072'778 | 4'516'344 | 45.8950 | 59 | 59 | |
| 19 | Brot-Dessous | 266'055 | 2'715 | 63 | 116'556 | 253'618 | 45.9572 | 65 | 65 | |
| 20 | Bevaix | 16'233'865 | 4'308 | 100 | 7'719'488 | 15'657'863 | 49.3010 | 61 | 61 | |
| 21 | Gorgier | 10'596'312 | 5'841 | 136 | 5'199'353 | 10'198'913 | 50.9795 | 60 | 60 | |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 9'688'461 | 4'005 | 93 | 5'141'935 | 9'345'255 | 55.0219 | 70 | 70 | |
| 23 | Fresens | 765'196 | 3'884 | 91 | 370'023 | 752'632 | 49.1639 | 55 | 55 | |
| 24 | Montalchez | 529'098 | 2'756 | 64 | 300'323 | 527'178 | 56.9680 | 77 | 77 | |
| 25 | Vaumarcus | 986'437 | 4'198 | 98 | 384'534 | 1'348'402 | 28.5178 | 33 | 60 | 27 |
| 26 | Môtiers | 2'675'484 | 3'299 | 77 | 1'373'368 | 2'389'532 | 57.4743 | 75 | 75 | |
| 27 | Couvet | 7'957'206 | 2'827 | 66 | 4'320'263 | 7'564'122 | 57.1152 | 73 | 85 | 12 |
| 28 | Travers | 3'337'882 | 2'720 | 63 | 2'157'057 | 3'285'021 | 65.6634 | 83 | 83 | |
| 29 | Noiraigue | 1'143'284 | 2'255 | 53 | 765'532 | 1'115'078 | 68.6528 | 88 | 88 | |
| 30 | Boveresse | 1'126'494 | 2'838 | 66 | 706'929 | 1'119'499 | 63.1469 | 78 | 78 | |
| 31 | Fleurier | 12'791'591 | 3'522 | 82 | 6'009'849 | 11'061'015 | 54.3336 | 70 | 70 | |
| 32 | Buttes | 1'949'214 | 3'144 | 73 | 1'244'743 | 1'931'144 | 64.4562 | 78 | 78 | |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 1'644'215 | 3'390 | 79 | 653'252 | 1'491'969 | 43.7846 | 59 | 59 | |
| 34 | Saint-Sulpice | 1'876'778 | 3'067 | 71 | 1'051'717 | 1'789'995 | 58.7553 | 76 | 76 | |
| 35 | Les Verrières | 1'879'308 | 2'610 | 61 | 1'047'702 | 1'839'029 | 56.9704 | 74 | 74 | |
| 36 | Les Bayards | 828'000 | 2'238 | 52 | 502'733 | 812'860 | 61.8474 | 82 | 82 | |
| 37 | Cernier | 7'552'246 | 3'715 | 87 | 3'909'173 | 7'391'847 | 52.8849 | 66 | 69 | 3 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 6'271'345 | 3'746 | 87 | 3'671'344 | 6'135'886 | 59.8340 | 74 | 74 | |
| 39 | Dombresson | 5'917'899 | 3'631 | 85 | 2'845'895 | 5'618'784 | 50.6497 | 63 | 63 | |
| 40 | Villiers | 1'418'980 | 3'387 | 79 | 703'431 | 1'353'540 | 51.9697 | 66 | 70 | 4 |
| 41 | Le Pâquier | 787'423 | 3'645 | 85 | 427'210 | 775'300 | 55.1026 | 68 | 68 | |
| 42 | Savagnier | 3'860'520 | 3'763 | 88 | 1'967'448 | 3'839'232 | 51.2459 | 63 | 63 | |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 3'385'009 | 4'385 | 102 | 1'598'767 | 3'379'620 | 47.3061 | 60 | 63 | 3 |
| 44 | Fontaines | 3'823'380 | 3'789 | 88 | 1'687'886 | 3'610'574 | 46.7484 | 58 | 63 | 5 |
| 45 | Engollon | 485'007 | 5'640 | 131 | 194'455 | 467'543 | 41.5907 | 54 | 54 | |
| 46 | Fontainemelon | 6'657'264 | 4'112 | 96 | 2'827'387 | 6'164'629 | 45.8647 | 57 | 57 | |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 3'318'701 | 4'018 | 94 | 1'575'622 | 3'253'948 | 48.4218 | 62 | 67 | 5 |
| 48 | Boudevilliers | 2'736'889 | 3'791 | 88 | 1'316'875 | 2'712'917 | 48.5409 | 60 | 60 | |
| 49 | Valangin | 1'427'672 | 3'440 | 80 | 680'430 | 1'381'142 | 49.2658 | 65 | 65 | |
| 50 | Coffrane | 2'299'262 | 3'727 | 87 | 1'151'508 | 2'188'148 | 52.6248 | 67 | 67 | |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 5'950'036 | 4'048 | 94 | 2'481'568 | 5'136'071 | 48.3165 | 60 | 65 | 5 |
| 52 | Montmollin | 2'602'899 | 4'733 | 110 | 1'071'837 | 2'568'169 | 41.7355 | 53 | 53 | |
| 53 | Le Locle | 39'690'984 | 3'849 | 90 | 16'725'025 | 30'865'509 | 54.1868 | 70 | 70 | |
| 54 | Les Brenets | 5'017'371 | 4'417 | 103 | 2'007'553 | 4'396'312 | 45.6645 | 60 | 60 | |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 1'026'352 | 3'082 | 72 | 601'973 | 997'829 | 60.3283 | 74 | 72 | **-2** |
| 56 | La Brévine | 1'893'962 | 2'694 | 63 | 1'144'423 | 1'855'383 | 61.6812 | 78 | 78 | |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 1'441'737 | 3'353 | 78 | 853'615 | 1'418'186 | 60.1906 | 74 | 74 | |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 4'696'348 | 3'672 | 86 | 2'422'612 | 4'201'206 | 57.6647 | 72 | 72 | |
| 59 | Brot-Plamboz | 743'061 | 2'937 | 68 | 431'984 | 706'753 | 61.1223 | 76 | 72 | **-4** |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 136'344'624 | 3'664 | 85 | 66'539'785 | 122'704'969 | 54.2275 | 70 | 70 | |
| 61 | Les Planchettes | 634'463 | 2'795 | 65 | 357'272 | 576'032 | 62.0229 | 80 | 80 | |
| 62 | La Sagne | 3'213'814 | 3'372 | 79 | 1'722'318 | 3'146'937 | 54.7300 | 70 | 70 | |
| | Ensemble des communes | 724'809'761 | 4'289 | 100 | 316'518'261 | 630'883'201 | 50.1707 | (2005) 64.1 | (2006) 65.3 | 15 communes |
| | Chiffres de 2004 | 557'354'649 | 3'310 | 100 | 449'607'505 | 479'196'780 | 93.8252 | (2004) 92.6 | (2005) 64.1 | 19 communes |

## Coefficient d'impôt - Effort fiscal - Revenu fiscal - Coefficient et revenu fiscal inverse en 2005 **Tableau 4**

| | | Coefficient d'impôt | Coefficient d'impôt relatif (CIR) | Effort fiscal (EF) | Effort fiscal relatif (EFR) | Effort fiscal relatif inverse (EFRI) | Revenu fiscal (RF) (Impôt d'Etat par habitant) | Revenu fiscal relatif (RFR) | Revenu fiscal relatif inverse (RFRI) | CIR+RFRI ---------- 2 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 62 | 97 | 47.5 | 95 | 106 | 5'530 | 129 | 78 | 87 |
| 2 | Hauterive | 65 | 101 | 52.1 | 104 | 96 | 4'863 | 113 | 88 | 95 |
| 3 | Saint-Blaise | 55 | 86 | 43.4 | 87 | 116 | 5'061 | 118 | 85 | 85 |
| 4 | Marin-Epagnier | 47 | 73 | 39.7 | 79 | 126 | 6'059 | 141 | 71 | 72 |
| 5 | Thielle-Wavre | 78 | 122 | 59.5 | 119 | 84 | 4'645 | 108 | 92 | 107 |
| 6 | Cornaux | 55 | 86 | 43.7 | 87 | 115 | 4'169 | 97 | 103 | 94 |
| 7 | Cressier | 74 | 115 | 58.5 | 117 | 86 | 3'560 | 83 | 120 | 118 |
| 8 | Enges | 75 | 117 | 55.8 | 111 | 90 | 4'410 | 103 | 97 | 107 |
| 9 | Le Landeron | 49 | 76 | 37.7 | 75 | 133 | 4'368 | 102 | 98 | 87 |
| 10 | Lignières | 64 | 100 | 49.2 | 98 | 102 | 3'536 | 82 | 121 | 111 |
| 11 | Boudry | 68 | 106 | 53.1 | 106 | 95 | 3'584 | 84 | 120 | 113 |
| 12 | Cortaillod | 60 | 94 | 46.8 | 93 | 107 | 4'209 | 98 | 102 | 98 |
| 13 | Colombier | 55 | 86 | 43.3 | 86 | 116 | 4'397 | 103 | 98 | 92 |
| 14 | Auvernier | 47 | 73 | 37.7 | 75 | 133 | 7'896 | 184 | 54 | 64 |
| 15 | Peseux | 64 | 100 | 50.9 | 101 | 99 | 3'840 | 90 | 112 | 106 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 72 | 112 | 56.7 | 113 | 88 | 4'818 | 112 | 89 | 101 |
| 17 | Bôle | 60 | 94 | 46.7 | 93 | 107 | 4'600 | 107 | 93 | 93 |
| 18 | Rochefort | 59 | 92 | 45.9 | 91 | 109 | 4'365 | 102 | 98 | 95 |
| 19 | Brot-Dessous | 65 | 101 | 46.0 | 92 | 109 | 2'715 | 63 | 158 | 130 |
| 20 | Bevaix | 61 | 95 | 49.3 | 98 | 102 | 4'308 | 100 | 100 | 97 |
| 21 | Gorgier | 60 | 94 | 51.0 | 102 | 98 | 5'841 | 136 | 73 | 84 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 70 | 109 | 55.0 | 110 | 91 | 4'005 | 93 | 107 | 108 |
| 23 | Fresens | 55 | 86 | 49.2 | 98 | 102 | 3'884 | 91 | 110 | 98 |
| 24 | Montalchez | 77 | 120 | 57.0 | 114 | 88 | 2'756 | 64 | 156 | 138 |
| 25 | Vaumarcus | 33 | 51 | 28.5 | 57 | 176 | 4'198 | 98 | 102 | 77 |
| 26 | Môtiers | 75 | 117 | 57.5 | 115 | 87 | 3'299 | 77 | 130 | 123 |
| 27 | Couvet | 73 | 114 | 57.1 | 114 | 88 | 2'827 | 66 | 152 | 133 |
| 28 | Travers | 83 | 129 | 65.7 | 131 | 76 | 2'720 | 63 | 158 | 144 |
| 29 | Noiraigue | 88 | 137 | 68.7 | 137 | 73 | 2'255 | 53 | 190 | 164 |
| 30 | Boveresse | 78 | 122 | 63.1 | 126 | 79 | 2'838 | 66 | 151 | 136 |
| 31 | Fleurier | 70 | 109 | 54.3 | 108 | 92 | 3'522 | 82 | 122 | 115 |
| 32 | Buttes | 78 | 122 | 64.5 | 128 | 78 | 3'144 | 73 | 136 | 129 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 59 | 92 | 43.8 | 87 | 115 | 3'390 | 79 | 127 | 109 |
| 34 | Saint-Sulpice | 76 | 119 | 58.8 | 117 | 85 | 3'067 | 72 | 140 | 129 |
| 35 | Les Verrières | 74 | 115 | 57.0 | 114 | 88 | 2'610 | 61 | 164 | 140 |
| 36 | Les Bayards | 82 | 128 | 61.8 | 123 | 81 | 2'238 | 52 | 192 | 160 |
| 37 | Cernier | 66 | 103 | 52.9 | 105 | 95 | 3'715 | 87 | 115 | 109 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 74 | 115 | 59.8 | 119 | 84 | 3'746 | 87 | 114 | 115 |
| 39 | Dombresson | 63 | 98 | 50.6 | 101 | 99 | 3'631 | 85 | 118 | 108 |
| 40 | Villiers | 66 | 103 | 52.0 | 104 | 97 | 3'387 | 79 | 127 | 115 |
| 41 | Le Pâquier | 68 | 106 | 55.1 | 110 | 91 | 3'645 | 85 | 118 | 112 |
| 42 | Savagnier | 63 | 98 | 51.2 | 102 | 98 | 3'763 | 88 | 114 | 106 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 60 | 94 | 47.3 | 94 | 106 | 4'385 | 102 | 98 | 96 |
| 44 | Fontaines | 58 | 90 | 46.7 | 93 | 107 | 3'789 | 88 | 113 | 102 |
| 45 | Engollon | 54 | 84 | 41.6 | 83 | 121 | 5'640 | 131 | 76 | 80 |
| 46 | Fontainemelon | 57 | 89 | 45.9 | 91 | 109 | 4'112 | 96 | 104 | 97 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 62 | 97 | 48.4 | 97 | 104 | 4'018 | 94 | 107 | 102 |
| 48 | Boudevilliers | 60 | 94 | 48.5 | 97 | 103 | 3'791 | 88 | 113 | 103 |
| 49 | Valangin | 65 | 101 | 49.3 | 98 | 102 | 3'440 | 80 | 125 | 113 |
| 50 | Coffrane | 67 | 105 | 52.6 | 105 | 95 | 3'727 | 87 | 115 | 110 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 60 | 94 | 48.3 | 96 | 104 | 4'048 | 94 | 106 | 100 |
| 52 | Montmollin | 53 | 83 | 41.7 | 83 | 120 | 4'733 | 110 | 91 | 87 |
| 53 | Le Locle | 70 | 109 | 54.2 | 108 | 93 | 3'849 | 90 | 111 | 110 |
| 54 | Les Brenets | 60 | 94 | 45.7 | 91 | 110 | 4'417 | 103 | 97 | 95 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 74 | 115 | 60.3 | 120 | 83 | 3'082 | 72 | 139 | 127 |
| 56 | La Brévine | 78 | 122 | 61.7 | 123 | 81 | 2'694 | 63 | 159 | 140 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 74 | 115 | 60.2 | 120 | 83 | 3'353 | 78 | 128 | 122 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 72 | 112 | 57.7 | 115 | 87 | 3'672 | 86 | 117 | 115 |
| 59 | Brot-Plamboz | 76 | 119 | 61.1 | 122 | 82 | 2'937 | 68 | 146 | 132 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 70 | 109 | 54.2 | 108 | 93 | 3'664 | 85 | 117 | 113 |
| 61 | Les Planchettes | 80 | 125 | 62.0 | 124 | 81 | 2'795 | 65 | 153 | 139 |
| 62 | La Sagne | 70 | 109 | 54.7 | 109 | 92 | 3'372 | 79 | 127 | 118 |
| | | | | | | | | | | |
| | Moyenne ensemble des communes | 64.1 | 100 | 50.2 | 100 | 100 | 4'289 | 100 | 100 | |
| | Chiffres de 2004 | 92.6 | | 95.1 | | | 3'249 | | | |

## Classements des communes selon le coefficient d'impôt, l'effort fiscal, le revenu fiscal et leur combinaison en 2005 — Tableau 5

| | Coefficient d'impôt | CIR | | Effort fiscal | EFR | | Revenu fiscal | RFR | | Coefficient et revenu fiscal inverse | CIR+RFRI ---------- 2 | | Effort fiscal et revenu fiscal inverse | EFR+RFRI ---------- 2 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Vaumarcus | 51 | 1 | Vaumarcus | 57 | 1 | Auvernier | 184 | 1 | Auvernier | 64 | 1 | Auvernier | 65 |
| 2 | Marin-Epagnier | 73 | 2 | Le Landeron | 75 | 2 | Marin-Epagnier | 141 | 2 | Marin-Epagnier | 72 | 2 | Marin-Epagnier | 75 |
| 3 | Auvernier | 73 | 3 | Auvernier | 75 | 3 | Gorgier | 136 | 3 | Vaumarcus | 77 | 3 | Engollon | 79 |
| 4 | Le Landeron | 76 | 4 | Marin-Epagnier | 79 | 4 | Engollon | 131 | 4 | Engollon | 80 | 4 | Vaumarcus | 80 |
| 5 | Montmollin | 83 | 5 | Engollon | 83 | 5 | Neuchâtel | 129 | 5 | Gorgier | 84 | 5 | Saint-Blaise | 86 |
| 6 | Engollon | 84 | 6 | Montmollin | 83 | 6 | Saint-Blaise | 118 | 6 | Saint-Blaise | 85 | 6 | Neuchâtel | 86 |
| 7 | Saint-Blaise | 86 | 7 | Colombier | 86 | 7 | Hauterive | 113 | 7 | Montmollin | 87 | 7 | Le Landeron | 87 |
| 8 | Cornaux | 86 | 8 | Saint-Blaise | 87 | 8 | Corcelles-Cormondrèche | 112 | 8 | Neuchâtel | 87 | 8 | Montmollin | 87 |
| 9 | Colombier | 86 | 9 | Cornaux | 87 | 9 | Montmollin | 110 | 9 | Le Landeron | 87 | 9 | Gorgier | 88 |
| 10 | Fresens | 86 | 10 | La Côte-aux-Fées | 87 | 10 | Thielle-Wavre | 108 | 10 | Colombier | 92 | 10 | Colombier | 92 |
| 11 | Fontainemelon | 89 | 11 | Les Brenets | 91 | 11 | Bôle | 107 | 11 | Bôle | 93 | 11 | Bôle | 93 |
| 12 | Fontaines | 90 | 12 | Fontainemelon | 91 | 12 | Les Brenets | 103 | 12 | Cornaux | 94 | 12 | Les Brenets | 94 |
| 13 | Rochefort | 92 | 13 | Rochefort | 91 | 13 | Enges | 103 | 13 | Hauterive | 95 | 13 | Rochefort | 95 |
| 14 | La Côte-aux-Fées | 92 | 14 | Brot-Dessous | 92 | 14 | Colombier | 103 | 14 | Rochefort | 95 | 14 | Cornaux | 95 |
| 15 | Cortaillod | 94 | 15 | Bôle | 93 | 15 | Fenin-Vilars-Saules | 102 | 15 | Les Brenets | 95 | 15 | Hauterive | 96 |
| 16 | Bôle | 94 | 16 | Fontaines | 93 | 16 | Le Landeron | 102 | 16 | Fenin-Vilars-Saules | 96 | 16 | Fenin-Vilars-Saules | 96 |
| 17 | Gorgier | 94 | 17 | Cortaillod | 93 | 17 | Rochefort | 102 | 17 | Fontainemelon | 97 | 17 | Cortaillod | 98 |
| 18 | Fenin-Vilars-Saules | 94 | 18 | Fenin-Vilars-Saules | 94 | 18 | Bevaix | 100 | 18 | Bevaix | 97 | 18 | Fontainemelon | 98 |
| 19 | Boudevilliers | 94 | 19 | Neuchâtel | 95 | 19 | Cortaillod | 98 | 19 | Cortaillod | 98 | 19 | Bevaix | 99 |
| 20 | Les Geneveys/Coffrane | 94 | 20 | Les Geneveys/Coffrane | 96 | 20 | Vaumarcus | 98 | 20 | Fresens | 98 | 20 | Corcelles-Cormondrèche | 101 |
| 21 | Les Brenets | 94 | 21 | Les Hauts-Geneveys | 97 | 21 | Cornaux | 97 | 21 | Les Geneveys/Coffrane | 100 | 21 | Les Geneveys/Coffrane | 101 |
| 22 | Bevaix | 95 | 22 | Boudevilliers | 97 | 22 | Fontainemelon | 96 | 22 | Corcelles-Cormondrèche | 101 | 22 | Les Hauts-Geneveys | 102 |
| 23 | Neuchâtel | 97 | 23 | Fresens | 98 | 23 | Les Geneveys/Coffrane | 94 | 23 | Les Hauts-Geneveys | 102 | 23 | Fontaines | 103 |
| 24 | Les Hauts-Geneveys | 97 | 24 | Lignières | 98 | 24 | Les Hauts-Geneveys | 94 | 24 | Fontaines | 102 | 24 | Enges | 104 |
| 25 | Dombresson | 98 | 25 | Valangin | 98 | 25 | Saint-Aubin-Sauges | 93 | 25 | Boudevilliers | 103 | 25 | Fresens | 104 |
| 26 | Savagnier | 98 | 26 | Bevaix | 98 | 26 | Fresens | 91 | 26 | Peseux | 106 | 26 | Boudevilliers | 105 |
| 27 | Lignières | 100 | 27 | Dombresson | 101 | 27 | Le Locle | 90 | 27 | Savagnier | 106 | 27 | Thielle-Wavre | 105 |
| 28 | Peseux | 100 | 28 | Peseux | 101 | 28 | Peseux | 90 | 28 | Thielle-Wavre | 107 | 28 | Peseux | 107 |
| 29 | Hauterive | 101 | 29 | Gorgier | 102 | 29 | Boudevilliers | 88 | 29 | Enges | 107 | 29 | La Côte-aux-Fées | 107 |
| 30 | Brot-Dessous | 101 | 30 | Savagnier | 102 | 30 | Fontaines | 88 | 30 | Saint-Aubin-Sauges | 108 | 30 | Savagnier | 108 |
| 31 | Valangin | 101 | 31 | Villiers | 104 | 31 | Savagnier | 88 | 31 | Dombresson | 108 | 31 | Saint-Aubin-Sauges | 108 |
| 32 | Cernier | 103 | 32 | Hauterive | 104 | 32 | Chézard-Saint-Martin | 87 | 32 | Cernier | 109 | 32 | Dombresson | 110 |
| 33 | Villiers | 103 | 33 | Coffrane | 105 | 33 | Coffrane | 87 | 33 | La Côte-aux-Fées | 109 | 33 | Lignières | 110 |
| 34 | Coffrane | 105 | 34 | Cernier | 105 | 34 | Cernier | 87 | 34 | Coffrane | 110 | 34 | Le Locle | 110 |
| 35 | Boudry | 106 | 35 | Boudry | 106 | 35 | Les Ponts-de-Martel | 86 | 35 | Le Locle | 110 | 35 | Coffrane | 110 |
| 36 | Le Pâquier | 106 | 36 | Le Locle | 108 | 36 | La Chaux-de-Fonds | 85 | 36 | Lignières | 111 | 36 | Cernier | 110 |
| 37 | Saint-Aubin-Sauges | 109 | 37 | La Chaux-de-Fonds | 108 | 37 | Le Pâquier | 85 | 37 | Le Pâquier | 112 | 37 | Valangin | 111 |
| 38 | Fleurier | 109 | 38 | Fleurier | 108 | 38 | Dombresson | 85 | 38 | Boudry | 113 | 38 | La Chaux-de-Fonds | 113 |
| 39 | Le Locle | 109 | 39 | La Sagne | 109 | 39 | Boudry | 84 | 39 | Valangin | 113 | 39 | Boudry | 113 |
| 40 | La Chaux-de-Fonds | 109 | 40 | Saint-Aubin-Sauges | 110 | 40 | Cressier | 83 | 40 | La Chaux-de-Fonds | 113 | 40 | Le Pâquier | 114 |
| 41 | La Sagne | 109 | 41 | Le Pâquier | 110 | 41 | Lignières | 82 | 41 | Les Ponts-de-Martel | 115 | 41 | Fleurier | 115 |
| 42 | Corcelles-Cormondrèche | 112 | 42 | Enges | 111 | 42 | Fleurier | 82 | 42 | Villiers | 115 | 42 | Villiers | 115 |
| 43 | Les Ponts-de-Martel | 112 | 43 | Corcelles-Cormondrèche | 113 | 43 | Valangin | 80 | 43 | Chézard-Saint-Martin | 115 | 43 | Les Ponts-de-Martel | 116 |
| 44 | Couvet | 114 | 44 | Montalchez | 114 | 44 | La Côte-aux-Fées | 79 | 44 | Fleurier | 115 | 44 | Chézard-Saint-Martin | 117 |
| 45 | Cressier | 115 | 45 | Les Verrières | 114 | 45 | Villiers | 79 | 45 | Cressier | 118 | 45 | La Sagne | 118 |
| 46 | Les Verrières | 115 | 46 | Couvet | 114 | 46 | La Sagne | 79 | 46 | La Sagne | 118 | 46 | Cressier | 119 |
| 47 | Chézard-Saint-Martin | 115 | 47 | Môtiers | 115 | 47 | La Chaux-du-Milieu | 78 | 47 | La Chaux-du-Milieu | 122 | 47 | Môtiers | 122 |
| 48 | Le Cerneux-Péquignot | 115 | 48 | Les Ponts-de-Martel | 115 | 48 | Môtiers | 77 | 48 | Môtiers | 123 | 48 | La Chaux-du-Milieu | 124 |
| 49 | La Chaux-du-Milieu | 115 | 49 | Cressier | 117 | 49 | Buttes | 73 | 49 | Le Cerneux-Péquignot | 127 | 49 | Brot-Dessous | 125 |
| 50 | Enges | 117 | 50 | Saint-Sulpice | 117 | 50 | Le Cerneux-Péquignot | 72 | 50 | Buttes | 129 | 50 | Saint-Sulpice | 128 |
| 51 | Môtiers | 117 | 51 | Thielle-Wavre | 119 | 51 | Saint-Sulpice | 72 | 51 | Saint-Sulpice | 129 | 51 | Le Cerneux-Péquignot | 130 |
| 52 | Saint-Sulpice | 119 | 52 | Chézard-Saint-Martin | 119 | 52 | Brot-Plamboz | 68 | 52 | Brot-Dessous | 130 | 52 | Buttes | 132 |
| 53 | Brot-Plamboz | 119 | 53 | La Chaux-du-Milieu | 120 | 53 | Boveresse | 66 | 53 | Brot-Plamboz | 132 | 53 | Couvet | 133 |
| 54 | Montalchez | 120 | 54 | Le Cerneux-Péquignot | 120 | 54 | Couvet | 66 | 54 | Couvet | 133 | 54 | Brot-Plamboz | 134 |
| 55 | Thielle-Wavre | 122 | 55 | Brot-Plamboz | 122 | 55 | Les Planchettes | 65 | 55 | Boveresse | 136 | 55 | Montalchez | 135 |
| 56 | Boveresse | 122 | 56 | La Brévine | 123 | 56 | Montalchez | 64 | 56 | Montalchez | 138 | 56 | Boveresse | 138 |
| 57 | Buttes | 122 | 57 | Les Bayards | 123 | 57 | Travers | 63 | 57 | Les Planchettes | 139 | 57 | Les Planchettes | 139 |
| 58 | La Brévine | 122 | 58 | Les Planchettes | 124 | 58 | Brot-Dessous | 63 | 58 | Les Verrières | 140 | 58 | Les Verrières | 139 |
| 59 | Les Planchettes | 125 | 59 | Boveresse | 126 | 59 | La Brévine | 63 | 59 | La Brévine | 140 | 59 | La Brévine | 141 |
| 60 | Les Bayards | 128 | 60 | Buttes | 128 | 60 | Les Verrières | 61 | 60 | Travers | 144 | 60 | Travers | 144 |
| 61 | Travers | 129 | 61 | Travers | 131 | 61 | Noiraigue | 53 | 61 | Les Bayards | 160 | 61 | Les Bayards | 157 |
| 62 | Noiraigue | 137 | 62 | Noiraigue | 137 | 62 | Les Bayards | 52 | 62 | Noiraigue | 164 | 62 | Noiraigue | 164 |
| | Moyenne | 100 | | Moyenne | 100 | | Moyenne | 100 | | Moyenne | 100 | | Moyenne | 100 |

CIR: Coefficient d'impôt relatif. EFR: Effort fiscal relatif (rapport entre impôt communal personnes physiques et impôt d'Etat dans la commune personnes physiques). RFRI: Revenu fiscal relatif inverse (impôt d'Etat par habitant).

## Simulation des coefficients d'impôt permettant l'équillibre des comptes 2005

**Tableau 6**

| | | Charges | Amortisse-ments sup-plémentaires | Charges "réelles" | Revenus | Impôt personnes physiques 2005 (PP) y.c. arriérés | Total autres sources de revenus | Montant à financer par l'impôt (PPE) | Valeur d'un point d'impôt (PP) | Coefficient d'équillibre (CE) | Coeffi-cient 2005 (C) | Diffé-rence C-CE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 449'195'649 | 0 | 449'195'649 | 442'140'004 | 60'495'905 | 381'644'099 | 67'551'550 | 975'740 | 69.2 | 62 | **-7.2** |
| 2 | Hauterive | 12'730'495 | 0 | 12'730'495 | 11'881'551 | 5'732'510 | 6'149'041 | 6'581'454 | 88'192 | 74.6 | 65 | **-9.6** |
| 3 | Saint-Blaise | 18'654'576 | 0 | 18'654'576 | 16'720'405 | 6'294'902 | 10'425'503 | 8'229'073 | 114'453 | 71.9 | 55 | **-16.9** |
| 4 | Marin-Epagnier | 24'031'183 | 0 | 24'031'183 | 23'103'197 | 5'864'648 | 17'238'549 | 6'792'634 | 124'780 | 54.4 | 47 | **-7.4** |
| 5 | Thielle-Wavre | 3'252'707 | 0 | 3'252'707 | 3'209'131 | 1'797'019 | 1'412'112 | 1'840'595 | 23'039 | 79.9 | 78 | **-1.9** |
| 6 | Cornaux | 8'030'252 | 0 | 8'030'252 | 7'101'323 | 2'234'041 | 4'867'282 | 3'162'970 | 40'619 | 77.9 | 55 | **-22.9** |
| 7 | Cressier | 10'625'720 | 0 | 10'625'720 | 10'665'849 | 3'412'995 | 7'252'854 | 3'372'866 | 46'122 | 73.1 | 74 | 0.9 |
| 8 | Enges | 1'362'261 | 28'600 | 1'333'661 | 1'382'102 | 722'856 | 659'246 | 674'415 | 9'638 | 70.0 | 75 | 5.0 |
| 9 | Le Landeron | 20'459'772 | 0 | 20'459'772 | 18'420'793 | 6'426'288 | 11'994'505 | 8'465'267 | 131'149 | 64.5 | 49 | **-15.5** |
| 10 | Lignières | 4'907'753 | 0 | 4'907'753 | 4'601'648 | 1'590'807 | 3'010'841 | 1'896'912 | 24'856 | 76.3 | 64 | **-12.3** |
| 11 | Boudry | 31'528'184 | 0 | 31'528'184 | 30'538'565 | 8'785'895 | 21'752'670 | 9'775'514 | 129'204 | 75.7 | 68 | **-7.7** |
| 12 | Cortaillod | 22'474'595 | 0 | 22'474'595 | 21'553'985 | 8'171'295 | 13'382'690 | 9'091'905 | 136'188 | 66.8 | 60 | **-6.8** |
| 13 | Colombier | 21'376'770 | 0 | 21'376'770 | 19'094'492 | 9'048'353 | 10'046'139 | 11'330'631 | 164'516 | 68.9 | 55 | **-13.9** |
| 14 | Auvernier | 10'296'294 | 0 | 10'296'294 | 9'344'649 | 4'019'228 | 5'325'421 | 4'970'873 | 85'515 | 58.1 | 47 | **-11.1** |
| 15 | Peseux | 25'689'768 | 0 | 25'689'768 | 24'983'613 | 10'106'874 | 14'876'739 | 10'813'029 | 157'920 | 68.5 | 64 | **-4.5** |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 18'201'753 | 0 | 18'201'753 | 17'357'019 | 10'322'467 | 7'034'552 | 11'167'201 | 143'368 | 77.9 | 72 | **-5.9** |
| 17 | Bôle | 7'981'148 | 0 | 7'981'148 | 7'531'754 | 3'737'554 | 3'794'200 | 4'186'948 | 62'293 | 67.2 | 60 | **-7.2** |
| 18 | Rochefort | 4'633'099 | 0 | 4'633'099 | 4'099'269 | 2'022'478 | 2'076'791 | 2'556'308 | 34'279 | 74.6 | 59 | **-15.6** |
| 19 | Brot-Dessous | 313'640 | 0 | 313'640 | 300'482 | 143'231 | 157'251 | 156'389 | 2'204 | 71.0 | 65 | **-6.0** |
| 20 | Bevaix | 14'596'595 | 0 | 14'596'595 | 14'277'321 | 6'946'563 | 7'330'759 | 7'265'837 | 113'878 | 63.8 | 61 | **-2.8** |
| 21 | Gorgier | 8'210'990 | 130'781 | 8'080'209 | 8'589'592 | 4'086'657 | 4'502'935 | 3'577'274 | 68'111 | 52.5 | 60 | 7.5 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 10'510'675 | 0 | 10'510'675 | 10'650'896 | 4'779'748 | 5'871'148 | 4'639'527 | 68'282 | 67.9 | 70 | 2.1 |
| 23 | Fresens | 767'065 | 0 | 767'065 | 803'867 | 268'276 | 535'591 | 231'474 | 4'878 | 47.5 | 55 | 7.5 |
| 24 | Montalchez | 683'954 | 14'650 | 669'304 | 767'629 | 319'692 | 447'937 | 221'367 | 4'152 | 53.3 | 77 | 23.7 |
| 25 | Vaumarcus | 2'095'497 | 0 | 2'095'497 | 600'953 | 322'810 | 278'143 | 1'817'354 | 9'782 | 185.8 | 33 | **-152.8** |
| 26 | Môtiers | 3'657'810 | 0 | 3'657'810 | 3'550'203 | 1'384'663 | 2'165'540 | 1'492'270 | 18'462 | 80.8 | 75 | **-5.8** |
| 27 | Couvet | 14'630'472 | 0 | 14'630'472 | 13'596'923 | 4'159'339 | 9'437'584 | 5'192'888 | 56'977 | 91.1 | 73 | **-18.1** |
| 28 | Travers | 4'457'765 | 71'093 | 4'386'672 | 4'457'926 | 2'009'777 | 2'448'149 | 1'938'523 | 24'214 | 80.1 | 83 | 2.9 |
| 29 | Noiraigue | 1'945'332 | 0 | 1'945'332 | 1'871'064 | 765'766 | 1'105'298 | 840'034 | 8'702 | 96.5 | 88 | **-8.5** |
| 30 | Boveresse | 1'579'696 | 34'906 | 1'544'790 | 1'586'528 | 626'576 | 959'952 | 584'838 | 8'033 | 72.8 | 78 | 5.2 |
| 31 | Fleurier | 13'769'455 | 12'742 | 13'756'713 | 13'770'192 | 5'735'037 | 8'035'155 | 5'721'558 | 81'929 | 69.8 | 70 | 0.2 |
| 32 | Buttes | 2'842'601 | 91'499 | 2'751'102 | 2'842'909 | 993'728 | 1'849'181 | 901'921 | 12'740 | 70.8 | 78 | 7.2 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 2'554'456 | 0 | 2'554'456 | 2'185'626 | 702'139 | 1'483'487 | 1'070'969 | 11'901 | 90.0 | 59 | **-31.0** |
| 34 | Saint-Sulpice | 2'656'387 | 110'577 | 2'545'810 | 2'661'315 | 990'687 | 1'670'628 | 875'182 | 13'035 | 67.1 | 76 | 8.9 |
| 35 | Les Verrières | 3'946'600 | 0 | 3'946'600 | 3'683'077 | 1'047'752 | 2'635'325 | 1'311'275 | 14'159 | 92.6 | 74 | **-18.6** |
| 36 | Les Bayards | 1'868'101 | 0 | 1'868'101 | 1'811'063 | 529'877 | 1'281'186 | 586'915 | 6'462 | 90.8 | 82 | **-8.8** |
| 37 | Cernier | 7'786'039 | 0 | 7'786'039 | 7'681'324 | 3'577'152 | 4'104'172 | 3'681'867 | 54'199 | 67.9 | 66 | **-1.9** |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 7'025'607 | 114'792 | 6'910'815 | 7'093'781 | 3'264'450 | 3'829'331 | 3'081'484 | 44'114 | 69.9 | 74 | 4.1 |
| 39 | Dombresson | 6'140'400 | 0 | 6'140'400 | 5'842'575 | 2'597'897 | 3'244'678 | 2'895'722 | 41'236 | 70.2 | 63 | **-7.2** |
| 40 | Villiers | 1'428'066 | 0 | 1'428'066 | 1'271'449 | 679'766 | 591'683 | 836'383 | 10'299 | 81.2 | 66 | **-15.2** |
| 41 | Le Pâquier | 1'322'732 | 0 | 1'322'732 | 1'150'447 | 380'925 | 769'522 | 553'210 | 5'602 | 98.8 | 68 | **-30.8** |
| 42 | Savagnier | 3'999'003 | 0 | 3'999'003 | 3'767'580 | 1'761'901 | 2'005'679 | 1'993'324 | 27'967 | 71.3 | 63 | **-8.3** |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 3'263'759 | 0 | 3'263'759 | 3'252'870 | 1'524'528 | 1'728'342 | 1'535'417 | 25'409 | 60.4 | 60 | **-0.4** |
| 44 | Fontaines | 4'259'934 | 0 | 4'259'934 | 4'031'135 | 1'544'210 | 2'486'925 | 1'773'009 | 26'624 | 66.6 | 58 | **-8.6** |
| 45 | Engollon | 401'682 | 0 | 401'682 | 404'228 | 193'206 | 211'022 | 190'660 | 3'578 | 53.3 | 54 | 0.7 |
| 46 | Fontainemelon | 6'759'413 | 0 | 6'759'413 | 6'780'813 | 2'567'858 | 4'212'955 | 2'546'458 | 45'050 | 56.5 | 57 | 0.5 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 3'391'173 | 0 | 3'391'173 | 3'158'288 | 1'522'254 | 1'636'034 | 1'755'139 | 24'552 | 71.5 | 62 | **-9.5** |
| 48 | Boudevilliers | 3'595'942 | 0 | 3'595'942 | 3'391'161 | 1'181'959 | 2'209'202 | 1'386'740 | 19'699 | 70.4 | 60 | **-10.4** |
| 49 | Valangin | 1'570'054 | 0 | 1'570'054 | 1'545'122 | 664'883 | 880'239 | 689'815 | 10'229 | 67.4 | 65 | **-2.4** |
| 50 | Coffrane | 2'452'086 | 0 | 2'452'086 | 2'385'924 | 1'095'377 | 1'290'547 | 1'161'539 | 16'349 | 71.0 | 67 | **-4.0** |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 6'315'998 | 0 | 6'315'998 | 6'108'817 | 2'260'743 | 3'848'074 | 2'467'924 | 37'679 | 65.5 | 60 | **-5.5** |
| 52 | Montmollin | 2'351'554 | 0 | 2'351'554 | 2'065'832 | 1'012'407 | 1'053'425 | 1'298'129 | 19'102 | 68.0 | 53 | **-15.0** |
| 53 | Le Locle | 64'913'775 | 296'306 | 64'617'469 | 64'969'459 | 16'226'922 | 48'742'537 | 15'874'932 | 231'813 | 68.5 | 70 | 1.5 |
| 54 | Les Brenets | 6'065'140 | 0 | 6'065'140 | 6'006'872 | 2'054'027 | 3'952'845 | 2'112'295 | 34'234 | 61.7 | 60 | **-1.7** |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 1'058'012 | 110'673 | 947'339 | 1'111'048 | 526'605 | 584'443 | 362'896 | 7'116 | 51.0 | 74 | 23.0 |
| 56 | La Brévine | 2'472'120 | 236'799 | 2'235'321 | 2'507'894 | 1'073'026 | 1'434'868 | 800'453 | 13'757 | 58.2 | 78 | 19.8 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 1'612'906 | 136'108 | 1'476'798 | 1'618'702 | 748'802 | 869'900 | 606'898 | 10'119 | 60.0 | 74 | 14.0 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 5'437'471 | 420'555 | 5'016'916 | 5'567'461 | 2'165'636 | 3'401'825 | 1'615'091 | 30'078 | 53.7 | 72 | 18.3 |
| 59 | Brot-Plamboz | 796'530 | 0 | 796'530 | 930'656 | 395'227 | 535'429 | 261'101 | 5'200 | 50.2 | 76 | 25.8 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 331'667'103 | 0 | 331'667'103 | 316'930'598 | 65'172'389 | 251'758'209 | 79'908'894 | 931'034 | 85.8 | 70 | **-15.8** |
| 61 | Les Planchettes | 786'524 | 0 | 786'524 | 797'194 | 352'460 | 444'734 | 341'790 | 4'406 | 77.6 | 80 | 2.4 |
| 62 | La Sagne | 4'488'538 | 0 | 4'488'538 | 4'354'776 | 1'664'668 | 2'690'108 | 1'798'430 | 23'781 | 75.6 | 70 | **-5.6** |
| Ensemble des communes | | 1'267'880'631 | 1'810'081 | 1'266'070'550 | 1'226'462'921 | 302'807'712 | 923'655'209 | 342'415'341 | 4'723'000 | 72.50 | 64.11 | **-8.39** |
| Chiffres de 2004 | | 1'452'392'106 | 1'228'873 | 1'451'163'233 | 1'406'263'561 | 432'021'091 | 974'242'470 | 476'920'763 | 4'666'004 | 102.21 | 92.59 | **-9.62** |

**Commentaires sur le calcul du coefficient d'équillibre (CE)**

**Principe**

Le but recherché est de calculer le coefficient (CE) permettant de présenter des comptes de fonctionnement équilibrés.

**Source d'information**

Comptes communaux et tableaux de bord impôt des personnes physiques (STI)

**Analyse**

Si l'on décompose le compte de fonctionnement, on distingue deux catégories de **charges:**

1) Charges de fonctionnement (y compris les amortissements légaux)
2) Amortissements supplémentaires

**Les revenus** comprennent trois catégories:

1) Autres revenus
2) Impôt des personnes morales
3) Impôt des personnes physiques

**Nota** : les chapitres autofinancés n'ont pas été déduits. Commes ils sont obligatoirement équilibrés, ils n'influencent pas le résultat final.

| | |
|---|---|
| Charges de fonctionnement | Autres revenus |
| | Impôt personnes morales |
| Amortissements supplémentaires | Impôt personnes physiques |

**Procédure**

Afin de connaître le montant des charges de fonctionnement à couvrir par l'impôt des personnes physiques, on procède de la façon suivante :

1) Déduction des amortissements supplémentaires du total des charges de fonctionnement: on obtient ainsi **les charges "réelles"**.

2) Déduction de l'impôt personnes physiques: on obtient le total des autres sources de revenus.

La différence entre les deux soldes précités donne le montant à financer par l'impôt (PPE) pour équilibrer le compte de fonctionnement.

| | |
|---|---|
| Charges de fonctionnement "réelles" | Autres revenus |
| | Impôt personnes morales |
| | **Montant à financer p/impôt p. physiques** |

En grisé gras : communes **41 (43 en 2004)** dont le coefficient d'impôt est insuffisant

## Comptes de fonctionnement 2005 . Récapitulation fonctionnelle. Charges

**Tableau 7**

| | | Administration | Sécurité publique | Enseignement et formation | Culture loisirs-sports | Santé | Prévoyance sociale | Trafic | Protection et aménagement de l'environnement | Economie publique | Finances et impôts | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 24'930'937 | 21'104'069 | 42'325'480 | 35'503'545 | 134'765'139 | 22'373'109 | 27'942'958 | 12'279'918 | 81'584'807 | 46'385'687 | 449'195'649 |
| 2 | Hauterive | 981'416 | 361'283 | 2'567'188 | 1'678'330 | 65'451 | 1'946'954 | 1'417'169 | 1'643'141 | 68'259 | 2'001'304 | 12'730'495 |
| 3 | Saint-Blaise | 1'321'226 | 421'651 | 3'908'921 | 1'477'949 | 88'597 | 989'782 | 1'497'975 | 2'176'206 | 2'968'165 | 3'804'104 | 18'654'576 |
| 4 | Marin-Epagnier | 1'735'918 | 732'858 | 5'953'627 | 1'860'519 | 104'340 | 1'703'226 | 1'770'596 | 3'402'189 | 90'468 | 6'677'442 | 24'031'183 |
| 5 | Thielle-Wavre | 264'436 | 59'681 | 1'367'214 | 41'397 | 19'333 | 197'629 | 90'724 | 712'743 | 400 | 499'150 | 3'252'707 |
| 6 | Cornaux | 1'234'347 | 327'133 | 1'887'207 | 499'523 | 46'824 | 548'953 | 410'697 | 1'011'264 | 1'093'302 | 971'002 | 8'030'252 |
| 7 | Cressier | 741'537 | 249'009 | 2'784'782 | 338'901 | 53'977 | 757'063 | 650'222 | 1'174'451 | 2'852'202 | 1'023'576 | 10'625'720 |
| 8 | Enges | 168'308 | 24'341 | 400'475 | 13'506 | 13'056 | 86'923 | 172'270 | 173'955 | 34'710 | 274'717 | 1'362'261 |
| 9 | Le Landeron | 1'292'502 | 526'647 | 5'108'063 | 1'196'252 | 154'036 | 1'453'480 | 1'075'314 | 2'590'571 | 3'276'366 | 3'786'541 | 20'459'772 |
| 10 | Lignières | 365'983 | 74'268 | 1'531'542 | 132'363 | 28'205 | 310'485 | 510'536 | 617'562 | 931'610 | 405'199 | 4'907'753 |
| 11 | Boudry | 3'229'630 | 1'070'651 | 8'491'479 | 978'339 | 155'698 | 1'943'451 | 1'930'786 | 3'412'304 | 7'343'053 | 2'972'793 | 31'528'184 |
| 12 | Cortaillod | 1'365'117 | 1'335'152 | 6'483'819 | 1'232'011 | 131'704 | 1'465'936 | 972'585 | 2'943'265 | 3'495'369 | 3'049'637 | 22'474'595 |
| 13 | Colombier | 1'563'587 | 1'071'924 | 8'243'572 | 797'740 | 146'808 | 1'812'195 | 1'257'032 | 2'704'149 | 145'998 | 3'633'765 | 21'376'770 |
| 14 | Auvernier | 691'435 | 351'963 | 1'791'990 | 811'956 | 33'141 | 598'399 | 561'756 | 752'887 | 1'054'415 | 3'648'352 | 10'296'294 |
| 15 | Peseux | 2'280'264 | 986'449 | 6'160'144 | 1'446'808 | 151'463 | 2'728'850 | 1'874'157 | 2'436'123 | 4'601'405 | 3'024'105 | 25'689'768 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 1'252'587 | 582'075 | 5'487'545 | 499'678 | 119'569 | 1'484'171 | 2'175'291 | 2'084'770 | 1'465'524 | 3'050'543 | 18'201'753 |
| 17 | Bôle | 652'372 | 187'441 | 2'292'357 | 350'474 | 54'902 | 543'060 | 409'397 | 944'653 | 1'014'791 | 1'531'701 | 7'981'148 |
| 18 | Rochefort | 383'560 | 142'616 | 1'382'332 | 68'357 | 28'416 | 316'301 | 451'525 | 453'420 | 594'566 | 812'006 | 4'633'099 |
| 19 | Brot-Dessous | 85'940 | 13'454 | 9'121 | 4'878 | 3'371 | 33'995 | 41'693 | 41'852 | 14'004 | 65'332 | 313'640 |
| 20 | Bevaix | 1'016'581 | 438'606 | 6'184'255 | 646'341 | 114'211 | 1'193'455 | 1'003'476 | 1'678'292 | 527'417 | 1'793'961 | 14'596'595 |
| 21 | Gorgier | 703'191 | 415'899 | 3'072'582 | 241'428 | 0 | 568'739 | 613'244 | 1'133'455 | 296'667 | 1'165'785 | 8'210'990 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 788'995 | 425'353 | 4'193'930 | 896'403 | 121'139 | 734'229 | 765'300 | 1'532'723 | 68'734 | 983'869 | 10'510'675 |
| 23 | Fresens | 62'028 | 19'941 | 286'574 | 12'317 | 12'443 | 52'781 | 12'026 | 109'722 | 48'206 | 151'027 | 767'065 |
| 24 | Montalchez | 82'526 | 25'210 | 242'864 | 3'773 | 11'519 | 50'314 | 60'874 | 114'575 | 21'697 | 70'602 | 683'954 |
| 25 | Vaumarcus | 201'861 | 18'955 | 379'228 | 74'998 | 10'086 | 76'409 | 159'506 | 210'371 | 23'050 | 941'033 | 2'095'497 |
| 26 | Môtiers | 386'263 | 84'608 | 1'400'279 | 167'436 | 27'918 | 289'686 | 347'484 | 376'801 | 250'330 | 327'005 | 3'657'810 |
| 27 | Couvet | 1'157'950 | 2'393'797 | 3'305'604 | 982'511 | 88'085 | 1'937'273 | 1'496'954 | 1'126'487 | 634'604 | 1'507'207 | 14'630'472 |
| 28 | Travers | 615'673 | 150'299 | 1'531'361 | 222'400 | 42'331 | 420'749 | 558'968 | 401'072 | 46'493 | 468'419 | 4'457'765 |
| 29 | Noiraigue | 202'790 | 49'916 | 830'450 | 110'684 | 16'277 | 145'060 | 178'373 | 117'201 | 83'069 | 211'512 | 1'945'332 |
| 30 | Boveresse | 209'182 | 64'540 | 521'932 | 95'993 | 13'240 | 117'230 | 219'718 | 73'140 | 115'966 | 148'755 | 1'579'696 |
| 31 | Fleurier | 1'241'099 | 597'440 | 4'715'079 | 1'285'609 | 100'032 | 1'719'627 | 1'759'157 | 913'634 | 137'654 | 1'300'124 | 13'769'455 |
| 32 | Buttes | 303'603 | 99'967 | 961'033 | 116'162 | 27'176 | 189'645 | 265'140 | 294'361 | 257'735 | 327'779 | 2'842'601 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 363'204 | 80'055 | 596'168 | 232'921 | 26'274 | 145'539 | 405'999 | 335'348 | 26'770 | 342'178 | 2'554'456 |
| 34 | Saint-Sulpice | 295'674 | 84'135 | 904'373 | 124'240 | 19'481 | 204'715 | 380'550 | 254'285 | 160'625 | 228'309 | 2'656'387 |
| 35 | Les Verrières | 356'459 | 365'331 | 1'045'549 | 162'208 | 24'013 | 248'489 | 397'298 | 501'870 | 389'246 | 456'137 | 3'946'600 |
| 36 | Les Bayards | 211'490 | 36'413 | 453'926 | 69'889 | 13'150 | 102'892 | 203'140 | 218'365 | 320'386 | 238'450 | 1'868'101 |
| 37 | Cernier | 630'371 | 338'700 | 2'731'670 | 116'586 | 53'986 | 1'219'146 | 632'962 | 1'414'826 | 179'652 | 468'140 | 7'786'039 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 496'510 | 152'564 | 2'553'239 | 209'859 | 45'747 | 555'223 | 566'658 | 1'157'293 | 430'793 | 857'721 | 7'025'607 |
| 39 | Dombresson | 389'637 | 148'656 | 2'963'581 | 99'091 | 30'315 | 580'688 | 490'103 | 841'175 | 254'469 | 342'685 | 6'140'400 |
| 40 | Villiers | 197'447 | 46'009 | 506'434 | 27'413 | 9'595 | 124'310 | 129'543 | 200'708 | 67'864 | 118'743 | 1'428'066 |
| 41 | Le Pâquier | 140'263 | 40'577 | 380'568 | 10'398 | 8'900 | 72'285 | 145'971 | 90'148 | 245'118 | 188'504 | 1'322'732 |
| 42 | Savagnier | 296'242 | 104'926 | 1'630'261 | 58'619 | 29'025 | 308'839 | 322'773 | 619'302 | 216'927 | 412'089 | 3'999'003 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 302'575 | 167'145 | 900'650 | 39'590 | 25'985 | 258'192 | 235'094 | 454'141 | 182'935 | 697'452 | 3'263'759 |
| 44 | Fontaines | 303'009 | 86'116 | 1'702'763 | 85'984 | 32'896 | 312'025 | 287'021 | 654'897 | 82'564 | 712'659 | 4'259'934 |
| 45 | Engollon | 50'684 | 15'627 | 78'924 | 14'123 | 4'057 | 23'382 | 11'467 | 79'208 | 17'014 | 107'196 | 401'682 |
| 46 | Fontainemelon | 550'007 | 372'519 | 2'334'590 | 126'990 | 49'628 | 719'261 | 629'939 | 974'480 | 28'559 | 973'440 | 6'759'413 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 294'157 | 97'186 | 1'116'328 | 37'346 | 25'007 | 270'952 | 444'896 | 604'260 | 138'091 | 362'950 | 3'391'173 |
| 48 | Boudevilliers | 244'561 | 242'901 | 911'755 | 43'394 | 22'064 | 218'702 | 259'720 | 408'728 | 945'004 | 299'113 | 3'595'942 |
| 49 | Valangin | 176'499 | 96'910 | 675'107 | 69'970 | 15'944 | 124'518 | 79'532 | 186'005 | 50'903 | 94'666 | 1'570'054 |
| 50 | Coffrane | 251'685 | 61'037 | 1'013'500 | 84'048 | 22'645 | 202'163 | 166'664 | 327'524 | 106'162 | 216'658 | 2'452'086 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 1'304'405 | 161'610 | 1'838'079 | 458'363 | 54'649 | 511'338 | 390'540 | 924'942 | 96'986 | 575'086 | 6'315'998 |
| 52 | Montmollin | 226'192 | 58'489 | 778'134 | 34'855 | 22'867 | 185'135 | 187'473 | 314'731 | 47'847 | 495'831 | 2'351'554 |
| 53 | Le Locle | 5'022'888 | 3'810'101 | 17'554'672 | 5'313'034 | 481'583 | 4'752'207 | 4'539'673 | 8'513'426 | 4'491'249 | 10'434'942 | 64'913'775 |
| 54 | Les Brenets | 524'751 | 332'241 | 1'334'282 | 289'988 | 9'825 | 799'482 | 821'296 | 847'082 | 149'565 | 956'628 | 6'065'140 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 99'898 | 57'290 | 652'372 | 8'753 | 1'097 | 90'613 | 78'057 | 46'560 | 8'416 | 14'956 | 1'058'012 |
| 56 | La Brévine | 254'395 | 145'522 | 936'088 | 166'077 | 24'566 | 190'854 | 345'482 | 172'718 | 33'094 | 203'324 | 2'472'120 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 157'092 | 123'634 | 892'409 | 28'657 | 13'037 | 115'314 | 78'671 | 50'108 | 6'161 | 147'823 | 1'612'906 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 490'180 | 211'534 | 1'927'432 | 250'952 | 51'076 | 423'583 | 750'476 | 737'525 | 45'662 | 549'051 | 5'437'471 |
| 59 | Brot-Plamboz | 81'863 | 35'292 | 371'583 | 7'948 | 9'832 | 65'125 | 23'556 | 152'443 | 35'654 | 13'234 | 796'530 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 17'393'018 | 20'359'240 | 55'277'367 | 20'493'712 | 111'052'453 | 22'842'565 | 21'537'123 | 31'699'480 | 1'328'359 | 29'683'786 | 331'667'103 |
| 61 | Les Planchettes | 93'055 | 32'629 | 397'102 | 16'984 | 2'319 | 66'807 | 74'248 | 27'364 | 2'368 | 73'648 | 786'524 |
| 62 | La Sagne | 440'826 | 119'200 | 1'474'307 | 161'821 | 30'951 | 264'810 | 507'883 | 541'661 | 393'706 | 553'373 | 4'488'538 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 83'151'881 | 62'390'785 | 241'735'242 | 82'632'394 | 248'961'454 | 84'788'313 | 87'776'711 | 102'987'860 | 125'623'185 | 147'832'806 | 1'267'880'631 |
| | Chiffres de 2004 | 85'020'107 | 60'735'839 | 339'124'354 | 83'989'389 | 328'239'359 | 95'565'724 | 84'743'178 | 106'683'286 | 121'104'760 | 147'186'109 | 1'452'392'105 |

## Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation fonctionnelle. Revenus

**Tableau 8**

| | | Administration | Sécurité publique | Enseignement et formation | Culture loisirs-sports | Santé | Prévoyance sociale | Trafic | Protection et aménagement de l'environnement | Economie publique | Finances et impôts | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 15'416'730 | 5'933'859 | 12'763'007 | 9'357'602 | 133'410'023 | 4'911'652 | 8'296'292 | 11'196'239 | 87'496'431 | 153'358'169 | 442'140'004 |
| 2 | Hauterive | 353'485 | 120'452 | 667'965 | 855'884 | 35 | 822'773 | 128'130 | 1'478'202 | 185'867 | 7'268'758 | 11'881'551 |
| 3 | Saint-Blaise | 527'604 | 113'320 | 994'593 | 676'031 | 2'007 | 3'683 | 49'199 | 1'804'291 | 3'417'451 | 9'132'226 | 16'720'405 |
| 4 | Marin-Epagnier | 275'645 | 189'003 | 2'174'408 | 816'451 | 160 | 389'244 | 131'324 | 3'003'126 | 612'554 | 15'511'282 | 23'103'197 |
| 5 | Thielle-Wavre | 66'593 | 17'887 | 398'750 | 0 | 0 | 785 | 3'443 | 625'455 | 33'225 | 2'062'993 | 3'209'131 |
| 6 | Cornaux | 722'218 | 122'903 | 404'697 | 42'862 | 0 | 3'001 | 3'220 | 835'140 | 1'152'672 | 3'814'610 | 7'101'323 |
| 7 | Cressier | 201'983 | 115'617 | 882'133 | 185'760 | 244 | 56'232 | 190'883 | 1'364'352 | 3'153'698 | 4'514'947 | 10'665'849 |
| 8 | Enges | 28'219 | 15'259 | 103'166 | 3'579 | 0 | 345 | 11'718 | 155'262 | 59'021 | 1'005'533 | 1'382'102 |
| 9 | Le Landeron | 456'870 | 280'890 | 963'348 | 721'117 | 0 | 125'413 | 41'634 | 2'279'813 | 3'651'530 | 9'900'178 | 18'420'793 |
| 10 | Lignières | 58'348 | 21'744 | 401'183 | 90'673 | 147 | 2'665 | 20'258 | 567'412 | 1'017'784 | 2'421'434 | 4'601'648 |
| 11 | Boudry | 1'817'168 | 503'136 | 3'146'152 | 508'783 | 840 | 146'882 | 132'486 | 2'821'821 | 7'904'694 | 13'556'603 | 30'538'565 |
| 12 | Cortaillod | 228'582 | 940'020 | 2'240'964 | 466'552 | 310 | 22'415 | 54'846 | 2'339'132 | 3'802'459 | 11'458'705 | 21'553'985 |
| 13 | Colombier | 463'198 | 393'216 | 2'669'397 | 13'895 | 871 | 80'014 | 115'708 | 2'319'373 | 745'369 | 12'293'451 | 19'094'492 |
| 14 | Auvernier | 193'842 | 124'303 | 662'510 | 483'856 | 0 | 1'839 | 63'867 | 671'338 | 1'154'489 | 5'988'605 | 9'344'649 |
| 15 | Peseux | 614'322 | 404'725 | 1'635'333 | 578'456 | 178'041 | 567'455 | 202'130 | 2'090'301 | 5'258'714 | 13'454'136 | 24'983'613 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 210'852 | 199'620 | 1'211'086 | 2'979 | 0 | 23'181 | 392'659 | 1'725'716 | 1'595'184 | 11'995'742 | 17'357'019 |
| 17 | Bôle | 195'013 | 64'096 | 813'545 | 152'173 | 0 | 2'114 | 48'005 | 807'188 | 1'107'001 | 4'342'619 | 7'531'754 |
| 18 | Rochefort | 64'671 | 49'277 | 439'557 | 330 | 20'246 | 1'232 | 23'642 | 388'508 | 586'480 | 2'525'326 | 4'099'269 |
| 19 | Brot-Dessous | 7'958 | 2'945 | 4'184 | 410 | 1'272 | 113 | 1'342 | 35'615 | 21'351 | 225'292 | 300'482 |
| 20 | Bevaix | 240'878 | 127'779 | 2'085'978 | 210'291 | 139'224 | 14'099 | 141'082 | 1'433'175 | 670'899 | 9'213'916 | 14'277'321 |
| 21 | Gorgier | 82'167 | 93'532 | 1'039'560 | 111'982 | 3'552 | 2'113 | 33'242 | 968'448 | 328'149 | 5'926'847 | 8'589'592 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 142'661 | 90'061 | 1'555'718 | 519'305 | 428 | 2'877 | 56'640 | 1'347'698 | 49'640 | 6'885'868 | 10'650'896 |
| 23 | Fresens | 9'408 | 3'595 | 124'635 | 3'016 | 0 | 232 | 416 | 100'619 | 54'484 | 507'462 | 803'867 |
| 24 | Montalchez | 30'465 | 7'650 | 77'428 | 0 | 3'561 | 232 | 98 | 98'922 | 38'408 | 510'865 | 767'629 |
| 25 | Vaumarcus | 44'553 | 3'723 | 134'526 | 51'391 | 0 | 0 | 0 | 193'124 | 45'607 | 128'029 | 600'953 |
| 26 | Môtiers | 44'981 | 26'146 | 410'445 | 11'915 | 5'790 | 979 | 59'576 | 325'123 | 288'784 | 2'376'464 | 3'550'203 |
| 27 | Couvet | 553'755 | 1'788'742 | 754'800 | 132'218 | 19'900 | 694'727 | 206'451 | 810'302 | 749'458 | 7'886'570 | 13'596'923 |
| 28 | Travers | 91'543 | 31'963 | 380'585 | 3'400 | 207 | 1'443 | 65'873 | 244'580 | 176'504 | 3'461'828 | 4'457'926 |
| 29 | Noiraigue | 32'455 | 12'334 | 209'174 | 27'740 | 0 | 580 | 34'573 | 93'792 | 135'440 | 1'324'976 | 1'871'064 |
| 30 | Boveresse | 57'485 | 19'893 | 148'579 | 3'450 | 2'637 | 1'607 | 19'426 | 67'177 | 118'391 | 1'147'883 | 1'586'528 |
| 31 | Fleurier | 123'880 | 153'718 | 1'249'066 | 163'437 | 636 | 336'519 | 322'597 | 685'755 | 470'398 | 10'264'186 | 13'770'192 |
| 32 | Buttes | 50'662 | 21'213 | 281'242 | 120 | 4'343 | 670 | 13'522 | 268'569 | 301'740 | 1'900'828 | 2'842'909 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 45'897 | 66'428 | 138'996 | 107'942 | 3'459 | 600 | 76'423 | 304'973 | 44'466 | 1'396'442 | 2'185'626 |
| 34 | Saint-Sulpice | 24'824 | 17'679 | 254'268 | 150 | 0 | 0 | 60'666 | 229'079 | 202'714 | 1'871'935 | 2'661'315 |
| 35 | Les Verrières | 52'279 | 293'204 | 329'125 | 6'010 | 0 | 868 | 47'815 | 411'286 | 503'104 | 2'039'386 | 3'683'077 |
| 36 | Les Bayards | 23'563 | 3'208 | 146'874 | 396 | 2'445 | 424 | 24'365 | 201'428 | 412'641 | 995'719 | 1'811'063 |
| 37 | Cernier | 137'555 | 182'408 | 614'414 | 3'181 | 0 | 263'063 | 29'819 | 1'167'690 | 249'413 | 5'033'781 | 7'681'324 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 75'499 | 58'030 | 703'090 | 259 | 31'535 | 1'951 | 106'101 | 994'462 | 449'292 | 4'673'562 | 7'093'781 |
| 39 | Dombresson | 56'217 | 63'091 | 1'071'905 | 19'252 | 651 | 4'789 | 41'577 | 652'715 | 275'404 | 3'656'974 | 5'842'575 |
| 40 | Villiers | 24'398 | 9'576 | 5'641 | 7'730 | 0 | 474 | 2'060 | 156'934 | 57'169 | 1'007'467 | 1'271'449 |
| 41 | Le Pâquier | 14'331 | 8'143 | 131'119 | 0 | 0 | 258 | 64'892 | 73'789 | 226'170 | 631'745 | 1'150'447 |
| 42 | Savagnier | 49'464 | 20'371 | 451'880 | 9'566 | 0 | 1'193 | 49'557 | 486'108 | 249'757 | 2'449'684 | 3'767'580 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 56'926 | 65'209 | 244'827 | 273 | 10'347 | 912 | 93'476 | 394'817 | 206'811 | 2'179'272 | 3'252'870 |
| 44 | Fontaines | 60'356 | 31'880 | 520'663 | 6'553 | 0 | 1'181 | 43'336 | 555'231 | 131'615 | 2'680'320 | 4'031'135 |
| 45 | Engollon | 14'721 | 3'504 | 134 | 0 | 0 | 102 | 0 | 67'020 | 26'211 | 292'536 | 404'228 |
| 46 | Fontainemelon | 78'726 | 299'943 | 711'588 | 14'268 | 32'190 | 185'498 | 72'443 | 803'236 | 145'059 | 4'437'862 | 6'780'813 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 34'599 | 20'878 | 358'643 | 0 | 16'572 | 1'357 | 76'878 | 539'042 | 179'119 | 1'931'200 | 3'158'288 |
| 48 | Boudevilliers | 68'327 | 184'837 | 143'617 | 5'533 | 0 | 2'478 | 66'129 | 335'275 | 984'493 | 1'600'472 | 3'391'161 |
| 49 | Valangin | 15'932 | 80'085 | 328'351 | 3'670 | 0 | 0 | 10'968 | 165'903 | 90'779 | 849'434 | 1'545'122 |
| 50 | Coffrane | 25'218 | 30'729 | 363'882 | 14'170 | 0 | 1'034 | 23'670 | 295'570 | 136'994 | 1'494'657 | 2'385'924 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 792'876 | 63'194 | 409'517 | 63'599 | 0 | 1'714 | 57'985 | 829'642 | 244'200 | 3'646'090 | 6'108'817 |
| 52 | Montmollin | 39'638 | 26'784 | 313'676 | 0 | 7'233 | 647 | 44'850 | 282'402 | 70'880 | 1'279'722 | 2'065'832 |
| 53 | Le Locle | 687'776 | 570'740 | 8'281'878 | 1'471'825 | 181'889 | 89'781 | 317'195 | 7'439'324 | 4'755'233 | 41'173'818 | 64'969'459 |
| 54 | Les Brenets | 68'491 | 59'717 | 313'030 | 67'846 | 132 | 448'854 | 74'155 | 695'706 | 269'290 | 4'009'651 | 6'006'872 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 16'163 | 7'349 | 170'025 | 0 | 8'523 | 402 | 3'116 | 38'233 | 20'684 | 846'553 | 1'111'048 |
| 56 | La Brévine | 59'981 | 10'604 | 309'863 | 24'285 | 4'274 | 4'835 | 33'994 | 124'628 | 58'201 | 1'877'229 | 2'507'894 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 13'075 | 62'994 | 227'330 | 165 | 556 | 514 | 2'232 | 45'287 | 29'093 | 1'237'456 | 1'618'702 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 98'601 | 31'726 | 492'689 | 82'800 | 46'421 | 1'504 | 28'787 | 657'214 | 80'837 | 4'046'882 | 5'567'461 |
| 59 | Brot-Plamboz | 5'738 | 6'835 | 93'843 | 0 | 0 | 1'208 | 6'277 | 149'785 | 40'694 | 626'276 | 930'656 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 8'272'789 | 7'084'167 | 20'922'738 | 2'924'759 | 109'740'790 | 6'837'938 | 4'606'475 | 28'073'220 | 6'472'612 | 121'995'110 | 316'930'598 |
| 61 | Les Planchettes | 10'503 | 6'425 | 110'224 | 6'712 | 6'428 | 270 | 159 | 24'423 | 82 | 631'968 | 797'194 |
| 62 | La Sagne | 55'556 | 24'540 | 430'912 | 104'568 | 3'329 | 1'145 | 87'079 | 488'022 | 400'718 | 2'758'907 | 4'354'776 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 34'388'213 | 21'386'899 | 79'622'456 | 21'141'170 | 243'891'248 | 16'072'110 | 17'016'761 | 89'828'012 | 143'397'611 | 559'718'441 | 1'226'462'921 |
| | Chiffres de 2004 | 38'081'671 | 19'694'791 | 148'055'017 | 20'872'816 | 243'176'704 | 12'423'637 | 16'426'020 | 91'740'875 | 138'223'057 | 677'568'972 | 1'406'263'560 |

## Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation fonctionnelle. Résultats nets

**Tableau 9**

| | | Administration | Sécurité publique | Enseignement et formation | Culture loisirs-sports | Santé | Prévoyance sociale | Trafic | Protection et aménagement de l'environnement | Economie publique | Finances et impôts | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | -9'514'207 | -15'170'210 | -29'562'473 | -26'145'943 | -1'355'116 | -17'461'457 | -19'646'666 | -1'083'679 | 5'911'624 | 106'972'482 | -7'055'645 |
| 2 | Hauterive | -627'931 | -240'831 | -1'899'223 | -822'446 | -65'416 | -1'124'181 | -1'289'039 | -164'939 | 117'608 | 5'267'454 | -848'944 |
| 3 | Saint-Blaise | -793'622 | -308'331 | -2'914'328 | -801'918 | -86'590 | -986'099 | -1'448'776 | -371'915 | 449'286 | 5'328'122 | -1'934'171 |
| 4 | Marin-Epagnier | -1'460'273 | -543'855 | -3'779'219 | -1'044'068 | -104'180 | -1'313'982 | -1'639'272 | -399'063 | 522'086 | 8'833'840 | -927'986 |
| 5 | Thielle-Wavre | -197'843 | -41'794 | -968'464 | -41'397 | -19'333 | -196'844 | -87'281 | -87'288 | 32'825 | 1'563'843 | -43'576 |
| 6 | Cornaux | -512'129 | -204'230 | -1'482'510 | -456'661 | -46'824 | -545'952 | -407'477 | -176'124 | 59'370 | 2'843'608 | -928'929 |
| 7 | Cressier | -539'554 | -133'392 | -1'902'649 | -153'141 | -53'733 | -700'831 | -459'339 | 189'901 | 301'496 | 3'491'371 | 40'129 |
| 8 | Enges | -140'089 | -9'082 | -297'309 | -9'927 | -13'056 | -86'578 | -160'552 | -18'693 | 24'311 | 730'816 | 19'841 |
| 9 | Le Landeron | -835'632 | -245'757 | -4'144'715 | -475'135 | -154'036 | -1'328'067 | -1'033'680 | -310'758 | 375'164 | 6'113'637 | -2'038'979 |
| 10 | Lignières | -307'635 | -52'524 | -1'130'359 | -41'690 | -28'058 | -307'820 | -490'278 | -50'150 | 86'174 | 2'016'235 | -306'105 |
| 11 | Boudry | -1'412'462 | -567'515 | -5'345'327 | -469'556 | -154'858 | -1'796'569 | -1'798'300 | -590'483 | 561'641 | 10'583'810 | -989'619 |
| 12 | Cortaillod | -1'136'535 | -395'132 | -4'242'855 | -765'459 | -131'394 | -1'443'521 | -917'739 | -604'133 | 307'090 | 8'409'068 | -920'610 |
| 13 | Colombier | -1'100'389 | -678'708 | -5'574'175 | -783'845 | -145'937 | -1'732'181 | -1'141'324 | -384'776 | 599'371 | 8'659'686 | -2'282'278 |
| 14 | Auvernier | -497'593 | -227'660 | -1'129'480 | -328'100 | -33'141 | -596'560 | -497'889 | -81'549 | 100'074 | 2'340'253 | -951'645 |
| 15 | Peseux | -1'665'942 | -581'724 | -4'524'811 | -868'352 | 26'578 | -2'161'395 | -1'672'027 | -345'822 | 657'309 | 10'430'031 | -706'155 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | -1'041'735 | -382'455 | -4'276'459 | -496'699 | -119'569 | -1'460'990 | -1'782'632 | -359'054 | 129'660 | 8'945'199 | -844'734 |
| 17 | Bôle | -457'359 | -123'345 | -1'478'812 | -198'301 | -54'902 | -540'946 | -361'392 | -137'465 | 92'210 | 2'810'918 | -449'394 |
| 18 | Rochefort | -318'889 | -93'339 | -942'775 | -68'027 | -8'170 | -315'069 | -427'883 | -64'912 | -8'086 | 1'713'320 | -533'830 |
| 19 | Brot-Dessous | -77'982 | -10'509 | -4'937 | -4'468 | -2'099 | -33'882 | -40'351 | -6'237 | 7'347 | 159'960 | -13'158 |
| 20 | Bevaix | -775'703 | -310'827 | -4'098'277 | -436'050 | 25'013 | -1'179'356 | -862'394 | -245'117 | 143'482 | 7'419'955 | -319'274 |
| 21 | Gorgier | -621'024 | -322'367 | -2'033'022 | -129'446 | 3'552 | -566'626 | -580'002 | -165'007 | 31'482 | 4'761'062 | 378'602 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | -646'334 | -335'292 | -2'638'212 | -377'098 | -120'711 | -731'352 | -708'660 | -185'025 | -19'094 | 5'901'999 | 140'221 |
| 23 | Fresens | -52'620 | -16'346 | -161'939 | -9'301 | -12'443 | -52'549 | -11'610 | -9'103 | 6'278 | 356'435 | 36'802 |
| 24 | Montalchez | -52'061 | -17'560 | -165'436 | -3'773 | -7'958 | -50'082 | -60'776 | -15'653 | 16'711 | 440'263 | 83'675 |
| 25 | Vaumarcus | -157'308 | -15'232 | -244'702 | -23'607 | -10'086 | -76'409 | -159'506 | -17'247 | 22'557 | -813'004 | -1'494'544 |
| 26 | Môtiers | -341'282 | -58'462 | -989'834 | -155'521 | -22'128 | -288'707 | -287'908 | -51'678 | 38'454 | 2'049'459 | -107'607 |
| 27 | Couvet | -604'195 | -605'055 | -2'550'804 | -850'293 | -68'185 | -1'242'546 | -1'290'503 | -316'185 | 114'854 | 6'379'363 | -1'033'549 |
| 28 | Travers | -524'130 | -118'336 | -1'150'776 | -219'000 | -42'124 | -419'306 | -493'095 | -156'492 | 130'011 | 2'993'409 | 161 |
| 29 | Noiraigue | -170'335 | -37'582 | -621'276 | -82'944 | -16'277 | -144'480 | -143'800 | -23'409 | 52'371 | 1'113'464 | -74'268 |
| 30 | Boveresse | -151'697 | -44'647 | -373'353 | -92'543 | -10'603 | -115'623 | -200'292 | -5'963 | 2'425 | 999'128 | 6'832 |
| 31 | Fleurier | -1'117'219 | -443'722 | -3'466'013 | -1'122'172 | -99'396 | -1'383'108 | -1'436'560 | -227'879 | 332'744 | 8'964'062 | 737 |
| 32 | Buttes | -252'941 | -78'754 | -679'791 | -116'042 | -22'833 | -188'975 | -251'618 | -25'792 | 44'005 | 1'573'049 | 308 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | -317'307 | -13'627 | -457'172 | -124'979 | -22'815 | -144'939 | -329'576 | -30'375 | 17'696 | 1'054'264 | -368'830 |
| 34 | Saint-Sulpice | -270'850 | -66'456 | -650'105 | -124'090 | -19'481 | -204'715 | -319'884 | -25'206 | 42'089 | 1'643'626 | 4'928 |
| 35 | Les Verrières | -304'180 | -72'127 | -716'424 | -156'198 | -24'013 | -247'621 | -349'483 | -90'584 | 113'858 | 1'583'249 | -263'523 |
| 36 | Les Bayards | -187'927 | -33'205 | -307'052 | -69'493 | -10'705 | -102'468 | -178'775 | -16'937 | 92'255 | 757'269 | -57'038 |
| 37 | Cernier | -492'816 | -156'292 | -2'117'256 | -113'405 | -53'986 | -956'083 | -603'143 | -247'136 | 69'761 | 4'565'641 | -104'715 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | -421'011 | -94'534 | -1'850'149 | -209'600 | -14'212 | -553'272 | -460'557 | -162'831 | 18'499 | 3'815'841 | 68'174 |
| 39 | Dombresson | -333'420 | -85'565 | -1'891'676 | -79'839 | -29'664 | -575'899 | -448'526 | -188'460 | 20'935 | 3'314'289 | -297'825 |
| 40 | Villiers | -173'049 | -36'433 | -500'793 | -19'683 | -9'595 | -123'836 | -127'483 | -43'774 | -10'695 | 888'724 | -156'617 |
| 41 | Le Pâquier | -125'932 | -32'434 | -249'449 | -10'398 | -8'900 | -72'027 | -81'079 | -16'359 | -18'948 | 443'241 | -172'285 |
| 42 | Savagnier | -246'778 | -84'555 | -1'178'381 | -49'053 | -29'025 | -307'646 | -273'216 | -133'194 | 32'830 | 2'037'595 | -231'423 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | -245'649 | -101'936 | -655'823 | -39'317 | -15'638 | -257'280 | -141'618 | -59'324 | 23'876 | 1'481'820 | -10'889 |
| 44 | Fontaines | -242'653 | -54'236 | -1'182'100 | -79'431 | -32'896 | -310'844 | -243'685 | -99'666 | 49'051 | 1'967'661 | -228'799 |
| 45 | Engollon | -35'963 | -12'123 | -78'790 | -14'123 | -4'057 | -23'280 | -11'467 | -12'188 | 9'197 | 185'340 | 2'546 |
| 46 | Fontainemelon | -471'281 | -72'576 | -1'623'002 | -112'722 | -17'438 | -533'763 | -557'496 | -171'244 | 116'500 | 3'464'422 | 21'400 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | -259'558 | -76'308 | -757'685 | -37'346 | -8'435 | -269'595 | -368'018 | -65'218 | 41'028 | 1'568'250 | -232'885 |
| 48 | Boudevilliers | -176'234 | -58'064 | -768'138 | -37'861 | -22'064 | -216'224 | -193'591 | -73'453 | 39'489 | 1'301'359 | -204'781 |
| 49 | Valangin | -160'567 | -16'825 | -346'756 | -66'300 | -15'944 | -124'518 | -68'564 | -20'102 | 39'876 | 754'768 | -24'932 |
| 50 | Coffrane | -226'467 | -30'308 | -649'618 | -69'878 | -22'645 | -201'129 | -142'994 | -31'954 | 30'832 | 1'277'999 | -66'162 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | -511'529 | -98'416 | -1'428'562 | -394'764 | -54'649 | -509'624 | -332'555 | -95'300 | 147'214 | 3'071'004 | -207'181 |
| 52 | Montmollin | -186'554 | -31'705 | -464'458 | -34'855 | -15'634 | -184'488 | -142'623 | -32'329 | 23'033 | 783'891 | -285'722 |
| 53 | Le Locle | -4'335'112 | -3'239'361 | -9'272'794 | -3'841'209 | -299'694 | -4'662'426 | -4'222'478 | -1'074'102 | 263'984 | 30'738'876 | 55'684 |
| 54 | Les Brenets | -456'260 | -272'524 | -1'021'252 | -222'142 | -9'693 | -350'628 | -747'141 | -151'376 | 119'725 | 3'053'023 | -58'268 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | -83'735 | -49'941 | -482'347 | -8'753 | 7'426 | -90'211 | -74'941 | -8'327 | 12'268 | 831'597 | 53'036 |
| 56 | La Brévine | -194'414 | -134'918 | -626'225 | -141'792 | -20'292 | -186'019 | -311'488 | -48'090 | 25'107 | 1'673'905 | 35'774 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | -144'017 | -60'640 | -665'079 | -28'492 | -12'481 | -114'800 | -76'439 | -4'821 | 22'932 | 1'089'633 | 5'796 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | -391'579 | -179'808 | -1'434'743 | -168'152 | -4'655 | -422'079 | -721'689 | -80'311 | 35'175 | 3'497'831 | 129'990 |
| 59 | Brot-Plamboz | -76'125 | -28'457 | -277'740 | -7'948 | -9'832 | -63'917 | -17'279 | -2'658 | 5'040 | 613'042 | 134'126 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | -9'120'229 | -13'275'073 | -34'354'629 | -17'568'953 | -1'311'663 | -16'004'627 | -16'930'648 | -3'626'260 | 5'144'253 | 92'311'324 | -14'736'505 |
| 61 | Les Planchettes | -82'552 | -26'204 | -286'878 | -10'272 | 4'109 | -66'537 | -74'089 | -2'941 | -2'286 | 558'320 | 10'670 |
| 62 | La Sagne | -385'270 | -94'660 | -1'043'395 | -57'253 | -27'622 | -263'665 | -420'804 | -53'639 | 7'012 | 2'205'534 | -133'762 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | -48'763'668 | -41'003'886 | -162'112'786 | -61'491'224 | -5'070'206 | -68'716'203 | -70'759'950 | -13'159'848 | 17'774'426 | 411'885'635 | -41'417'710 |
| | Chiffres de 2004 | -46'938'436 | -41'041'048 | -191'069'337 | -63'116'573 | -85'062'655 | -83'142'087 | -68'317'158 | -14'942'411 | 17'118'297 | 530'382'863 | -46'128'545 |

## Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation fonctionnelle. Charges par habitant

**Tableau 10**

| | | Administration | Sécurité publique | Enseignement et formation | Culture loisirs-sports | Santé | Prévoyance sociale | Trafic | Protection et aménagement de l'environnement | Economie publique | Finances et impôts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 777 | 658 | 1'319 | 1'106 | 4'199 | 697 | 871 | 383 | 2'542 | 1'445 |
| 2 | Hauterive | 390 | 144 | 1'020 | 667 | 26 | 774 | 563 | 653 | 27 | 795 |
| 3 | Saint-Blaise | 426 | 136 | 1'260 | 476 | 29 | 319 | 483 | 702 | 957 | 1'226 |
| 4 | Marin-Epagnier | 435 | 184 | 1'493 | 467 | 26 | 427 | 444 | 853 | 23 | 1'675 |
| 5 | Thielle-Wavre | 395 | 89 | 2'041 | 62 | 29 | 295 | 135 | 1'064 | 1 | 745 |
| 6 | Cornaux | 825 | 219 | 1'261 | 334 | 31 | 367 | 274 | 676 | 730 | 649 |
| 7 | Cressier | 393 | 132 | 1'474 | 179 | 29 | 401 | 344 | 622 | 1'510 | 542 |
| 8 | Enges | 567 | 82 | 1'348 | 45 | 44 | 293 | 580 | 586 | 117 | 925 |
| 9 | Le Landeron | 298 | 121 | 1'176 | 275 | 35 | 335 | 248 | 596 | 754 | 872 |
| 10 | Lignières | 389 | 79 | 1'629 | 141 | 30 | 330 | 543 | 657 | 991 | 431 |
| 11 | Boudry | 649 | 215 | 1'707 | 197 | 31 | 391 | 388 | 686 | 1'476 | 598 |
| 12 | Cortaillod | 305 | 298 | 1'449 | 275 | 29 | 328 | 217 | 658 | 781 | 682 |
| 13 | Colombier | 303 | 208 | 1'598 | 155 | 28 | 351 | 244 | 524 | 28 | 704 |
| 14 | Auvernier | 447 | 228 | 1'159 | 525 | 21 | 387 | 363 | 487 | 682 | 2'360 |
| 15 | Peseux | 401 | 174 | 1'084 | 255 | 27 | 480 | 330 | 429 | 810 | 532 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 304 | 141 | 1'333 | 121 | 29 | 360 | 528 | 506 | 356 | 741 |
| 17 | Bôle | 360 | 103 | 1'265 | 193 | 30 | 300 | 226 | 521 | 560 | 845 |
| 18 | Rochefort | 368 | 137 | 1'328 | 66 | 27 | 304 | 434 | 436 | 571 | 780 |
| 19 | Brot-Dessous | 877 | 137 | 93 | 50 | 34 | 347 | 425 | 427 | 143 | 667 |
| 20 | Bevaix | 270 | 116 | 1'641 | 172 | 30 | 317 | 266 | 445 | 140 | 476 |
| 21 | Gorgier | 388 | 229 | 1'694 | 133 | 0 | 314 | 338 | 625 | 164 | 643 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 326 | 176 | 1'734 | 371 | 50 | 304 | 316 | 634 | 28 | 407 |
| 23 | Fresens | 315 | 101 | 1'455 | 63 | 63 | 268 | 61 | 557 | 245 | 767 |
| 24 | Montalchez | 430 | 131 | 1'265 | 20 | 60 | 262 | 317 | 597 | 113 | 368 |
| 25 | Vaumarcus | 859 | 81 | 1'614 | 319 | 43 | 325 | 679 | 895 | 98 | 4'004 |
| 26 | Môtiers | 476 | 104 | 1'727 | 206 | 34 | 357 | 428 | 465 | 309 | 403 |
| 27 | Couvet | 411 | 850 | 1'174 | 349 | 31 | 688 | 532 | 400 | 225 | 535 |
| 28 | Travers | 502 | 122 | 1'248 | 181 | 34 | 343 | 456 | 327 | 38 | 382 |
| 29 | Noiraigue | 400 | 98 | 1'638 | 218 | 32 | 286 | 352 | 231 | 164 | 417 |
| 30 | Boveresse | 527 | 163 | 1'315 | 242 | 33 | 295 | 553 | 184 | 292 | 375 |
| 31 | Fleurier | 342 | 164 | 1'298 | 354 | 28 | 473 | 484 | 252 | 38 | 358 |
| 32 | Buttes | 490 | 161 | 1'550 | 187 | 44 | 306 | 428 | 475 | 416 | 529 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 749 | 165 | 1'229 | 480 | 54 | 300 | 837 | 691 | 55 | 706 |
| 34 | Saint-Sulpice | 483 | 137 | 1'478 | 203 | 32 | 335 | 622 | 415 | 262 | 373 |
| 35 | Les Verrières | 495 | 507 | 1'452 | 225 | 33 | 345 | 552 | 697 | 541 | 634 |
| 36 | Les Bayards | 572 | 98 | 1'227 | 189 | 36 | 278 | 549 | 590 | 866 | 644 |
| 37 | Cernier | 310 | 167 | 1'344 | 57 | 27 | 600 | 311 | 696 | 88 | 230 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 297 | 91 | 1'525 | 125 | 27 | 332 | 339 | 691 | 257 | 512 |
| 39 | Dombresson | 239 | 91 | 1'818 | 61 | 19 | 356 | 301 | 516 | 156 | 210 |
| 40 | Villiers | 471 | 110 | 1'209 | 65 | 23 | 297 | 309 | 479 | 162 | 283 |
| 41 | Le Pâquier | 649 | 188 | 1'762 | 48 | 41 | 335 | 676 | 417 | 1'135 | 873 |
| 42 | Savagnier | 289 | 102 | 1'589 | 57 | 28 | 301 | 315 | 604 | 211 | 402 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 392 | 217 | 1'167 | 51 | 34 | 334 | 305 | 588 | 237 | 903 |
| 44 | Fontaines | 300 | 85 | 1'688 | 85 | 33 | 309 | 284 | 649 | 82 | 706 |
| 45 | Engollon | 589 | 182 | 918 | 164 | 47 | 272 | 133 | 921 | 198 | 1'246 |
| 46 | Fontainemelon | 340 | 230 | 1'442 | 78 | 31 | 444 | 389 | 602 | 18 | 601 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 356 | 118 | 1'351 | 45 | 30 | 328 | 539 | 732 | 167 | 439 |
| 48 | Boudevilliers | 339 | 336 | 1'263 | 60 | 31 | 303 | 360 | 566 | 1'309 | 414 |
| 49 | Valangin | 425 | 234 | 1'627 | 169 | 38 | 300 | 192 | 448 | 123 | 228 |
| 50 | Coffrane | 408 | 99 | 1'643 | 136 | 37 | 328 | 270 | 531 | 172 | 351 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 887 | 110 | 1'250 | 312 | 37 | 348 | 266 | 629 | 66 | 391 |
| 52 | Montmollin | 411 | 106 | 1'415 | 63 | 42 | 337 | 341 | 572 | 87 | 902 |
| 53 | Le Locle | 487 | 370 | 1'703 | 515 | 47 | 461 | 440 | 826 | 436 | 1'012 |
| 54 | Les Brenets | 462 | 292 | 1'175 | 255 | 9 | 704 | 723 | 746 | 132 | 842 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 300 | 172 | 1'959 | 26 | 3 | 272 | 234 | 140 | 25 | 45 |
| 56 | La Brévine | 362 | 207 | 1'332 | 236 | 35 | 271 | 491 | 246 | 47 | 289 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 365 | 288 | 2'075 | 67 | 30 | 268 | 183 | 117 | 14 | 344 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 383 | 165 | 1'507 | 196 | 40 | 331 | 587 | 577 | 36 | 429 |
| 59 | Brot-Plamboz | 324 | 139 | 1'469 | 31 | 39 | 257 | 93 | 603 | 141 | 52 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 467 | 547 | 1'486 | 551 | 2'984 | 614 | 579 | 852 | 36 | 798 |
| 61 | Les Planchettes | 410 | 144 | 1'749 | 75 | 10 | 294 | 327 | 121 | 10 | 324 |
| 62 | La Sagne | 463 | 125 | 1'547 | 170 | 32 | 278 | 533 | 568 | 413 | 581 |
| | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 492 | 369 | 1'431 | 489 | 1'473 | 502 | 519 | 609 | 743 | 875 |
| | Chiffres de 2004 | 505 | 361 | 2'014 | 499 | 1'949 | 568 | 503 | 634 | 719 | 874 |

## Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation fonctionnelle. Revenus par habitant

**Tableau 11**

| | | Administration | Sécurité publique | Enseignement et formation | Culture loisirs-sports | Santé | Prévoyance sociale | Trafic | Protection et aménagement de l'environnement | Economie publique | Finances et impôts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 480 | 185 | 398 | 292 | 4'157 | 153 | 258 | 349 | 2'726 | 4'778 |
| 2 | Hauterive | 140 | 48 | 265 | 340 | 0 | 327 | 51 | 588 | 74 | 2'889 |
| 3 | Saint-Blaise | 170 | 37 | 321 | 218 | 1 | 1 | 16 | 582 | 1'102 | 2'944 |
| 4 | Marin-Epagnier | 69 | 47 | 545 | 205 | 0 | 98 | 33 | 753 | 154 | 3'890 |
| 5 | Thielle-Wavre | 99 | 27 | 595 | 0 | 0 | 1 | 5 | 934 | 50 | 3'079 |
| 6 | Cornaux | 482 | 82 | 270 | 29 | 0 | 2 | 2 | 558 | 770 | 2'548 |
| 7 | Cressier | 107 | 61 | 467 | 98 | 0 | 30 | 101 | 722 | 1'670 | 2'390 |
| 8 | Enges | 95 | 51 | 347 | 12 | 0 | 1 | 39 | 523 | 199 | 3'386 |
| 9 | Le Landeron | 105 | 65 | 222 | 166 | 0 | 29 | 10 | 525 | 841 | 2'280 |
| 10 | Lignières | 62 | 23 | 427 | 96 | 0 | 3 | 22 | 604 | 1'083 | 2'576 |
| 11 | Boudry | 365 | 101 | 633 | 102 | 0 | 30 | 27 | 567 | 1'589 | 2'725 |
| 12 | Cortaillod | 51 | 210 | 501 | 104 | 0 | 5 | 12 | 523 | 850 | 2'561 |
| 13 | Colombier | 90 | 76 | 517 | 3 | 0 | 16 | 22 | 449 | 144 | 2'382 |
| 14 | Auvernier | 125 | 80 | 429 | 313 | 0 | 1 | 41 | 434 | 747 | 3'874 |
| 15 | Peseux | 108 | 71 | 288 | 102 | 31 | 100 | 36 | 368 | 926 | 2'368 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 51 | 48 | 294 | 1 | 0 | 6 | 95 | 419 | 387 | 2'913 |
| 17 | Bôle | 108 | 35 | 449 | 84 | 0 | 1 | 26 | 445 | 611 | 2'397 |
| 18 | Rochefort | 62 | 47 | 422 | 0 | 19 | 1 | 23 | 373 | 563 | 2'426 |
| 19 | Brot-Dessous | 81 | 30 | 43 | 4 | 13 | 1 | 14 | 363 | 218 | 2'299 |
| 20 | Bevaix | 64 | 34 | 554 | 56 | 37 | 4 | 37 | 380 | 178 | 2'445 |
| 21 | Gorgier | 45 | 52 | 573 | 62 | 2 | 1 | 18 | 534 | 181 | 3'267 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 59 | 37 | 643 | 215 | 0 | 1 | 23 | 557 | 21 | 2'847 |
| 23 | Fresens | 48 | 18 | 633 | 15 | 0 | 1 | 2 | 511 | 277 | 2'576 |
| 24 | Montalchez | 159 | 40 | 403 | 0 | 19 | 1 | 1 | 515 | 200 | 2'661 |
| 25 | Vaumarcus | 190 | 16 | 572 | 219 | 0 | 0 | 0 | 822 | 194 | 545 |
| 26 | Môtiers | 55 | 32 | 506 | 15 | 7 | 1 | 73 | 401 | 356 | 2'930 |
| 27 | Couvet | 197 | 635 | 268 | 47 | 7 | 247 | 73 | 288 | 266 | 2'802 |
| 28 | Travers | 75 | 26 | 310 | 3 | 0 | 1 | 54 | 199 | 144 | 2'821 |
| 29 | Noiraigue | 64 | 24 | 413 | 55 | 0 | 1 | 68 | 185 | 267 | 2'613 |
| 30 | Boveresse | 145 | 50 | 374 | 9 | 7 | 4 | 49 | 169 | 298 | 2'891 |
| 31 | Fleurier | 34 | 42 | 344 | 45 | 0 | 93 | 89 | 189 | 130 | 2'826 |
| 32 | Buttes | 82 | 34 | 454 | 0 | 7 | 1 | 22 | 433 | 487 | 3'066 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 95 | 137 | 287 | 223 | 7 | 1 | 158 | 629 | 92 | 2'879 |
| 34 | Saint-Sulpice | 41 | 29 | 415 | 0 | 0 | 0 | 99 | 374 | 331 | 3'059 |
| 35 | Les Verrières | 73 | 407 | 457 | 8 | 0 | 1 | 66 | 571 | 699 | 2'832 |
| 36 | Les Bayards | 64 | 9 | 397 | 1 | 7 | 1 | 66 | 544 | 1'115 | 2'691 |
| 37 | Cernier | 68 | 90 | 302 | 2 | 0 | 129 | 15 | 574 | 123 | 2'476 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 45 | 35 | 420 | 0 | 19 | 1 | 63 | 594 | 268 | 2'792 |
| 39 | Dombresson | 34 | 39 | 658 | 12 | 0 | 3 | 26 | 400 | 169 | 2'244 |
| 40 | Villiers | 58 | 23 | 13 | 18 | 0 | 1 | 5 | 375 | 136 | 2'404 |
| 41 | Le Pâquier | 66 | 38 | 607 | 0 | 0 | 1 | 300 | 342 | 1'047 | 2'925 |
| 42 | Savagnier | 48 | 20 | 440 | 9 | 0 | 1 | 48 | 474 | 243 | 2'388 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 74 | 84 | 317 | 0 | 13 | 1 | 121 | 511 | 268 | 2'823 |
| 44 | Fontaines | 60 | 32 | 516 | 6 | 0 | 1 | 43 | 550 | 130 | 2'656 |
| 45 | Engollon | 171 | 41 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 779 | 305 | 3'402 |
| 46 | Fontainemelon | 49 | 185 | 440 | 9 | 20 | 115 | 45 | 496 | 90 | 2'741 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 42 | 25 | 434 | 0 | 20 | 2 | 93 | 653 | 217 | 2'338 |
| 48 | Boudevilliers | 95 | 256 | 199 | 8 | 0 | 3 | 92 | 464 | 1'364 | 2'217 |
| 49 | Valangin | 38 | 193 | 791 | 9 | 0 | 0 | 26 | 400 | 219 | 2'047 |
| 50 | Coffrane | 41 | 50 | 590 | 23 | 0 | 2 | 38 | 479 | 222 | 2'422 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 539 | 43 | 279 | 43 | 0 | 1 | 39 | 564 | 166 | 2'480 |
| 52 | Montmollin | 72 | 49 | 570 | 0 | 13 | 1 | 82 | 513 | 129 | 2'327 |
| 53 | Le Locle | 67 | 55 | 803 | 143 | 18 | 9 | 31 | 721 | 461 | 3'993 |
| 54 | Les Brenets | 60 | 53 | 276 | 60 | 0 | 395 | 65 | 612 | 237 | 3'530 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 49 | 22 | 511 | 0 | 26 | 1 | 9 | 115 | 62 | 2'542 |
| 56 | La Brévine | 85 | 15 | 441 | 35 | 6 | 7 | 48 | 177 | 83 | 2'670 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 30 | 146 | 529 | 0 | 1 | 1 | 5 | 105 | 68 | 2'878 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 77 | 25 | 385 | 65 | 36 | 1 | 23 | 514 | 63 | 3'164 |
| 59 | Brot-Plamboz | 23 | 27 | 371 | 0 | 0 | 5 | 25 | 592 | 161 | 2'475 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 222 | 190 | 562 | 79 | 2'949 | 184 | 124 | 754 | 174 | 3'278 |
| 61 | Les Planchettes | 46 | 28 | 486 | 30 | 28 | 1 | 1 | 108 | 0 | 2'784 |
| 62 | La Sagne | 58 | 26 | 452 | 110 | 3 | 1 | 91 | 512 | 420 | 2'895 |
| | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 204 | 127 | 471 | 125 | 1'443 | 95 | 101 | 532 | 849 | 3'312 |
| | Chiffres de 2004 | 226 | 117 | 879 | 124 | 1'444 | 74 | 98 | 545 | 821 | 4'024 |

## Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation fonctionnelle. Résultats nets par habitant

**Tableau 12**

| | | Administration | Sécurité publique | Enseignement et formation | Culture loisirs-sports | Santé | Prévoyance sociale | Trafic | Protection et aménagement de l'environnement | Economie publique | Finances et impôts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | -296 | -473 | -921 | -815 | -42 | -544 | -612 | -34 | 184 | 3'333 |
| 2 | Hauterive | -250 | -96 | -755 | -327 | -26 | -447 | -512 | -66 | 47 | 2'094 |
| 3 | Saint-Blaise | -256 | -99 | -939 | -259 | -28 | -318 | -467 | -120 | 145 | 1'718 |
| 4 | Marin-Epagnier | -366 | -136 | -948 | -262 | -26 | -330 | -411 | -100 | 131 | 2'216 |
| 5 | Thielle-Wavre | -295 | -62 | -1'445 | -62 | -29 | -294 | -130 | -130 | 49 | 2'334 |
| 6 | Cornaux | -342 | -136 | -990 | -305 | -31 | -365 | -272 | -118 | 40 | 1'900 |
| 7 | Cressier | -286 | -71 | -1'007 | -81 | -28 | -371 | -243 | 101 | 160 | 1'848 |
| 8 | Enges | -472 | -31 | -1'001 | -33 | -44 | -292 | -541 | -63 | 82 | 2'461 |
| 9 | Le Landeron | -192 | -57 | -954 | -109 | -35 | -306 | -238 | -72 | 86 | 1'408 |
| 10 | Lignières | -327 | -56 | -1'203 | -44 | -30 | -327 | -522 | -53 | 92 | 2'145 |
| 11 | Boudry | -284 | -114 | -1'075 | -94 | -31 | -361 | -362 | -119 | 113 | 2'128 |
| 12 | Cortaillod | -254 | -88 | -948 | -171 | -29 | -323 | -205 | -135 | 69 | 1'880 |
| 13 | Colombier | -213 | -132 | -1'080 | -152 | -28 | -336 | -221 | -75 | 116 | 1'678 |
| 14 | Auvernier | -322 | -147 | -731 | -212 | -21 | -386 | -322 | -53 | 65 | 1'514 |
| 15 | Peseux | -293 | -102 | -796 | -153 | 5 | -380 | -294 | -61 | 116 | 1'836 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | -253 | -93 | -1'038 | -121 | -29 | -355 | -433 | -87 | 31 | 2'172 |
| 17 | Bôle | -252 | -68 | -816 | -109 | -30 | -299 | -199 | -76 | 51 | 1'551 |
| 18 | Rochefort | -306 | -90 | -906 | -65 | -8 | -303 | -411 | -62 | -8 | 1'646 |
| 19 | Brot-Dessous | -796 | -107 | -50 | -46 | -21 | -346 | -412 | -64 | 75 | 1'632 |
| 20 | Bevaix | -206 | -82 | -1'088 | -116 | 7 | -313 | -229 | -65 | 38 | 1'969 |
| 21 | Gorgier | -342 | -178 | -1'121 | -71 | 2 | -312 | -320 | -91 | 17 | 2'625 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | -267 | -139 | -1'091 | -156 | -50 | -302 | -293 | -76 | -8 | 2'440 |
| 23 | Fresens | -267 | -83 | -822 | -47 | -63 | -267 | -59 | -46 | 32 | 1'809 |
| 24 | Montalchez | -271 | -91 | -862 | -20 | -41 | -261 | -317 | -82 | 87 | 2'293 |
| 25 | Vaumarcus | -669 | -65 | -1'041 | -100 | -43 | -325 | -679 | -73 | 96 | -3'460 |
| 26 | Môtiers | -421 | -72 | -1'221 | -192 | -27 | -356 | -355 | -64 | 47 | 2'527 |
| 27 | Couvet | -215 | -215 | -906 | -302 | -24 | -441 | -458 | -112 | 41 | 2'266 |
| 28 | Travers | -427 | -96 | -938 | -178 | -34 | -342 | -402 | -128 | 106 | 2'440 |
| 29 | Noiraigue | -336 | -74 | -1'225 | -164 | -32 | -285 | -284 | -46 | 103 | 2'196 |
| 30 | Boveresse | -382 | -112 | -940 | -233 | -27 | -291 | -505 | -15 | 6 | 2'517 |
| 31 | Fleurier | -308 | -122 | -954 | -309 | -27 | -381 | -396 | -63 | 92 | 2'468 |
| 32 | Buttes | -408 | -127 | -1'096 | -187 | -37 | -305 | -406 | -42 | 71 | 2'537 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | -654 | -28 | -943 | -258 | -47 | -299 | -680 | -63 | 36 | 2'174 |
| 34 | Saint-Sulpice | -443 | -109 | -1'062 | -203 | -32 | -335 | -523 | -41 | 69 | 2'686 |
| 35 | Les Verrières | -422 | -100 | -995 | -217 | -33 | -344 | -485 | -126 | 158 | 2'199 |
| 36 | Les Bayards | -508 | -90 | -830 | -188 | -29 | -277 | -483 | -46 | 249 | 2'047 |
| 37 | Cernier | -242 | -77 | -1'041 | -56 | -27 | -470 | -297 | -122 | 34 | 2'246 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | -252 | -56 | -1'105 | -125 | -8 | -331 | -275 | -97 | 11 | 2'279 |
| 39 | Dombresson | -205 | -52 | -1'161 | -49 | -18 | -353 | -275 | -116 | 13 | 2'033 |
| 40 | Villiers | -413 | -87 | -1'195 | -47 | -23 | -296 | -304 | -104 | -26 | 2'121 |
| 41 | Le Pâquier | -583 | -150 | -1'155 | -48 | -41 | -333 | -375 | -76 | -88 | 2'052 |
| 42 | Savagnier | -241 | -82 | -1'149 | -48 | -28 | -300 | -266 | -130 | 32 | 1'986 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | -318 | -132 | -850 | -51 | -20 | -333 | -183 | -77 | 31 | 1'919 |
| 44 | Fontaines | -240 | -54 | -1'172 | -79 | -33 | -308 | -242 | -99 | 49 | 1'950 |
| 45 | Engollon | -418 | -141 | -916 | -164 | -47 | -271 | -133 | -142 | 107 | 2'155 |
| 46 | Fontainemelon | -291 | -45 | -1'002 | -70 | -11 | -330 | -344 | -106 | 72 | 2'140 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | -314 | -92 | -917 | -45 | -10 | -326 | -446 | -79 | 50 | 1'899 |
| 48 | Boudevilliers | -244 | -80 | -1'064 | -52 | -31 | -299 | -268 | -102 | 55 | 1'802 |
| 49 | Valangin | -387 | -41 | -836 | -160 | -38 | -300 | -165 | -48 | 96 | 1'819 |
| 50 | Coffrane | -367 | -49 | -1'053 | -113 | -37 | -326 | -232 | -52 | 50 | 2'071 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | -348 | -67 | -972 | -269 | -37 | -347 | -226 | -65 | 100 | 2'089 |
| 52 | Montmollin | -339 | -58 | -844 | -63 | -28 | -335 | -259 | -59 | 42 | 1'425 |
| 53 | Le Locle | -420 | -314 | -899 | -373 | -29 | -452 | -410 | -104 | 26 | 2'981 |
| 54 | Les Brenets | -402 | -240 | -899 | -196 | -9 | -309 | -658 | -133 | 105 | 2'688 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | -251 | -150 | -1'448 | -26 | 22 | -271 | -225 | -25 | 37 | 2'497 |
| 56 | La Brévine | -277 | -192 | -891 | -202 | -29 | -265 | -443 | -68 | 36 | 2'381 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | -335 | -141 | -1'547 | -66 | -29 | -267 | -178 | -11 | 53 | 2'534 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | -306 | -141 | -1'122 | -131 | -4 | -330 | -564 | -63 | 28 | 2'735 |
| 59 | Brot-Plamboz | -301 | -112 | -1'098 | -31 | -39 | -253 | -68 | -11 | 20 | 2'423 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | -245 | -357 | -923 | -472 | -35 | -430 | -455 | -97 | 138 | 2'481 |
| 61 | Les Planchettes | -364 | -115 | -1'264 | -45 | 18 | -293 | -326 | -13 | -10 | 2'460 |
| 62 | La Sagne | -404 | -99 | -1'095 | -60 | -29 | -277 | -442 | -56 | 7 | 2'314 |
| | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | -289 | -243 | -959 | -364 | -30 | -407 | -419 | -78 | 105 | 2'437 |
| | Chiffres de 2004 | -279 | -244 | -1'135 | -375 | -505 | -494 | -406 | -89 | 102 | 3'150 |

## Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation par nature. Charges

**Tableau 13**

| | | Charges de personnel | Biens, services et marchandises | Intérêts passifs | Amortissements | Parts et contributions sans affectation | Dédommagements à des collectivités publiques | Subventions accordées | Subventions redistribuées | Attributions aux financements spéciaux | Imputations internes | Total des charges |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 187'053'044 | 127'342'785 | 24'472'571 | 31'706'912 | 0 | 13'246'905 | 34'319'294 | 0 | 1'252'721 | 29'801'417 | 449'195'649 |
| 2 | Hauterive | 4'055'172 | 2'490'549 | 605'833 | 954'022 | 571 | 1'647'846 | 2'312'800 | 123'479 | 155'780 | 384'443 | 12'730'495 |
| 3 | Saint-Blaise | 3'651'227 | 4'783'133 | 712'931 | 1'714'744 | 11'711 | 2'655'438 | 3'924'947 | 158'471 | 192'523 | 849'451 | 18'654'576 |
| 4 | Marin-Epagnier | 5'808'628 | 2'432'791 | 1'431'056 | 1'670'279 | 177 | 3'522'120 | 6'898'973 | 417'246 | 684'751 | 1'165'162 | 24'031'183 |
| 5 | Thielle-Wavre | 832'926 | 616'697 | 111'570 | 296'573 | 25 | 809'346 | 489'050 | 33'435 | 24'260 | 38'825 | 3'252'707 |
| 6 | Cornaux | 1'923'493 | 2'023'647 | 307'543 | 567'683 | 64 | 1'348'339 | 1'068'277 | 51'304 | 38'482 | 701'420 | 8'030'252 |
| 7 | Cressier | 3'181'318 | 3'562'889 | 393'834 | 549'386 | 111 | 1'726'346 | 914'589 | 105'148 | 62'699 | 129'400 | 10'625'720 |
| 8 | Enges | 354'103 | 285'864 | 92'115 | 144'695 | 0 | 251'178 | 171'899 | 12'291 | 7'716 | 42'400 | 1'362'261 |
| 9 | Le Landeron | 4'773'242 | 5'115'598 | 841'486 | 1'817'916 | 0 | 3'202'679 | 3'792'684 | 204'947 | 128'349 | 582'871 | 20'459'772 |
| 10 | Lignières | 1'130'813 | 1'511'211 | 211'711 | 584'421 | 240 | 834'948 | 338'504 | 43'714 | 83'939 | 168'252 | 4'907'753 |
| 11 | Boudry | 9'099'729 | 9'468'789 | 1'528'121 | 1'984'065 | 0 | 4'681'189 | 2'559'574 | 407'476 | 35'143 | 1'764'098 | 31'528'184 |
| 12 | Cortaillod | 5'675'510 | 5'414'188 | 1'153'707 | 1'762'467 | 341 | 4'249'190 | 2'730'944 | 247'532 | 96'049 | 1'144'667 | 22'474'595 |
| 13 | Colombier | 5'710'702 | 2'892'616 | 824'339 | 1'338'169 | 0 | 4'780'694 | 4'342'324 | 287'536 | 79'521 | 1'120'869 | 21'376'770 |
| 14 | Auvernier | 1'805'585 | 2'106'499 | 448'350 | 584'530 | 12'931 | 1'202'332 | 3'631'910 | 88'169 | 153'603 | 262'385 | 10'296'294 |
| 15 | Peseux | 7'003'210 | 6'785'244 | 1'154'296 | 1'564'826 | 143 | 4'122'172 | 4'253'730 | 285'606 | 154'380 | 366'161 | 25'689'768 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 4'706'713 | 2'816'506 | 798'833 | 1'512'217 | 319 | 3'329'284 | 4'062'280 | 298'657 | 304'276 | 372'668 | 18'201'753 |
| 17 | Bôle | 1'746'395 | 1'866'538 | 255'331 | 399'684 | 0 | 1'472'533 | 1'767'173 | 85'299 | 170'649 | 217'546 | 7'981'148 |
| 18 | Rochefort | 1'380'999 | 836'669 | 182'007 | 500'723 | 0 | 840'392 | 688'637 | 41'613 | 33'059 | 129'000 | 4'633'099 |
| 19 | Brot-Dessous | 72'919 | 109'493 | 5'325 | 52'415 | 0 | 14'767 | 38'517 | 0 | 13'868 | 6'336 | 313'640 |
| 20 | Bevaix | 4'286'181 | 1'926'412 | 783'435 | 1'011'820 | 0 | 3'722'866 | 2'030'275 | 176'981 | 137'785 | 520'840 | 14'596'595 |
| 21 | Gorgier | 2'233'371 | 1'444'132 | 338'506 | 594'117 | 0 | 2'060'687 | 1'237'452 | 88'384 | 106'802 | 107'539 | 8'210'990 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 2'970'250 | 1'631'946 | 567'198 | 987'079 | 103'886 | 2'702'395 | 954'279 | 118'509 | 103'514 | 371'619 | 10'510'675 |
| 23 | Fresens | 199'843 | 137'193 | 2'328 | 150'403 | 75 | 164'130 | 93'298 | 8'345 | 9'500 | 1'950 | 767'065 |
| 24 | Montalchez | 129'115 | 176'858 | 45'662 | 77'514 | 0 | 157'322 | 67'035 | 4'262 | 16'986 | 9'200 | 683'954 |
| 25 | Vaumarcus | 342'528 | 287'490 | 88'796 | 175'634 | 0 | 208'975 | 909'429 | 8'426 | 22'699 | 51'520 | 2'095'497 |
| 26 | Môtiers | 1'451'185 | 472'372 | 148'938 | 242'961 | 0 | 810'682 | 379'109 | 35'167 | 27'182 | 90'214 | 3'657'810 |
| 27 | Couvet | 5'173'846 | 2'589'015 | 626'187 | 1'053'238 | 15'448 | 2'401'557 | 1'230'864 | 0 | 94'872 | 1'445'445 | 14'630'472 |
| 28 | Travers | 1'619'140 | 705'214 | 248'422 | 385'343 | 0 | 919'514 | 532'606 | 0 | 7'003 | 40'523 | 4'457'765 |
| 29 | Noiraigue | 702'133 | 277'537 | 94'736 | 145'516 | 0 | 513'770 | 179'211 | 0 | 2'355 | 30'074 | 1'945'332 |
| 30 | Boveresse | 554'484 | 269'424 | 72'670 | 94'040 | 0 | 367'937 | 145'912 | 0 | 755 | 74'474 | 1'579'696 |
| 31 | Fleurier | 5'050'174 | 2'106'566 | 461'168 | 1'363'251 | 0 | 2'978'820 | 1'612'257 | 0 | 121'063 | 76'156 | 13'769'455 |
| 32 | Buttes | 888'858 | 649'924 | 174'324 | 282'655 | 0 | 530'989 | 244'551 | 25'178 | 7'122 | 39'000 | 2'842'601 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 791'385 | 781'681 | 88'961 | 271'955 | 0 | 276'005 | 195'990 | 19'030 | 55'907 | 73'542 | 2'554'456 |
| 34 | Saint-Sulpice | 925'032 | 530'646 | 29'840 | 335'475 | 9'427 | 506'908 | 267'552 | 23'433 | 21'165 | 6'909 | 2'656'387 |
| 35 | Les Verrières | 1'427'675 | 844'697 | 214'000 | 329'686 | 0 | 628'234 | 290'804 | 26'372 | 41'440 | 143'692 | 3'946'600 |
| 36 | Les Bayards | 525'914 | 526'512 | 93'053 | 207'559 | 0 | 320'224 | 128'303 | 8'994 | 25'542 | 32'000 | 1'868'101 |
| 37 | Cernier | 1'997'478 | 1'642'708 | 237'213 | 326'700 | 27 | 1'829'961 | 1'404'609 | 90'710 | 88'377 | 168'256 | 7'786'039 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 2'064'607 | 1'365'735 | 390'228 | 575'006 | 13'499 | 1'639'195 | 692'863 | 53'740 | 87'120 | 143'614 | 7'025'607 |
| 39 | Dombresson | 2'086'563 | 1'124'323 | 164'407 | 162'453 | 0 | 1'719'172 | 776'195 | 51'848 | 14'313 | 41'126 | 6'140'400 |
| 40 | Villiers | 188'219 | 268'921 | 66'507 | 80'005 | 0 | 618'238 | 177'271 | 10'920 | 12'785 | 5'200 | 1'428'066 |
| 41 | Le Pâquier | 426'374 | 368'532 | 132'109 | 79'907 | 0 | 203'862 | 91'427 | 4'437 | 12'084 | 4'000 | 1'322'732 |
| 42 | Savagnier | 1'374'052 | 710'166 | 112'000 | 223'771 | 609 | 900'827 | 493'674 | 27'057 | 49'368 | 107'479 | 3'999'003 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 771'328 | 787'040 | 107'703 | 168'543 | 13 | 620'175 | 663'469 | 27'292 | 3'444 | 114'752 | 3'263'759 |
| 44 | Fontaines | 1'216'974 | 544'662 | 170'482 | 214'942 | 0 | 1'151'329 | 608'109 | 42'522 | 17'265 | 293'649 | 4'259'934 |
| 45 | Engollon | 51'667 | 83'008 | 201 | 18'635 | 0 | 113'437 | 114'018 | 0 | 7'116 | 13'600 | 401'682 |
| 46 | Fontainemelon | 2'072'258 | 1'374'038 | 179'653 | 284'111 | 0 | 1'238'399 | 1'456'104 | 70'729 | 28'089 | 56'032 | 6'759'413 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 1'002'869 | 656'091 | 230'897 | 236'845 | 0 | 684'665 | 425'596 | 47'090 | 32'418 | 74'702 | 3'391'173 |
| 48 | Boudevilliers | 770'420 | 1'049'752 | 65'426 | 364'150 | 0 | 697'498 | 454'862 | 28'568 | 31'892 | 133'374 | 3'595'942 |
| 49 | Valangin | 639'853 | 334'468 | 26'387 | 84'698 | 0 | 272'072 | 158'284 | 13'322 | 34'970 | 6'000 | 1'570'054 |
| 50 | Coffrane | 805'177 | 436'839 | 167'735 | 195'691 | 190 | 472'854 | 246'182 | 20'262 | 20'555 | 86'601 | 2'452'086 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 1'524'594 | 1'174'587 | 294'731 | 616'743 | 0 | 1'125'542 | 778'411 | 68'032 | 53'772 | 679'586 | 6'315'998 |
| 52 | Montmollin | 634'953 | 441'558 | 72'898 | 115'726 | 364 | 390'270 | 571'842 | 20'119 | 12'586 | 91'238 | 2'351'554 |
| 53 | Le Locle | 29'209'731 | 12'718'815 | 5'536'635 | 5'642'502 | 0 | 1'086'113 | 6'147'007 | 0 | 912'435 | 3'660'537 | 64'913'775 |
| 54 | Les Brenets | 1'739'479 | 1'359'576 | 216'437 | 498'731 | 17'295 | 705'068 | 921'071 | 50'760 | 143'583 | 413'140 | 6'065'140 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 368'103 | 172'160 | 5'383 | 136'342 | 0 | 254'544 | 109'743 | 0 | 11'737 | 0 | 1'058'012 |
| 56 | La Brévine | 840'120 | 386'041 | 63'410 | 356'151 | 0 | 535'743 | 226'781 | 0 | 21'553 | 42'321 | 2'472'120 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 548'723 | 328'345 | 39'340 | 264'043 | 0 | 268'989 | 151'233 | 0 | 4'755 | 7'478 | 1'612'906 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 1'605'269 | 1'083'082 | 283'133 | 924'059 | 862 | 927'939 | 508'734 | 53'647 | 15'446 | 35'300 | 5'437'471 |
| 59 | Brot-Plamboz | 204'536 | 286'839 | 1'402 | 16'653 | 0 | 194'574 | 76'741 | 0 | 15'785 | 0 | 796'530 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 176'610'425 | 70'230'514 | 17'160'253 | 23'795'570 | 0 | 1'295'259 | 24'284'632 | 0 | 1'653'613 | 16'636'837 | 331'667'103 |
| 61 | Les Planchettes | 310'975 | 157'105 | 21'109 | 37'197 | 0 | 170'856 | 82'816 | 0 | 6'466 | 0 | 786'524 |
| 62 | La Sagne | 1'435'514 | 1'097'426 | 166'826 | 517'335 | 891 | 618'392 | 317'073 | 28'850 | 107'036 | 199'195 | 4'488'538 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 509'737'103 | 298'001'656 | 65'521'688 | 93'350'482 | 189'219 | 92'943'686 | 130'743'780 | 4'144'909 | 7'872'023 | 65'376'085 | 1'267'880'631 |
| | Chiffres de 2004 | 563'538'491 | 309'770'071 | 63'931'071 | 89'769'791 | 202'847 | 115'620'085 | 224'088'067 | 4'070'742 | 8'731'283 | 72'669'657 | 1'452'392'105 |

## Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation par nature. Revenus

**Tableau 14**

| | | Impôts | Patentes concessions | Revenus des biens | Contributions | Parts à des recettes et contributions sans affectation | Dédommagements de collectivités publiques | Subventions acquises | Subventions à redistribuer | Prélèvements sur les financements spéciaux | Imputations internes | Total des revenus |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 121'668'465 | 42'947 | 17'367'220 | 189'560'295 | 1'465'247 | 4'144'580 | 76'465'075 | 0 | 1'624'758 | 29'801'417 | 442'140'004 |
| 2 | Hauterive | 6'706'681 | 133'029 | 588'858 | 2'542'237 | 98'282 | 656'283 | 593'966 | 123'479 | 54'293 | 384'443 | 11'881'551 |
| 3 | Saint-Blaise | 8'048'867 | 120 | 696'771 | 5'877'653 | 10'277 | 139'789 | 671'017 | 158'471 | 267'989 | 849'451 | 16'720'405 |
| 4 | Marin-Epagnier | 13'325'704 | 562'740 | 1'786'877 | 3'925'435 | 66'322 | 954'409 | 893'635 | 417'246 | 5'667 | 1'165'162 | 23'103'197 |
| 5 | Thielle-Wavre | 1'998'343 | 27'606 | 39'046 | 633'096 | 1'346 | 86'942 | 241'469 | 33'435 | 109'023 | 38'825 | 3'209'131 |
| 6 | Cornaux | 3'289'926 | 30 | 292'668 | 2'232'940 | 25'123 | 108'339 | 307'426 | 59'510 | 83'941 | 701'420 | 7'101'323 |
| 7 | Cressier | 4'273'735 | 0 | 140'219 | 4'590'617 | 14'151 | 667'620 | 606'005 | 106'194 | 137'908 | 129'400 | 10'665'849 |
| 8 | Enges | 779'562 | 12'977 | 160'126 | 240'094 | 448 | 20'495 | 115'339 | 8'811 | 1'850 | 42'400 | 1'382'102 |
| 9 | Le Landeron | 8'997'493 | 20'857 | 600'251 | 6'514'834 | 15'504 | 337'241 | 1'059'433 | 204'947 | 87'362 | 582'871 | 18'420'793 |
| 10 | Lignières | 1'766'543 | 650 | 324'896 | 1'767'431 | 1'928 | 29'460 | 494'583 | 43'954 | 3'951 | 168'252 | 4'601'648 |
| 11 | Boudry | 10'641'594 | 44'299 | 840'526 | 12'346'933 | 11'663 | 876'435 | 3'472'269 | 407'476 | 133'272 | 1'764'098 | 30'538'565 |
| 12 | Cortaillod | 9'989'305 | 42'529 | 575'107 | 6'797'704 | 37'217 | 344'101 | 2'164'365 | 317'062 | 141'928 | 1'144'667 | 21'553'985 |
| 13 | Colombier | 10'774'764 | 230 | 633'344 | 3'613'881 | 25'655 | 152'949 | 2'231'072 | 287'536 | 254'192 | 1'120'869 | 19'094'492 |
| 14 | Auvernier | 5'280'803 | 0 | 670'369 | 2'486'821 | 26'689 | 19'430 | 500'251 | 88'169 | 9'732 | 262'385 | 9'344'649 |
| 15 | Peseux | 12'327'815 | 0 | 1'011'984 | 8'567'407 | 179'445 | 1'095'786 | 1'148'349 | 285'606 | 1'060 | 366'161 | 24'983'613 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 11'750'995 | 163'154 | 219'541 | 3'561'204 | 20'551 | 82'370 | 977'917 | 177'032 | 31'587 | 372'668 | 17'357'019 |
| 17 | Bôle | 4'205'522 | 80 | 93'139 | 2'182'043 | 7'099 | 59'468 | 676'876 | 85'299 | 4'682 | 217'546 | 7'531'754 |
| 18 | Rochefort | 2'303'080 | 49'282 | 128'518 | 890'344 | 1'580 | 99'231 | 426'873 | 41'613 | 29'748 | 129'000 | 4'099'269 |
| 19 | Brot-Dessous | 164'221 | 11'050 | 36'223 | 49'885 | 37 | 2'895 | 28'283 | 0 | 1'552 | 6'336 | 300'482 |
| 20 | Bevaix | 8'477'664 | 229'130 | 360'766 | 2'446'329 | 11'138 | 63'179 | 1'992'101 | 173'278 | 2'896 | 520'840 | 14'277'321 |
| 21 | Gorgier | 5'637'323 | 109'120 | 276'484 | 1'334'325 | 1'961 | 110'114 | 911'035 | 88'384 | 13'307 | 107'539 | 8'589'592 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 5'833'098 | 140 | 508'094 | 2'121'109 | 9'677 | 158'948 | 1'514'179 | 118'509 | 15'523 | 371'619 | 10'650'896 |
| 23 | Fresens | 418'981 | 10'067 | 52'758 | 149'080 | 0 | 17'027 | 137'659 | 8'345 | 8'000 | 1'950 | 803'867 |
| 24 | Montalchez | 328'549 | 8'055 | 57'857 | 142'708 | 39 | 21'766 | 195'193 | 4'262 | 0 | 9'200 | 767'629 |
| 25 | Vaumarcus | 27'271 | 31'434 | 49'292 | 227'096 | 647 | 15'565 | 110'255 | 8'426 | 79'447 | 51'520 | 600'953 |
| 26 | Môtiers | 1'839'173 | 58'830 | 120'436 | 599'212 | 1'742 | 180'997 | 618'083 | 35'167 | 6'349 | 90'214 | 3'550'203 |
| 27 | Couvet | 5'157'557 | 361'280 | 739'130 | 2'186'960 | 100'949 | 806'936 | 2'711'490 | 0 | 87'176 | 1'445'445 | 13'596'923 |
| 28 | Travers | 2'355'599 | 120'778 | 165'542 | 524'043 | 2'720 | 64'312 | 1'158'317 | 0 | 26'092 | 40'523 | 4'457'926 |
| 29 | Noiraigue | 868'801 | 42'850 | 82'865 | 280'485 | 686 | 20'441 | 543'559 | 0 | 1'303 | 30'074 | 1'871'064 |
| 30 | Boveresse | 734'005 | 18'855 | 80'295 | 251'366 | 443 | 27'911 | 386'572 | 0 | 12'607 | 74'474 | 1'586'528 |
| 31 | Fleurier | 8'759'411 | 423'038 | 362'247 | 1'527'805 | 31'724 | 613'727 | 1'963'839 | 0 | 12'245 | 76'156 | 13'770'192 |
| 32 | Buttes | 1'373'145 | 38'883 | 63'652 | 572'529 | 765 | 56'259 | 669'551 | 25'178 | 3'947 | 39'000 | 2'842'909 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 1'006'227 | 44'347 | 254'781 | 445'916 | 409 | 49'149 | 233'750 | 19'030 | 58'475 | 73'542 | 2'185'626 |
| 34 | Saint-Sulpice | 1'335'642 | 44'714 | 64'763 | 500'718 | 623 | 16'952 | 664'572 | 23'433 | 2'989 | 6'909 | 2'661'315 |
| 35 | Les Verrières | 1'225'741 | 45'071 | 190'862 | 1'015'892 | 1'156 | 253'959 | 772'359 | 26'372 | 7'973 | 143'692 | 3'683'077 |
| 36 | Les Bayards | 592'182 | 28'205 | 83'177 | 635'690 | 901 | 2'379 | 424'008 | 8'970 | 3'551 | 32'000 | 1'811'063 |
| 37 | Cernier | 4'226'755 | 120'413 | 362'584 | 1'654'595 | 68'879 | 57'690 | 1'022'152 | 0 | 0 | 168'256 | 7'681'324 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 3'922'931 | 86'341 | 207'094 | 1'492'936 | 1'013 | 230'764 | 933'824 | 55'615 | 19'649 | 143'614 | 7'093'781 |
| 39 | Dombresson | 3'243'721 | 70'592 | 148'328 | 1'095'122 | 2'660 | 434'656 | 738'747 | 51'915 | 15'708 | 41'126 | 5'842'575 |
| 40 | Villiers | 816'914 | 15'981 | 131'298 | 233'855 | 271 | 2'363 | 54'647 | 10'920 | 0 | 5'200 | 1'271'449 |
| 41 | Le Pâquier | 453'838 | 9'615 | 133'646 | 384'206 | 348 | 53'200 | 105'177 | 4'437 | 1'980 | 4'000 | 1'150'447 |
| 42 | Savagnier | 2'075'949 | 37'187 | 294'410 | 731'158 | 1'683 | 93'416 | 399'241 | 27'057 | 0 | 107'479 | 3'767'580 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 1'688'503 | 35'116 | 377'724 | 727'746 | 1'528 | 60'351 | 212'695 | 27'292 | 7'163 | 114'752 | 3'252'870 |
| 44 | Fontaines | 2'070'039 | 57'144 | 355'140 | 744'338 | 6'790 | 121'833 | 333'301 | 42'522 | 6'379 | 293'649 | 4'031'135 |
| 45 | Engollon | 218'439 | 13'730 | 73'075 | 73'847 | 522 | 9'192 | 690 | 0 | 1'133 | 13'600 | 404'228 |
| 46 | Fontainemelon | 3'750'343 | 130'561 | 649'527 | 1'351'401 | 2'181 | 334'503 | 419'171 | 70'729 | 16'365 | 56'032 | 6'780'813 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 1'702'078 | 48'578 | 159'814 | 767'592 | 6'512 | 65'083 | 280'240 | 47'091 | 6'598 | 74'702 | 3'158'288 |
| 48 | Boudevilliers | 1'491'054 | 200 | 32'691 | 1'379'340 | 2'536 | 206'371 | 112'140 | 28'568 | 4'887 | 133'374 | 3'391'161 |
| 49 | Valangin | 754'611 | 23'004 | 85'433 | 278'029 | 60'781 | 122'736 | 192'756 | 13'322 | 8'450 | 6'000 | 1'545'122 |
| 50 | Coffrane | 1'317'425 | 38'115 | 87'308 | 434'841 | 233 | 66'609 | 289'101 | 20'262 | 45'429 | 86'601 | 2'385'924 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 3'613'068 | 111'969 | 169'384 | 1'118'299 | 1'579 | 12'138 | 323'597 | 68'032 | 11'165 | 679'586 | 6'108'817 |
| 52 | Montmollin | 1'136'143 | 31'350 | 92'987 | 375'144 | 882 | 114'743 | 176'639 | 20'119 | 26'587 | 91'238 | 2'065'832 |
| 53 | Le Locle | 30'221'950 | 43'205 | 3'217'977 | 15'945'650 | 128'427 | 1'928'308 | 9'142'605 | 0 | 680'800 | 3'660'537 | 64'969'459 |
| 54 | Les Brenets | 3'812'922 | 97'928 | 196'793 | 1'056'040 | 5'092 | 41'405 | 333'056 | 50'496 | 0 | 413'140 | 6'006'872 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 634'143 | 16'653 | 50'864 | 93'428 | 801 | 16'687 | 292'449 | 0 | 6'023 | 0 | 1'111'048 |
| 56 | La Brévine | 1'281'133 | 49'978 | 148'983 | 300'574 | 1'679 | 12'393 | 670'833 | 0 | 0 | 42'321 | 2'507'894 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 950'570 | 27'573 | 105'088 | 156'297 | 514 | 44'473 | 326'633 | 0 | 76 | 7'478 | 1'618'702 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 3'148'903 | 75'276 | 319'679 | 849'739 | 3'712 | 76'926 | 1'057'733 | 0 | 193 | 35'300 | 5'567'461 |
| 59 | Brot-Plamboz | 478'535 | 18'681 | 9'063 | 200'697 | 287 | 5'103 | 206'288 | 12'002 | 0 | 0 | 930'656 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 91'362'656 | 108'314 | 17'584'255 | 97'229'469 | 939'774 | 2'777'163 | 89'470'805 | 0 | 821'325 | 16'636'837 | 316'930'598 |
| 61 | Les Planchettes | 462'201 | 25 | 42'948 | 79'934 | 523 | 3'450 | 208'113 | 0 | 0 | 0 | 797'194 |
| 62 | La Sagne | 1'930'168 | 59'832 | 249'231 | 1'024'994 | 1'317 | 75'462 | 785'727 | 28'850 | 0 | 199'195 | 4'354'776 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 451'028'779 | 4'053'738 | 55'004'008 | 403'121'388 | 3'414'668 | 19'324'462 | 216'169'085 | 3'964'423 | 5'006'285 | 65'376'085 | 1'226'462'921 |
| | Chiffres de 2004 | 572'049'517 | 3'855'441 | 47'488'930 | 405'447'025 | 3'759'886 | 46'372'610 | 240'964'407 | 3'982'926 | 9'673'161 | 72'669'657 | 1'406'263'560 |

## Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation par nature. Charges par habitant

**Tableau 15**

| | | Charges de personnel | Biens, services et marchandises | Intérêts passifs | Amortissements | Parts et contributions sans affectation | Dédommagements à des collectivités publiques | Subventions accordées | Subventions redistribuées | Attributions aux financements spéciaux | Imputations internes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 5'828 | 3'968 | 763 | 988 | 0 | 413 | 1'069 | 0 | 39 | 929 |
| 2 | Hauterive | 1'612 | 990 | 241 | 379 | 0 | 655 | 919 | 49 | 62 | 153 |
| 3 | Saint-Blaise | 1'177 | 1'542 | 230 | 553 | 4 | 856 | 1'265 | 51 | 62 | 274 |
| 4 | Marin-Epagnier | 1'457 | 610 | 359 | 419 | 0 | 883 | 1'730 | 105 | 172 | 292 |
| 5 | Thielle-Wavre | 1'243 | 920 | 167 | 443 | 0 | 1'208 | 730 | 50 | 36 | 58 |
| 6 | Cornaux | 1'285 | 1'352 | 205 | 379 | 0 | 901 | 714 | 34 | 26 | 469 |
| 7 | Cressier | 1'684 | 1'886 | 208 | 291 | 0 | 914 | 484 | 56 | 33 | 69 |
| 8 | Enges | 1'192 | 963 | 310 | 487 | 0 | 846 | 579 | 41 | 26 | 143 |
| 9 | Le Landeron | 1'099 | 1'178 | 194 | 419 | 0 | 737 | 873 | 47 | 30 | 134 |
| 10 | Lignières | 1'203 | 1'608 | 225 | 622 | 0 | 888 | 360 | 47 | 89 | 179 |
| 11 | Boudry | 1'829 | 1'904 | 307 | 399 | 0 | 941 | 515 | 82 | 7 | 355 |
| 12 | Cortaillod | 1'269 | 1'210 | 258 | 394 | 0 | 950 | 610 | 55 | 21 | 256 |
| 13 | Colombier | 1'107 | 561 | 160 | 259 | 0 | 926 | 842 | 56 | 15 | 217 |
| 14 | Auvernier | 1'168 | 1'363 | 290 | 378 | 8 | 778 | 2'349 | 57 | 99 | 170 |
| 15 | Peseux | 1'233 | 1'194 | 203 | 275 | 0 | 726 | 749 | 50 | 27 | 64 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 1'143 | 684 | 194 | 367 | 0 | 808 | 986 | 73 | 74 | 90 |
| 17 | Bôle | 964 | 1'030 | 141 | 221 | 0 | 813 | 975 | 47 | 94 | 120 |
| 18 | Rochefort | 1'327 | 804 | 175 | 481 | 0 | 807 | 662 | 40 | 32 | 124 |
| 19 | Brot-Dessous | 744 | 1'117 | 54 | 535 | 0 | 151 | 393 | 0 | 142 | 65 |
| 20 | Bevaix | 1'138 | 511 | 208 | 269 | 0 | 988 | 539 | 47 | 37 | 138 |
| 21 | Gorgier | 1'231 | 796 | 187 | 328 | 0 | 1'136 | 682 | 49 | 59 | 59 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 1'228 | 675 | 234 | 408 | 43 | 1'117 | 394 | 49 | 43 | 154 |
| 23 | Fresens | 1'014 | 696 | 12 | 763 | 0 | 833 | 474 | 42 | 48 | 10 |
| 24 | Montalchez | 672 | 921 | 238 | 404 | 0 | 819 | 349 | 22 | 88 | 48 |
| 25 | Vaumarcus | 1'458 | 1'223 | 378 | 747 | 0 | 889 | 3'870 | 36 | 97 | 219 |
| 26 | Môtiers | 1'789 | 582 | 184 | 300 | 0 | 1'000 | 467 | 43 | 34 | 111 |
| 27 | Couvet | 1'838 | 920 | 222 | 374 | 5 | 853 | 437 | 0 | 34 | 513 |
| 28 | Travers | 1'320 | 575 | 202 | 314 | 0 | 749 | 434 | 0 | 6 | 33 |
| 29 | Noiraigue | 1'385 | 547 | 187 | 287 | 0 | 1'013 | 353 | 0 | 5 | 59 |
| 30 | Boveresse | 1'397 | 679 | 183 | 237 | 0 | 927 | 368 | 0 | 2 | 188 |
| 31 | Fleurier | 1'390 | 580 | 127 | 375 | 0 | 820 | 444 | 0 | 33 | 21 |
| 32 | Buttes | 1'434 | 1'048 | 281 | 456 | 0 | 856 | 394 | 41 | 11 | 63 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 1'632 | 1'612 | 183 | 561 | 0 | 569 | 404 | 39 | 115 | 152 |
| 34 | Saint-Sulpice | 1'511 | 867 | 49 | 548 | 15 | 828 | 437 | 38 | 35 | 11 |
| 35 | Les Verrières | 1'983 | 1'173 | 297 | 458 | 0 | 873 | 404 | 37 | 58 | 200 |
| 36 | Les Bayards | 1'421 | 1'423 | 251 | 561 | 0 | 865 | 347 | 24 | 69 | 86 |
| 37 | Cernier | 983 | 808 | 117 | 161 | 0 | 900 | 691 | 45 | 43 | 83 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 1'233 | 816 | 233 | 343 | 8 | 979 | 414 | 32 | 52 | 86 |
| 39 | Dombresson | 1'280 | 690 | 101 | 100 | 0 | 1'055 | 476 | 32 | 9 | 25 |
| 40 | Villiers | 449 | 642 | 159 | 191 | 0 | 1'476 | 423 | 26 | 31 | 12 |
| 41 | Le Pâquier | 1'974 | 1'706 | 612 | 370 | 0 | 944 | 423 | 21 | 56 | 19 |
| 42 | Savagnier | 1'339 | 692 | 109 | 218 | 1 | 878 | 481 | 26 | 48 | 105 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 999 | 1'019 | 140 | 218 | 0 | 803 | 859 | 35 | 4 | 149 |
| 44 | Fontaines | 1'206 | 540 | 169 | 213 | 0 | 1'141 | 603 | 42 | 17 | 291 |
| 45 | Engollon | 601 | 965 | 2 | 217 | 0 | 1'319 | 1'326 | 0 | 83 | 158 |
| 46 | Fontainemelon | 1'280 | 849 | 111 | 175 | 0 | 765 | 899 | 44 | 17 | 35 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 1'214 | 794 | 280 | 287 | 0 | 829 | 515 | 57 | 39 | 90 |
| 48 | Boudevilliers | 1'067 | 1'454 | 91 | 504 | 0 | 966 | 630 | 40 | 44 | 185 |
| 49 | Valangin | 1'542 | 806 | 64 | 204 | 0 | 656 | 381 | 32 | 84 | 14 |
| 50 | Coffrane | 1'305 | 708 | 272 | 317 | 0 | 766 | 399 | 33 | 33 | 140 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 1'037 | 799 | 200 | 420 | 0 | 766 | 530 | 46 | 37 | 462 |
| 52 | Montmollin | 1'154 | 803 | 133 | 210 | 1 | 710 | 1'040 | 37 | 23 | 166 |
| 53 | Le Locle | 2'833 | 1'234 | 537 | 547 | 0 | 105 | 596 | 0 | 88 | 355 |
| 54 | Les Brenets | 1'531 | 1'197 | 191 | 439 | 15 | 621 | 811 | 45 | 126 | 364 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 1'105 | 517 | 16 | 409 | 0 | 764 | 330 | 0 | 35 | 0 |
| 56 | La Brévine | 1'195 | 549 | 90 | 507 | 0 | 762 | 323 | 0 | 31 | 60 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 1'276 | 764 | 91 | 614 | 0 | 626 | 352 | 0 | 11 | 17 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 1'255 | 847 | 221 | 722 | 1 | 726 | 398 | 42 | 12 | 28 |
| 59 | Brot-Plamboz | 808 | 1'134 | 6 | 66 | 0 | 769 | 303 | 0 | 62 | 0 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 4'746 | 1'887 | 461 | 639 | 0 | 35 | 653 | 0 | 44 | 447 |
| 61 | Les Planchettes | 1'370 | 692 | 93 | 164 | 0 | 753 | 365 | 0 | 28 | 0 |
| 62 | La Sagne | 1'506 | 1'152 | 175 | 543 | 1 | 649 | 333 | 30 | 112 | 209 |
| | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 3'017 | 1'764 | 388 | 552 | 1 | 550 | 774 | 25 | 47 | 387 |
| | Chiffres de 2004 | 3'347 | 1'840 | 380 | 533 | 1 | 687 | 1'331 | 24 | 52 | 432 |

## Comptes de fonctionnement 2005. Récapitulation par nature. Revenus par habitant

**Tableau 16**

| | | Impôts | Patentes concessions | Revenus des biens | Contributions | Parts à des recettes et contributions sans affectation | Dédommagements de collectivités publiques | Subventions acquises | Subventions à redistribuer | Prélèvements sur les financements spéciaux | Imputations internes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 3'791 | 1 | 541 | 5'906 | 46 | 129 | 2'383 | 0 | 51 | 929 |
| 2 | Hauterive | 2'666 | 53 | 234 | 1'010 | 39 | 261 | 236 | 49 | 22 | 153 |
| 3 | Saint-Blaise | 2'595 | 0 | 225 | 1'895 | 3 | 45 | 216 | 51 | 86 | 274 |
| 4 | Marin-Epagnier | 3'342 | 141 | 448 | 985 | 17 | 239 | 224 | 105 | 1 | 292 |
| 5 | Thielle-Wavre | 2'983 | 41 | 58 | 945 | 2 | 130 | 360 | 50 | 163 | 58 |
| 6 | Cornaux | 2'198 | 0 | 196 | 1'492 | 17 | 72 | 205 | 40 | 56 | 469 |
| 7 | Cressier | 2'262 | 0 | 74 | 2'430 | 7 | 353 | 321 | 56 | 73 | 69 |
| 8 | Enges | 2'625 | 44 | 539 | 808 | 2 | 69 | 388 | 30 | 6 | 143 |
| 9 | Le Landeron | 2'072 | 5 | 138 | 1'500 | 4 | 78 | 244 | 47 | 20 | 134 |
| 10 | Lignières | 1'879 | 1 | 346 | 1'880 | 2 | 31 | 526 | 47 | 4 | 179 |
| 11 | Boudry | 2'139 | 9 | 169 | 2'482 | 2 | 176 | 698 | 82 | 27 | 355 |
| 12 | Cortaillod | 2'233 | 10 | 129 | 1'519 | 8 | 77 | 484 | 71 | 32 | 256 |
| 13 | Colombier | 2'088 | 0 | 123 | 700 | 5 | 30 | 432 | 56 | 49 | 217 |
| 14 | Auvernier | 3'416 | 0 | 434 | 1'609 | 17 | 13 | 324 | 57 | 6 | 170 |
| 15 | Peseux | 2'170 | 0 | 178 | 1'508 | 32 | 193 | 202 | 50 | 0 | 64 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 2'854 | 40 | 53 | 865 | 5 | 20 | 237 | 43 | 8 | 90 |
| 17 | Bôle | 2'321 | 0 | 51 | 1'204 | 4 | 33 | 374 | 47 | 3 | 120 |
| 18 | Rochefort | 2'212 | 47 | 123 | 855 | 2 | 95 | 410 | 40 | 29 | 124 |
| 19 | Brot-Dessous | 1'676 | 113 | 370 | 509 | 0 | 30 | 289 | 0 | 16 | 65 |
| 20 | Bevaix | 2'250 | 61 | 96 | 649 | 3 | 17 | 529 | 46 | 1 | 138 |
| 21 | Gorgier | 3'108 | 60 | 152 | 736 | 1 | 61 | 502 | 49 | 7 | 59 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 2'411 | 0 | 210 | 877 | 4 | 66 | 626 | 49 | 6 | 154 |
| 23 | Fresens | 2'127 | 51 | 268 | 757 | 0 | 86 | 699 | 42 | 41 | 10 |
| 24 | Montalchez | 1'711 | 42 | 301 | 743 | 0 | 113 | 1'017 | 22 | 0 | 48 |
| 25 | Vaumarcus | 116 | 134 | 210 | 966 | 3 | 66 | 469 | 36 | 338 | 219 |
| 26 | Môtiers | 2'268 | 73 | 149 | 739 | 2 | 223 | 762 | 43 | 8 | 111 |
| 27 | Couvet | 1'832 | 128 | 263 | 777 | 36 | 287 | 963 | 0 | 31 | 513 |
| 28 | Travers | 1'920 | 98 | 135 | 427 | 2 | 52 | 944 | 0 | 21 | 33 |
| 29 | Noiraigue | 1'714 | 85 | 163 | 553 | 1 | 40 | 1'072 | 0 | 3 | 59 |
| 30 | Boveresse | 1'849 | 47 | 202 | 633 | 1 | 70 | 974 | 0 | 32 | 188 |
| 31 | Fleurier | 2'412 | 116 | 100 | 421 | 9 | 169 | 541 | 0 | 3 | 21 |
| 32 | Buttes | 2'215 | 63 | 103 | 923 | 1 | 91 | 1'080 | 41 | 6 | 63 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 2'075 | 91 | 525 | 919 | 1 | 101 | 482 | 39 | 121 | 152 |
| 34 | Saint-Sulpice | 2'182 | 73 | 106 | 818 | 1 | 28 | 1'086 | 38 | 5 | 11 |
| 35 | Les Verrières | 1'702 | 63 | 265 | 1'411 | 2 | 353 | 1'073 | 37 | 11 | 200 |
| 36 | Les Bayards | 1'600 | 76 | 225 | 1'718 | 2 | 6 | 1'146 | 24 | 10 | 86 |
| 37 | Cernier | 2'079 | 59 | 178 | 814 | 34 | 28 | 503 | 0 | 0 | 83 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 2'343 | 52 | 124 | 892 | 1 | 138 | 558 | 33 | 12 | 86 |
| 39 | Dombresson | 1'990 | 43 | 91 | 672 | 2 | 267 | 453 | 32 | 10 | 25 |
| 40 | Villiers | 1'950 | 38 | 313 | 558 | 1 | 6 | 130 | 26 | 0 | 12 |
| 41 | Le Pâquier | 2'101 | 45 | 619 | 1'779 | 2 | 246 | 487 | 21 | 9 | 19 |
| 42 | Savagnier | 2'023 | 36 | 287 | 713 | 2 | 91 | 389 | 26 | 0 | 105 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 2'187 | 45 | 489 | 943 | 2 | 78 | 276 | 35 | 9 | 149 |
| 44 | Fontaines | 2'052 | 57 | 352 | 738 | 7 | 121 | 330 | 42 | 6 | 291 |
| 45 | Engollon | 2'540 | 160 | 850 | 859 | 6 | 107 | 8 | 0 | 13 | 158 |
| 46 | Fontainemelon | 2'316 | 81 | 401 | 835 | 1 | 207 | 259 | 44 | 10 | 35 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 2'061 | 59 | 193 | 929 | 8 | 79 | 339 | 57 | 8 | 90 |
| 48 | Boudevilliers | 2'065 | 0 | 45 | 1'910 | 4 | 286 | 155 | 40 | 7 | 185 |
| 49 | Valangin | 1'818 | 55 | 206 | 670 | 146 | 296 | 464 | 32 | 20 | 14 |
| 50 | Coffrane | 2'135 | 62 | 142 | 705 | 0 | 108 | 469 | 33 | 74 | 140 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 2'458 | 76 | 115 | 761 | 1 | 8 | 220 | 46 | 8 | 462 |
| 52 | Montmollin | 2'066 | 57 | 169 | 682 | 2 | 209 | 321 | 37 | 48 | 166 |
| 53 | Le Locle | 2'931 | 4 | 312 | 1'546 | 12 | 187 | 887 | 0 | 66 | 355 |
| 54 | Les Brenets | 3'356 | 86 | 173 | 930 | 4 | 36 | 293 | 44 | 0 | 364 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 1'904 | 50 | 153 | 281 | 2 | 50 | 878 | 0 | 18 | 0 |
| 56 | La Brévine | 1'822 | 71 | 212 | 428 | 2 | 18 | 954 | 0 | 0 | 60 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 2'211 | 64 | 244 | 363 | 1 | 103 | 760 | 0 | 0 | 17 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 2'462 | 59 | 250 | 664 | 3 | 60 | 827 | 0 | 0 | 28 |
| 59 | Brot-Plamboz | 1'891 | 74 | 36 | 793 | 1 | 20 | 815 | 47 | 0 | 0 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 2'455 | 3 | 473 | 2'613 | 25 | 75 | 2'404 | 0 | 22 | 447 |
| 61 | Les Planchettes | 2'036 | 0 | 189 | 352 | 2 | 15 | 917 | 0 | 0 | 0 |
| 62 | La Sagne | 2'025 | 63 | 262 | 1'076 | 1 | 79 | 824 | 30 | 0 | 209 |
| | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 2'669 | 24 | 326 | 2'386 | 20 | 114 | 1'279 | 23 | 30 | 387 |
| | Chiffres de 2004 | 3'397 | 23 | 282 | 2'408 | 22 | 275 | 1'431 | 24 | 57 | 432 |

## Parts des communes aux principales charges réparties entre l'Etat et les communes en 2005

**Tableau 17**

| | | Institutions de santé (40 %) | Etablissements spécialisés AI (40%) | Etablissements pour enfants et adolescents (40%) | Etablissements pour personnes âgées (40 %) | Aide sociale (60%) | Mesures d'intégration professionnelle (40%) | Entreprises de transport onde verte (35%) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 0 | 221'939 | 0 | 0 | 6'557'455 | 1'376'749 | 6'888'592 |
| 2 | Hauterive | 0 | 17'680 | 0 | 0 | 522'383 | 108'892 | 485'454 |
| 3 | Saint-Blaise | 0 | 21'594 | 0 | 0 | 638'010 | 132'571 | 555'621 |
| 4 | Marin-Epagnier | 0 | 27'763 | 0 | 0 | 820'299 | 173'018 | 649'230 |
| 5 | Thielle-Wavre | 0 | 4'603 | 0 | 0 | 135'996 | 29'165 | 19'162 |
| 6 | Cornaux | 0 | 10'557 | 0 | 0 | 311'907 | 65'475 | 64'091 |
| 7 | Cressier | 0 | 13'210 | 0 | 0 | 390'295 | 80'346 | 74'791 |
| 8 | Enges | 0 | 2'026 | 0 | 0 | 59'871 | 12'187 | 9'425 |
| 9 | Le Landeron | 0 | 30'173 | 0 | 0 | 891'486 | 184'854 | 149'183 |
| 10 | Lignières | 0 | 6'525 | 0 | 0 | 192'782 | 40'708 | 32'494 |
| 11 | Boudry | 0 | 34'873 | 0 | 0 | 1'030'363 | 213'215 | 439'431 |
| 12 | Cortaillod | 0 | 30'646 | 0 | 0 | 905'477 | 189'566 | 208'613 |
| 13 | Colombier | 0 | 35'019 | 0 | 0 | 1'034'684 | 215'748 | 312'680 |
| 14 | Auvernier | 0 | 10'779 | 0 | 0 | 318'491 | 66'260 | 141'335 |
| 15 | Peseux | 0 | 39'058 | 0 | 0 | 1'154'015 | 241'048 | 427'053 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 0 | 28'487 | 0 | 0 | 841'696 | 176'009 | 521'721 |
| 17 | Bôle | 0 | 12'395 | 0 | 0 | 366'223 | 75'949 | 78'149 |
| 18 | Rochefort | 0 | 7'221 | 0 | 0 | 213'356 | 45'487 | 66'935 |
| 19 | Brot-Dessous | 0 | 662 | 0 | 0 | 19'546 | 3'976 | 5'202 |
| 20 | Bevaix | 0 | 25'988 | 0 | 0 | 767'834 | 161'657 | 149'485 |
| 21 | Gorgier | 0 | 12'388 | 0 | 0 | 366'018 | 76'461 | 84'898 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 0 | 16'865 | 0 | 0 | 498'311 | 104'364 | 108'959 |
| 23 | Fresens | 0 | 1'358 | 0 | 0 | 40'120 | 8'494 | 6'385 |
| 24 | Montalchez | 0 | 1'358 | 0 | 0 | 40'120 | 8'363 | 6'664 |
| 25 | Vaumarcus | 0 | 1'595 | 0 | 0 | 47'115 | 10'213 | 10'388 |
| 26 | Môtiers | 0 | 5'738 | 0 | 0 | 169'533 | 36'058 | 38'073 |
| 27 | Couvet | 0 | 19'519 | 0 | 0 | 576'699 | 120'051 | 140'052 |
| 28 | Travers | 0 | 8'461 | 0 | 0 | 249'978 | 52'403 | 56'215 |
| 29 | Noiraigue | 0 | 3'398 | 0 | 0 | 100'403 | 21'125 | 23'525 |
| 30 | Boveresse | 0 | 2'681 | 0 | 0 | 79'211 | 16'414 | 17'296 |
| 31 | Fleurier | 0 | 25'486 | 0 | 0 | 753'021 | 156'806 | 150'003 |
| 32 | Buttes | 0 | 4'415 | 0 | 0 | 130'441 | 26'767 | 33'141 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 0 | 3'517 | 0 | 0 | 103'900 | 21'267 | 16'995 |
| 34 | Saint-Sulpice | 0 | 4'241 | 0 | 0 | 125'298 | 25'498 | 23'362 |
| 35 | Les Verrières | 0 | 5'090 | 0 | 0 | 150'398 | 31'514 | 31'296 |
| 36 | Les Bayards | 0 | 2'486 | 0 | 0 | 73'450 | 15'278 | 16'823 |
| 37 | Cernier | 0 | 13'906 | 0 | 0 | 410'870 | 85'484 | 98'965 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 0 | 11'441 | 0 | 0 | 338'036 | 69'583 | 82'333 |
| 39 | Dombresson | 0 | 11'197 | 0 | 0 | 330'835 | 69'519 | 77'260 |
| 40 | Villiers | 0 | 2'778 | 0 | 0 | 82'092 | 17'145 | 20'091 |
| 41 | Le Pâquier | 0 | 1'511 | 0 | 0 | 44'646 | 9'437 | 6'094 |
| 42 | Savagnier | 0 | 6'991 | 0 | 0 | 206'566 | 44'235 | 37'188 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 0 | 5'348 | 0 | 0 | 158'011 | 33'395 | 28'825 |
| 44 | Fontaines | 0 | 6'922 | 0 | 0 | 204'509 | 42'369 | 56'832 |
| 45 | Engollon | 0 | 599 | 0 | 0 | 17'694 | 3'688 | 2'415 |
| 46 | Fontainemelon | 0 | 11'504 | 0 | 0 | 339'888 | 70'394 | 84'593 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 0 | 5'849 | 0 | 0 | 172'825 | 36'156 | 56'612 |
| 48 | Boudevilliers | 0 | 4'888 | 0 | 0 | 144'432 | 30'564 | 37'375 |
| 49 | Valangin | 0 | 2'834 | 0 | 0 | 83'738 | 17'162 | 21'873 |
| 50 | Coffrane | 0 | 4'303 | 0 | 0 | 127'149 | 26'309 | 21'540 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 0 | 10'048 | 0 | 0 | 296'888 | 62'867 | 68'697 |
| 52 | Montmollin | 0 | 3'795 | 0 | 0 | 112'130 | 23'831 | 26'512 |
| 53 | Le Locle | 0 | 72'079 | 0 | 0 | 2'129'650 | 441'843 | 879'208 |
| 54 | Les Brenets | 0 | 8'029 | 0 | 0 | 237'222 | 50'233 | 48'878 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 0 | 2'354 | 0 | 0 | 69'541 | 14'496 | 13'931 |
| 56 | La Brévine | 0 | 4'895 | 0 | 0 | 144'638 | 30'411 | 32'257 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 0 | 3'015 | 0 | 0 | 89'087 | 18'636 | 20'483 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 0 | 8'816 | 0 | 0 | 260'471 | 54'296 | 67'684 |
| 59 | Brot-Plamboz | 0 | 1'748 | 0 | 0 | 51'642 | 10'406 | 8'835 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 0 | 259'646 | 0 | 0 | 7'671'555 | 1'596'320 | 5'023'204 |
| 61 | Les Planchettes | 0 | 1'581 | 0 | 0 | 46'704 | 10'062 | 7'952 |
| 62 | La Sagne | 0 | 6'713 | 0 | 0 | 198'337 | 42'225 | 44'721 |
| | Ensemble des communes | 0 | 1'172'580 | 0 | 0 | 34'645'342 | 7'235'022 | 18'917'080 |
| | Chiffres de 2004 | 77'411'673 | 5'128'199 | 11'591'673 | 6'953'628 | 28'474'071 | 6'769'107 | 4'698'400 |

## Charges des principaux domaines autofinancés et bénéfices des services industriels versés au compte de fonctionnement en 2005 Tableau 18

| | | Téléréseau | Port | Approvisionnement en eau | Protection des eaux | Ramassage et incinération des déchets | Electricité | Gaz | Bénéfices SI versés au compte de fonctionnement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | Approvisionnement en eau | Electricité | Gaz |
| 1 | Neuchâtel | 0 | 737'717 | 6'896'898 | 4'709'025 | 5'158'055 | 37'499'646 | 20'310'145 | 0 | 8'058'334 | 1'046'796 |
| 2 | Hauterive | 325'912 | 386'131 | 582'007 | 534'030 | 353'709 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 3 | Saint-Blaise | 273'341 | 348'386 | 633'340 | 749'052 | 399'590 | 2'871'762 | 0 | 0 | 502'268 | 0 |
| 4 | Marin-Epagnier | 0 | 68'018 | 1'135'459 | 1'289'508 | 552'127 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 5 | Thielle-Wavre | 0 | 0 | 251'911 | 284'384 | 83'821 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6 | Cornaux | 0 | 0 | 314'365 | 318'091 | 186'081 | 101'934 | 0 | 0 | 94'934 | 0 |
| 7 | Cressier | 0 | 0 | 351'604 | 446'524 | 241'879 | 2'430'938 | 0 | 0 | 302'377 | 0 |
| 8 | Enges | 0 | 0 | 68'661 | 51'527 | 32'928 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 9 | Le Landeron | 377'104 | 332'606 | 989'909 | 653'682 | 564'474 | 2'731'888 | 0 | 0 | 453'114 | 0 |
| 10 | Lignières | 90'260 | 0 | 268'015 | 182'383 | 105'994 | 718'055 | 0 | 0 | 97'910 | 0 |
| 11 | Boudry | 0 | 0 | 1'348'991 | 789'925 | 577'515 | 6'587'180 | 0 | 57'233 | 727'961 | 0 |
| 12 | Cortaillod | 0 | 253'805 | 851'359 | 977'609 | 457'700 | 2'947'281 | 0 | 0 | 390'618 | 0 |
| 13 | Colombier | 0 | 0 | 1'171'651 | 603'049 | 603'049 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 14 | Auvernier | 127'192 | 340'079 | 299'943 | 184'346 | 177'654 | 965'506 | 0 | 0 | 108'575 | 0 |
| 15 | Peseux | 429'401 | 0 | 928'232 | 517'977 | 598'023 | 3'244'647 | 1'078'321 | 0 | 604'957 | 107'646 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 0 | 0 | 703'215 | 615'283 | 390'811 | 0 | 907'352 | 0 | 0 | 0 |
| 17 | Bôle | 138'217 | 0 | 314'432 | 272'336 | 192'243 | 967'374 | 0 | 0 | 95'211 | 0 |
| 18 | Rochefort | 0 | 0 | 199'289 | 107'125 | 77'482 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 19 | Brot-Dessous | 0 | 0 | 16'240 | 0 | 15'600 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 20 | Bevaix | 0 | 163'193 | 720'721 | 273'086 | 413'618 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Gorgier | 0 | 0 | 362'016 | 373'440 | 223'103 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 0 | 438'633 | 548'184 | 526'216 | 242'570 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 23 | Fresens | 0 | 0 | 40'808 | 33'379 | 25'796 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 24 | Montalchez | 0 | 0 | 51'026 | 25'223 | 21'910 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 25 | Vaumarcus | 37'391 | 14'000 | 99'362 | 51'778 | 41'984 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 26 | Môtiers | 0 | 0 | 128'684 | 100'188 | 81'240 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 27 | Couvet | 0 | 0 | 0 | 400'501 | 390'026 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 28 | Travers | 0 | 0 | 0 | 121'446 | 118'115 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 29 | Noiraigue | 0 | 0 | 0 | 35'016 | 55'898 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 30 | Boveresse | 0 | 0 | 0 | 32'495 | 32'934 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 | Fleurier | 0 | 0 | 0 | 276'522 | 385'288 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 32 | Buttes | 0 | 0 | 138'742 | 64'848 | 60'732 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 107'943 | 0 | 173'559 | 76'219 | 52'924 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 34 | Saint-Sulpice | 0 | 0 | 123'677 | 43'001 | 58'692 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 35 | Les Verrières | 0 | 0 | 225'476 | 118'538 | 63'780 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 36 | Les Bayards | 0 | 0 | 127'974 | 36'465 | 34'427 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 37 | Cernier | 0 | 0 | 495'910 | 381'498 | 276'240 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 0 | 0 | 413'507 | 372'486 | 190'976 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 39 | Dombresson | 0 | 0 | 316'553 | 187'066 | 124'683 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 40 | Villiers | 0 | 0 | 85'218 | 46'800 | 24'916 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 41 | Le Pâquier | 0 | 0 | 26'793 | 15'231 | 31'127 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 42 | Savagnier | 0 | 0 | 227'911 | 158'477 | 81'393 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 0 | 0 | 153'931 | 170'182 | 69'359 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 44 | Fontaines | 0 | 0 | 243'799 | 204'129 | 101'589 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 45 | Engollon | 0 | 0 | 34'564 | 21'605 | 10'170 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 46 | Fontainemelon | 0 | 0 | 349'177 | 290'957 | 152'730 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 0 | 0 | 215'338 | 200'510 | 118'886 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 48 | Boudevilliers | 0 | 0 | 203'591 | 51'793 | 75'468 | 717'056 | 0 | 0 | 37'397 | 0 |
| 49 | Valangin | 0 | 0 | 67'135 | 53'769 | 42'144 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 50 | Coffrane | 0 | 0 | 192'662 | 46'225 | 52'887 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 0 | 0 | 398'473 | 204'323 | 202'421 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 52 | Montmollin | 0 | 0 | 167'403 | 57'348 | 52'446 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 53 | Le Locle | 0 | 0 | 3'402'110 | 1'408'877 | 2'085'170 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 54 | Les Brenets | 0 | 0 | 286'142 | 215'497 | 180'645 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 0 | 0 | 0 | 0 | 37'416 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 56 | La Brévine | 0 | 0 | 0 | 50'146 | 64'701 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 0 | 0 | 0 | 4'308 | 38'721 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 0 | 0 | 367'511 | 115'753 | 156'256 | 0 | 0 | 5'477 | 0 | 0 |
| 59 | Brot-Plamboz | 0 | 0 | 126723 | 0 | 22341 | 0 | 0 | 721 | 0 | 0 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 0 | 0 | 8'892'174 | 5'794'397 | 5'768'346 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 | Les Planchettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 25'066 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 62 | La Sagne | 98'692 | 0 | 191'892 | 160'069 | 130'663 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 2'005'453 | 3'082'568 | 36'924'267 | 26'085'663 | 23'188'532 | 61'783'267 | 22'295'818 | 63'431 | 11'473'656 | 1'154'442 |
| | Chiffres de 2004 | 3'772'831 | 2'932'990 | 37'553'282 | 27'160'722 | 22'631'453 | 63'508'956 | 19'580'438 | 40'939 | 11'242'437 | 1'094'448 |

## Amortissements d'actifs et résultats "réels" en 2005 — Charge de la dette consolidée — Taux d'intérêt de la dette Tableau 19

| | | Légaux | Supplémentaires | Total | Dont patrimoine financier | Résultat "réel" du compte de fonctionnement (sans les amortissements supplémentaires) | Intérêts de la dette consolidée | Remboursements | Total | Dette totale (B20, B21, B22) | Intérêts passifs | Taux moyen d'intérêt de la dette en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 25'066'236 | 0 | 25'066'236 | 1'688'527 | -7'055'645 | 24'412'007 | 0 | 24'412'007 | 719'737'917 | 24'472'571 | 3.40 |
| 2 | Hauterive | 795'641 | 0 | 795'641 | 59'745 | -848'944 | 573'156 | 193'000 | 766'156 | 21'255'519 | 605'833 | 2.85 |
| 3 | Saint-Blaise | 1'081'091 | 0 | 1'081'091 | 119'200 | -1'934'171 | 695'963 | 1'466'000 | 2'161'963 | 19'000'457 | 712'931 | 3.75 |
| 4 | Marin-Epagnier | 1'378'850 | 0 | 1'378'850 | 0 | -927'986 | 1'424'539 | 1'040'000 | 2'464'539 | 41'954'190 | 1'431'056 | 3.41 |
| 5 | Thielle-Wavre | 185'740 | 0 | 185'740 | 0 | -43'576 | 105'702 | 310'995 | 416'697 | 5'151'078 | 111'570 | 2.17 |
| 6 | Cornaux | 475'000 | 0 | 475'000 | 0 | -928'929 | 302'205 | 525'000 | 827'205 | 8'487'243 | 307'543 | 3.62 |
| 7 | Cressier | 487'683 | 0 | 487'683 | 0 | 40'129 | 322'236 | 545'000 | 867'236 | 12'434'042 | 393'834 | 3.17 |
| 8 | Enges | 72'548 | 28'600 | 101'148 | 24'996 | 48'441 | 91'341 | 169'030 | 260'371 | 2'809'447 | 92'115 | 3.28 |
| 9 | Le Landeron | 1'262'653 | 0 | 1'262'653 | 41'599 | -2'038'979 | 826'275 | 1'413'803 | 2'240'078 | 34'185'676 | 841'486 | 2.46 |
| 10 | Lignières | 426'729 | 0 | 426'729 | 0 | -306'105 | 210'032 | 344'550 | 554'582 | 7'022'361 | 211'711 | 3.01 |
| 11 | Boudry | 1'508'390 | 0 | 1'508'390 | 131'700 | -989'619 | 1'483'296 | 1'476'500 | 2'959'796 | 37'361'202 | 1'528'121 | 4.09 |
| 12 | Cortaillod | 1'215'804 | 0 | 1'215'804 | 50'400 | -920'610 | 1'136'976 | 400'000 | 1'536'976 | 33'684'338 | 1'153'707 | 3.43 |
| 13 | Colombier | 999'800 | 0 | 999'800 | 0 | -2'282'278 | 813'683 | 703'750 | 1'517'433 | 30'728'605 | 824'339 | 2.68 |
| 14 | Auvernier | 421'834 | 0 | 421'834 | 0 | -951'645 | 446'777 | 450'000 | 896'777 | 13'149'041 | 448'350 | 3.41 |
| 15 | Peseux | 996'940 | 0 | 996'940 | 31'420 | -706'155 | 1'134'850 | 556'250 | 1'691'100 | 47'131'636 | 1'154'296 | 2.45 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 1'252'805 | 0 | 1'252'805 | 0 | -844'734 | 768'209 | 483'700 | 1'251'909 | 25'831'236 | 798'833 | 3.09 |
| 17 | Bôle | 247'994 | 0 | 247'994 | 6'400 | -449'394 | 248'743 | 118'500 | 367'243 | 9'014'655 | 255'331 | 2.83 |
| 18 | Rochefort | 335'550 | 0 | 335'550 | 0 | -533'830 | 154'397 | 180'600 | 334'997 | 5'952'080 | 182'007 | 3.06 |
| 19 | Brot-Dessous | 19'820 | 0 | 19'820 | 13'600 | -13'158 | 5'106 | 13'507 | 18'613 | 142'298 | 5'325 | 3.74 |
| 20 | Bevaix | 830'155 | 0 | 830'155 | 62'395 | -319'274 | 770'931 | 589'705 | 1'360'636 | 21'503'145 | 783'435 | 3.64 |
| 21 | Gorgier | 354'940 | 130'781 | 485'721 | 5'250 | 509'383 | 338'343 | 750'100 | 1'088'443 | 9'884'940 | 338'506 | 3.42 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 821'977 | 0 | 821'977 | 33'827 | 140'221 | 548'099 | 880'027 | 1'428'126 | 15'935'076 | 567'198 | 3.56 |
| 23 | Fresens | 38'075 | 111'537 | 149'612 | 0 | 148'339 | 1'950 | 15'000 | 16'950 | 180'020 | 2'328 | 1.29 |
| 24 | Montalchez | 47'358 | 14'650 | 62'008 | 0 | 98'325 | 45'662 | 71'000 | 116'662 | 1'537'946 | 45'662 | 2.97 |
| 25 | Vaumarcus | 153'309 | 0 | 153'309 | 0 | -1'494'544 | 87'483 | 95'944 | 183'427 | 2'878'468 | 88'796 | 3.08 |
| 26 | Môtiers | 202'668 | 0 | 202'668 | 11'020 | -107'607 | 146'795 | 232'500 | 379'295 | 4'001'754 | 148'938 | 3.72 |
| 27 | Couvet | 778'411 | 0 | 778'411 | 180'292 | -1'033'549 | 589'311 | 1'215'613 | 1'804'924 | 22'659'746 | 626'187 | 2.76 |
| 28 | Travers | 177'410 | 71'093 | 248'503 | 32'200 | 71'254 | 235'166 | 518'450 | 753'616 | 6'849'312 | 248'422 | 3.63 |
| 29 | Noiraigue | 73'085 | 0 | 73'085 | 300 | -74'268 | 89'799 | 148'105 | 237'904 | 3'444'584 | 94'736 | 2.75 |
| 30 | Boveresse | 42'545 | 34'906 | 77'451 | 0 | 41'738 | 72'161 | 67'970 | 140'131 | 2'523'280 | 72'670 | 2.88 |
| 31 | Fleurier | 736'993 | 12'742 | 749'735 | 0 | 13'479 | 440'443 | 959'400 | 1'399'843 | 14'926'552 | 461'168 | 3.09 |
| 32 | Buttes | 116'620 | 91'499 | 208'119 | 9'100 | 91'807 | 170'885 | 142'435 | 313'320 | 5'212'300 | 174'324 | 3.34 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 179'205 | 0 | 179'205 | 83'040 | -368'830 | 75'542 | 118'603 | 194'145 | 3'683'172 | 88'961 | 2.42 |
| 34 | Saint-Sulpice | 103'063 | 110'577 | 213'640 | 0 | 115'505 | 23'849 | 49'000 | 72'849 | 1'294'200 | 29'840 | 2.31 |
| 35 | Les Verrières | 201'703 | 0 | 201'703 | 0 | -263'523 | 213'470 | 342'921 | 556'391 | 7'691'508 | 214'000 | 2.78 |
| 36 | Les Bayards | 131'869 | 0 | 131'869 | 18'900 | -57'038 | 79'576 | 180'490 | 260'066 | 3'087'510 | 93'053 | 3.01 |
| 37 | Cernier | 245'042 | 0 | 245'042 | 0 | -104'715 | 204'552 | 464'000 | 668'552 | 8'504'889 | 237'213 | 2.79 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 381'367 | 114'792 | 496'159 | 23'112 | 182'966 | 354'601 | 592'968 | 947'569 | 10'488'470 | 390'228 | 3.72 |
| 39 | Dombresson | 98'500 | 0 | 98'500 | 0 | -297'825 | 160'299 | 278'040 | 438'339 | 5'124'366 | 164'407 | 3.21 |
| 40 | Villiers | 55'127 | 0 | 55'127 | 0 | -156'617 | 65'448 | 178'570 | 244'018 | 2'216'790 | 66'507 | 3.00 |
| 41 | Le Pâquier | 72'676 | 0 | 72'676 | 31'880 | -172'285 | 129'824 | 266'850 | 396'674 | 3'389'200 | 132'109 | 3.90 |
| 42 | Savagnier | 165'010 | 0 | 165'010 | 0 | -231'423 | 110'237 | 145'165 | 255'402 | 6'163'955 | 112'000 | 1.82 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 105'060 | 0 | 105'060 | 33'100 | -10'889 | 105'445 | 0 | 105'445 | 9'476'054 | 107'703 | 1.14 |
| 44 | Fontaines | 179'930 | 0 | 179'930 | 10'081 | -228'799 | 168'844 | 248'800 | 417'644 | 6'002'976 | 170'482 | 2.84 |
| 45 | Engollon | 11'900 | 0 | 11'900 | 0 | 2'546 | 0 | 2'600 | 2'600 | 21'097 | 201 | 1.99 |
| 46 | Fontainemelon | 206'585 | 0 | 206'585 | 0 | 21'400 | 147'414 | 159'200 | 306'614 | 8'413'884 | 179'653 | 2.14 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 211'330 | 0 | 211'330 | 14'590 | -232'885 | 221'178 | 370'400 | 591'578 | 6'944'527 | 230'897 | 3.32 |
| 48 | Boudevilliers | 289'333 | 0 | 289'333 | 0 | -204'781 | 63'952 | 50'900 | 114'852 | 2'149'860 | 65'426 | 3.04 |
| 49 | Valangin | 55'985 | 0 | 55'985 | 0 | -24'932 | 25'014 | 31'249 | 56'263 | 1'306'695 | 26'387 | 2.02 |
| 50 | Coffrane | 158'645 | 0 | 158'645 | 0 | -66'162 | 165'842 | 131'100 | 296'942 | 3'986'368 | 167'735 | 4.21 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 464'759 | 0 | 464'759 | 0 | -207'181 | 272'396 | 699'730 | 972'126 | 8'673'850 | 294'731 | 3.40 |
| 52 | Montmollin | 95'880 | 0 | 95'880 | 9'200 | -285'722 | 61'644 | 140'850 | 202'494 | 2'085'832 | 72'898 | 3.49 |
| 53 | Le Locle | 4'087'084 | 296'306 | 4'383'390 | 115'195 | 351'990 | 5'460'436 | 1'209'842 | 6'670'278 | 140'702'479 | 5'536'635 | 3.93 |
| 54 | Les Brenets | 371'847 | 0 | 371'847 | 12'360 | -58'268 | 213'598 | 309'150 | 522'748 | 9'521'449 | 216'437 | 2.27 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 20'020 | 110'673 | 130'693 | 0 | 163'709 | 4'720 | 64'335 | 69'055 | 277'419 | 5'383 | 1.94 |
| 56 | La Brévine | 76'944 | 236'799 | 313'743 | 8'200 | 272'573 | 60'183 | 138'180 | 198'363 | 2'567'060 | 63'410 | 2.47 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 79'204 | 136'108 | 215'312 | 12'590 | 141'904 | 37'655 | 94'822 | 132'477 | 2'422'293 | 39'340 | 1.62 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 361'571 | 420'555 | 782'126 | 56'789 | 550'545 | 279'558 | 311'660 | 591'218 | 7'907'985 | 283'133 | 3.58 |
| 59 | Brot-Plamboz | 6'735 | 0 | 6'735 | 0 | 134'126 | 709 | 12'535 | 13'244 | 108'531 | 1'402 | 1.29 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 18'164'736 | 0 | 18'164'736 | 173'920 | -14'736'505 | 16'347'409 | 2'466'420 | 18'813'829 | 488'855'683 | 17'160'253 | 3.51 |
| 61 | Les Planchettes | 8'504 | 0 | 8'504 | 400 | 10'670 | 18'060 | 47'070 | 65'130 | 662'772 | 21'109 | 3.18 |
| 62 | La Sagne | 453'203 | 0 | 453'203 | 4'600 | -133'762 | 155'203 | 353'200 | 508'403 | 7'935'028 | 166'826 | 2.10 |
| | | | | | 0 | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 69'647'471 | 1'921'618 | 71'569'089 | 3'109'928 | -39'496'092 | 63'919'179 | 25'535'084 | 89'454'263 | 1'948'236'046 | 65'521'688 | 3.36 |
| | Chiffres de 2004 | 65'791'339 | 1'342'853 | 67'134'192 | 3'094'492 | -44'785'692 | 62'283'255 | 26'427'297 | 88'710'552 | 1'895'788'827 | 63'931'071 | 3.37 |

## Comptes des investissements 2005. Récapitulation fonctionnelle. Résultats nets

**Tableau 20**

| | | Administration | Sécurité publique | Enseignement et formation | Culture loisirs-sports | Santé | Prévoyance sociale | Trafic | Protection et aménagement de l'environnement | Economie publique | Finances et impôts | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | -252'833 | -41'163 | -10'767'121 | -3'276'182 | -34'279'500 | -33'699 | -842'556 | -873'654 | -7'979'056 | -728'223 | -59'073'987 |
| 2 | Hauterive | 0 | -2'963 | -110 | -110'385 | 0 | 0 | 0 | -1'036'147 | -8'967 | -19'669 | -1'178'241 |
| 3 | Saint-Blaise | 0 | 0 | -164'939 | 0 | 0 | 0 | -124'602 | -408'179 | -745'925 | 0 | -1'443'645 |
| 4 | Marin-Epagnier | -80'000 | -1'119 | 0 | -42'108 | 0 | 0 | -9'946 | -467'891 | 0 | 0 | -601'064 |
| 5 | Thielle-Wavre | 0 | 0 | -648'700 | 0 | 0 | 0 | 11'181 | -569'465 | 0 | 0 | -1'206'984 |
| 6 | Cornaux | -15'870 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -24'599 | 154'328 | -117'501 | -129'531 | -133'173 |
| 7 | Cressier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 167'612 | -213'107 | -111'319 | -1'532'610 | -1'689'424 |
| 8 | Enges | 0 | 0 | 0 | -53'408 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -53'408 |
| 9 | Le Landeron | -205 | -140'485 | 1'937 | -51'912 | 0 | 0 | -132'516 | -139'697 | -185'221 | 1'872 | -646'227 |
| 10 | Lignières | 0 | -24'400 | 0 | 0 | 0 | 0 | 25'913 | -16'056 | 0 | 0 | -14'543 |
| 11 | Boudry | -138'142 | -24'808 | -98'427 | -31'539 | 0 | 0 | -530'134 | -26'492 | 27'808 | 0 | -821'734 |
| 12 | Cortaillod | 0 | 0 | -433'354 | 0 | 0 | 0 | 64'192 | -216'822 | -87'091 | 0 | -673'075 |
| 13 | Colombier | 0 | -49'184 | -5'150'994 | -1'453'701 | 0 | 0 | -110'547 | -402'419 | 0 | -245'339 | -7'412'184 |
| 14 | Auvernier | 0 | 0 | -1'705 | 0 | 0 | 0 | -214'159 | 21'351 | 13'376 | -81'694 | -262'831 |
| 15 | Peseux | -357 | -32'210 | -2'884'835 | -27'631 | 0 | 0 | -800'455 | 152'220 | -809'513 | 119'878 | -4'282'903 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | -110'651 | -31'283 | 397'206 | 0 | 0 | 0 | -1'288'002 | -118'203 | -36'757 | -12'374 | -1'200'064 |
| 17 | Bôle | 0 | 0 | -857'609 | -14'560 | 0 | 0 | -197'764 | -9'881 | -34'511 | 0 | -1'114'325 |
| 18 | Rochefort | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15'000 | -416'970 | 15'692 | -107'829 | -494'107 |
| 19 | Brot-Dessous | 0 | 0 | -7'190 | 0 | 0 | 0 | 0 | 32'468 | 0 | 0 | 25'278 |
| 20 | Bevaix | -8'136 | 111'380 | 12'428 | -46'487 | 0 | 0 | -112'350 | -90'450 | -13'066 | | -146'681 |
| 21 | Gorgier | 0 | -1'000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -307'783 | -290 | 50'736 | -258'337 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 0 | -87'112 | 0 | -22'679 | 0 | 0 | -659'083 | -83'175 | 0 | 0 | -852'049 |
| 23 | Fresens | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -30'235 | -45'667 | 0 | -136'697 | -212'599 |
| 24 | Montalchez | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -14'650 | 0 | 0 | 219'744 | 205'094 |
| 25 | Vaumarcus | 0 | 0 | -174'210 | 0 | 0 | 0 | -76'884 | -31'141 | 0 | 0 | -282'235 |
| 26 | Môtiers | 0 | 0 | -3'622 | 0 | 0 | 0 | 30'200 | 41'303 | 0 | 0 | 67'881 |
| 27 | Couvet | 0 | -32'050 | 0 | 0 | 0 | 0 | -467'780 | -101'034 | 0 | 0 | -600'864 |
| 28 | Travers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -8'000 | 0 | 0 | 0 | -8'000 |
| 29 | Noiraigue | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -3 | -3 |
| 30 | Boveresse | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 31'986 | 0 | 0 | 0 | 31'986 |
| 31 | Fleurier | 0 | 0 | -452'091 | -414'264 | 0 | 0 | -214'637 | -23'928 | 0 | -415 | -1'105'335 |
| 32 | Buttes | -15'868 | 20'000 | 0 | -6'618 | 0 | 0 | -45'394 | 47'827 | 0 | 0 | -53 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 0 | -5'770 | 0 | 0 | 0 | 0 | -164'007 | -61'078 | -40'000 | 0 | -270'855 |
| 34 | Saint-Sulpice | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -29'304 | -34'646 | -18'000 | 0 | -81'950 |
| 35 | Les Verrières | -24'354 | 0 | -319'372 | 0 | 0 | 0 | -52'380 | 0 | 0 | -383'531 | -779'637 |
| 36 | Les Bayards | -5'918 | -13'898 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -9'499 | -19'303 | 0 | -48'618 |
| 37 | Cernier | 0 | 0 | -36'617 | 0 | 0 | 0 | -10'760 | -176'330 | 0 | 0 | -223'707 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 0 | -18'077 | 0 | 0 | 0 | 0 | -8'364 | 192'106 | 0 | 0 | 165'665 |
| 39 | Dombresson | 0 | -93'000 | -97'565 | -140'211 | 0 | 0 | -137'965 | -65'522 | 0 | 0 | -534'263 |
| 40 | Villiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -144'793 | -146'830 | 0 | 0 | -291'623 |
| 41 | Le Pâquier | -9'142 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -356 | 0 | 0 | -9'498 |
| 42 | Savagnier | -17'161 | -1'345 | 0 | 0 | 0 | 0 | -76'152 | -2'143 | 0 | 0 | -96'801 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 0 | -5'825 | -2'168'226 | -142'379 | 0 | 0 | -11'941 | -63'736 | 0 | 0 | -2'392'107 |
| 44 | Fontaines | 0 | 0 | -32'494 | -32'655 | 0 | 0 | -141'916 | -845'358 | 0 | -3'890 | -1'056'313 |
| 45 | Engollon | 0 | 0 | 0 | -6'539 | 0 | 0 | 0 | 0 | -12'794 | | -19'333 |
| 46 | Fontainemelon | 0 | -18'077 | 8'486 | -69'790 | 0 | 0 | -97'712 | 75'381 | 0 | 0 | -101'712 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -163'300 | -240'429 | -10'000 | 0 | -413'729 |
| 48 | Boudevilliers | 0 | 0 | -20'780 | 0 | 0 | 0 | 0 | -32'950 | -97'350 | 0 | -151'080 |
| 49 | Valangin | 0 | 0 | -266'830 | 0 | 0 | 0 | -77'282 | 0 | 0 | -14'806 | -358'918 |
| 50 | Coffrane | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -16'146 | 0 | 0 | -16'146 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | -13'275 | 0 | 0 | -373'918 | 0 | 0 | -272'800 | -19'975 | 0 | 0 | -679'968 |
| 52 | Montmollin | 0 | 0 | 0 | -3'400 | 0 | 0 | -13'699 | 0 | 0 | 0 | -17'099 |
| 53 | Le Locle | -220'602 | 0 | 1'643'195 | -147'374 | 0 | 0 | -1'164'585 | -2'076'659 | -152'910 | -52'116 | -2'171'051 |
| 54 | Les Brenets | 0 | 0 | -23'569 | -1'212'432 | 0 | 0 | -41'136 | -81'190 | 0 | 0 | -1'358'327 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 0 | -3'926 | 0 | 0 | 0 | 0 | 61'412 | 0 | 0 | 0 | 57'486 |
| 56 | La Brévine | 0 | 0 | 0 | -60'470 | 0 | 0 | -195'402 | -35'500 | 0 | -32'341 | -323'713 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | -4'338 | -4'338 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -41'821 | -222'823 | 0 | 0 | -264'644 |
| 59 | Brot-Plamboz | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -62'599 | 0 | -62'599 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | -986'107 | -1'687'233 | -4'840'080 | -2'111'817 | -7'185'404 | -186'211 | -3'326'630 | -4'250'542 | 21'100 | 148'800 | -24'404'124 |
| 61 | Les Planchettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -45'599 | -34'521 | -18'660 | -98'780 |
| 62 | La Sagne | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -12'500 | 33'055 | -3'800 | 25'785 | 42'540 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | -1'898'621 | -2'183'548 | -27'387'188 | -9'852'459 | -41'464'904 | -219'910 | -11'681'246 | -13'275'433 | -10'502'518 | -2'937'251 | -121'403'078 |
| | Chiffres de 2004 | -1'652'001 | -3'014'458 | -19'932'529 | -9'842'831 | -37'311'848 | -149'256 | -12'623'347 | -21'988'066 | -11'653'883 | -5'969'765 | -124'137'984 |

## Bilans communaux à fin 2005. Actif

**Tableau 21**

| | | Patrimoine financier | | | | Patrimoine administratif | | | | Financements spéciaux | Découvert | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Disponibilités | Avoirs | Placements | Actifs transitoires | Investissements | Prêts et participations permanentes | Subventions d'investissements | Autres dépenses à amortir | Avances aux financements spéciaux | | |
| 1 | Neuchâtel | 2'784'538 | 104'110'292 | 79'466'433 | 17'925'829 | 547'442'246 | 15'451'954 | 946'424 | 1'574'050 | 1'651'041 | 0 | 771'352'807 |
| 2 | Hauterive | 3'702'173 | 3'598'670 | 2'368'986 | 621'913 | 16'419'087 | 135'471 | 0 | 0 | 113'069 | 0 | 26'959'369 |
| 3 | Saint-Blaise | 252'375 | 4'546'999 | 2'963'935 | 781'354 | 15'885'644 | 453'308 | 0 | 0 | 0 | 0 | 24'883'615 |
| 4 | Marin-Epagnier | 654'659 | 6'207'148 | 7'216'545 | 3'428'889 | 29'535'805 | 8'880'987 | 0 | 0 | 0 | 0 | 55'924'033 |
| 5 | Thielle-Wavre | 44'693 | 906'031 | 38'620 | 69'563 | 5'049'455 | 9'671 | 0 | 0 | 206'202 | 0 | 6'324'235 |
| 6 | Cornaux | 90'307 | 1'859'841 | 1'407'688 | 354'657 | 8'414'801 | 84'403 | 0 | 13'593 | 133'095 | 0 | 12'358'385 |
| 7 | Cressier | 255'883 | 4'371'945 | 1'820'289 | 1'512'976 | 6'967'478 | 15'500 | 0 | 0 | 93'989 | 0 | 15'038'060 |
| 8 | Enges | 89'929 | 469'243 | 2'305'872 | 57'875 | 1'502'488 | 1 | 0 | 0 | 4'533 | 0 | 4'429'941 |
| 9 | Le Landeron | 802'587 | 7'612'773 | 2'473'073 | 1'194'504 | 37'702'353 | 1'352'847 | 59'500 | 0 | 371'511 | 0 | 51'569'148 |
| 10 | Lignières | 1'166'263 | 1'626'934 | 663'463 | 217'119 | 7'307'975 | 0 | 0 | 0 | 172'903 | 0 | 11'154'657 |
| 11 | Boudry | 989'187 | 8'231'964 | 5'849'653 | 2'703'843 | 23'198'496 | 376'641 | 43'688 | 500'671 | 0 | 0 | 41'894'143 |
| 12 | Cortaillod | 1'312'282 | 6'656'663 | 4'999'466 | 129'259 | 26'326'332 | 137'956 | 0 | 0 | 190'107 | 0 | 39'752'065 |
| 13 | Colombier | 3'200'122 | 6'201'376 | 3'612'281 | 0 | 25'139'386 | 509'600 | 0 | 0 | 16'490 | 0 | 38'679'255 |
| 14 | Auvernier | 10'611 | 3'085'790 | 7'843'329 | 43'467 | 6'962'689 | 29'315 | 0 | 0 | 0 | 0 | 17'975'201 |
| 15 | Peseux | 260'540 | 12'232'155 | 7'583'204 | 557'942 | 37'803'712 | 616'719 | 0 | 0 | 0 | 0 | 59'054'272 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 2'626'320 | 6'290'223 | 615'568 | 1'490'087 | 27'088'296 | 342'415 | 0 | 146'294 | 0 | 0 | 38'599'203 |
| 17 | Bôle | 213'467 | 2'100'885 | 882'856 | 0 | 8'266'834 | 86'104 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11'550'146 |
| 18 | Rochefort | 85'467 | 957'070 | 588'869 | 19'762 | 6'899'272 | 287'785 | 41'178 | 0 | 31'151 | 0 | 8'910'554 |
| 19 | Brot-Dessous | 96'341 | 139'345 | 407'221 | 10'322 | 182'347 | 133'000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 968'576 |
| 20 | Bevaix | 1'063'502 | 4'743'758 | 2'798'742 | 159'770 | 21'095'439 | 283'870 | 0 | 0 | 103'534 | 0 | 30'248'615 |
| 21 | Gorgier | 1'961'782 | 2'715'293 | 725'231 | 0 | 9'494'336 | 138'660 | 181'780 | 0 | 30'008 | 0 | 15'247'090 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 94'629 | 3'567'400 | 1'942'232 | 686'019 | 12'639'355 | 358'850 | 643'778 | 0 | 0 | 0 | 19'932'263 |
| 23 | Fresens | 274'213 | 138'894 | 323'095 | 63'674 | 927'131 | 9'920 | 0 | 0 | 2'889 | 0 | 1'739'816 |
| 24 | Montalchez | 408'006 | 326'508 | 12'200 | 52'547 | 1'672'211 | 2'500 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2'473'972 |
| 25 | Vaumarcus | 555'701 | 261'492 | 714'367 | 63'969 | 2'749'326 | 3'100 | 0 | 0 | 29'283 | 0 | 4'377'238 |
| 26 | Môtiers | 45'807 | 1'091'770 | 395'060 | 314'872 | 3'847'385 | 207'460 | 14'689 | 0 | 2'274 | 0 | 5'919'317 |
| 27 | Couvet | 278'568 | 5'718'924 | 4'809'079 | 2'865 | 14'967'899 | 1'689'003 | 13'951 | 118'570 | 21'482 | 0 | 27'620'341 |
| 28 | Travers | 29'015 | 1'597'507 | 1'041'279 | 420'459 | 4'502'099 | 775'349 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8'365'708 |
| 29 | Noiraigue | 99'430 | 641'384 | 302'455 | 168'823 | 2'289'427 | 269'922 | 0 | 0 | 6'526 | 0 | 3'777'967 |
| 30 | Boveresse | 259'819 | 404'848 | 1'089'096 | 63'108 | 1'807'492 | 2'765 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3'627'128 |
| 31 | Fleurier | 616'490 | 6'459'674 | 259'455 | 696'276 | 20'668'783 | 1'591'015 | 0 | 0 | 0 | 0 | 30'291'693 |
| 32 | Buttes | 62'904 | 855'262 | 764'985 | 187'968 | 4'062'407 | 42'247 | 0 | 37'269 | 8'923 | 0 | 6'021'965 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 55'726 | 514'389 | 6'711'761 | 92'366 | 1'191'883 | 3'488 | 0 | 0 | 58'475 | 0 | 8'628'088 |
| 34 | Saint-Sulpice | 173'201 | 859'619 | 313'609 | 186'356 | 2'396'290 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3'929'075 |
| 35 | Les Verrières | 104'220 | 1'243'012 | 2'336'751 | 424'633 | 7'332'009 | 2'000 | 741 | 0 | 0 | 0 | 11'443'366 |
| 36 | Les Bayards | 18'215 | 471'052 | 967'809 | 65'371 | 3'156'149 | 39'707 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4'718'303 |
| 37 | Cernier | 343'278 | 2'794'333 | 1'932'005 | 436'701 | 7'531'757 | 128'720 | 0 | 0 | 0 | 0 | 13'166'794 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 57'436 | 2'612'506 | 1'114'861 | 386'931 | 10'307'827 | 41'800 | 0 | 0 | 9'458 | 0 | 14'530'819 |
| 39 | Dombresson | 508'246 | 2'431'163 | 926'339 | 540'567 | 5'380'761 | 69'000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9'856'076 |
| 40 | Villiers | 266'611 | 302'584 | 718'000 | 151'627 | 2'719'206 | 21'000 | 0 | 0 | 20'436 | 0 | 4'199'464 |
| 41 | Le Pâquier | 380'014 | 337'123 | 2'323'014 | 111'435 | 1'590'421 | 36'800 | 0 | 0 | 5'095 | 0 | 4'783'902 |
| 42 | Savagnier | 746'835 | 1'061'598 | 2'153'085 | 159'902 | 7'078'334 | 35'900 | 0 | 0 | 23'170 | 0 | 11'258'824 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 1'698'171 | 867'378 | 3'684'414 | 140'854 | 5'494'328 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11'885'145 |
| 44 | Fontaines | 323'021 | 1'210'845 | 3'057'360 | 407'914 | 4'731'020 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9'730'160 |
| 45 | Engollon | 499'658 | 84'071 | 615'011 | 53'073 | 446'009 | 1 | 0 | 16'500 | 81 | 0 | 1'714'404 |
| 46 | Fontainemelon | 207'185 | 1'613'387 | 3'986'070 | 569'285 | 6'748'757 | 35'000 | 35'872 | 0 | 0 | 0 | 13'195'556 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 42'252 | 1'294'694 | 1'588'345 | 117'165 | 6'205'131 | 49'100 | 0 | 0 | 32'067 | 0 | 9'328'754 |
| 48 | Boudevilliers | 169'076 | 1'327'432 | 216'222 | 125'910 | 3'563'762 | 10'000 | 0 | 0 | 3'398 | 0 | 5'415'800 |
| 49 | Valangin | 75'252 | 581'873 | 94'400 | 81'609 | 2'076'892 | 25'280 | 0 | 0 | 22'713 | 0 | 2'958'019 |
| 50 | Coffrane | 1'082'955 | 479'999 | 395'912 | 303'168 | 4'181'962 | 20'839 | 200 | 0 | 40'172 | 0 | 6'505'207 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 510'151 | 1'453'025 | 631'405 | 352'271 | 9'154'566 | 14'003 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12'115'421 |
| 52 | Montmollin | 73'616 | 439'109 | 836'455 | 229'119 | 2'025'342 | 25'170 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3'628'811 |
| 53 | Le Locle | 3'477'144 | 35'852'380 | 27'347'159 | 3'125'512 | 80'506'260 | 11'666'257 | 0 | 1'203'293 | 0 | 0 | 163'178'005 |
| 54 | Les Brenets | 1'301'238 | 1'510'657 | 2'403'248 | 40'424 | 6'528'325 | 53'593 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11'837'485 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 348'200 | 297'108 | 260'624 | 71'021 | 250'582 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1'227'535 |
| 56 | La Brévine | 133'376 | 590'575 | 1'341'543 | 156'279 | 2'136'628 | 0 | 0 | 0 | 1'079 | 0 | 4'359'480 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 297'766 | 393'601 | 1'499'018 | 8'587 | 1'452'700 | 0 | 0 | 0 | 113 | 0 | 3'651'785 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 271'631 | 1'888'130 | 2'766'086 | 10'873 | 5'411'363 | 423'001 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10'771'084 |
| 59 | Brot-Plamboz | 259'008 | 178'765 | 75'816 | 59'517 | 476'093 | 12'020 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1'061'219 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 22'007'737 | 109'832'177 | 52'462'317 | 18'573'539 | 309'215'516 | 48'420'800 | 0 | 0 | 0 | 0 | 560'512'086 |
| 61 | Les Planchettes | 23'065 | 406'130 | 187'335 | 12'808 | 310'352 | 2'200 | 0 | 0 | 0 | 0 | 941'890 |
| 62 | La Sagne | 129'228 | 893'177 | 2'642'378 | 271'983 | 8'193'739 | 4 | 0 | 0 | 894 | 0 | 12'131'403 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 59'971'122 | 383'549'953 | 273'872'979 | 61'266'511 | 1'446'611'950 | 95'414'021 | 1'981'801 | 3'610'240 | 3'406'161 | 0 | 2'329'684'738 |
| | Chiffres de 2004 | 91'632'429 | 422'194'473 | 256'298'150 | 59'162'468 | 1'398'969'647 | 96'183'121 | 1'499'411 | 3'821'387 | 3'799'153 | 0 | 2'333'560'239 |

## Bilans communaux à fin 2005. Passif

**Tableau 22**

| | | Engagements | | | | | | Financements spéciaux | Fortune | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Engagements courants | Dettes à court terme | Dettes à moyen et long termes | Engagements envers des entités particulières | Provisions | Passifs transitoires | Engagements envers les fin. spéciaux - réserves | Fortune nette | |
| 1 | Neuchâtel | 22'338'837 | 61'000'494 | 636'398'586 | 376'820 | 3'986 | 33'579'661 | 15'096'712 | 2'557'711 | 771'352'807 |
| 2 | Hauterive | 440'519 | 1'750'000 | 19'065'000 | 9'990 | 0 | 519'631 | 541'406 | 4'632'823 | 26'959'369 |
| 3 | Saint-Blaise | 1'488'457 | 0 | 17'512'000 | 0 | 0 | 384'106 | 3'205'044 | 2'294'008 | 24'883'615 |
| 4 | Marin-Epagnier | 51'690 | 1'000'000 | 40'902'500 | 9'000 | 0 | 1'112'313 | 3'869'128 | 8'979'402 | 55'924'033 |
| 5 | Thielle-Wavre | 45'288 | 50'483 | 5'055'307 | 0 | 0 | 178'085 | 178'236 | 816'836 | 6'324'235 |
| 6 | Cornaux | 762'243 | 0 | 7'725'000 | 0 | 0 | 247'124 | 749'264 | 2'874'754 | 12'358'385 |
| 7 | Cressier | 1'335'345 | 2'078'697 | 9'020'000 | 0 | 0 | 523'133 | 1'434'455 | 646'430 | 15'038'060 |
| 8 | Enges | 136'809 | 0 | 2'672'638 | 0 | 41'000 | 11'253 | 396'390 | 1'171'851 | 4'429'941 |
| 9 | Le Landeron | 1'585'653 | 0 | 32'600'023 | 11'931'854 | 573'238 | 830'023 | 1'944'886 | 2'103'471 | 51'569'148 |
| 10 | Lignières | 904 | 0 | 7'021'457 | 0 | 0 | 311'691 | 849'731 | 2'970'874 | 11'154'657 |
| 11 | Boudry | 768'290 | 2'241'912 | 34'351'000 | 0 | 0 | 1'962'463 | 1'166'838 | 1'403'640 | 41'894'143 |
| 12 | Cortaillod | 2'389'338 | 0 | 31'295'000 | 0 | 0 | 0 | 812'553 | 5'255'174 | 39'752'065 |
| 13 | Colombier | 627'558 | 0 | 30'101'047 | 0 | 0 | 0 | 1'905'037 | 6'045'613 | 38'679'255 |
| 14 | Auvernier | 873'177 | 500'864 | 11'775'000 | 0 | 88'000 | 27'782 | 1'169'787 | 3'540'591 | 17'975'201 |
| 15 | Peseux | 3'349'439 | 3'138'447 | 40'643'750 | 28'886 | 250'000 | 285'891 | 3'901'914 | 7'455'945 | 59'054'272 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 1'366'971 | 92'965 | 24'371'300 | 0 | 0 | 567'284 | 6'187'041 | 6'013'642 | 38'599'203 |
| 17 | Bôle | 1'021'756 | 1'254'649 | 6'738'250 | 0 | 0 | 196'810 | 1'011'013 | 1'327'668 | 11'550'146 |
| 18 | Rochefort | 29'530 | 598'050 | 5'324'500 | 0 | 0 | 0 | 289'572 | 2'668'902 | 8'910'554 |
| 19 | Brot-Dessous | 3'250 | 0 | 139'048 | 0 | 0 | 31'236 | 109'913 | 685'129 | 968'576 |
| 20 | Bevaix | 141'810 | 6'335 | 21'355'000 | 0 | 0 | 629'596 | 2'499'055 | 5'616'819 | 30'248'615 |
| 21 | Gorgier | 371'740 | 0 | 9'513'200 | 0 | 0 | 12'107 | 564'009 | 4'786'034 | 15'247'090 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 1'061'043 | 752'673 | 14'121'360 | 0 | 0 | 467'869 | 1'808'709 | 1'720'609 | 19'932'263 |
| 23 | Fresens | 20 | 0 | 180'000 | 25'000 | 0 | 117'882 | 226'552 | 1'190'362 | 1'739'816 |
| 24 | Montalchez | 550 | 423'396 | 1'114'000 | 0 | 12'391 | 144'212 | 163'646 | 615'777 | 2'473'972 |
| 25 | Vaumarcus | 568'468 | 0 | 2'310'000 | 0 | 36'882 | 0 | 226'393 | 1'235'495 | 4'377'238 |
| 26 | Môtiers | 0 | 0 | 4'001'754 | 0 | 0 | 292'640 | 320'795 | 1'304'128 | 5'919'317 |
| 27 | Couvet | 589'196 | 90'205 | 21'980'345 | 0 | 0 | 138'448 | 993'624 | 3'828'523 | 27'620'341 |
| 28 | Travers | 389'512 | 66'550 | 6'393'250 | 0 | 0 | 38'141 | 466'513 | 1'011'742 | 8'365'708 |
| 29 | Noiraigue | 0 | 285'229 | 3'159'355 | 0 | 20'825 | 0 | 246'136 | 66'422 | 3'777'967 |
| 30 | Boveresse | 0 | 0 | 2'523'280 | 0 | 0 | 101'632 | 203'756 | 798'460 | 3'627'128 |
| 31 | Fleurier | 34'802 | 500'000 | 14'391'750 | 0 | 200'000 | 1'152'983 | 2'627'513 | 11'384'645 | 30'291'693 |
| 32 | Buttes | 0 | 106'270 | 5'106'030 | 0 | 0 | 219'951 | 139'878 | 449'836 | 6'021'965 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 339'851 | 0 | 3'343'321 | 0 | 0 | 62'621 | 36'667 | 4'845'628 | 8'628'088 |
| 34 | Saint-Sulpice | 400 | 0 | 1'293'800 | | 27'500 | 260'776 | 447'491 | 1'899'108 | 3'929'075 |
| 35 | Les Verrières | 0 | 0 | 7'691'508 | 0 | 0 | 517'949 | 388'355 | 2'845'554 | 11'443'366 |
| 36 | Les Bayards | 0 | 280'065 | 2'807'445 | 0 | 0 | 244'617 | 324'682 | 1'061'494 | 4'718'303 |
| 37 | Cernier | 1'191'176 | 550'813 | 6'762'900 | 0 | 0 | 85'064 | 880'433 | 3'696'408 | 13'166'794 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 970'870 | 0 | 9'517'600 | 55'129 | 0 | 692'520 | 1'670'373 | 1'624'327 | 14'530'819 |
| 39 | Dombresson | 56'654 | 0 | 5'067'712 | 0 | 0 | 1'329'341 | 619'734 | 2'782'635 | 9'856'076 |
| 40 | Villiers | 0 | 0 | 2'216'790 | 0 | 0 | 511'091 | 492'518 | 979'065 | 4'199'464 |
| 41 | Le Pâquier | 0 | 0 | 3'389'200 | 0 | 0 | 166'743 | 181'936 | 1'046'023 | 4'783'902 |
| 42 | Savagnier | 203'315 | 0 | 5'960'640 | 0 | 0 | 0 | 973'420 | 4'121'449 | 11'258'824 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 803'754 | 0 | 8'672'300 | 0 | 10'000 | 8'221 | 694'395 | 1'696'475 | 11'885'145 |
| 44 | Fontaines | 34'676 | 0 | 5'968'300 | 0 | 0 | 651'914 | 589'334 | 2'485'936 | 9'730'160 |
| 45 | Engollon | 0 | 297 | 20'800 | 0 | 0 | 284'405 | 168'888 | 1'240'014 | 1'714'404 |
| 46 | Fontainemelon | 230 | 4'632'654 | 3'781'000 | 0 | 0 | 392'691 | 377'853 | 4'011'128 | 13'195'556 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 256'903 | 363'626 | 6'323'998 | 0 | 0 | 69'631 | 178'993 | 2'135'603 | 9'328'754 |
| 48 | Boudevilliers | 421'809 | 0 | 1'728'051 | 58'680 | 0 | 12'191 | 1'410'979 | 1'784'090 | 5'415'800 |
| 49 | Valangin | 27'944 | 0 | 1'278'751 | 0 | 0 | 260'859 | 160'281 | 1'230'184 | 2'958'019 |
| 50 | Coffrane | 5'100 | 0 | 3'981'268 | 0 | 20'000 | 324'342 | 259'274 | 1'915'223 | 6'505'207 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 38'684 | 0 | 8'635'166 | 0 | 0 | 1'264'205 | 1'001'755 | 1'175'611 | 12'115'421 |
| 52 | Montmollin | 163'768 | 104'436 | 1'817'628 | 0 | 0 | 422'052 | 269'244 | 851'683 | 3'628'811 |
| 53 | Le Locle | 594'647 | 0 | 140'107'832 | 93'744 | 400'000 | 2'565'993 | 7'898'901 | 11'516'888 | 163'178'005 |
| 54 | Les Brenets | 29'950 | 9'491'499 | 0 | 0 | 46'605 | 0 | 658'894 | 1'610'537 | 11'837'485 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 0 | 0 | 277'419 | 0 | 12'000 | 45'383 | 303'002 | 589'731 | 1'227'535 |
| 56 | La Brévine | | 0 | 2'567'060 | 0 | 0 | 179'313 | 758'655 | 854'452 | 4'359'480 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 203'309 | 0 | 2'218'984 | 0 | 11'337 | 898 | 130'750 | 1'086'507 | 3'651'785 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 105'965 | 0 | 7'802'020 | 0 | 41'000 | 9'978 | 440'361 | 2'371'760 | 10'771'084 |
| 59 | Brot-Plamboz | 1'666 | 0 | 106'865 | 0 | 0 | 87'374 | 424'973 | 440'341 | 1'061'219 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 11'470'613 | 300'000 | 477'085'070 | 1'395'202 | 1'170'000 | 13'627'441 | 40'914'530 | 14'549'230 | 560'512'086 |
| 61 | Les Planchettes | 0 | 162'133 | 500'639 | 0 | 0 | 117'773 | 41'230 | 120'115 | 941'890 |
| 62 | La Sagne | 0 | 3'840'312 | 4'094'716 | 0 | 0 | 401'667 | 300'303 | 3'494'405 | 12'131'403 |
| | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 58'693'479 | 95'663'054 | 1'793'879'513 | 13'984'305 | 2'964'764 | 68'681'000 | 118'303'703 | 177'514'920 | 2'329'684'738 |
| | Chiffres de 2004 | 71'819'450 | 90'870'200 | 1'733'099'177 | 40'545'278 | 2'626'039 | 74'675'431 | 115'213'991 | 204'710'673 | 2'333'560'239 |

## Avances aux financements spéciaux à fin 2005

**Tableau 23**

| | | Téléréseau | Port | Approvisionnement en eau | Protection des eaux | Ramassage et incinération des déchets | Electricité | Gaz | Autres avances |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 0 | 183'489 | 334'036 | 0 | 1'109'531 | 0 | 0 | 23'985 |
| 2 | Hauterive | 0 | 0 | 113'069 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 3 | Saint-Blaise | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4 | Marin-Epagnier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 5 | Thielle-Wavre | 0 | 0 | 68'985 | 131'244 | 5'973 | 0 | 0 | 0 |
| 6 | Cornaux | 0 | 0 | 69'707 | 63'388 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7 | Cressier | 0 | 0 | 0 | 93'989 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 8 | Enges | 0 | 0 | 4'533 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 9 | Le Landeron | 0 | 2'500 | 173'346 | 41'429 | 66'559 | 0 | 0 | 87'677 |
| 10 | Lignières | 136'221 | 0 | 36'682 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 11 | Boudry | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 12 | Cortaillod | 0 | 0 | 190'107 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 13 | Colombier | 0 | 0 | 0 | 15'539 | 0 | 0 | 0 | 951 |
| 14 | Auvernier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 15 | Peseux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 17 | Bôle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 18 | Rochefort | 0 | 0 | 31'151 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 19 | Brot-Dessous | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 20 | Bevaix | 0 | 0 | 103'534 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Gorgier | 0 | 0 | 30'008 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 23 | Fresens | 0 | 0 | 1'985 | 0 | 904 | 0 | 0 | 0 |
| 24 | Montalchez | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 25 | Vaumarcus | 16'136 | 1'976 | 0 | 11'171 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 26 | Môtiers | 0 | 0 | 2'274 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 27 | Couvet | 0 | 0 | 0 | 0 | 13'457 | 0 | 0 | 8'025 |
| 28 | Travers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 29 | Noiraigue | 0 | 0 | 0 | 0 | 6'526 | 0 | 0 | 0 |
| 30 | Boveresse | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 | Fleurier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 32 | Buttes | 0 | 0 | 0 | 8'923 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 0 | 0 | 29'203 | 27'284 | 1'988 | 0 | 0 | 0 |
| 34 | Saint-Sulpice | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 35 | Les Verrières | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 36 | Les Bayards | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 37 | Cernier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 0 | 0 | 0 | 0 | 9'458 | 0 | 0 | 0 |
| 39 | Dombresson | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 40 | Villiers | 0 | 0 | 20'436 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 41 | Le Pâquier | 0 | 0 | | 0 | 5'095 | 0 | 0 | 0 |
| 42 | Savagnier | 0 | 0 | 23'170 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 44 | Fontaines | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 45 | Engollon | 0 | 0 | 81 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 46 | Fontainemelon | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 0 | 0 | 20'312 | 0 | 11'755 | 0 | 0 | 0 |
| 48 | Boudevilliers | 0 | 0 | 0 | 3'398 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 49 | Valangin | 0 | 0 | 0 | 7'434 | 15'279 | 0 | 0 | 0 |
| 50 | Coffrane | 0 | 0 | 40'172 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 52 | Montmollin | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 53 | Le Locle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 54 | Les Brenets | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 56 | La Brévine | 0 | 0 | 0 | 0 | 1'079 | 0 | 0 | 0 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 0 | 0 | 0 | 113 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 59 | Brot-Plamboz | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 | Les Planchettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 62 | La Sagne | 0 | 0 | 894 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Ensemble des communes | 152'357 | 187'965 | 1'293'685 | 403'912 | 1'247'604 | 0 | 0 | 120'638 |
| | Chiffres de 2004 | 254'542 | 74'200 | 1'342'831 | 721'479 | 1'223'355 | 0 | 0 | 182'746 |

## Engagements envers les financements spéciaux (réserves affectées) à fin 2005

**Tableau 24**

| | | Téléréseau | Port | Approvisionnement en eau | Protection des eaux | Ramassage et incinération des déchets | Electricité | Gaz | Protection civile | Fonds forestiers de réserve | Autres réserves |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 0 | 0 | 0 | 119'893 | 0 | 2'902'560 | 0 | 3'505'538 | 1'150'730 | 7'417'991 |
| 2 | Hauterive | 20'534 | 10'714 | 0 | 180'224 | 103'094 | 0 | 0 | 39'205 | 18'989 | 168'646 |
| 3 | Saint-Blaise | 539'426 | 957'998 | 885'674 | 287'461 | 111'196 | 0 | 0 | 264'424 | 61'345 | 97'520 |
| 4 | Marin-Epagnier | 0 | 361'067 | 897'744 | 1'020'652 | 103'429 | 0 | 0 | 460'798 | 64'020 | 961'418 |
| 5 | Thielle-Wavre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 98'176 | 0 | 80'060 |
| 6 | Cornaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 36'563 | 0 | 0 | 259'700 | 256'720 | 196'281 |
| 7 | Cressier | 0 | 0 | 0 | 4'785 | 22'287 | 0 | 0 | 295'369 | 227'694 | 884'320 |
| 8 | Enges | 0 | 0 | 0 | 50'744 | 7'368 | 0 | 0 | 48'074 | 217'057 | 73'147 |
| 9 | Le Landeron | 442'541 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 170'588 | 97'235 | 1'234'522 |
| 10 | Lignières | 0 | 0 | 0 | 63'132 | 27'503 | 0 | 0 | 147'906 | 251'226 | 359'964 |
| 11 | Boudry | 0 | 0 | 195'000 | 337'278 | 0 | 0 | 0 | 166'780 | 105'085 | 362'695 |
| 12 | Cortaillod | 0 | 14'307 | 0 | 41'090 | 222'324 | 0 | 0 | 488'179 | 1'740 | 44'913 |
| 13 | Colombier | 17'861 | 0 | 109'255 | 0 | 188'294 | 0 | 0 | 115'860 | 118'828 | 1'354'939 |
| 14 | Auvernier | 259'451 | 280'379 | 194'158 | 45'076 | 40'864 | 0 | 0 | 120'220 | 62'109 | 167'530 |
| 15 | Peseux | 514'519 | 0 | 9'906 | 598'083 | 19'519 | 0 | 0 | 358'870 | 4'387 | 2'396'630 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 1'033'683 | 0 | 227'607 | 128'810 | 147'297 | 0 | 1'059'141 | 190'361 | 181'242 | 3'218'900 |
| 17 | Bôle | 416'276 | 0 | 46'410 | 117'713 | 33'007 | 123'985 | 0 | 204'880 | 23'890 | 44'852 |
| 18 | Rochefort | 0 | 0 | 0 | 36'936 | 15'022 | 0 | 0 | 117'185 | 27'636 | 92'793 |
| 19 | Brot-Dessous | 0 | 0 | 14'477 | 1'829 | 0 | 0 | 0 | 7'178 | 45'072 | 41'357 |
| 20 | Bevaix | 0 | 215'931 | 25'377 | 53'701 | 188'737 | 0 | 0 | 635'845 | 98'219 | 1'281'245 |
| 21 | Gorgier | 0 | 0 | 0 | 303'071 | 63'861 | 0 | 0 | 149'376 | 32'569 | 15'132 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 0 | 21'022 | 142'701 | 217'446 | 13'637 | 0 | 0 | 361'703 | 91'910 | 960'290 |
| 23 | Fresens | 0 | 0 | 0 | 4'280 | 0 | 0 | 0 | 33'576 | 45'277 | 143'419 |
| 24 | Montalchez | 0 | 0 | 21'665 | 23'197 | 1'601 | 0 | 0 | 53'451 | 36'153 | 27'579 |
| 25 | Vaumarcus | 0 | 0 | 70'922 | 0 | 24'421 | 0 | 0 | 5'580 | 20'534 | 104'936 |
| 26 | Môtiers | 0 | 0 | 6'264 | 30'163 | 0 | 0 | 0 | 219'946 | 57'084 | 7'338 |
| 27 | Couvet | 0 | 0 | 0 | 82'296 | 0 | 0 | 0 | 41'238 | 5'508 | 864'582 |
| 28 | Travers | 0 | 0 | 0 | 42'753 | 14'411 | 0 | 0 | 222'734 | 22'372 | 164'243 |
| 29 | Noiraigue | 0 | 0 | 0 | 66'509 | 0 | 0 | 0 | 150'105 | 27'095 | 2'427 |
| 30 | Boveresse | 0 | 0 | 0 | 23'569 | 6'644 | 0 | 0 | 41'956 | 86'958 | 44'629 |
| 31 | Fleurier | 0 | 0 | 0 | 6'457 | 86'881 | 0 | 0 | 468'235 | 63'469 | 2'002'471 |
| 32 | Buttes | 0 | 0 | 11'998 | 0 | 10'691 | 0 | 0 | 0 | 42'178 | 75'011 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 73 | 0 | 0 | 0 | 2'171 | 0 | 0 | 23'900 | 0 | 10'523 |
| 34 | Saint-Sulpice | 0 | 0 | 27'395 | 95'319 | 1'289 | 0 | 0 | 53'734 | 121'734 | 148'020 |
| 35 | Les Verrières | 0 | 0 | 40'450 | 46'017 | 12'873 | 0 | 0 | 78'510 | 210'505 | 0 |
| 36 | Les Bayards | 0 | 0 | 26'240 | 32'872 | 26'147 | 0 | 0 | 87'938 | 126'714 | 24'771 |
| 37 | Cernier | 0 | 0 | 111'013 | 101'954 | 3'826 | 0 | 0 | 111'412 | 12'853 | 539'375 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 0 | 0 | 317'932 | 113'938 | 0 | 0 | 0 | 137'019 | 101'751 | 999'733 |
| 39 | Dombresson | 0 | 0 | 12'837 | 44'934 | 34'507 | 0 | 0 | 367'138 | 84'413 | 75'905 |
| 40 | Villiers | 0 | 0 | 0 | 9'695 | 1'668 | 0 | 0 | 131'852 | 13'685 | 335'618 |
| 41 | Le Pâquier | 0 | 0 | 6'582 | 2'758 | 0 | 0 | 0 | 70'020 | 41'762 | 60'814 |
| 42 | Savagnier | 0 | 0 | 0 | 63'779 | 38'201 | 0 | 0 | 305'100 | 113'839 | 452'501 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 0 | 0 | 52'424 | 42'100 | 14'970 | 0 | 0 | 95'719 | 153'382 | 335'800 |
| 44 | Fontaines | 0 | 0 | 121'488 | 220'519 | 53'114 | 0 | 0 | 85'110 | 73'002 | 36'101 |
| 45 | Engollon | 0 | 0 | 0 | 1'275 | 1'366 | 0 | 0 | 45'503 | 32'548 | 88'196 |
| 46 | Fontainemelon | 0 | 0 | 38'890 | 26'140 | 5'276 | 0 | 0 | 153'827 | 130'944 | 22'776 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 0 | 0 | 0 | 16'130 | 0 | 0 | 0 | 67'771 | 95'092 | 0 |
| 48 | Boudevilliers | 0 | 0 | 11'666 | 323'539 | 0 | 95'000 | 0 | 315'036 | 267'860 | 397'878 |
| 49 | Valangin | 0 | 0 | 8'021 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9'900 | 124'925 | 17'435 |
| 50 | Coffrane | 0 | 0 | 0 | 22'903 | 25'504 | 0 | 0 | 12'590 | 56'161 | 142'116 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 0 | 0 | 5'676 | 26'121 | 49'774 | 0 | 0 | 269'573 | 52'454 | 598'157 |
| 52 | Montmollin | 0 | 0 | 63'784 | 30'177 | 6'530 | 0 | 0 | 69'315 | 78'321 | 21'117 |
| 53 | Le Locle | 0 | 0 | 240'788 | 265'449 | 10'283 | 0 | 0 | 851'615 | 57'099 | 6'473'667 |
| 54 | Les Brenets | 0 | 0 | 44'818 | 55'792 | 102'850 | 0 | 0 | 53'280 | 19'268 | 382'886 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 0 | 0 | 0 | 0 | 6'711 | 0 | 0 | 13'600 | 23'159 | 259'532 |
| 56 | La Brévine | 0 | 0 | 0 | 9'219 | 0 | 0 | 0 | 71'040 | 47'108 | 631'288 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 0 | 0 | 0 | 0 | 6'865 | 0 | 0 | 7'920 | 615 | 115'350 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 0 | 0 | 79'483 | 107'511 | 81'030 | 0 | 0 | 87'992 | 515 | 83'830 |
| 59 | Brot-Plamboz | 0 | 0 | 11'263 | 0 | 1'155 | 0 | 0 | 46'601 | 26'100 | 339'854 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 0 | 0 | 477'499 | 749'778 | 459'925 | 22'719'000 | 0 | 1'875'785 | 165'729 | 14'466'814 |
| 61 | Les Planchettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 12'890 | 0 | 0 | 27'840 | 500 | 0 |
| 62 | La Sagne | 38'700 | 0 | 0 | 8'397 | 8'003 | 0 | 0 | 85'110 | 24'684 | 135'409 |
| | Ensemble des communes | 3'283'064 | 1'861'418 | 4'557'407 | 6'303'464 | 2'455'579 | 25'840'545 | 1'059'141 | 15'054'786 | 5'801'053 | 52'087'246 |
| | Chiffres de 2004 | 3'028'156 | 1'838'444 | 4'679'689 | 5'617'350 | 2'223'866 | 25'782'545 | 1'123'910 | 14'148'000 | 5'675'426 | 51'096'605 |

## Dette publique par habitant à fin 2005 — Fortune nette ou découvert par habitant à fin 2005 — Tableau 25

| | | Dette à court terme | Dette à moyen et long termes | Dette publique totale | Fortune nette | Découvert |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 1'901 | 19'829 | 21'730 | 80 | 0 |
| 2 | Hauterive | 696 | 7'578 | 8'273 | 1'841 | 0 |
| 3 | Saint-Blaise | 0 | 5'645 | 5'645 | 740 | 0 |
| 4 | Marin-Epagnier | 251 | 10'259 | 10'510 | 2'252 | 0 |
| 5 | Thielle-Wavre | 75 | 7'545 | 7'621 | 1'219 | 0 |
| 6 | Cornaux | 0 | 5'160 | 5'160 | 1'920 | 0 |
| 7 | Cressier | 1'100 | 4'775 | 5'875 | 342 | 0 |
| 8 | Enges | 0 | 8'999 | 8'999 | 3'946 | 0 |
| 9 | Le Landeron | 0 | 7'506 | 7'506 | 484 | 0 |
| 10 | Lignières | 0 | 7'470 | 7'470 | 3'161 | 0 |
| 11 | Boudry | 451 | 6'906 | 7'357 | 282 | 0 |
| 12 | Cortaillod | 0 | 6'995 | 6'995 | 1'175 | 0 |
| 13 | Colombier | 0 | 5'834 | 5'834 | 1'172 | 0 |
| 14 | Auvernier | 324 | 7'616 | 7'940 | 2'290 | 0 |
| 15 | Peseux | 552 | 7'154 | 7'707 | 1'312 | 0 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 23 | 5'918 | 5'941 | 1'460 | 0 |
| 17 | Bôle | 692 | 3'719 | 4'411 | 733 | 0 |
| 18 | Rochefort | 574 | 5'115 | 5'689 | 2'564 | 0 |
| 19 | Brot-Dessous | 0 | 1'419 | 1'419 | 6'991 | 0 |
| 20 | Bevaix | 2 | 5'667 | 5'669 | 1'491 | 0 |
| 21 | Gorgier | 0 | 5'244 | 5'244 | 2'638 | 0 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 311 | 5'838 | 6'149 | 711 | 0 |
| 23 | Fresens | 0 | 914 | 914 | 6'042 | 0 |
| 24 | Montalchez | 2'205 | 5'802 | 8'007 | 3'207 | 0 |
| 25 | Vaumarcus | 0 | 9'830 | 9'830 | 5'257 | 0 |
| 26 | Môtiers | 0 | 4'934 | 4'934 | 1'608 | 0 |
| 27 | Couvet | 32 | 7'808 | 7'840 | 1'360 | 0 |
| 28 | Travers | 54 | 5'210 | 5'265 | 825 | 0 |
| 29 | Noiraigue | 563 | 6'231 | 6'794 | 131 | 0 |
| 30 | Boveresse | 0 | 6'356 | 6'356 | 2'011 | 0 |
| 31 | Fleurier | 138 | 3'962 | 4'100 | 3'135 | 0 |
| 32 | Buttes | 171 | 8'236 | 8'407 | 726 | 0 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 0 | 6'893 | 6'893 | 9'991 | 0 |
| 34 | Saint-Sulpice | 0 | 2'114 | 2'114 | 3'103 | 0 |
| 35 | Les Verrières | 0 | 10'683 | 10'683 | 3'952 | 0 |
| 36 | Les Bayards | 757 | 7'588 | 8'345 | 2'869 | 0 |
| 37 | Cernier | 271 | 3'327 | 3'597 | 1'818 | 0 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 0 | 5'686 | 5'686 | 970 | 0 |
| 39 | Dombresson | 0 | 3'109 | 3'109 | 1'707 | 0 |
| 40 | Villiers | 0 | 5'291 | 5'291 | 2'337 | 0 |
| 41 | Le Pâquier | 0 | 15'691 | 15'691 | 4'843 | 0 |
| 42 | Savagnier | 0 | 5'810 | 5'810 | 4'017 | 0 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 0 | 11'234 | 11'234 | 2'198 | 0 |
| 44 | Fontaines | 0 | 5'915 | 5'915 | 2'464 | 0 |
| 45 | Engollon | 3 | 242 | 245 | 14'419 | 0 |
| 46 | Fontainemelon | 2'861 | 2'335 | 5'197 | 2'478 | 0 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 440 | 7'656 | 8'096 | 2'585 | 0 |
| 48 | Boudevilliers | 0 | 2'393 | 2'393 | 2'471 | 0 |
| 49 | Valangin | 0 | 3'081 | 3'081 | 2'964 | 0 |
| 50 | Coffrane | 0 | 6'453 | 6'453 | 3'104 | 0 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 0 | 5'874 | 5'874 | 800 | 0 |
| 52 | Montmollin | 190 | 3'305 | 3'495 | 1'549 | 0 |
| 53 | Le Locle | 0 | 13'588 | 13'588 | 1'117 | 0 |
| 54 | Les Brenets | 8'355 | 0 | 8'355 | 1'418 | 0 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 0 | 833 | 833 | 1'771 | 0 |
| 56 | La Brévine | 0 | 3'652 | 3'652 | 1'215 | 0 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 0 | 5'160 | 5'160 | 2'527 | 0 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 0 | 6'100 | 6'100 | 1'854 | 0 |
| 59 | Brot-Plamboz | 0 | 422 | 422 | 1'740 | 0 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 8 | 12'821 | 12'829 | 391 | 0 |
| 61 | Les Planchettes | 714 | 2'205 | 2'920 | 529 | 0 |
| 62 | La Sagne | 4'030 | 4'297 | 8'326 | 3'667 | 0 |
| | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 566 | 10'616 | 11'182 | 1'051 | 0 |
| | Chiffres de 2004 | 540 | 10'292 | 10'832 | 1'216 | 0 |

## Aides du fonds d'aide aux communes (FAC) et du fonds destiné aux réformes de structures des communes (FRSC) à fin 2006

**Tableau 26**

| | | Aides du FAC accordées en 2006 | | | | | | | Aides du FRSC | Aides totales accordées à fin 2006 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Subsides | | | | Péréquation | Prêts | Total | accordées en 2006 | Subsides | Prêts | Total |
| | | Investissement | Assainissement | Fonctionnement | Encouragement | verticale 2006 | | | | | | |
| 1 | Neuchâtel | | | | | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2 | Hauterive | | | | | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 3 | Saint-Blaise | | | | 84'000 | 0 | | 84'000 | 0 | 84'000 | 0 | 84'000 |
| 4 | Marin-Epagnier | | | | 14'000 | 0 | | 14'000 | 0 | 14'000 | 0 | 14'000 |
| 5 | Thielle-Wavre | | | | | 0 | | 0 | 0 | 416'000 | 0 | 416'000 |
| 6 | Cornaux | | | | | 0 | | 0 | 0 | 70'000 | 0 | 70'000 |
| 7 | Cressier | | | | | 0 | | 0 | 0 | 85'000 | 0 | 85'000 |
| 8 | Enges | | | | | 0 | | 0 | 0 | 755'300 | 970'000 | 1'725'300 |
| 9 | Le Landeron | | | | | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 10 | Lignières | | | | | 0 | | 0 | 0 | 450'000 | 1'300'000 | 1'750'000 |
| 11 | Boudry | | | | | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 12 | Cortaillod | | | | | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 13 | Colombier | | | | | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 14 | Auvernier | | | | | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 15 | Peseux | | | | | 0 | | 0 | 0 | 55'000 | 0 | 55'000 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | | | | | 0 | | 0 | 0 | 55'000 | 100'000 | 155'000 |
| 17 | Bôle | | | | | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 18 | Rochefort | | | | | 0 | | 0 | 0 | 785'000 | 865'000 | 1'650'000 |
| 19 | Brot-Dessous | | | | | 0 | | 0 | 0 | 407'547 | 139'000 | 546'547 |
| 20 | Bevaix | | | | | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Gorgier | | | | | 0 | | 0 | 0 | 16'600 | 0 | 16'600 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | | | | | 0 | | 0 | 0 | 16'600 | 0 | 16'600 |
| 23 | Fresens | | | | | 0 | | 0 | 0 | 156'600 | 632'000 | 788'600 |
| 24 | Montalchez | | | | | 28'010 | | 28'010 | 0 | 654'610 | 650'000 | 1'304'610 |
| 25 | Vaumarcus | | | | | 0 | | 0 | 0 | 517'723 | 288'000 | 805'723 |
| 26 | Môtiers | 59'253 | | | | 0 | | 59'253 | 0 | 942'903 | 1'670'000 | 2'612'903 |
| 27 | Couvet | 73'466 | 492'550 | | | 320'651 | | 886'667 | 0 | 2'368'317 | 100'000 | 2'468'317 |
| 28 | Travers | 29'385 | | | | 122'853 | | 152'238 | 0 | 4'143'888 | 200'000 | 4'343'888 |
| 29 | Noiraigue | 10'741 | | | | 225'587 | | 236'328 | 0 | 1'267'978 | 1'615'000 | 2'882'978 |
| 30 | Boveresse | 10'870 | | | | 4'335 | | 15'205 | 0 | 1'068'855 | 562'800 | 1'631'655 |
| 31 | Fleurier | 92'701 | | | | 0 | | 92'701 | 0 | 1'030'351 | 0 | 1'030'351 |
| 32 | Buttes | 14'348 | | | | 0 | | 14'348 | 0 | 982'998 | 740'000 | 1'722'998 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 11'872 | | | | 0 | | 11'872 | 0 | 109'522 | 0 | 109'522 |
| 34 | Saint-Sulpice | 14'190 | | | | 0 | | 14'190 | 0 | 1'887'140 | 405'000 | 2'292'140 |
| 35 | Les Verrières | 14'958 | | | | 124'566 | | 139'524 | 0 | 885'674 | 300'000 | 1'185'674 |
| 36 | Les Bayards | 8'216 | | | | 157'635 | | 165'851 | 0 | 1'049'501 | 675'000 | 1'724'501 |
| 37 | Cernier | | | | | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | | | | | 0 | | 0 | 0 | 80'000 | 450'000 | 530'000 |
| 39 | Dombresson | | | | | 0 | | 0 | 0 | 327'000 | 0 | 327'000 |
| 40 | Villiers | | | | | 0 | | 0 | 0 | 473'000 | 0 | 473'000 |
| 41 | Le Pâquier | | | | | 0 | | 0 | 0 | 605'000 | 743'000 | 1'348'000 |
| 42 | Savagnier | | | | | 0 | | 0 | 0 | 150'000 | 350'000 | 500'000 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | | | | | 0 | | 0 | 0 | 54'000 | 0 | 54'000 |
| 44 | Fontaines | | | | | 0 | | 0 | 0 | 133'000 | 161'000 | 294'000 |
| 45 | Engollon | | | | | 0 | | 0 | 0 | 35'123 | 15'000 | 50'123 |
| 46 | Fontainemelon | | | | | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | | | | | 0 | | 0 | 0 | 0 | 60'000 | 60'000 |
| 48 | Boudevilliers | | | | | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 49 | Valangin | | | | | 0 | | 0 | 0 | 0 | 350'000 | 350'000 |
| 50 | Coffrane | | | | | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | | | | | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 52 | Montmollin | | | | | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 53 | Le Locle | | | | | 0 | | 0 | 0 | 1'601'250 | 400'000 | 2'001'250 |
| 54 | Les Brenets | | | | | 0 | | 0 | 0 | 271'000 | 380'000 | 651'000 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | | | | | 0 | | 0 | 0 | 638'000 | 200'000 | 838'000 |
| 56 | La Brévine | 40'000 | | | | 99'172 | | 139'172 | 0 | 1'522'672 | 1'057'000 | 2'579'672 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | | | | | 0 | | 0 | 0 | 411'000 | 700'000 | 1'111'000 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | | | | | 0 | | 0 | 0 | 349'900 | 500'000 | 849'900 |
| 59 | Brot-Plamboz | | | | | 11'039 | | 11'039 | 0 | 271'039 | 0 | 271'039 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | | | | | | | 0 | 987'500 | 1'088'750 | 0 | 1'088'750 |
| 61 | Les Planchettes | | | | | 26'768 | | 26'768 | 0 | 406'768 | 75'000 | 481'768 |
| 62 | La Sagne | | | | | 0 | | 0 | 0 | 1'780'000 | 800'000 | 2'580'000 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | Total à fin 2006 | 380'000 | 492'550 | 0 | 98'000 | 1'120'616 | 0 | 2'091'166 | 987'500 | 30'473'609 | 17'452'800 | 47'926'409 |
| | Total à fin 2005 | | | | | | | | | 27'394'943 | 17'452'800 | 44'847'743 |

## Marge d'autofinancement en 2005

**Tableau 27**

| | | Amortissements | Résultats nets du compte de fonctionnement | Marge d'autofinancement (au sens large) | | Remboursements d'emprunts | Marge d'autofinancement (au sens restrictif) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | en francs | par habitant | | en francs | par habitant |
| 1 | Neuchâtel | 25'066'236 | **-7'055'645** | 18'010'591 | 561 | 0 | 18'010'591 | 561 |
| 2 | Hauterive | 795'641 | **-848'944** | **-53'303** | **-21** | 193'000 | **-246'303** | **-98** |
| 3 | Saint-Blaise | 1'081'091 | **-1'934'171** | **-853'080** | **-275** | 1'466'000 | **-2'319'080** | **-748** |
| 4 | Marin-Epagnier | 1'378'850 | **-927'986** | 450'864 | 113 | 1'040'000 | **-589'136** | **-148** |
| 5 | Thielle-Wavre | 185'740 | **-43'576** | 142'164 | 212 | 310'995 | **-168'831** | **-252** |
| 6 | Cornaux | 475'000 | **-928'929** | **-453'929** | **-303** | 525'000 | **-978'929** | **-654** |
| 7 | Cressier | 487'683 | 40'129 | 527'812 | 279 | 545'000 | **-17'188** | **-9** |
| 8 | Enges | 101'148 | 19'841 | 120'989 | 407 | 169'030 | **-48'041** | **-162** |
| 9 | Le Landeron | 1'262'653 | **-2'038'979** | **-776'326** | **-179** | 1'413'803 | **-2'190'129** | **-504** |
| 10 | Lignières | 426'729 | **-306'105** | 120'624 | 128 | 344'550 | **-223'926** | **-238** |
| 11 | Boudry | 1'508'390 | **-989'619** | 518'771 | 104 | 1'476'500 | **-957'729** | **-193** |
| 12 | Cortaillod | 1'215'804 | **-920'610** | 295'194 | 66 | 400'000 | **-104'806** | **-23** |
| 13 | Colombier | 999'800 | **-2'282'278** | **-1'282'478** | **-249** | 703'750 | **-1'986'228** | **-385** |
| 14 | Auvernier | 421'834 | **-951'645** | **-529'811** | **-343** | 450'000 | **-979'811** | **-634** |
| 15 | Peseux | 996'940 | **-706'155** | 290'785 | 51 | 556'250 | **-265'465** | **-47** |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 1'252'805 | **-844'734** | 408'071 | 99 | 483'700 | **-75'629** | **-18** |
| 17 | Bôle | 247'994 | **-449'394** | **-201'400** | **-111** | 118'500 | **-319'900** | **-177** |
| 18 | Rochefort | 335'550 | **-533'830** | **-198'280** | **-190** | 180'600 | **-378'880** | **-364** |
| 19 | Brot-Dessous | 19'820 | **-13'158** | 6'662 | 68 | 13'507 | **-6'845** | **-70** |
| 20 | Bevaix | 830'155 | **-319'274** | 510'881 | 136 | 589'705 | **-78'824** | **-21** |
| 21 | Gorgier | 485'721 | 378'602 | 864'323 | 476 | 750'100 | 114'223 | 63 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 821'977 | 140'221 | 962'198 | 398 | 880'027 | 82'171 | 34 |
| 23 | Fresens | 37'325 | 36'802 | 74'127 | 376 | 15'000 | 59'127 | 300 |
| 24 | Montalchez | 62'008 | 83'675 | 145'683 | 759 | 71'000 | 74'683 | 389 |
| 25 | Vaumarcus | 153'309 | **-1'494'544** | **-1'341'235** | **-5'707** | 95'944 | **-1'437'179** | **-6'116** |
| 26 | Môtiers | 202'668 | **-107'607** | 95'061 | 117 | 232'500 | **-137'439** | **-169** |
| 27 | Couvet | 778'411 | **-1'033'549** | **-255'138** | **-91** | 1'215'613 | **-1'470'751** | **-522** |
| 28 | Travers | 248'503 | 161 | 248'664 | 203 | 518'450 | **-269'786** | **-220** |
| 29 | Noiraigue | 73'085 | **-74'268** | **-1'183** | **-2** | 148'105 | **-149'288** | **-294** |
| 30 | Boveresse | 77'451 | 6'832 | 84'283 | 212 | 67'970 | 16'313 | 41 |
| 31 | Fleurier | 749'735 | 737 | 750'472 | 207 | 959'400 | **-208'928** | **-58** |
| 32 | Buttes | 208'119 | 308 | 208'427 | 336 | 142'435 | 65'992 | 106 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 179'205 | **-368'830** | **-189'625** | **-391** | 118'603 | **-308'228** | **-636** |
| 34 | Saint-Sulpice | 213'640 | 4'928 | 218'568 | 357 | 49'000 | 169'568 | 277 |
| 35 | Les Verrières | 201'703 | **-263'523** | **-61'820** | **-86** | 342'921 | **-404'741** | **-562** |
| 36 | Les Bayards | 131'869 | **-57'038** | 74'831 | 202 | 180'490 | **-105'659** | **-286** |
| 37 | Cernier | 245'042 | **-104'715** | 140'327 | 69 | 464'000 | **-323'673** | **-159** |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 496'159 | 68'174 | 564'333 | 337 | 592'968 | **-28'635** | **-17** |
| 39 | Dombresson | 98'500 | **-297'825** | **-199'325** | **-122** | 278'040 | **-477'365** | **-293** |
| 40 | Villiers | 55'127 | **-156'617** | **-101'490** | **-242** | 178'570 | **-280'060** | **-668** |
| 41 | Le Pâquier | 72'676 | **-172'285** | **-99'609** | **-461** | 266'850 | **-366'459** | **-1'697** |
| 42 | Savagnier | 165'010 | **-231'423** | **-66'413** | **-65** | 145'165 | **-211'578** | **-206** |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 105'060 | **-10'889** | 94'171 | 122 | 0 | 94'171 | 122 |
| 44 | Fontaines | 179'930 | **-228'799** | **-48'869** | **-48** | 248'800 | **-297'669** | **-295** |
| 45 | Engollon | 11'900 | 2'546 | 14'446 | 168 | 2'600 | 11'846 | 138 |
| 46 | Fontainemelon | 206'585 | 21'400 | 227'985 | 141 | 159'200 | 68'785 | 42 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 211'330 | **-232'885** | **-21'555** | **-26** | 370'400 | **-391'955** | **-475** |
| 48 | Boudevilliers | 289'333 | **-204'781** | 84'552 | 117 | 50'900 | 33'652 | 47 |
| 49 | Valangin | 55'985 | **-24'932** | 31'053 | 75 | 31'249 | **-196** | **0** |
| 50 | Coffrane | 158'645 | **-66'162** | 92'483 | 150 | 131'100 | **-38'617** | **-63** |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 464'759 | **-207'181** | 257'578 | 175 | 699'730 | **-442'152** | **-301** |
| 52 | Montmollin | 95'880 | **-285'722** | **-189'842** | **-345** | 140'850 | **-330'692** | **-601** |
| 53 | Le Locle | 4'383'390 | 55'684 | 4'439'074 | 431 | 1'209'842 | 3'229'232 | 313 |
| 54 | Les Brenets | 371'847 | **-58'268** | 313'579 | 276 | 309'150 | 4'429 | 4 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 130'693 | 53'036 | 183'729 | 552 | 64'335 | 119'394 | 359 |
| 56 | La Brévine | 313'743 | 35'774 | 349'517 | 497 | 138'180 | 211'337 | 301 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 215'312 | 5'796 | 221'108 | 514 | 94'822 | 126'286 | 294 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 782'126 | 129'990 | 912'116 | 713 | 311'660 | 600'456 | 469 |
| 59 | Brot-Plamboz | 6'735 | 134'126 | 140'861 | 557 | 12'535 | 128'326 | 507 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 18'164'736 | **-14'736'505** | 3'428'231 | 92 | 2'466'420 | 961'811 | 26 |
| 61 | Les Planchettes | 8'504 | 10'670 | 19'174 | 84 | 47'070 | **-27'896** | **-123** |
| 62 | La Sagne | 453'203 | **-133'762** | 319'441 | 335 | 353'200 | **-33'759** | **-35** |
| | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 71'456'802 | **-41'417'710** | 30'039'092 | 178 | 25'535'084 | 4'504'008 | 27 |
| | Chiffres de 2004 | 67'134'192 | -46'128'545 | 21'005'647 | 125 | 26'427'297 | -5'421'650 | -32 |

## Indicateurs financiers harmonisés des communes en 2005 (1ère partie)

**Tableau 28**

| | | Degré d'autofinancement* en % de l'investissement net | Capacité d'autofinancement* en % des revenus | Quotité de la charge financière* en % des revenus | Quotité des intérêts* en % des revenus |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | **27.6** | **4.0** | 8.1 | 2.4 |
| 2 | Hauterive | **0** | **-1.0** | 7.1 | 0.6 |
| 3 | Saint-Blaise | **0** | **-6.2** | 7.3 | 1.2 |
| 4 | Marin-Epagnier | 75 | **2.1** | 6.5 | 0.1 |
| 5 | Thielle-Wavre | **11.8** | **4.5** | 8.2 | 2.3 |
| 6 | Cornaux | **0** | **-7.2** | 8.3 | 0.8 |
| 7 | Cressier | **31.2** | **5.1** | 7.5 | 2.8 |
| 8 | Enges | 179.7 | **7.2** | 3.1 | -0.5 |
| 9 | Le Landeron | **0** | **-4.6** | 9.1 | 2.2 |
| 10 | Lignières | 829.4 | **2.7** | 7.6 | -2.1 |
| 11 | Boudry | **47.1** | **1.4** | 9.3 | 4.5 |
| 12 | Cortaillod | **36.4** | **1.2** | 9.6 | 3.8 |
| 13 | Colombier | **0** | **-7.3** | 7.9 | 2.3 |
| 14 | Auvernier | **0** | **-5.9** | 3.7 | -1.0 |
| 15 | Peseux | **6.1** | **1.1** | 4.7 | 0.7 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | **34** | **2.4** | 10.9 | 3.5 |
| 17 | Bôle | **0** | **-2.9** | 5.6 | 2.3 |
| 18 | Rochefort | **0** | **-5.0** | 9.9 | 1.4 |
| 19 | Brot-Dessous | **>100** | **-2.4** | -4.5 | -6.6 |
| 20 | Bevaix | 305.8 | **3.3** | 9.8 | 4.2 |
| 21 | Gorgier | 332.5 | 10.2 | 5.1 | 0.9 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 109 | **9.1** | 9.4 | 1.6 |
| 23 | Fresens | **35.2** | **9.4** | -1.3 | -6.1 |
| 24 | Montalchez | **>100** | 19.3 | 4.7 | -1.6 |
| 25 | Vaumarcus | **0** | **-247.9** | **39.3** | **10.9** |
| 26 | Môtiers | **>100** | **2.5** | 7.2 | 1.6 |
| 27 | Couvet | **0** | **-3.6** | 7.8 | 2.9 |
| 28 | Travers | 2'705.8 | **4.9** | 5.7 | 2.4 |
| 29 | Noiraigue | **>100** | **-0.1** | 4.8 | 0.8 |
| 30 | Boveresse | **>100** | **5.6** | 5.4 | 2.6 |
| 31 | Fleurier | **67.9** | **5.5** | 6.5 | 1.1 |
| 32 | Buttes | **>100** | **7.2** | 9.0 | 5.1 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | **0** | **-13.0** | 0.3 | -4.3 |
| 34 | Saint-Sulpice | 266.7 | **8.3** | 3.0 | -0.9 |
| 35 | Les Verrières | **0** | **-1.8** | 8.9 | 3.2 |
| 36 | Les Bayards | 115 | **3.2** | 7.6 | 1.2 |
| 37 | Cernier | **62.7** | **1.9** | 3.6 | 0.3 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | **>100** | **7.8** | 9.0 | 3.8 |
| 39 | Dombresson | **0** | **-3.5** | 2.8 | 1.1 |
| 40 | Villiers | **0** | **-8.1** | -0.3 | -4.7 |
| 41 | Le Pâquier | **0** | **-11.5** | 4.8 | 1.3 |
| 42 | Savagnier | **0** | **-1.8** | 2.8 | -1.7 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | **2.6** | **2.0** | 0.7 | -1.6 |
| 44 | Fontaines | **0** | **-1.6** | 3.6 | -1.0 |
| 45 | Engollon | 74.7 | **3.7** | -1.9 | -4.9 |
| 46 | Fontainemelon | 224.1 | **3.4** | -1.5 | -4.6 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | **0** | **-1.2** | 9.2 | 2.8 |
| 48 | Boudevilliers | **56** | **2.6** | 10.0 | 1.0 |
| 49 | Valangin | **8.7** | **2.0** | -0.2 | -3.9 |
| 50 | Coffrane | 572.8 | **4.1** | 10.6 | 3.7 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | **37.9** | **4.8** | 11.0 | 2.3 |
| 52 | Montmollin | **0** | **-10.2** | 5.5 | 1.0 |
| 53 | Le Locle | 199.2 | **7.1** | 13.2 | 6.7 |
| 54 | Les Brenets | **22.2** | **5.4** | 7.7 | 1.2 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | **>100** | 16.5 | -1.9 | -3.7 |
| 56 | La Brévine | 105.4 | 13.8 | 1.6 | -1.2 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 4'806.8 | 12.9 | 3.0 | -1.2 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 323.2 | 15.5 | 5.5 | 0.0 |
| 59 | Brot-Plamboz | 225 | 15.3 | -0.1 | -0.8 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | **13.3** | **1.1** | 7.0 | 1.0 |
| 61 | Les Planchettes | **19** | **2.4** | -0.4 | -1.4 |
| 62 | La Sagne | **>100** | **7.6** | 11.3 | 0.4 |
| | | | | | |
| | Ensemble des communes | **22.2** | **2.3** | 7.8 | 2.0 |
| | Chiffres de 2004 | **14.4** | **1.3** | 7.1 | 2.2 |

**Commentaires**

***Indicateurs harmonisés définis par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales.***

**Degré d'autofinancement**

C'est l'autofinancement (amortissements du patrimoine administratif + le résultat d l'exercice) en pour-cent de l'investissement nel

Il indique la part des nouveaux investissements qui est autofinancée sans devc recourir à l'emprunt. Comme cet indicateur est très dépendant des investissement effectués, il doit, pour avoir un sens, être observé sur plusieurs année

**Valeurs indicatives**

| | |
|---|---|
| > 100% | autofinancement des investissements idéa |
| 70% - 100% | bon à acceptable |
| <70% | problématique **(en gras):** il y a forte augmentation de l'endettement |
| **>100** | Les valeurs indiquées > 100 n'étaient pas significatives (pas d'inves tissement ou solde d'investissement en recette) |
| **0 (zéro)** | Les valeurs indiquées par un zéro sont des valeurs négatives (défici d'exercice plus grand que le total des amortissements), qui sor sans signification. |

**Capacité d'autofinancement**

C'est l'autofinancement en pour-cent des revenus du compte de fonctionnemen

Elle indique la mesure dans laquelle la commune peut investir en fonction de sa ca pacité financière. Autrement dit, elle montre quelle est la part des recettes structu relles de fonctionnement, disponible pour financer directement des investissement

**Valeurs indicatives**

| | |
|---|---|
| >20% | capacité d'autofinancement bonne |
| 10% - 20% | moyenne |
| <10% | faible **(en gras)** |

**Quotité de la charge financière**

C'est la charge financière (intérêts passifs + amortissements ordinaires du patrimoin administratif moins les revenus des biens + les charges des bâtiments du patrimoin financier) en pour-cent des revenus du compte de fonctionnemen

Elle indique quelle part des revenus est nécessaire à la couverture des charges fina cières de la commune.

**Valeurs indicatives**

| | |
|---|---|
| < 5% | charge financière faible |
| 5% - 15% | supportable |
| 15% - 25% | élevée à très élevée **(en gras)** |
| > 25% | à peine supportable **(en gras)** |

**Quotité des intérêts**

Ce sont les intérêts nets (intérêts passifs moins les revenus des biens + les charge des bâtiments du patrimoine financier) en pour-cent des revenus du compte de fonctionnement.

Elle indique la part des revenus consacrée au paiement des intérêts net

**Valeurs indicatives**

| | |
|---|---|
| < 2% | charge d'intérêts faible |
| 2% - 5% | moyenne |
| 5% - 8 % | forte **(en gras)** |
| > 8% | très forte **(en gras)** |

## Indicateurs financiers harmonisés des communes en 2005 (2ème partie)

**Tableau 29**

| | | Endettement net par habitant* en francs | Niveau d'endettement Dette brute en % des revenus* | Quotité d'investissement en % des dépenses consolidées* |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | **-17'119** | **169.9** | 13.5 |
| 2 | Hauterive | -4'568 | **184.0** | 11.8 |
| 3 | Saint-Blaise | -3'494 | 113.4 | 9.0 |
| 4 | Marin-Epagnier | **-6'413** | **194.8** | 3.7 |
| 5 | Thielle-Wavre | **-6'374** | **168.6** | 29.4 |
| 6 | Cornaux | -3'355 | 123.5 | 6.4 |
| 7 | Cressier | -2'645 | 107.8 | 16.6 |
| 8 | Enges | 206 | **201.1** | 11.8 |
| 9 | Le Landeron | **-8'160** | **253.8** | 5.3 |
| 10 | Lignières | -3'894 | **160.1** | 1.0 |
| 11 | Boudry | -4'332 | 129.6 | 3.1 |
| 12 | Cortaillod | -4'601 | **156.9** | 5.3 |
| 13 | Colombier | -3'433 | **172.7** | 29.7 |
| 14 | Auvernier | -1'476 | 136.6 | 3.4 |
| 15 | Peseux | -4'764 | **180.1** | 17.3 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | -3'734 | 145.8 | 12.6 |
| 17 | Bôle | -3'319 | 110.6 | 13.3 |
| 18 | Rochefort | -4'132 | **151.9** | 15.2 |
| 19 | Brot-Dessous | 4'895 | 47.5 | 2.4 |
| 20 | Bevaix | -3'547 | **157.3** | 4.2 |
| 21 | Gorgier | -2'478 | 113.5 | 5.0 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | -4'181 | **146.6** | 8.7 |
| 23 | Fresens | 2'421 | 26.1 | 25.1 |
| 24 | Montalchez | -4'663 | **203.9** | 5.6 |
| 25 | Vaumarcus | **-5'616** | **500.5** | 13.7 |
| 26 | Môtiers | -3'017 | 117.1 | 0.8 |
| 27 | Couvet | -4'259 | **182.9** | 5.3 |
| 28 | Travers | -3'096 | 147.1 | 1.8 |
| 29 | Noiraigue | -4'444 | **187.2** | 0.0 |
| 30 | Boveresse | -2'035 | **168.3** | 1.4 |
| 31 | Fleurier | -2'271 | 108.8 | 8.0 |
| 32 | Buttes | **-5'744** | **187.8** | 5.8 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 7'481 | **164.3** | 10.6 |
| 34 | Saint-Sulpice | -81 | 49.2 | 3.3 |
| 35 | Les Verrières | **-5'696** | **219.4** | **30.9** |
| 36 | Les Bayards | -4'891 | **174.8** | 2.8 |
| 37 | Cernier | -1'517 | 97.3 | 3.1 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | -4'220 | 139.2 | 0.5 |
| 39 | Dombresson | -1'256 | 88.4 | 8.3 |
| 40 | Villiers | -3'077 | **176.6** | 21.3 |
| 41 | Le Pâquier | -1'872 | **297.3** | 2.6 |
| 42 | Savagnier | -1'991 | **164.1** | 4.1 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | -4'020 | **279.4** | **44.7** |
| 44 | Fontaines | -1'641 | **161.8** | 28.6 |
| 45 | Engollon | 11'004 | 5.4 | **37.3** |
| 46 | Fontainemelon | -1'501 | 126.8 | 6.1 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | -4'808 | **220.7** | 14.8 |
| 48 | Boudevilliers | -529 | 55.4 | 5.0 |
| 49 | Valangin | -1'770 | 84.3 | 29.0 |
| 50 | Coffrane | -3'353 | **178.2** | 0.7 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | -4'756 | **161.4** | 13.0 |
| 52 | Montmollin | -1'690 | 99.7 | 2.6 |
| 53 | Le Locle | **-7'173** | **231.2** | 8.2 |
| 54 | Les Brenets | -3'796 | **171.2** | 23.1 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 1'928 | 25.1 | 1.0 |
| 56 | La Brévine | -746 | 104.1 | 19.4 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | -548 | 137.7 | 0.3 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | -2'363 | 141.0 | 5.9 |
| 59 | Brot-Plamboz | 1'491 | 11.6 | 7.5 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | **-8'121** | **159.9** | 10.5 |
| 61 | Les Planchettes | -666 | 83.1 | 11.3 |
| 62 | La Sagne | -4'617 | **192.3** | 1.9 |
| | | | | |
| | Ensemble des communes | **-7'428** | **165.2** | 11.6 |
| | Chiffres de 2004 | **-7'033** | 141.3 | 11.2 |

**Commentaires**

***Indicateurs harmonisés définis par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales.***

**Endettement net par habitant**

C'est le patrimoine financier moins les engagements, divisé par la populatior

Il indique le niveau d'endettement net, c'est-à-dire les dettes diminuées du patrimoine financier, par habitant. La qualité de l'indicateur implique bien entendu une évaluatio correcte de ce patrimoine et notamment des biens immobiliers qui en font partie

**Valeurs indicatives**

| | |
|---|---|
| > 1000 | endettement net faible |
| 1000 - 3000 | moyen |
| 3000 - 5000 | haut |
| > 5000 | très haut **(en gras)** |

**Dette brute par rapport aux revenus**

Ce sont les dettes à court, moyen et long termes, ainsi que les dettes des entités en pour-cent des revenus du compte de fonctionnement

Elle indique l'importance de l'endettement de la commune et des entités qui en dépendent, par rapport aux recettes structurelles de fonctionnemen

**Valeurs indicatives**

| | |
|---|---|
| < 50% | niveau d'endettement très bor |
| 50% - 100% | bon |
| 100% - 150% | moyen |
| 150% - 200% | mauvais **(en gras)** |
| > 200% | critique **(en gras)** |

**Quotité d'investissement**

Ce sont les investissements bruts en pour-cent des dépenses consolidées, qui comprennent les charges totales du compte de fonctionnement et les dépenses reportées au bilan, sans les amortissements, les subventions redistribuées, les attributions aux financements spéciaux et les imputations internes

Elle indique l'importance des investissements par rapport aux dépenses consolidées Elle fournit certes une information utile sur l'activité d'investissement, mais doit, comme le degré d'autofinancement, être observée sur plusieurs années car elle peut fluctuer beaucoup d'une année à l'autre

**Valeurs indicatives**

| | |
|---|---|
| <10% | activité d'investissement peu importante |
| 10% - 20% | d'importance moyenne |
| 20% - 30% | importante |
| > 30% | très importante **(en gras)** |

**Formules de calcul**

Les formules de calcul des indicateurs harmonisés des tableaux 28 et 29 sont disponibles sur le site Internet du service des communes **www.ne.ch/scom** dans la rubrique **Indicateurs financiers** qui se trouve dans la partie du site **Finances et impôts des communes.**

## Indicateurs financiers complémentaires des communes en 2005

**Tableau 30**

| | | Poids des intérêts passifs<br>Intérêts passifs en % des recettes fiscales structurelles | Couverture des charges<br>Solde du compte de fonctionnement en % du total des charges | Dette consolidée par habitant<br>Dettes à moyen et long termes par habitant |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | **21.0** | -1.6 | **19'829** |
| 2 | Hauterive | 9.2 | **-6.7** | 7'578 |
| 3 | Saint-Blaise | 9.5 | **-10.4** | 5'645 |
| 4 | Marin-Epagnier | 10.9 | **-3.9** | **10'259** |
| 5 | Thielle-Wavre | 5.9 | -1.3 | 7'545 |
| 6 | Cornaux | 9.5 | **-11.6** | 5'160 |
| 7 | Cressier | 9.3 | 0.4 | 4'775 |
| 8 | Enges | 12.4 | 1.5 | 8'999 |
| 9 | Le Landeron | 9.9 | **-10.0** | 7'506 |
| 10 | Lignières | 12.7 | **-6.2** | 7'470 |
| 11 | Boudry | 14.9 | **-3.1** | 6'906 |
| 12 | Cortaillod | 12.1 | **-4.1** | 6'995 |
| 13 | Colombier | 7.8 | **-10.7** | 5'834 |
| 14 | Auvernier | 8.7 | **-9.2** | 7'616 |
| 15 | Peseux | 9.7 | **-2.7** | 7'154 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 6.9 | **-4.6** | 5'918 |
| 17 | Bôle | 6.3 | **-5.6** | 3'719 |
| 18 | Rochefort | 8.4 | **-11.5** | 5'115 |
| 19 | Brot-Dessous | 4.0 | **-4.2** | 1'419 |
| 20 | Bevaix | 9.4 | -2.2 | 5'667 |
| 21 | Gorgier | 6.0 | 4.6 | 5'244 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 10.1 | 1.3 | 5'838 |
| 23 | Fresens | 0.6 | 4.8 | 914 |
| 24 | Montalchez | 14.3 | 12.2 | 5'802 |
| 25 | Vaumarcus | **341.1** | **-71.3** | 9'830 |
| 26 | Môtiers | 8.2 | **-2.9** | 4'934 |
| 27 | Couvet | 12.6 | **-7.1** | 7'808 |
| 28 | Travers | 11.1 | 0.0 | 5'210 |
| 29 | Noiraigue | 11.7 | -3.8 | 6'231 |
| 30 | Boveresse | 10.0 | 0.4 | 6'356 |
| 31 | Fleurier | 5.6 | 0.0 | 3'962 |
| 32 | Buttes | 13.5 | 0.0 | 8'236 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 9.6 | **-14.4** | 6'893 |
| 34 | Saint-Sulpice | 2.5 | 0.2 | 2'114 |
| 35 | Les Verrières | 19.2 | **-6.7** | **10'683** |
| 36 | Les Bayards | 17.8 | **-3.1** | 7'588 |
| 37 | Cernier | 5.7 | -1.3 | 3'327 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 10.1 | 1.0 | 5'686 |
| 39 | Dombresson | 5.1 | -4.9 | 3'109 |
| 40 | Villiers | 8.3 | **-11.0** | 5'291 |
| 41 | Le Pâquier | **29.2** | -13.0 | **15'691** |
| 42 | Savagnier | 5.6 | **-5.8** | 5'810 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 6.6 | -0.3 | **11'234** |
| 44 | Fontaines | 8.3 | -5.4 | 5'915 |
| 45 | Engollon | 0.1 | 0.6 | 242 |
| 46 | Fontainemelon | 4.9 | 0.3 | 2'335 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 13.6 | -6.9 | 7'656 |
| 48 | Boudevilliers | 4.5 | **-5.7** | 2'393 |
| 49 | Valangin | 3.6 | -1.6 | 3'081 |
| 50 | Coffrane | 13.0 | -2.7 | 6'453 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 8.5 | **-3.3** | 5'874 |
| 52 | Montmollin | 6.5 | **-12.2** | 3'305 |
| 53 | Le Locle | 18.9 | 0.1 | **13'588** |
| 54 | Les Brenets | 5.8 | -1.0 | 0 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 0.8 | 5.0 | 833 |
| 56 | La Brévine | 5.1 | 1.4 | 3'652 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 4.4 | 0.4 | 5'160 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 9.3 | 2.4 | 6'100 |
| 59 | Brot-Plamboz | 0.3 | 16.8 | 422 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 19.6 | **-4.4** | **12'821** |
| 61 | Les Planchettes | 4.8 | 1.4 | 2'205 |
| 62 | La Sagne | 8.9 | **-3.0** | 4'297 |
| | | | | |
| | Ensemble des communes | 15.1 | **-3.3** | 10'616 |
| | Etat | 12.4 | -4.6 | 10'149 |

**Commentaires**

**Poids des intérêts passifs**

Cet indicateur calcule la part des recettes fiscales structurelles, consacrée au paiement des intérêts passifs. Il montre une des limites de l'endettement public.

Dans les recettes fiscales structurelles sont compris les impôts communaux des personnes physiques et morales, les impôts des frontaliers et les impôts à la source, les impôts fonciers (total du tableau 2)

Pour l'Etat, les recettes fiscales sont constituées de l'impôt direct des personnes physiques et morales, des impôts à la source et des frontaliers et de l'impôt foncier. Les remises et non-valeurs fiscales sont déduites, comme pour les communes.

Si le pourcentage est inférieur à 10%, le seuil d'endettement est faible et la collectivité peut envisager de financer des investissements par un endettement supplémentaire.

Si le pourcentage se situe entre 10 et 20%, le seuil d'endettement est moyen et la collectivité doit être attentive à sa capacité d'emprunt.

Si le pourcentage est supérieur à 20% **(communes indiquées en gras)**, le seuil d'endettement est exagéré. Cette situation bloque tout investissement dont le financement ne pourrait pas être assuré directement par la marge d'autofinancement (tableau 27). Un endettement supplémentaire est exclu.

**Couverture des charges**

Cet indicateur, qui met en évidence un équilibre, un déficit ou un boni du compte de fonctionnement, permet d'apprécier l'importance relative d'un déséquilibre éventuel.

Si le pourcentage est plus grand ou égal à 0%, le compte est équilibré et même excédentaire.

Si le pourcentage se situe entre 0% et -2,5%, il y a déficit modéré.

Si le pourcentage est supérieur à -2,5% **(communes indiquées en gras)**, le déficit est exagéré.

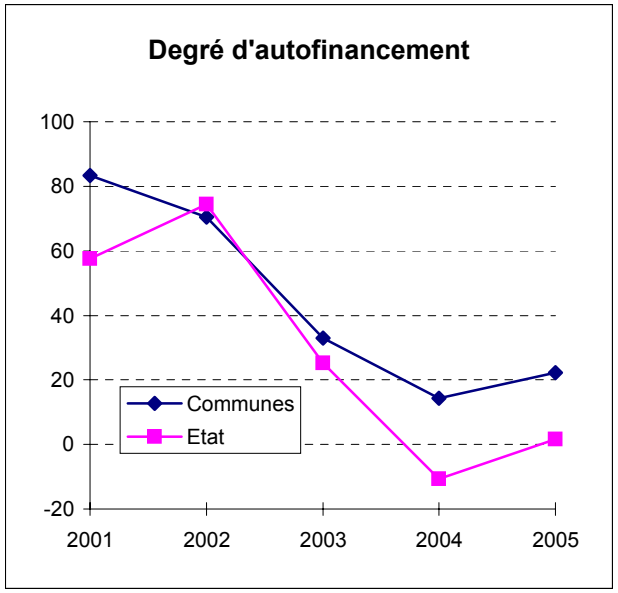
**Dette consolidée par habitant**

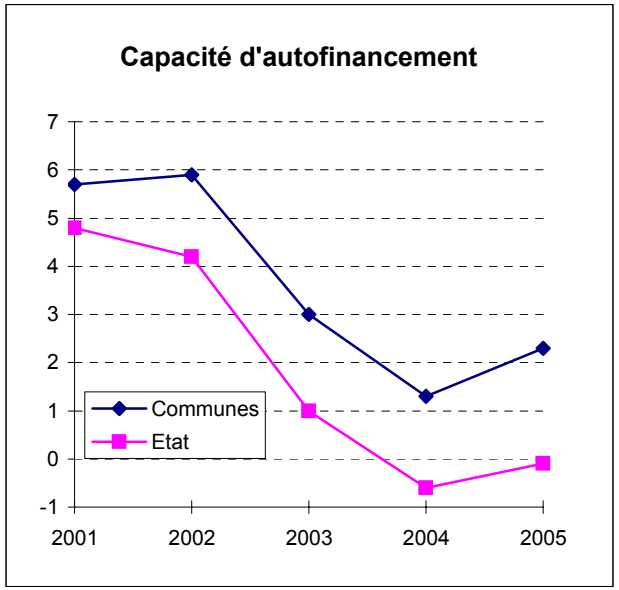
Cet indicateur donne certes une idée de l'importance de la dette mais il doit s'apprécier avec prudence. Il arrive qu'une part de la dette ne soit pas supportée par la commune mais soit répartie entre plusieurs collectivités.

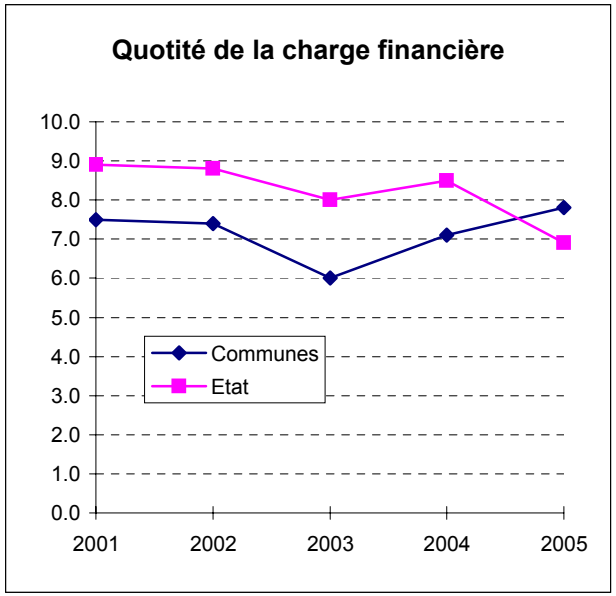
Dans les comparaisons intercantonales, il faut également tenir compte des répartitions, différentes selon les cantons, des tâches et des charges entre l'Etat et les communes.

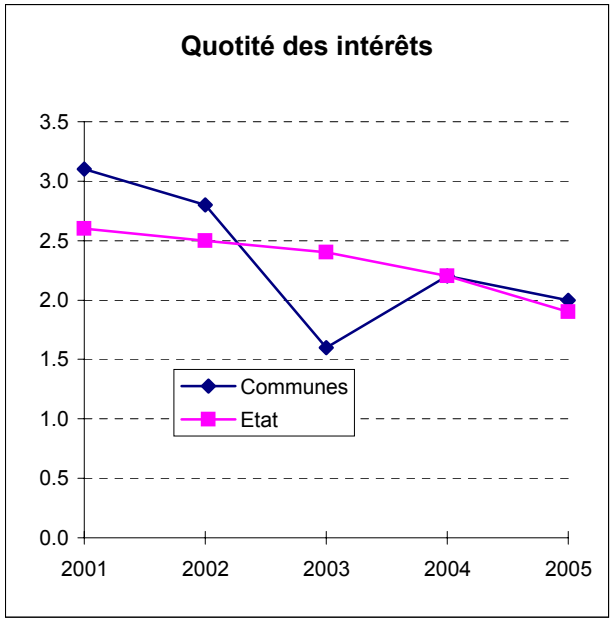
C'est pourquoi nous nous permettons, s'agissant des normes, de renvoyer à celles fixées pour l'endettement net par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales (tableau 29). **Les communes dont la dette est supérieure à la moyenne sont toutefois indiquées en gras.**

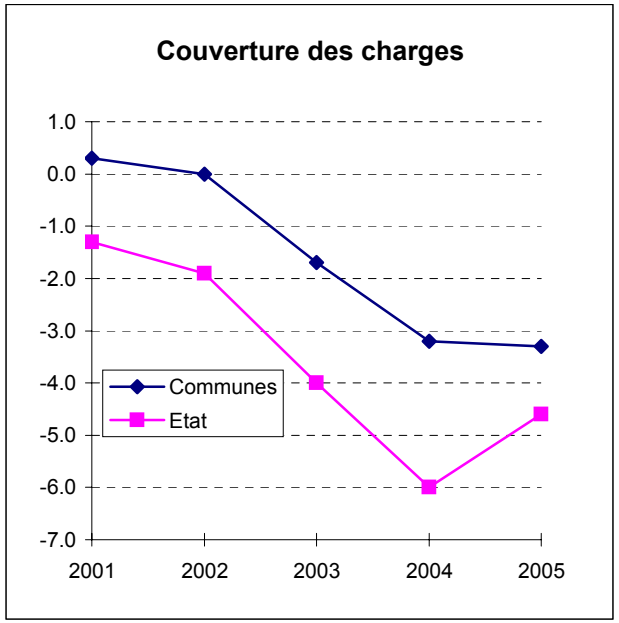
**Indicateurs harmonisés et complémentaires. Evolution pour l'ensemble des communes et l'Etat de 2001 à 2005** **Tableau 31**

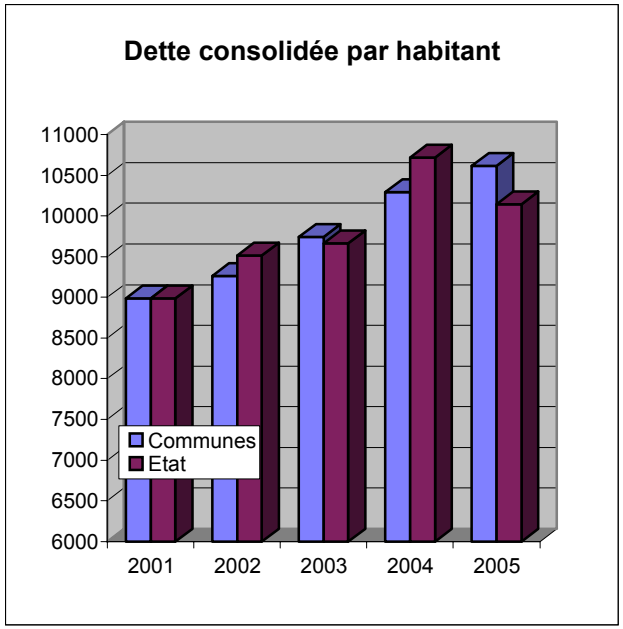


## Péréquation financière intercommunale en 2006 (horizontale) Tableau 32

| | | Transferts au fonds de péréquation | | | Transferts du fonds de péréquation | | | Transferts totaux de la péréquation horizontale | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Péréquation des ressources | Compensation de la surcharge structurelle | Total | Péréquation des ressources | Compensation de la surcharge structurelle | Total | Communes finançant la péréquation | Communes bénéficiant de la péréquation |
| 1 | Neuchâtel | 12'812'730 | 0 | 12'812'730 | 0 | -7'567'445 | -7'567'445 | 5'245'285 | 0 |
| 2 | Hauterive | 365'210 | 567'706 | 932'916 | 0 | 0 | 0 | 932'916 | 0 |
| 3 | Saint-Blaise | 779'862 | 1'261'280 | 2'041'142 | 0 | 0 | 0 | 2'041'142 | 0 |
| 4 | Marin-Epagnier | 2'267'868 | 2'752'309 | 5'020'177 | 0 | 0 | 0 | 5'020'177 | 0 |
| 5 | Thielle-Wavre | 84'097 | 26'931 | 111'028 | 0 | 0 | 0 | 111'028 | 0 |
| 6 | Cornaux | 0 | 537'368 | 537'368 | -4'055 | 0 | -4'055 | 533'313 | 0 |
| 7 | Cressier | 0 | 16'210 | 16'210 | -420'591 | 0 | -420'591 | 0 | -404'382 |
| 8 | Enges | 35'156 | 0 | 35'156 | 0 | -1'665 | -1'665 | 33'491 | 0 |
| 9 | Le Landeron | 50'724 | 1'929'250 | 1'979'974 | 0 | 0 | 0 | 1'979'974 | 0 |
| 10 | Lignières | 0 | 35'605 | 35'605 | -215'540 | 0 | -215'540 | 0 | -179'936 |
| 11 | Boudry | 0 | 245'096 | 245'096 | -1'021'579 | 0 | -1'021'579 | 0 | -776'483 |
| 12 | Cortaillod | 0 | 1'058'067 | 1'058'067 | -9'734 | 0 | -9'734 | 1'048'333 | 0 |
| 13 | Colombier | 0 | 2'134'296 | 2'134'296 | -17'607 | 0 | -17'607 | 2'116'689 | 0 |
| 14 | Auvernier | 1'927'205 | 996'254 | 2'923'459 | 0 | 0 | 0 | 2'923'459 | 0 |
| 15 | Peseux | 0 | 1'193'005 | 1'193'005 | -515'805 | 0 | -515'805 | 677'199 | 0 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 690'515 | 623'705 | 1'314'220 | 0 | 0 | 0 | 1'314'220 | 0 |
| 17 | Bôle | 125'599 | 596'289 | 721'888 | 0 | 0 | 0 | 721'888 | 0 |
| 18 | Rochefort | 50'223 | 211'851 | 262'074 | 0 | 0 | 0 | 262'074 | 0 |
| 19 | Brot-Dessous | 0 | 715 | 715 | -37'047 | 0 | -37'047 | 0 | -36'332 |
| 20 | Bevaix | 0 | 603'885 | 603'885 | -2'519 | 0 | -2'519 | 601'365 | 0 |
| 21 | Gorgier | 716'224 | 226'064 | 942'288 | 0 | 0 | 0 | 942'288 | 0 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 0 | 0 | 0 | -212'009 | -4'359 | -216'368 | 0 | -216'368 |
| 23 | Fresens | 0 | 37'506 | 37'506 | -43'419 | 0 | -43'419 | 0 | -5'914 |
| 24 | Montalchez | 0 | 0 | 0 | -105'685 | -8'280 | -113'965 | 0 | -113'965 |
| 25 | Vaumarcus | 77'767 | 177'571 | 255'339 | 0 | 0 | 0 | 255'339 | 0 |
| 26 | Môtiers | 0 | 0 | 0 | -288'336 | -26'284 | -314'620 | 0 | -314'620 |
| 27 | Couvet | 0 | 0 | 0 | -1'439'655 | -77'407 | -1'517'062 | 0 | -1'517'062 |
| 28 | Travers | 0 | 0 | 0 | -774'926 | -64'675 | -839'601 | 0 | -839'601 |
| 29 | Noiraigue | 0 | 0 | 0 | -381'317 | -38'597 | -419'914 | 0 | -419'914 |
| 30 | Boveresse | 0 | 0 | 0 | -239'634 | -15'201 | -254'835 | 0 | -254'835 |
| 31 | Fleurier | 0 | 0 | 0 | -899'407 | -62'796 | -962'203 | 0 | -962'203 |
| 32 | Buttes | 0 | 0 | 0 | -287'586 | -29'942 | -317'528 | 0 | -317'528 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 0 | 5'920 | 5'920 | -203'114 | 0 | -203'114 | 0 | -197'195 |
| 34 | Saint-Sulpice | 0 | 0 | 0 | -310'246 | -14'984 | -325'229 | 0 | -325'229 |
| 35 | Les Verrières | 0 | 0 | 0 | -481'600 | -26'363 | -507'963 | 0 | -507'963 |
| 36 | Les Bayards | 0 | 0 | 0 | -291'622 | -24'267 | -315'889 | 0 | -315'889 |
| 37 | Cernier | 0 | 119'782 | 119'782 | -326'428 | 0 | -326'428 | 0 | -206'646 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 0 | 0 | 0 | -291'045 | -19'867 | -310'912 | 0 | -310'912 |
| 39 | Dombresson | 0 | 131'114 | 131'114 | -263'193 | 0 | -263'193 | 0 | -132'079 |
| 40 | Villiers | 0 | 0 | 0 | -79'789 | -89 | -79'879 | 0 | -79'879 |
| 41 | Le Pâquier | 0 | 0 | 0 | -28'820 | -1'536 | -30'356 | 0 | -30'356 |
| 42 | Savagnier | 0 | 183'844 | 183'844 | -152'236 | 0 | -152'236 | 31'608 | 0 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 17'506 | 189'479 | 206'984 | 0 | 0 | 0 | 206'984 | 0 |
| 44 | Fontaines | 0 | 255'436 | 255'436 | -105'927 | 0 | -105'927 | 149'509 | 0 |
| 45 | Engollon | 39'803 | 38'280 | 78'083 | 0 | 0 | 0 | 78'083 | 0 |
| 46 | Fontainemelon | 0 | 494'062 | 494'062 | -48'619 | 0 | -48'619 | 445'443 | 0 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 0 | 112'991 | 112'991 | -68'032 | 0 | -68'032 | 44'959 | 0 |
| 48 | Boudevilliers | 0 | 168'252 | 168'252 | -88'981 | 0 | -88'981 | 79'271 | 0 |
| 49 | Valangin | 0 | 77'929 | 77'929 | -93'190 | 0 | -93'190 | 0 | -15'261 |
| 50 | Coffrane | 0 | 23'513 | 23'513 | -83'488 | 0 | -83'488 | 0 | -59'975 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 0 | 234'698 | 234'698 | -139'652 | 0 | -139'652 | 95'046 | 0 |
| 52 | Montmollin | 57'068 | 270'136 | 327'204 | 0 | 0 | 0 | 327'204 | 0 |
| 53 | Le Locle | 0 | 0 | 0 | -1'455'289 | -1'807'001 | -3'262'289 | 0 | -3'262'289 |
| 54 | Les Brenets | 0 | 321'677 | 321'677 | -17'483 | 0 | -17'483 | 304'193 | 0 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 0 | 0 | 0 | -154'941 | -12'514 | -167'455 | 0 | -167'455 |
| 56 | La Brévine | 0 | 0 | 0 | -433'655 | -36'220 | -469'875 | 0 | -469'875 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 0 | 0 | 0 | -157'835 | -13'928 | -171'763 | 0 | -171'763 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 0 | 0 | 0 | -374'707 | -20'075 | -394'782 | 0 | -394'782 |
| 59 | Brot-Plamboz | 0 | 0 | 0 | -119'268 | -8'583 | -127'851 | 0 | -127'851 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 0 | 0 | 0 | -6'935'721 | -7'958'082 | -14'893'803 | 0 | -14'893'803 |
| 61 | Les Planchettes | 0 | 0 | 0 | -122'383 | -11'497 | -133'881 | 0 | -133'881 |
| 62 | La Sagne | | 0 | 0 | -353'840 | -6'415 | -360'255 | 0 | -360'255 |
| | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 20'097'557 | 17'858'073 | 37'955'630 | -20'097'557 | -17'858'073 | -37'955'630 | 28'522'481 | -28'522'481 |
| | Chiffres de 2005 | 21'326'812 | 19'043'187 | 40'369'999 | -21'326'812 | -19'043'187 | -40'369'999 | 30'284'624 | -30'284'624 |

## Péréquation verticale 2006 (calculée sur la péréquation des ressources 2006) Tableau 33

| | | Péréquation des ressources 2006 | Population 2005 | Péréquation des ressources 2006 par habitant | Revenu fiscal 2005 | Revenu total v.c. péréquation des ressources | Différence par rapport à revenu fiscal moyen | Différence pour atteindre 80.48% du revenu fiscal moyen | Intervention du fonds | Coefficient fiscal 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | 12'812'730 | 32'094 | 399 | 5'530 | 5'131 | 841 | | | 62 |
| 2 | Hauterive | 365'210 | 2'516 | 145 | 4'863 | 4'717 | 428 | | | 65 |
| 3 | Saint-Blaise | 779'862 | 3'102 | 251 | 5'061 | 4'809 | 520 | | | 55 |
| 4 | Marin-Epagnier | 2'267'868 | 3'987 | 569 | 6'059 | 5'490 | 1'201 | | | 47 |
| 5 | Thielle-Wavre | 84'097 | 670 | 126 | 4'645 | 4'520 | 230 | | | 78 |
| 6 | Cornaux | -4'055 | 1'497 | -3 | 4'169 | 4'172 | -117 | | | 55 |
| 7 | Cressier | -420'591 | 1'889 | -223 | 3'560 | 3'782 | -507 | | | 74 |
| 8 | Enges | 35'156 | 297 | 118 | 4'410 | 4'292 | 3 | | | 75 |
| 9 | Le Landeron | 50'724 | 4'343 | 12 | 4'368 | 4'356 | 67 | | | 49 |
| 10 | Lignières | -215'540 | 940 | -229 | 3'536 | 3'765 | -524 | | | 64 |
| 11 | Boudry | -1'021'579 | 4'974 | -205 | 3'584 | 3'789 | -500 | | | 68 |
| 12 | Cortaillod | -9'734 | 4'474 | -2 | 4'209 | 4'212 | -78 | | | 60 |
| 13 | Colombier | -17'607 | 5'160 | -3 | 4'397 | 4'401 | 111 | | | 55 |
| 14 | Auvernier | 1'927'205 | 1'546 | 1'247 | 7'896 | 6'649 | 2'360 | | | 47 |
| 15 | Peseux | -515'805 | 5'681 | -91 | 3'840 | 3'931 | -358 | | | 64 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 690'515 | 4'118 | 168 | 4'818 | 4'651 | 361 | | | 72 |
| 17 | Bôle | 125'599 | 1'812 | 69 | 4'600 | 4'531 | 241 | | | 60 |
| 18 | Rochefort | 50'223 | 1'041 | 48 | 4'365 | 4'317 | 28 | | | 59 |
| 19 | Brot-Dessous | -37'047 | 98 | -378 | 2'715 | 3'093 | -1'196 | | | 65 |
| 20 | Bevaix | -2'519 | 3'768 | -1 | 4'308 | 4'309 | 20 | | | 61 |
| 21 | Gorgier | 716'224 | 1'814 | 395 | 5'841 | 5'447 | 1'157 | | | 60 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | -212'009 | 2'419 | -88 | 4'005 | 4'093 | -197 | | | 70 |
| 23 | Fresens | -43'419 | 197 | -220 | 3'884 | 4'105 | -185 | | | 55 |
| **24** | **Montalchez** | -105'685 | 192 | -550 | 2'756 | 3'306 | -983 | -146 | -28'010 | 77 |
| 25 | Vaumarcus | 77'767 | 235 | 331 | 4'198 | 3'867 | -423 | | | 33 |
| 26 | Môtiers | -288'336 | 811 | -356 | 3'299 | 3'655 | -635 | | | 75 |
| **27** | **Couvet** | -1'439'655 | 2'815 | -511 | 2'827 | 3'338 | -951 | -114 | -320'651 | 73 |
| **28** | **Travers** | -774'926 | 1'227 | -632 | 2'720 | 3'352 | -937 | -100 | -122'853 | 83 |
| **29** | **Noiraigue** | -381'317 | 507 | -752 | 2'255 | 3'007 | -1'282 | -445 | -225'587 | 88 |
| **30** | **Boveresse** | -239'634 | 397 | -604 | 2'838 | 3'441 | -848 | -11 | -4'335 | 78 |
| 31 | Fleurier | -899'407 | 3'632 | -248 | 3'522 | 3'770 | -520 | | | 70 |
| 32 | Buttes | -287'586 | 620 | -464 | 3'144 | 3'608 | -682 | | | 78 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | -203'114 | 485 | -419 | 3'390 | 3'809 | -480 | | | 59 |
| 34 | Saint-Sulpice | -310'246 | 612 | -507 | 3'067 | 3'574 | -716 | | | 76 |
| **35** | **Les Verrières** | -481'600 | 720 | -669 | 2'610 | 3'279 | -1'010 | -173 | -124'566 | 74 |
| **36** | **Les Bayards** | -291'622 | 370 | -788 | 2'238 | 3'026 | -1'263 | -426 | -157'635 | 82 |
| 37 | Cernier | -326'428 | 2'033 | -161 | 3'715 | 3'875 | -414 | | | 66 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | -291'045 | 1'674 | -174 | 3'746 | 3'920 | -369 | | | 74 |
| 39 | Dombresson | -263'193 | 1'630 | -161 | 3'631 | 3'792 | -497 | | | 63 |
| 40 | Villiers | -79'789 | 419 | -190 | 3'387 | 3'577 | -712 | | | 66 |
| 41 | Le Pâquier | -28'820 | 216 | -133 | 3'645 | 3'779 | -510 | | | 68 |
| 42 | Savagnier | -152'236 | 1'026 | -148 | 3'763 | 3'911 | -378 | | | 63 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 17'506 | 772 | 23 | 4'385 | 4'362 | 73 | | | 60 |
| 44 | Fontaines | -105'927 | 1'009 | -105 | 3'789 | 3'894 | -395 | | | 58 |
| 45 | Engollon | 39'803 | 86 | 463 | 5'640 | 5'177 | 887 | | | 54 |
| 46 | Fontainemelon | -48'619 | 1'619 | -30 | 4'112 | 4'142 | -147 | | | 57 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | -68'032 | 826 | -82 | 4'018 | 4'100 | -189 | | | 62 |
| 48 | Boudevilliers | -88'981 | 722 | -123 | 3'791 | 3'914 | -375 | | | 60 |
| 49 | Valangin | -93'190 | 415 | -225 | 3'440 | 3'665 | -625 | | | 65 |
| 50 | Coffrane | -83'488 | 617 | -135 | 3'727 | 3'862 | -427 | | | 67 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | -139'652 | 1'470 | -95 | 4'048 | 4'143 | -147 | | | 60 |
| 52 | Montmollin | 57'068 | 550 | 104 | 4'733 | 4'629 | 339 | | | 53 |
| 53 | Le Locle | -1'455'289 | 10'311 | -141 | 3'849 | 3'991 | -299 | | | 70 |
| 54 | Les Brenets | -17'483 | 1'136 | -15 | 4'417 | 4'432 | 143 | | | 60 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | -154'941 | 333 | -465 | 3'082 | 3'547 | -742 | | | 74 |
| **56** | **La Brévine** | -433'655 | 703 | -617 | 2'694 | 3'311 | -978 | -141 | -99'172 | 78 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | -157'835 | 430 | -367 | 3'353 | 3'720 | -569 | | | 74 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | -374'707 | 1'279 | -293 | 3'672 | 3'965 | -324 | | | 72 |
| **59** | **Brot-Plamboz** | -119'268 | 253 | -471 | 2'937 | 3'408 | -881 | -44 | -11'039 | 76 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | -6'935'721 | 37'211 | -186 | 3'664 | 3'850 | -439 | | | 70 |
| **61** | **Les Planchettes** | -122'383 | 227 | -539 | 2'795 | 3'334 | -955 | -118 | -26'768 | 80 |
| 62 | La Sagne | -353'840 | 953 | -371 | 3'372 | 3'744 | -546 | | | 70 |
| | Ensemble des communes | 0 | 168'980 | | 4'289 | | | | -1'120'616 | 64.11 |
| | **80.48%** du revenu moyen | | | | **3'452** | | | | | |

En grisé: communes bénéficiant de la péréquation verticale. En encadré: commune qui aurait pu bénéficier de la péréquation verticale mais dont le coefficient d'impôt était insuffisant (minimum légal exigé en 2006: 69,1%)

## Péréquation financière intercommunale en 2006: comparaisons

**Tableau 34**

| | Transferts de la péréquation en 2006 | | | | Revenus du compte de fonctionnement budgétisés en 2006 | Péréquation en % des revenus du compte de fonctionnement | Péréquation par habitant (pop. 31.12.05) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Péréquation horizontale | Péréquation verticale | Total | | | |
| 1 | Neuchâtel | 5'229'891 | | 5'229'891 | 310'915'500 | 1.7 | 163 |
| 2 | Hauterive | 938'990 | | 938'990 | 11'807'865 | 8.0 | 373 |
| 3 | Saint-Blaise | 2'095'938 | | 2'095'938 | 16'959'600 | 12.4 | 676 |
| 4 | Marin-Epagnier | 4'993'253 | | 4'993'253 | 23'253'600 | 21.5 | 1'252 |
| 5 | Thielle-Wavre | 105'478 | | 105'478 | 3'097'175 | 3.4 | 157 |
| 6 | Cornaux | 536'247 | | 536'247 | 7'801'320 | 6.9 | 358 |
| 7 | Cressier | -398'760 | | -398'760 | 7'435'681 | -5.4 | -211 |
| 8 | Enges | 32'107 | | 32'107 | 1'236'756 | 2.6 | 108 |
| 9 | Le Landeron | 1'985'238 | | 1'985'238 | 19'377'600 | 10.2 | 457 |
| 10 | Lignières | -183'983 | | -183'983 | 4'574'427 | -4.0 | -196 |
| 11 | Boudry | -755'638 | | -755'638 | 30'711'655 | -2.5 | -152 |
| 12 | Cortaillod | 1'058'916 | | 1'058'916 | 22'670'600 | 4.7 | 237 |
| 13 | Colombier | 2'126'352 | | 2'126'352 | 19'863'277 | 10.7 | 412 |
| 14 | Auvernier | 2'928'653 | | 2'928'653 | 8'843'400 | 33.1 | 1'894 |
| 15 | Peseux | 707'606 | | 707'606 | 25'015'786 | 2.8 | 125 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 1'312'260 | | 1'312'260 | 17'077'691 | 7.7 | 319 |
| 17 | Bôle | 730'659 | | 730'659 | 7'305'277 | 10.0 | 403 |
| 18 | Rochefort | 264'753 | | 264'753 | 4'114'000 | 6.4 | 254 |
| 19 | Brot-Dessous | -34'265 | | -34'265 | 283'345 | -12.1 | -350 |
| 20 | Bevaix | 607'831 | | 607'831 | 13'521'409 | 4.5 | 161 |
| 21 | Gorgier | 899'713 | | 899'713 | 7'591'010 | 11.9 | 496 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | -219'004 | | -219'004 | 10'411'607 | -2.1 | -91 |
| 23 | Fresens | -5'665 | | -5'665 | 604'190 | -0.9 | -29 |
| 24 | Montalchez | -114'218 | -28'010 | -142'228 | 707'150 | -20.1 | -741 |
| 25 | Vaumarcus | 258'693 | | 258'693 | 1'828'310 | 14.1 | 1'101 |
| 26 | Môtiers | -313'902 | | -313'902 | 3'346'533 | -9.4 | -387 |
| 27 | Couvet | -1'514'877 | -320'651 | -1'835'527 | 12'622'823 | -14.5 | -652 |
| 28 | Travers | -838'781 | -122'853 | -961'634 | 4'165'500 | -23.1 | -784 |
| 29 | Noiraigue | -416'780 | -225'587 | -642'367 | 1'754'360 | -36.6 | -1'267 |
| 30 | Boveresse | -254'468 | -4'335 | -258'803 | 1'427'902 | -18.1 | -652 |
| 31 | Fleurier | -968'867 | | -968'867 | 12'631'200 | -7.7 | -267 |
| 32 | Buttes | -318'950 | | -318'950 | 2'443'954 | -13.1 | -514 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | -196'574 | | -196'574 | 2'127'864 | -9.2 | -405 |
| 34 | Saint-Sulpice | -327'594 | | -327'594 | 2'508'750 | -13.1 | -535 |
| 35 | Les Verrières | -507'538 | -124'566 | -632'104 | 3'532'740 | -17.9 | -878 |
| 36 | Les Bayards | -314'966 | -157'635 | -472'602 | 1'677'079 | -28.2 | -1'277 |
| 37 | Cernier | -200'314 | | -200'314 | 7'353'001 | -2.7 | -99 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | -310'117 | | -310'117 | 6'596'723 | -4.7 | -185 |
| 39 | Dombresson | -125'472 | | -125'472 | 5'916'140 | -2.1 | -77 |
| 40 | Villiers | -77'738 | | -77'738 | 1'326'101 | -5.9 | -186 |
| 41 | Le Pâquier | -30'254 | | -30'254 | 1'143'190 | -2.6 | -140 |
| 42 | Savagnier | 43'544 | | 43'544 | 3'703'507 | 1.2 | 42 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 208'357 | | 208'357 | 3'119'680 | 6.7 | 270 |
| 44 | Fontaines | 151'193 | | 151'193 | 3'814'080 | 4.0 | 150 |
| 45 | Engollon | 78'105 | | 78'105 | 372'160 | 21.0 | 908 |
| 46 | Fontainemelon | 449'063 | | 449'063 | 6'408'875 | 7.0 | 277 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 46'041 | | 46'041 | 3'167'140 | 1.5 | 56 |
| 48 | Boudevilliers | 80'929 | | 80'929 | 3'500'202 | 2.3 | 112 |
| 49 | Valangin | -28'865 | | -28'865 | 1'227'520 | -2.4 | -70 |
| 50 | Coffrane | -60'305 | | -60'305 | 2'265'729 | -2.7 | -98 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 100'983 | | 100'983 | 6'053'053 | 1.7 | 69 |
| 52 | Montmollin | 324'352 | | 324'352 | 2'102'230 | 15.4 | 590 |
| 53 | Le Locle | -3'273'103 | | -3'273'103 | 61'428'156 | -5.3 | -317 |
| 54 | Les Brenets | 306'178 | | 306'178 | 5'155'099 | 5.9 | 270 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | -167'103 | | -167'103 | 978'553 | -17.1 | -502 |
| 56 | La Brévine | -469'137 | -99'172 | -568'309 | 2'165'308 | -26.2 | -808 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | -171'660 | | -171'660 | 1'353'874 | -12.7 | -399 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | -396'563 | | -396'563 | 4'695'660 | -8.4 | -310 |
| 59 | Brot-Plamboz | -127'597 | -11'039 | -138'636 | 890'855 | -15.6 | -548 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | -14'984'927 | | -14'984'927 | 204'889'363 | -7.3 | -403 |
| 61 | Les Planchettes | -133'600 | -26'768 | -160'369 | 770'955 | -20.8 | -706 |
| 62 | La Sagne | -359'738 | | -359'738 | 4'154'610 | -8.7 | -377 |
| | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 28'601'324 | -1'120'616 | 29'721'940 | 969'798'700 | 3.1 | 177 |

Les montants négatifs sont reçus par les communes. Les montants positifs sont versés par les communes.

| | Classements de la péréquation | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Montants en % des revenus | | | | Montants par habitant |
| 1 | Noiraigue | -36.6 | 1 | Les Bayards | | -1'277 |
| 2 | Les Bayards | -28.2 | 2 | Noiraigue | | -1'267 |
| 3 | La Brévine | -26.2 | 3 | Les Verrières | | -878 |
| 4 | Travers | -23.1 | 4 | La Brévine | | -808 |
| 5 | Les Planchettes | -20.8 | 5 | Travers | | -784 |
| 6 | Montalchez | -20.1 | 6 | Montalchez | | -741 |
| 7 | Boveresse | -18.1 | 7 | Les Planchettes | | -706 |
| 8 | Les Verrières | -17.9 | 8 | Couvet | | -652 |
| 9 | Le Cerneux-Péquignot | -17.1 | 9 | Boveresse | | -652 |
| 10 | Brot-Plamboz | -15.6 | 10 | Brot-Plamboz | | -548 |
| 11 | Couvet | -14.5 | 11 | Saint-Sulpice | | -535 |
| 12 | Saint-Sulpice | -13.1 | 12 | Buttes | | -514 |
| 13 | Buttes | -13.1 | 13 | Le Cerneux-Péquignot | | -502 |
| 14 | La Chaux-du-Milieu | -12.7 | 14 | La Côte-aux-Fées | | -405 |
| 15 | Brot-Dessous | -12.1 | 15 | La Chaux-de-Fonds | | -403 |
| 16 | Môtiers | -9.4 | 16 | La Chaux-du-Milieu | | -399 |
| 17 | La Côte-aux-Fées | -9.2 | 17 | Môtiers | | -387 |
| 18 | La Sagne | -8.7 | 18 | La Sagne | | -377 |
| 19 | Les Ponts-de-Martel | -8.4 | 19 | Brot-Dessous | | -350 |
| 20 | Fleurier | -7.7 | 20 | Le Locle | | -317 |
| 21 | La Chaux-de-Fonds | -7.3 | 21 | Les Ponts-de-Martel | | -310 |
| 22 | Villiers | -5.9 | 22 | Fleurier | | -267 |
| 23 | Cressier | -5.4 | 23 | Cressier | | -211 |
| 24 | Le Locle | -5.3 | 24 | Lignières | | -196 |
| 25 | Chézard-Saint-Martin | -4.7 | 25 | Villiers | | -186 |
| 26 | Lignières | -4.0 | 26 | Chézard-Saint-Martin | | -185 |
| 27 | Cernier | -2.7 | 27 | Boudry | | -152 |
| 28 | Coffrane | -2.7 | 28 | Le Pâquier | | -140 |
| 29 | Le Pâquier | -2.6 | 29 | Cernier | | -99 |
| 30 | Boudry | -2.5 | 30 | Coffrane | | -98 |
| 31 | Valangin | -2.4 | 31 | Saint-Aubin-Sauges | | -91 |
| 32 | Dombresson | -2.1 | 32 | Dombresson | | -77 |
| 33 | Saint-Aubin-Sauges | -2.1 | 33 | Valangin | | -70 |
| 34 | Fresens | -0.9 | 34 | Fresens | | -29 |
| 35 | Savagnier | 1.2 | 35 | Savagnier | | 42 |
| 36 | Les Hauts-Geneveys | 1.5 | 36 | Les Hauts-Geneveys | | 56 |
| 37 | Les Geneveys/Coffrane | 1.7 | 37 | Les Geneveys/Coffrane | | 69 |
| 38 | Neuchâtel | 1.7 | 38 | Enges | | 108 |
| 39 | Boudevilliers | 2.3 | 39 | Boudevilliers | | 112 |
| 40 | Enges | 2.6 | 40 | Peseux | | 125 |
| 41 | Peseux | 2.8 | 41 | Fontaines | | 150 |
| 42 | Thielle-Wavre | 3.4 | 42 | Thielle-Wavre | | 157 |
| 43 | Fontaines | 4.0 | 43 | Bevaix | | 161 |
| 44 | Bevaix | 4.5 | 44 | Neuchâtel | | 163 |
| 45 | Cortaillod | 4.7 | 45 | Cortaillod | | 237 |
| 46 | Les Brenets | 5.9 | 46 | Rochefort | | 254 |
| 47 | Rochefort | 6.4 | 47 | Les Brenets | | 270 |
| 48 | Fenin-Vilars-Saules | 6.7 | 48 | Fenin-Vilars-Saules | | 270 |
| 49 | Cornaux | 6.9 | 49 | Fontainemelon | | 277 |
| 50 | Fontainemelon | 7.0 | 50 | Corcelles-Cormondrèche | | 319 |
| 51 | Corcelles-Cormondrèche | 7.7 | 51 | Cornaux | | 358 |
| 52 | Hauterive | 8.0 | 52 | Hauterive | | 373 |
| 53 | Bôle | 10.0 | 53 | Bôle | | 403 |
| 54 | Le Landeron | 10.2 | 54 | Colombier | | 412 |
| 55 | Colombier | 10.7 | 55 | Le Landeron | | 457 |
| 56 | Gorgier | 11.9 | 56 | Gorgier | | 496 |
| 57 | Saint-Blaise | 12.4 | 57 | Montmollin | | 590 |
| 58 | Vaumarcus | 14.1 | 58 | Saint-Blaise | | 676 |
| 59 | Montmollin | 15.4 | 59 | Engollon | | 908 |
| 60 | Engollon | 21.0 | 60 | Vaumarcus | | 1'101 |
| 61 | Marin-Epagnier | 21.5 | 61 | Marin-Epagnier | | 1'252 |
| 62 | Auvernier | 33.1 | 62 | Auvernier | | 1'894 |

## Classements des communes selon revenu fiscal 2006 avant et après péréquation horizontale et péréquations horizontale et verticale

**Tableau 35**

| | | Coefficient 2006 | Revenu fiscal (RF) 2006 par habitant | | | Péréquation horizontale 2006 | Revenu fiscal (RF) après péréquation horizontale 2006 | | | Péréquation horizontale 2006 | Péréquation verticale 2006 | Revenu fiscal (RF) après péréquations horizontale et verticale |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Auvernier | 57 | 8'227 | 1 | Auvernier | 1'900 | 6'328 | 1 | Auvernier | 1'900 | 0 | 6'328 |
| 2 | Marin-Epagnier | 47 | 6'178 | 2 | Neuchâtel | 163 | 5'752 | 2 | Neuchâtel | 163 | 0 | 5'752 |
| 3 | Neuchâtel | 62 | 5'915 | 3 | Fontainemelon | 279 | 5'253 | 3 | Fontainemelon | 279 | 0 | 5'253 |
| 4 | Engollon | 54 | 5'802 | 4 | Marin-Epagnier | 1'236 | 4'942 | 4 | Marin-Epagnier | 1'236 | 0 | 4'942 |
| 5 | Saint-Blaise | 61 | 5'554 | 5 | Engollon | 877 | 4'924 | 5 | Engollon | 877 | 0 | 4'924 |
| 6 | Fontainemelon | 57 | 5'531 | 6 | Saint-Blaise | 655 | 4'899 | 6 | Saint-Blaise | 655 | 0 | 4'899 |
| 7 | Montmollin | 53 | 5'280 | 7 | Montmollin | 585 | 4'694 | 7 | Montmollin | 585 | 0 | 4'694 |
| 8 | Gorgier | 60 | 5'176 | 8 | Gorgier | 519 | 4'657 | 8 | Gorgier | 519 | 0 | 4'657 |
| 9 | Hauterive | 65 | 4'933 | 9 | Corcelles-Cormondrèche | 310 | 4'584 | 9 | Corcelles-Cormondrèche | 310 | 0 | 4'584 |
| 10 | Bôle | 60 | 4'915 | 10 | Hauterive | 372 | 4'561 | 10 | Hauterive | 372 | 0 | 4'561 |
| 11 | Corcelles-Cormondrèche | 72 | 4'894 | 11 | Bôle | 406 | 4'509 | 11 | Bôle | 406 | 0 | 4'509 |
| 12 | Les Brenets | 60 | 4'765 | 12 | Les Brenets | 277 | 4'488 | 12 | Les Brenets | 277 | 0 | 4'488 |
| 13 | Le Landeron | 59 | 4'762 | 13 | Le Locle | -321 | 4'438 | 13 | Le Locle | -321 | 0 | 4'438 |
| 14 | Vaumarcus | 60 | 4'652 | 14 | Fresens | -29 | 4'416 | 14 | Fresens | -29 | 0 | 4'416 |
| 15 | Cortaillod | 63 | 4'642 | 15 | Cortaillod | 234 | 4'408 | 15 | Cortaillod | 234 | 0 | 4'408 |
| 16 | Colombier | 60 | 4'617 | 16 | Thielle-Wavre | 163 | 4'396 | 16 | Thielle-Wavre | 163 | 0 | 4'396 |
| 17 | Fenin-Vilars-Saules | 63 | 4'591 | 17 | Le Pâquier | -145 | 4'346 | 17 | Le Pâquier | -145 | 0 | 4'346 |
| 18 | Thielle-Wavre | 78 | 4'559 | 18 | Fenin-Vilars-Saules | 255 | 4'336 | 18 | Fenin-Vilars-Saules | 255 | 0 | 4'336 |
| 19 | Rochefort | 59 | 4'444 | 19 | La Chaux-de-Fonds | -402 | 4'326 | 19 | La Chaux-de-Fonds | -402 | 0 | 4'326 |
| 20 | Fresens | 55 | 4'387 | 20 | Le Landeron | 454 | 4'308 | 20 | Le Landeron | 454 | 0 | 4'308 |
| 21 | Bevaix | 61 | 4'348 | 21 | La Côte-aux-Fées | -407 | 4'246 | 21 | La Côte-aux-Fées | -407 | 0 | 4'246 |
| 22 | Les Hauts-Geneveys | 67 | 4'252 | 22 | Villiers | -189 | 4'218 | 22 | Villiers | -189 | 0 | 4'218 |
| 23 | Fontaines | 63 | 4'239 | 23 | Colombier | 406 | 4'211 | 23 | Colombier | 406 | 0 | 4'211 |
| 24 | Le Pâquier | 68 | 4'201 | 24 | Les Hauts-Geneveys | 54 | 4'198 | 24 | Les Hauts-Geneveys | 54 | 0 | 4'198 |
| 25 | Cornaux | 55 | 4'184 | 25 | Rochefort | 254 | 4'191 | 25 | Rochefort | 254 | 0 | 4'191 |
| 26 | Boudevilliers | 60 | 4'158 | 26 | Bevaix | 160 | 4'187 | 26 | Bevaix | 160 | 0 | 4'187 |
| 27 | Le Locle | 70 | 4'117 | 27 | Brot-Dessous | -375 | 4'099 | 27 | Brot-Dessous | -375 | 0 | 4'099 |
| 28 | Savagnier | 63 | 4'032 | 28 | Fontaines | 147 | 4'093 | 28 | Fontaines | 147 | 0 | 4'093 |
| 29 | Villiers | 70 | 4'029 | 29 | Chézard-Saint-Martin | -184 | 4'064 | 29 | Chézard-Saint-Martin | -184 | 0 | 4'064 |
| 30 | Peseux | 64 | 4'003 | 30 | Boudevilliers | 108 | 4'050 | 30 | Boudevilliers | 108 | 0 | 4'050 |
| 31 | Les Geneveys/Coffrane | 65 | 4'002 | 31 | Boudry | -157 | 4'045 | 31 | Boudry | -157 | 0 | 4'045 |
| 32 | Enges | 75 | 3'972 | 32 | Saint-Aubin-Sauges | -88 | 4'024 | 32 | Saint-Aubin-Sauges | -88 | 0 | 4'024 |
| 33 | Saint-Aubin-Sauges | 70 | 3'936 | 33 | Savagnier | 31 | 4'001 | 33 | Savagnier | 31 | 0 | 4'001 |
| 34 | La Chaux-de-Fonds | 70 | 3'924 | 34 | Coffrane | -98 | 3'983 | 34 | Coffrane | -98 | 0 | 3'983 |
| 35 | Boudry | 68 | 3'887 | 35 | Les Geneveys/Coffrane | 64 | 3'938 | 35 | Les Geneveys/Coffrane | 64 | 0 | 3'938 |
| 36 | Coffrane | 67 | 3'885 | 36 | Fleurier | -270 | 3'900 | 36 | Noiraigue | -832 | -447 | 3'932 |
| 37 | Chézard-Saint-Martin | 74 | 3'880 | 37 | Peseux | 120 | 3'883 | 37 | Fleurier | -270 | 0 | 3'900 |
| 38 | La Côte-aux-Fées | 59 | 3'838 | 38 | Enges | 116 | 3'856 | 38 | Peseux | 120 | 0 | 3'883 |
| 39 | Valangin | 65 | 3'748 | 39 | Cressier | -216 | 3'835 | 39 | Brot-Plamboz | -499 | -43 | 3'876 |
| 40 | Brot-Dessous | 65 | 3'724 | 40 | Brot-Plamboz | -499 | 3'833 | 40 | Enges | 116 | 0 | 3'856 |
| 41 | Cernier | 69 | 3'723 | 41 | Cornaux | 354 | 3'830 | 41 | Cressier | -216 | 0 | 3'835 |
| 42 | Dombresson | 63 | 3'669 | 42 | Cernier | -100 | 3'822 | 42 | Cornaux | 354 | 0 | 3'830 |
| 43 | Fleurier | 70 | 3'630 | 43 | Môtiers | -380 | 3'800 | 43 | Cernier | -100 | 0 | 3'822 |
| 44 | Cressier | 74 | 3'619 | 44 | Valangin | -35 | 3'784 | 44 | Les Planchettes | -590 | -118 | 3'818 |
| 45 | Lignières | 64 | 3'449 | 45 | Dombresson | -81 | 3'750 | 45 | Môtiers | -380 | 0 | 3'800 |
| 46 | Môtiers | 75 | 3'421 | 46 | Le Cerneux-Péquignot | -506 | 3'722 | 46 | Valangin | -35 | 0 | 3'784 |
| 47 | Brot-Plamboz | 72 | 3'333 | 47 | Les Planchettes | -590 | 3'700 | 47 | Dombresson | -81 | 0 | 3'750 |
| 48 | Les Ponts-de-Martel | 72 | 3'288 | 48 | La Chaux-du-Milieu | -396 | 3'671 | 48 | Le Cerneux-Péquignot | -506 | 0 | 3'722 |
| 49 | La Chaux-du-Milieu | 74 | 3'276 | 49 | Vaumarcus | 1'009 | 3'643 | 49 | La Chaux-du-Milieu | -396 | 0 | 3'671 |
| 50 | La Sagne | 70 | 3'237 | 50 | Lignières | -187 | 3'637 | 50 | Les Verrières | -732 | -179 | 3'651 |
| 51 | Le Cerneux-Péquignot | 72 | 3'216 | 51 | La Sagne | -379 | 3'616 | 51 | Vaumarcus | 1'009 | 0 | 3'643 |
| 52 | Les Planchettes | 80 | 3'110 | 52 | Saint-Sulpice | -516 | 3'612 | 52 | Lignières | -187 | 0 | 3'637 |
| 53 | Saint-Sulpice | 76 | 3'095 | 53 | Les Ponts-de-Martel | -308 | 3'597 | 53 | La Sagne | -379 | 0 | 3'616 |
| 54 | Buttes | 78 | 3'024 | 54 | Buttes | -521 | 3'544 | 54 | Saint-Sulpice | -516 | 0 | 3'612 |
| 55 | Montalchez | 77 | 2'875 | 55 | Noiraigue | -832 | 3'485 | 55 | Les Ponts-de-Martel | -308 | 0 | 3'597 |
| 56 | Couvet | 85 | 2'868 | 56 | Les Verrières | -732 | 3'471 | 56 | La Brévine | -682 | -144 | 3'580 |
| 57 | La Brévine | 78 | 2'754 | 57 | La Brévine | -682 | 3'436 | 57 | Les Bayards | -849 | -424 | 3'579 |
| 58 | Les Verrières | 74 | 2'740 | 58 | Montalchez | -559 | 3'434 | 58 | Montalchez | -559 | -137 | 3'571 |
| 59 | Boveresse | 78 | 2'719 | 59 | Couvet | -538 | 3'406 | 59 | Buttes | -521 | 0 | 3'544 |
| 60 | Travers | 83 | 2'687 | 60 | Boveresse | -650 | 3'369 | 60 | Couvet | -538 | -114 | 3'520 |
| 61 | Noiraigue | 88 | 2'653 | 61 | Travers | -679 | 3'366 | 61 | Travers | -679 | -99 | 3'466 |
| 62 | Les Bayards | 82 | 2'306 | 62 | Les Bayards | -849 | 3'155 | 62 | Boveresse | -650 | -11 | 3'380 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 65.3 | 4'531 | | | | | | | | | |
| | chiffres 2005 | 64.1 | 4'289 | | | | | | | | | |

## Statistiques quinquennales 2001/2005. Récapitulation par nature. Charges par habitant en francs et en pourcentage du total — Tableau 36

| | | Charges de personnel | | Biens, services et marchandises | | Intérêts passifs | | Amortissements | | Parts et contributions sans affectation | | Dédommagements à des collect. publ. | | Subventions accordées | | Subventions redistribuées | | Attributions aux finan. spéciaux | | Imputations internes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Francs | % | Francs | % | Francs | % | Francs | % | Francs | % | Francs | % | Francs | % | Francs | % | Francs | % | Francs | % |
| 1 | Neuchâtel | 7'078 | 44 | 4'120 | 26 | 776 | 5 | 953 | 6 | 0 | 0 | 427 | 3 | 1'459 | 9 | 0 | 0 | 93 | 1 | 1'101 | 7 |
| 2 | Hauterive | 1'339 | 24 | 1'218 | 22 | 253 | 5 | 419 | 8 | 0 | 0 | 737 | 13 | 1'307 | 24 | 51 | 1 | 35 | 1 | 193 | 3 |
| 3 | Saint-Blaise | 1'161 | 18 | 1'532 | 24 | 226 | 4 | 616 | 10 | 3 | 0 | 888 | 14 | 1'686 | 26 | 52 | 1 | 72 | 1 | 223 | 3 |
| 4 | Marin-Epagnier | 1'404 | 22 | 701 | 11 | 267 | 4 | 360 | 6 | 0 | 0 | 1'025 | 16 | 2'181 | 34 | 115 | 2 | 123 | 2 | 240 | 4 |
| 5 | Thielle-Wavre | 1'178 | 27 | 695 | 16 | 88 | 2 | 281 | 6 | 0 | 0 | 986 | 23 | 1'060 | 24 | 49 | 1 | 8 | 0 | 30 | 1 |
| 6 | Cornaux | 1'264 | 22 | 1'324 | 23 | 187 | 3 | 364 | 6 | 0 | 0 | 1'012 | 18 | 1'014 | 18 | 41 | 1 | 19 | 0 | 473 | 8 |
| 7 | Cressier | 1'618 | 27 | 1'852 | 30 | 121 | 2 | 398 | 7 | 0 | 0 | 926 | 15 | 1'037 | 17 | 54 | 1 | 26 | 0 | 69 | 1 |
| 8 | Enges | 1'267 | 25 | 965 | 19 | 365 | 7 | 483 | 9 | 0 | 0 | 970 | 19 | 816 | 16 | 47 | 1 | 35 | 1 | 135 | 3 |
| 9 | Le Landeron | 1'060 | 21 | 1'185 | 24 | 191 | 4 | 300 | 6 | 0 | 0 | 822 | 16 | 1'199 | 24 | 47 | 1 | 32 | 1 | 150 | 3 |
| 10 | Lignières | 1'200 | 21 | 1'617 | 28 | 252 | 4 | 755 | 13 | 0 | 0 | 920 | 16 | 738 | 13 | 49 | 1 | 78 | 1 | 216 | 4 |
| 11 | Boudry | 1'760 | 26 | 1'835 | 27 | 323 | 5 | 420 | 6 | 0 | 0 | 988 | 15 | 934 | 14 | 85 | 1 | 56 | 1 | 403 | 6 |
| 12 | Cortaillod | 1'264 | 22 | 1'211 | 22 | 284 | 5 | 387 | 7 | 0 | 0 | 989 | 18 | 1'128 | 20 | 51 | 1 | 37 | 1 | 281 | 5 |
| 13 | Colombier | 1'210 | 21 | 1'114 | 20 | 193 | 3 | 404 | 7 | 7 | 0 | 997 | 18 | 1'245 | 22 | 60 | 1 | 40 | 1 | 407 | 7 |
| 14 | Auvernier | 1'173 | 16 | 1'414 | 20 | 323 | 4 | 482 | 7 | 10 | 0 | 850 | 12 | 2'688 | 37 | 59 | 1 | 86 | 1 | 165 | 2 |
| 15 | Peseux | 1'227 | 24 | 1'221 | 24 | 209 | 4 | 395 | 8 | 0 | 0 | 737 | 15 | 1'096 | 22 | 54 | 1 | 16 | 0 | 75 | 1 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 1'082 | 22 | 738 | 15 | 174 | 4 | 356 | 7 | 0 | 0 | 832 | 17 | 1'397 | 29 | 52 | 1 | 129 | 3 | 124 | 3 |
| 17 | Bôle | 971 | 19 | 1'040 | 21 | 139 | 3 | 403 | 8 | 0 | 0 | 890 | 18 | 1'341 | 27 | 48 | 1 | 73 | 1 | 106 | 2 |
| 18 | Rochefort | 1'342 | 30 | 702 | 16 | 153 | 3 | 339 | 8 | 0 | 0 | 786 | 18 | 944 | 21 | 41 | 1 | 34 | 1 | 132 | 3 |
| 19 | Brot-Dessous | 715 | 17 | 1'173 | 27 | 58 | 1 | 594 | 14 | 0 | 0 | 853 | 20 | 748 | 17 | 0 | 0 | 95 | 2 | 50 | 1 |
| 20 | Bevaix | 1'113 | 25 | 510 | 11 | 228 | 5 | 328 | 7 | 0 | 0 | 1'055 | 24 | 943 | 21 | 54 | 1 | 51 | 1 | 162 | 4 |
| 21 | Gorgier | 1'290 | 26 | 833 | 17 | 228 | 5 | 333 | 7 | 0 | 0 | 1'088 | 22 | 1'044 | 21 | 53 | 1 | 77 | 2 | 75 | 1 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 1'244 | 25 | 719 | 14 | 284 | 6 | 468 | 9 | 53 | 1 | 1'098 | 22 | 856 | 17 | 51 | 1 | 36 | 1 | 189 | 4 |
| 23 | Fresens | 1'040 | 24 | 670 | 16 | 13 | 0 | 322 | 8 | 0 | 0 | 1'230 | 29 | 908 | 21 | 43 | 1 | 26 | 1 | 12 | 0 |
| 24 | Montalchez | 409 | 10 | 878 | 20 | 237 | 6 | 848 | 20 | 0 | 0 | 999 | 23 | 765 | 18 | 22 | 1 | 50 | 1 | 77 | 2 |
| 25 | Vaumarcus | 1'402 | 14 | 1'409 | 14 | 163 | 2 | 1'424 | 14 | 0 | 0 | 992 | 10 | 4'350 | 43 | 43 | 0 | 199 | 2 | 150 | 1 |
| 26 | Môtiers | 1'764 | 35 | 592 | 12 | 169 | 3 | 298 | 6 | 0 | 0 | 1'159 | 23 | 814 | 16 | 47 | 1 | 21 | 0 | 128 | 3 |
| 27 | Couvet | 1'600 | 30 | 828 | 16 | 238 | 4 | 378 | 7 | 7 | 0 | 903 | 17 | 790 | 15 | 0 | 0 | 28 | 1 | 534 | 10 |
| 28 | Travers | 1'378 | 32 | 618 | 15 | 229 | 5 | 336 | 8 | 0 | 0 | 814 | 19 | 790 | 19 | 0 | 0 | 17 | 0 | 59 | 1 |
| 29 | Noiraigue | 1'485 | 33 | 584 | 13 | 225 | 5 | 336 | 8 | 0 | 0 | 1'014 | 23 | 745 | 17 | 0 | 0 | 8 | 0 | 63 | 1 |
| 30 | Boveresse | 1'303 | 30 | 643 | 15 | 177 | 4 | 189 | 4 | 0 | 0 | 1'107 | 25 | 764 | 17 | 0 | 0 | 15 | 0 | 178 | 4 |
| 31 | Fleurier | 1'372 | 33 | 559 | 13 | 140 | 3 | 399 | 9 | 0 | 0 | 898 | 21 | 807 | 19 | 0 | 0 | 20 | 0 | 10 | 0 |
| 32 | Buttes | 1'497 | 30 | 1'069 | 22 | 294 | 6 | 301 | 6 | 0 | 0 | 882 | 18 | 754 | 15 | 51 | 1 | 21 | 0 | 83 | 2 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 1'615 | 24 | 1'444 | 21 | 114 | 2 | 987 | 15 | 0 | 0 | 679 | 10 | 1'660 | 25 | 44 | 1 | 52 | 1 | 139 | 2 |
| 34 | Saint-Sulpice | 1'431 | 32 | 831 | 18 | 65 | 1 | 392 | 9 | 8 | 0 | 855 | 19 | 804 | 18 | 41 | 1 | 52 | 1 | 21 | 0 |
| 35 | Les Verrières | 1'817 | 32 | 1'136 | 20 | 316 | 6 | 404 | 7 | 0 | 0 | 899 | 16 | 770 | 14 | 39 | 1 | 47 | 1 | 209 | 4 |
| 36 | Les Bayards | 1'592 | 28 | 1'474 | 26 | 246 | 4 | 429 | 8 | 0 | 0 | 979 | 17 | 762 | 13 | 28 | 0 | 75 | 1 | 97 | 2 |
| 37 | Cernier | 987 | 23 | 820 | 19 | 140 | 3 | 300 | 7 | 0 | 0 | 995 | 23 | 896 | 21 | 45 | 1 | 30 | 1 | 89 | 2 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 1'243 | 26 | 806 | 17 | 265 | 5 | 404 | 8 | 5 | 0 | 1'186 | 24 | 779 | 16 | 35 | 1 | 27 | 1 | 104 | 2 |
| 39 | Dombresson | 1'243 | 29 | 604 | 14 | 113 | 3 | 365 | 8 | 0 | 0 | 1'149 | 27 | 769 | 18 | 33 | 1 | 22 | 1 | 34 | 1 |
| 40 | Villiers | 534 | 13 | 705 | 17 | 196 | 5 | 244 | 6 | 0 | 0 | 1'664 | 39 | 838 | 20 | 28 | 1 | 14 | 0 | 18 | 0 |
| 41 | Le Pâquier | 2'031 | 30 | 1'858 | 28 | 610 | 9 | 422 | 6 | 0 | 0 | 827 | 12 | 838 | 13 | 21 | 0 | 31 | 0 | 32 | 0 |
| 42 | Savagnier | 1'337 | 30 | 746 | 17 | 134 | 3 | 280 | 6 | 1 | 0 | 937 | 21 | 844 | 19 | 28 | 1 | 54 | 1 | 89 | 2 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 965 | 20 | 920 | 20 | 197 | 4 | 349 | 7 | 0 | 0 | 885 | 19 | 1'157 | 25 | 39 | 1 | 27 | 1 | 178 | 4 |
| 44 | Fontaines | 1'152 | 24 | 647 | 14 | 182 | 4 | 273 | 6 | 0 | 0 | 1'177 | 25 | 904 | 19 | 43 | 1 | 30 | 1 | 310 | 7 |
| 45 | Engollon | 558 | 10 | 1'073 | 20 | 75 | 1 | 1'063 | 20 | 0 | 0 | 1'124 | 21 | 1'275 | 24 | 0 | 0 | 91 | 2 | 147 | 3 |
| 46 | Fontainemelon | 1'246 | 28 | 834 | 19 | 127 | 3 | 199 | 4 | 0 | 0 | 868 | 19 | 1'127 | 25 | 43 | 1 | 15 | 0 | 44 | 1 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 1'121 | 25 | 755 | 17 | 286 | 6 | 292 | 7 | 0 | 0 | 977 | 22 | 827 | 19 | 56 | 1 | 19 | 0 | 91 | 2 |
| 48 | Boudevilliers | 1'041 | 19 | 1'551 | 29 | 85 | 2 | 438 | 8 | 0 | 0 | 1'001 | 19 | 966 | 18 | 43 | 1 | 65 | 1 | 198 | 4 |
| 49 | Valangin | 1'526 | 33 | 826 | 18 | 82 | 2 | 393 | 9 | 0 | 0 | 835 | 18 | 831 | 18 | 35 | 1 | 41 | 1 | 40 | 1 |
| 50 | Coffrane | 1'247 | 29 | 630 | 15 | 285 | 7 | 312 | 7 | 0 | 0 | 888 | 20 | 774 | 18 | 33 | 1 | 23 | 1 | 143 | 3 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 1'096 | 23 | 802 | 17 | 214 | 4 | 356 | 7 | 0 | 0 | 977 | 20 | 850 | 18 | 52 | 1 | 37 | 1 | 463 | 10 |
| 52 | Montmollin | 1'178 | 26 | 865 | 19 | 113 | 2 | 290 | 6 | 1 | 0 | 654 | 14 | 1'208 | 26 | 37 | 1 | 57 | 1 | 160 | 4 |
| 53 | Le Locle | 2'924 | 38 | 1'554 | 20 | 595 | 8 | 637 | 8 | 0 | 0 | 273 | 4 | 948 | 12 | 31 | 0 | 114 | 1 | 560 | 7 |
| 54 | Les Brenets | 1'452 | 24 | 1'091 | 18 | 225 | 4 | 886 | 15 | 3 | 0 | 707 | 12 | 1'322 | 22 | 50 | 1 | 64 | 1 | 288 | 5 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 1'048 | 30 | 547 | 16 | 42 | 1 | 248 | 7 | 0 | 0 | 825 | 24 | 742 | 21 | 0 | 0 | 44 | 1 | 0 | 0 |
| 56 | La Brévine | 1'171 | 31 | 579 | 15 | 100 | 3 | 284 | 7 | 0 | 0 | 872 | 23 | 715 | 19 | 0 | 0 | 25 | 1 | 68 | 2 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 1'199 | 32 | 674 | 18 | 101 | 3 | 349 | 9 | 0 | 0 | 678 | 18 | 756 | 20 | 0 | 0 | 9 | 0 | 23 | 1 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 1'243 | 28 | 796 | 18 | 227 | 5 | 421 | 10 | 1 | 0 | 841 | 19 | 748 | 17 | 40 | 1 | 28 | 1 | 26 | 1 |
| 59 | Brot-Plamboz | 745 | 20 | 1'063 | 29 | 7 | 0 | 60 | 2 | 9 | 0 | 887 | 24 | 800 | 22 | 0 | 0 | 81 | 2 | 0 | 0 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 4'738 | 48 | 2'291 | 23 | 480 | 5 | 579 | 6 | 0 | 0 | 181 | 2 | 1'055 | 11 | 0 | 0 | 50 | 1 | 529 | 5 |
| 61 | Les Planchettes | 1'435 | 34 | 705 | 17 | 106 | 2 | 185 | 4 | 0 | 0 | 1'082 | 25 | 733 | 17 | 0 | 0 | 11 | 0 | 0 | 0 |
| 62 | La Sagne | 1'483 | 28 | 1'128 | 21 | 249 | 5 | 620 | 12 | 1 | 0 | 756 | 14 | 734 | 14 | 35 | 1 | 66 | 1 | 284 | 5 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 3'246 | 38.4 | 1'922 | 22.7 | 402 | 4.7 | 557 | 6.6 | 1 | 0.0 | 628 | 7.4 | 1'161 | 13.7 | 27 | 0.3 | 61 | 0.7 | 461 | 5.4 |
| | Chiffres de 1996-2000 | 2'942 | 37.6 | 1'885 | 24.1 | 413 | 5.3 | 460 | 5.9 | 1 | 0.0 | 560 | 7.2 | 1'038 | 13.3 | 5 | 0.1 | 54 | 0.7 | 458 | 5.9 |

## Statistiques quinquennales 2001/2005. Récapitulation par nature. Revenus par habitant en francs et en pourcentage du total — Tableau 37

| | | Impôts | | Patentes concessions | | Revenus des biens | | Contributions | | Parts à recettes et contrib. sans affect. | | Dédommagements de collect. publ. | | Subventions acquises | | Subventions à redistribuer | | Prélèvements s/les finan. spéciaux | | Imputations internes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Francs | % | Francs | % | Francs | % | Francs | % | Francs | % | Francs | % | Francs | % | Francs | % | Francs | % | Francs | % |
| 1 | Neuchâtel | 4'498 | 28 | 2 | 0 | 483 | 3 | 5'864 | 37 | 106 | 1 | 807 | 5 | 2'933 | 18 | 0 | 0 | 61 | 0 | 1'101 | 7 |
| 2 | Hauterive | 3'208 | 59 | 21 | 0 | 201 | 4 | 1'294 | 24 | 77 | 1 | 166 | 3 | 202 | 4 | 51 | 1 | 36 | 1 | 193 | 4 |
| 3 | Saint-Blaise | 3'571 | 56 | 0 | 0 | 229 | 4 | 1'865 | 29 | 53 | 1 | 54 | 1 | 217 | 3 | 52 | 1 | 64 | 1 | 223 | 4 |
| 4 | Marin-Epagnier | 3'834 | 63 | 134 | 2 | 351 | 6 | 891 | 15 | 60 | 1 | 215 | 4 | 219 | 4 | 115 | 2 | 13 | 0 | 240 | 4 |
| 5 | Thielle-Wavre | 3'153 | 71 | 45 | 1 | 53 | 1 | 589 | 13 | 51 | 1 | 66 | 1 | 346 | 8 | 49 | 1 | 85 | 2 | 30 | 1 |
| 6 | Cornaux | 2'808 | 52 | 0 | 0 | 175 | 3 | 1'545 | 28 | 58 | 1 | 56 | 1 | 229 | 4 | 42 | 1 | 43 | 1 | 473 | 9 |
| 7 | Cressier | 2'465 | 43 | 0 | 0 | 63 | 1 | 2'293 | 40 | 52 | 1 | 291 | 5 | 315 | 6 | 55 | 1 | 69 | 1 | 69 | 1 |
| 8 | Enges | 3'118 | 59 | 46 | 1 | 570 | 11 | 753 | 14 | 51 | 1 | 83 | 2 | 435 | 8 | 31 | 1 | 29 | 1 | 135 | 3 |
| 9 | Le Landeron | 2'648 | 55 | 3 | 0 | 127 | 3 | 1'427 | 30 | 52 | 1 | 60 | 1 | 251 | 5 | 47 | 1 | 44 | 1 | 150 | 3 |
| 10 | Lignières | 2'564 | 44 | 0 | 0 | 301 | 5 | 1'861 | 32 | 51 | 1 | 33 | 1 | 609 | 11 | 49 | 1 | 79 | 1 | 216 | 4 |
| 11 | Boudry | 2'602 | 39 | 7 | 0 | 168 | 3 | 2'489 | 37 | 52 | 1 | 154 | 2 | 684 | 10 | 85 | 1 | 12 | 0 | 403 | 6 |
| 12 | Cortaillod | 2'959 | 53 | 6 | 0 | 124 | 2 | 1'525 | 28 | 61 | 1 | 74 | 1 | 431 | 8 | 54 | 1 | 29 | 1 | 281 | 5 |
| 13 | Colombier | 2'944 | 52 | 0 | 0 | 109 | 2 | 1'551 | 28 | 53 | 1 | 38 | 1 | 438 | 8 | 60 | 1 | 18 | 0 | 407 | 7 |
| 14 | Auvernier | 4'546 | 63 | 0 | 0 | 415 | 6 | 1'615 | 22 | 73 | 1 | 11 | 0 | 345 | 5 | 59 | 1 | 17 | 0 | 165 | 2 |
| 15 | Peseux | 2'795 | 56 | 0 | 0 | 161 | 3 | 1'529 | 30 | 74 | 1 | 132 | 3 | 204 | 4 | 54 | 1 | 8 | 0 | 75 | 1 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | 3'319 | 69 | 39 | 1 | 53 | 1 | 907 | 19 | 56 | 1 | 8 | 0 | 229 | 5 | 49 | 1 | 15 | 0 | 124 | 3 |
| 17 | Bôle | 3'067 | 63 | 0 | 0 | 58 | 1 | 1'173 | 24 | 51 | 1 | 25 | 1 | 363 | 7 | 48 | 1 | 11 | 0 | 106 | 2 |
| 18 | Rochefort | 2'855 | 64 | 49 | 1 | 102 | 2 | 708 | 16 | 51 | 1 | 97 | 2 | 399 | 9 | 41 | 1 | 20 | 0 | 132 | 3 |
| 19 | Brot-Dessous | 2'455 | 58 | 121 | 3 | 304 | 7 | 495 | 12 | 53 | 1 | 77 | 2 | 635 | 15 | 70 | 2 | 3 | 0 | 50 | 1 |
| 20 | Bevaix | 2'781 | 62 | 62 | 1 | 92 | 2 | 714 | 16 | 52 | 1 | 17 | 0 | 508 | 11 | 53 | 1 | 34 | 1 | 162 | 4 |
| 21 | Gorgier | 3'423 | 66 | 57 | 1 | 113 | 2 | 808 | 16 | 51 | 1 | 55 | 1 | 509 | 10 | 43 | 1 | 19 | 0 | 75 | 1 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | 2'947 | 59 | 0 | 0 | 206 | 4 | 902 | 18 | 52 | 1 | 58 | 1 | 537 | 11 | 51 | 1 | 43 | 1 | 189 | 4 |
| 23 | Fresens | 2'307 | 50 | 49 | 1 | 277 | 6 | 701 | 15 | 48 | 1 | 99 | 2 | 998 | 22 | 43 | 1 | 37 | 1 | 12 | 0 |
| 24 | Montalchez | 2'484 | 55 | 41 | 1 | 206 | 5 | 688 | 15 | 48 | 1 | 53 | 1 | 871 | 19 | 27 | 1 | 7 | 0 | 77 | 2 |
| 25 | Vaumarcus | 7'828 | 76 | 94 | 1 | 282 | 3 | 1'154 | 11 | 53 | 1 | 39 | 0 | 578 | 6 | 44 | 0 | 145 | 1 | 150 | 1 |
| 26 | Môtiers | 2'531 | 53 | 69 | 1 | 145 | 3 | 705 | 15 | 52 | 1 | 193 | 4 | 846 | 18 | 47 | 1 | 22 | 0 | 128 | 3 |
| 27 | Couvet | 2'229 | 44 | 135 | 3 | 249 | 5 | 671 | 13 | 62 | 1 | 167 | 3 | 969 | 19 | 0 | 0 | 36 | 1 | 534 | 11 |
| 28 | Travers | 2'195 | 53 | 100 | 2 | 133 | 3 | 544 | 13 | 51 | 1 | 38 | 1 | 978 | 24 | 0 | 0 | 36 | 1 | 59 | 1 |
| 29 | Noiraigue | 2'265 | 51 | 84 | 2 | 145 | 3 | 551 | 12 | 51 | 1 | 76 | 2 | 1'229 | 27 | 0 | 0 | 16 | 0 | 63 | 1 |
| 30 | Boveresse | 2'004 | 49 | 45 | 1 | 187 | 5 | 545 | 13 | 48 | 1 | 64 | 2 | 1'016 | 25 | 0 | 0 | 12 | 0 | 178 | 4 |
| 31 | Fleurier | 2'689 | 65 | 106 | 3 | 98 | 2 | 408 | 10 | 57 | 1 | 136 | 3 | 652 | 16 | 0 | 0 | 4 | 0 | 10 | 0 |
| 32 | Buttes | 2'163 | 45 | 60 | 1 | 85 | 2 | 949 | 20 | 49 | 1 | 129 | 3 | 1'177 | 25 | 51 | 1 | 28 | 1 | 83 | 2 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | 3'299 | 58 | 76 | 1 | 465 | 8 | 841 | 15 | 51 | 1 | 34 | 1 | 601 | 11 | 44 | 1 | 108 | 2 | 139 | 2 |
| 34 | Saint-Sulpice | 2'229 | 51 | 70 | 2 | 108 | 2 | 763 | 17 | 50 | 1 | 28 | 1 | 1'053 | 24 | 40 | 1 | 16 | 0 | 21 | 0 |
| 35 | Les Verrières | 2'124 | 40 | 58 | 1 | 213 | 4 | 1'379 | 26 | 50 | 1 | 245 | 5 | 984 | 18 | 39 | 1 | 26 | 0 | 209 | 4 |
| 36 | Les Bayards | 2'043 | 38 | 72 | 1 | 203 | 4 | 1'654 | 31 | 51 | 1 | 17 | 0 | 1'215 | 23 | 27 | 1 | 9 | 0 | 97 | 2 |
| 37 | Cernier | 2'567 | 59 | 56 | 1 | 169 | 4 | 779 | 18 | 75 | 2 | 26 | 1 | 557 | 13 | 0 | 0 | 10 | 0 | 89 | 2 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | 2'737 | 57 | 50 | 1 | 115 | 2 | 896 | 19 | 51 | 1 | 141 | 3 | 675 | 14 | 35 | 1 | 21 | 0 | 104 | 2 |
| 39 | Dombresson | 2'453 | 57 | 40 | 1 | 102 | 2 | 706 | 16 | 49 | 1 | 253 | 6 | 645 | 15 | 33 | 1 | 7 | 0 | 34 | 1 |
| 40 | Villiers | 2'579 | 62 | 36 | 1 | 339 | 8 | 613 | 15 | 50 | 1 | 109 | 3 | 369 | 9 | 28 | 1 | 17 | 0 | 18 | 0 |
| 41 | Le Pâquier | 2'544 | 39 | 41 | 1 | 700 | 11 | 1'639 | 25 | 51 | 1 | 364 | 6 | 1'058 | 16 | 21 | 0 | 20 | 0 | 32 | 0 |
| 42 | Savagnier | 2'381 | 55 | 35 | 1 | 287 | 7 | 767 | 18 | 51 | 1 | 116 | 3 | 547 | 13 | 28 | 1 | 45 | 1 | 89 | 2 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | 2'690 | 57 | 41 | 1 | 484 | 10 | 890 | 19 | 50 | 1 | 57 | 1 | 279 | 6 | 39 | 1 | 20 | 0 | 178 | 4 |
| 44 | Fontaines | 2'500 | 55 | 58 | 1 | 357 | 8 | 770 | 17 | 52 | 1 | 120 | 3 | 335 | 7 | 43 | 1 | 13 | 0 | 310 | 7 |
| 45 | Engollon | 3'018 | 56 | 179 | 3 | 868 | 16 | 770 | 14 | 53 | 1 | 193 | 4 | 88 | 2 | 0 | 0 | 113 | 2 | 147 | 3 |
| 46 | Fontainemelon | 2'802 | 60 | 77 | 2 | 389 | 8 | 766 | 16 | 50 | 1 | 214 | 5 | 262 | 6 | 43 | 1 | 6 | 0 | 44 | 1 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | 2'803 | 61 | 56 | 1 | 173 | 4 | 756 | 17 | 55 | 1 | 94 | 2 | 442 | 10 | 56 | 1 | 38 | 1 | 91 | 2 |
| 48 | Boudevilliers | 2'495 | 48 | 0 | 0 | 75 | 1 | 1'906 | 36 | 52 | 1 | 287 | 5 | 161 | 3 | 43 | 1 | 29 | 1 | 198 | 4 |
| 49 | Valangin | 2'476 | 54 | 52 | 1 | 313 | 7 | 690 | 15 | 122 | 3 | 322 | 7 | 485 | 11 | 35 | 1 | 64 | 1 | 40 | 1 |
| 50 | Coffrane | 2'534 | 58 | 55 | 1 | 132 | 3 | 700 | 16 | 51 | 1 | 96 | 2 | 535 | 12 | 33 | 1 | 54 | 1 | 143 | 3 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | 2'887 | 61 | 69 | 1 | 125 | 3 | 761 | 16 | 50 | 1 | 13 | 0 | 242 | 5 | 52 | 1 | 48 | 1 | 463 | 10 |
| 52 | Montmollin | 2'560 | 59 | 49 | 1 | 164 | 4 | 744 | 17 | 51 | 1 | 205 | 5 | 358 | 8 | 37 | 1 | 46 | 1 | 160 | 4 |
| 53 | Le Locle | 3'253 | 43 | 5 | 0 | 324 | 4 | 2'238 | 29 | 58 | 1 | 151 | 2 | 949 | 12 | 31 | 0 | 37 | 0 | 560 | 7 |
| 54 | Les Brenets | 3'890 | 67 | 62 | 1 | 181 | 3 | 954 | 16 | 54 | 1 | 34 | 1 | 265 | 5 | 47 | 1 | 12 | 0 | 288 | 5 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | 2'084 | 58 | 46 | 1 | 146 | 4 | 291 | 8 | 54 | 2 | 13 | 0 | 949 | 26 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 |
| 56 | La Brévine | 1'983 | 53 | 57 | 2 | 204 | 6 | 386 | 10 | 51 | 1 | 50 | 1 | 904 | 24 | 0 | 0 | 11 | 0 | 68 | 2 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | 2'342 | 60 | 59 | 2 | 229 | 6 | 335 | 9 | 49 | 1 | 79 | 2 | 764 | 20 | 0 | 0 | 1 | 0 | 23 | 1 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | 2'350 | 54 | 57 | 1 | 254 | 6 | 680 | 16 | 52 | 1 | 60 | 1 | 859 | 20 | 0 | 0 | 9 | 0 | 26 | 1 |
| 59 | Brot-Plamboz | 2'000 | 55 | 62 | 2 | 35 | 1 | 804 | 22 | 49 | 1 | 10 | 0 | 633 | 17 | 9 | 0 | 34 | 1 | 0 | 0 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | 3'124 | 32 | 4 | 0 | 411 | 4 | 3'209 | 33 | 69 | 1 | 71 | 1 | 2'234 | 23 | 0 | 0 | 51 | 1 | 529 | 5 |
| 61 | Les Planchettes | 2'258 | 56 | 0 | 0 | 185 | 5 | 379 | 9 | 51 | 1 | 60 | 1 | 1'071 | 27 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 62 | La Sagne | 2'544 | 49 | 61 | 1 | 238 | 5 | 1'092 | 21 | 52 | 1 | 72 | 1 | 781 | 15 | 31 | 1 | 55 | 1 | 284 | 5 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | 3'257 | 39.1 | 23 | 0.3 | 296 | 3.5 | 2'577 | 30.9 | 69 | 0.8 | 230 | 2.8 | 1'360 | 16.3 | 26 | 0.3 | 39 | 0.5 | 461 | 5.5 |
| | Chiffres de 1996-2000 | 2'928 | 37.6 | 20 | 0.3 | 264 | 3.4 | 2'617 | 33.6 | 292 | 3.7 | 166 | 2.1 | 1'016 | 13.0 | 5 | 0.1 | 24 | 0.3 | 458 | 5.9 |

## Statistiques quinquennales 2001/2005. Récapitulation fonctionnelle. Résultats nets en francs par habitant

**Tableau 38**

| | | Administration | Sécurité publique | Enseignement et formation | Culture loisirs-sports | Santé | Prévoyance sociale | Trafic | Protect. et aménag. de l'environnement | Economie publique | Finances et impôts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Neuchâtel | -361 | -488 | -1'007 | -887 | -378 | -592 | -568 | -24 | 117 | 4'036 |
| 2 | Hauterive | -252 | -87 | -803 | -323 | -368 | -453 | -490 | -57 | 61 | 2'671 |
| 3 | Saint-Blaise | -321 | -96 | -986 | -240 | -384 | -377 | -556 | -100 | 85 | 2'843 |
| 4 | Marin-Epagnier | -329 | -135 | -1'079 | -254 | -359 | -383 | -467 | -88 | 124 | 2'626 |
| 5 | Thielle-Wavre | -293 | -61 | -1'353 | -59 | -358 | -350 | -197 | -82 | 53 | 2'789 |
| 6 | Cornaux | -350 | -114 | -1'154 | -306 | -370 | -373 | -205 | -98 | 130 | 2'571 |
| 7 | Cressier | -179 | -68 | -1'085 | -75 | -368 | -404 | -258 | -23 | 168 | 1'861 |
| 8 | Enges | -470 | -59 | -1'226 | -31 | -385 | -352 | -548 | -38 | 41 | 3'236 |
| 9 | Le Landeron | -180 | -54 | -1'062 | -108 | -374 | -378 | -218 | -68 | 83 | 2'181 |
| 10 | Lignières | -326 | -67 | -1'254 | -78 | -367 | -365 | -538 | -60 | 68 | 2'928 |
| 11 | Boudry | -285 | -112 | -1'148 | -91 | -376 | -382 | -412 | -92 | 91 | 2'657 |
| 12 | Cortaillod | -256 | -95 | -1'051 | -201 | -374 | -379 | -298 | -113 | 42 | 2'636 |
| 13 | Colombier | -227 | -159 | -1'120 | -146 | -371 | -380 | -333 | -55 | 96 | 2'638 |
| 14 | Auvernier | -343 | -167 | -855 | -223 | -377 | -388 | -433 | -50 | 80 | 2'751 |
| 15 | Peseux | -300 | -116 | -890 | -148 | -375 | -395 | -375 | -51 | 107 | 2'544 |
| 16 | Corcelles-Cormondrèche | -233 | -108 | -1'059 | -126 | -379 | -392 | -422 | -86 | 20 | 2'702 |
| 17 | Bôle | -317 | -107 | -979 | -132 | -372 | -385 | -196 | -80 | 33 | 2'427 |
| 18 | Rochefort | -340 | -95 | -908 | -46 | -364 | -358 | -368 | -59 | 35 | 2'483 |
| 19 | Brot-Dessous | -740 | -124 | -516 | -101 | -384 | -370 | -390 | -72 | 102 | 2'575 |
| 20 | Bevaix | -197 | -73 | -1'171 | -116 | -375 | -349 | -199 | -54 | 33 | 2'534 |
| 21 | Gorgier | -327 | -144 | -1'178 | -68 | -383 | -338 | -332 | -88 | 14 | 2'976 |
| 22 | Saint-Aubin-Sauges | -277 | -136 | -1'136 | -171 | -395 | -353 | -273 | -95 | -11 | 2'833 |
| 23 | Fresens | -243 | -61 | -1'246 | -39 | -398 | -330 | -67 | -53 | 26 | 2'719 |
| 24 | Montalchez | -342 | -71 | -1'126 | -12 | -398 | -329 | -403 | -142 | 3 | 3'037 |
| 25 | Vaumarcus | -654 | -88 | -1'094 | -86 | -376 | -340 | -929 | -497 | 69 | 4'230 |
| 26 | Môtiers | -393 | -59 | -1'465 | -172 | -374 | -358 | -329 | -59 | 33 | 2'924 |
| 27 | Couvet | -205 | -236 | -998 | -286 | -364 | -429 | -416 | -100 | 33 | 2'747 |
| 28 | Travers | -427 | -83 | -1'080 | -160 | -369 | -358 | -389 | -111 | 107 | 2'763 |
| 29 | Noiraigue | -341 | -64 | -1'256 | -142 | -367 | -346 | -296 | -47 | 91 | 2'789 |
| 30 | Boveresse | -394 | -115 | -1'167 | -223 | -366 | -352 | -398 | -14 | 24 | 2'727 |
| 31 | Fleurier | -281 | -124 | -1'104 | -266 | -369 | -416 | -389 | -75 | 88 | 2'891 |
| 32 | Buttes | -393 | -106 | -1'167 | -155 | -382 | -354 | -306 | -42 | 78 | 2'649 |
| 33 | La Côte-aux-Fées | -609 | -144 | -1'078 | -214 | -386 | -341 | -694 | -66 | 33 | 2'423 |
| 34 | Saint-Sulpice | -396 | -83 | -1'110 | -150 | -373 | -382 | -436 | -42 | 82 | 2'769 |
| 35 | Les Verrières | -406 | -114 | -1'078 | -182 | -371 | -353 | -447 | -95 | 201 | 2'536 |
| 36 | Les Bayards | -538 | -72 | -1'072 | -184 | -370 | -348 | -458 | -49 | 188 | 2'609 |
| 37 | Cernier | -241 | -84 | -1'198 | -58 | -356 | -418 | -264 | -108 | 35 | 2'715 |
| 38 | Chézard-Saint-Martin | -237 | -64 | -1'311 | -58 | -356 | -377 | -300 | -93 | 9 | 2'760 |
| 39 | Dombresson | -228 | -52 | -1'287 | -58 | -355 | -368 | -315 | -87 | 22 | 2'717 |
| 40 | Villiers | -397 | -72 | -1'395 | -51 | -356 | -380 | -321 | -97 | 27 | 2'960 |
| 41 | Le Pâquier | -556 | -79 | -1'138 | -48 | -373 | -410 | -314 | -74 | 44 | 2'748 |
| 42 | Savagnier | -249 | -71 | -1'214 | -71 | -348 | -352 | -339 | -102 | 22 | 2'620 |
| 43 | Fenin-Vilars-Saules | -331 | -117 | -926 | -42 | -361 | -358 | -305 | -81 | 39 | 2'491 |
| 44 | Fontaines | -238 | -50 | -1'298 | -80 | -356 | -360 | -232 | -72 | 30 | 2'495 |
| 45 | Engollon | -417 | -182 | -605 | -182 | -369 | -333 | -267 | -264 | -181 | 2'824 |
| 46 | Fontainemelon | -285 | -43 | -1'152 | -58 | -359 | -363 | -306 | -111 | 66 | 2'758 |
| 47 | Les Hauts-Geneveys | -285 | -129 | -1'110 | -42 | -363 | -371 | -360 | -63 | 32 | 2'832 |
| 48 | Boudevilliers | -251 | -60 | -1'146 | -45 | -355 | -361 | -271 | -54 | 43 | 2'359 |
| 49 | Valangin | -359 | -109 | -1'067 | -148 | -368 | -353 | -248 | -54 | 90 | 2'605 |
| 50 | Coffrane | -309 | -49 | -1'238 | -102 | -366 | -362 | -176 | -43 | 43 | 2'601 |
| 51 | Les Geneveys/Coffrane | -325 | -66 | -1'232 | -224 | -361 | -359 | -199 | -60 | 76 | 2'613 |
| 52 | Montmollin | -378 | -76 | -862 | -35 | -361 | -367 | -255 | -67 | 49 | 2'160 |
| 53 | Le Locle | -396 | -308 | -1'059 | -389 | -357 | -482 | -345 | -117 | 105 | 3'319 |
| 54 | Les Brenets | -436 | -230 | -1'120 | -315 | -342 | -391 | -648 | -80 | 13 | 3'245 |
| 55 | Le Cerneux-Péquignot | -230 | -140 | -1'389 | -28 | -344 | -340 | -137 | -62 | 28 | 2'731 |
| 56 | La Brévine | -318 | -132 | -1'028 | -164 | -344 | -335 | -323 | -44 | 36 | 2'552 |
| 57 | La Chaux-du-Milieu | -327 | -188 | -1'300 | -74 | -354 | -335 | -118 | -26 | 46 | 2'769 |
| 58 | Les Ponts-de-Martel | -316 | -118 | -1'210 | -116 | -380 | -359 | -299 | -29 | 40 | 2'762 |
| 59 | Brot-Plamboz | -273 | -112 | -1'207 | -24 | -361 | -346 | -60 | 14 | 63 | 2'290 |
| 60 | La Chaux-de-Fonds | -178 | -347 | -1'081 | -465 | -395 | -463 | -462 | -104 | 138 | 3'159 |
| 61 | Les Planchettes | -333 | -103 | -1'570 | -39 | -354 | -335 | -279 | -6 | -10 | 2'775 |
| 62 | La Sagne | -394 | -83 | -1'243 | -61 | -375 | -338 | -433 | -39 | 46 | 2'774 |
| | | | | | | | | | | | |
| | Ensemble des communes | -283 | -245 | -1'073 | -375 | -376 | -444 | -415 | -75 | 94 | 3'066 |
| | Chiffres de 1996-2000 | -230 | -203 | -978 | -311 | -319 | -558 | -379 | -153 | 131 | 2'974 |

## Comparaison des statistiques quinquennales 1996 - 2000 et 2001 - 2005

**Tableau 39**

### Statistiques quinquennales. Récapitulation par nature. Charges en francs par habitant

| | Charges de personnel | Biens, services et marchandises | Intérêts passifs | Amortissements | Parts contributions sans affectation | Dédommagements à des collectivités publiques | Subventions accordées | Subventions redistribuées | Attributions aux financements spéciaux | Imputations internes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ensemble des communes | | | | | | | | | | |
| Chiffres de 2001 - 2005 | 3'246 | 1'922 | 402 | 557 | 1 | 628 | 1'161 | 27 | 61 | 461 |
| Chiffres de 1996 - 2000 | 2'942 | 1'885 | 413 | 460 | 1 | 560 | 1'038 | 5 | 54 | 458 |
| différence | 305 | 36 | -11 | 97 | 0 | 68 | 123 | 22 | 7 | 3 |
| variation en % | 10.4 | 1.9 | -2.7 | 21.0 | 6.6 | 12.2 | 11.8 | 393.7 | 13.0 | 0.7 |

### Statistiques quinquennales. Récapitulation par nature. Revenus en francs par habitant

| | Impôts | Patentes concessions | Revenus des biens | Contributions | Parts à des recettes et contributions sans affectation | Dédommagements de collectivités publiques | Subventions acquises | Subventions à redistribuer | Prélèvements sur les financements spéciaux | Imputations internes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ensemble des communes | | | | | | | | | | |
| Chiffres de 2001 - 2005 | 3'257 | 23 | 296 | 2'577 | 69 | 230 | 1'360 | 26 | 39 | 461 |
| Chiffres de 1996 - 2000 | 2'928 | 20 | 264 | 2'617 | 292 | 166 | 1'016 | 5 | 24 | 458 |
| différence | 329 | 3 | 32 | -40 | -223 | 64 | 344 | 21 | 15 | 3 |
| variation en % | 11.2 | 14.2 | 12.2 | -1.5 | -76.5 | 38.9 | 33.8 | 405.8 | 62.9 | 0.7 |

### Statistiques quinquennales. Récapitulation fonctionnelle. Résultats nets en francs par habitant

| | Administration | Sécurité publique | Enseignemt et formation | Culture loisirs-sports | Santé | Prévoyance sociale | Trafic | Protection et aménagement de l'environnement | Economie publique | Finances et impôts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ensemble des communes | | | | | | | | | | |
| Chiffres de 2001 - 2005 | -283 | -245 | -1073 | -375 | -376 | -444 | -415 | -75 | 94 | 3'066 |
| Chiffres de 1996 - 2000 | -230 | -203 | -978 | -311 | -319 | -558 | -379 | -153 | 131 | 2'974 |
| différence | -53 | -42 | -95 | -64 | -57 | 113 | -36 | 78 | -38 | 91 |
| variation en % | 22.9 | 20.6 | 9.7 | 20.7 | 17.8 | -20.3 | 9.5 | -51.0 | -28.7 | 3.1 |
| | augmentation de charges | augmentation de charges | augmentation de charges | augmentation de charges | augmentation de charges | diminution de charges | augmentation de charges | diminution de charges | diminution de revenus | augmentation de revenus |

## Syndicats intercommunaux et régionaux. Comptes des investissements 2005 Bilans à fin 2005 Tableau 40

| | Investissements | | | Dette consolidée | Bilan |
|---|---|---|---|---|---|
| | Dépenses | Recettes | Nets | | |
| **Ecoles secondaires (6)** | | | | | |
| ESRN (Neuchâtel) | 1'028'205 | 85'380 | 942'825 | 13'515'600 | 17'349'075 |
| CESCOLE (Colombier) | 0 | 0 | 0 | 4'278'000 | 4'949'448 |
| CSC (Gorgier) | 331'171 | 0 | 331'171 | 9'211'787 | 9'964'459 |
| CVT (Fleurier) | 85'418 | 195'219 | -109'801 | 6'811'500 | 6'820'985 |
| La Fontenelle (Cernier) | 0 | 0 | 0 | 9'672'824 | 9'952'885 |
| ESIP (Les Ponts-de-Martel) | 0 | 0 | 0 | 0 | 40'351 |
| **Total Ecoles secondaires (6)** | **1'444'794** | **280'599** | **1'164'195** | **43'489'711** | **49'077'203** |
| **Stations d'épuration (10)** | | | | | |
| Châtellenie de Thielle (Marin-Epagnier) | 48'948 | 238'933 | -189'985 | 17'885'000 | 16'726'987 |
| Boudry-Cortaillod (Cortaillod) | 0 | 0 | 0 | 2'400'000 | 2'743'108 |
| La Saunerie (Colombier) | 10'670 | 0 | 10'670 | 6'450'000 | 6'741'097 |
| Canep (Corcelles-Cormondrèche) | 0 | 0 | 0 | 200'000 | 356'707 |
| La Béroche (St-Aubin-Sauges) | 3'260 | 0 | 3'260 | 3'005'000 | 3'016'651 |
| SEPUVT (Fleurier) | 21'483 | 0 | 21'483 | 1'476'500 | 2'180'612 |
| SEVRE (Cernier) épuration et aduction d'eau (anciennement SEVARU/SIPRE) | 1'414'376 | 420'747 | 993'629 | 18'403'200 | 20'845'956 |
| Coffrane-Les Geneveys-sur-Coffrane (Les Geneveys-sur-Coffrane) | 0 | 0 | 0 | 320'000 | 320'000 |
| Montmollin-Rochefort (Montmollin) | 0 | 0 | 0 | 34'000 | 34'000 |
| SIEL (Le Landeron, Lignières, La Neuveville) | 0 | 17'400 | -17'400 | 5'100'000 | 13'135'524 |
| **Total Stations d'épuration (10)** | **1'498'737** | **677'080** | **821'657** | **55'273'700** | **66'100'642** |
| **Adduction d'eau (5)** | | | | | |
| SEHB (St-Aubin-Sauges) | 0 | 0 | 0 | 0 | 79'414 |
| SDEVDT (Noiraigue) | 4'418 | 8'292 | -3'874 | 2'600'000 | 3'979'394 |
| SEMVER (La Côte-aux-Fées) | 0 | 0 | 0 | 0 | 289'599 |
| SEVAB (La Brévine) | 8'454 | 17'666 | -9'212 | 1'103'750 | 1'396'711 |
| SIVAMO (La Chaux-de-Fonds) | 0 | 0 | 0 | 9'305'000 | 25'051'832 |
| **Total Adduction d'eau (5)** | **12'872** | **25'958** | **-13'086** | **13'008'750** | **30'796'950** |
| **Divers (13)** | | | | | |
| Théâtre régional (Neuchâtel) | 0 | 0 | 0 | 0 | 1'137'456 |
| Patinoires Littoral (Neuchâtel) | 0 | 0 | 0 | 0 | 820'150 |
| SITEBCO **tâches primaires** (Boudry) syndicat régional | 0 | 0 | 0 | 0 | 469'998 |
| SITEBCO **tâches secondaires** (Boudry) syndicat régional | 0 | 0 | 0 | 3'372'300 | 3'753'698 |
| SIAALN (Colombier) | 818'853 | 0 | 818'853 | 3'242'587 | 3'366'991 |
| SFB (Saint-Aubin- Sauges) | 98'461 | 0 | 98'461 | 100'000 | 83'246 |
| SFBL (Marin) | 0 | 0 | 0 | 0 | 238'997 |
| SFISOVR (Feu Val-de-Ruz Sud-Ouest) | 1'500 | 0 | 1'500 | 0 | 5'458 |
| SPVDRN (Feu Val-de-Ruz Nord) | 0 | 0 | 0 | 0 | 41'850 |
| SGDVT (Môtiers) | 0 | 0 | 0 | 0 | 113'760 |
| SIPCO (Couvet) | 450'011 | 0 | 450'011 | 269'850 | 849'294 |
| CSR (Couvet) | 0 | 0 | 0 | 4'611'100 | 4'791'417 |
| SPIVAL (Fontaines) | 152'391 | 0 | 152'391 | 2'433'876 | 2'477'498 |
| STIVAB (Le Cerneux-Péquignot) | 0 | 0 | 0 | 0 | 17'714 |
| **Total Divers (13)** | **1'521'216** | **0** | **1'521'216** | **14'029'713** | **17'030'071** |
| **Récapitulation** | | | | | |
| Ecoles secondaires (6) | 1'444'794 | 280'599 | 1'164'195 | 43'489'711 | 49'077'203 |
| Stations d'épurations (10) | 1'498'737 | 677'080 | 821'657 | 55'273'700 | 66'100'642 |
| Adduction d'eau (5) | 12'872 | 25'958 | -13'086 | 13'008'750 | 30'796'950 |
| Divers (13) | 1'521'216 | 0 | 1'521'216 | 14'029'713 | 17'030'071 |
| **Ensemble des syndicats intercommunaux (33) et régionaux (1)** | **4'477'619** | **983'637** | **3'493'982** | **125'801'874** | **163'004'866** |
| Chiffres de 2004 | 6'001'505 | 7'685'513 | -1'684'008 | 125'029'825 | 185'886'979 |

Neuchâtel, le 9 février 2007

Le Conseiller d'Etat,
chef du Département de la justice,
de la sécurité et des finances

Jean Studer

# TABLE DES MATIERES


**1. SECRETARIAT GENERAL ..... 7**

1.1. Comité de « Notre Jeûne Fédéral » ..... 8
1.2. Office d'organisation ..... 11
1.3. Office de la politique familiale et de l'égalité ..... 12

**2. SERVICE DE LA JUSTICE ..... 16**

2.1. Introduction ..... 16
2.2. Gestion ..... 16
2.3. Activités déployées ..... 17

**3. SERVICE PENITENTIAIRE ..... 24**

3.1. Généralités ..... 24
3.2. Direction du service pénitentiaire ..... 26
3.3. Office d'application des peines (OAP) ..... 27
3.4. Prison préventive de La Chaux-de-Fonds ..... 31
3.5. EEP Bellevue ..... 34
3.6. EEP La Ronde ..... 37
3.7. Conclusions ..... 41

**4. SERVICE DE PROBATION ..... 42**

4.1. Introduction ..... 42
4.2. Gestion ..... 42
4.3. Activités déployées ..... 43
4.4. Perspectives d'avenir ..... 49

**5. POLICE CANTONALE ..... 50**

5.1. Introduction ..... 50
5.2. Gestion ..... 51
5.3. Activités déployées ..... 54
5.4. Perspectives d'avenir ..... 72
5.5. Conclusion ..... 73

**6. SERVICE DE LA SECURITE CIVILE ET MILITAIRE ..... 74**

6.1. Introduction ..... 74
6.2. Gestion ..... 77
6.3. Activités déployées ..... 78

**7. BANQUE CANTONALE NEUCHATELOISE ..... 100**

**8. SERVICE FINANCIER ..... 100**

8.1. Comptes, budget et politique financière ..... 100
8.2. Gestion financière ..... 102
8.3. Autres tâches ..... 102
8.4. Office de perception ..... 104
8.5. Remise d'impôts ..... 110
8.6. Office du contentieux général ..... 110
8.7. Office des assurances ..... 114
8.8. Office cantonal des documents d'identité ..... 115
8.9. Contributions ecclésiastiques ..... 115
8.10. Subsides constitutionnels en faveur des Eglises ..... 117

**9. SERVICE DES CONTRIBUTIONS ..... 118**

9.1. Considérations générales et évolution de la taxation ..... 118
9.2. Impôt direct 2006 ..... 122
9.3. Impôt sur les gains immobiliers ..... 134
9.4. Impôt foncier sur les immeubles de placement des personnes morales et sur les immeubles des institutions de prévoyance ..... 135
9.5. Estimation cadastrale ..... 135
9.6. Impôt anticipé ..... 137
9.7. Droits de mutation et impôts de successions ..... 139
9.8. Statistique - Personnes physiques - Impôt direct cantonal - Taxation 2005 ..... 140

**10. SERVICE JURIDIQUE ..... 150**

10.1. Considérations générales ..... 150

10.2. Organisation du service ..... 150
10.3. Missions et activités du service juridique ..... 151

**11. SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES ..... 162**

11.1. Introduction ..... 162
11.2. Effectif du personnel ..... 163
11.3. Encouragement des départs en retraite anticipée ..... 167
11.4. Progression salariale 2007-2009 ..... 168
11.5. Description, évaluation, classification des fonctions et nouveaux systèmes de rémunération ..... 169
11.6. Office de la formation continue et du secteur social ..... 170

**12. SERVICE DU TRAITEMENT DE L'INFORMATION ..... 173**

12.1. Réorganisation de l'Etat ..... 173
12.2. Réorganisation du STI ..... 173
12.3. Réorganisation de l'informatique scolaire ..... 173
12.4. Mise à niveau des infrastructures ..... 174
12.5. Préparation de la version 2 du Guichet unique ..... 174
12.6. Outils collaboratifs ..... 175
12.7. Certification ISO ..... 175
12.8. Plan informatique ..... 175
12.9. Divers ..... 177
12.10. Statistiques ..... 177

**13. SERVICE DE LA GERANCE DES IMMEUBLES ..... 179**

**14. SERVICE DES COMMUNES ..... 180**

14.1. Contrôle de gestion ..... 180
14.2. Compte administratif de l'ensemble des communes (comptes de fonctionnement et des investissements) ..... 181
14.3. Commentaires ..... 181
14.4. Tableaux statistiques ..... 183
14.5. Rendement des impôts et effort fiscal ..... 185
14.6. Dette consolidée de l'ensemble des communes (y compris les syndicats intercommunaux) ..... 186
14.7. Investissements nets de l'ensemble des communes (y compris les syndicats intercommunaux et régionaux) ..... 187
14.8. Sanction d'arrêtés ..... 188
14.9. Fonds d'aide aux communes ..... 188
14.10. Fonds destiné aux réformes de structures des communes ..... 189
14.11. Impôts ..... 189
14.12. Législation et activités juridiques ..... 190
14.13. Fusions de communes et collaborations intercommunales ..... 191
14.14. Péréquation financière intercommunale ..... 192
14.15. Gestion communale ..... 192
14.16. Application de la loi sur les communes ..... 193
14.17. Tableaux statistiques ..... 197